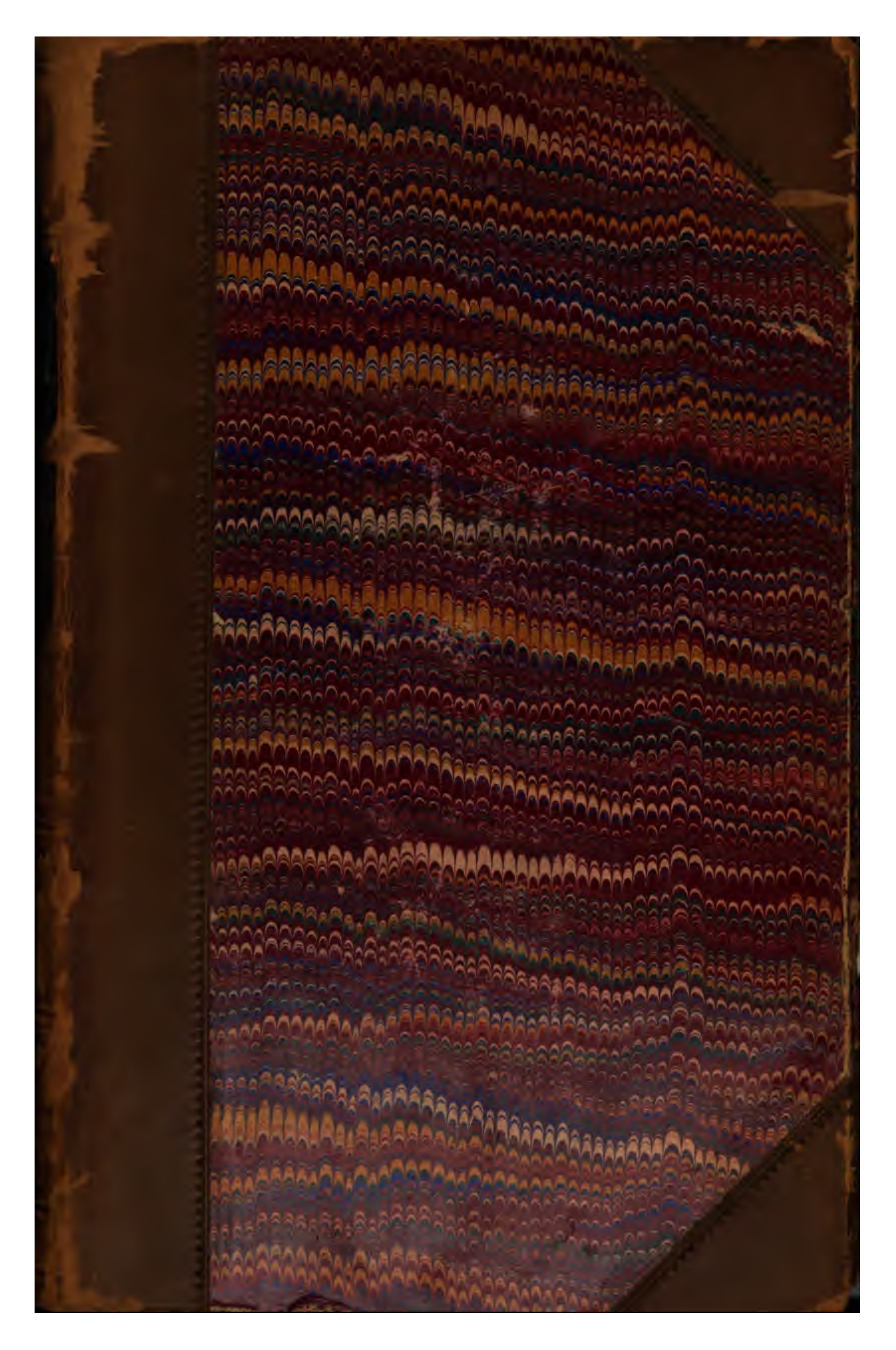
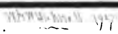



In Memory of
STEPHEN SPAULDING
1907 – 1925
CLASS of 1927
UNIVERSITY OF MICHIGAN





COURS COMPLET
D'ART ET D'HISTOIRE
MILITAIRES.

Imprimerie de Cosse et G.-Laguionie,
rue Christine, 2.

COURS COMPLET
D'ART ET D'HISTOIRE
MILITAIRES,

OUVRAGE DOGMATIQUE, LITTÉRAIRE ET PHILOSOPHIQUE

A L'USAGE

DES ÉLÈVES DE L'ÉCOLE ROYALE SPÉCIALE MILITAIRE;

PAR J. ROCQUANCOURT,

Chef d'escadron au corps royal d'État-Major, directeur des études de ladite École, ancien élève de l'École Polytechnique, et ancien capitaine du Génie, membre associé de l'Académie de Caen.

DEUXIEME ÉDITION,

REVUE ET CONSIDÉRABLEMENT AUGMENTÉE.

TOME SECOND.



PARIS,

LIBRAIRIE MILITAIRE DE GAULTIER-LAGUIONIE,

(MAISON ANSELIN)

36, RUE ET PASSAGE DAUPHINE.

—

1841.

COURS COMPLET
D'ART ET D'HISTOIRE
MILITAIRES.

DOUZIÈME LEÇON.

ART MILITAIRE.

RÈGNE DE LOUIS XV.

§ I. Coup d'œil sur l'état physique, moral et politique de l'Europe au commencement du règne de Louis XV. — Les changements qui se sont prononcés depuis un siècle appellent de nouveaux moyens d'émulation, et nécessitent de nombreuses réformes dans la manière de créer, d'organiser et d'employer les troupes. — Les Français cèdent le pas aux étrangers. — La Prusse est érigée en royaume. — Premier aperçu des causes de l'influence de cette puissance sur les affaires de l'Europe.—Le cercle de la civilisation s'étend de plus en plus. — Les Russes sont arrachés à la barbarie ; ils cultivent l'art militaire et les autres arts. — La bataille de Pultawa atteste leurs progrès. — § II. — L'art militaire est négligé pendant la minorité de Louis XV. — La gloire des armes est momentanément sacrifiée au désir de s'enrichir. — Système de Law. — Premier conseil de la guerre. — Villars en est nommé président — Louis XV institue des compagnies de Cadets. — Etablissement de milices régulières et permanentes. — Les troupes légères et les corps francs se multiplient. — De nombreux abus paralysent l'action de la discipline dans l'armée française.

— Divers camps de manœuvre sont établis sur la Moselle et la Sarre. — § III. Du maréchal de Saxe considéré principalement comme observateur et comme historien de nos mœurs et de nos institutions militaires. — Fragment extrait de son *Traité des Légions*. — Il introduit l'usage du pas emboîté. — Formations existantes de son temps. — Propositions, vues et remarques diverses du maréchal de Saxe. — Il est consulté sur une méthode d'exercice à adopter. — De quelques innovations ou améliorations introduites par les ministres d'Argenson et Choiseul. — § IV. Examen critique des batailles et des conceptions du maréchal de Saxe. — Fontenoi. — Rocoux. — Lauffeld.

§ I.

La leçon que nous allons entamer embrassera toute la période comprise entre Louis XIV et la guerre de Sept-Ans.

Des découvertes (1) plus utiles, et non moins étonnantes par leurs effets que toutes celles qui nous venaient des anciens, avaient changé l'aspect de l'Europe et surtout de la France à l'époque où Louis XV monta sur le trône.

Un demi-siècle avait vu s'ouvrir ou s'écrouler les donjons et les murs crénelés qui, à chaque pas, hérissaient et attristaient la campagne. Des monuments de gloire ou d'utilité publique s'élevaient à la place des gothiques arsenaux du moyen âge. L'art puissant et ingénieux à l'aide duquel le faible a pu braver les coups du fort, avait cessé de prêter une assistance illicite aux factions turbulentes, pour ne plus servir qu'à créer des obstacles contre l'ennemi extérieur : de vastes forteresses couvraient les frontières ; les ports recélaient tous les éléments d'une force maritime imposante ; des terrains naguères incultes, ou couverts de bois, se peuplaient de villages et de vergers productifs. Les villes, que retenaient emprisonnées leurs féodales enceintes, prenaient dès lors une extension proportionnée à l'accroissement récent de l'industrie et de la richesse commerciale. Les distances commen-

(1) La poudre à canon, l'imprimerie, la boussole, les télescopes, etc.

çaient à se raccourcir ; partout on voyait s'ouvrir de nouveaux chemins, de nombreuses communications (1).

Des changements analogues s'étaient prononcés dans les mœurs et dans la politique. Le droit des gens, établi sur des bases moins incertaines et plus philanthropiques, à la suite et par l'effet de la guerre de Trente-Ans, avait déterminé des relations plus fréquentes et plus intimes entre les gouvernements et les hommes. Les négociations tendaient principalement au maintien d'un juste équilibre entre les puissances du premier ordre, sans qu'il en résultât aucun préjudice pour les petits États.

Une lumière, devenue chaque jour et plus vive et plus pénétrante, avait éclairé le monde et pressé la marche des sociétés dans la carrière de la civilisation. La France, qui, pour la première fois seulement depuis Charlemagne, venait de ressentir l'influence vivifiante d'un gouvernement affermi sans contradiction, se livrait à tous les genres de perfectionnement. Déjà sa capitale était devenue le rendez-vous général de l'Europe, le séjour des arts, de l'esprit et du goût, de la politesse et du luxe.

L'état de gêne où se trouvait la France par suite des dernières guerres, n'empêchait pas que l'ordre ne fût dans tout et ne régnât partout. L'industrie et le commerce encouragés, répandaient la richesse et développaient, dans toutes les classes, des sentiments généreux ; les domaines changeaient de possesseurs ; la population s'accroissait et devenait meilleure ; la violence était odieuse et l'humiliation insupportable. Il n'était plus ce temps où cinq cents petits princes ou seigneurs se partageaient l'Europe, et, s'arrogeant le droit de lever des armées, entretenaient une guerre éternelle. Plus de projets factieux, plus de courses en troupes et en armes au mépris de l'autorité légale ; plus d'entraves aux opérations

(1) La plupart des grandes routes datent leur existence de la première moitié du dix-huitième siècle, non-seulement en France, mais aussi dans toute l'Europe.

commerciales et aux travaux de l'agriculture. Un vif empressement à servir le prince et à mériter ses faveurs, avait succédé à cet esprit de fureur et de rébellion qui, depuis tant de siècles, possédait les citoyens. Les nobles n'étant plus cantonnés dans leurs terres, les gouverneurs des provinces n'ayant plus de postes importants à donner, chacun s'empressait à venir déposer au pied du trône le respectueux hommage de son dévouement et de sa fidélité On avait enfin compris que, servir pour servir, il valait mieux s'attacher à la bannière d'un souverain puissant, qu'à celle d'un petit prince. Ceux-ci ne sont jamais d'aussi bonne composition que les premiers, et la servitude s'ennoblit par la grandeur et la majesté du maître.

Ce nouvel ordre de choses appelait de nouveaux moyens d'émulation et de nombreuses réformes dans la manière de créer et d'entretenir les armées. La substitution récente du fusil aux anciennes armes, demandait à son tour d'importantes modifications dans l'art de former et d'employer les troupes; en un mot, la science de la guerre devait subir une nouvelle révolution, et cette révolution, qui s'annonçait comme prochaine, devait encore être hâtée par l'existence des armées permanentes.

Les Français, qui, jusqu'alors, avaient ouvert la marche aux perfectionnements, se borneront dans cette circonstance à les entrevoir et à les conseiller. En effet, les changements, que nous verrons désormais s'effectuer, seront moins notre ouvrage que celui des étrangers.

Un nouveau royaume venait de se montrer à l'Europe. L'empereur Léopold, usant du droit que s'arrogeaient alors les successeurs des Césars de créer des rois, avait érigé, *sans trop y réfléchir* (1), la Prusse ducale en royaume. Ce pays, qui n'était encore qu'un vaste désert, fut porté sous un seul règne

(1) Déjà depuis près d'un siècle, la Prusse est en possession de la Silésie; mais se bornera-t-elle à cette première conquête? Cette puissance est un géant qui a grandi tout à coup, et qui a besoin de prendre du corps. Dans

à un haut degré de puissance et de prospérité. Frédéric-Guillaume, son second roi, avait mis tous ses soins à faire défricher les terres, à bâtir des villages, et à attirer un grand nombre d'émigrants, fournissant à tous de quoi s'établir et de quoi travailler. Tant de frais, tant d'avances, et la modicité de ses revenus ne l'avaient pas empêché d'économiser des sommes immenses et d'organiser une armée de plus de soixante-dix mille hommes choisis (1). Ce prince, plus politique que guerrier, ne chercha point à faire usage de ces ressources; mais elles servirent, comme on le verra, à son fils Frédéric II, à élever sa patrie au rang des puissances du premier ordre, et à poser les bases d'un système de guerre qui s'est introduit dans les autres armées avec plus ou moins d'opposition et de succès.

Il existait, dès lors, indépendamment de l'état menaçant de la Prusse, un autre motif qui nous pressait de réparer les désastres de la guerre de la Succession, et de réorganiser en toute hâte une armée nombreuse, et surtout forte par sa discipline et son moral. La Russie, qui, jusqu'alors, était restée en dehors du cercle de la civilisation, s'annonçait comme devant prochainement prendre une part fort active aux débats politiques et militaires de l'Europe. Des hommes les plus bruts et les plus timides, Pierre-le-Grand avait fait des soldats intrépides et patients. Ce prince, convaincu que chez un peuple ignorant et grossier, mais par cela même exempt de certains préjugés, tels qu'étaient encore les Russes à la fin du dix-septième siècle, l'exemple du souverain est le meilleur et le plus sûr moyen d'entraînement, n'avait pas dédaigné de se faire tour-à-tour charpentier et soldat pour in-

l'état où sont aujourd'hui les choses, l'Autriche n'a-t-elle pas à trembler pour la Bohême et la Moravie? N'a-t-elle pas à craindre en même temps que les Russes ne s'emparent de la Transylvanie et d'une partie de la Hongrie?

(1) L'ordre, la discipline, l'instruction de cette armée, dont, surtout l'infanterie était excellente, étaient l'ouvrage du prince Léopold d'Anhalt qui la commandait sous le roi.

culquer à ses sujets le goût de la marine et des armes. Déjà le nom de Pultawa se trouvait inscrit dans les fastes de l'armée moscowite. Une victoire aussi décisive, contre les troupes les mieux disciplinées de l'Europe, n'était-elle pas le présage certain de ce que feraient un jour les Russes (1)? La disposition qu'ils avaient adoptée n'était-elle pas en même temps un avertissement et une leçon pour les autres nations? En effet, il convient de faire dater de cette bataille une combinaison nouvelle de la tactique et de la fortification, qui fut un progrès réel pour l'une et pour l'autre. Le czar, écartant une routine qui, depuis longtemps assujettissait les armées à rester immobiles derrière des retranchements en ligne continue, avait couvert le front de son infanterie par sept redoutes, séparées par de grands intervalles, et renfermant deux bataillons chacune. Ce fut à cette disposition, jusqu'alors inusitée, quoique également favorable à la défensive et à l'offensive, qu'il dut d'anéantir l'armée entière de l'aventureux Charles XII. Le maréchal de Saxe, inspiré par le souvenir de Pultawa, a écrit, sur l'excellence des redoutes, un chapitre que tous les écrivains ont cité, et qui n'a pas peu contribué à faire abandonner les lignes continues, pour adopter l'usage plus expéditif et plus conforme à la nature de nos armes et de nos manœuvres, de ne fortifier que quelques points seulement de l'ordre de bataille : avec un tel système d'ouvrages, l'essor de la valeur n'est point comprimé, et l'on peut mieux tirer parti des localités.

Mais nous en avons dit assez des motifs qui faisaient une obligation à la France de songer plus sérieusement que jamais à l'entretien et à l'amélioration de sa milice, pour examiner maintenant si les mesures qu'adopta son gouvernement répondirent à la gravité des circonstances. Et d'abord, pré-

(1) *Conquérir pour ne pas rendre ;* c'est en prenant ce principe pour base constante de sa politique depuis Pierre-le-Grand, que la Russie s'est avancée dans la carrière des conquêtes avec autant d'uniformité et presque aussi heureusement que la république romaine.

venons que l'opinion que nous nous sommes formée de cette période de l'histoire de l'art, opinion qui paraîtra peut-être un peu sévère, est le résultat d'investigations aussi ardues que minutieuses dans les écrits du temps.

§ II.

L'altération que nous avons observée dans les institutions et dans l'esprit militaires à partir de la mort de Turenne, se trouva accompagnée de circonstances tellement contraires à la discipline et à l'émulation, sous la minorité de Louis XV, qu'on dut craindre l'entière dissolution de l'armée. Aucun danger qui pût entraîner l'intervention d'une force militaire imposante ne menaçait l'État : l'habitude de l'obéissance, que les Français avaient contractée sous le règne précédent, assurait la tranquillité intérieure. L'Europe entière éprouvant le besoin d'effacer les traces d'une guerre qui avait pesé sur tous les États, la paix ne devait être sérieusement troublée qu'en 1740.

Avec un esprit et des qualités qui lui donnaient plus d'un trait de ressemblance avec Henri IV, le régent eût pu restaurer la chose publique et opérer le bien de l'armée ; il le pouvait d'autant mieux qu'avec des connaissances variées et des sentiments généreux, il possédait à un haut degré l'expérience de la guerre ; mais, trop accessible aux séductions d'un siècle dépravé, il songea moins à mettre les circonstances à profit, qu'à jouir sans embarras et sans contrariété d'un pouvoir qu'il ne devait pas conserver. Le ton de légèreté et de plaisanterie qu'il sut entretenir pendant toute la durée de son administration, porta la plus funeste atteinte à la morale publique et particulière ; on continua de porter des uniformes, plus brillants peut-être qu'auparavant, mais on cessa en quelque sorte d'être militaire.

Un autre genre de corruption fit sacrifier la gloire des armes et de tous les autres genres de gloire au désir exclusif de s'enrichir. Il s'agit du système de Law, de ce jeu d'une

espèce nouvelle, où une partie des citoyens pariait contre l'autre, et dont les pernicieux effets causèrent la ruine d'une foule de familles. On conçoit qu'en éveillant la cupidité de toutes les classes, ce système dut détourner les esprits de toute attention au bien public, de toute vue politique et militaire, en les remplissant de la crainte de perdre et de l'avidité de gagner. Il se peut, sous un autre rapport, que la société ait eu à s'applaudir de cette direction des esprits. En effet, on est conduit à penser, lorsqu'on se reporte à cette époque, que l'état d'indifférence dont il s'agit, et qui eût été un mal dans toute autre occasion, devint un bien réel par l'effet qu'il eut d'étouffer des germes de discorde qui auraient pu reproduire les scènes sanglantes de la minorité de Louis XIV.

Quoi qu'il en soit, il est à regretter qu'une période pendant laquelle nous fûmes en possession de tous les moyens de perfectionnement, et d'une expérience acquise au prix de tant de sacrifices et de tant de sang, ait été perdue pour la France. Le sentiment que fait naître cette réflexion est d'autant plus pénible, que de cette époque même datent, comme on l'a vu, pour la Prusse et pour la Russie, des essais, des progrès, et un développement de forces morales et matérielles dont nous eûmes ensuite à éprouver les effets.

Villars restait à la France ; ses talents, sa longue expérience, et l'ascendant d'un nom récemment illustré par un succès qui avait sauvé la monarchie, l'autorisaient à signaler le mal et à indiquer le remède. Cette tâche était digne de lui, mais il ne la remplit pas, sans doute parce qu'il entrevit des obstacles insurmontables. Le maréchal borna son ambition à l'honneur stérile de présider *le conseil de la guerre* que le régent institua à la place du ministère, qu'il avait supprimé. Telle fut, en effet, l'inutilité de ce premier grand conseil de la guerre, que nous serions sans doute à ignorer son existence, si quelques écrivains n'avaient trouvé l'occasion de nous en parler, à propos de diverses ordonnances sur les exactions des gens de guerre, le casernement, les hôpitaux, et d'une décision qu'il prit en 1716, pour supprimer les

étapes, dont l'usage existait depuis longtemps en France, et pour lesquelles Louis XIII avait établi des règlements en 1629 (1). Ce conseil paraît avoir existé de 1715 à 1718 ; mais, loin de répondre à sa destination, comme nous l'apprend, d'ailleurs, l'historien de l'Administration de la guerre, il laissa l'armée telle qu'il l'avait trouvée, c'est-à dire dépourvue d'une constitution militaire. Il faut croire, toutefois, lorsqu'on voit y siéger des hommes tels que Villars, d'Asfeld, Puységur, Saint-Hilaire, etc., que l'intrigue, alors si puissante et si active, n'avait eu cependant aucune influence sur le choix des membres de cette institution (2).

Un des premiers actes de l'autorité royale relatif à l'armée, au sortir de la minorité, fut la création de six compagnies de *cadets* (3). Cette mesure, infiniment estimable, avait pour but de tirer des provinces un grand nombre de jeunes gentilshommes, auxquels la misère de leurs parents ne permettait de donner aucune sorte d'éducation. C'était la plus belle manière de reconnaître d'anciens services, et de récompenser une noblesse qui avait tout sacrifié au salut de la France et de la dynastie sur la fin du règne de Louis XIV. La conséquence ordinaire de l'admission au corps des cadets, était un emploi de sous-lieutenant d'infanterie. Il n'y avait qu'un pas de cette institution à l'école militaire, laquelle fut, en effet, fondée peu de temps après, sous le ministère de M. d'Argenson.

(1) La suppression des étapes ne fut pas de longue durée; elle eut lieu contre l'avis du maréchal de Villars, et sur un discours de Puységur, qui ne les approuvait pas. Il ne fallut que l'expérience d'une seule campagne pour démontrer de nouveau la nécessité de cet usage. Le prince Eugène se plaignait avec raison de ce que les étapes n'existaient point en Allemagne, en observant que le *transitum innoxium*, entraînant des mesures préparatoires, les mouvements des troupes étaient connus longtemps avant qu'elles ne se missent en marche. (Vie de Villars par Anquetil, tom. II, pag. 398.)

(2) Voy. *Journal de Villars*; Daniel et l'*Histoire de l'administration de la guerre*, tom. III.

(3) *Journal de Villars*, page 265.

Une autre mesure non moins remarquable fut l'établissement de milices régulières et permanentes (1).

Jusqu'alors, les armées s'étaient recrutées par les enrôlements volontaires, que l'on encourageait au moyen de primes en argent, et par des levées éventuelles proportionnées aux besoins du moment. Louis XIV, se voyant assailli de toutes parts en 1688, avait, le premier, donné l'exemple de ces levées éventuelles, qu'il ne faut pas confondre avec l'insignifiant et ridicule arrière-ban. Celle qu'il effectua dans cette occasion, produisit trente régiments d'un bataillon de cinq cents hommes chacun, qui furent répartis dans les différentes places de la frontière. A cet effet, chaque village avait fourni un ou deux hommes armés et équipés. Ces premiers miliciens furent licenciés à la paix de Ryswik, et la plupart incorporés dans les troupes de ligne.

On eut recours au même moyen en 1701, et cette seconde levée fournit trente-quatre mille hommes de milice, que les communes durent entretenir jusqu'au traité d'Utrecht, époque de leur licenciement.

Les ordonnances de Louis XV, qui établissent les milices en permanence, ont un caractère de gravité et de sévérité qui contraste avec l'époque. Elles interdisent les engagements volontaires et les remplacements (2); elles fixent à quatre ans la durée du service, et font peser les levées sur les hommes non mariés de seize à quarante ans, et subsidiairement sur les hommes mariés; elles prescrivent de procéder par la voie du sort. C'était un premier pas pour arriver à un mode de recrutement national universel; c'eût été une véritable conscription, sans les exemptions et les priviléges (3). On incorporait au besoin les milices dans les régiments de ligne.

(1) Ordonnances des 25 février, 23 mars et 30 mai de l'année 1726.

(2) C'était sans doute pour ne pas nuire au recrutement des troupes de ligne.

(3) Ces priviléges étaient fort étendus; non-seulement la classe noble était exempte, mais quiconque portait la livrée l'était aussi, etc.

Chaque régiment de milice eut une compagnie de grenadiers en 1744 ; mais, dès l'année suivante, les grenadiers miliciens furent réunis en sept régiments qui prirent le nom de *grenadiers royaux* ou de *grenadiers de France*. Leur service ne différait pas de celui des troupes de ligne. Les grenadiers royaux, après avoir été au nombre de onze régiments en 1785, et de treize en 1778, ont été supprimés à la révolution.

Cette période présente trop peu de changements dans l'état de la milice pour qu'il soit besoin d'y consacrer un paragraphe particulier, et il suffit de noter, avec ce que nous venons de dire, les mutations et innovations suivantes.

On comptait quatre régiments de hussards, ayant chacun un colonel en premier, un colonel en second et quatre escadrons. C'étaient *Berschini*, *Linden*, *Turpin* et *Pollereski*.

Les troupes légères, ou plus correctement, les corps francs, commençaient à se multiplier. Les *Grassins*, les *La Morlières*, dont les noms se retrouvent à chaque instant dans l'histoire des campagnes du maréchal de Saxe, étaient des corps irréguliers d'infanterie légère qui portaient les noms de ceux qui les commandaient ou qui les avaient organisés.

Le maréchal de Saxe parle de commandants ou chefs de bataillon : il se peut que le grade et le titre en aient existé momentanément de son temps ; mais aucun document officiel, à notre connaissance, n'en fait remonter l'origine au-delà des premières campagnes de la révolution.

La France entretenait les mêmes espèces de troupes que sur la fin du règne de Louis XIV ; mais en plus petit nombre (du moins jusqu'en 1740). On y retrouvait les mêmes usages, les mêmes formations, le même régime administratif et tactique, et malheureusement un plus grand nombre d'abus et de vices. Le jeu, le luxe de la table et des équipages, avaient surtout fait des progrès effrayants. On s'était comme donné le mot pour ne rien faire ou pour tuer le temps par des occupations frivoles. Les hauts emplois étant le partage exclusif des familles privilégiées, il en résultait que souvent les colonels ne possédaient aucune des qualités qui constituent les

bons chefs de corps. La plupart étaient jeunes, dissipés, amis du plaisir et ennemis des fatigues de l'esprit et du corps, sans lesquelles un militaire ne peut espérer de s'élever au-dessus de la médiocrité. Leur courte présence au régiment était marquée par des fêtes et des amusements de toute espèce, et non par des exercices qui les eussent instruits. Ils voyaient rarement leur troupe sous les armes, dans la crainte de montrer leur infériorité dans un art qu'ils auraient dû pouvoir enseigner. Les officiers, ne connaissant d'autre voie à l'avancement que la protection de leur jeune colonel, flattaient ses goûts, applaudissaient à ses caprices, et dissimulaient le mal s'ils en avaient connaissance. Les uns s'introduisaient dans ses bonnes grâces, en prenant part à ses plaisirs, en assistant à toutes ses parties; les autres, plus raffinés, en poussant la complaisance jusqu'au point de paraître moins au fait du métier qu'ils ne l'étaient réellement, afin de ménager son amour-propre, en rendant son inexpérience moins apparente. Les choses allaient au plus mal, parce qu'il y avait plus d'avantage à faire sa cour qu'à faire son devoir (1).

Il suffit de ce que nous venons de dire, pour montrer à quel point de dépérissement était parvenu notre état militaire au moment où Louis XV c mmença à régner par lui-même.

Le premier remède que l'on crut devoir opposer à tant d'inconvénients, fut l'établissement de camps d'exercice. On espérait que l'émulation naîtrait du contact des corps entre eux, et qu'en éloignant le soldat et l'officier d'une garnison où ils n'avaient que trop d'occasions de se livrer aux débordements d'une vie licencieuse, on les rappellerait à des habitudes plus militaires. L'on s'attendait aussi qu'en retraçant l'image de la guerre aux yeux des généraux et des chefs de corps, ils apprendraient à remplir avec succès des fonctions dont la plupart ignoraient la nature et l'étendue. L'usage de réunir ainsi les troupes pour leur faire exécuter de grandes

(1) Quand, dans un Etat, a dit Montesquieu, il y a plus d'avantage à faire sa cour qu'à faire son devoir, tout est perdu.

manœuvres, était alors en grande estime chez les Prussiens ; nous leur en avions donné l'exemple en 1699 (1).

On en revint donc aux camps d'exercice comme à un remède qui devait déraciner le mal. Ce n'est pas que cette mesure, que paraît avoir conseillée le maréchal de Villars, n'eût été efficace dans d'autres circonstances ; mais, sous un ministère timide et disposé à tout sacrifier au maintien de la paix, elle ne pouvait que devenir illusoire (2). Les camps que l'on forma sur la Meuse, la Moselle et la Sarre en 1727, ne furent à la lettre que des camps de plaisance où, loin de rivaliser de zèle pour l'amélioration de la discipline et l'instruction des troupes, les officiers généraux et les chefs de corps ne firent assaut que de luxe et de dépenses (3).

§ III.

Le mal que nous venons de signaler avait atteint toute son intensité, lorsque le comte Maurice de Saxe (4) vint à offrir à la France ses talents et son épée.

Étranger parmi nous, philosophe et observateur profond, le comte de Saxe nous vit tels que nous étions : car on a remarqué de tout temps que les étrangers sont meilleurs juges des mœurs d'une nation, que ceux qui sont nés dans son sein. Une vive curiosité les porte à tout voir, à tout étudier ; et leurs observations sont d'autant plus délicates et d'autant plus vraies, qu'ils les font pour la première fois. L'habitude de voir les mêmes objets fascine nos yeux, et finit ordinairement

(1) *Voy.* le § I de la leçon précédente.

(2) La maxime qui veut que l'on se tienne préparé à la guerre pour conserver la paix, n'entra jamais dans l'esprit du cardinal de Fleury ; et tout annonce, au contraire, que ce ministre, honnête homme d'ailleurs, ne se serait pas volontairement déterminé à donner à une constitution forte à l'armée, dans la crainte de porter ombrage aux Etats voisins.

(3) *Voy.* le Journal déjà cité du maréchal de Villars.

(4) En 1722.

par nous induire en erreur. On l'a dit souvent, et nous le répéterons : nul n'est bon juge dans sa propre cause, et s'il s'agit de prononcer sur le pays qui nous a vus naître, l'orgueil national intervient aussitôt dans nos décisions. Ceci explique pourquoi Polybe a mieux rendu compte des institutions militaires des Romains que les Romains eux-mêmes ; et pourquoi tout récemment, M. Charles Dupin a surpassé les Anglais, de leur propre aveu, dans son savant ouvrage sur les *Forces militaires et commerciales* de la Grande-Bretagne. Ce n'est pas à un citoyen d'Athènes ou de Corinthe, mais à un jeune Scythe, que le judicieux abbé Barthélemy confie le soin de nous retracer les usages et les mœurs de la Grèce.

Indépendamment de sa qualité d'étranger, le comte de Saxe possédait, comme écrivain philosophe, et comme général, tous les autres titres nécessaires pour bien observer nos institutions. Aussi l'examen qu'il en a fait, et dont nous allons transcrire un fragment, porte-t-il tout le caractère de l'exacte et triste vérité.

« Toutes les armées, dit-il (1), que le roi a envoyées en « Bohême, en Westphalie et en Bavière, y sont passées très « bien équipées, très belles et complètes : elles sont reve- « nues, ruinées, épuisées, et y ont perdu une quantité prodi- « gieuse d'officiers et de soldats : nous n'y avons cependant « point eu d'affaire générale, et la seule qui a été un peu « considérable a été heureuse pour nous ; ce n'est qu'en dé- « tail que nous avons vu fondre nos armées. En effet, la plus « grande partie des détachements envoyés, des postes déta- « chés, des escortes qui ont été attaquées par les ennemis, « ont été battus ou surpris par l'indiscipline du soldat ou la « négligence de l'officier. Il est à naître qu'on ait vu marcher « une escorte en bon ordre. Les soldats, occupés continuel- « lement à piller, ou seulement à se soustraire à la vue de « leur commandant, ont l'habitude de s'en éloigner dès le « commencement de la marche, et à peine se trouve-t-il un

(1) Traité des légions, page 6 et suivantes.

« officier qui y fasse attention. S'il veut les contenir, le sol-
« dat, accoutumé à l'insolence, à la désobéissance et à l'im-
« punité, n'en fait ni plus, ni moins, et s'évade dès le premier
« moment ; aussi, ne voit-on pas un officier à qui cela arrive
« qui n'avoue lui-même qu'il n'a pas pu contenir sa troupe.
« Réponse absurde et ridicule, dont les suites doivent être
« infailliblement funestes à l'État ! Il en est de même des par-
« tis, des postes, des gardes et détachements, ou le sol-
« dat s'en éloigne, ou s'il reste à la troupe, c'est pour marcher
« en mauvais ordre, s'arrêter à tout moment, parler quand il
« faut se taire, et murmurer quand il faut obéir. L'ennemi
« paraît-il, il ne connaît ni n'entend plus rien ; il ne sait ni
« se former, ni se défendre, ce n'est que confusion ; et si par
« hasard il se fait quelque commandement, chose assez rare,
« vous parlez à des sourds, à des immobiles, peu accoutu-
« més aux exercices militaires, à l'obéissance et au respect
« qu'ils doivent à leurs officiers. Ils lâchent leur feu en l'air,
« et sont nécessairement battus, et cela, parce que le soldat
« n'est pas accoutumé au commandement, et que le châtiment
« n'est jamais assez prompt parmi nous ; mais surtout parce
« que la plupart des officiers ne savent ni commander, ni se
« faire obéir, et que ceux qui le savent n'osent souvent le
« faire, de crainte de s'attirer la haine de leurs camarades,
« qui croient que la punition fait déserter le soldat (1), ou
« d'être blâmés de leurs colonels, qui ne connaissent pas les
« conséquences de la discipline, et n'en ont pour l'ordinaire
« aucune idée, parce qu'on ne peut s'informer au juste que
« sur ce que l'on voit, et que tout ce qu'ils voient n'est pas
« propre à le leur donner. Les hommes ne peuvent juger sai-
« nement des choses que par comparaison (2). Quiconque
« n'a point vu ou servi avec les Prussiens, ignore jusqu'à quel
« point va leur exactitude et leur discipline, et n'en peut

(1) Il faut se rappeler que les compagnies étaient aux compte des capitaines.

(2) C'est encore une des raisons qui donnent l'avantage aux étrangers dans l'examen des mœurs d'une nation.

« connaître tous les avantages. Tout le monde a bien vu, à la « bataille de Dettingue (1), les troupes ennemies manœuvrer « avec un ordre surprenant, quoiqu'elles ne fussent pas « aguerries ; mais peu de gens ont observé que cette fermeté « avec laquelle elles se sont conduites, était l'effet de leur « discipline, parce que peu de gens parmi nous en connnais- « sent la valeur intrinsèque. Nous avons encore vu la ma- « raude et l'hôpital, qui en est la suite infaillible, consumer « journellement nos armées ; nous n'avons pas fait une seule « marche en Bohême qui ne nous ait coûté beaucoup de sol- « dats, pris ou tués par les ennemis ou les paysans, lorsqu'ils « se sont écartés pour piller. On ne saurait faire comprendre « à la plupart des officiers l'ordre dans lequel doit marcher « une troupe ; ils n'en ont aucune idée, parce qu'effective- « ment, ils ne l'ont jamais vu en France ; peu se donnent la « peine de veiller, et il y en a, à qui des soldats qu'ils vou- « laient faire rentrer dans la colonne répondaient des paroles « injurieuses, qu'ils n'auraient peut-être pas osé dire à leurs « camarades ; d'autres, loin de punir eux-mêmes leurs sol- « dats, prennent leur parti contre des officiers supérieurs, en « présence et à la tête de leurs troupes ; on en a vu même de- « mander raison, l'épée à la main, à des officiers majors, ou à « leurs camarades qui avaient puni leurs soldats qui s'étaient « trouvés en faute. Cela est certainement capable de décou- « rager les plus zélés pour leur métier, d'autant plus qu'ils « ne se voient soutenus et secondés de personne. »

Quoique maréchal et généralissime, le comte de Saxe n'é- tait pas encore assez autorisé pour opérer des réformes qui eussent demandé le sacrifice d'une foule d'intérêts particu- liers. D'ailleurs, les abus dataient de trop loin, et ils étaient en trop grand nombre, pour qu'il fût possible, même au roi, de les extirper immédiatement. Il ne faut donc pas s'étonner

(1) En 1749, une ardeur imprudente jointe au défaut de discipline nous fit perdre dans cette journée le fruit des plus sages dispositions. (*Voy.* le *Précis du siècle de Louis XV*, tome I, page 115.)

si les conseils du maréchal restèrent sans effet. Cependant, sans adopter toutes ses vues pour remédier au mal, le ministère eût pu, en s'en rapprochant plus ou moins, faire revivre la discipline dans nos rangs, et rappeler dans le régime administratif des corps plus de méthode et plus d'ordre. Mais, éblouis par l'éclat des victoires que nous valurent les talents de cet illustre étranger(1), nous crûmes devoir ajourner tout changement, toute amélioration à notre état militaire. La seule innovation remarquable dont il soit l'auteur, et qu'il eut la satisfaction de voir introduite dans notre armée, est le pas emboîté et cadencé. Voici la manière dont il s'en exprime lui-même (2) :

« Le moyen de remédier à tous ces inconvénients (flot-
« tement, rupture, confusion) est cependant bien simple,
« puisque la nature nous le dicte. Le dirai-je ce grand
« mot, en quoi consiste tout le secret de l'art? Faites mar-
« cher en cadence : c'est pour cela que l'on bat la caisse et
« que les marches sont instituées. Avec cela vous pourrez à
« volonté marcher vite ou lentement, sans que la queue
« traîne. Tous vos soldats iront du même pied ; les quarts de
« conversion se feront ensemble, avec célérité et grâce ; les
« jambes de vos soldats ne se brouilleront pas ; vous ne serez
« pas obligé d'arrêter à chaque conversion, pour repartir du
« même pied ; vos soldats ne se fatigueront pas le quart de ce
« qu'ils se fatiguent à présent. Ceci va paraître encore extraor-
« dinaire : il n'y a personne qui n'ait vu danser des gens pendant
« toute une nuit en faisant des sauts et des hauts-le-corps conti-
« nuels. Que l'on prenne un homme, qu'on le fasse danser pen-
« dant un quart d'heure seulement sans musique, et que l'on
« voie s'il y résistera : cela prouve que les tons ont une secrète
« puissance sur nous, qu'ils disposent nos organes aux exer-
« cices du corps, et les soulagent dans cet exercice. »

(1) Il régnait au sein de l'armée ennemie, composée de nations différentes, une divergence d'intérêts qui devint une sorte de compensation au peu de discipline de nos troupes.

(2) *Rêveries*, tome II, page 33.—*Voy.* aussi l'*Art de la Guerre* du marquis de Quincy, tome II, page 6 et suivantes.

Le maréchal revient encore sur ce sujet à propos de ses observations sur la colonne de Folard, qui lui semble lourde et difficile à mouvoir (1) :

« L'on ne saurait, dit-il, faire charger un bataillon à quatre « de hauteur seulement, que l'on ne tombe dans les inconvé« nients dont je viens de parler ; à moins que l'on ne marche « comme des fourmis, on arrivera toujours sur l'ennemi à « rangs ouverts. Quel défaut énorme ! c'est là la source de la « *tirerie*, parce que pour charger autrement, il faut marcher « vite et ensemble, et qu'on ne le peut, parce qu'on ne peut « marcher sur dix-huit pouces (d'espace pour chaque sol« dat) *sans le tact* (2).

« Il est impossible aussi que les Romains et les Macédo« niens aient pu marcher *sans le tact* ou la cadence, parce « qu'ils étaient sur un ordre serré et profond. Tout le monde « a parlé de cet ordre, personne n'en a, ce me semble, péné« tré le secret. »

Il n'y a rien d'exagéré dans la puissance qu'il attribue au tact et à la cadence ; car c'est par là, et par là exclusivement, que les hommes peuvent occuper des espaces *minima* dans le rang et dans la file, et qu'une troupe peut espérer de conserver la forme primitive de son ordonnance en marchant. Le retour à cet usage, oublié à une époque où l'infanterie, avilie et méprisée, avait cessé de régler la marche des armées et d'en être l'élément principal, est sans contredit, le plus grand progrès qu'ait fait la tactique depuis un siècle (3),

(1) Page 131.

(2) On tire, dit-il, quelqu'autre part, parce qu'on ne saurait mieux faire : on ne saurait faire mieux, parce qu'on n'a pas le tact et la cadence.

(3) Il est avéré par un passage de Thucydide, rapporté précédemment (2e leçon, § II), que les Grecs marchaient en cadence. Tite-Live attribue le même usage aux légions romaines lorsqu'il dit qu'elles allaient à la charge, *Veloce, sed æquo pede*. Mais quels étaient le mécanisme, la mesure et la vitesse du pas militaire des anciens ? Voilà ce que nous ignorons. Toutes les conjectures qu'il est permis d'établir à ce sujet se réduisent à penser, lorsqu'on les voit constamment laisser au moins trois pieds d'homme à homme dans le

Comme nous reviendrons sur les opinions et les systèmes du maréchal de Saxe, dans une leçon consacrée tout entière aux écrivains militaires, nous allons passer immédiatement à l'examen des formations existantes de son temps, puis après à une courte analyse de ses batailles.

L'organisation administrative et tactique de la cavalerie ne différait en rien de ce qu'elle avait été sur la fin du règne de Louis XIV. Le plastron ou demi-cuirasse était sa seule arme défensive : les dragons et les hussards n'en faisaient point usage. On persistait à faire exécuter des feux à la cavalerie. Déjà, cependant, le roi de Prusse et le prince Léopold de Dessau (1) avaient entrevu les propriétés caractéristiques de cette arme, et posé les bases de sa nouvelle tactique. La guerre de Silésie ayant montré combien les feux de la cavalerie étaient de peu d'effet comparativement à ceux d'une infanterie bien dressée, les Prussiens avaient enfin pris la résolution de renoncer à ce genre de combat, pour porter tous leurs soins vers le perfectionnement de l'action de choc et de l'escrime à cheval. Leurs essais eurent les résultats les plus satisfaisants ; mais nous ne les adoptâmes que dans le cours de la guerre de Sept-Ans.

Les bataillons en usage du temps du maréchal de Saxe étaient de six à sept cents hommes, divisés en seize parties ou sections. On se formait encore sur quatre de profondeur ; mais, comme on attachait une grande importance à conserver un nombre constant de files, l'ordonnance se trouvait toujours réduite à trois rangs à la suite de la première affaire un peu sérieuse. Ceci fournit une nouvelle occasion de remarquer que plus d'une fois les circonstances ont nécessité des changements momentanés, que l'expérience et la réflexion ont ensuite adoptés comme des perfectionnements.

rang et dans la file, qu'ils n'éprouvaient pas autant que les modernes le nécessité d'emboîter rigoureusement le pas, ou que les moyens d'y parvenir leur étaient échappés.

(1) *Voyez* le traité déjà cité du comte de Bismark.

Une compagnie de grenadiers sur la droite, et un piquet d'élite sur la gauche, encadraient le bataillon. On éprouvait le besoin de renforcer les flancs devenus de plus en plus faibles, à mesure que l'ordonnance s'était amincie. Les anciens avaient moins que nous à redouter pour cette partie de l'ordre de bataille ; mais leurs formations ne satisfaisaient pas autant que les nôtres au principe qui exige que tous les combattants puissent être mis simultanément et concurremment en action.

Le maréchal a émis sur l'organisation, l'armement et l'habillement des troupes, des opinions qui, sans avoir été adoptées, ont eu cependant une influence réelle sur les changements qui s'opérèrent après lui. Il propose implicitement de réduire le nombre des subdivisions du bataillon, de créer des troupes légères, et de renoncer à l'habillement incommode et dispendieux que l'on donnait alors au soldat, pour en adopter un autre plus économique, plus militaire, et moins gênant; il a le premier conseillé l'usage également propre, sain et commode, de couper les cheveux. Toutes ces améliorations se sont effectuées peu à peu. Sa légion renferme tous les éléments de *la division*, et n'en diffère que par le nombre. Il insiste principalement sur l'infanterie légère : « J'espère, dit-« il, que les armés à la légère serviront à les ménager un « peu (les grenadiers) ; car, aujourd'hui, un officier général « ne peut faire un pas s'il n'a une escorte, ni une promenade « où l'on ne fasse marcher inutilement des grenadiers. »

Remarquons que les Prussiens, et en général les Allemands, se montrèrent plus empressés que nous de répondre aux vues du maréchal. C'était une conséquence de leur marche ascendante et de notre état stationnaire. Dès l'ouverture de la guerre de Sept-Ans, les Hanovriens eurent des chasseurs à pied et à cheval, qui sont devenus le prototype de cette foule de troupes légères qui ont ensuite couvert l'Europe. Le maréchal voulait que l'on en revînt à la reine des armes (1) ; les

(1) Il propose d'armer de piques les troisième et quatrième rangs, et de

piques n'ont point reparu; mais la lance est redevenue l'arme par excellence de la cavalerie.

Le maréchal avait observé que les régiments qui portaient des noms de province ou des numéros, étaient, en général, animés d'un meilleur esprit que les régiments qui recevaient leur nom de celui du colonel. « Et, au fait, dit-il, les actions « des premiers peuvent moins s'oublier que celles des se- « conds, dont les noms changent à chaque instant. Outre « cela, il est dans le cœur de l'homme de se moins intéresser « aux choses qui regardent son semblable, qu'à celles qui « lui sont personnelles. La réputation d'un corps devient per- « sonnelle dès que l'on se fait un honneur d'y être. Or, cet « honneur est bien plus facile à faire naître dans un corps « qui porte son nom avec lui, que dans un qui porte celui « de son colonel, qu'en général on n'aime pas. »

Il y avait autant de modes différents d'exercices que de régiments. Le ministre de la guerre, embarrassé de faire un choix au milieu de la multiplicité des théories et des systèmes, prit l'avis du maréchal de Saxe, qui se décida pour l'exercice prussien. On voit, par sa réponse à M. d'Argenson, combien l'instruction élémentaire des troupes lui paraissait une affaire sérieuse et délicate.

« Ce n'est pas une petite chose que le choix de l'exercice, « dit il; on y a travaillé en Prusse pendant l'espace de qua- » rante années avec une application sans relâche, et le règne « de deux rois, dont la plus grande attention s'est portée sur « la partie du militaire, y a été employé avec l'aide de leurs « généraux qu'aucun objet de fortune ou de plaisir ne dis- « trait des fonctions dont ils sont chargés. »

Ceux de nos lecteurs qui désireraient des détails sur la tactique élémentaire de ce temps-là, les trouveront dans les

donner des baïonnettes à manche de bois à l'infanterie légère. Ce retour à une arme abandonnée depuis un demi-siècle avait principalement pour but d'empêcher la tirerie, contre laquelle le maréchal saisit toutes les occasions de s'élever.

Etudes militaires de Botée (1), et dans l'ouvrage de l'ingénieur Bardet de Villeneuve (2).

Les exercices étaient compliqués d'une foule de mouvements et de temps inutiles. On regardait toujours le salut de l'esponton, et divers autres tours de force dans le maniement d'armes, comme des choses d'une haute importance. L'exercice se faisait à rangs ouverts. On ne commença à manœuvrer et à marcher en rangs serrés que peu de temps avant la mort du maréchal de Saxe. Ce perfectionnement fut une des premières conséquences de l'invention du pas emboîté.

On n'avait point renoncé aux feux successifs par rang; mais on donnait la préférence aux feux de peloton, récemment inventés par les Prussiens, et qui s'exécutaient les deux premiers rangs étant genou à terre. On faisait ces feux de pied ferme et en marchant en avant ou en retraite. Dans ce dernier cas, les pelotons qui tiraient se portaient à cinq pas en dehors de la ligne, le bataillon s'avançait lentement pour leur donner le temps de reprendre leur place. Quelquefois, on se contentait de faire courber le second rang, au lieu de lui ordonner le mouvement de genou à terre. Nous n'avons pas besoin de faire remarquer les nombreux inconvénients de ces différents feux.

Les théoriciens s'obstinaient encore à recommander les formations en croix et en rond, comme d'excellentes dispositions contre la cavalerie.

Nous venons de citer M. d'Argenson : ce ministre, dont la gestion fut toute paternelle, institua les écoles militaires, régla un mode de recrutement plus juste et moins onéreux pour les familles; et, en adoptant l'opinion que nous venons de voir émettre par le maréchal de Saxe, il fit participer l'armée française aux premiers progrès tactiques dus au génie du roi de Prusse. Ce même ministre créa le casernement, et organisa

(1) Paris, 1731.

(2) La Haye, 1740. — *Voy.*, pour l'artillerie, l'*Art militaire* de Quincy, La Haye, 1745.

les hôpitaux militaires permanents ; enfin, il changea le système des vivres, et améliora le service de l'habillement.

Un autre secrétaire d'État au département de la guerre, le duc de Choiseul, aussi recommandable par ses talents que par sa probité, établit la constitution de l'armée sur de nouvelles bases ; il fit ce que n'avaient su faire Letellier, Louvois et tous les ministres précédents : il arracha aux capitaines d'infanterie et de cavalerie l'entretien et l'administration des compagnies ; il créa des *quartiers-maîtres*, régularisa la comptabilité et la tenue des caisses militaires.

Sans cette dernière mesure, il devenait impossible de perfectionner la cavalerie, car les capitaines propriétaires ne se fussent jamais prêtés de bonne grâce à la pratique de nouvelles manœuvres, dont la conséquence inévitable était d'augmenter la consommation des chevaux.

Le duc de Choiseul extirpa l'incroyable abus des *passe-volants* ou soldats imaginaires, que l'on supposait pour escamoter la solde, et qu'on tuait régulièrement à chaque bataille, pour les faire bientôt revivre sous de nouveaux noms ; il donna une part au mérite dans l'avancement, qui ne s'accordait qu'aux priviléges ou à l'ancienneté, augmenta la solde pour le temps de guerre, et régla des pensions de retraite pour les soldats émérites (1). Mais il est temps de nous arrêter, car déjà nous avons dépassé la limite assignée à cette période.

§ IV.

Le maréchal de Saxe a livré les batailles de ***Fontenoy***, de ***Roçoux*** et de ***Lauffeld***.

La première (11 mai 1745), où se trouvaient le roi et le dauphin, se donna à l'occasion du siége de Tournay. Les alliés, pour sauver cette place, firent avancer une armée d'environ cinquante-cinq mille hommes, Anglais, Hollandais,

(1) *Voy.* l'*Histoire de l'Aministration de la Guerre*, déjà citée.

Hanovriens et Autrichiens (1). A leur approche, le maréchal choisit un champ de bataille à la hauteur de Fontenoy, appuyant son centre à ce village, sa gauche au bois de Barri, et sa droite à Antoin, non loin de l'Escaut. Ce bois, ces villages étaient garnis de canons. Plusieurs redoutes avaient été construites entre Antoin et Fontenoy, et sur la lisière du bois de Barri. Quelque bonnes que pussent être ces dispositions, elles annonçaient le dessein de renoncer à l'offensive, ce qui est toujours une circonstance fâcheuse, surtout lorsqu'on est numériquement le plus fort (2).

Les Anglais attaquèrent trois fois Fontenoy, et les Hollandais se présentèrent à deux reprises devant Antoin. Tous leurs efforts furent vains.

Le duc de Cumberland prit alors une résolution qui pouvait décider du succès de la journée. Il ordonna au général major Ingolsby d'entrer dans le bois de Barri, de pénétrer jusqu'à la redoute de ce bois vis-à-vis Fontenoy, et de l'emporter. Ingolsby marche avec les meilleures troupes pour exécuter cet ordre. Il trouve dans le bois un détachement de troupes légères, et s'imagine être tombé au milieu d'un corps considérable. Il retourne auprès du duc de Cumberland et demande du canon. Le temps se perdait. Le prince, au désespoir d'une méprise qui dérangeait toutes ses mesures, se détermine à passer entre la redoute et Fontenoy.

C'est alors qu'un instinct machinal forma cette fameuse colonne qui faillit entraîner toute l'armée française Elle s'avança, précédée de six canons et flanquée de six autres qui répondaient à l'artillerie des redoutes et de Fontenoy. Les Anglais marchaient à pas lents comme à l'exercice faisant

(1) L'ennemi avait cinquante et un bataillons et quatre-vingt-dix escadrons; les Français, soixante-sept bataillons et cent vingt-neuf escadrons.

(2) Les Français n'amenèrent que quarante-cinq mille hommes sur le théâtre de l'action ; mais, comme le dit Voltaire, le roi laissa devant Tournay (ce qui, certes, n'était rien moins que judicieux), dix-huit mille hommes qui étaient postés en échelle jusqu'au champ de bataille, et six mille autres pour garder les ponts sur l'Escaut et les communications.

des feux de peloton ou de division contre tout ce qui se présentait. « On voyait les majors, dit Voltaire, appuyer leurs cannes sur les fusils des soldats pour les faire tirer bas et droit. Ils dépassèrent Fontenoy et la redoute. »

On oppose successivement infanterie et cavalerie à cette terrible masse ; mais nos charges sont morcelées, intempestives, sans ordre, sans ensemble, et par conséquent sans effet. La colonne gagne du terrain, nos troupes rétrogradent. Le maréchal lui-même croit tout perdu, et envoie prier le roi de se retirer. On manquait de munitions dans Fontenoy, et l'ordre d'abandonner Antoin était déjà donné.

Cependant le duc de Richelieu, qui a reconnu l'ennemi de près, ouvre un avis salutaire. Il propose de diriger quatre canons sur le front de la colonne, tandis que la maison du roi, qui n'a point encore chargé, l'entourera de tous côtés. *Il faut tomber sur elle en fourrageurs*, s'écrie-t-on comme aux beaux jours de la chevalerie, et de suite, l'on s'élance avec plus de courage que de méthode au milieu des baïonnettes anglaises.

La colonne, assaillie de toutes parts, est ouverte en moins de dix minutes. C'était le seul obstacle à la victoire. Les Anglais, contraints de se retirer, effectuèrent leur retraite avec calme, sans tumulte et sans confusion. Ils avaient perdu neuf mille hommes, et les Français trois mille cinq cents.

Cette bataille comporte quelques réflexions : et d'abord, puisqu'on avait tant fait que de se retrancher, il fallait élever au moins une redoute de plus entre Fontenoy et le bois de Barri. Cette négligence eût été peu de chose, si l'on avait su manœuvrer, et que l'on eût placé de fortes masses en arrière de cet intervalle ; mais, à défaut de cette précaution, on devait s'attendre à ce qui arriva.

On avait omis de disposer une réserve d'infanterie pour soutenir ou reprendre la redoute du bois de Barri. Cependant, la perte de cet ouvrage pouvait entraîner la ruine de l'armée, en donnant à l'ennemi la facilité de prolonger son mouvement offensif sur notre aile gauche, et de nous accu-

ler à l'Escaut et sous Tournay. Il ne fallut rien moins que l'hésitation du général major Ingolsby pour nous épargner ce malheur.

Les disciples de Folard, les partisans de l'ordre profond, ont vu dans la colonne de Fontenoy un argument en faveur de leur système. Ils ont eu tort : avec plus de réflexion, ou moins d'aveuglement, ils se seraient gardés de citer cet exemple, puisque quatre canons et un peu d'ensemble dans les charges de la cavalerie, suffirent pour ouvrir et disperser cette colonn.

La victoire fut le prix de la valeur et de la sagacité des officiers français, qui manquent rarement de se créer des ressources au milieu du danger. On commit de nombreuses fautes de détail pendant tout le cours de l'action, mais elles furent indépendantes de la volonté du général qui, malade et incapable de rester longtemps à cheval, se faisait porter en litière partout où les affaires pressaient.

L'artillerie et la maison du roi gagnèrent la bataille au moment où tout paraissait désespéré ; ce dut être une preuve nouvelle de l'influence du canon et des réserves. Il ne se passa rien d'ailleurs qui annonce une tactique différente de celle de la guerre de la Succession. L'ennemi ayant échoué contre Antoin et Fontenoy, essaya de répéter la manœuvre de Hœchstædt ; s'il ne réussit pas, c'est que le roi, par sa présence, soutint le courage de nos troupes, et leur fit montrer plus de ténacité dans cette occasion que dans la première. La colonne, ou, pour mieux dire, le coin des Anglais, n'indique point un progrès dans l'art des évolutions, puisqu'elle fut l'œuvre du hasard et des circonstances locales.

On s'était proposé de prendre Tournay, et Tournay fut pris ; car, au lieu de poursuivre l'ennemi à outrance pour le mettre hors d'état de reparaître, on lui fit un pont d'or. On se borna à reprendre les travaux du siége, qui ne dura pas au delà de douze jours. Ainsi les conceptions ne sont ni plus hardies, ni plus étendues qu'elles ne l'avaient été depuis la

mort de Turenne. On fait consister la science à s'emparer d'une place ou à la sauver!

Bataille de Rocoux (11 octobre 1746). Ce ne fut que sur la fin de la campagne suivante, et après que les alliés eurent complétement réparé l'échec de Fontenoy, que les Français songèrent à livrer une seconde bataille. On venait de prendre Namur : le maréchal de Saxe, qui avait protégé le siége de cette place avec une armée de cent mille hommes, s'étendait de Bruxelles à Saint-Tron et à Tongres. L'ennemi, auquel s'était joint le prince Charles sur la rive droite de la Meuse, passa cette rivière à Liége, et vint s'établir entre cette ville et Maestricht, la gauche à Waroux, le centre à Rocoux, et la droite vers le fort Saint-Pierre. Le Jaar séparait les deux armées.

Tous nos efforts auraient dû se porter sur Waroux, pour tourner la gauche du prince Charles, qui n'avait, entre la Meuse et le Jaar, d'autre retraite que le mont Saint-Pierre. Au lieu de ce mouvement simple et facile, nous avançâmes sur dix colonnes que précédaient des travailleurs chargés d'ouvrir les routes; nous perdîmes du temps et nous attaquâmes de front. La bataille ne commença qu'à trois heures du soir, et se termina par la prise de Rocoux, où douze bataillons anglais et hanovriens combattirent avec le plus grand courage. L'ennemi eut le temps de repasser la Meuse. Avec une supériorité de soixante-six bataillons contre un ennemi qui avait un fleuve à dos, cette journée n'eut aucun résultat : nous reprîmes le lendemain les positions que nous occupions la veille.

Il semblerait qu'on se fût entendu avec l'ennemi pour ne livrer qu'une seule bataille dans chaque campagne, ou bien encore que l'épuisement où se trouvaient les deux partis à la suite d'une grande action, empêchât le vainqueur et le vaincu de tenter de nouveau le sort des combats.

La bataille d'usage se donna aux champs de Lauffeld, dans la campagne de 1747. Si l'on n'était prévenu que des mouvements qui compromirent pendant plusieurs jours les corps de MM. de Clermont et d'Estrées avaient été le prélude

de cette journée, on serait tenté de croire qu'en se séparant à Rocoux, les deux armées s'étaient donné rendez-vous pour la campagne prochaine, sur l'autre rive du Jaar et sous les murs de Maëstricht (1).

Comme on voulait faire le siége de cette place, on se décida de bonne heure à la bataille. Ce fut le 2 juillet que les armées se trouvèrent en présence.

L'ennemi s'étendait de la chaussée de Tongres aux sources du Demer, appuyant sa droite aux villages de Groot et Klein-Spauwen, et couvrant son front par Lauffeld. La nature et l'art avaient pourvu à la défense de ce village : les alliés y placèrent cinquante bouches à feu et dix mille fantassins d'élite.

La bataille fut une copie de celle de Rocoux. Dans l'une et l'autre occasion, nous prîmes le taureau par les cornes. Nous attaquâmes Lauffeld, tandis que tout nous conseillait de diriger nos efforts sur l'extrême gauche de l'ennemi, pour le séparer de Maëstricht et tourner sa redoutable position. Le terrain entre le Jaar et la route de Tongres se prêtait à cette manœuvre (2). L'attaque de Lauffeld n'était pas une petite affaire. Nos troupes s'y portèrent avec la plus grande ardeur, et cependant elles ne parvinrent à s'en emparer qu'à la cinquième reprise. Ce fut une répétition de la lutte de Nerwinde. L'ennemi, percé dans son centre, se retira partie à Maëstricht, partie sur Recken, et repassa la Meuse. On eût pu, par une poursuite rapide, contraindre son aile droite à mettre bas les armes : mais on se conduisit comme à Fontenoy et à Rocoux : on passa la nuit sur le champ de bataille pour rétrograder le lendemain. Le maréchal remit à l'année suivante à *aller chercher la paix dans Maëstricht.*

En effet, l'ennemi, se laissa tromper à l'ouverture de la campagne de 1748, et ne put cette fois empêcher l'investis-

(1) *Voy.* la Relation de la bataille de Lauffeld, par Dumoulin.

(2) L'auteur a lui-même reconnu et étudié ce terrain, lors du blocus de Maëstricht, en 1814.

sement de la place. La marche qui prépara ce succès est remarquable. S'il y a de l'imprudence à entreprendre un siége avant d'avoir battu et dispersé les forces ennemies (1), au moins doit-on se choisir un ou plusieurs champs de bataille. et s'entourer d'une bonne circonvallation. C'est à quoi songea le maréchal; et, pour ne pas dévier des principes que lui-même avait posés, il fit construire vingt-huit redoutes sur le terrain où s'était donnée la bataille de Lauffeld (2). On sait qu'un courrier du duc de Cumberland rendit cette mesure inutile, en venant annoncer la cessation des hostilités, et justifier le mot du maréchal : *La paix est dans Maëstricht.*

La France dut beaucoup assurément aux talents du comte de Saxe; mais il eût obtenu de plus grands résultats, lui, qui voyait le succès dans la mobilité, et qui appelait les batailles la ressource des généraux ignorants, s'il nous avait crus capables de répéter les manœuvres de Turkeim et de Fleurus, ou si, au lieu d'appliquer le second cas de l'ordre oblique, il avait eu recours au premier. S'il nous était permis de porter un jugement sur ce grand homme, nous le placerions au premier rang comme écrivain militaire, et au second seulement comme capitaine.

Ce n'est pas qu'on ne puisse croire qu'il ne se fût élevé à

(1) La prudence voudrait qu'elles eussent été préalablement rejetées au delà d'un grand obstacle naturel, facile à défendre à l'aide de quelques troupes seulement.

(2) Ces redoutes étaient carrées, et à cent toises l'une de l'autre. Chacune pouvait contenir un bataillon. Elles avaient un parapet à l'épreuve des pièces du plus gros calibre, une fraise sur la berme et un rang de palissades au fond du fossé. Elles étaient d'ailleurs entourées d'un chemin couvert précédé d'un glacis en pente douce On avait creusé trois rangées de puits, avec des pieux au milieu, entre les redoutes (1—2) placées non loin du village d'Eygenbilsen, et qui en flanquaient le cimetière.

L'armée. formée en quatre colonnes de vingt-cinq bataillons, devait se placer à trois cents pas en arrière des redoutes, ayant à quatre cents pas, en réserve, la cavalerie rangée sur plusieurs lignes. Cette disposition était formidable; c'était, sur une plus grande échelle, l'ordre de bataille des Russes à Pultawa.

la hauteur des Turenne et des Frédéric, si, mieux secondé par les circonstances, il se fût trouvé à la tête de troupes plus manœuvrières et plus disciplinées. Mais comment parvenir à remporter des victoires réellement décisives, et à tirer de ces victoires d'importants avantages, avec des éléments qui se préparaient pour Rosbach?

Dans toutes ces campagnes, notre supériorité numérique, la dissidence des alliés, l'impéritie du duc de Cumberland, et la puissante diversion du roi de Prusse, devinrent une ample compensation aux vices inhérents à notre constitution militaire et à notre manque de discipline.

TREIZIÈME LEÇON.

ART MILITAIRE. — FRÉDÉRIC-LE-GRAND.

EXPOSITION DE LA MARCHE ET DES PROGRÈS DE L'ART PENDANT LE RÈGNE DE FRÉDÉRIC-LE-GRAND.

§ I. De l'armée prussienne au commencement du dix-huitième siècle. — Idée sommaire de la constitution politique et militaire de la Prusse, et de la position de Frédéric II à son avénement au trône. — Quelle règle de conduite se créa ce prince. — Il se trouve dans la nécessité de conquérir. Il porte ses vues sur la Silésie. — Il augmente ses forces et s'attache plusieurs généraux de réputation. — § II. Premier aperçu des causes de la supériorité de Frédéric. — Milice et institutions militaires de la Prusse. — De l'infanterie. — Nombre, force et organisation administrative et tactique des régiments de cette arme. — Réflexions à ce sujet. — Recrutement et composition de l'armée prussienne. — Prédilection de Frédéric pour l'action de feu. — Comment et dans quelles circonstances les troupes prussiennes se servirent de la baïonnette. — C'est à tort que certains écrivains ont reproché à Frédéric d'avoir méconnu l'importance des retranchements. — On doit moins attribuer à une sobriété d'attirail, qu'à un ordre extrême dans l'administration et la conduite des équipages, la mobilité de l'armée prussienne. — De la cavalerie. — Son organisation administrative et tactique. — Elle cesse de faire des feux. — Elle est rendue à sa véritable destination. — Instruction et progrès de la cavalerie prussienne. — Sa manière de charger. — Les exercices de la cavalerie prussienne s'introduisent dans les autres armées. — Frédéric institue l'artillerie à cheval et multiplie l'emploi des obusiers. — Le nombre des bouches à feu devient de plus en plus considérable dans l'armée prussienne. — Empressement de Frédéric à propager l'art de la guerre. — Création d'un cercle militaire, d'un corps et d'une école d'état-major. — Ordre général de bataille. — Marche et dispositions préparatoires

avant le combat. — Quelles chances et quels avantages présentait la carrière militaire en Prusse. — Distinctions accordées aux officiers et aux sous-officiers. — § III. Frédéric n'a point reculé les bornes de la stratégie. — Il n'a pas créé un nouveau système de guerre comme le prétendent ses panégiristes; mais il a su tirer un grand parti du premier cas de l'ordre oblique. — Son habileté dans l'art des batailles. — Discipline et tenue des troupes prussiennes. — Affaires de Hochkirchen et de Torgau. — Réfutation d'un passage de l'éloge du roi de Prusse par Guibert. — Du système des subsistances dans l'armée prussienne. — De la manière dont Frédéric constitua la guerre. — Coup d'œil sur la dernière période de la campagne de 1757. — La politique exerça-t-elle quelque influence sur les opérations de la guerre de Sept-Ans? Situation critique de Frédéric. — Camp retranché de Bunzelwitz.

§ I.

Nous avons dit quelle armée et quelles ressources Frédéric avait trouvées à son avénement au trône.

Cette armée, quoique assujettie depuis longtemps à des exercices de détails, n'était point aguerrie; quelques régiments seulement avaient servi comme auxiliaires dans les armées impériales; ils s'étaient fait une réputation à Hœchstædt et à Turin; mais jamais la totalité des forces prussiennes n'avait été rassemblée, soit pour manœuvrer, soit pour faire la guerre. La discipline et la tactique élémentaire de l'infanterie laissaient peu de chose à désirer. C'était alors la seule en Europe qui se servît de baguette de fer, qui sût tirer six coups de fusil par minute, marcher en bataille, et réunir à la célérité, l'ordre et le silence. Mais la cavalerie n'était distinguée que par le choix des hommes et le bon état des chevaux. Tout son savoir se réduisait à s'avancer au pas ou au petit trot pour faire des feux, ou à charger en fourrageurs à la manière des Français. L'excès de la tenue, encouragé comme un mérite par l'esprit étroit de Frédéric-Guillaume, allait jusqu'au ridicule. Le soldat passait son temps à polir, à vernir, à blanchir. Dans la cavalerie, on cirait la corne des chevaux, et les crins étaient tressés avec des rubans. « *Si la paix eût*

duré plus longtemps, dit le roi de Prusse dans les *Mémoires de Brandebourg*, ou plutôt, ce qu'il ne pouvait pas dire, s'il ne fût pas arrivé au trône, *il est probable qu'on en serait aujourd'hui au fard et aux mouches.*—Il ne faut pas compter, comme des exercices utiles, les spectacles militaires que se donnèrent réciproquement le roi Guillaume et son voisin l'électeur de Saxe, spectacles que Frédéric a lui-même caractérisés en disant qu'*ils étaient des imitations de la guerre des Romains, mêlées aux visions du chevalier Folard.*

Frédéric est à peine roi, et déjà il songe à ajouter de nouveaux éléments de puissance et de gloire à ceux que lui a légués son père. Il porte ses regards dans l'avenir, et ne se dissimule pas qu'il lui reste beaucoup à faire avant que la Prussse ait acquis cette considération, ce degré de vigueur et de stabilité sans lesquels l'existence des nouveaux États est sans cesse compromise. « Il étudie sa position, dit Guibert (1), « il embrasse le passé, le présent, l'avenir; il voit ses pro« vinces éparses; ses ressources faibles et divisées, sa puis« sance précaire et entourée de voisins formidales; sa maison « n'est plus, à la vérité, resserrée dans les sables du Brande« bourg, comme elle l'était il y a un siècle; elle a jeté de « tous côtés, et de près et au loin, des rameaux étendus; il a « des possessions sur la mer Baltique, sur le Veser, sur l'O« der, sur l'Elbe, sur le Rhin, jusqu'aux frontières de la « France et de la Suisse; mais presque toutes ces possessions, « sans liaison, sans communication, sans rapport entre elles, « sont plutôt des éléments de grandeur et des occasions de « guerre que des moyens de force. Son grand-père, déco« rant plus que consolidant cette fortune naissante, a pris « place parmi les rois de l'Europe; mais cet éclat est pour la « Prusse un poids au-dessus de ses moyens, et trente-cinq « ou quarante millions de revenu au plus, soutiennent faible« ment ce titre prématuré. La maison d'Autriche et la Russie « touchent ses États par les deux extrémités, et ce sont des

(1) Eloge du roi de Prusse.

« colosses avec lesquels il ne peut se mesurer. La Saxe tient au
« Brandebourg ; et ce bel électorat, renforcé de la Pologne,
« serait à lui seul, s'il était bien gouverné, une puissance ca-
« pable de lui en imposer. La Suède gêne ses frontières du côté
« de la Poméranie ; et les Suédois, toujours vaincus par son
« aïeul le grand électeur, ont à leur tour fait trembler son
« grand-père sous un Charles XII que la nature peut repro-
« duire. En Allemagne, la maison d'Autriche a la longue pos-
« session de la principale influence, et la Prusse, loin d'oser
« penser à la lui disputer, lui a été presque toujours servile-
« ment dévouée. Quand l'empire s'alarme sur sa constitution
« et réclame ces augustes traités de Westphalie, qui en sont
« la base, il ne cherche pas des protecteurs dans son sein :
« c'est la France qui s'est emparée du rôle de défendre la
« liberté germanique ; et s'il y avait dans l'empire une mai-
« son qui pût prétendre à cette noble garantie, la maison
« d'Hanovre, qui vient de monter sur le trône d'Angleterre,
« et qui peut apporter dans la balance tous les moyens de
« cette puissante nation, y paraît encore plutôt destinée que
« celle de Brandebourg.

« Après avoir examiné les circonstances locales et politi-
« ques, Frédéric observe comment sont occupés les trônes
« qui l'environnent ; car il y a deux manières de mesurer la
« puissance des nations : l'une, parce qu'elles sont en elles-
« mêmes ; l'autre, par ce que sont leurs gouvernements ou
« leurs chefs ; et ce second tableau, plus consolant que le
« premier, ranime son courage et ses espérances. »

Ici, Guibert fait une biographie des souverains ou des ministres de cette époque, qu'il termine en ces termes :

« Mais ce qui frappe, ce qui attache surtout ses regards
« (de Frédéric), parce que c'est là l'époque qui doit commen-
« cer son agrandissement, c'est la mort, vraisemblablement
« très prochaine de l'empereur Chales VI. En lui finit toute
« la lignée mâle de la maison d'Autriche. Il ne va rester de
« cette tige si florissante, et qui naguère ombrageait l'Europe,

« qu'une seule fille douée de tous les charmes de la jeunesse « et de tout l'éclat de la beauté, fragiles appuis pour soute« nir le fardeau de cet immense héritage, et pour le défendre « avant de le posséder. En vain, Charles VII a-t-il tâché de « le lui assurer tout entier par la Pragmatique-Sanction que « toute l'Europe a garantie. Ces grands testaments des « rois sans héritiers sont, dans notre politique moderne, le « jouet des événemeuts, et c'est toujours dans des torrents « de sang qu'ils se confirment ou s'anéantissent. Charlès VI « ne laissera point à sa fille les seuls garants solides, des tré« sors, de grands généraux et une armée formidable. La « gloire des armes autrichiennes a déjà pâli dans les der« nières années du prince Eugène, et elle semble être des« cendue au tombeau avec lui. Elles viennent d'essuyer des « revers dans la guerre de Hongrie. Seckendorff, Kœnigseck, « Wallis, Neuperg, mis l'un après l'autre à la tête des armées, « ont été battus et rappelés ou punis. En Prusse, l'art a fait « quelques progrès, la discipline est devenue sévère, l'infan« terie s'est perfectionnée. En France, il y a du moins quel« ques branches de la guerre habilement cultivées, celle des « siéges y est approfondie ; mais en Autriche, tout y est resté « en arrière ou s'est abâtardi. L'ambition de Frédéric s'en« flamme donc par de justes espérances ; il dévore déjà en « silence une des plus belles portions de la succession de « Charles VI, la Silésie, province presque égale en richesse « et en population à la moitié de toutes les siennes réunies, « et qui, en arrondissant et fortifiant son royaume, lui don« nera une place stable parmi les puissances de l'Europe. « Il a, pour la réclamer, des prétentions auxquelles ses an« cêtres ont renoncé, parce qu'ils étaient faibles ; il les re« nouvellera, parce qu'il sera fort, que la circonstance sera « favorable, et la victoire, qui légitime tout, en fera des « droits.

« Tel est le vaste champ des méditations de Frédéric pen« dant les premiers jours de son règne, et de ces méditations « naît soudain, avec cette régulière harmonie qui prouve la

« conception d'un grand système, le plan de sa conduite pu-
« blique et privée pour le reste de sa vie. Dès lors, plus de
« faste, plus de luxe, plus de recherche, plus aucun de ces
« goûts frivoles dont il n'avait pas été exempt étant prince
« royal, parce qu'il n'était pas encore à sa place, mais qu'une
« âme élevée rejette si loin d'elle, quand de grands devoirs
« et des pensées d'un certain ordre s'en emparent. Il se
« montre à ses soldats, il parle à ses officiers en roi qui veut
« être guerrier ; il prend l'uniforme de son armée, et il ne
« le quittera plus jusqu'au tombeau. Ses journées, ses
« heures, ses travaux d'administration, ses audiences, ses
« voyages, les revues de ses troupes, leurs camps d'instruc-
« tion, tout, jusqu'à ses plaisirs et ses goûts littéraires, qui
« ne deviennent plus que des délassements, se règle et se
« soumet à un ordre invariable....

« Trois objets principaux attirent surtout son attention ;
« l'économie dans ses finances, l'augmentatiou de ses forces
« militaires et l'instruction de son armée ; ce sont là les bases
« de tous ses projets. Sans elles, en effet, il ne ferait que se
« former des illusions et se préparer des malheurs....

« En quoi Frédéric montra d'abord un excellent esprit,
« qualité qui manque rarement à un génie du premier ordre,
« et qui devance en lui l'âge et l'expérience, ce fut en démê-
« lant ce qu'il y avait de bon dans la constitution militaire
« de son père, en s'occupant moins de ce qu'il y avait de dé-
« fectueux que de ce qui pouvait y manquer. Ainsi, à l'ex-
« ception du bataillon des géants, que son père entretenait à
« grands frais, et qu'il réforma sur-le-champ, il ne changea
« rien à la formation des troupes, et il n'y a jamais rien
« changé depuis, quoiqu'il y ait certainement quelques vices.
« Il a levé par la suite beaucoup de régiments, qui sont sur
« un pied différent ; mais tous ceux que lui a laissés son père,
« sont constitués, payés et habillés comme ils l'étaient alors.
« Cette disparité, qui peut choquer les petits esprits, n'était
« sans doute, aux yeux de cet esprit supérieur, qu'une
« légère imperfection qui se perdait dans l'ensemble, et qui

« n'en conduisait pas moins aux mêmes résultats ; et il s'était « fait le principe de ne rien innover aux choses essentielles, « et où l'amélioration ne compense pas l'ébranlement de la « machine, et l'inconvénient de porter atteinte à sa considé- « ration, en attaquant sa stabilité.

« Mais ce que Frédéric conserva surtout, et ce dont il tira « un plus grand parti encore, ce fut ce mélange de nationaux « et d'étrangers, dont son père avait fait la base de sa consti- « tution ; ce fut ce partage de son pays en districts assignés « aux régiments, et chargés de les tenir complets au défaut « de recrues étrangères ; arrangement qui, en liant la nation « aux troupes, et en les environnant d'elle, prévient la déser- « tion, cette maladie qui ruine et dépeuple tous les autres « pays ; arrangement que je ne puis mieux louer que par « l'énergique expression de Frédéric lui-même dans ses *Mé-* « *moires*, quand il dit que par là son père a fondé la puissance « de la Prusse *en rendant son armée immortelle.*

« En même temps qu'il laissait subsister ces bases impor- « tantes, il portait ses troupes au nombre de quatre vingt « mille hommes, sans compter quelques régiments de garni- « son ; il doublait son artillerie et les approvisionnements de « ses arsenaux ; il pourvoyait son armée de tout ; il la dispo- « sait et l'animait à la guerre ; il attirait chez lui des officiers « qui s'étaient distingués au service des autres puissances : ce « fut ainsi qu'il acquit Keith et Winterfeld, son père lui avait « laissé Anhalt et Schwérin, et il se faisait leur disciple, en « attendant que, s'élevant au-dessus d'eux par son génie, qui « ne manquait alors que d'expérience, il devînt à son tour « leur maître. »

C'est dans ces dispositions, et après de telles mesures, que Frédéric entre pour la première fois en campagne. L'occcasion de s'emparer de la Silésie est enfin arrivée; il va la mettre à profit. Mais n'oublions pas que le cadre de nos leçons nous interdit de suivre ce grand capitaine au milieu des combats ; et qu'il ne nous est permis que de

donner une analyse de ses organisations et de ses systèmes militaires (1).

§ II.

Dans la situation où nous venons de voir que se trouvait le roi de Prusse, il ne s'agissait pas seulement de conserver, il fallait encore acquérir. Cette pensée, qu'il eut sans cesse présente, et qui a constamment servi de base à la politique de ses successeurs, se trouve dans ses moindres projets, dans les plus petits détails de ses organisations. Étudions-nous sa constitution militaire, nous la trouvons calculée bien plus sur l'offensive que sur la défensive : il a reconnu que, bien loin de lui convenir, cette dernière alternative le perdrait, et le perdrait d'autant plus sûrement qu'elle décèle toujours de la timidité ; qu'elle nécessite l'appui d'un système de places fortes qu'il n'a pas, que ne comporte pas la configuration de ses frontières, et qu'en définitive il ne pourrait construire, faute de temps et d'argent, et peut-être aussi faute d'ingénieurs capables. Décidé par là même à placer sa confiance dans l'offensive aussi longtemps et aussi souvent que le lui permettront ses adversaires, il dirige tous ses soins vers l'accroissement de la mobilité ; il veut que ses instruments soient faciles à manier et toujours prêts à mettre l'occasion à profit. Et telles sont, en effet, son énergie, son habileté, et la supériorité de ses méthodes, qu'en peu de temps ses troupes ont laissé bien loin derrière elles les autres troupes de l'époque : elles sont lestes, agiles et fractionnées dans des proportions

(1) Il existe une foule d'écrits et de documents du plus haut intérêt sur la vie et les campagnes du grand Frédéric. Tempelhof, Lloyd, Guibert, Frédéric lui-même, Grimoard, Jomini, Napoléon, se sont tour-à-tour occupés de reproduire et de commenter les grandes scènes de cette période. *Voy.* sur la guerre de Silésie, l'ouvrage de Frédéric, intitulé : *Histoire de mon temps* ; et sur la guerre de Sept-Ans, le *Traité des grandes opérations*, et le cinquième volume des *Mémoires de Sainte-Hélène*.

qui leur assurent l'avantage partout où elles pourront manœuvrer; la partie peut se séparer du tout et s'en rapprocher à volonté, sans préjudice pour l'ordre ou pour les résultats : nous y voyons réalisées les vues du maréchal de Saxe, et d'autres améliorations qui lui étaient échappées; des corps entiers, composés de toutes armes, agissent avec le même ensemble, la même précision qu'un bataillon ; les feux surtout sont portés à un degré de perfection qu'il sera difficile de dépasser, et c'est à ce genre d'action que Frédéric devra principalement le succès de ses premières campagnes, car la cavalerie et l'artillerie ne seront pour lui de puissants auxiliaires que dans la guerre de Sept-Ans. Entrons dans les détails.

De soixante-dix mille hommes dont elle se composait d'abord, l'armée prussienne fut successivement portée à quatre-vingts, cent et cent vingt mille hommes; elle s'éleva même jusqu'à deux cent mille dans le cours de la guerre de Sept-Ans. La totalité de ces forces consistait en cinquante-cinq régiments d'infanterie de ligne, douze régiments de garnison de la même arme, quatre régiments d'infanterie légère, quelques bataillons francs, composés en grande partie de déserteurs et de prisonniers ; treize régiments de cuirassiers, dont un garde-du-corps, douze de dragons, dix de hussards, quatre régiments d'artillerie et un corps du génie. Nous allons nous occuper d'abord de l'infanterie.

Excepté deux régiments d'infanterie de ligne, et celui des gardes de la même arme, qui n'étaient que d'un bataillon, tous les autres régiments avaient deux bataillons.

Le bataillon était formé de six compagnies, dont une de grenadiers. Il y avait tantôt quatre et tantôt trois officiers par compagnie.

Voici le tableau de la composition d'un régiment, conformément à l'ordonnance prussienne de 1770.

Grand état-major.

Un général, ou colonel en chef	1
Un colonel en second.	1
Un lieutenant-colonel.	1
Deux majors (un par bataillon).	2

Petit état-major.

Deux aides-majors avec le rang de lieutenants en second.	2
Un maréchal des logis.	1
Un aumônier.	1
Un intendant (auditeur) (1).	1
Un chirurgien-major.	1
Douze aides-chirurgiens (un par compagnie).	12
Un tambour-major.	1
Un tambour-maître.	1
Six hautbois.	6
Six fifres.	6
Un armurier.	1
Un ouvrier en montures de fusil.	1
Un prévôt.	1

Officiers des deux bataillons.

Deux capitaines de grenadiers.	2
Sept capitaines de fusiliers, dont deux en second. . . .	7
Six officiers subalternes de grenadiers.	6
Vingt-huit *idem* des compagnies de fusiliers.	28

Sous-officiers et tambours.

Neuf sous-officiers de grenadiers par compagnie. . . .	18
Dix *idem* par compagnies de fusiliers.	100
Trois tambours par compagnie.	36

Grenadiers et fusiliers.

Cent vingt-six grenadiers par compagnie, y compris les porte-haches ou sapeurs.	252
Dix surnuméraires par compagnie de grenadiers. . . .	20
Cent quatorze fusiliers par compagnie.	1140
Huit surnuméraires par compagnie de fusiliers. . . .	80
Total de la force d'un régiment. . . .	1747 h.

(1) Ses fonctions étaient administratives et judiciaires.

Les surnuméraires étaient destinés à tenir les cadres au complet; ils n'entraient jamais dans l'ordonnance que pour y prendre la place des grenadiers ou fusiliers absents.

Deux des dix sous-officiers de chaque compagnie de fusiliers devaient être gentilshommes; l'un était caporal-fourrier, et l'autre porte-drapeau de la compagnie (1). C'étaient des aspirants au grade d'enseigne; mais pour l'obtenir il leur fallait avoir servi au moins trois ans.

Le tableau ci-dessus fournit matière à quelques observations; et d'abord, il faut se garder de conclure du grand nombre de chirurgiens qu'aucun prince n'a eu plus de sollicitude que le roi de Prusse pour ses soldats malades ou blessés, car ces prétendus chirurgiens n'étaient en réalité que des fraters sans science ni considération. Les capitaines ne sont pas en grand nombre, et l'on est surtout étonné de n'en trouver que neuf pour douze compagnies d'environ cent vingt hommes chacune. Il faut voir en cela l'intention de donner de l'importance et de la considération au grade de capitaine, et c'était en effet un des secrets de la constitution de l'armée prussienne. Mais cette disproportion entre le nombre des compagnies et celui des capitaines engendrait, comme on doit déjà le soupçonner, et comme nous le constaterons dans un instant, un défaut d'harmonie entre le régime tactique et le régime administratif. La force du bataillon et le nombre des compagnies s'accordaient d'ailleurs assez bien avec la plupart des conditions d'ordre, d'économie, de solidité et de mobilité, dictées par l'expérience et le raisonnement.

Ces conditions ne se trouvaient pas remplies au même degré dans les autres armées de l'Europe. En France, on multipliait le nombre des compagnies au détriment de leur force, pour avoir à disposer d'un plus grand nombre d'emplois de capitaine. Les Autrichiens donnaient dans un excès contraire; leurs compagnies étaient de deux cents hommes au moins,

(1) Il y avait un drapeau par compagnie; c'était une imitation des Romains.

et il n'en entrait que quatre dans la formation d'un bataillon. Citons, au sujet de la constitution militaire de ces derniers, un passage fort judicieux de M. de Carrion-Nisas.

« Les Prussiens, dit cet auteur, avaient beaucoup plus « d'officiers et de sous-officiers, proportionnellement aux sol« dats, que les Autrichiens; ceux-ci n'avaient généralement, « pour deux cents hommes que quatre officiers au plus, et « souvent pas plus de six sous-officiers, ce qui fait un seul « commandant pour vingt subordonnés. Il faut une armée « d'une composition excellente, sous le rapport de la docilité « et de la fidélité, comme l'armée autrichienne (1), pour sub« sister avec ce dénuement d'officiers et surtout de sous-of« ficiers. Je dis subsister seulement, car il est impossible de « faire des choses hardies et promptes avec cette organisation; « aussi l'armée autrichienne a toujours essentiellement man« qué de mobilité, d'agilité et d'audace. »

Le nombre des officiers, des subalternes et des sous-officiers était considérable dans l'armée prussienne, parce que sa composition demandait une surveillance continuelle pour prévenir et empêcher la désertion. Un rang de sous-officiers maintenait

(1) Aucune armée de l'Europe ne présentait alors autant de garantie et de moralité que l'armée autrichienne; cette garantie et cette moralité étaient la conséquence de son excellente composition et du caractère des peuples du midi de l'Allemagne.

« L'armée autrichienne, dit Lloyd (et il avait servi en Autriche), est « principalement composée de la classe des laboureurs, vassaux des grands « seigneurs, ils sont obéissants, patients, et supportent sans murmurer les « plus grandes fatigues; quoique leur religion ne les porte pas à l'enthou« siasme, sans doute parce qu'il n'y sont point excités par un chef habile, « cependant elle les maintient sobres et exempts de vices. Les objets doi« vent frapper vivement sur eux pour leur faire une impression sensible, « mais cette impression une fois reçue, elle ne s'efface pas aisément. Par « éducation et par tempérament, ils sont peu disposés à raisonner sur les « causes et sur les événements, et par cela même ils sont très propres à « faire de bons soldats, et supérieurs à tous ceux qui ne sont enflammés « d'aucun enthousiasme. » (*Préface de l'Histoire de la campagne de 1756*, page 40.)

dans le devoir et au plus fort du danger les soldats les plus douteux. « On a vu ces serre-files, dit M. de Carrion-Nisas, se « joindre par leurs hallebardes à crochet, et former ainsi une « ligne continue, faible barrière sans doute, mais que per- « sonne ne franchissait. »

La dernière observation à laquelle donne lieu le tableau de la composition d'un régiment d'infanterie prussienne, est relative aux soldats surnuméraires. Ils n'entraient dans l'ordonnance que pour y prendre la place des grenadiers et fusiliers absents. Ceux d'entre eux qui n'étaient pas employés à compléter les compagnies, formaient deux petits pelotons en arrière et dans l'intervalle des bataillons (1). On est conduit à penser, lorsqu'on ne voit entrer que huit capitaines dans l'ordre de bataille du régiment (2), que la surveillance de ces pelotons de surnuméraires était confiée à l'un des deux capitaines en second.

Un usage où fut le roi de Prusse, et qu'il a constamment suivi dans toutes ses guerres et dans tous ses camps d'exercice, c'est celui de détacher les compagnies de grenadiers des régiments pour en former des bataillons d'élite (3).

Cet usage était vicieux, et Frédéric ne l'ignorait pas ; mais il craignait qu'en détruisant une routine à laquelle l'armée paraissait attachée, la réforme ne fît plus de mal que de bien. Peut-être aussi trouvait-il dans cette méthode un remède à quelques-uns des nombreux inconvénients qui résultaient de la nature de ses troupes, composées en partie d'un mélange impur de déserteurs et de prisonniers. Votre armée fût-elle entièrement formée de soldats nationaux et aguerris, il se pré-

(1) *Règlements pour l'infanterie prussienne*, tom. I, pag. 19.

(2) *Voy.* plus loin.

(3) Cet usage, que nous verrons se reproduire dans les armées françaises de la république, que nous retrouverons même étendu aux voltigeurs dans la formation de cette fameuse division que commandait encore Oudinot en 1809, fut abandonné peu de temps après, comme n'étant sans doute plus indispensable depuis la création de nouveaux corps de la garde.

sentera une foule de circonstances où la présence d'une masse de troupes d'élite pourra seule vous donner la victoire ou empêcher votre ruine. Cette masse d'élite, Frédéric ne devait la chercher que dans la réunion de ses grenadiers; car eux seuls, dans son armée, présentaient une garantie forte et sûre, sous le rapport de la discipline, du dévouement et du courage.

C'est ici le cas d'invoquer le témoignage des contemporains relativement à la composition de l'armée prussienne.

« Cette armée, dit Lloyd, et Guibert confirme son opinion,
« est composée de toutes sortes d'étrangers qui diffèrent
« entre eux de mœurs et de religion, et qui ne sont unis que
« par la forte chaîne de la discipline militaire : cette chaîne
« et la rigide attention à maintenir toutes les formes et la dis-
« cipline établie, constituent une grande et régulière machine
« qui, animée par le vigoureux et puissant génie du chef,
« peut être regardée comme une des plus respectacles ar-
« mées de l'Europe. Mais que cette cause languisse un seul
« instant, la machine elle-même, composée de tant de parties
« hétérogènes, tombera probablement en pièces, et ne lais-
« sera après elle que les traces de son ancienne gloire (1). »

Cette prédiction que Lloyd pouvait faire avec d'autant plus de certitude, que la force numérique et l'entretien de l'armée étaient hors de toute proportion avec la population et les revenus de l'Etat, s'est accomplie dans la campagne de 1806. Battue à Auerstaed et à Iéna, l'armée prussienne, dont la composition était toujours la même, ne put parvenir à se

(1) *Mémoires politiques et militaires*, préface.

On usait de précautions aussi minutieuses que vexatoires pour empêcher la désertion : aucun soldat ne pouvait dépasser les portes de la ville sans une permission écrite de son capitaine, et ces permissions ne se prodiguaient pas. Un officier, qui devait avoir son cheval sellé la nuit comme le jour, était commandé pour courir après les déserteurs. Dès qu'on s'apercevait qu'il manquait un homme, on en donnait avis par un coup de canon (comme dans nos bagnes, lorsqu'un forçat s'évade); à ce signal, tous les villages devaient battre l'estrade pour ramener le déserteur, mort ou vif.

rallier : ses débris, dispersés dans toutes les directions, attestèrent qu'il n'appartenait qu'à Frédéric de tirer parti de cette agglomération factice. Éclairé par une catastrophe qui avait mis ses États et son trône à la merci du vainqueur, Frédéric-Guillaume III ne voulut plus qu'à l'avenir le salut de la monarchie fût confié à des stipendiaires étrangers : il leva une armée nationale et réforma l'ancienne constitution. Tels sont aujourd'hui même le caractère, l'organisation et la physionomie de cette armée, que l'Europe peut se la proposer pour modèle.

Dans son ordre habituel, et lorsque la compagnie de grenadiers en avait été détachée, le bataillon se partageait en deux parties égales qui se nommaient les ailes ; chaque aile se sous-divisait en deux parties égales ou *division*, et la division en deux pelotons.

Nous avons dit, par anticipation, que le régime tactique ne se trouvait pas en harmonie avec le régime administratif ; on en voit ici la preuve, puisque quatre divisions, ou huit pelotons, représentent cinq compagnies. Cette bizarrerie, qui n'existe plus aujourd'hui dans aucune armée de l'Europe, occasionnait des retards, et donnait lieu à plus d'une méprise lorsqu'on rangeait les troupes en bataille. Les inconvénients qui résultaient de cette méthode n'avaient point échappé à Frédéric, puisque, dans un article de ses réglements (1), il prescrit de s'en écarter en cas de surprise, pour se former par compagnies, ou plutôt par demi-compagnies.

Mais pourquoi cinq compagnies et huit pelotons ? Nous croyons pouvoir répondre que le roi de Prusse, qui répugnait à tout changement dans la crainte de compromettre la stabilité de sa constitution militaire, avait voulu concilier un ancien usage, celui de former cinq compagnies avec sa nouvelle tactique. Cinq divisions n'eussent pas permis de passer immédiatement de l'ordre habituel ou de la colonne, au carré. Avec dix pelotons, le rectangle ou *carré long* eût été possible,

(1) Tome II, pag. 14.

il est vrai; mais, comme les Prussiens s'imposaient la condition expresse de former toujours le bataillon et même le régiment en carré parfait, lorsqu'il s'agissait de résister à la cavalerie, ils devaient nécessairement partir du nombre quatre, et n'admettre que ses multiples.

Il se joignait d'ailleurs un autre vice d'organisation à celui que nous venons de signaler : ce vice, dont les autres armées n'étaient pas plus exemptes que l'armée prussienne, consistait en ce que les mêmes hommes ne se trouvaient pas dans tous les cas sous les ordres des mêmes chefs. En effet, les officiers prenaient leur place de bataille par ancienneté, et les sous-officiers par rang de taille, en allant des deux ailes vers le centre, de telle sorte que le plus grand était à la droite du premier rang du peloton n° 1; le second, à la gauche du premier rang du n° 8 ; le troisième, à la droite du n° 2; le quatrième, à la gauche du n° 7, et ainsi de suite. Le même ordre s'observait à l'égard des serre-files.

Les divisions impaires étaient commandées par des capitaines; les divisions paires, par des lieutenants. Le plus ancien capitaine se plaçait toujours derrière le bataillon; d'où il suit qu'il n'y avait d'emploi dans l'ordonnance que pour trois capitaines.

La présence des grenadiers ne changeait rien à ce que nous venons de voir; ils prenaient la droite, et se formaient en deux pelotons, qui servaient à couvrir les flancs du carré lorsqu'on en venait à cette disposition.

Les drapeaux et leurs gardes, composées de sous-officiers et de porte-haches, formaient un petit peloton au centre du bataillon.

Chaque soldat était muni d'un cuir, ou couvre batterie, dont il enveloppait son arme pour la préserver des effets de l'humidité et de la pluie. Cette précaution et plusieurs autres du même genre indiquent suffisamment combien, en Prusse, on attachait d'importance aux feux.

Mais à quoi convient-il d'attribuer cette prédilection pour les feux? faut-il en voir exclusivement la cause, comme l'ont

pensé quelques écrivains, dans la composition de l'armée prussienne, plus propre à charger un fusil sous la verge du sous-officier, qu'à un acte de vigueur? Ne peut-on pas croire aussi que le génie de Frédéric avait deviné ce que l'expérience n'a cessé de constater depuis, savoir : « que malgré tout « ce qu'on pourrait tenter pour s'y opposer, l'action de feu « serait et devait être invinciblement le grand, et, pour ainsi « dire, l'unique moyen de destruction dont on se servirait « désormais à la guerre, quels que fussent d'ailleurs et l'en- « thousiasme et la composition des armées? »

Ce serait toutefois une erreur de penser que la prédilection de Frédéric pour ce genre d'action, et pour l'ordre mince en général, eût fait totalement interdire à l'infanterie prussienne l'usage de la baïonnette et l'attaque au pas de charge : plus d'une occasion remarquable, au contraire, atteste qu'elle sut employer cette arme avec succès.

A la bataille de Hohenfriedberg, l'ordre fut donné de marcher au pas redoublé, et de se servir de la baïonnette partout où il y aurait possibilité de le faire (1). Le régiment des gardes exécuta cet ordre à deux reprises différentes, au moment où les Autrichiens commençaient à céder du terrain.

L'infanterie prussienne eut encore recours à cette arme à Lowositz. Il s'agissait, comme à Spire, d'empêcher l'ennemi de se former.

A la bataille de Prague, le maréchal Schwérin fit marcher la baïonnette croisée, l'espace de quatre cents pas, toute l'infanterie de la première ligne de l'aile gauche. Cet exemple est remarquable (2).

L'usage de la baïonnette était, d'ailleurs, recommandé

(1) Le terrain était fourré, marécageux et très irrégulier.

(2) Dans cette bataille, et dans d'autres occasions, on vit les grenadiers autrichiens charger le sabre à la main. Cette méthode qu'ils tenaient des janissaires (ceux-ci n'avaient pas de baïonnettes) est vicieuse; car il faut ou jeter son fusil, qui est l'arme principale ou le mettre en bandoulière, ce qui nuit beaucoup à la marche.

dans les réglements prussiens comme un moyen infaillible de succès. Voici le passage :

« La bravoure et la discipline de l'infanterie prussienne la « rendent invincible ; elle doit être assurée que si l'ennemi, « contre toutes les apparences, ne plie pas devant elle (de- « vant son feu), le parti le plus infaillible et le plus avanta- « geux qu'elle puisse prendre est de le charger la baïonnette « au bout du fusil ; Sa Majesté peut répondre qu'aucunes « troupes ne soutiendront son choc. »

C'est principalement de la charge à la baïonnette en ordre déployé dont il est ici question ; car l'attaque en colonne n'était point de règle dans l'ordonnance prussienne, et il ne paraît pas que Frédéric y ait eu recours. Il est bien question d'un ordre en plusieurs petites colonnes à la bataille de Crevolt ; mais les historiens, et Jomini lui-même, ne nous disent pas de quelle espèce étaient ces colonnes ; ils nous laissent également ignorer si l'on chargea effectivement dans cet ordre, ou si l'on se borna à y manœuvrer dans l'intention d'en venir à un déploiement.

A l'ouverture de la campagne, on donnait à chaque compagnie dix pelles ou cinq pioches, que les soldats des second et troisième rangs étaient seuls chargés de porter. Il y avait, d'ailleurs, une hache par tente, ou vingt-quatre par compagnie.

Toutes ces précautions semblent infirmer l'opinion généralement accréditée que Frédéric répugnait à élever des retranchements. Ce grand capitaine avait trop de discernement, trop d'expérience et trop d'intérêt à ménager le sang de ses soldats pour méconnaître l'utilité des fortifications ; mais avec une armée mobile, telle qu'était la sienne, on peut souvent se dispenser d'y avoir recours ; car le temps qu'on passerait à les construire sera presque toujours plus utilement employé à manœuvrer. De ce que Frédéric n'a point abusé d'une chose, est-il juste d'en conclure qu'il la méprisait ? Sans doute, sa manière de faire la guerre différait essentiellement du système compassé et timide de ses contemporains, et surtout de ses

devanciers, dont toute la science consistait à s'enfermer comme des taupes, ainsi que le disait Folard ; mais, en cela, il n'a fait que restituer à la tactique un degré d'importance qu'on se refusait à lui accorder depuis Turenne. Napoléon se serait vu exposé aux mêmes reproches, s'il s'était trouvé à la place du roi de Prusse ; car il fallait bien que quelqu'un encourût la disgrâce de certains admirateurs outrés des parapets et des lignes, lorsqu'on vint à en user plus modérément.

Prouvons par une citation, quelle confiance Frédéric avait dans les fortifications et dans les obstacles qui en tiennent lieu.

« Aucun officier, est-il dit dans les réglements prus« siens (1), posté derrière un retranchement, ou couvert par « un parapet ou quelque mur à hauteur d'appui, ne pourra « se rendre qu'il ne soit attaqué par une troupe *cent fois* « *plus forte que la sienne*, et ne se soit d'abord conduit en « brave homme. »

Il faut moins attribuer à une sobriété d'attirail, qu'à un ordre extrême dans l'administration et la conduite des équipages, cette réputation de mobilité dont jouissait l'armée prussienne. En effet, le roi entretenait, pendant la guerre, pour le service de chaque compagnie d'infanterie, neuf valets dont deux pour le capitaine, et trois pour les autres officiers, trois chariots, et un grand nombre de chevaux de bât pour le transport des vivres, des tentes et des bagages. Si l'on considère que le même usage s'étendait à la cavalerie et aux états-majors généraux et particuliers, dans une proportion plus forte encore, on restera convaincu que le nombre de voitures, chariots ou charrettes, à la suite d'une armée de cinquante mille combattants, ne s'élevait pas à moins de dix-huit cents (2). C'est cependant à la mobilité que Frédéric a dû ses victoires ; car, excepté à la bataille de Prague, ses armées

(1) Tome II, pag. 8.

(2) Règlements prussiens, tom. II, pag. 28 et 38.

furent partout moins nombreuses que celles de ses adversaires (1).

Cette remarque était nécessaire pour faire apprécier une des différences notables qui existent entre la constitution militaire du roi de Prusse et nos constitutions modernes; elle montre aussi à quel point d'abâtardissement, d'ignorance et de pesanteur devaient être parvenues les autres armées de l'Europe, pour avoir été constamment prévenues et défaites par l'armée prussienne. S'il est une exception que l'on puisse faire dans le jugement sévère que les ennemis de Frédéric ont donné droit de porter sur eux, c'est uniquement en faveur des Autrichiens, dont les fautes furent quelquefois l'œuvre du conseil aulique. Citons à ce sujet, puisque l'occasion s'en présente, un fragment de la fameuse lettre de Frédéric au lieutenant général Fouquet.

« Je ne vous rappellerai point la méthode dont je me suis « servi pour me soutenir contre ce colosse (2). Cette méthode, qui ne s'est trouvée bonne que par les fautes de mes « ennemis, par leur lenteur, qui a secondé mon activité, « par leur indolence à ne jamais profiter de l'occasion, ne se « doit point proposer pour modèle; la loi impérieuse de la « nécessité m'a obligé de donner beaucoup au hazard. La « conduite d'un pilote qui se livre aux caprices du vent plus « qu'aux indications de la boussole, ne doit jamais servir de « règle. Il est question de se faire une juste idée du système « que les Autrichiens suivent dans cette guerre. Je m'attache « à eux, comme à ceux de nos ennemis qui ont mis le plus « d'art et de perfection dans ce métier. Je passe sous silence

(1) Napoléon réduit à cinq cents au plus le nombre des voitures d'équipages d'une armée de quarante mille hommes; moitié régulièrement organisées, et moitié de réquisition. Au moyen de ces cinq cents voitures, dit-il, et de ce que portent les hommes et les chevaux de bât, cette armée pourra toujours avoir avec elle pour un mois au moins de vivres. (*Mémoires de Sainte-Hélène*, tom. 1, pag. 279.)

(2) Cette lettre est du 2 janv. 1759.

« les Français, quoiqu'ils soient avisés et entendus, parce « que leur inconséquence et leur esprit de légèreté renver- « sent, d'un jour à l'autre, ce que leur habileté pourrait leur « procurer d'avantages. Pour les Russes, aussi féroces qu'i- « neptes, ils ne méritent pas qu'on les nomme. »

Le jugement que porte ici Frédéric sur les Autrichiens, est principalement fondé sur leur habileté à choisir et à occuper leurs camps, et sur la partie matérielle de leur organisation ; car il ne leur accorde pas un grand talent dans l'art de constituer la guerre.

« Si je loue la tactique des Autrichiens, ajoute-t-il, je ne « puis que les blâmer de leurs projets de campagne et de « leur conduite dans les hautes parties de la guerre. Il n'est « pas permis, avec des forces aussi supérieures, avec autant « d'alliés que cette puissance tient à sa disposition, d'en tirer « un si petit avantage. Je ne saurais assez m'étonner du « manque de concert dans les opérations de tant d'armées, « qui, si elles faisaient un effort général, écraseraient les « troupes prussiennes toutes en même temps. Que de len- « teur dans l'exécution de leurs projets ! Combien d'occasions « n'ont-ils pas laissé échapper ! En un mot, que de fautes énor- « mes auxquelles jusqu'à présent nous devons notre salut ! »

Il y a autant de vérité dans ces observations que de modestie dans la manière dont elles sont rapportées. La lettre entière est un document précieux où chaque pensée, chaque mot, fait reconnaître celui qui la dicta. Il est des généraux qui, pour se donner du relief, exaltent les ennemis dont ils ont triomphé ; Frédéric n'est pas de ce nombre, et il n'a garde de s'attribuer un mérite qu'il croit ne pas avoir.

Nous aurons fait connaître en deux mots quels étaient les exercices et les manœuvres de l'infanterie prussienne, en disant qu'ils ne différaient presque en rien de ce qui se pratique aujourd'hui.

En général, le roi de Prusse accorda la préférence aux feux de trois rangs, le premier étant genou à terre ; et c'était principalement par pelotons que ces feux s'exécutaient. On avait

soin, comme cela se pratique encore aujourd'hui, de ne faire tirer les pelotons que successivement, et de telle sorte que le bataillon conservât toujours la moité de ses feux en réserve. Dans ses mouvements de charge et de retraite, l'infanterie prussienne s'arrêtait de temps en temps pour exécuter ces sortes de feux. C'était sa manière ordinaire de combattre.

Les Prussiens faisaient encore le *feu de parapet;* il s'exécutait par groupes de deux files que chaque peloton portait successivement en avant et sur deux rangs. Ce genre de feux ne pouvait convenir qu'à des troupes postées, et lorsqu'elles n'avaient à repousser que des attaques peu vives.

Tous ces feux à commandement sont d'un emploi fort difficile dans la pratique, et il ne fallait rien moins que le flegme allemand, joint à une discipline sévère, pour les continuer sans confusion l'espace de quelques minutes seulement.

Le feu de *deux rangs* ou de *billebaude*, n'était point d'usage, et ne paraît avoir été imaginé qu'après la guerre de Sept-Ans.

Les dix années de paix qui suivirent le traité de Dresde furent consacrées à des essais et à de grandes manœuvres, qui portèrent rapidement toutes les parties de la milice prussienne au même degré de perfection. Ce fut durant ce laps de temps que Frédéric, guidé sans doute par le souvenir des mouvements et du mécanisme de la phalange grecque, introduisit la formation et les déploiements des colonnes serrées. L'idée était heureuse, elle marque un grand progrès, pour ne das dire une révolution dans la tactique; mais il fallait nos dernières guerres pour en faire ressortir tous les avantages; car, quoique inventeur de cette manœuvre, Frédéric n'en fit jamais un grand usage dans ses batailles. Il préférait rompre dar pelotons et marcher par lignes ou par ailes, pour se reformer ensuite par des conversions. Cette méthode est moins ingénieuse et offre moins de ressources que les déploiements, ainsi que nous le prouverons par la suite.

Passons à la cavalerie.

Cette arme doit beaucoup au roi de Prusse. Au commen-

cement de la guerre de Silésie, la cavalerie prussienne, aussi lourde, aussi peu maniable que celles des autres puissances, ne chargeait qu'au trot et en faisant le coup de pistolet ou de mousqueton. Frédéric proscrivit cet usage contraire à la nature et à la véritable destination de cette arme, et ordonna que, sans tenir compte des feux des escadrons autrichiens, sa cavalerie s'élançât au galop et les attaquât incontinent l'épée à la main. La supériorité que lui acquit ce genre d'action, dans la plupart des occasions, et surtout l'exemple de ses hussards (1), à qui il arriva plus d'une fois d'enfoncer et de culbuter les dragons et même les carabiniers ennemis, confirmèrent ce que son génie avait deviné, et ce que l'on s'obstinait à ne pas reconnaître, savoir, que les propriétés réelles de la cavalerie étaient dans le choc, et non dans les feux, comme on se l'imaginait depuis deux siècles. Il est pourtant juste de dire qu'en donnant l'essor à sa cavalerie dans maintes occasions, Charles XII avait pu éveiller l'attention du héros prussien, et contribuer par là même au triomphe de la vérité sur l'erreur.

Dès lors, tout le secret de l'éducation de la cavalerie se réduisant à la former à galoper serrée et alignée, les exercices ne tendirent plus qu'à ce but et au perfectionnement de l'escrime à cheval. On se rangea sans intervalles pour diminuer le nombre des flancs, et pour ne rien perdre de la masse; on manœuvra au galop, et, à force de répétitions et de soins, une ligne de plusieurs escadrons put parcourir de grands espaces en pleine carrière, sans perdre sa forme primitive. Voilà ce qu'on ignorait avant Frédéric, et ce que déjà sa cavalerie savait faire au commencement de la guerre de Sept-Ans.

Toutefois, ce ne fut qu'à l'issue de cette guerre, et après avoir mis à profit les leçons de la pratique, que le fameux

(1) A la bataille de Hohenfriedberg, quatre régiments de hussards prussiens de nouvelle levée chargèrent et culbutèrent la gauche ennemie où se trouvaient les chevaux légers saxons, qui avaient de la réputation.

Seydlitz mit la dernière main à la cavalerie prussienne; qu'il lui donna cette audace, cette rapidité de mouvement, cette impétuosité de charge qui lui restaient à acquérir et que l'on doit regarder comme le complément des grandes vues de Frédéric sur cette arme.

« Ce n'est qu'en Prusse, dit Guibert (1), que les cavaliers et leurs officiers ont cette assurance, cette hardiesse à manier leurs chevaux, qui, en semblant les confondre avec eux, rappelle l'idée des centaures de la fable; ce n'est que là que le nombre des évolutions est sagement restreint à ce qu'on fait, à ce qu'on peut faire devant l'ennemi (2). Ainsi, se mettre en colonnes, parcourir de grandes distances, à différentes allures, se former en bataille, et aboutir au mouvement de charge qu'elle recommence et auquel elle se familiarise sans cesse, voilà à quoi toutes les manœuvres de cette cavalerie se bornent. Ce n'est que là qu'on voit des rassemblements de soixante ou quatre-vingts escadrons, et d'escadrons de cent trente ou cent quarante chevaux effectifs, ayant des surnuméraires derrière eux (3), donner la représentation de ce qu'une aile de cavalerie bien commandée peut exécuter à la

(1) Eloge du roi de Prusse.

(2) « Partout ailleurs, dit le même écrivain, la cavalerie se consume « dans la poussière des manéges, elle flotte de principe en principe, ou plu- « tôt d'erreur en erreur; elle multiplie les évolutions, croyant multiplier « ses moyens d'agir; elle ne s'exerce qu'en petits escadrons, en petits régi- « ments, en petits corps, au moyen de quoi elle n'a aucune habitude ni des « grands fronts, ni des grandes distances, ni de ces mouvements par les- « quels une ligne ou une aile entière doit renverser, envelopper l'ennemi, « enfin décider ou rétablir un combat. »

L'auteur, mécontent de la manière dont les choses se passaient alors en France, et plein d'enthousiasme, au contraire, pour son héros et pour tout ce qui venait de Prusse, a pu mettre un peu d'âcreté et d'exagération dans ses rapprochements; mais il ne faut pourtant affaiblir que de bien peu la teinte de ses tableaux pour leur donner le caractère authentique de la vérité.

(3) Guibert entend, sans doute, parler du troisième rang que le roi de Prusse avait cru devoir conserver, non pour ajouter à la puissance du choc,

guerre ; ce n'est que là qu'on voit huit ou dix mille chevaux faire des charges générales de plusieurs centaines de pas, s'arrêter en ordre après les avoir faites, et quelquefois les recommencer d'un second mouvement contre une nouvelle ligne ennemie, qui est supposée se présenter ; dans tous ses camps, à ses revues, toutes les fois que Frédéric voit sa cavalerie, c'est à ces charges importantes qu'il met le plus d'attention et de prix. Il va se placer au-devant d'elles et sur leur flanc, en faisant figurer par quelques cavaliers la pointe de l'aile ennemie. Au signal, la lice s'ouvre, tout s'ébranle, le mouvement s'accélère par degrés, la terre retentit au loin, bientôt on ne voit plus qu'un nuage de poussière, au milieu duquel on entend comme l'approche d'un torrent ; la ligne va toucher à l'ennemi, elle baisse la main, s'élève sur ses étriers, et présente le fer avec de grands cris ; le but est atteint, tout à coup elle s'arrête, on n'entend plus que la voix des commandants qui raccordent leurs escadrons, et à travers les éclaircies de la poussière qui commence à s'élever, on aperçoit la ligne entière, et dans un parfait alignement. Quel beau spectacle que de pareilles charges de cavalerie ; on ne les voit pas sans un frémissement mêlé d'admiration ; on se rappelle cette belle expression de l'Écriture, quand elle compare les nuages portés par les vents à un ouragan de cavalerie : *Sicut procellam equestrem*. Qu'il y a loin de là à l'inutile et petite pompe de nos anciens tournois ! quel grand résultat d'ordre, de discipline et d'instruction à se mettre sous les yeux quand on est souverain, et qu'on conçoit, en le voyant, que Frédéric ait pu le préférer au faste d'une cour, et s'y complaire jusqu'à la fin de sa vie ! »

Nous avons dit ci-dessus combien de régiments de cavalerie avait le roi de Prusse.

Un régiment de cuirassiers était composé de cinq esca-

mais dans l'intention de l'employer à remplir les trouées, et à fermer les vides qui peuvent se faire dans un mouvement de charge un peu prolongé.

drons, et chaque escadron de deux compagnies de soixante et dix hommes chacune. L'ordonnance était sur trois de profondeur, non que Frédéric regardât le troisième rang comme indispensable, mais il le croyait utile comme réserve et pour fermer les vides qui pourraient se faire dans le mouvement de charge.

Cette cavalerie, ainsi que l'indique son nom, portait la cuirasse ou plutôt le plastron ; sa coiffure était le chapeau avec la calotte métallique. En divisant trois fois de suite par deux, les quarante-huit files de l'escadron, on obtenait la *division* de vingt-quatre files, le peloton de douze, et l'escouade ou section de six files.

Il y avait dans un pareil régiment trente-sept officiers, soixante et dix sous-officiers, douze trompettes ou timbales.

Excepté trois régiments de dragons qui avaient, l'un, trois escadrons, et les deux autres, dix chacun; tous les autres régiments étaient de même force, de même composition et de même formation que les cuirassiers.

Dans la règle, les régiments de cuirassiers et de dragons ne devaient recevoir aucun étranger, mais il s'y en trouvait néanmoins quelques-uns. Les régiments de hussards avaient tous dix escadrons, mais l'escadron était moindre de quelques hommes. On trouvait par régiment cinquante et un officiers, cent dix sous-officiers, et quatorze cent quarante chevaux.

Les hussards étaient choisis parmi les hommes les plus sûrs; toujours abandonnés à eux-mêmes, chargés de veiller à la désertion et à la sûreté de l'armée, leur service ne comportait guère d'étrangers!

Soit que la cavalerie combattît ou s'exerçât à pied ou à cheval, la réunion de cinq escadrons prenait le nom de *bataillon*. Cet usage, qui n'a été abandonné que dans les derniers temps, existait aussi dans la cavalerie anglaise (1).

(1) *Voy.* les *Remarques sur la Cavalerie*, par le général prussien Warnery, et la *Tactique prussienne* par le major Mauvillon : ce dernier ouvrage renferme des considérations politiques attribuées à Mirabeau.

Les officiers se plaçaient toujours en dehors de l'ordonnance (1). « En user autrement, disait le roi, c'est en faire de simples cavaliers, au lieu qu'ils doivent par leur exemple déterminer leur troupe ; de plus, les officiers hors du rang sont en état d'arrêter et de contenir leurs troupes après une charge, de les faire ensuite manœuvrer selon qu'il conviendra, soit pour se porter sur les flancs et les derrières de l'infanterie, soit pour lâcher des détachements sur les fuyards, et remettre le reste en ordre pour recharger une seconde ligne, ou dissiper ce qui voudrait se rallier. »

Si puissantes que puissent paraître ces raisons, elles ne satisfont pas pleinement, et des officiers formés à l'école même de Frédéric ont entrepris de les combattre. Parmi eux se distingue le général-major Warnery, non moins connu par ses écrits, que pour sa brillante conduite à la bataille de Prague. « Tout ce que j'ai dit (ce sont ses propres expressions) tou« chant la place des officiers de cavalerie, lorsqu'on va à la « charge, démontre évidemment la faute qu'on commet dans « toutes les armées, de faire combattre les généraux et les « officiers supérieurs devant leurs escadrons ; là, ils ne peu« vent s'occuper que de leur propre personne, sans pouvoir « donner les ordres nécessaires ni réparer la moindre chose ; « leur troupe est-elle battue ? ils sont tués ou pris, parce qu'il « leur serait honteux de fuir les premiers ; sont-ils hors de « combat ? leurs gens se rallient très-difficilement ; sont-ils « déjà sur l'âge ? ils font moins de mal à l'ennemi que le « dernier soldat ; en un mot, leur perte est inévitable, sur« tout si le premier choc ne réussit pas, et leurs troupes res« tent immobiles pendant le reste de l'action comme un corps « sans tête, ou elles se sauvent trop loin. Ces inconvénients « me paraissent d'assez grande importance pour qu'à l'ave« nir il ne soit permis qu'à un seul officier supérieur de se

(1) *Voy.* l'opuscule de M. le D. de G. sur la *Tactique et les Manœuvres des Prussiens*, annexé aux réglements sur l'infanterie, et réimprimé dans le *Journal Militaire*, de 1784.

« mettre devant le régiment pour le mener à l'ennemi; les « autres, ainsi que les généraux, doivent se tirer dans les « intervalles et rester un peu en arrière, pour voir ce qui se « passe et porter remède où il sera nécessaire; tel est le vrai « devoir de leur charge et non pas de faire les spadassins « comme de simples cavaliers qui s'en acquitteront mieux « qu'eux. Que dirait-on, si l'on voyait les généraux et autres « officiers supérieurs d'infanterie prendre des fusils et se « mettre dans les rangs pour tirailler? C'est précisément la « même chose (1). »

On ne laissait subsister aucun intervalle entre les escadrons de la première ligne, mais ceux de la seconde se rangeaient ordinairement tant plein que vide. Le principal objet de la seconde ligne, suivant Frédéric, étant de veiller au flanc de la première, et d'y faire passer des escadrons, lorsque le terrain venait à s'ouvrir, il ne devait résulter aucun inconvénient de cette disposition, qui permettait d'ailleurs de donner plus d'extension à l'ordre général de bataille.

Bien que Frédéric accordât la préférence à la ligne pleine, il pensait néanmoins que l'on pouvait laisser au besoin cinq à six pas d'intervalle entre les escadrons, sans qu'il en résultât d'inconvénient réel.

Warnery s'éleva encore contre cette manière de ranger la cavalerie, alléguant la confusion dont est suivi le choc en muraille, et, par suite, la très grande difficulté du ralliement. Son opinion, qui nous semble ne devoir être admise que par exception et pour quelques escadrons de cavalerie légère seulement, n'est cependant pas de se former tant plein que vide, et il se borne à réclamer des intervalles de quinze à vingt pas entre les escadrons (2).

(1) *Remarques sur la Cavalerie*, par le général Warnery, pages 5 et suivantes. Nouvelle édition, revue et accompagnée de notes et d'un chapitre supplémentaire par un officier général (le général D***, qui a laissé des souvenirs si honorables à l'école militaire). Paris, 1828; Anselin.

(2) *Remarques sur la Cavalerie*, pages 79 et suivantes.

Cette manière d'ordonner et de dresser la cavalerie présentait trop d'avantages réels pour ne pas être bientôt adoptée par les autres puissances de l'Europe, la Turquie exceptée (1). Elle fut établie et propagée dans l'armée française par différentes ordonnances réglementaires, dont les plus connues sont celles de 1766, 1777 et 1788. La seule modification digne de remarque qu'elle subit en s'introduisant parmi nous, fut la suppression du troisième rang (2). Ce changement qui, d'ailleurs, ne portait aucun préjudice réel à l'intensité du choc, était réclamé pour plus d'un motif, et, entre autres, par la nécessité de pouvoir opérer la *conversion* par pelotons de douze files, manœuvre d'une application impossible avec une profondeur de trois chevaux. La dernière des ordonnances dont nous venons de parler a été longtemps en vigueur, car il ne faut pas considérer comme une ordonnance nouvelle celle du 1er vendémiaire an 13 (remplacée aujourd'hui par l'ordonnance du 6 décembre 1829), puisqu'elle ne diffère de la précédente que par une rédaction plus simple et plus méthodique (3).

La cavalerie prussienne, presque entièrement composée de nationaux, présentait, sous le rapport de la consistance et du dévouement, des garanties qu'on ne trouvait pas dans l'infanterie. Il n'entrait généralement dans les cuirassiers et les dragons que des fils de cultivateurs propriétaires. En cas de désertion, les parents répondaient de l'homme et du cheval.

Frédéric ne s'était pas dissimulé qu'en interdisant les feux

(1) Dans cette occasion, comme dans tant d'autres, les Turcs suivirent une marche inverse du reste de l'Europe ; car, bien loin de prendre part à la révolution qui venait de s'opérer, ce fut alors qu'ils donnèrent des armes à feu à leurs cavaliers. (*Voy.* le *Traité du comte de Bismarch*, déjà cité.)

(2) La cavalerie française fut mise sur deux rangs dès l'année 1766. Les Autrichiens n'ont décidément renoncé au troisième rang qu'en 1806. (*Voy.* l'ouvrage de *Warnery*, déjà cité, pag. 43, note.)

(3) L'équitation, négligée depuis l'abolition de la chevalerie, fut remise en vigueur en Prusse par le baron de Seydlitz, et en France par le comte de Melfort.

à la cavalerie, et en la réunissant en plus grandes masses pou la faire jouir à un plus haut degré des propriétés qu'elle em prunte du cheval, cette arme se verrait plus que jamais ex posée aux effets meurtriers de l'artillerie et de l'infanterie qui, dans une foule de cas, pouvaient la canonner et la fusil ler impunément. Aussi, cette réflexion, où se montre à cou vert le faible de la cavalerie, conduisit-elle le roi à recher cher quels auxiliaires, quels protecteurs pourraient obvie en tout ou en partie à cet inconvénient. Il ne vit de remèd possible que dans l'institution d'une artillerie qui suivrai tous les mouvements de la cavalerie, qui, campant et combat tant avec elle, tiendrait les batteries et l'infanterie opposées distance, en même temps qu'elle préparerait et assurerait l succès de ses charges. Cette institution, qu'il réalisa et qu est devenue pour toutes les armées un nouveau moyen d'at taque et de résistance, attesterait à elle seule toute la pro fondeur de son génie. On retrouve, en effet, dans la créatio de l'artillerie à cheval, la double et judicieuse intention d multiplier les feux et de rendre l'armée de plus en plus mo bile. Complément nécessaire des organisations et des vues d roi de Prusse, la nouvelle arme accompagna les hussards e les troupes légères (1).

Il est un usage qui se lie à la création de l'artillerie à che val, et que Frédéric établit, c'est celui des obusiers en cam pagne. Cette arme, quoique inventée depuis plus d'un siècle n'avait été que fort rarement employée sur les champs de ba taille, avant la guerre de Sept-Ans.

Si l'on considère que, sans obusiers, les efforts réitérés d la plus brave infanterie peuvent souvent échouer contre u village ou une redoute, et qu'avec leur assistance, il n'est pa d'obstacle, en campagne, qu'on ne puisse ouvrir ou renverser on s'étonnera que cet agent puissant ait été aussi longtemp négligé.

(1) L'artillerie à cheval fut établie dans l'armée prussienne de 1758 à 1760. (Mauvillon, *Tactique prussienne*, page 157.)

Les corps d'artillerie et du génie ne jouissaient pas alors en Prusse de la considération qu'on leur accordait en France et dans la plupart des autres armées. Les causes de cet état de dépression sont difficiles à analyser. Le plus grand nombre des officiers de ces armes, il est vrai, manquaient de titres de noblesse, et ces titres étaient appréciés dans l'armée prussienne; mais convient-il de penser qu'un prince, homme de génie et philosophe, se refusât à honorer le mérite dans la roture? On ne doit pas davantage rattacher ces causes à l'idée que l'artillerie et le génie sont des armes accessoires, l'infanterie et la cavalerie les armes principales; car, comme le remarque M. Carrion-Nisas, même dans cette infériorité respective des corps, il resterait toujours l'égalité entre les individus.

Cette négligence pour deux armes dont le service repose sur une théorie et des connaissances scientifiques que l'on n'acquiert pas volontiers sans émulation et sans encouragement, explique l'incapacité des ingénieurs prussiens, et les embarras où se trouva le roi aux siéges d'Olmultz et de Schweidnitz (1).

Ces embarras, qui auraient dû suffire pour exciter sa sollicitude envers l'artillerie et le génie, n'eurent pas cet effet; et l'on en est d'autant plus surpris, qu'il ne cessa d'encourager et de favoriser les autres armes. Il n'y avait point alors de véritable école d'artillerie en Prusse, et les officiers de cette arme vivaient en quelque sorte isolés du reste de l'armée. Le roi, par une bizarrerie aussi inconcevable qu'injuste, assistait rarement aux exercices du canon, et accordait plus rare-

(1) Ce serait au siége de Schweidnitz, en 1762, suivant l'opinion la plus généralement accréditée, qu'on aurait employé pour la première fois, à la guerre, les globes de compression, ou fourneaux de mines surchargés, proposés par Bélidor en 1732; l'honneur de cet essai, qui, du reste, n'eut pas un grand succès, appartiendrait au major prussien Lefebvre.

Le corps des mineurs prussiens était entièrement séparé de l'artillerie, et consistait, comme en France, en quatre compagnies de cent à cent vingt hommes, dont la dernière ne fut créée qu'en 1783.

ment encore son ordre du mérite à un officier d'artillerie (1).

Il ne faut cependant pas conclure de ceci, que Frédéric usa du canon avec plus de sobriété que ses adversaires ; car cet agent fut considérablement multiplié dans ses armées sur la fin de la guerre de Sept-Ans. Les Autrichiens avaient toujours eu une quantité prodigieuse d'artillerie ; il crût devoir leur opposer le même moyen, surtout lorsqu'il se vit privé de ses vieilles bandes moissonnées dans vingt batailles. C'est à des circonstances analogues qu'il convient d'attribuer la progression toujours croissante de l'artillerie dans les armées de Napoléon. Les mêmes causes produisent ordinairement les mêmes effets.

C'était un préjugé établi depuis l'origine des armes à feu, d'attacher la même importance à la conservation d'un canon qu'à celle d'un drapeau. Ce préjugé, que Frédéric détruisit, nuisait à l'usage de l'artillerie, en empêchant de la porter en avant dans la crainte de la voir enlevée à la suite de quelque trait d'audace ou de témérité de la part de l'ennemi.

« Autant il me paraît ridicule d'attacher un point d'honneur « à la conservation de l'artillerie, dit Guilbert (2), parce qu'il « est mille occasions où on peut la perdre sans honte, et où il « faut même savoir la perdre, autant il me paraît néces- « saire d'augmenter le préjugé qui attache du prix aux dra- « peaux, parce que la perte d'un drapeau suppose du dés- « sordre dans le bataillon auquel on l'a enlevé »

Frédéric, jaloux de propager et d'améliorer l'étude des principes à l'aide desquels il avait triomphé, établit à Berlin un cercle militaire dont les officiers les plus instruits faisaient partie. Cette association, à laquelle il ne manquait que le nom d'*académie militaire*, était pourvue de tous les livres, de toutes les cartes, de tous les matériaux propres à étendre le domaine des connaissances militaires. On y discutait les hautes

(1) *Tactique prussienne*, pages 161 et suivantes.

(2) *Essai général de Tactique*, tome I, pag. 189.

parties de l'art; on y faisait des cours sur les branches dogmatiques; on y examinait les projets de réforme et d'amélioration; on y proposait des questions à approfondir et des difficultés à résoudre; des prix étaient décernés périodiquement aux auteurs des meilleurs mémoires.

Mais une institution dont ce prince a, le premier, reconnu l'urgence, et que les autres puissances ont adoptée avec plus ou moins d'empressement, c'est celle d'un corps et d'une école d'état-major. Voici de quelle manière il s'en exprime lui-même dans ses Mémoires (1) :

« L'armée avait fait bien des campagnes, mais souvent le « quartier général avait manqué de bons maréchaux des « logis. Le roi voulut former ce corps, et choisit douze offi« ciers qui avaient déjà quelque teinture du génie, pour les « dresser lui-même. Dans cette vue, on leur fit lever des ter« rains, marquer des camps, fortifier des villages, retrancher « des hauteurs, élever ce qu'on appelle des palanques, mar« quer les colonnes de marche, et surtout on les dressa à « sonder eux-mêmes tous les marais et tous les ruisseaux, « pour ne pas se méprendre par négligence, et donner à une « armée pour appui, une rivière guéable ou bien un marais « par lequel l'infanterie peut marcher sans se mouiller la « cheville du pied. »

Telle est l'origine de la première école de ce genre qu'on ait vue en Europe; elle fut, pendant douze ans, dirigée par un officier français d'un mérite distingué, le général Jarry, le même qui a organisé le *senior departement* ou école d'état-major des Anglais (2).

(1) *Mémoires de Brandebourg* de 1763 à 1775, tom. V, pag. 174.

(2) C'est ici le cas de recommander aux élèves la lecture de l'intéressant article de M. le général Pelet sur les états-majors, inséré dans le *Spectateur Militaire* du mois de février 1828.

Suivant le judicieux et savant général : « Le corps d'état-major est le lien « de tous les éléments isolés qui, dès le premier moment, doivent composer « l'armée, le moteur secondaire et le cadre de ses mouvements, surtout de « ceux qui sont exécutés en présence de l'ennemi. Ce corps est l'agent spé-

Peu d'officiers généraux et beaucoup de soldats : cette maxime est une de celles que professe le roi de Prusse dans ses écrits, et de laquelle il réussit à ne point s'écarter, bien qu'ayant, plus qu'aucun prince, de nombreux et brillants services à reconnaître. A cet égard, comme à tant d'autres, sa conduite était bien différente de celle des rois de France ses contemporains, dont les armées, peu fortes et mal constituées, présentaient une onéreuse et choquante superfétation d'officiers généraux et particuliers. Mais aussi quelle différence dans les frais d'entretien des troupes respectives des deux puissances !

Le roi de Prusse avait adopté l'usage suivi depuis un siècle, de camper et de combattre sur deux lignes, avec une réserve (1), l'infanterie au centre et la cavalerie sur les ailes. Mais au lieu d'une disposition en quinconce, qui eût nécessité des vides dans les deux lignes, il ne laissait entre les bataillons et escadrons de la première que des intervalles de sept à huit pas au plus. La même règle ne s'observait pas pour la seconde ligne, parce qu'étant toujours plus faible que la première, elle n'aurait pas eu le même front. Toutefois, l'infériorité numérique de cette seconde ligne n'était jamais telle qu'on fût obligé d'en faire les vides plus grands que les pleins.

Des bataillons de grenadiers couvraient les extrémités des deux lignes d'infanterie, sur lesquelles ils étaient en potence face en dehors. Frédéric croyait utile de donner aux flancs

« cial du commandant en chef pour préparer les opérations et pour transmettre rapidement ses ordres, ses instructions, son esprit, en quelque « sorte, dans toutes les circonstances et sur les moindres parties de l'armée « la plus nombreuse. »

Le même écrivain caractérise d'une manière plus précise encore le corps d'état major, en l'appelant l'*encadrement mobile de l'armée*, définition parfaitement conforme à la nature et aux attributions de ce corps.

(1) La réserve était pour l'ordinaire composée de cavalerie, mais le roi y joignait quelques bataillons, lorsque les circonstances paraissaient exiger cette précaution. On vit même à Kollin une réserve formée tout entière d'infanterie : cet exemple est rare.

de l'infanterie une protection indépendante de la cavalerie. C'était à cette précaution, jusqu'alors inusitée, qu'il avait dû les succès de Molwitz et de Czaslau.

L'ordre de bataille dont il s'agit n'était, au reste, qu'un tableau de l'emplacement relatif des différents corps qui composaient l'armée, tableau dont la forme et la symétrie changeaient avec les circonstances ; car on pense bien que Frédéric n'était jamais en retard pour varier ses dispositions, et pour assigner à chaque arme un terrain conforme à sa nature et à sa constitution.

Veut-on savoir de quelle manière et avec quelles précautions le roi se préparait à l'action? Il faut se le représenter marchant à la tête de son avant-garde, reconnaissant et étudiant le terrain, choisissant des positions; et dépêchant aux colonnes qui suivent de près, les ordres et instructions nécessaires pour assurer ou changer leur direction. Découvre-t-il l'ennemi? sa vigilance et ses soins redoublent ; il n'est rien qu'il ne fasse pour le bien reconnaître ; il l'a reconnu : les ordres se succèdent ; les colonnes quittent le pas de route et se préparent à manœuvrer. La position de l'ennemi présente-t-elle des parties que l'on puisse attaquer avec des chances de succès? la bataille est aussitôt résolue. Chaque arme, chaque colonne, chaque troupe, se porte sur le terrain qui lui est assigné. L'avant-garde couvre les déploiements, en attendant qu'on l'appelle à renforcer quelques points de la disposition. La rapidité des mouvements et l'habileté du chef à les masquer par les plis du terrain, ont jeté l'ennemi dans l'incertitude. L'attaque est en pleine exécution avant qu'il ait pu contre-manœuvrer. Ce n'est plus comme au temps de Louis XIV, où, même entre les mains des généraux les plus distingués, des Luxembourg, des Catinat, des Villars, les armées mettaient souvent jusqu'à vingt-quatre heures à prendre leur ordre de bataille. En un instant, Frédéric a tout disposé : il déploie avec la même promptitude, en avant, en arrière et sur les flancs, parallèlement ou obliquement, en tout ou en partie.

L'ennemi se trouve-t-il si bien posté qu'il n'y ait que des inconvénients à l'attaquer? il manœuvre en sa présence et à sa vue ; il cherche à lui donner le change; il emploie toutes les ressources du terrain et de la tactique pour lui faire illusion sur son projet. Il feint des mouvements offensifs sur une aile pour diriger ensuite et en même temps ses efforts sur un autre point. L'ennemi donne-t-il dans le piége? la faute est aussitôt saisie. Évite-t-il, au contraire, d'y tomber? Frédéric, avec une armée incomparablement plus manœuvrière que toutes celles qui lui sont opposées, se trouve n'avoir rien engagé, rien compromis. Il se retire, et fait naître une occasion plus favorable, soit en menaçant les communications de son adversaire, soit en se dirigeant vers quelque point que celui-ci a intérêt de protéger. Tels étaient les avantages que le roi de Prusse savait retirer de la grande supériorité de ses moyens tactiques, supériorité qui ne se voit plus aujourd'hui dans aucune armée, et que les dernières guerres ont achevé d'effacer.

Ce que nous disons ici en thèse générale, Frédéric l'observa à Leuthen : il y manœuvra longtemps en présence des Autrichiens, paraissant vouloir attaquer leur aile droite, qui était leur partie faible. Trompés par cette feinte, ils renforcèrent leur droite au détriment de leur gauche qu'ils croyaient inabordable. Le roi est habile à profiter de cette faute : en un instant ses colonnes ont changé de direction à droite, et se sont portées par le revers d'une chaîne de collines, sur l'extrémité de cette gauche que les Autrichiens ont mal à propos dégarnie. C'est en vain que le prince Charles tente de s'opposer à ce mouvement tournant : ses troupes, qui n'arrivent que successivement, sont aisément battues et dispersées; en moins d'une heure, trente-cinq mille Prussiens ont remporté une victoire complète sur des forces doubles.

Nous venons de dire que toujours les colonnes de l'armée prussienne suivaient de près l'avant-garde ; c'est ce que nous apprennent tous les écrivains, et notamment Guibert :

« Toutes les fois qu'il (Frédéric) est en marche offensive à

« portée de l'ennemi, dit ce dernier, son avant-garde tient « toujours à ses colonnes, et elle n'en est jamais éloignée de « plus d'une demi-lieue : cette avant-garde est composée de « hussards, de dragons, de bataillons de grenadiers, avec « quelques pièces de canon...

« Par la même raison, ajoute cet écrivain, que le roi de « Prusse, dans ses marches de manœuvres offensives, a son « avant-garde presque immédiatement à la tête de ses co- « lonnes, dans ses marches de retraite à portée de l'ennemi, « son arrière-garde tient de même à son armée ; aussi, n'a-t-il « jamais eu d'affaire d'arrière-garde. Le moyen que des ar- « mées peu manœuvrières s'engagent à attaquer une arrière- « garde d'élite, soutenue par une armée habile à s'arrêter, à « former une disposition, ou à faire, au besoin, un mouvement « offensif en avant ! Pour des troupes légères et des avant- « gardes, elles ne s'y compromettront certainement pas, « elles n'auraient que des coups à gagner (1). »

On a vu de quelle manière les liens d'une discipline sévère, unissant les éléments divers dont se composait l'armée prussienne, contribuaient à en former un ensemble solide, un tout inébranlable et régulier. La sévérité n'était pas l'unique secret de l'existence de cette masse redoutable : la considération dont jouissaient les officiers et les sous-officiers, certains avantages qu'on leur accordait lorsqu'ils venaient à quitter le service, et une émulation sans cesse entretenue par la plus rigoureuse impartialité dans la distribution des grades et des distinctions, vivifiaient l'esprit militaire, stimulaient les individus, et consolidaient toutes les parties de cette frêle constitution. Là, point de distinction futile de noblesse de robe et d'épée. L'uniforme et la dragonne ouvraient toutes les portes, facilitaient toutes les affaires, procuraient tous les avantages, qu'on n'obtenait ailleurs que par le crédit et les richesses.

Comme tous les grands capitaines, comme tous ceux qui ont une connaissance approfondie du cœur humain, Frédéric

(1) *Défense du Système de guerre moderne*, t. II, p. 154 et 155.

s'était attaché à conduire les hommes par l'espoir. Même en temps de paix, il ne cessait pas d'être envers son armée dans la relation de général en chef : il connaissait tous les officiers, et faisait personnellement des revues de détail, accompagné de chaque capitaine, qui lui rendait compte de tout ce qui concernait sa compagnie.

Deux motifs puissants portaient l'armée prussienne à désirer la guerre avec ardeur : l'un, le sentiment de sa supériorité sur les autres armées, sentiment que le roi ne cessait de nourrir, en la tenant sur un pied formidable; l'autre, la perspective d'une abondance de grâces et de faveurs à laquelle elle ne pouvait prétendre pendant la paix, car il n'y avait alors d'autre chance à l'avancement que dans l'ancienneté et la marche du tableau.

Le colonel Carrion-Nisas, que nous aimons à citer comme un maître qui nous a aplani la route, s'exprime ainsi au sujet de la position de l'officier et du sous-officier dans l'armée prussienne.

« En Prusse, dit cet écrivain, la patience et l'espérance « des subalternes étaient puissamment soutenues et nourries « par les avantages attachés à l'état de capitaine : cet état, très « considéré, très lucratif, était un suffisant objet d'ambition « pour les hommes les plus estimables et les plus précieux « à conserver; et, comme le droit d'ancienneté présidait à l'a- « vancement dans l'armée prussienne, tous les officiers avaient « l'espoir d'y arriver; et cette position dans l'armée et dans « la société, qu'on pouvait acquérir par une patience de « quelques années, offrait une perspective qui contenait, sur « une ligne raisonnable et bornée, des ambitions qui se se- « raient égarées dans un champ plus vaste et plus vague, « ou qui se seraient découragées sans une semblable assu- « rance.

« Les avantages attachés au grade de capitaine, qui pré- « sentait, au milieu de l'échelle d'avancement, une station « désirable pour la plupart des hommes, supportable pour « tout le monde, étaient le secret de la constitution de l'ar-

« mée prussienne, de l'attachement de la masse des officiers « à leurs drapeaux (1). Quand cette masse est généralement « contente et ne laisse point échapper des mots d'ennui et de « dégoût ; quand la masse, plus nombreuse encore et non « moins influente des sous-officiers, est, comme elle l'était « dans l'armée prussienne, satisfaite de son sort et de la con- « sidération dont elle jouit, l'armée n'est travaillée d'aucun « mauvais esprit, et il ne reste d'inconvénient que celui qui « subsistait dans l'armée prussienne, et qui était le malheur « des circonstances, savoir, la nécessité de la compléter avec « des étrangers et des déserteurs. »

§ III.

Nous avons indiqué les institutions ou les perfectionnements dont l'art militaire est redevable à Frédéric-le-Grand.

Mais ce prince a-t-il étendu le domaine de la puissance morale envisagée sous le point de vue militaire? Ses campagnes ont-elles donné lieu, soit sous le rapport des batailles, soit sous celui de la stratégie, à des combinaisons dont l'histoire ne fournit encore aucun exemple? Ce qu'il a fait est-il suffisant pour justifier le titre de *créateur* d'un nouveau système de guerre, que les écrivains du dernier siècle lui ont décerné avec tant d'enthousiasme? Nous l'avouerons, l'expression nous paraît tant soit peu exagérée, et nous sommes d'autant moins disposé à reconnaître l'authenticité de ce titre, qu'il nous semble consacrer une injustice souveraine envers les grands capitaines du dix-septième siècle.

Que l'on cite le roi de Prusse pour ses belles et fréquentes

(1) « Un capitaine avait de cinq à six mille francs d'appointements et une considération en proportion de celle qui était attachée, en Prusse, aux moindres grades de l'armée, et qui était déjà très grande. »

Les règlements n'accordaient pas aux capitaines une solde aussi forte ; mais il se peut que certains avantages l'élevassent, en effet, à la somme qu'annonce ici M. de Carrion-Nisas.

applications du premier cas de l'ordre oblique; que l'on admire, dans ces applications, l'ensemble, la promptitude, le coup d'œil, la hardiesse, avec lesquels les mouvements furent opérés; qu'on le loue d'avoir su distinguer ce genre d'attaque, et de s'en être fait une règle contre des adversaires que leur inhabileté dans l'art des manœuvres rendait faciles à surprendre et à tourner; qu'on lui attribue enfin plusieurs perfectionnements dans les méthodes tactiques; ce sont des faits que l'ignorance ou l'injustice pourraient seules révoquer en doute. Mais, avant lui, Turenne et Luxembourg, pour ne parler que des modernes, n'avaient-ils pas eu recours à ce même ordre oblique dont l'invention lui est en quelque sorte attribuée? et si les instruments que ces grands hommes eurent à leur disposition pour réaliser cette œuvre du génie furent moins favorables et moins efficaces, ne sont-ils pas, en définitive, parvenus au même but? Une foule d'autres capitaines, moins habiles ou moins connus, n'avaient-ils pas essayé du même moyen? Et, d'ailleurs, nous l'avons déjà dit, l'ordre oblique n'est-il pas aussi ancien que la guerre? La seule différence qui existe entre les milliers d'exemples qu'on en pourrait citer, ne porte que sur des causes accidentelles ou sur des circonstances tactiques et topographiques qui n'en changent pas la nature, et qui ne peuvent empêcher de le reconnaître, ou du moins de reconnaître l'intention où l'on fut de l'appliquer. Si les propriétés de l'ordre oblique ne sont devenues saillantes qu'à la suite des campagnes de Frédéric, c'est qu'il les mit dans un nouveau jour, et qu'avant lui aucun général des temps modernes ne s'y était arrêté; c'est qu'on y avait toujours été conduit par des inspirations soudaines, aussi vite oubliées que senties, et non par la méditation; c'est aussi parce que les esprits s'étaient toujours plus occupés des détails que des hautes parties de la tactique; et, enfin, c'est parce que la science des grands mouvements était à créer, ainsi que l'avouait franchement le maréchal de Saxe.

Peut-être ne trouverait-on pas, dans tout le cours du moyen âge et jusqu'à la journée de Dreux, deux occasions où,

à l'issue d'une bataille, le vaincu soit parvenu à rallier les débris de son armée pour essayer, par un dernier effort, de ressaisir la victoire qui venait de lui échapper. Les guerres des seizième et dix-septième siècles fournissent quelques exemples des cas dont il s'agit; mais il n'en est aucun qui puisse se comparer aux affaires de Hochkirchen et de Torgau (1).

Dans la première, Frédéric s'est laissé surprendre par un excès de présomption; il a perdu le maréchal Keith et plusieurs milliers de soldats. Ses canons, ses tentes, ses équipages, sont tombés au pouvoir de l'ennemi. Que fait-il au milieu de cette crise? Il achève de former le reste de son armée, et, à la faveur de plusieurs charges vigoureuses de sa cavalerie, il se replie à une lieue, et présente de nouveau le combat au maréchal Daun, qui n'ose l'attaquer. C'est le lion qui se retire!

Dans la seconde, la bataille est perdue, et déjà l'armée prussienne se disposait à la retraite, lorsque Saldern, qui

(1) Pour que ces exemples d'un retour subit et inespéré de la fortune devinssent fréquents, il fallait, avec l'influence que nos armes à feu donnent aux positions, qui sont, pour ainsi dire, le bouclier du faible, les changements qu'a subis l'art de former et de mouvoir les masses, surtout celles de cavalerie. Chez les anciens eux-mêmes, un grand échec était accompagné de trop de confusion, à cause de la nature de leurs armes, qui les obligeait à combattre corps à corps, et à se mêler, pour qu'il fût possible de rallier immédiatement des troupes battues.

Observons encore, à cette occasion, que si nos armes sont plus meurtrières que celles des anciens, nos combats sont en définitive, moins sanglants; car, en nous donnant la possibilité de nous rallier et de battre en retraite avec ordre, elles permettent que la destruction cesse avec le combat. Mais, chez eux, malheur aux vaincus, lorsqu'ils commençaient à perdre du terrain; le moindre mouvement rétrograde devenait toujours le signal d'une horrible boucherie. Ainsi, loin de regretter, pour le bien de l'espèce humaine, que les agents de destruction se soient perfectionnés, et que la guerre ait changé de nature et de système, il faut s'en applaudir, et désirer que les Archimède et les Bâcon modernes s'appliquent à reculer de plus en plus les bornes de la science.

s'est aperçu d'un faux mouvement des Autrichiens, s'empare de la hauteur et du village de Siptitz, qu'ils ont dégarni. Frédéric est habile à profiter de cet incident : en un instant, son armée entière s'est portée au secours de la brigade Saldern, et l'ennemi, qui croyait avoir vaincu, est contraint de se retirer derrière l'Elbe (1).

Ces exemples d'une rare ténacité prouvent à quel point la discipline avait d'empire sur les troupes prussiennes, et aussi combien elles étaient manœuvrières. On a vu se reproduire des faits du même genre, et plus extraordinaires, peut-être encore, dans le cours de nos dernières guerres. Pour ne rappeler ici que la bataille de Marengo, l'histoire fournit-elle quelque chose de comparable au dénouement de cette mémorable journée? S'y trouve-t-il une manœuvre analogue à ce retour offensif à l'aide duquel les Français, qui déjà voyaient fuir la victoire, la contraignirent à rentrer dans leurs rangs? Mais tous ces faits, loin de détruire le mérite de ceux que nous avons signalés d'abord, ne prouvent que mieux la supériorité du génie de Frédéric et l'excellence de ses méthodes, en montrant que ses leçons ont été comprises et appliquées avec de nouveaux succès. Une victoire préméditée n'a exigé souvent qu'une simple bonne combinaison, qu'une seule idée heureuse; mais, pour tirer un avantage d'un revers ou d'une position funeste, il faut des troupes manœuvrières, et qui ne se laissent ni étonner ni abattre; il faut l'inspiration soudaine du coup d'œil et du talent; et cette inspiration, au milieu d'un pressant danger et d'un grand malheur, n'appartient qu'aux esprits nés pour maîtriser les événements et commander à la fortune.

Il y a plus d'art, plus d'à-propos dans les batailles du roi de Prusse, et les résultats y sont plus décisifs et plus prompts que dans celles de ses devanciers, parce que la tactique est plus avancée, et que la capacité de chaque arme est mieux

(1) *Voy.* tomes II et III du *Traité des grandes opérations*. — *Mémoires de Sainte-Hélène*, tom. V.

connue. Mais, tout admirables que sont ses plans de campagne, la même nouveauté ne s'y remarque pas, parce que les conceptions stratégiques sont de tous les temps, qu'elles sont à peine modifiées par les plus grands changements survenus dans la tactique, et alors même que ces changements révolutionnent l'art des batailles, et celui de l'attaque et de la défense des places.

Ainsi, pour ne parler que de Turenne, n'avons-nous pas vu ce grand homme, et dans la marche pour se joindre aux Suédois, et dans l'affaire du Quesnoi, et dans le projet d'invasion de la Hollande, et dans la surprise des cantonnements ennemis en Alsace, et dans les calculs et les manœuvres qui trompèrent Montécuculli, le plus habile de ses adversaires, présenter des modèles frappants de tout ce que le roi de Prusse a pu faire de plus savant et de plus glorieux en ce genre?

Guibert, qu'il ne faut pas toujours prendre pour guide, annonce en commençant l'éloge de Frédéric, que *son système sera celui de tous les grands capitaines de l'antiquité*, qu'*il portera le théâtre de la guerre hors de son pays*, qu'*il préviendra l'ennemi*, qu'*il le frappera comme la foudre*, qu'*il débutera par des batailles, parce que les batailles gagnées rendent maître de grands espaces.*

Ne semblerait-il pas, à entendre l'éloquent panégyriste, que Frédéric n'eût qu'*à paraître* pour que déjà *ses ennemis ne fussent plus*. En cela, Guibert a méconnu l'histoire, et nous allons lui opposer le général Jomini.

« ... Si Frédéric manœuvra avec habileté à Hohenfried-
« berg, à Soor, dit ce dernier écrivain, s'il commanda l'admi-
« ration à Rosbach, à Leuthen, à Kunersdorff; s'il déploya
« enfin un grand caractère dans toutes les circonstances de
« sa vie, on ne saurait disconvenir qu'il n'y eût au moins de
« l'exagération à le présenter aux yeux de ses contemporains,
« comme le plus profond tacticien et le plus habile homme de
« guerre qui ait existé. En effet, il ne fit faire que de faibles
« progrès à l'art; et s'il en perfectionna la seconde partie (la

cées, on n'y revint pas, ou du moins ne fut-elle jamais établie comme règle.

Il ne faut que parcourir Tempelhof pour être assuré qu'à un petit nombre d'exceptions près, Frédéric ne sut pas plus que ses contemporains s'affranchir de cette prévoyance outrée qui asservissait alors tous les projets à la marche de la boulangerie (1). C'est toujours d'après un calcul de voitures et de charrettes pour le transport des vivres, que cet écrivain, témoin oculaire, établit la possibilité ou l'impossibilité d'une entreprise, et qu'il se décide à prononcer sur les opérations. Il nous donne, d'ailleurs, le mécanisme de l'administration prussienne, et nous apprend que le parc portait ordinairement pour six jours de vivres.

Il nous a paru d'autant plus essentiel de prémunir nos jeunes lecteurs contre l'assertion de Guibert, qu'elle pourrait devenir la source d'une foule d'erreurs : la connaissance exacte des moyens de subsistance d'une armée est une donnée indispensable pour bien juger des conceptions et de l'ensemble des mouvements.

Frédéric avait basé son système d'opérations sur une défensive sans cesse attaquante, qu'il ne perdit que dans ses dernières campagnes, et lorsque ses ennemis se furent aguerris. S'il est blâmable de s'être exposé plus d'une fois à perdre l'initiative, pour avoir méconnu le prix du temps; si la manière dont il constitua la guerre ne fut pas toujours celle qui devait lui procurer les plus grandes chances de succès, on ne peut trop admirer son étonnante habileté à se multiplier par la rapidité de ses mouvements, surtout lorsque les circonstances devenaient pressantes; car il semble qu'il fallait l'aiguillon de l'adversité pour l'amener à de grandes et soudaines déterminations. Cette réflexion sur le caractère de Fré-

(1) On se convaincra par un examen attentif des campagnes du roi de Prusse, qu'il s'écarta rarement du système des magasins et des approvisionnements établi dès le commencement du règne de Louis XIV, et constamment suivi jusqu'aux premières guerres de la révolution.

déric est amplement justifiée par sa conduite durant la dernière période de la campagne de 1757. Rappelons-en succinctement les principaux événements.

Le désastre de Kolin avait mis ce prince dans la situation la plus critique. Les Français, après s'être emparés des États prussiens en Westphalie, poussaient devant eux le duc de Cumberland, et menaçaient d'une invasion l'électorat de Brandebourg. Le prince de Soubise conduisait, dans l'empire, un corps de vingt-cinq mille hommes, qui devait agir de concert avec l'armée des Cercles. Au nord, les Russes, dont les forces étaient hors de toute proportion avec celles que le roi leur avait opposées, pénétraient dans la Prusse, et pressaient le maréchal Lehwald. Les Suédois commençaient à opérer en Poméranie; enfin, ce prince voyait devant lui une armée de cent mille Autrichiens, qui se grossissait tous les jours. Sa perte paraissait inévitable, et personne ne jugeait possible d'arrêter ou de détourner ce torrent. Frédéric seul conservait ce calme qui inspire la confiance et prépare les succès. Un seul instant lui a suffi pour apercevoir le danger et pour prendre une détermination. Il a calculé qu'au moyen d'une défensive méthodique en Silésie et en Saxe, les Autrichiens lui laisseront le temps de se porter à la rencontre du prince de Soubise et de le battre. L'armée qu'il destine à cette entreprise n'est pas nombreuse; elle s'élève à peine à trente mille hommes, et son adversaire en a plus du double. Mais s'il n'a pas la supériorité numérique, son génie et ses manœuvres suppléeront. En effet, vainqueur à Rosbach, il montre de nouveau à l'Europe humiliée et surprise, qu'avec de telles ressources, le petit nombre ne doit pas désespérer de triompher de la multitude ignorante et mal dirigée.

Cependant il a reçu de fâcheuses nouvelles. Le prince de Lorraine a profité de son absence pour accabler son armée en Silésie. Pressé de toutes parts, le duc de Bevern a dû se replier sous les murs de Breslaw. Frédéric ne perd pas un seul moment : il revient sur ses pas, et, pour accélérer davantage la marche de ses troupes, il ordonne qu'elles seront

logées et nourries par les habitants. C'est en vain qu'il a compté sur cette diligence extrême pour secourir le duc d| Bevern : bientôt, il apprend que ce général a été battu et fai prisonnier. Mais cette âme forte n'est pas plus ébranlée de c dernier coup du sort que des revers antérieurs : elle n'en ac quiert, au contraire, que plus d'énergie et d'élasticité.

Frédéric assemble ses officiers, et, après leur avoir rappel ses malheurs, il leur déclare qu'il compte plus que jamai sur ce zèle, ce courage et cet amour de la patrie dont ils o donné tant de preuves ; il les charge de rendre ses parol aux soldats, pour les préparer aux grandes actions qui n tarderont pas à avoir lieu ; car, ajoute-t-il, il nous faudr vaincre les Autrichiens partout où nous les rencontreron quels que soient et leur nombre et leur position. Cette sublim et touchante allocution exalte les courages jusqu'à l'ivresse toute idée de danger s'est évanouie et a fait place à cet en thousiasme qui présage la victoire. Telles furent les préca tions et les mesures par lesquelles Frédéric préluda à la m morable bataille de Leuthen, bataille que tous les tacticie s'accordent à considérer comme le plus beau fleuron de couronne militaire (1). Tous ces événements se passère dans le court intervalle de deux mois, pendant lesquels l'a mée prussienne fit deux fois le trajet de la Silésie aux ri de la Saale. On conviendra qu'il eût été difficile de mieux e ployer son temps.

Les fautes que l'on est en droit de reprocher à Frédéric fondent et se perdent au milieu de tant de conceptions savant de tant de faits prodigieux et décisifs, qu'il en reste à peine q ques traces dans l'esprit, lorsqu'on vient à embrasser d'un mê coup d'œil toute la série de ses campagnes, et que l'on co dère les chances et les résultats. Quoi de plus étonnant, plus inouï que cette lutte dans laquelle il eut à résister, p dant sept années consécutives, aux efforts réunis de l'Autric des Cercles, de la France, de la Suède, de la Russie, et d

(1) *Voy.* le *Traité des grandes opérations*, tom. I.

en définitive, il sortit victorieux : car c'est avoir triomphé que de n'avoir pas été contraint à céder un seul village.

L'on a dit que la politique n'avait pas cessé de militer sourdement en faveur du roi de Prusse; que tous ses ennemis n'avaient pas mis un égal empressement, une égale sincérité à contribuer à sa ruine. Le singulier dénouement de la guerre de Sept-Ans, et certaines circonstances particulières donnent un grand air de vraisemblance à cette opinion. Comment, pour ne rappeler ici qu'un seul fait, comment se serait-il tiré d'affaire à Bunzelwitz, si les Russes avaient eu l'intention formelle de le perdre? En août 1761, le roi est contraint, à la suite de plusieurs méprises et de fausses manœuvres, à chercher un refuge dans le camp retranché de ce nom. Quoique forte, la position n'est point inabordable (1). En est-il, d'ailleurs, qui le soient? Laudon et Butturlin arrivent, et le tiennent enfermé avec des forces quadruples, et qui ne le cèdent point en moral à l'armée prusienne, déjà presque entièrement privée de ses vieilles bandes; jamais Frédéric n'a couru un plus grand danger. Laudon est habile, entreprenant, il est du petit nombre des généraux autrichiens qui ont eu l'honneur de le battre. Ce général a conçu un projet d'attaque dont le succès paraît assuré, si le maréchal russe veut y adhérer. Mais c'est en vain que Laudon le presse, le conjure d'entrer dans ses vues : les instances les plus vives, le tableau des avantages incalculables qu'assurent aux assaillants la supériorité et l'initiative, l'honneur qu'ils recueilleront de cette entreprise, la possibilité d'anéantir d'un seul coup la monarchie prussienne, rien ne peut ébranler l'esprit du général russe, qui croit faire beaucoup en offrant un secours de vingt mille hommes, *dans le cas où les Autrichiens seraient attaqués*. On

(1) Les travaux de ce camp, qui n'exigèrent pas au delà de quatre jours pour être achevés, firent plus d'honneur aux ingénieurs prussiens que les siéges d'Olmutz et de Schweidnitz. Il n'est pas d'exemple où les avantages du terrain aient été saisis avec plus d'art et plus de coup d'œil que dans cette occasion, où le tracé et tous les détails aient été mieux adaptés à la force et à la constitution d'une armée.

conviendra qu'il faut plus que de l'humeur entre deux alliés pour laisser ainsi échapper l'occasion de détruire leur ennemi commun (1).

Remarquons, toutefois, que l'intention secrète où auraient été la France, la Suède et la Russie de ne point effacer la Prusse de la liste des États, ne diminue pas sensiblement le mérite de la glorieuse résistance de Frédéric; car il ne put faire entrer dans ses calculs l'hypothèse d'une bienveillance tacite de la part de ceux qui s'étaient déclarés ses ennemis, et qu'en définitive il dut traiter comme tels. Les doutes qu'il est permis d'élever sur la bonne foi réciproque de ces puissances, peuvent atténuer le merveilleux de la guerre de Sept-Ans; mais ce qui est réel justifie amplement cette réputation dont a joui l'armée prussienne pendant la dernière moitié du siècle passé, et ce surnom de Grand que d'une voix unanime les contemporains ont décerné à son illustre chef.

Nous aurions désiré présenter une analyse critique des batailles et des conceptions stratégiques du roi de Prusse; mais, outre qu'il nous faudrait augmenter considérablement le texte de cette leçon, nous ne pourrions que copier ce qui a été dit ou répété à ce sujet dans une foule de bons ouvrages, notamment dans ceux indiqués ci-dessus.

(1) *Voy.* le *Traité des grandes opérations*, tom. III.

QUATORZIÈME LEÇON.

(PREMIÈRE PARTIE.)

ART MILITAIRE.

RÈGNE DE LOUIS XVI.

§ I. Influence de la gloire du roi de Prusse sur l'opinion de l'Europe, et particulièrement de la France. — La cause de ses succès est mal interprétée. — Les Français adoptent les formes et la discipline allemandes.— Mobilité des opinions relativement à l'exercice. — Les écrits militaires se multiplient. — § II. De la discussion qui s'éleva sur le mérite respectif de l'ordre mince et de l'ordre profond. — Système de Ménil-Durand appelé système français. —Expériences faites à Metz et au camp de Vaussieux. — Guibert intervient en faveur de l'ordre mince et des feux; il établit que cet ordre doit être l'ordre primitif et habituel. — Ses opinions sur la colonne en général.

§ I.

Les leçons que l'Europe avait reçues de Frédéric étaient de deux sortes : les unes, toutes rationnelles, toutes philosophiques, ne furent comprises que d'un petit nombre d'esprits supérieurs, qui n'avaient ni l'influence, ni le crédit nécessaires pour les propager et pour les mettre en pratique ; les autres, toutes matérielles, toutes dirigées vers l'extension et le perfectionnement des moyens physiques, fixèrent davantage l'attention des gouvernements et des gens de guerre.

Toutefois, en recueillant et en adoptant les innovations

que, sous ce dernier rapport, le roi de Prusse avait introduites, on ne tint pas assez compte de la différence des mœurs, des caractères et du génie des nations ; on ne sentit pas que ce qui pouvait être un puissant mobile pour les unes, ne produirait qu'un effet contraire sur les autres. On s'attacha, d'ailleurs, beaucoup plus aux formes qu'au fond. Certains détails minutieux et insignifiants, dont les yeux de la multitude avaient été frappés, et qu'elle ne fut que trop portée à admettre comme le *nec plus ultrà* du mérite et de la perfection, asservirent les esprits et entravèrent la marche de l'art. Une confiance et une admiration sans bornes firent adopter aveuglément et sans restriction les méthodes de Frédéric. On crut voir le secret de ses victoires, et ceci s'applique plus particulièrement aux Français, dans les habits étroits, les petits chapeaux, les culottes bien blanches, les souliers haut montés, les boutons polis, le luisant des armes, etc., et dans une foule de mouvements inutiles ou de *manœuvres synonymes* (1).

Que de tels soins, que de telles observances eussent leur bon côté dans l'armée prussienne; qu'ils y fussent utiles pour tenir sans cesse en haleine des hommes naturellement portés à la licence, et que l'amour de la patrie n'attachait pas fortement aux drapeaux, cela se conçoit jusqu'à un certain point; mais on ne voit rien qui puisse servir à justifier cet enthousiasme avec lequel d'aussi frivoles doctrines furent prônées et encouragées dans des armées où la désertion n'était point à craindre, et dont la composition répondait assez de l'attachement du soldat à ses devoirs. Ne convient-il pas de regargarder comme l'une des causes de l'éloignement que témoignèrent alors pour le métier des armes la plupart des jeunes gens des classes aisées, cette imitation par trop servile des formes et des habitudes prussiennes?

« On ne croirait pas possible, dit Lloyd, que des hommes

(1) *Voy.* la préface des *Mémoires politiques et militaires du général Lloyd.*

« fussent assez aveugles pour ne pas sentir que les choses « auxquelles ils mettent tant d'importance, bien loin d'influer « sur les événements, n'ont aucun rapport avec la guerre. « C'est à de telles niaiseries qu'ils attribuent les glorieuses « victoires du roi de Prusse. On n'a point assez considéré « qu'un souverain, doué de si rares talents, qui commande « lui-même ses armées, a des avantages que rien ne peut éga- « ler, pour produire cet ensemble et cette vigueur d'action « d'où dépend la plus grande partie des événements heureux « de la guerre. L'attention continuelle du roi de Prusse à « maintenir la discipline dans ses troupes, lui donne une fa- « cilité de manœuvre supérieure à tous ses ennemis, et c'est « une des causes principales de ses victoires. Sa tête et son « cœur ont fait le reste. Cette tenue et mille autres choses « inutiles dont il fatigue son armée n'y font rien (1). »

On ne nous fera pas l'injustice de penser qu'il est entré dans notre intention de confondre le bien et le mal, l'utile et le superflu, pour le plaisir de faire ressortir certains abus. Nous avons pu attaquer l'excès de la *tenue*, mais non la tenue en elle-même, dont personne sans doute ne s'avisera jamais de contester la nécessité. Et comment, en effet, pourrait-on blâmer des soins qui sont une preuve de discipline, qui contribuent à la santé du soldat, qui l'élèvent au-dessus de la classe ouvrière, qui le mettent, pour ainsi dire, au niveau des citoyens aisés et heureux, des soins, enfin, dont tous les peuples vraiment militaires ont reconnu l'urgence?

Dans leur ardeur aveugle à imiter tout ce qui se faisait au delà du Rhin, les Français en vinrent jusqu'à établir la discipline allemande dans leur armée (2). Étrange et funeste méprise, qui ébranla jusque dans ses fondements une constitution militaire déjà si peu stable, et qui, en déconsidérant l'armée aux yeux de la nation, priva l'infortuné Louis XVI

(1) *Mémoires politiques et militaires*, préface.

(2) Cette mesure antinationale ne fut formellement adoptée que sous le ministère du comte de Saint-Germain.

du seul moyen qui lui restât pour prévenir et arrêter la révolution. Nos soldats, il est vrai, étaient indociles et frondeurs ; mais devait-on espérer que des coups de plat de sabre et de bâton les rendraient plus souples et plus soumis? Tous les bons esprits blâmèrent cette mesure qu'ils considéraient avec raison comme une monstruosité.

« Le ministère actuel, dit Lloyd, veut introduire parmi « eux (les Français) la discipline allemande, sans considérer « la différence qu'il y a entre les caractères des deux nations : « je doute que cela produise les effets qu'il en espère. On « peut perfectionner la nature et non pas la détruire (1). »

Le soldat français est vif, remuant, étourdi; il lui en coûte beaucoup pour observer le silence et l'immobilité; mais, comme il est sensible au reproche, un mot, un geste de ses chefs le contiennent : prouvez-lui que vous êtes juste et capable de le commander, et vous n'aurez presque pas besoin de punir : voulez-vous qu'il ne s'écarte pas de la ligne du devoir, donnez-lui des marques d'intérêt, inspirez-lui de la confiance, soyez ferme et n'exigez rien par caprice. C'est dans la dispensation des faveurs et des peines que la législation militaire doit se distinguer. Gardez-vous surtout de croire, ainsi que quelques esprits mécontents ou prévenus ont cherché à l'insinuer, que la discipline consiste à imprimer au soldat plus de crainte de ses officiers que de l'ennemi.

Ces formes et cette discipline allemandes, que Lloyd ne nous montre ici qu'en projet dans l'armée française, y furent observées avec une sévérité d'autant plus vexatoire, par certains chefs de corps, qu'ils espéraient obtenir, par cette apparence de zèle, un avancement auquel la paix ne présentait aucun motif légitime. « Dans leur lâche ambition, dit éner- « giquement le colonel de Carrion-Nisas, ils renchérissaient « sur les étrangers mêmes. »

Le maréchal de Broglie, indigné de cette conduite de quelques officiers supérieurs, disait un jour, fort haut, devant un

(1) *Histoire de la Campagne de* 1756, préface, pag. 39.

cercle nombreux : « Ces messieurs traitent leurs régiments « comme des chevaux de poste qu'on s'embarrasse peu de « crever pourvu qu'on arrive. »

Luckner, qui depuis la paix était entré au service de la France, savait faire la différence de notre caractère à celui de ses compatriotes (1), lorsqu'il disait, au camp de Vaussieux : « Ils ont beau tourmenter leurs hommes, ils auront le « bonheur de ne jamais parvenir à en faire des Allemands (2). »

L'engouement pour tout ce qui ressemblait à la tactique allemande était tel à cette époque, qu'il suffisait de porter un nom tudesque pour obtenir des grades et des distinctions. Un certain capitaine Pirch, sorti des rangs de l'armée prussienne, passa pour un émule de Frédéric, sur la simple présentation d'un Mémoire dans lequel il donnait des idées pour aligner des bataillons sur les drapeaux : on se crut heureux qu'il daignât accepter un régiment et l'instruire suivant sa méthode.

« Le gouvernement donnait ainsi l'exemple du scandale, dit « Jomini (de qui nous empruntons cette anecdote caracté- « ristique) ; et, il faut en convenir, les Français ne furent « que trop enclins à le seconder. Les étrangers, flattés de la « supériorité qu'on leur décernait, se gardèrent bien de com- « battre des opinions auxquelles ils trouvaient si bien leur « compte, et chacun s'accordait à placer les troupes fran- « çaises au dernier rang : encore un pas rétrograde, et elles « se fussent trouvées au niveau des soldats du Pape. »

Une tendance aussi prononcée vers des minuties de toute espèce, s'opposait absolument à ce qu'on appréciât les grandes

(1) Ce général, qui était Allemand, avait servi avec distinction dans l'armée du prince Ferdinand de Brunswick. (*Voy.* le *Traité des grandes opérations*, tom. III.)

(2) Ces deux anecdotes, empruntées à l'ouvrage de M. de Carrion-Nisas, suffisent pour montrer jusqu'à quel point l'on s'écarta de la route qui pouvait conduire à une constitution militaire analogue au caractère et au génie de la nation.

vues et le sublime des méthodes du roi de Prusse. Aussi, ces méthodes étaient-elles toujours un secret pour nous, lorsque les premières guerres de la révolution éclatèrent. « Jusqu'ici, « dit Guibert, il faut en convenir, la pratique de la science de « la guerre est concentrée dans sa tête (de Frédéric) et dans « son armée. Nous n'avons aucune idée, ou, pour parler plus « juste, aucun usage, ce qui revient presque au même, de ce « grand genre de guerre, de cette manière de reconnaître « l'ennemi avec toutes ses forces, de lui présenter le combat, « de l'induire à des fautes, et d'en profiter avec rapidité. « Nous ne savons point prendre d'ordres de bataille momen- « tanés et combinés sur le terrain et sur les circonstances. « Nous ignorons enfin l'art de remuer et de manœuvrer les « armées. Mais nous ne sommes pas les seuls qui l'ignorons. « Les Autrichiens, qui ont fait une guerre entière contre le « roi de Prusse, qui ont éprouvé ce que cet art lui a donné « de supériorité, l'ignorent de même ; et jusqu'à ce qu'ils « aient donné et gagné ce que j'appelle une bataille manœu- « vrière, je suis fondé à dire que cet art est encore un mys- « tère pour eux.

« Quoi ! me dira-t-on, les Autrichiens qui ont quelquefois « battu, surpris, contenu le roi de Prusse pendant la guerre « dernière, qui viennent encore dans le commencement de « celle-ci (1) de rendre, pendant deux mois, tous ses efforts « inutiles, ne connaissent pas l'art de manœuvrer les armées ? « Non, ils ne le connaissent pas ; car on pratique ce qu'on « connaît, et ils ne l'on jamais pratiqué. Jamais même ils n'en « ont fait un objet d'étude dans leurs camps de paix, ou, « quand ils ont voulu l'étudier, ils ont employé de mauvaises « méthodes et de faux principes. L'immense science de la « guerre est composée d'une infinité de parties. Les Autri- « chiens savent prendre des positions, se retrancher et

(1) La guerre de 1778, que Frédéric appelait en riant son procès de la Bavière, parce qu'elle se réduisit, en effet, à une parade, et que les négociations ne furent jamais interrompues.

« combattre (1). Ils ont pu faire échouer à Kolin, par la « bonté et la valeur de leurs troupes, toutes les ressources « de l'art employées par le roi de Prusse dans cette grande « journée. Ils ont pu surprendre le roi de Prusse à Hochkir- « chen, couper et envelopper le général Finck à Maxen, « prendre des positions inattaquables la campagne dernière, « et se tenir habilement en mesure sur une ligne de défense « savamment choisie ; mais l'art de remuer des armées, de « donner des batailles, de les gagner par l'ascendant des ma- « nœuvres, est une autre branche de la guerre, et celle-là « leur est jusqu'à présent inconnue (2). »

Cependant la guerre d'Amérique, en nous fournissant l'occasion d'employer activement une fraction de nos forces, rappela parmi nous l'émulation et des habitudes plus militaires. Ceux de nos soldats qui, sous la conduite de Lafayette et de Rochambeau, contraignirent Cornwallis à capituler sur les rives de la Delaware, apparurent aux esprits pénétrants comme l'avant-garde des héros de Jemmapes et de Valmy. Mais, n'anticipons pas, et reprenons les faits à partir de la guerre de Sept-Ans.

La mobilité des opinions, relativement à l'exercice, mobilité dont les ministres ne surent ou ne purent s'affranchir, fit modifier et refondre plus d'une fois les ordonnances de manœuvres, surtout celles de l'infanterie. La préférence motivée accordée par le maréchal de Saxe à l'exercice prussien, et l'influence qu'exerçaient dès lors le nom et la gloire de Frédéric sur toute l'Europe, avaient déterminé de bonne heure le comte d'Argenson à introduire cet exercice dans l'armée française.

Deux ordonnances parurent à cet effet en 1753 et 1755 ; mais, outre qu'elles n'atteignaient pas complétement le but, la guerre survint qui suspendit nos essais et prolongea nos

(1) Nous avons vu, dans la leçon précédente, Frédéric porter le même jugement sur les Autrichiens.

(2) *Défense du Système de guerre moderne*, tom. II, pag. 149

incertitudes. Le maréchal de Broglie, réfléchissant sur le genre d'action qui, eu égard à la nature de nos armes, pouvait le mieux s'adapter au caractère national, prescrivit le feu à volonté. Toute l'infanterie de l'armée qu'il commandait y fut exercée pendant le quartier d'hiver de 1761 à 1762 (1). C'était rendre à nos soldats cette sorte de liberté qui leur est nécessaire pour opérer de grandes choses, et dont les capitaines des seizième et dix-septième siècles, avaient su tirer un si bon parti.

Deux nouvelles ordonnances succédèrent aux précédentes, en 1764 et 1776. La dernière, quoique supérieure à toutes les autres, laissait cependant beaucoup de choses à débrouiller. Elle prescrivait le feu de trois rangs à commandement, tous les rangs restant debout (2); on avait omis d'y considérer la colonne comme ordre d'attaque; elle multipliait les moyens sans objet; elle les compliquait inutilement; elle n'indiquait, d'ailleurs, ni directement, ni indirectement la voie des manœuvres générales. Enfin, les contemporains trouvaient que le vague qui y régnait pouvait induire en erreur, et embarrasser à chaque pas ceux des officiers généraux qui n'auraient pas été versés dans les détails; c'est-à-dire le plus grand nombre : car, il faut l'avouer, l'application au service était bien moins l'affaire des supérieurs que celle des subalternes (3).

Dans toutes ces ordonnances, ce qui tendait à entretenir la confusion et à multiplier les embarras, c'est que, d'un côté, la même manœuvre y était prescrite de plusieurs manières, ou

(1) *Voy.* le troisième numéro du *Journal militaire* de 1784.

(2) Le danger qui résultait de ce feu avait fait proposer de mettre les plus petits hommes au premier rang, et les plus grands au troisième. (*Encyclopédie méthodique.* — Feux.

(3) Les rédacteurs de cette ordonnance avaient cru devoir y insérer ce passage remarquable : « L'infanterie, dans quelque disposition qu'elle combatte, soit en colonne, soit en bataille, doit être convaincue que la cavalerie n'est redoutable pour elle qu'à l'instant où elle cesse de vouloir lui résister. »

tout au moins avec des variantes; et que de l'autre, on y faisait toujours la part des préjugés et des opinions particulières de certains *faiseurs*. Ainsi, au lieu de se contenter d'imiter les méthodes prussiennes, après en avoir élagué le superflu, on persistait à reproduire les conversions et les mouvements surannés par rangs et par files, qui ne conviennent, sous aucun rapport, à l'ordre déployé (1).

Une répugnance en quelque sorte invincible pour les inversions, répugnance que Guibert signale avec raison comme un préjugé funeste, s'opposa toujours à ce qu'une foule de mouvements fussent simplifiés et abrégés. C'était méconnaître le prix du temps, c'était négliger de tenir compte d'une donnée essentielle, et qui se reproduit sans cesse dans tous les problèmes de tactique et dans toutes les opérations militaires. Quel inconvénient peut-il y avoir à ce que des troupes qui étaient d'abord à la gauche, se trouvent momentanément à la droite, et *vice versâ*, si le but qu'on se proposait est atteint et que ce soit la seule manière de l'atteindre? Mais que deviennent, dira-t-on, la symétrie et l'ordre primitif? c'est ce dont il faut peu s'inquiéter, lorsqu'il s'agit de mettre l'occasion à profit, ou d'éviter un contre-temps.

Certains théoriciens établissaient qu'on devait pouvoir tirer en marchant et en manœuvrant: quoique ce soit évidemment le moyen de ne rien faire de passable, cette doctrine eut cependant ses partisans. Le prince de Ligne, dont les réflexions sont ordinairement aussi fines que judicieuses, dit à cette occasion : « qu'on fasse de petits pas ayant l'air d'en « faire de grands, qu'on lève la jambe pour la rapporter bien « vite à la même place et à la même hauteur, on passera

(1) La conversion avait été pendant longtemps la grande ressource des tacticiens. Beaucoup d'officiers imbus des principes de l'ancienne école, ne pouvaient se décider à renoncer à un moyen de manœuvre *à l'aide duquel on pouvait donner à un bataillon telle forme qu'on voulait*. Il ne convient qu'à des subdivisions d'un front peu étendu d'opérer des mouvements de conversion, et encore est-il plus d'une circonstance où ils seraient dangereux.

« pour être habile : car, dira-t-on, l'alignement est bien
« gardé ! Cela est vrai ; mais c'est qu'on ne marche pas. Marquer le pas pour tirer ou se redresser lorsqu'on est au pas de charge est absurde ; il faut avancer (1). »

Guibert émet une opinion non moins précise à ce sujet :

« Ce que j'appelle feu en marchant, dit-il, et ce que tout homme qui voudra réfléchir trouvera inadmissible comme moi, c'est le feu que j'ai vu pratiquer à quelques troupes, les soldats de deux rangs tirant sans cesser de marcher, mais marchant, comme on peut le croire, à pas de tortue ; c'est celui que les troupes prussiennes appellent *feu de charge*, et qui consiste en des décharges combinées et alternatives de pelotons, de divisions, demi-bataillons ou de bataillons, les parties de ligne qui ont tiré marchant au pas doublé, et celles qui n'ont pas tiré au petit pas (2). »

La tactique élémentaire, qui avait été depuis deux siècles l'objet des spéculations et des recherches d'une foule d'auteurs, agitait alors les esprits plus fortement que jamais. Les écrits militaires abondaient. Les détails étant à la portée de tous, chacun prétendait innover ou combattre les innovations des autres. On se livrait à la controverse et aux idées systématiques avec une ardeur d'autant plus grande, que ce genre d'occupation était devenu un moyen de réputation et de fortune.

La question qui tint le plus longtemps les opinions divisées, porta sur le mérite respectif de l'ordre mince et de l'ordre profond. Il ne s'était pas encore élevé une question aussi intéressante, tant par le fond que par les circonstances. Il ne s'agissait plus, en effet, ainsi que le dit Guibert, d'une polémique obscure entre des tacticiens. Cette question fut transportée au grand jour, et le ministère arrêta que des épreuves auraient lieu dans un camp considérable, sous les

(1) *Préjugés militaires.*

(2) *Essai général de Tactique*, tom. I, pag. 247.

yeux même du premier homme de guerre que la France possédât alors, du maréchal de Broglie, *que le choix du roi et le vœu de la nation appelaient de concert au commandement de l'armée* (1).

Les pièces de ce grand procès sont par trop nombreuses pour qu'il nous soit possible d'en présenter ici l'analyse; nous allons toutefois indiquer le but et les principaux points de la discussion.

§ II.

Folard n'existait plus, et déjà son système paraissait à jamais oublié, lorsqu'un de ses prosélytes, le baron de Ménil-Durand, entreprit de reproduire sa colonne et ses vues sur l'action de l'infanterie (2). Un premier écrit fut publié à cet effet en 1755, sous le titre de *Traité des Plésions*. Quoique l'auteur ne s'y montrât pas fort habile dans l'art de rendre ses idées, il réussit néanmoins à entraîner des suffrages, et notamment celui du maréchal de Belle-Isle. Beaucoup d'officiers, imbus des principes puisés dans le *Commentaire sur Polybe* et dans Puységur, repoussaient la doctrine du roi de Prusse, et réclamaient les piques et l'ordre profond. Ces officiers devinrent autant d'auxiliaires pour le novateur, contre lequel d'ailleurs personne ne s'inscrivit alors officiellement. Cependant la mort du maréchal de Belle-Isle, et la guerre à laquelle nous venions de prendre part, empêchèrent cette fois les épreuves qui devaient avoir lieu. Mais M. de Ménil-Durand ne se rebuta pas, et, fidèle au serment qu'il avait consigné dans son ouvrage, *de ne jamais abandonner la cause*

(1) Ces paroles sont de Guibert. Dans le conflit qui s'éleva, et dans lequel le maréchal de Broglie fut appelé à prononcer, les partisans de l'ordre mince et ceux de l'ordre profond tombèrent toujours d'accord sur la justice à rendre à l'expérience et aux talents de leur juge.

(2) Nous nous réservons de parler de Folard et de sa doctrine, dans la revue que nous ferons plus tard des écrivains militaires modernes.

de l'ordre profond, il continua ses travaux en silence, épiant le moment opportun de faire revivre sa proposition.

Les choses restèrent dans cet état jusques après la guerre de Sept-Ans, qui, comme on sait, fut pour nous une seconde guerre de la Succession. Les théoriciens se trouvant alors rendus à leurs spéculations, chacun d'eux prétendit avant tout expliquer la cause de nos revers. Ceux que la crainte de déplaire ne rendit pas muets, les attribuèrent avec raison au peu d'ordre et de discipline qui avait régné dans l'armée, à sa frêle constitution, et surtout à la mauvaise direction des opérations. Mais le plus grand nombre se refusant à faire entendre des vérités qui eussent infailliblement compromis leurs intérêts, trouvèrent plus commode et plus prudent de s'en prendre à la tactique, comme si cette même tactique n'eût pas été celle avec laquelle les ennemis nous avaient battus. Tout absurde qu'était cette manière d'interpréter les faits, elle n'en ébranla pas moins l'opinion de la multitude en faveur du système de M. de Ménil-Durand, par le discrédit qu'elle jeta sur l'ordre mince et les feux.

Il ne manquait plus que quelqu'un qui se chargât de rallier les adeptes du système prussien, pour qu'incessamment tous les tacticiens français se trouvassent formés en deux camps opposés. Or, c'est ce que fit Guibert en publiant son *Essai général de Tactique*. La hardiesse, la nouveauté, un style brillant et facile, non moins que le fond des pensées, contribuèrent à donner une grande vogue à cet ouvrage. M. de Ménil-Durand y vit une opposition manifeste à sa doctrine, et, de fait, la manière pleine d'enthousiasme dont l'auteur y développait les propriétés de l'ordre mince et des feux, pouvat passer pour une véritable déclaration de guerre aux *plésions*.

Guibert néanmoins n'avait convaincu qu'une partie de ses lecteurs : presque tous les anciens officiers se refusaient à donner leur approbation à l'*Essai de Tactique*, en y voyant traitées de routines ignorantes, d'absurdes préjugés, des pratiques pour lesquelles ils n'avaient pas cessé de conserver un

fond d'attachement. L'éloge du roi de Prusse, qu'ils retrouvaient, pour ainsi dire, à chaque page, rappelant continuellement et nos fautes et notre infériorité dans la dernière guerre, contribuait encore à les indisposer contre l'auteur et contre l'ouvrage.

M. de Ménil-Durand sentit qu'il n'avait pas de temps à perdre pour donner la seconde édition de son système. Mais un moyen de conviction, auquel il ne paraît pas qu'il eût songé d'abord, et qui lui réussit plus peut-être que les circonstances ne permettaient de l'espérer, fut cet appel qu'il fit au patriotisme de l'armée, en produisant sa nouvelle proposition, sous le titre d'*Ordre français*. Il crut pouvoir justifier ce titre imposant, en rappelant ce qui s'était dit jusqu'alors sur l'audace et la valeur française, sur notre impétuosité dans le choc, et, enfin, sur l'impossibilité que notre caractère nous donne d'atteindre à une certaine perfection de manœuvres. Indépendamment de cette précaution, M. de Ménil-Durand eut encore celle d'accommoder son système à la constitution de l'armée, et d'adopter les termes de la nomenclature moderne, que d'abord il avait rejetés, pour en emprunter une aux langues anciennes. D'ailleurs, suivant ce qu'il en disait lui-même, la tactique qu'il se proposait de substituer à cette tactique étrangère, antinationale, destructive de notre génie, ne devait exiger de la part des troupes ni étude, ni fatigue; il en résulterait surtout une grande amélioration dans le sort des officiers, que, depuis la paix, on voulait assimiler aux officiers étrangers qu'il dépeignait *comme des automates, sans autre affaire, idée, fortune, ni domicile que leurs pelotons.* Il entrait passablement de charlatanisme dans ce langage, mais il résonnait agréablement aux oreilles de la foule, et M. de Ménil-Durand n'ignorait pas que le suffrage de la foule n'est jamais à dédaigner.

Au reste, voici sur quels principes il avait établi son système :

1° Le nombre de cavalerie introduit dans nos armées est devenu ruineux, et doit être restreint.

2° Les différentes armes doivent se mélanger et s'appuyer réciproquement.

3° Il est nécessaire de raccourcir les ordres de bataille, en conservant la faculté de les étendre à volonté.

4° L'action de choc doit être considérée comme l'action décisive.

5° L'action de feu est essentielle, en ce qu'elle peut et qu'elle doit favoriser l'action décisive; mais elle n'en est que l'accessoire.

6° L'artillerie doit être considérée comme un accessoire puissant, mais nullement décisif.

Ces principes, à notre avis du moins, renferment une erreur des plus graves sous les apparences de la vérité. Une chose essentielle à considérer, et que M. de Ménil-Durand méconnaît entièrement, c'est qu'il n'est pas loisible à un tacticien d'établir que telle action sera l'action principale et décisive, et telle autre, l'action accessoire, et de partir ensuite de là pour proposer de nouvelles formations et une nouvelle manière de combattre. Dans l'art de la guerre, non moins que dans les autres arts, il faut, avant tout, marcher et conclure avec les faits ; il faut sans cesse observer et examiner si ce qui était possible et judicieux à certaines époques, n'est pas devenu impraticable ou défectueux par l'effet de quelque changement, de quelque découverte. Il est évident que, sous ce point de vue, M. de Ménil-Durand ne pouvait se permettre de considérer les feux comme le moyen accessoire, puisque déjà, depuis Louis XIV, l'expérience les désignait comme l'action principale. Prétendre le contraire à la suite de la guerre de Sept-Ans, n'était pas une opinion plus soutenable qu'elle ne le serait aujourd'hui. Jusqu'alors, on n'avait point ou presque point combattu en colonne, et voilà que tout à coup on propose d'adopter cette formation comme ordre habituel. Il faut se défier de ces sortes de soubresauts qui vous jettent d'un extrême à l'autre; car, pour l'ordinaire, ils sont l'œuvre du caprice et du manque de réflexion. Quoi qu'il en

soit, présentons le système de M. de Ménil-Durand, tel qu'il l'avait proposé d'abord.

Il donnait le nom de *plésion* à une colonne de sept cent soixante-huit hommes, rangés sur vingt-quatre de front et trente-deux de hauteur.

Partagée perpendiculairement de la tête à la queue, ses deux moitiés s'appelaient *manches*.

Ces deux manches se coupaient ensuite parallèlement au front en quatre sections qui avaient, par conséquent, chacune vingt-quatre hommes de front et huit de hauteur.

Enfin, elles se divisaient en deux *plésionnettes*, formées chacune de deux sections jointes ensemble.

A ces trois divisions, il faut en ajouter deux autres : chaque manche partagée en deux dans le sens de sa profondeur, donnait les *manchettes*, à six de front et trente-deux de hauteur ; et la plésion, coupée en croix, présentait quatre manipules ayant chacun douze hommes de front et seize de hauteur (1).

Quant aux officiers, M. de Ménil-Durand les plaçait aux files extérieures de sa colonne, et, comme il le disait, en *parements de sa muraille;* car son ordonnance ne lui semblait rien moins qu'une citadelle mobile. Cette distribution des officiers les obligeait, il est vrai, à se séparer de leur troupe, mais cet inconvénient, que nous avons constamment remarqué dans l'ancienne tactique, était un de ceux dont s'embarrassait fort peu l'auteur.

Une compagnie de grenadiers à pied, une d'armés à la légère, et une de grenadiers à cheval, toutes trois de cinquante hommes, étaient les appuis, les supports et les accessoires en tout genre de la plésion (2). Ce n'est pas que M. de

(1) *Traité des Plésions*, pag. 44.

(2) Cette idée a été reproduite, il y a peu de temps dans l'ouvrage intitulé : *De l'Armée selon la Charte*, et cependant il nous semble qu'il faut l'écarter plus soigneusement que jamais. Au surplus, nous sommes heureux de pouvoir le déclarer, cet ouvrage est un des plus substantiels qui nous soient tombés entre les mains.

Ménil-Durand regardât la cavalerie comme indispensable au succès de sa colonne, car, ce sont ses propres expressions, *alors même qu'elle en serait dépourvue, ses victoires, pour être peut-être un peu moins complètes, n'en seraient pas plus difficiles;* mais il croyait devoir en conserver une petite quantité par respect pour les préjugés, qui attribuaient toujours une assez grande influence à cette arme.

Tel était, avec ses dépendances, l'instrument de tactique infiniment compliqué que M. de Ménil-Durand prétendait substituer au bataillon, et qui lui semblait merveilleusement propre à remplir toutes les conditions de mobilité, de force et d'action.

Une semblable ordonnance ne comportait évidemment que des armes de longueur; mais M. de Ménil-Durand, n'osant se flatter de pouvoir les remettre en crédit, se bornait à n'armer de piques que les officiers et sergents et un dixième environ des soldats, laissant à tout le reste le fusil et la baïonnette. Il voulait, au surplus, qu'à l'instar des anciens, sa plésion eût différentes manières de se former.

1° *En bataille*, cette formation consistait à faire serrer les rangs dans chaque section, en laissant deux pas d'intervalle entre la première et la seconde, la troisième et la quatrième, et le double de cette distance entre la seconde et la troisième.

2° *En phalange*, c'est-à-dire toutes les sections serrées l'une contre l'autre pour faire masse.

3° Enfin *la plésion pouvait avoir tous ses rangs ouverts*, c'est-à-dire à une longueur de hallebarde l'un de l'autre.

« La plésion, prescrivait M. de Ménil-Durand, sera en bataille toutes les fois qu'elle arrivera *sur le pré;* et après « l'avoir fait manœuvrer, on l'y remettra avant de la renvoyer. Ce sera l'état habituel. C'est encore dans cet état, et « non autrement, qu'elle marchera le pas redoublé.

« Elle se mettra en *phalange* au moment de la charge, et « seulement à quelque pas de l'ennemi.

« Elle n'aura les rangs ouverts qu'en marchant loin de « l'ennemi, et en courant (1) ».

La plésion étant un corps destiné principalement à marcher, charger et enfoncer, toutes ses manœuvres étaient relatives à ces différents objets.

Nous ne perdrons pas un temps précieux à signaler les inconvénients d'un système dont les effets du canon et de la mousqueterie démontrent suffisamment l'absurdité. Mais il est par trop curieux d'entendre M. de Ménil-Durand raconter lui-même les succès de sa plésion, pour ne pas le citer encore une fois.

Se porter sur la ligne ennemie, l'attaquer et l'enfoncer, est pour elle une affaire aussi prompte que facile. Comment tiendrait un bataillon contre une masse de trente-deux hommes de profondeur? Les feux ne sont qu'une bagatelle dont l'auteur daigne à peine tenir compte, tant le mouvement de sa troupe est rapide. Ce premier avantage obtenu, la manche droite fait à droite, la manche gauche à gauche, puis toutes deux marchent s'éloignant l'une de l'autre. « On voit, conti« nue M. de Ménil-Durand, avec quelle promptitude ces deux « manches seront sur ces deux bataillons ennemis, et combien « il est impossible à chacun d'eux de résister, chargé en cette « partie par un petit bataillon de trente-deux de front sur « douze de profondeur. Chaque manche renversera donc le « sien à si peu de frais, qu'elle n'en sera pas moins en état de « battre le suivant, et irait ainsi jusqu'au bout de la ligne, si « l'ennemi ne trouve pas moyen de l'arrêter. Mais quel sera « ce moyen? Ces manches remuent avec tant de vivacité! « car dès le moment qu'elles font leur mouvement, c'est-à« dire un simple à droite, elles prennent la course; leur « front, quoiqu'un peu plus étendu que celui de la plésion, « ne l'est pas assez pour leur ôter cette légèreté..... Je veux « que le bataillon de seconde ligne ennemie qui est derrière, « s'avance pour arriver au flanc de cette manche; mais cette

(1) Supplément au *Traité des Plésions*, pag. 17.

« seconde ligne est à trois cents pas ; la plésion en fera bien « six cents, puisqu'elle court, pendant qu'elle parcourra cet « espace. Lors donc qu'il arrivera, il aura fait un voyage « inutile ; elle sera déjà bien loin du point où elle a en- « foncé la ligne ; elle sera six cents pas plus loin, et aura ba- « layé toute cette partie. Si l'ennemi veut donc l'arrêter, ce « n'est pas comme cela qu'il faut s'y prendre ; il faut en user « comme lorsqu'on veut empêcher un violent incendie, etc.

« Enfin, je suppose qu'un bataillon de la seconde ligne en- « nemie arrive sur le flanc de la manche, pour la charger « quand elle passera devant lui, alors la manche peut jouer « à ce bataillon un plaisant tour. Lorsqu'elle sera prête à « passer devant son front, elle fera à droite, et marchera « comme si elle voulait aller à la seconde ligne. Quand elle « sera à hauteur du bataillon, elle se remettra ensuite par un « à gauche, et ira charger son flanc. Ceci a l'air d'une plai- « santerie ; mais qu'on cherche sérieusement si le bataillon « peut faire à temps quelques manœuvres pour éviter ce « croc-en-jambe. Mais quand on parviendrait à charger le « flanc de ma manche, reprend M. Ménil-Durand, je ne sais « pas trop ce qui en arriverait, etc. Enfin, quand l'ennemi « aura ramassé trop de forces, ou que la manche sera fati- « guée, et ni l'un ni l'autre n'arrivera qu'après qu'elle aura « fait bien du mal dans la ligne, elle se retirera triomphante « et sans aucun désordre (1). » Le sanglier qu'une blessure a rendu furieux est moins prompt à s'ouvrir un passage à travers le taillis, que ne l'est la plésion à renverser une ligne déployée. Mais ces mouvements par manches, tout formidables qu'ils viennent d'être présentés, ne sont rien auprès de la manœuvre par plésionnettes, à la description de laquelle l'auteur consacre huit grandes pages. Les plésionnettes se séparent de la plésion comme les manches, puis vont toujours marchant, courant, abattant, enfonçant tout ce qui se présente ; « elles peuvent en un moment décider une bataille.

(1) *Traité des Plésions*, chap. 3, art. 2.

« Il n'y a ni forces ni manœuvres qui doivent arrêter, ni « seulement retarder leurs ravages, etc., etc. »

Voilà pour l'action de choc.

La plésion ne devait *s'amuser à la mousqueterie* que lorsqu'il était impossible d'employer l'arme blanche.

M. de Ménil-Durand, renonçant à la prétention qu'avait eue Folard de tirer du feu de sa colonne, prescrivait de n'en venir à ce genre d'action qu'après avoir fait subir à la plésion l'une ou l'autre des transformations suivantes :

« Le premier moyen, dit-il, sera de se développer tout « uniment par sections, en ligne pleine, et alors la plésion « sera à deux de jeu avec le bataillon : elle sera à la vérité « sur huit de hauteur ; mais les derniers rangs chargeront les « fusils, et les faisant passer au premier, le feu sera plus vif « que celui du bataillon.

« Si l'on ne veut pas de cela, mais seulement d'une ligne de « mousqueterie à trois de hauteur, on ne fera que tirer de la « queue de la plésion de nouveaux pelotons, que l'on join« dra aux grenadiers à pied et armés à la légère, pour for« mer cette ligne en avant des plésions raccourcies.

« On peut encore faire tirer la plésion par tranches : la « première, aussitôt après avoir fait sa décharge, passant à « la queue pour démasquer la seconde, et ainsi des autres.

« Il est mille autres manières de faire tirer la plésion, et « pour cela de la mettre *en tenaille*, *en tenaille renversée*, *en* « *scie*, etc. »

M. de Ménil-Durand, pour répondre aux intentions de quelques-uns de ses partisans, et aussi, comme il le dit, pour condescendre autant que possible aux préjugés du siècle, se décida de bonne heure à perfectionner et à étendre les moyens de feu de sa plésion. Il adopta, à cet effet, dès l'année 1758, un mode de déploiement dont il fit ensuite la pierre angulaire de son prétendu système national. Ce déploiement, qui ne différait en rien de celui de notre colonne, double d'aujourd'hui, existait dans l'ordonnance réglementaire de 1753.

Ce ne fut pas sans avoir beaucoup écrit pour ou contre l'ordre profond, que l'on en vint à soumettre à des épreuves ce que tous les raisonnements laissaient indécis. Pour établir la discussion sur des bases raisonnables, il aurait fallu d'abord convenir mutuellement, ainsi que l'observe le colonel Carrion-Nisas, « que l'ordre en colonne ne peut pas toujours suppléer à l'ordre étendu; que l'ordre étendu ne peut pas constamment dispenser du recours à l'ordre en colonne; que l'imitation des anciens ne pouvait être ni servilement adoptée, à cause de la différence des armes, ni entièrement rejetée, à cause de l'homogénéité des combattants; qu'il devait y avoir un point de départ, un ordre de repos et un ordre d'action, et que ces deux ordres avaient intérêt à s'aider et non à s'exclure.

Guibert, et il est facile de s'en convaincre en parcourant ses écrits (1), ne prétendit jamais envisager la question sous un autre point de vue; mais ce qui s'opposa toujours à ce que l'on pût s'entendre, c'est que M. de Ménil-Durand se refusa constamment à des concessions qui, en détruisant nécessairement le mérite et la nouveauté du système qu'il espérait parvenir à faire adopter, l'eussent privé de l'honneur d'y attacher son nom.

Le maréchal de Broglie, sans pourtant se déclarer aussi ouvertement en faveur du système de M. de Ménil-Durand que se plaît à le dire Guibert, avait applaudi à l'honorable intention d'instituer un ordre français. Le maréchal pensait, avec un grand nombre d'officiers expérimentés, que, malgré les imperfections de ce système, l'étude et la méditation arriveraient peut-être à en tirer parti. Ce qui, au reste, avait pu déterminer en dernier lieu un assez grand nombre de suffrages en faveur de M. de Ménil-Durand, c'est qu'il ne mettait plus le même entêtement que dans le principe, à proposer sa colonne comme disposition exclusive d'attaque, et qu'il la donnait aussi comme moyen de manœuvre. Enfin, le ministère étant tombé d'accord avec le maréchal sur les en-

(1) *Voy.*, entre autres, la *Défense du Système de guerre moderne.*

couragements à accorder à l'auteur, et pour ne pas condamner sans entendre, ordonna des expériences que les deux partis ne cessaient de réclamer.

Dans le premier essai qui fut fait à Metz en 1775, par les régiments de *Limousin* et de la *Couronne*, on eut pour but l'examen du système de M. Ménil-Durand, sous le rapport de la tactique élémentaire. Les partisans de ce système prétendirent qu'ils avaient réuni la pluralité des opinions ; mais il fut d'autant plus difficile de reconnaître jusqu'à quel point cette prétention de leur part était fondée, qu'ils changèrent et modifièrent chaque jour ce qu'ils avaient arrêté la veille.

De nouvelles expériences eurent lieu, sur une plus grande échelle, au camp de Vaussieux, près Bayeux, en 1777. Là furent réunis, sous les ordres du maréchal de Broglie, vingt et un régiments formant onze brigades et quarante-quatre bataillons (1) ; six régiments de dragons de quatre escadrons chacun, composant trois brigades, et enfin un parc d'artillerie.

M. de Ménil-Durand s'était donné la peine de rédiger un règlement dans lequel, après avoir débuté par exposer la formation et le mécanisme de sa colonne centrale, ou, comme il le disait, de *ses colonnes jumelles*, il appliquait ensuite sa tactique à toutes les circonstances qui peuvent se présenter.

Dans cette nouvelle édition de son système, M. de Ménil-Durand avait établi en principe que le centre devait être le poste d'honneur, la base et le pivot de tous les mouvements. En conséquence de ce principe, toutes les troupes, grandes ou petites, étaient placées entre elles dans l'ordre numérique, à partir du centre, les numéros impairs à droite.

L'auteur avait substitué à la plésion un petit bataillon de huit pelotons de quarante-huit hommes chacun, non compris les officiers, sergents et tambours.

(1) Le régiment du roi, fort de quatre bataillons, composait à lui seul une brigade. *Voy.* le § III de cette leçon.

Dans son ordre primitif et habituel, ce bataillon formait une colonne centrale de seize hommes de front, sur vingt-quatre de hauteur (1). Les pelotons y entraient sur six rangs. Cette colonne, qui n'était au fond que la colonne d'attaque de l'ordonnance, se déployait et se reformait de la même manière. Les feux se faisaient sur trois rangs ; c'était la seule circonstance où le bataillon fût dans l'ordre déployé.

M. de Ménil-Durand ne prescrivait rien d'absolu sur les intervalles à laisser entre ses colonnes élémentaires ; mais encore voulait-il qu'il s'en trouvât toujours au moins deux en face de chaque bataillon ennemi. Il se bornait d'ailleurs à ne former qu'une seule ligne de bataille, qu'il dédoublait ordinairement dans les feux, soit en faisant rétrograder en échiquier les seconds bataillons, soit en retirant les derniers pelotons de chaque bataillon.

Non-seulement M. de Ménil-Durand proposait d'appliquer la formation centrale à un bataillon, à une brigade, mais aussi à un nombre quelconque de bataillons. Il ne faut qu'un instant de réflexion pour s'assurer que cette extension indéfinie donnée à une idée d'ailleurs ingénieuse, la rendait abusive et chimérique. Le maréchal le reconnut, et se refusa constamment à étendre cette manœuvre au delà d'une brigade. « Modification insuffisante, dit Guibert, et qui a amené un autre inconvénient, c'est que les divisions ne peuvent être alors formées que d'un nombre pair de brigades, et que tout nombre impair dérangeait l'organisation générale, nécessaire pour la formation centrale dont il s'agit. »

Cet inconvénient, ainsi que tous ceux qui pouvaient résulter, soit de l'incomplet des bataillons, après quelques jours de rassemblement, soit d'une dérogation aux préséances établies entre les corps, dont ne manque pas de s'emparer Guibert pour les opposer à son adversaire, étaient de faibles

(1) Ce rapport de deux à trois entre les dimensions de la colonne de M. de Ménil-Durand, était une proportion de principe antérieurement fixée par Folard.

arguments contre le système de celui-ci. On conçoit, en effet, que si ce système eût été bon d'ailleurs, on eût pu, par une autre organisation des troupes, et en foulant aux pieds les préjugés sur les préséances, et sur les distinctions de droite et de gauche, en faire disparaître une grande partie des vices de détail.

M. de Ménil-Durand ayant enfin reconnu que le temps du mélange des armes était passé, avait renoncé à joindre de la cavalerie à sa colonne, laquelle, dès lors, ne conservait plus, en accessoires, que les grenadiers et les armés à la légère ou *chasseurs*. Il se promettait un grand résultat de la coopération de ces deux sortes de combattants, qu'il destinait à former un rideau en avant de sa double colonne, et pour lesquelles, d'ailleurs, il n'admettait d'autre pas de manœuvre que le pas de course. Un pareil service attribué aux grenadiers changeait entièrement leur nature. Aussi, les réclamations à ce sujet furent-elles unanimes. Le maréchal les ayant trouvées fondées, arrêta que les grenadiers suivraient tous les mouvements du bataillon, comme s'ils en eussent réellement fait partie. On essaya de les placer au centre pour leur donner toujours la tête de la colonne; mais, comme par là tout se trouvait dérangé, on passa à d'autres combinaisons.

Sans prétendre que le système de M. de Ménil-Durand dût survivre aux épreuves de Vaussieux, il faut convenir toutefois qu'elles furent faites avec trop peu d'ensemble et trop peu de suite, pour donner lieu à une décision motivée contre ce système Ce furent chaque jour, et bien plus encore que dans les expériences précédentes, de nouveaux changements, de nouvelles variantes. Et d'abord parce que M. de Ménil-Durand reconnaissait lui-même la nécessité de ces changements, et ensuite, parce que le maréchal repoussait immédiatement ce que l'expérience et la raison s'accordaient à trouver vicieux ou impraticable. Une chose qui d'ailleurs s'opposa non moins fortement que toutes ces variations à ce que l'on pût rien conclure des épreuves dont il s'agit, c'est qu'elles furent faites avec trop de précipitation, et que beaucoup

d'officiers n'y prirent part qu'avec une extrême répugnance. Le système de M. Ménil-Durand fut mis de côté, non par l'effet des expériences de Vaussieux, mais parce que, ne s'accordant pas avec la nature de nos armes et la marche de l'art, l'opinion devait tôt ou tard le rejeter.

Les partisans de l'ordre prussien, qui ne laissaient rien échapper de ce qui pouvait assurer leur triomphe, argumentèrent de la nécessité où furent leurs adversaires de modifier et de réformer sans cesse. Ils invoquèrent surtout les nombreuses circonstances où le maréchal avait eu recours aux feux, et fait marcher les bataillons dans l'ordre déployé. Guibert, après avoir rappelé un passage où M. de Ménil-Durand énonçait formellement que les feux ne se feraient jamais que derrière un obstacle, se complaît à dire ensuite qu'en cela, comme en beaucoup d'autres points, le maréchal ne voulut pas adopter les principes exclusifs de M. de Ménil-Durand ; puis il ajoute :

« On a même vu M. le maréchal dans l'attaque qu'il con-
« duisait lui-même le jour du passage de la Seulles, contre
« l'infanterie de M. le comte de Rochambeau, postée sur les
« hauteurs de Villiers-le-Sec, arrêter ses colonnes, engager le
« combat par la mousqueterie, et ne marcher à l'ennemi
« qu'après l'avoir battu une demi-heure par un feu très vif.
« Ce n'était plus là le système de M. de Ménil-Durand, c'était
« le vainqueur de Bergen et de Sundershausen (1) pliant
« ce système à son talent, et menant les troupes avec les
« principes qui ont fait sa gloire (2). »

Ainsi, le maréchal, loin de proscrire l'ordre mince pour accorder une préférence exclusive à l'ordre profond, voulait que, suivant l'occurrence, on se servît de l'un et de l'autre. C'était envisager la question sous son véritable point de vue ; mais ce n'était pas la résoudre en entier, puisqu'il restait toujours à décider quel serait l'ordre primitif.

(1) Voyez *Traité des grandes opérations*, tom. II, p. 287.

(2) *Défense du système de guerre moderne*, tom. I, p. 207.

Cette dernière partie de la question, que le temps et l'expérience ont résolue en faveur de l'ordre mince, Guibert la discute, suivant nous, avec une rare sagacité. Il suffira d'indiquer ici le petit nombre de vérités sur lesquelles repose toute la série de ses raisonnements.

1° L'ordre *habituel et primitif* d'une troupe est l'ordre dans lequel elle se forme habituellement et primitivement, abstraction faite de toutes circonstances locales ou accidentelles.

2° Cet ordre doit être celui dans lequel une troupe, par la nature de ses armes ou des circonstances, est le plus fréquemment dans le cas de se ranger.

3° Il doit être calculé d'abord sur l'espèce des armes qui seront opposées à cette troupe, et ensuite sur les diverses circonstances auxquelles elle pourra se trouver forcée de faire face.

4° Il doit s'accorder avec son organisation administrative, et la conserver dans toute son intégrité.

5° Il doit être le plus simple et le moins compliqué qu'il est possible, afin qu'on puisse le prendre avec la plus grande promptitude ; et que le soldat, de jour ou de nuit, dans la chaleur d'une action, et même dans le trouble d'une défaite, y puisse facilement retrouver son rang et sa file.

6° Il doit être à la fois propre à l'attaque et à la défense ; mais il doit l'être particulièrement et par dessus tout à la défense, parce que l'état de défense est l'état primitif, et que celui d'attaque ne peut jamais être qu'accidentel.

7° Il doit être la base et le point de départ de toutes les manœuvres et évolutions de la tactique élémentaire, lesquelles, par conséquent, il ne doit jamais ni contrarier, ni gêner.

8° Il doit, à plus forte raison, remplir les vues de la tactique des armées et de la stratégie.

Guibert passe ensuite à la démonstration de quatre propositions, dont voici l'énoncé :

« L'ordre déployé est analogue aux armes en usage au-« jourd'hui. L'ordre profond leur est absolument con-« traire.

« L'ordre déployé est celui dans lequel l'infanterie est le « plus souvent dans le cas de se ranger.

« L'ordre déployé est la formation la plus simple et la plus « facile.

« L'ordre déployé doit être l'ordre habituel, parce qu'il « est à la fois propre à l'attaque et à la défense, et qu'il l'est « particulièrement et principalement à la défense. »

Toutes ces propositions, Guibert parvient à les justifier à la suite d'une discussion qui demande à être lue et méditée. La manière dont il la termine est une preuve que, malgré son opposition au système de M. de Ménil-Durand, il n'avait rien moins que la prétention d'exclure l'action de choc et la colonne, considérée comme disposition éventuelle. « Car, dit-il, « de ce que l'ordre déployé est ainsi habituellement l'ordre « défensif, il ne s'ensuit pas qu'on doive toujours, et en toute « occasion, déployer ses troupes sur la position qu'on veut « défendre, et que ce ne soit jamais que par des troupes dé-« ployées qu'il faille la défendre. C'est là où le système mo-« derne ne se montre point exclusif; c'est là où le talent « et les circonstances peuvent modifier le principe géné-« ral (1). »

Déjà, dans une autre occasion, Guibert avait dit de la manière supérieure dont le comte de Rochambeau était parvenu à faire manœuvrer la brigade de Médoc : « Il fit voir, par « l'exposition la plus intelligente de toutes les manœuvres de « l'ordonnance, que la tactique moderne est susceptible de « tout, se plie à tout, emploie, au besoin, les colonnes, les « combine, les entremêle avec des bataillons déployés, en « soutient une ligne, etc. ; enfin, qu'elle est un instrument « docile qui n'attend, pour de plus grand succès, que d'être « employé par le génie. »

(1) *Défense du système de guerre moderne*, tom. I, p. 225.

Mais, d'ailleurs, voici son opinion au sujet de la colonne considérée comme ordre d'attaque :

« L'ordre en colonne, dit-il (1), ayant des avantages tant « réels que d'opinion, et ses inconvénients pouvant être di- « minués ou prévenus quand on donne à la colonne une for- « mation bien entendue, et qu'on sait ensuite l'employer et la « conduire, il s'ensuit, *et il n'y a pas un partisan de la tactique* « *moderne qui soit tenté de le nier*, que cet ordre est très pro- « pre aux attaques et particulièrement aux attaques de « postes; qu'en conséquence les troupes doivent être fré- « quemment exercées à passer de l'ordre déployé à l'ordre en « colonne, et à repasser de l'ordre en colonne à l'ordre dé- « ployé. L'un est leur ordre primitif et habituel, l'autre est « leur ordre momentané et accidentel. Tous deux composent « essentiellement leur tactique, et aucun des deux ne peut « suppléer ni exclure l'autre.

« Nous ne dissimulerons pas (l'impartialité dont nous fai- « sons profession nous en fait un devoir), que nos dernières « ordonnances de manœuvres, et surtout celles de 1776, « n'aient un peu trop négligé de parler de la colonne sous le « rapport d'ordre d'attaque. Il ne suffisait peut-être pas d'y « perfectionner, comme on l'a fait, tous les mouvements en « colonne ; il ne suffisait pas d'y indiquer une colonne par ba- « taillon formée par le centre, en l'appliquant seulement à la « manœuvre du passage des lignes. Il fallait articuler expres- « sément qu'on pourrait se servir de la même colonne pour « colonne d'attaque ; qu'on la préférerait même dans ce cas « seulement, toutes les fois qu'on verrait devant soi la certi- « tude de pouvoir la déployer au besoin par le mouvement « contraire, et sans être obligé de faire des mouvements de « flanc pour gagner le centre de son terrain. Il fallait enfin « consacrer un chapitre entier, et il eût été bien employé, à « traiter de l'attaque en colonne. Il fallait consigner dans ce « chapitre, comme un principe fondamental, qu'*on marcherait*

(1) *Défense du système de guerre moderne*, tom. I, pages 253 et 254.

« *à l'ennemi toutes les fois qu'on pourrait raisonnablement es-*
« *pérer de le joindre*. Faute de cela, on a donné à penser « qu'on excluait l'attaque en colonne, qu'on adoptait l'ordre « déployé pour ordre unique ; et l'on a fourni des armes à « M. de Ménil-Durand (1). »

Nous nous sommes un peu étendu sur cette discussion surannée, parce qu'elle tourna tout entière au profit de la science, et qu'elle peut encore, aujourd'hui même, fournir matière à plus d'une réflexion utile. Plusieurs écrivains connus joignirent leurs efforts à ceux de M. de Ménil-Durand, en faveur de l'ordre profond. De ce nombre furent : Joly de Maizeroy, précédemment cité pour sa *Poliorcétique des anciens*, et sa traduction des *Institutions militaires de l'empereur Léon;* le baron de Bohan, qui, dans un écrit intitulé : *Examen critique du militaire français*, publié après le camp de Vaussieux, rassembla tout ce qu'on peut dire de raisonnable et de sage en faveur de la doctrine de M. de Ménil-Durand (2).

(1) Un tacticien de cette époque, M. de Séguier, n'approuvant pas la colonne formée de subdivisions parallèles à son front, proposa, sous le double rapport de l'attaque et des manœuvres, une colonne à intervalles perpendiculaires, dont il couvrait la tête et la queue par les grenadiers et les chasseurs. (*Encyclopédie méthodique.* — COLONNE.)

(2) Le général d'Arçon prit part aussi à cette controverse en faveur de l'ordre profond, et publia, en 1779, une analyse raisonnée de l'ouvrage dans lequel Guibert avait combattu si victorieusement Ménil-Durand. La question n'est pas suffisamment approfondie dans cet écrit, où l'on trouve, du reste, quelques idées militaires très justes, et beaucoup de passion, excitée par quelques reproches que Guibert, étranger à l'art de Vauban, avait adressés aux ingénieurs, dans son premier ouvrage sur la tactique. Nous en faisons mention ici pour citer un fait qui montre bien de quel côté était la raison dans cette polémique. Plusieurs années après, en 1786, d'Arçon, étant en Alsace, directeur des fortifications, occupé des beaux ouvrages topographiques qu'on lui doit, eut occasion de voir, à Landau, Guibert, alors colonel, qui venait à son régiment; il écrivit ce qui suit à un de ses amis à Paris : « J'ai beaucoup vu, à Landau, le colonel Guibert; toute rancune cessante « entre nous, j'ai, en vérité, grande opinion de cet officier avide de toutes « les connaissances ; j'ai surtout bonne opinion d'un homme qui disait, il y « à huit jours, devant tout le monde (à un dîner de corps) : *Je me suis trompé*

Les partisans de l'ordre mince mirent toute leur confiance dans l'éloquence persuasive de Guibert, et il fut constamment seul à se présenter dans l'arène. « Dans la plus grande « partie de sa *Défense du système de guerre moderne*, dit M. de « Carrion-Nisas, Guibert applique avec bonheur les observa- « tions faites sur le système de M. de Ménil-Durand aux par- « ties sublimes de l'art ; ou plutôt il s'en sert comme de texte « pour les traiter de nouveau avec le secours puissant de six « années de réflexions qui s'étaient écoulées depuis son pre- « mier ouvrage, l'*Essai sur la tactique*, à notre avis, fort in- « férieur à celui dont il est ici question. »

« *souvent en ma vie, et je n'ai conservé aucun souvenir fâcheux contre ceux* « *qui m'en ont fait apercevoir*. Je partis de là pour dire à mon voisin : *C'est* « *lui qui m'a vaincu*, et, toute raison à part, cela est vrai. » *Voyez* l'article DARÇON dans notre *Revue littéraire*.

QUATORZIÈME LEÇON.

(DEUXIÈME PARTIE.)

ART MILITAIRE.

RÈGNE DE LOUIS XVI.

§ I. Suite de l'histoire de l'art entre la guerre de Sept-Ans et la révolution française. — Changement opéré dans la constitutiou de l'armée en 1762. — État de la milice sur la fin du règne de Louis XV. — Le maréchal Du Muy, ministre. — Avénement de Louis XVI. — État de l'armée. — Remarques sur les corps mixtes. — § II. De l'artillerie durant cette période. — Système de Gribeauval. — La batterie est introduite comme unité tactique dans l'artillerie. — § III. Réformes introduites par le comte de Saint-Germain. — § IV. Opérations administratives du conseil de la guerre. — Vues et propositions diverses de ce conseil. — Il est supprimé et remplacé par un comité créé dans le sein de l'assemblée constituante.

§ I.

La partie de l'histoire de l'art qui nous sépare de la révolution, est remplie d'une foule de projets éphémères, de réformes incomplètes, de tentatives infructueuses, qui ébranlèrent plus qu'elles ne consolidèrent nos organisations déjà si frêles. Voulant néanmoins jeter quelque lumière sur une période que sa proximité de notre époque nous invite à explorer, nous rattacherons aux noms mêmes des différents ministres de la guerre les changements opérés dans l'armée.

Nous avons signalé différentes améliorations introduites par

le duc de Choiseul dans le régime intérieur des corps(1). Ce ministre, dont les efforts surent écarter une partie des obstacles opposés par l'intrigue et les priviléges à la marche de l'administration, profita habilement de l'impression que produisit le singulier dénouement de la guerre de Sept-Ans, pour améliorer la constitution de l'armée. L'usage avait été jusqu'alors d'effectuer l'augmentation de nos forces, au moment de la guerre, par la création de nouveaux régiments qu'on licenciait ensuite à la paix ; usage vicieux, et qui, lorsque la guerre n'était pas de longue durée, entraînait évidemment à de grandes dépenses en pure perte. Par l'ordonnance de 1762, la composition des cadres fut calculée de manière que chaque corps pouvait recevoir sans inconvénient une augmentation qui n'était considérable pour aucun en particulier, et qui pourtant donnait en somme un grand accroissement de force. Cette mesure, que l'on trouve reproduite dans les différentes constitutions postérieures, est un élément indispensable à faire entrer dans toute organisation de troupes permanentes. Elle facilite et abrége l'apprentissage des nouveaux soldats, en leur procurant, dans les vétérans qui les encadrent, autant d'instructeurs et de guides.

Ce même ministre détermina Louis XV à consacrer, par une ordonnance (26 février 1764), les principes de l'admission à la retraite pour services militaires ; car, jusqu'alors, les pensions n'étaient pas un *droit*, mais une faveur que l'on devait solliciter.

Le duc de Choiseul avait ouvert, pour ses successeurs, une route que les uns n'eurent pas le temps de suivre, et que les autres ne suivirent qu'en tâtonnant et en restant toujours à une grande distance du but. M. de Monteynard, qui le remplaça (1771), ne marqua son passage au ministère que par la réunion des bataillons de milices en régiments provinciaux, et par l'institution d'une décoration (2), avec haute-paie, pour

(1) Dixième leçon, § III.

(2) Deux épées en sautoir sur un fond ovale de drap écarlate.

les anciens soldats. Vint ensuite M. d'Aiguillon (1774), dont la courte gestion ne fut pas moins préjudiciable au trésor qu'à l'esprit militaire ; on lui reproche d'avoir outre-passé de beaucoup les dépenses ordinaires du département de la guerre, et d'avoir multiplié à l'excès les commissions de capitaine dans la cavalerie, et le grade de colonel dans toutes les armes. Il régnait alors dans toutes les branches du service une confusion et un malaise, dont les traces s'apercevront jusqu'à la révolution. On estimait que l'armée française coûtait le double de l'armée impériale et le triple de l'armée prussienne. Louvois, d'Argenson et quelques autres étaient restés pendant un quart de siècle en possession du portefeuille de la guerre ; on ne trouve pas, dans tout cet intervalle, une existence ministérielle un peu prolongée. Il y avait moins d'un an que M. d'Aiguillon était ministre, lorsque le maréchal du Muy fut appelé à lui succéder.

Louis XVI ne pouvait faire un meilleur choix : formé à l'école du maréchal de Saxe, dont il avait été l'ami, cet excellent vieillard présentait, comme homme, comme administrateur et comme général, toutes les garanties que réclame l'exercice de fonctions aussi importantes et aussi élevées. Jusqu'alors, point de guides, point de moyens qui pussent servir à se reconnaître au milieu du dédale de l'administration ; car une trop grande indifférence pour le passé avait fait négliger de recueillir et de classer les ordonnances militaires. Le maréchal du Muy rassembla, pour les avoir constamment sous les yeux, ces monuments de la vigilance de nos rois.

Nous avions, comme en Prusse, un certain nombre de maréchaux de camp, chargés en permanence de l'inspection des troupes d'infanterie et de cavalerie ; il les réunit en comité pour prendre leur avis sur tout ce qui concernait ces armes ; il forma les régiments d'infanterie à deux bataillons, excepté les douze premiers, qui en conservèrent quatre. Cette organisation entraîna le licenciement de plusieurs corps, et cependant aucun officier ne perdit son état. Le maréchal insti-

tua, comme commandant de bataillon, avec le rang de major, le premier capitaine de chaque bataillon; il améliora et consolida la constitution de l'artillerie; il modifia les règlements sur l'habillement et l'équipement, et mit en régie l'administration de la masse destinée à cette fourniture. Sans doute que des motifs graves, que des exemples réitérés de malversation avaient provoqué cette mesure; car, autrement, le ministre n'eût pas substitué à la sollicitude paternelle des corps une intervention étrangère. Ces premières dispositions étaient un acheminement à un meilleur ordre de choses; mais le maréchal mourut après six mois de ministère (1), laissant l'armée organisée ainsi qu'il suit :

Quatre-vingt-quatorze régiments d'infanterie, dont huit allemands, deux irlandais, un italien, deux corses, onze suisses, et soixante-quatorze français. Douze de ces régiments seulement étaient à quatre bataillons, tous les autres à deux; total deux cent douze bataillons.

Il y avait neuf compagnies par bataillon, dont une de grenadiers: celle-ci de cinquante-deux hommes, et les autres de cinquante-quatre, non compris les officiers. La force totale de l'infanterie s'élevait donc à cent deux mille six cents combattants.

Sept légions composées chacune de huit compagnies à cheval et de neuf à pied, dont une de grenadiers. Les compagnies à cheval et celles de grenadiers étaient de vingt-neuf hommes; les autres, de dix-sept seulement, sous-officiers compris. Chaque légion avait ainsi trois cent quatre-vingt-dix-sept combattants, dont deux cent trente-deux à cheval; ce qui porte la force de ces légions réunies à deux mille sept cent soixante-dix-neuf hommes à pied et à cheval (2).

(1) En 1775. — *Voy.* le *Journal militaire* de 1784, et l'*Histoire de l'administration de la Guerre*, par M. Audouin.

(2) L'institution de ces corps mixtes dans l'armée française remontait à la guerre de Sept-Ans. Le plus ancien avait été créé par Fischer, en 1757, en même temps que les premiers chasseurs à cheval. Ces derniers entraient pour

Les légions, ainsi que certains régiments, avaient deux colonels.

Trente régiments de cavalerie, ayant tous trois escadrons de quatre compagnies de trente-six hommes chacune, dont quatre non montés ; ce qui, en total, formait un corps de cavalerie de douze mille neuf cent soixante hommes et de onze mille cinq cent vingt chevaux.

Le régiment des carabiniers, fort de cinq brigades de deux escadrons chacune ; l'escadron de trois compagnies de cinquante-deux hommes, dont seulement quarante montés ; en tout quinze cents hommes et douze cents chevaux. Il y avait un colonel par brigade de carabiniers ; *Noailles* et *Royal-allemand* étaient les seuls régiments de cavalerie qui en eussent deux.

Quatre régiments de hussards de quatre escadrons chacun ; l'escadron formé de deux compagnies de quarante hommes, tous montés ; en somme douze cent quatre-vingts combattants.

Ces régiments avaient tous un colonel en premier et un colonel en second.

Dix-sept régiments de dragons : leur organisation ne différait de celle des régiments de cavalerie que par la force des compagnies qui n'étaient que de trente-deux hommes, dont vingt-quatre montés. Ainsi, le corps des dragons présentait un effectif de six mille deux cent vingt-huit hommes et de quatre mille huit cent quatre-vingt-seize chevaux.

Il n'y avait que les régiments de *Lorraine* et de *Schomberg* qui eussent deux colonels.

moitié dans la composition de ce corps, qui était de douze cents hommes. On forma bientôt après deux autres légions, en joignant un corps d'infanterie aux régiments de hussards de Berschini et de Turpin.

Ce fut aussi à cette époque que les Hanovriens nous fournirent l'idée des chasseurs à pied. Les premiers furent organisés par le maréchal de Broglie, qui en attacha une compagnie à chacun des bataillons de son armée. (*Encyclopédie méthodique*. — CHASSEURS).

Il faut joindre à ces calculs, 1° environ sept mille hommes d'infanterie des corps privilégiés (gardes françaises, gardes suisses, cent-suisses, etc.) ; 2° trois mille quatre cents hommes de cavalerie de la maison du roi (gardes du corps, gendarmes, chevau-légers, mousquetaires, grenadiers à cheval, petite gendarmerie).

Indépendamment de ces troupes, il existait, dans les provinces, et prête à marcher au premier ordre, une milice inscrite et signalée de quarante-quatre mille trois cent dix hommes, formant onze régiments de grenadiers royaux, et quarante-huit régiments provinciaux de fusiliers (1).

Nos remarques sur cette constitution de l'armée ne porteront que sur les légions et sur la cavalerie.

On reconnaît dans l'organisation administrative des légions l'intention de mélanger et d'employer simultanément l'infanterie et la cavalerie, ce qui est un principe faux. L'exemple de Henri IV, de Gustave-Adolphe, de Turenne, de Montécuculli, que nous avons vus se faire une règle de mélanger ainsi les deux armes ne détruit pas notre assertion ; et il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter au temps de ces grands hommes, et de considérer d'une part, qu'alors la cavalerie ne chargeait qu'au pas ou au trot et en faisant des feux : et de l'autre, que la tactique ne fournissait encore aucun moyen raisonnable pour substituer une arme à l'autre. Déjà, dès l'époque de la création des légions dont il s'agit, on avait découvert dans la cavalerie des propriétés qui s'opposent absolument à ce qu'on l'enchaîne à l'infanterie, et par conséquent à ce qu'on les réunisse en corps. « Ce n'est plus de *mélanger* les armes qu'il est question aujourd'hui, dit Guibert, c'est de les *soutenir*. Ces mots ne sont pas synonymes, et leur signification est très distincte ; c'est de les mettre chacune à leur place, c'est-à-dire à la place que le terrain et les circonstances leur assignent ; c'est, dans aucun cas, de ne les morceler ni de les entremêler ; parce que, par leur nature, elles

(1) *Mémoires du comte de Saint-Germain*, pages 76 et suivantes.

ne peuvent presque jamais faire d'efforts simultanés. L'une marche et l'autre vole : l'une a sa principale force dans le feu, et l'autre n'en a que par le choc; l'une est essentiellement défensive, l'autre ne peut jamais l'être, et n'agit jamais qu'offensivement (1). »

Même, en temps de paix, l'existence des corps mixtes présentera toujours une foule d'inconvénients : et, d'abord, parce que l'instruction de l'infanterie et celle de la cavalerie ne peuvent marcher de front; que la première sera prête à entrer en campagne avant que la seconde soit sortie du détail; ensuite, parce qu'il naîtra toujours d'un contact aussi immédiat entre elles des haines et des tracasseries funestes au bien du service; que l'une élèvera et fera valoir des prétentions au détriment de l'autre; enfin, parce que leur chef commun ne pourra se défendre d'accorder plus à l'une qu'à l'autre; et qu'ainsi le corps ne sera jamais qu'une famille désunie aussi difficile à administrer qu'à diriger.

Il est nécessaire, sans doute, d'accroître la proportion des officiers et des sous-officiers dans les troupes légères, à cause des nombreuses circonstances où elles opèrent morcelées et dispersées; mais c'était de beaucoup dépasser la limite assignée par la plus excessive prévoyance, que de former de dix-sept hommes seulement la compagnie d'infanterie légionnaire. Enfin, un autre vice inhérent à l'organisation de ces légions, c'est qu'il se trouvait deux colonels à la tête de chacune, l'un pour commander l'infanterie, l'autre la cavalerie.

Les tristes effets de l'administration de M. d'Aiguillon sont patents dans la formation, d'ailleurs peu uniforme et peu régulière de la cavalerie. Les compagnies sont tellement faibles, que l'on y trouve à peine trois commandés pour un commandant. Le même abus n'existait pas dans l'infanterie.

Terminons cet examen de la constitution de l'armée en

(1) *Défense du Système de guerre*, t. I, p. 282.

1775, par quelques détails sur le personnel et le matériel de l'artillerie.

§ II.

En 1721, après que l'on eut incorporé dans royal-artillerie toutes les troupes destinées à l'exécution des bouches à feu, le personnel de l'artillerie se composa de cinq bataillons de huit compagnies de cent hommes chacune, y compris deux capitaines, deux lieutenants et deux sous-lieutenants.

Chaque bataillon était commandé par un lieutenant-colonel, et avait son état-major et son drapeau particulier. Les villes désignées pour garnison à ces cinq bataillons étaient Metz, Strasbourg, Grenoble, Perpignan et La Fère.

L'artillerie et le génie furent réunis en 1755, mais cette réunion des deux corps ne dura que trois ans.

Le personnel de l'artillerie, qui ne s'était jamais élevé au delà de cinq mille hommes avant la guerre de Sept-Ans, se trouva de huit mille, répartis en sept brigades, au sortir de cette guerre.

En 1765, année de l'établissement du système de Gribeauval, les sept brigades d'artillerie formèrent autant de régiments qui prirent les noms des villes de La Fère, Metz, Strasbourg, Grenoble, Besançon, Auxonne et Toul, où leurs écoles furent établies.

Le régiment était formé de deux bataillons, ayant chacun dix compagnies : une de sapeurs, deux de bombardiers et sept de canonniers.

On trouvait encore, comme dépendances du corps d'artillerie, neuf compagnies d'ouvriers, six de mineurs et une d'élèves.

Le tout, y compris les officiers généraux, les colonels *directeurs* et autres officiers détachés, formait un total d'environ huit mille cinq cents hommes.

Quand il s'agissait de faire des siéges, l'artillerie prêtait au génie ses compagnies de sapeurs et de mineurs. Usage vi-

cieux que feront disparaître les premières guerres de la révolution.

En 1775, le personnel des corps d'artillerie et du génie réunis s'élevait à environ douze mille hommes. Ce personnel n'éprouva plus aucun changement jusqu'à l'époque de la révolution, si ce n'est pourtant qu'il fut créé sept autres régiments d'artillerie dits provinciaux, en 1778; sorte de renfort nominal, mal dressé, mal exercé et à peine propre au service des côtes.

On trouve, en récapitulant, et en joignant ces douze mille hommes de troupes régulières aux forces énoncées ci-dessus, que l'armée s'élevait à environ deux cent dix-sept mille combattants de toutes armes.

Le gouvernement, adoptant les idées de M. de Vallière, avait arrêté, en 1732, que les calibres de 24, 16, 12, 8 et 4 seraient exclusivement employés dans les armées françaises, le 24 et le 16 principalement pour les siéges; les autres calibres indifféremment pour les siéges et pour les batailles. Toutes ces pièces étaient montées sur des affûts à rouages qui se réunissaient à des avant-trains à limonière; c'est-à-dire que les attelages se disposaient sur une seule file.

Le seul obusier alors en usage était du calibre de huit pouces, monté sur un affût peu différent de celui des canons.

On avait coulé précédemment des mortiers de divers calibres; on ne conserva que ceux de douze et de huit pouces.

Malgré ces imperfections, cette artillerie servit de modèle aux autres nations de l'Europe.

Les progrès de la tactique provoquèrent des changements dans le matériel de l'artillerie : une pièce de 4 légère que les Suédois avaient imaginée au temps de Charles XII, suggéra aux Prussiens et aux Autrichiens l'idée d'une artillerie de campagne, et ils attachèrent, comme nous l'avons vu, deux pièces de 3 à chacun de leurs bataillons. L'on s'avançait lentement dans la voie des améliorations, lorsque le célèbre Gribeauval

vint porter tout à coup la science de l'artillerie au plus haut degré de perfection.

Son système d'artillerie de campagne fut éprouvé pour la première fois à Strasbourg, en 1754. Mais quoique les expériences en eussent démontré la grande supériorité sur celui de M. de Vallière, il ne fut néanmoins adopté définitivement qu'en 1765, tant il est vrai que souvent les inventions les plus belles et les plus utiles sont celles qui rencontrent le plus d'opposition.

Dans le système de Gribeauval, système que toute l'Europe adopta, et qu'elle suit même encore aujourd'hui à quelques changements près (1), les pièces sont plus courtes et presque de moitié moins lourdes qu'elles ne l'étaient auparavant. Les différents calibres sont le 12, le 8, le 4 et le 1 ; ce dernier, qui était spécialement destiné aux troupes légères, a été supprimé. Un obusier de six pouces faisait également partie du matériel de campagne.

Dès le principe, toutes ces pièces furent montées sur des affûts solides et légers qui leur permirent de suivre la marche des troupes. L'extrémité de chacun de ces affûts repose sur un avant-train à timon auquel sont attelées deux files de chevaux ; d'où il résulte moins de fatigue pour ces animaux, et une grande diminution dans la longueur des colonnes. Le coffret placé entre les flasques contient un premier approvisionnement qui permet de faire face aux circonstances pressantes. Enfin, l'affût et l'avant-train se réunissant à l'aide d'une forte

(1) De grands changements ont été récemment apportés en France à l'artillerie de campagne. La prolonge est conservée, mais on doit s'en servir rarement. On a substitué au caisson deux coffres, qui, dans les manœuvres, servent de siége à six canonniers ; ce qui donne à l'artillerie à pied une partie des avantages de l'artillerie à cheval. Dans la même circonstance, deux autres canonniers se placent sur le coffre de l'avant-train de la pièce. On peut atteler l'affût de siége, et le conduire sur les routes comme l'affût de campagne. Tous deux n'ont qu'un flasque dans le nouveau système. *Voy.* tome IV, la leçon relative à l'artillerie.

corde ou *prolonge*, on peut se retirer devant l'ennemi sans interrompre le feu.

Les caissons sont étroits, et présentent par conséquent peu de prise aux projectiles ennemis ; ils contiennent un nombre suffisant de charges que l'on peut transporter intactes à de grandes distances. Les forges, les chariots, l'équipage de ponts, tout, dans le système de Gribeauval, est calculé pour le plus grand effet, la plus grande vitesse et la plus longue durée.

L'attention de ce grand homme s'étendit jusque sur les plus petits détails : il perfectionna le tir à mitraille, et substitua aux balles de plomb, que l'on employait avant lui, des balles en fer battu renfermées dans des cylindres de fer-blanc. Il adopta la *hausse* au canon, et, dès lors, on parvint à pointer avec autant de promptitude que de précision. Il fit pour son art ce que Vauban avait fait pour le sien, c'est-à-dire qu'il laissa fort peu de choses à trouver ou à perfectionner.

Gribeauval ne changea presque rien aux pièces de siége ; mais il perfectionna les accessoires ; il inventa l'affût de place, dont l'usage dispense de faire des embrasures, l'affût de côte, à l'aide duquel on peut suivre, en pointant, le mouvement des vaisseaux. Il fixa le calibre des mortiers à 12, 10 et 8 pouces, celui des pierriers à 15 pouces ; il introduisit, pour ces différentes pièces, l'usage des affûts en fer coulé.

Il établit, comme unité de force de l'artillerie, la batterie de huit bouches à feu, servie par une seule compagnie de canonniers (1). Cette manière de distribuer et d'encadrer l'artillerie était un perfectionnement indispensable pour la porter au niveau des autres armes.

L'artillerie à cheval était, dès lors, un complément d'organisation que l'on eût dû adopter, mais dont l'ajournement se prolongera jusqu'aux premiers événements de la révolution.

Nous ferons encore remarquer, comme dernier renseigne-

(1) Elle est aujourd'hui de six bouches à feu.

ment sur la matière, que l'artillerie étant conduite par des charretiers à la solde d'un entrepreneur, on donnait à la plupart des canonniers servants des bricoles pour mouvoir les pièces sur le champ de bataille.

§ III.

Le maréchal du Muy fut remplacé par le comte de Saint-Germain. C'était l'homme des réformes et l'ennemi déclaré des abus. Il arriva au ministère avec un plan d'organisation tout préparé, qu'il ne put, à la vérité, parvenir à mettre à exécution dans son ensemble, mais dont il résulta néanmoins d'assez grands changements dans la constitution de l'armée.

Voici l'état dans lequel il la laissa :

Cent six régiments d'infanterie, tous à deux bataillons, excepté le régiment du roi qui en conserva quatre.

Le bataillon à quatre compagnies de cent seize hommes chacune, plus une compagnie de grenadiers et une de chasseurs par régiment, toutes deux de cent et un hommes.

Les onze régiments suisses, en raison de leurs capitulations, n'éprouvèrent aucun changement dans leur composition.

Il y avait deux colonels par régiment, excepté dans les troupes suisses.

Vingt-trois régiments de cavalerie, quatre de hussards vingt-quatre de dragons, tous de même force et de même formation; cinq escadrons par régiment, la compagnie de cent hommes, sous-officiers compris, formant escadron. Un sixième des hommes environ était à pied.

Le corps des carabiniers composé de huit escadrons, l'escadron, d'une compagnie de cent quarante-cinq sous-officiers et cavaliers.

Les légions n'existaient plus; M. de Saint-Germain avait formé de la totalité de leur cavalerie vingt-quatre escadrons

de chasseurs qu'il avait joints aux vingt-quatre régiments de dragons.

Les régiments provinciaux avaient été supprimés, et les milices constituées sur de nouvelles bases. Elles présentaient une force disponible de soixante-quatorze mille hommes. La plupart des cahiers des députés aux états généraux demandant l'abolition des troupes provinciales que le peuple assimilait aux corvées, elles furent supprimées par décret du 16 décembre 1789.

M. de Saint-Germain ayant principalement fait porter les réformes sur les corps privilégiés, il ne restait plus que les gardes françaises, les gardes suisses, les gardes du corps, la petite gendarmerie ou gendarmerie de Lunéville. Les autres corps de la maison du roi avaient été ou licenciés en entier, ou réduits à des cadres insignifiants.

L'artillerie et le génie réunis présentaient, comme auparavant, un personnel d'environ douze mille hommes, car leur constitution avait très peu changé, surtout pour le nombre.

La réunion de tous ces corps composait une force d'environ deux cent quarante-deux mille hommes.

Cette constitution l'emporte évidemment de beaucoup sur toutes celles qui l'avaient précédée. Les corps de la même arme sont généralement de même force et de même formation, ce qui est d'un grand avantage pour l'ordre, la discipline l'émulation, la régularité et la simplicité du service. Les régiments étant partagés en moins de parties, n'en ont que plus de force et plus de consistance. Avec une telle constitution, l'armée n'avait pas à craindre de se voir réduite à des cadres après quelques semaines de campagne, ainsi qu'il arrivait auparavant. Les compagnies nombreuses permettent une réduction dans les dépenses, et donnent plus de relief à l'état de capitaine, qui, pour le plus grand nombre, est le dernier échelon de l'avancement. Enfin, deux compagnies d'élite par régiment, avec la possibilité accordée à chaque soldat de faire partie de l'une ou de l'autre, suivant sa taille,

étaient un suffisant motif d'encouragement et d'émulation pour tous.

M. de Saint-Germain supprima les inspecteurs, et forma l'armée en divisions; il proscrivit la vénalité des emplois, modifia le régime intérieur des écoles militaires, et apporta quelques changements dans l'administration des vivres; il sollicita vivement la suppression des grandes charges de la cavalerie et le licenciement des carabiniers. Ces projets, qui réclamaient le sacrifice d'une foule d'intérêts privés, ne pouvaient se concilier avec les circonstances et les vues de la cour. Avec un mérite réel et les meilleures intentions, M. de Saint-Germain ne sentit pas assez qu'il avait à opérer sur un terrain mal affermi, où la moindre secousse entraînerait la ruine de son édifice naissant; convaincu qu'il était de l'excellence de ses mesures, il dédaigna les précautions qui pouvaient seules en assurer l'exécution. Les réformes qu'il exerça sur la cavalerie et sur la maison du roi lui suscitèrent des ennemis puissants, contre lesquels son crédit ne résista pas longtemps. Réduit à n'adopter que des demi-mesures, et n'espérant plus parvenir à mettre la dernière main à son ouvrage, il pria le roi de lui permettre de se retirer.

M. de Saint-Germain a laissé des mémoires fort instructifs, dans lesquels il fait ressortir la nécessité d'un conseil de guerre. Voici dans quels termes il s'en exprime :

« La stabilité dans les principes, dans les maximes, les règlements, les usages, même quand ils ne sont pas défectueux et vicieux, est absolument nécessaire. L'homme ne « s'accoutume point à des changements continuels : ils lui « inspirent de la défiance, souvent du mépris pour leurs auteurs, qui, eux-mêmes par là, donnent des preuves de leur « légèreté et de leur incapacité. Il faut des règles sages et « fixes sur tous les objets : sans cette précaution absolument « nécessaire, le même homme n'aura qu'une conduite incertaine, et nulle suite dans sa marche. Comme la présomption « humaine est très grande, qu'il y a peu d'hommes qui ne « se croient pas plus habiles les uns que les autres, que par

« là tous sont enclins à changer l'état actuel des choses, dans « l'esprit de vouloir les améliorer; je pense que, pour con- « server cette stabilité si nécessaire dans les règlements, les « maximes et les usages, un *tribunal* ou un *conseil de la guerre* « est préférable à tout autre méthode (1).

« Si jamais, ajoute-t-il, on met un homme habile à la tête du « département de la guerre, je lui conseille, pour assurer la « solidité de son édifice, et pour le mettre à l'abri des vicis- « situdes des événements et du temps, de créer un *conseil de* « *la guerre*. Si, jaloux de son autorité, il ne veut pas lui don- « ner la forme de celui que j'ai proposé, il pourrait du moins « l'établir comme tribunal chargé de vérifier les lois mili- « taires, de les enregistrer, d'empêcher qu'elles ne soient al- « térées ni changées, et que le sort de tant de braves gens « cesse d'être soumis au caprice d'un seul homme (2). »

M. de Saint-Germain s'était promis de terminer ses organisations par l'institution d'un semblable tribunal; mais il est à douter qu'il y fût parvenu. « Je voulais, dit-il, d'abord éta- « blir mon système, que je croyais le meilleur, et que je crois « encore tel, et je savais que les idées étaient si peu mili- « taires en France, que si je le soumettais à une discussion, « il serait morcelé et tronqué. Je craignais, d'ailleurs, de « perdre un temps infini, et le mal me paraissait si urgent, « que je pensai ne pouvoir trop me hâter de reconstituer « l'armée (3). »

On ne trouve à noter qu'un petit nombre de changements dans la constitution de l'armée entre le ministère de M. de Saint-Germain et la révolution.

(1) Avec une plus large part d'influence dans l'avancement et avec un perfectionnement d'organisation dont nous les croyons susceptibles, nos comités modernes rempliraient parfaitement le but. Et quel doit-il être avant tout ce but? Celui de couper court à toute réclamation, à toute déclamation en matière d'avancements.

(2) *Mémoires de Saint-Germain*, pag. 83.

(3) *Mémoires de Saint-Germain*, pag. 124.

Les chasseurs à pied et les chasseurs à cheval furent réunis de nouveau en 1784, les premiers en six bataillons, les seconds en six régiments de quatre escadrons. La combinaison deux à deux de ces bataillons et de ces régiments forma six corps mixtes, c'est-à-dire que l'on en revint au système vicieux des légions (1).

On créa la même année deux nouveaux régiments de hussards, ce qui en porta le nombre à six.

Enfin les chasseurs à pied et les chasseurs à cheval furent une seconde fois séparés en 1787, et, dès lors, les premiers formèrent douze bataillons, et les seconds douze régiments. Guibert, que nous avons déjà tant de fois cité et que nous citerons tout à l'heure encore, était colonel de l'un de ces derniers.

§ IV.

Cette institution d'un conseil de la guerre, qui, dans l'opinion fort plausible de M. de Saint-Germain, devait être la sauve-garde des lois militaires et l'écueil des abus de tout genre, fut enfin créé sous le ministère de M. de Brienne, en 1787.

Le préambule de l'ordonnance rendue à cet effet est fort remarquable. On y trouve, entre autres considérants « qu'il « n'y a qu'un conseil constitué d'une manière permanente « qui puisse créer un plan, faire de bons règlements, et sur- « tout en maintenir l'exécution, mettre de la suite dans les « projets, de l'économie dans les dépenses, de l'ordre dans « la comptabilité; empêcher la fluctuation continuelle des « principes, opposer une digue aux prétentions et aux de- « mandes de la faveur, et enfin donner une consistance et une « base à l'administration du département de la guerre (2). »

(1) *Encyclopédie méthodique.* — CHASSEURS.

(2) Il ne paraît pas que le Conseil de la guerre dût intervenir dans les promo-

Le conseil de 1787 était présidé par le ministre ; il se composait de dix membres, dont quatre lieutenants généraux, cinq maréchaux de camp et un ordonnateur. Gribeauval et Guibert en faisaient partie, l'un en sa qualité de premier inspecteur général d'artillerie, l'autre comme rapporteur. Mais l'on peut dire de celui-ci qu'il fut à la fois l'âme, l'organisateur et l'agent principal de ce conseil.

L'administration de la guerre se trouva ainsi partagée entre le ministre qui conserva la partie active et exécutive, et le conseil qui fut chargé :

1° De la confection et du maintien de toutes les ordonnances ;

2° De la répartition de tous les fonds et de tous les détails de la comptabilité ;

3° Des adjudications, marchés et aliénations, ainsi que de la surveillance des fournitures ;

4° De la détermination et du maintien des bases de l'avancement et de toutes les récompenses militaires ;

5° Du maintien de la discipline, de la connaissance des peines et délits dans les cas imprévus.

6° Enfin, de la discussion de tous les projets d'amélioration, dans quelque branche du service que ce fût.

Améliorer l'armée et soulager les finances, tels étaient en résumé les devoirs imposés au conseil. Le moyen auquel on s'arrêta pour remplir ce double projet, fut de refondre en entier les institutions existantes, de rédiger un code qui embrassât toutes les parties de la législation militaire, de changer la forme de l'administration, de reconstruire les tribunaux; en un mot, de tout détruire pour tout réédifier.

Dans une entreprise de ce genre, et alors surtout que le pouvoir se trouvait en présence de la révolution, il fallait travailler en secret et sans relâche; il fallait moins songer

tions ; mais ce qui eût pu paraître alors un empiétement monstrueux sur le pouvoir, est devenu de nos jours une nécessité à laquelle ce même pouvoir ne saurait trop tôt satisfaire.

aux formes qu'au fond, et, sans cesser de mûrir les projets, calmer tout d'abord l'inquiétude de l'armée par quelques-unes de ces mesures qui appellent la reconnaissance et réveillent l'affection ; il fallait principalement se garder de provoquer des sentiments de mécontentement dont les agitateurs, déjà si nombreux, eussent pu profiter. Suivant Guibert, et son mémoire apologétique le prouve à beaucoup d'égards, le conseil n'aurait négligé aucune de ces précautions. Il se peut que, s'arrêtant, comme on l'a dit, à des dispositions transitoires, à des hypothèses spéculatives, à des discussions superflues, ce conseil ait perdu un temps précieux ; mais ce qu'il y a de certain, et ce que démontre victorieusement le même mémoire, c'est qu'il ne prit aucune mesure, n'introduisit aucune innovation, qui pût porter préjudice à la puissance royale, ainsi que la prévention et l'esprit de parti cherchèrent à l'insinuer. On n'a pas assez considéré, dans tout ce qui a été dit ou écrit contre ce conseil, combien la tâche qu'il avait à remplir présentait de difficultés. La forme du gouvernement, des préjugés invincibles, la lutte qu'il faut inévitablement soutenir lorsqu'on entreprend de réformer les institutions et les usages même reconnus vicieux par tous, furent des obstacles sans cesse renaissants, et qu'on ne pouvait dépasser qu'en faisant la part des convenances. C'est ainsi que le conseil se vit contraint de sanctionner certains privilèges de la haute noblesse au très grand détriment de celle qui servait réellement l'État. Mais une chose qu'il eût sans doute obtenue sans opposition, et qu'il ne demanda pas, quoiqu'elle n'eût pas manqué d'être agréable aux troupes, c'était l'abolition des coups de plat de sabre : en se bornant à restreindre le nombre des cas où cette flétrissante punition serait administrée, le conseil trompa l'attente de l'armée et de la nation. La forme provisoire dans laquelle il fit rendre toutes les ordonnances fut une seconde faute de sa part ; car cette forme annonçant l'intention de modifier et de changer encore, fatiguait et inquiétait les troupes. Mais que les reproches plus ou moins fondés, adressés au conseil par les

contemporains, ne nous dispensent pas d'énumérer et d'apprécier les améliorations dont l'armée fut redevable à ses louables efforts.

Il acheva le licenciement de certains corps privilégiés, dont les états-majors avaient continué d'exister, tels que les gendarmes et chevau-légers de la garde; il détermina le Roi à supprimer la gendarmerie de Lunéville dont l'existence était un abus réel.

Il augmenta de six deniers la solde journalière des sous-officiers et soldats, et leur accorda la paie du trente et unième jour du mois, privation inouie contre laquelle la justice et la raison s'élevaient depuis longtemps; il assura un secours et un débouché aux enfants mâles des soldats; il créa six nouvelles hautes-paies par compagnie; il institua une pension pour le plus ancien chevalier de Saint-Louis en activité de service dans chaque régiment, et une pension de vétérance sur l'ordre de Saint-Louis pour le plus ancien sous-officier présent aux drapeaux.

Il supprima, dans l'infanterie, tous les capitaines de remplacement qui étaient l'objet du mécontentement et des réclamations des lieutenants; il débarrassa l'armée de tous les officiers à la suite, et arrêta qu'il n'y aurait plus de brevets sans fonctions, de grades sans emplois; il accorda aux lieutenants de cavalerie le droit vainement réclamé depuis longtemps d'arriver au grade de capitaine et au commandement des compagnies. « Des difficultés sans nombre, dit Guibert, s'opposaient à ce « qu'on les mît en possession de ce droit, à cause de la quan- « tité prodigieuse de capitaines dits de remplacement, de ré- « forme, à la suite, ou attachés, qui obstruaient tout, et dont « le sort méritait quelque considération. » Le conseil démêla, avec le plus d'attention et de justice possible, ce chaos qui paraissait inextricable, et l'on vit, peu de temps après la promulgation de cette mesure, des lieutenants obtenir enfin des compagnies.

Il donna plus de consistance aux escadrons, et décida qu'ils seraient toujours au complet de guerre. Depuis M. de

Saint-Germain, la compagnie formait escadron ; elle fut dédoublée pour donner un commandement aux capitaines en second ; et, afin de maintenir l'esprit d'unité qui doit caractériser toute subdivision élémentaire, les deux compagnies furent mises sous les ordres d'un *chef d'escadron*, dont le conseil institua à cet effet le titre et le grade.

Il abolit l'emploi de colonel en second, qui était le sujet des plaintes continuelles des lieutenants-colonels et des majors, et que les colonels commandants considéraient comme un inconvénient, ou au moins comme un embarras dans la discipline. Le conseil, cédant à des considérations dont son rapporteur assure qu'il ne put se défendre, substitua, sans nécessité, les majors en second aux colonels ; il facilita le grade d'officier général aux lieutenants-colonels qui n'y avaient pas un droit reconnu, et que les ministres ne comprenaient dans les promotions que suivant leur bon plaisir.

L'opposition des gens de cour ne l'empêcha pas de coordonner la législation militaire avec l'esprit national, ni de changer le mode d'avancement en faveur de l'ancienneté et du mérite.

Le conseil organisa l'armée en brigades et en divisions, d'une manière très uniforme et très avantageuse au service. Les brigades étaient commandées par des maréchaux de camp, et les divisions par des lieutenants généraux. Le grade de brigadier avait été supprimé.

« Beaucoup de colonels et d'officiers généraux, dit Guibert, « se sont élevés contre la formation de l'armée en brigades « et en divisions. Quelle organisation, cependant, plus propre « à établir l'uniformité, l'esprit de règle et de subordination, « l'habitude des formes du service de guerre, et surtout le « grand objet d'instruire les officiers généraux et de les « amalgamer avec les troupes (1) ! Mais toutes ces plaintes « ont été produites par des sentiments d'intérêt particulier ;

(1) En temps de paix, tous les lieutenants généraux et la plupart des maréchaux de camp restaient sans emploi.

« et quel plan peut s'assortir à toutes les combinaisons per-« sonnelles !

« Il était naturel, ajoute-t-il, de former l'armée en bri-« gades, puisque c'est la formation que reçoivent les régi-« ments, dès qu'ils se réunissent, soit à la guerre, soit dans « les camps de paix.

« Il était surtout convenable de leur donner cette forma-« tion dans l'armée française, vu la faiblesse de leur pied « de paix, une brigade devenant alors la représentation des « forts régiments, si sagement en usage dans les constitu-« tions étrangères (1). »

Nous ne nous étendrons pas davantage sur les opérations du conseil de la guerre ; mais encore devons-nous ne pas laisser ignorer que ces opérations réduisirent les dépenses de huit à neuf millions : ce seul fait, s'il en était besoin, prouverait toute l'importance et toute l'utilité d'une pareille institution.

Le conseil fut supprimé en juillet 1789 (2), et remplacé bientôt après par un comité créé dans le sein de l'assemblée constituante.

Ce comité, adoptant le système suivi par le conseil, effectua de nouvelles réformes, et mit tous les régiments sur un même pied ; mais ce fut toujours en vain qu'il s'efforça de rappeler l'ordre, la confiance et la discipline dans l'armée. Des insurrections éclatèrent de toutes parts, en 1790, et notamment parmi les garnisons de Nancy et de Hesdin (3). Les soldats mettaient aux voix la destitution de leurs officiers, et se portaient à tous les actes d'insubordination et de violence. L'armée n'existait plus, ou plutôt elle n'existait que pour ajouter à l'effervescence populaire qu'elle

(1) En Autriche, les régiments étaient ainsi couplés en brigades. — *Voy.* au tome V des *OEuvres de Guibert*, le mémoire déjà cité.

(2) Sur la demande du maréchal de Broglie, qui abolit en même temps la législation des coups de plat de sabre.

(3) *Voy.* le *Journal militaire* de 1790.

eût dû réprimer. On sait qu'à la déclaration de guerre, en 1792, le soldat français débuta par fuir et par massacrer ses officiers. Nous verrons, dans les leçons sulvantes, comment une nouvelle armée, sortie spontanément du sein de la nation, effaça cette ignominie et se couvrit d'une gloire immortelle, au milieu des orages de la révolution.

QUINZIÈME LEÇON.

(PREMIÈRE PARTIE.)

RÉPUBLIQUE.

§ I. Quelques réflexions sur l'histoire des derniers événements militaires et sur l'histoire des guerres en général. — § II. Coup d'œil sur l'état politique et moral de la France au moment de la déclaration de guerre. — Invasion des Prussiens. — La république est proclamée. — Aspect de la société à cette époque. — L'armée reste étrangère aux scènes sanglantes de l'intérieur. — Mesures extraordinaires de la Convention. — Elle décrète deux levées successives de trois cent et de douze cent mille hommes. — Mesures relatives au matériel de la guerre. — § III. Causes des premiers succès des armées républicaines. — Histoire des différentes armes sous la république. — Organisations diverses de l'infanterie. — § IV. Histoire de la cavalerie, de l'artillerie et du corps du génie. — Créations diverses.

§ I.

Bien qu'il ne s'agisse, pour nous, que d'observer et d'analyser les progrès et les applications de l'art militaire, cette tâche. quant à la période qui nous reste à explorer, serait déjà bien au-dessus de nos forces si nous n'avions pour guides et pour appui les écrits d'une foule d'auteurs d'un mérite reconnu, et auxquels nous ne nous ferons aucun scrupule de recourir. Les uns nous fourniront un court précis des principaux événements, les autres, un ensemble de réflexions et de remarques critiques à l'aide desquelles nous espérons

pouvoir mettre les élèves à portée d'interpréter les faits généraux et particuliers, de saisir l'esprit et la conduite des différentes guerres, de comparer les procédés d'une époque à ceux d'une autre époque, d'apprécier les méthodes et de juger les résultats. Mais, d'abord, qu'il nous soit permis de mesurer l'immense étendue des obligations imposées à l'historien militaire, pour la période dont il s'agit, et de montrer, par les difficultés mêmes de sa tâche, la distance infinie à laquelle nous resterons d'un but qui, heureusement, n'est qu'en partie le nôtre.

Si, jusqu'à ce jour, on n'a pas dû exiger la publication du grand œuvre historique destiné à porter dans l'avenir les faits militaires des derniers temps, on peut du moins en réclamer l'accomplissement et provoquer le zèle de ceux qui se sentent la force et le talent d'y coopérer. Des difficultés de plus d'un genre les attendent sans doute, mais encore peuvent-ils compter sur une abondance de matériaux de choix, et qui, pour la plupart, sont déjà en harmonie avec les proportions et la majesté de l'édifice. En effet, le domaine de l'histoire n'a jamais été ni mieux cultivé, ni plus fécond que de nos jours. Grâce à l'expérience, aux observations, aux connaissances profondes et variées des guerriers français et de ceux qui furent leurs adversaires, nous avons vu se succéder depuis quelques années, et dans une progression toujours croissante, une foule d'ouvrages sur la guerre, dogmatiques ou historiques, aussi remarquables par la manière dont ils sont rédigés que par l'étendue et la netteté des idées. L'emploi d'un style plus correct et plus élevé, et l'introduction des artifices de la composition dans les sujets militaires sont un progrès de l'époque : car il faut convenir que ces sortes d'ouvrages, d'ailleurs beaucoup plus rares au temps passé, étaient généralement mal digérés et mal écrits. Guibert doit être considéré comme ayant donné l'essor à la littérature militaire; mais ce n'est que plus de vingt ans après sa mort, et lorsque les épées furent remises dans le fourreau, que nos guerriers ont pu se livrer à des spéculations suivies sur un

art qu'ils venaient d'appliquer si glorieusement, et que leurs écrits devaient agrandir et perfectionner de plus en plus.

Les uns, rassemblant leurs souvenirs et consultant les notes qu'ils crayonnèrent à la lueur des bivouacs, ont publié des mémoires, redressé des erreurs ou fourni des explications sur certaines circonstances douteuses ou ignorées ; les autres, s'entourant des pièces officielles (1), et de renseignements tirés des archives du ministère ou du portefeuille des principaux acteurs de notre grand drame politique et militaire, se sont attachés à présenter l'histoire d'une période ou d'une guerre. Il en est parmi ces derniers qui ont su planer sur le sujet qu'ils avaient embrassé avec la vigueur et la portée de l'aigle : leurs ouvrages vivront comme les actions qu'ils consacrent.

Mais suffit-il, pour répondre à l'empressement que mettra la postérité à s'enquérir de ce que nous fûmes et de ce que nous avons fait, de lui transmettre des pièces isolées, des fragments détachés, ou même encore des histoires partielles ? Quels ne seraient pas sa surprise et ses regrets de ne trouver sur l'époque la plus mémorable des temps modernes, et peut-être de l'histoire du monde, que des renseignements épars ou imparfaits ! Ne nous montrons pas moins généreux envers nos descendants que ne l'ont été nos pères envers nous : léguons à ces descendants, avides de nous connaître et de nous juger, un monument historique digne d'eux, et digne de nous. Il est d'un gouvernement aussi éclairé, aussi natio-

(1) Beaucoup de pièces réputées officielles n'en sont pas pour cela plus authentiques ; car il ne faut pas se dissimuler que le mensonge et l'exagération furent, quelquefois pendant la révolution, et notamment sous la république, un des moyens ordinaires de gouvernement. On ne peut donc apporter trop de circonspection et de défiance dans l'emploi de ces prétendues pièces officielles ; et ce ne serait qu'après les avoir soigneusement confrontées avec des documents tirés de tout autre source nationale ou étrangère, que nous conseillerons de les mettre en œuvre. Une polémique toute récente entre deux membres distingués de l'expédition d'Égypte, justifie amplement la remarque que nous faisons ici.

nal que le nôtre, et plus encore du Roi éminemment appréciateur de la gloire et des talents militaires que nous a valu l'heureuse révolution de juillet, d'applaudir et de concourir par des encouragements à cette grande et belle entreprise. Le moment d'y songer semble d'ailleurs arrivé : les passions se sont calmées, et déjà la plupart des héros sont morts ! S'il y avait de l'inconvénient à trop se hâter, il n'y en aurait pas moins à trop attendre ; car, plus tard, les omissions et les erreurs seraient aussi difficiles à découvrir qu'à réparer. Il est encore à remarquer qu'il n'appartient qu'aux contemporains de donner à une époque cette expression caractéristique, cette physionomie vraie, et l'on peut dire encore, cette teinte, ce mouvement dramatique, qui parlent si bien à l'imagination, et que, malheureusement, les historiens ne saisissent pas toujours.

Mais nos vœux n'auraient-ils pas été devancés? quelque architecte habile ne se serait-il pas déjà chargé d'élever et de décorer ce monument indispensable? On pourrait le croire à la manière supérieure dont certaines parties de ce vaste sujet ont été traitées ; et nous saisissons avec empressement l'occasion qui se présente d'en témoigner notre reconnaissance aux auteurs, et de les engager à terminer ce qu'ils ont si bien commencé.

Ce n'est pas que nous ignorions que plusieurs écrivains ont embrassé toute la série des événements avec un rare talent ; mais, soit qu'une trop grande précipitation les ait empêchés de mûrir leurs réflexions, de tout peser, de tout dire, soit que, peut-être encore, ils aient craint d'interroger des cendres à peine refroidies, ou de blesser l'amour-propre d'un compagnon, d'un ami, leurs ouvrages, d'ailleurs très propres à rappeler aux contemporains ce que tous ont vu ou entendu répéter mille fois, laissent en général quelque chose à désirer, et nous ne pensons pas qu'aucun de ces ouvrages puisse être reçu comme le grand œuvre que nous réclamons. Non, nos campagnes n'ont point encore été présentées dans leur ensemble, dans leur véritable grandeur ; il y a plus, c'est qu'il

n'est qu'un bien petit nombre de fragments où les détails militaires, topographiques, administratifs et politiques se trouvent réellement complets.

Ces réflexions, que l'esprit de critique n'a point dictées, sont faites uniquement dans l'intérêt de notre gloire et pour le plus grand avantage des siècles à venir, qui voudront nous trouver également grands dans nos actions et dans la manière de les raconter. Si nous nous montrons un peu sévère dans nos jugements ; si, tout en admirant les résultats déjà obtenus, nous paraissons douter que l'on ait assez fait, c'est que tout annonce, chez plusieurs de nos écrivains militaires, la possibilité de faire plus et de faire mieux encore. L'on a dit que la guerre contribuait puissamment aux progrès de la civilisation, et que les batailles étaient l'héritage le plus fructueux que l'on pût laisser à la postérité ; s'il en est ainsi, et tout porte à le penser, nous ne pouvons tenter trop d'efforts pour accroître et faciliter la culture de ce précieux héritage.

Où chercher les causes de cette révolution qui s'opère aujourd'hui en Égypte, si ce n'est dans notre expédition? Encore quelques années, et l'on verra les conséquences prodigieuses de la conquête d'Alger. A quoi attribuer les progrès de la Russie orientale et méridionale, si ce n'est à la visite à main armée que nous ont faite les Russes ! « Parmi les peu« ples nombreux que la guerre a conduits à Paris, dit Gam« ba (1), il n'en est pas un seul qui, par l'effet de son contact « avec les nations civilisées de l'Europe, n'ait contracté de « nouveaux goûts, de nouveaux besoins : ainsi, peu à peu, « des éléments de commerce, des relations entre les peu« ples de l'Europe et de l'Asie s'établissent dans leur intérêt « mutuel. »

Qu'il nous soit permis, à nous qui explorons, non pas avec succès, mais du moins avec ardeur, le domaine infiniment aride de l'histoire de l'art militaire ; qu'il nous soit permis, à nous qu'un manque de prévoyance et d'attention de la part

(1) *Voyage dans la Russie méridionale*, tom. II, pag. 410.

des historiens a souvent mis dans le dernier embarras, de présenter en passant un petit nombre d'observations critiques sur la manière dont a été généralement traitée l'histoire des guerres.

Une précaution, un soin qui nous paraît indispensable, et que prennent bien rarement ceux qui se chargent de cette besogne difficile, c'est de faire connaître préalablement à toute chose, non seulement la situation politique et les ressources morales et matérielles des nations belligérantes, mais aussi les plus petits détails relatifs au recrutement, à l'esprit, aux habitudes, à la discipline et à l'organisation administrative et tactique de leurs armées respectives. Qu'arrive-t-il de cette négligence? Que la postérité, à qui l'on prétend ordinairement adresser ses écrits et pour laquelle, en effet, ils devraient toujours être conçus et rédigés, se trouve dans l'ignorance d'une foule de données nécessaires, lorsque, dans l'intérêt de son bien-être ou de son instruction, elle entreprend d'apprécier et de comparer les événements. Si, avant d'entamer le récit des faits, les écrivains des temps passés avaient eu l'attention de nous dire avec quelque exactitude quels étaient l'esprit et les institutions des armées de l'époque dont ils parlaient, nous n'en serions pas réduits à ne former que des conjectures sur une foule de points importants, et dont l'explication restera vraisemblablement à jamais problématique. Les chroniques du moyen âge, les mémoires du seizième siècle, et l'on peut en dire autant des histoires plus récentes et mieux écrites des règnes de Louis XIV et de Louis XV, manquent tous d'une introduction conçue dans le but dont nous parlons. Aussi nous trouvons-nous continuellement arrêtés, lorsque nous essayons d'étudier et de suivre les opérations militaires de nos ancêtres, d'analyser et de discuter les chances et les résultats.

Pourquoi sommes-nous donc si mal informés? Pourquoi des écrivains d'un certain ordre, tels que les Machiavel, les Lanoue, les Walhausen, les Folard, les Puységur, les de Saxe, se sont-ils attachés de préférence à créer et à proposer des

systèmes, au lieu de reproduire les institutions militaires et les procédés tactiques de leur temps ? Serait-ce que ces esprits supérieurs, devançant de beaucoup leur siècle, ont répugné à donner des explications sur des méthodes qu'ils improuvaient, et que leur extrême sagacité leur montrait comme devant bientôt faire place à un nouvel ordre de choses ? Qu'est-il arrivé de cette répugnance ? que le soin de reproduire ce qui se pratiquait réellement, et que nous aurions tant d'intérêt à bien connaître, a été laissé à des écrivains médiocres ou à des hommes étrangers au métier des armes, et qui, par conséquent, ne pouvaient remplir la tâche que très imparfaitement. Ce n'est pas qu'on ne rencontre de précieux documents dans les ouvrages des premiers ; mais comme ces documents s'y trouvent dispersés et jetés au milieu de la doctrine et des idées particulières des auteurs, plutôt dans un but de critique que dans l'intérêt de l'histoire, il n'est pas toujours facile de les recueillir, et surtout de distinguer les méthodes suivies de celles proposées par les auteurs. Il faut convenir, toutefois, que cette tension à sans cesse innover, nécessitant des explications continuelles entre les écrivains, a singulièrement accéléré les progrès de l'art.

Nous devons le dire, au reste, il en est bien peu, parmi nos écrivains modernes, qui aient songé à s'affranchir du reproche que nous venons d'adresser à leurs devanciers. Un seul, peut-être, et nous lui devons une mention distinguée, a rempli cette tâche d'une manière satisfaisante. Qui ne saurait gré au général Foy d'avoir consacré un volume entier à ces brillants tableaux de la constitution des armées françaises et anglaises, placés en tête de son importante histoire *de la Guerre de la Péninsule* ? Or, si ce morceau est déjà pour les contemporains, qui ont eu sous les yeux ces mêmes armées, une introduction reconnue nécessaire à l'intelligence des événements, quel intérêt, quel prix n'acquerra-t-il pas en vieillissant ?

Les études historiques, déjà si répandues et si appréciées

de nos jours, seront un besoin plus pressant encore pour ceux qui viendront après nous. Ne faisons donc pas les choses à demi, si nous voulons mériter toute leur reconnaissance : ils voudront étudier nos exercices, nos manœuvres, et connaître tous les éléments de nos succès ; ils aimeront à se représenter nos soldats, à s'entretenir de leurs immortels travaux. La postérité nous pardonnerait-elle de l'avoir privée des moyens de faire revivre et, pour ainsi dire, manœuvrer devant elle les bataillons des Pyramides et d'Austerlitz ?

Les historiens des deux derniers siècles ont été dans l'usage de placer des vignettes, des culs-de-lampe, et des empreintes de médailles sur le frontispice et dans le cours de leurs ouvrages : cette galanterie de leur part nous semble un luxe entièrement superflu. A quoi bon des frais de gravure et de papier pour ne rien apprendre? car de semblables dessins sont muets pour préparer et initier le lecteur au récit des événements. Il ne s'agit pas de flatter les yeux par des tableaux remplis de grâce et d'art; il faut parler à l'esprit et au jugement. Il n'y a pas de composition littéraire où l'on doive écarter avec plus de soin l'inutile et le superflu que dans les compositions historiques, déjà si volumineuses de leur nature. L'assistance que prêtent à l'art militaire la peinture et le dessin d'imitation, est aussi souvent mensongère que réelle, et personne ne doute qu'une bonne carte ne soit préférable au plus beau tableau, quand il s'agit de suivre et de comprendre des mouvements de troupes.

Des croquis topographiques des principales batailles, surtout si le format de l'ouvrage s'y prêtait, seraient beaucoup plus utiles que des vignettes, et nous préférerions aux médailles et aux allégories les planches de nos règlements de manœuvres (1). L'idée paraîtra sans doute nouvelle, peut-être même bizarre, mais en est-elle pour cela moins judicieuse?

(1) Remarquons ici que ces petits volumes appelés vulgairement *théories*, sont des livres infiniment précieux, et dont la composition a nécessité plus d'essais, plus d'observations, plus d'efforts, que tous les autres livres con-

La seule inspection des croquis, qui, bien entendu, ne dispenseraient pas de joindre au texte un recueil suffisant de plans et de cartes, fournirait une première donnée sur le terrain, ainsi que sur la distribution des masses et la direction de leurs efforts au moment décisif. La collection des planches de tactique élémentaire, placées une par une à la fin de chaque chapitre, et réduites à une échelle convenable, apprendrait tout ce qu'il serait utile de savoir sur les formations, le mécanisme et l'énergie probable de ces masses.

Quant à l'usage d'indiquer les lignes de bataille par de petits rectangles, coloriés ou non, représentant les bataillons et escadrons de chaque parti, il nous semble rien moins qu'utile; et parce que ces tracés ne sont ni ne sauraient être exacts, et parce qu'ils n'ajoutent rien à l'intelligence de l'action, du moment où la carte a été faite avec soin et la relation convenablement détaillée. Il suffit que le texte précise les directions et la position des flancs des différents corps, pour qu'il ne reste aucune obscurité.

Observons encore que si les écrivains dont nous parlions tout à l'heure ont négligé de nous apprendre beaucoup de choses utiles, ils n'ont, en revanche, rien épargné pour reproduire avec profusion les anecdotes, les bons mots, les saillies d'esprit, les traits de courage individuels et tous les autres hors-d'œuvre de cette espèce, vrais ou controuvés, dont l'effet ordinaire est d'embrouiller les faits principaux ou d'en distraire l'attention. Il n'est pas d'ouvrage où ces détails accessoires, qui ne devraient se rencontrer que dans les biographies, occupent plus d'espace que dans les dictionnaires des batailles et des siéges, quoique certainement ils y soient plus déplacés que partout ailleurs. C'est presque toujours en vain que l'on ouvre ces sortes de livres pour y puiser de nouveaux renseignements. On y trouve mot

nus. L'étude de ces *bréviaires* des guerriers de notre temps (c'est ainsi que Henri IV eût appelé nos théories) sera à jamais indispensable à l'intelligence de l'histoire des derniers événements militaires.

à mot la relation du siége ou de la bataille que l'on venait de lire dans les historiens : impatienté de n'avoir rien appris de nouveau, l'on s'empresse de jeter les yeux plus loin, dans l'espoir que l'auteur aura du moins fait les frais d'un point de critique ou de réflexions qui pourront éclaircir les doutes où l'on est ; mais que se trouve-t-il pour l'ordinaire à la fin de l'article? des mots vides de sens, des phrases banales exprimant ou des reproches ou des éloges souvent aussi peu mérités les uns que les autres.

La manière d'écrire l'histoire ne peut plus être ce qu'elle était il y a deux siècles; car, indépendamment de ce que chaque âge a une littérature et des mœurs différentes, les faits ne se présentent plus sous le même point de vue et avec les mêmes circonstances. Il était naturel qu'à une époque où la guerre consistait en combats partiels, en actions individuelles et morcelées, les historiens s'attachassent autant et plus à peindre les personnages qu'à décrire les événements. On ne saurait assurément blâmer les chroniqueurs du moyen âge d'avoir consigné dans leurs écrits ces mots heureux, ces allocutions expressives, que proféraient, au milieu de la mêlée, les héros de Bouvines et d'Azincourt, pour exalter jusqu'à l'ivresse le courage de leurs *cliens* et de leurs *satellites*. Mais que l'on persiste à consacrer des pages entières au récit d'anecdotes et de faits personnels, depuis que les masses ont pris la place des individus, c'est méconnaître la dignité de l'histoire et noyer le principal au milieu des détails : les événements d'abord, et ensuite les personnages (1).

Le théâtre de la guerre veut être soigneusement décrit. L'historien qui négligerait aujourdhui d'en présenter tous les

(1) Il n'y a pas longtemps que l'histoire de France n'était qu'une suite de biographies des rois. Aujourd'hui on nous la présente en périodes dont chacune reproduit l'origine, le développement et les conséquences de l'une des grandes métamorphoses de l'ordre social. La nation, à son tour, veut avoir ses historiens : elle le mérite, elle en a le droit. C'est sans doute pour répondre à ce besoin, à cette exigence de l'époque, qu'un auteur, l'infatigable Monteil, s'est attaché à écrire l'*Histoire des Français des différents états*.

détails topographiques, statistiques et militaires, manquerait essentiellement le but : ce serait de sa part une omission impardonnable, en ce qu'elle rendrait obscure et infructueuse la relation des plus savantes campagnes, tant les formes du terrain et les ressources d'un pays sont essentielles à considérer. Il ne s'agit pas d'un roman qui amuse, mais d'un livre qui prouve et instruise, sans néanmoins cesser d'intéresser et de plaire.

La statistique, la topographie et la géographie physique sont des sciences nouvelles, nées des progrès de la civilisation et du perfectionnement des autres sciences et des arts. Leur étude, utile pour tous, est entièrement indispensable à l'homme de guerre et à celui qui se charge de retracer les événements militaires. Les données que fournissent aujourd'hui ces sciences sont d'un poids si considérable dans la balance des calculs et des chances, qu'on ne saurait trop en tenir compte dans les combinaisons. Il faut que surtout l'on s'attache à bien distinguer, et à apprécier au juste la nature et l'efficacité des ressources et des obstacles ; il est deux morceaux de géographie physique que l'on peut offrir comme modèles à tous les historiens militaires. Le premier est la belle description de l'Italie, des *Mémoires de Sainte-Hélène*(1). On y trouve sur le rôle et le degré d'importance de certains obstacles de la nature, une opinion que rendent d'un grand poids l'expérience et le génie de l'auteur. « Les frontières des États, est-il dit dans le cours de cette description, sont, ou des chaînes de montagnes, ou de grands fleuves, ou d'arides et grands déserts. La France est ainsi défendue par le Rhin; l'Italie par la chaîne des Alpes ; l'Egypte par les déserts de la Lybie, de la Nubie et de l'Arabie. De tous ces obstacles, les déserts sont sans doute les plus difficiles; les montagnes tiennent le second rang, les fleuves n'ont que le troisième. » Il faudrait donc, suivant nous, qu'une description géographique et statistique, rédigée avec cet esprit d'ordre et cette

(1) Tome III.

concision qui se remarquent partout dans le morceau d'où nous avons tiré la citation précédente, fût toujours placée en tête de l'histoire de chaque campagne. Le second chef-d'œuvre de ce genre, sur lequel nous appellerons l'attention de nos lecteurs, est l'intéressant tableau du théâtre de la guerre, dont le prince Charles a eu soin de faire précéder sa *Campagne de* 1799.

Les grands hommes, on l'a dit, sont les représentants de leur époque : l'histoire particulière de chacun d'eux devient donc un complément nécessaire de l'histoire générale de cette époque. Leurs vies, placées à la suite du récit des événements pour ne pas en interrompre le fil, figureraient dans un monument historique comme ces statues qui décorent la façade des grands édifices. La postérité trouverait dans cette attention de l'auteur une nouvelle source d'agrément et d'instruction ; elle y verrait, dans tout son jour, la liaison des hommes avec les événements, et la part que chacun y aurait prise. Il est, à notre avis, deux sortes d'illustrations que devrait consacrer l'histoire des guerres : les grands capitaines d'abord ; puis ceux qui, sans avoir rempli les premiers rôles sur les champs de bataille, auraient néanmoins contribué, tant par leurs écrits que par des découvertes ou des perfectionnements, à l'agrandissement de la science ou à l'heureuse issue de quelque entreprise importante.

Encore une observation, qui, peut-être, ne sera pas également accueillie de tout le monde. On croit assez généralement pouvoir se dispenser d'indiquer les sources où l'on a puisé ; et cela, en s'autorisant de l'exemple des anciens, qui n'offraient un monument littéraire au public qu'après avoir fait disparaître avec soin tout l'échafaudage qui avait servi à le construire. Ce rapprochement d'un livre à un édifice, très spirituel et très séduisant assurément, ne peut cependant ébranler l'opinion où nous sommes de la nécessité de citer ses auteurs. Les anciens n'avaient pas, comme les modernes, à choisir entre une infinité de matériaux, tantôt bons et tantôt mauvais : souvent leurs richesses historiques ne consistèrent

que dans quelques écrits connus et appréciés de tous à leur juste valeur. La critique, cet aiguillon puissant et nécessaire pour arriver à la connaissance de la vérité et aux moyens de la bien exprimer, n'était chez eux que l'apanage d'un petit nombre, comparativement à ce qu'il est devenu depuis que l'invention de l'imprimerie et le contact des peuples entre eux ont contribué à répandre à l'infini, et dans l'intervalle de quelques jours seulement, les nouvelles productions de l'esprit humain. L'auteur consciencieux, celui qui réclame avec le même empressement la censure et l'approbation de ses juges, doit se faire un devoir de leur fournir tous les moyens de prononcer en connaissance de cause ; et ce devoir ne peut être accompli, ce nous semble, qu'en les associant à ses recherches et à ses travaux. S'il convient d'enlever l'échafaudage qui a servi à la construction d'un édifice, ce ne doit être qu'après un certain temps, et lorsqu'il ne reste aucun doute sur sa stabilité. Ce ne serait donc tout au plus qu'à une seconde édition, et après que l'ouvrage aurait reçu les améliorations dues à une critique impartiale et éclairée, que nous conseillerions de le dépouiller des notes marginales ou autres, indiquant la source des matériaux dont l'auteur a fait usage.

Quoique en petit nombre et fort incomplètes, ces observations semblent déjà nécessiter, de la part de ceux qui se chargent d'écrire l'histoire des guerres, plus d'une sorte de talent et le mérite assez rare de bien exprimer leurs pensées. Nous ne craindrons pas de leur annoncer ici qu'ils ne rempliront que bien imparfaitement le but, s'ils ne possèdent, avec la connaissance des branches spéciales de l'art militaire et des sciences qui s'y rattachent, la science plus sublime et non moins compliquée des grands mouvements et de la haute administration des armées. De tels écrivains doivent avoir vécu dans les camps ; car il ne faut rien moins, pour accomplir une pareille tâche, que les titres réunis de littérateur et de guerrier. Heureusement, la réunion des ces titres n'est pas rare aujourd'hui ; il y a plus, nous pourrions citer plusieurs

de nos généraux auxquels leur érudition et leur habileté dans l'art d'écrire ouvriraient peut-être les portes de l'Académie, si leur modeste défiance ne les empêchait de se mettre sur les rangs.

Ils auraient cependant d'autant plus de chances d'être accueillis dans le sein de l'illustre compagnie, qu'elle paraît disposée à comprendre désormais sous le nom de littérature (ce sont les expressions d'un de ses membres), tout ce qui peut ennoblir l'esprit humain et améliorer les sociétés, en répandant l'instruction dans toutes les classes du peuple, et en affermissant l'autorité royale sur la base inébranlable des lois (1).

Nous avons pu pressentir le but, signaler même une partie des écueils; mais il nous faut laisser à une plume plus exercée que la nôtre, le soin d'indiquer les autres précautions que réclame la construction du grand œuvre historique de notre époque. Reprenons le cours ordinaire de nos leçons, trop longtemps et sans doute mal à propos interrompu par cette audacieuse digression. Un coup d'œil général sur l'état politique et moral de la France, à la fin du dernier siècle, va nous ramener insensiblement à l'histoire de la milice et des institutions militaires.

(1) Ce langage encourageant était tenu récemment dans une de ces solennités qui accompagnent toujours la réception d'un nouveau membre. Déjà, dans une autre période de son discours, l'orateur, M. de Jouy, avait énoncé l'intention formelle de l'Académie de reconnaître tous les genres de mérite, et explicitement celui de nos écrivains militaires. « L'Académie, disait-il, a « les yeux ouverts sur toutes les supériorités littéraires qui doivent un jour « lui appartenir; elle n'est pas sourde à la voix publique qui lui signale à « la tribune, au barreau, *dans les camps*, sous le toit modeste que le poëte « remplit des sons de sa lyre patriotique, les hommes sur qui elle doit un « jour porter son choix. »

§ II.

Une révolution commencée à la tribune, et pour laquelle les Français ne montrèrent que trop d'enthousiasme, devait entraîner dans son cours désastreux la plus antique et la plus célèbre des monarchies de l'Europe : révolution inouie, également terrible dans ses développements et dans ses conséquences, qui s'étendit non-seulement aux institutions politiques qu'elle bouleversa de fond en comble, mais aussi sur les usages, les habitudes, les costumes et le langage même, qui dut exprimer et rappeler sans cesse une égalité chimérique entre les individus ; enfin, sur la morale et la religion qu'elle ébranla momentatément jusque dans leurs fondements, après s'être vainement efforcée de les proscrire ou du moins de les accommoder à ses théories mensongères et antisociales.

Les changements que subirent, dans cette circonstance, nos institutions militaires furent immenses, comme la secousse qui les produisit ; l'histoire les considérera comme la cause première et décisive de cette suite de succès qui nous rendit passagèrement les arbitres de l'Europe. Toutefois, ces changements, qu'il est de notre objet d'indiquer, ne portèrent pas indistinctement, comme on pourrait se l'imaginer, sur toutes les branches de notre état militaire. Les exercices et la tactique des différentes armes restèrent, à peu de chose près, ce qu'ils étaient, et ce qu'ils sont encore aujourd'hui même, ainsi que l'attestent les dates de nos règlements de manœuvres. Il en fut de même du système d'artillerie et des procédés de défense et d'attaque des places, qui n'ont, pour ainsi dire, pas changé depuis un demi-siècle et plus. La seule exception que puisse comporter cette dernière remarque est relative à l'artillerie à cheval, et encore en avions-nous adopté l'usage avant la déclaration de guerre (1). Mais si la révolution n'exerça

(1) En 1791, sous le ministère de M. Duportail. Ce ne fut toutefois que

qu'une influence à peine sensible sur cette portion de nos institutions ou de nos connaissances militaires, elle eut une effet prodigieux sur tout le reste ; elle opéra d'utiles réformes dans la législation et l'administration, et changea, pour l'avantage réciproque des citoyens et des guerriers, les rapports de la société avec l'armée, de l'armée avec la société. On doit surtout à cette même révolution, ou plutôt aux guerres qui en furent la conséquence inévitable et immédiate, d'avoir tiré de l'enfance où ils étaient encore à beaucoup d'égards pour les porter au plus haut degré de perfection, la métaphysique de la guerre, la science des grandes opérations, et l'art d'utiliser et de mobiliser les masses. On peut dire de ces guerres qu'elles ont donné la mesure et fourni des exemples nombreux et décisifs de tout ce qu'il est permis d'attendre de l'homme considéré comme chef ou comme simple instrument de guerre, comme général ou comme soldat.

On sait quelle déplorable catastrophe signala le 10 août 1792, et comment, au règne du faible et vertueux Louis XVI, succéda, sous les formes républicaines, le despotisme inquiet et farouche de la Convention, ou plutôt de la minorité factieuse de cette assemblée. L'histoire, en retraçant d'aussi tristes souvenirs, dira que des sujets rebelles préludèrent au massacre d'une auguste famille en canonnant le palais de leurs rois comme une citadelle ennemie. Cette désastreuse journée, où furent détruits pour longtemps les anciens rapports de la France avec l'étranger, devint le signal d'une conflagration qui bientôt s'étendit sur toute l'Europe.

L'Autriche avait été la première à tonner contre la révolution, et déjà, depuis le 20 avril, la guerre se trouvait commencée avec l'empereur François II. Tous, à l'intérieur, l'avaient désirée, royalistes et républicains : les uns, parce qu'ils

l'année suivante, et par les soins de M. de Narbonne, que cette arme nouvelle acquit une certaine consistance et une certaine extension dans nos armées. (*Précis des Événements militaires*, par M. le comte Dumas, tom. I, note 2.)

y voyaient le terme de leurs maux, les autres, une occasion d'assurer le triomphe de leurs idées et d'arriver à leurs fins. Les républicains n'ignoraient pas que les peuples sont plus faciles à maîtriser et à diriger dans l'état d'agitation que dans l'état de repos. Aucune affaire, aucun combat cependant, qui pût changer ou retarder le cours des événements, n'avait encore eu lieu à l'époque du fatal 10 août. Des colonnes sorties des places de Flandre avaient lâchement abandonné leurs rangs à l'aspect des Autrichiens, sans que ceux-ci eussent songé à tirer le moindre avantage de cette conduite honteuse. L'Allemagne se préparait lentement à la guerre.

Les Prussiens, dont les armes avaient brillé tout récemment d'un vif éclat, et que l'opinion désignait toujours comme les premiers tacticiens du monde, se firent un point d'honneur de marcher en tête d'une ligue destinée à venger la dignité royale outragée dans la personne de Louis XVI. Cette détermination, entièrement opposée à leurs intérêts particuliers et à la politique qu'ils suivaient depuis un siècle, montrera à quel point l'Europe fut courroucée contre la France révolutionnaire. Leur armée, que flanquaient de droite et de gauche les divisions autrichiennes, de Clairfayt et de Hohenlohe-Kirchberg, et à laquelle se joignit un corps de royalistes émigrés, sous les ordres des princes, frères de Louis XVI, se trouva réunie, sur la fin de juillet (1792), aux environs de Coblentz. Elle était commandée par le duc de Brunswick, général formé à l'école du grand Frédéric, et déjà célèbre dans la guerre de Sept-Ans. Cette armée ayant commencé son mouvement dans les premiers jours d'août, dépassa la frontière le 19, pour mettre le siége devant Longwy, qu'un bombardement de quelques heures obligea à capituler; puis, s'emparant de Verdun, qui n'était point en état de résister, elle continua sa pointe sur l'Argonne, où elle devait enfin rencontrer les armées françaises.

Deux corps principauxse trouvaient sur cette frontière : l'un à Sédan, d'environ trente mille hommes, était commandé

par Dumouriez, qui avait succédé à Lafayette (1); l'autre, à Metz, de quinze à seize mille hommes, était sous les ordres de Kellermann. Les troupes étaient de médiocre qualité, et, jusque-là, toujours battues dans les escarmouches avec les Autrichiens, elles avaient peu de confiance en elles-mêmes.

Dumouriez, que la force et la position de son corps appelaient à jouer le rôle principal, était un de ces hommes que les révolutions mettent de bonne heure en évidence. Politique habile, mais sans couleur, militaire instruit, sinon expérimenté (en était-il qui le fussent à cette époque?), on l'avait vu adresser des plans de guerre et de gouvernement à tous les partis, se tenant prêt à agir pour tous, pourvu qu'il pût agir. On lui accordait de l'esprit, du talent, de la bravoure et beaucoup de résolution, quoiqu'il parût incapable de dominer partout ailleurs que dans un camp. La mission qu'il venait d'obtenir, et qui n'était non moins que celle de sauver la France, il la devait donc à des qualités réelles, mais qui n'eussent pas suffi pour déterminer l'assemblée à la lui confier, s'il n'avait eu aux yeux de celle-ci le mérite très grand d'avoir adhéré à la révolution du 10 août.

L'apparition des Prussiens au milieu des plaines de la Champagne, qui eût suffi pour ébranler un pouvoir plus légitime et mieux affermi que celui des révolutionnaires, produisit sur l'assemblée législative ou plutôt sur la Convention, qui s'apprêtait à la remplacer, un effet tout opposé, et qui vraisemblablement accéléra la ruine des augustes prisonniers du Temple. Des hommes violents et audacieux, s'emparant de la circonstance et d'un manifeste imprudent lancé par le duc de Brunswick, représentèrent l'invasion comme un nouvel attentat de la puissance qu'ils avaient détruite; puis, écartant un moment la question qui s'agitait entre le trône et la nation, pour en appeler plus sûrement à l'honneur français, ils mon-

(1) Ce général, après avoir manifesté son opposition à la révolution du 10 août, en faisant arrêter les commissaires de l'assemblée, s'était vu contraint de fuir à l'étranger, où l'attendait une étroite prison.

trèrent le territoire violé et la patrie humiliée et démembrée. L'exaspération s'accrut en raison du danger, et, pleine de confiance dans sa féroce énergie, la Convention proclama la république le jour même de son installation (21 septembre). C'était braver l'Europe et défier les rois : mais qu'importe à des furieux le nombre et le rang de ceux qu'ils provoquent ? La victoire de Valmy, dont il faut lire les détails dans Jomini ou dans M. Thiers, la victoire de Valmy, remportée la veille même de cet événement, ne peut servir à expliquer tant d'audace ; car, outre que la nouvelle n'en était pas encore connue, cette révolution se tramait déjà depuis longtemps, et comme d'un commun accord entre toutes les factions.

Considérée en elle-même, et abstraction faite des circonstances où elle se donna, la bataille de Valmy ne fut pas de ces actions décisives qui, dans tous les cas, obligent une armée battue à se retirer ; mais, dans la situation respective des deux partis, un demi-succès obtenu par les républicains, quadruplant leur nombre et leur énergie, devait arrêter tout d'abord leurs adversaires, et, bientôt après, les contraindre à une retraite précipitée. C'est, en effet, ce qui arriva ; rebutés par une résistance à laquelle ils ne s'attendaient pas, et décimés d'ailleurs par la misère et la maladie, les Prussiens ne songèrent plus qu'à regagner le Rhin, préférant aux risques d'une seconde bataille, où ils auraient eu peu à gagner et beaucoup à perdre, le sacrifice de leur réputation militaire.

Il est certaines réflexions, parmi toutes celles que comporte cette expédition des Prussiens, que nous croyons devoir rapidement consigner.

Pour bien juger d'une campagne et de quelque entreprise militaire que ce soit, il faut toujours l'envisager sous deux points de vue différents : la conception des projets, d'une part ; de l'autre, leur exécution. Et cette distinction est d'autant plus essentielle à faire, pour ne pas prononcer légèrement, qu'il peut arriver que la plus savante combinaison, que le plan le mieux conçu, soit suivi du revers le plus accablant : tantôt, parce que des circonstances imprévues et indépen-

dantes de la volonté des hommes en auront entravé l'exécution; tantôt, parce que les moyens n'auront pas été proportionnés à la grandeur de l'entreprise; ou bien encore parce que ceux à qui l'on avait confié le soin des opérations auront manqué de vigueur ou de capacité. Mais un secret qu'il n'est permis qu'aux grands capitaines de découvrir et d'utiliser, c'est de toujours assortir les conceptions à la nature, au nombre, et à l'énergie des moyens d'exécution et d'opposition. Bien que vicieux et incomplet à quelques égards secondaires, le plan d'opérations de l'armée prussienne n'était pas sans mérite, et peut-être présentait-il les seules chances possibles d'atteindre le but (1). C'est donc moins dans la conception de ce plan, que dans la manière dont il fut exécuté, qu'il faut chercher les causes qui le firent si complétement échouer. Et d'abord, comment le duc de Brunswick pourrait-il être justifié d'avoir mis quatre fois plus de temps qu'il n'en fallait pour venir de Coblentz aux défilés de l'Argonne? Comment s'expliquer ses retards à Longwi et à Verdun, quand tout lui conseillait de prévenir les républicains, et de marcher, pour ainsi dire, tête baissée sur Paris? Ses mouvements dans l'Argonne n'indiquent d'ailleurs aucune combinaison, aucune idée arrêtée. On sait que toutes ces fautes furent saisies par Dumouriez, et qu'il en profita de manière à faire douter s'il n'était pas plutôt l'élève de Frédéric II que le duc lui-même (2). S'il est vrai, comme on l'a dit, que ce général

(1) Dans la conviction qu'il ne s'agissait que d'une promenade, les alliés négligèrent de s'assurer d'une bonne base sur le Rhin, et d'y former des magasins. Mayence, qu'ils auraient dû considérer comme un des points capitaux de cette base, devint, pour Custine, une conquête facile, et de laquelle il eût pu partir pour couper la seule ligne de retraite qu'ils s'étaient ménagée.

(2) Dumouriez, nonobstant l'opinion unanime des autres généraux, qui voulaient qu'on se retirât derrière la Marne, conçut le projet aussi hardi que judicieux d'aller, par une marche latérale en présence de l'ennemi, occuper les défilés de la forêt d'Argonne par où les Prussiens pouvaient s'avancer sur Châlons. Ce projet, il l'exécuta avec bonheur, en se faisant précéder d'une forte avant-garde, qui se saisit lestement du poste des Islettes. L'ennemi, il est vrai, trouva moyen, en trompant sa vigilance sur le point de

n'approuvait pas le projet de la coalition; ce fut un tort inexcusable de lui confier le soin de l'exécuter, et il eût mieux valu en chargerun bon major. Ses apologistes ont fait ressortir la manière pleine d'habileté ou de bonheur dont il opéra sa retraite : c'est assurément fort adroit de leur part; mais bien qu'en effet cette partie de l'expédition prouve plus que la première en faveur de son expérience et de ses talents, il restera toujours à dire que ce n'était pas d'une retraite dont on l'avait chargé. Une critique impartiale et éclairée trouverait plutôt à blâmer la conduite des Français qu'à louer celle du duc; car il est certain que leur hésitation fit plus pour le salut de l'armée prussienne, que toutes les mesures qu'aurait pu prendre son général. Quelques écrivains ont attribué cette hésitation à une promesse secrète du général républicain de ne point inquiéter les alliés s'ils consentaient à se retirer; mais l'existence d'une pareille convention n'est rien moins que prouvée : Dumouriez, qu'aucun intérêt n'engageait à en faire un mystère, n'en parle pas dans ses Mémoires. Il faut penser, avec Jomini, « Que les Français, préférant un demi-succès certain à une victoire douteuse, firent un pont d'or à l'ennemi, qu'une barrière d'airain eût anéanti. » On sait, d'un autre côté, qu'il ne régnait pas une parfaite harmonie entre les sauveurs de la nouvelle république (1).

Cette échaffourée devint d'autant plus préjudiciable aux alliés, qu'elle détruisit le prestige de la supériorité de la tac-

la Croix-aux-Bois, de déboucher en avant ; mais Dumouriez, pour la seconde fois, donna l'exemple d'une admirable fermeté, en persistant à ne point reculer : il choisit, entre Sainte-Menehould et les Islettes, une excellente position, et, tournant le dos à la frontière pour se remettre face à l'ennemi, il se hasarda à attendre Kellermann qui, de Metz, s'avançait lentement à son secours. Il y tint les Prussiens en échec pendant plusieurs jours et jusqu'à l'arrivée de son collègue, au risque de se voir entouré de toutes parts. La victoire de Valmy, remportée le lendemain de leur jonction, fut le prix de tant d'audace et de fermeté.

(1) Dumouriez, après un court séjour à Paris, alla ensuite attaquer de front la Belgique, où nous verrons qu'il ne soutiendra pas la réputation que lui avait justement acquise la campagne de l'Argonne. (*Voy.* XVI[e] Leçon.)

tique allemande. Ils échouèrent dans cette occasion, comme dans tant d'autres, pour n'avoir pas saisi l'esprit de cette guerre qu'alluma la révolution, et pour n'avoir opposé aux armées françaies, pleines de sagacité et d'exaltation, que des armées désintéressées dans la querelle, où tout était à peine au niveau du devoir. Il eût fallu qu'un ressort moral, que les souverains ne surent pas se créer, fût venu ajouter à la puissance matérielle de leurs troupes, pour égaliser la lutte entre elles et les Français. Peut-être aussi ne se rappelèrent-ils pas assez cette maxime de Machiavel : « Qu'il est imprudent de fonder une entreprise sur les récits et les espérances des exilés. »

Dès ce moment, la révolution française fut jugée : on crut, au delà du Rhin[1], à la valeur de ces méprisables *boutiquiers* qui, au dire des émigrés, composaient l'armée française.

La Convention, pour qui les revers, comme les victoires, furent constamment des occasions de manifester sa terrible énergie, s'empara avec autant d'habileté que de promptitude de ce premier succès des armes républicaines, pour ajouter au poids de son despotisme à l'intérieur, et à ses moyens de résistance contre l'étranger. Quel spectacle à la fois plus sombre, plus alarmant, et plus digne des réflexions de l'histoire, que celui que présenta la France dans ces temps de troubles et d'anarchie. Ceux qui, comme nous, n'ont point assisté aux scènes tumultueuses et sanglantes de la révolution, peuvent difficilement se transporter par la pensée au milieu de tant d'agitation et d'angoisses.

Tout est bouleversé ou dénaturé aussi bien dans l'ordre des idées que dans celui des choses. C'est au point que la pratique des plus sublimes vertus n'est plus qu'un crime irrémissible aux yeux de quelques-uns. Ce qui, hier encore, était un objet de culte ou de vénération, est méconnu, détruit, foulé aux pieds. Ces sanctuaires, consacrés depuis des siècles à la célébration des pieux mystères, sont transformés en salles d'assemblées, où des clubs permanents s'efforcent d'asservir la société à leurs utopies et à leurs intérêts divers. Là, cha-

cun s'autorise à élever la voix ; les uns, pour désigner de nouvelles victimes ; les autres, pour insulter à la morale et à cette même *Raison*, dont les statues ont remplacé les saintes images. Dans leur vengeance atroce et insensée, les novateurs voudraient effacer jusqu'à la moindre trace du passé : nouveaux Omars, ils n'eussent pas plus épargné les livres que les monuments, si la grande multiplicité de ces productions de l'esprit humain n'en avait rendu la destruction impossible. Elles sont tombées, aux cris d'une populace en délire, ces statues de nos rois et de nos grands hommes. Sur leurs piédestaux usurpés figurent maintenant des déesses de la liberté ou plutôt de la licence. L'œil n'aperçoit plus que des objets qui révèlent la chute du trône et le triomphe des factions populaires. Partout, sur les édifices et dans les lieux publics, sont arborés les couleurs et les emblèmes de la révolution.

L'établissement de la république est aux yeux de ses fondateurs un événement qui éclipse tous les autres, et duquel ils n'hésitent pas à faire dater une ère nouvelle. Ils changent, à cet effet, les noms des jours et des mois, et substituent la *décade* à l'antique et patriarchale semaine. Cependant, du sein de cette confusion surgissent quelques grandes et utiles mesures, témoin la création de l'école polytechnique et l'établissement du nouveau système des poids et mesures. Mais, si précieuses, si admirables que fussent ces innovations, elles n'étaient qu'un faible dédommagement aux maux qu'enduraient le corps social et les personnes. Dans leurs passions délirantes, les soi-disant *enfants de la patrie* s'inquiètent peu de déchirer le sein de cette mère ensanglantée. Les factions s'agitent et se pressent comme les flots d'une mer en courroux. C'est à peine si l'on ose confier ses craintes ou ses espérances à son meilleur ami, à son plus proche parent, tant est grande la terreur, tant on redoute d'être appelé devant le tribunal révolutionnaire. Malheureusement, cette défiance extrême n'est que trop commandée par les circonstances; car il semble qu'une partie de la société ait juré la destruction de l'autre. Les échafauds sont en permanence, et il n'est aucun

citoyen qui puisse répondre de n'y pas monter. Qui pourrait songer sans frémir aux massacres de septembre, et à cette soif infernale du sang dont furent dévorés les instruments subalternes d'un pouvoir atroce? Qui pourrait se rappeler sans surprise et sans indignation ces rassemblements armés de faux et de piques, ces vociférations et ces devises incendiaires, ces pétitions triviales et impérieuses, ces soulèvements de faubourgs, ces arrestations, ces proscriptions? Qui ne serait étonné de « ce langage déclamatoire, qui avait comme « effacé la vérité et la raison; de ce cynisme qui, sans convic« tion aucune, avait pris cependant un caractère fanatique; « de ce calcul féroce de quelques hommes qui voulaient « rendre impossible à la nation comme à eux, de revenir en « arrière? En lisant les récits et surtout les discours de ce « temps-là, en recueillant ses propres souvenirs, il semble « qu'on traverse, avec le Dante, un des cercles de l'enfer, où « ce n'est plus avec la nature humaine qu'on est mêlé, mais « avec ces vices revêtus de formes bizarres et colossales (1).» Hâtons-nous de tirer le voile sur des scènes aussi hideuses; c'est déjà trop longuement les avoir retracées.

Bien qu'assez irrégulièrement constituée, jusqu'à sa réorganisation en 1793 (2), l'armée avait pris un aspect martial et imposant. Étrangère à tous les crimes qui se commettaient dans l'intérieur, elle ne s'écarta jamais de la ligne de l'honneur et du devoir. La Convention avait pu disposer de la valeur et du génie pour repousser la coalition, mais non les associer à ses turpirudes sanglantes; aussi, les lauriers de nos premières campagnes n'ont-ils rien perdu de leur prix. La plupart de ceux sur qui planait la vengeance révolutionnaire, rassurés par la garantie que leur offrait l'état moral des troupes, se précipitèrent dans les camps, comme dans des lieux de refuge. C'était courir à des dangers non moins cer-

(1) Expressions de M. de Barante, dans son discours de réception l'Académie.

(2) *Voy.* le paragraphe suivant.

tains; mais, s'ils devaient succomber, ils voulaient que ce fût avec gloire et en défendant une patrie qui, quoique ingrate, n'avait pas cessé de leur être chère. C'est ainsi que l'armée acquit, par l'effet même de la terreur, une foule d'hommes distingués par leur courage et leur sentiments, qui, dans les temps réguliers, n'en eussent jamais fait partie : c'est ainsi, comme l'a dit un écrivain, que les discordes civiles et la guerre extérieure conspirèrent à mettre les talents en lumière. Bon gré, mal gré, chacun dut se faire soldat, et tel fut général après deux campagnes, qui n'était entré au service que pour soustraire sa tête à la hache homicide. Qu'on ne croie pas cependant que la présence aux drapeaux devint pour tous un moyen de salut; plus d'une fois la victoire fut une égide impuissante contre le fer révolutionnaire. « Nos chefs furent « décimés par la hache du bourreau, dit le général Foy (1). « Quand les uns tombaient, les autres se serraient pour rem- « plir la trouée, ainsi qu'il arrive dans les bataillons où des « files sont emportées par le boulet de l'ennemi. On affron- « tait sans crainte les hasards d'une responsabilité effroyable; « la vie et la réputation, tout était sacrifié au bien public. »

L'incorporation des gardes nationales dans les anciens cadres de l'armée, et les levées partielles et en masse, portèrent les forces de la république à un nombre de combattants dont l'histoire n'offrait point encore d'exemple.

« Les républicains, dit M. Lacretelle, s'étaient fortifiés par leurs périls et même par l'excès de leurs alarmes. Après avoir ordonné, au mois de mars 1793, une levée de trois cent mille hommes, ils osèrent, au mois de juillet, en ordonner une de douze cent mille. Cette réquisition se composait de jeunes gens de dix-huit à vingt-cinq ans. La terreur avait tellement affermi le règne de la Convention, qu'une si vaste et si terrible mesure ne rencontra pas l'opposition la plus légère. Le dégoût de la vie s'était fait sentir jusque chez les jeunes gens dont les familles étaient proscrites. Ils se croyaient heureux

(1) On en trouvera plusieurs exemples dans la leçon suivante.

de marcher vers la frontière pour échapper aux tyrans : bientôt une fièvre de gloire s'allumait dans leurs âmes. Les jeunes bataillons étaient investis du droit de nommer leurs officiers. Des grades brillants séduisaient ceux qui pouvaient le mieux entraîner leurs compagnons. Mais à peine furent-ils arrivés aux frontières, qu'incorporés à des régiments de ligne, dans lesquels il restait à peine soixante hommes, ils se virent dépouillés de leurs grades, et le colonel de la veille se trouvait encore heureux d'être nommé caporal. Une recrue de douze cent mille hommes pouvait faire craindre une confusion semblable à celle qui causa si souvent les fameuses déroutes des armées asiatiques (1). Mais les nouveaux bataillons n'entraient que successivement dans les cadres des quatorze armées de la république. Ils se prêtaient facilement à l'instruction militaire; les vétérans savaient les aiguillonner. Ainsi, vers la fin d'une campagne (2) qui avait peut-être coûté deux cent mille hommes, la république avait quadruplé ses forces, tandis que ses ennemis n'avaient que très faiblement réparé les pertes essuyées par leurs succès les plus brillants. »

Les mesures de la Convention ne se bornèrent pas seulement aux levées : tout ce qui compose les éléments de la puissance nationale fut porté à un degré de tension inconnu dans les siècles modernes. Les armes manquaient; la terrible assemblée s'en procura avec la même facilité qu'elle avait levé des soldats. Tous les fusils de calibre furent apportés aux mairies, d'où on les expédiait pour les grands dépôts. Les piques, qui, depuis longtemps, ne se voyaient plus qu'aux mains des invalides ou des sentinelles placées à la porte des magasins à poudre, les piques redevinrent momentanément en usage pour servir à l'armement de plusieurs bataillons (3). On requit de toutes parts les ouvriers en fer et en bois, pour

(1) On reconnaît ici toute la puissance de la discipline unie à une organisation administrative et tactique fondée sur des bases solides.

(2) Celle de 1793. — *Voy.* la leçon suivante.

(3) L'armée, réunie à Guise, sous les ordres de Jourdan, pour tenter le

les employer dans les ports, les arsenaux, et les nombreuses manufactures d'armes. La guerre semblait être la seule affaire des Français. Chaque ville un peu considérable eut ses ateliers d'habillement, de harnachement et d'équipement. Toutes les cloches, hormis une seule, peut-être, qui resta pour servir à la convocation des assemblées municipales, furent converties en canons (1). On put croire un instant que tout le fer et tout l'airain de la France allaient se transformer en instruments de mort. Il y eut des fonderies de canons dans vingt villes différentes, à Tarbes, à Montauban, à Cahors, à la Charité, etc., indépendamment de celles qui existaient déjà. Quiconque eût entravé ces mesures, ou même cherché à se soustraire aux effets spoliateurs qui mettaient en réquisition permanente ce qui était utile pour la guerre, encourait la peine capitale.

Tous ces nouveaux établissements, tous ces ateliers d'armes et de salpêtre, le pouvoir exécutif les créa en quelques mois, en s'emparant des bâtiments qui appartenaient aux ordres religieux et des autres édifices restés sans destination, depuis que les anciens propriétaires en avaient été chassés. De ce nombre étaient les séminaires, les colléges et même les écoles militaires, qui ne furent pas plus épargnées que les autres institutions monarchiques. Aucun de ces bâtiments ne resta vacant; car il fallait mettre en rapport avec la force et les besoins de la nouvelle armée, le casernement, les hôpitaux, les magasins, les prisons, etc., etc. La Convention trouva, dans les réquisitions et dans l'émission d'une immense quantité de papier-monnaie, un moyen aussi efficace que perfide de couvrir toutes les dépenses.

Cet aperçu de l'état de la France, au moment de la chute

déblocus de Maubeuge, comptait une division de piquiers de la levée en masse. — *Voy.* les journaux militaires du temps, et le tome IV de l'*Histoire des guerres de la révolution*, du général Jomini.

(1) La vérité historique exige pourtant que nous disions qu'une partie de ces cloches furent transformées en petites pièces de monnaie; mais toujours dans le but de satisfaire aux exigences de la guerre.

des anciennes institutions, nous a semblé d'autant plus nécessaire, que la révolution est déjà pour les élèves un événement éloigné, et duquel il serait peut-être prématuré de leur retracer les détails. Nous allons reprendre l'histoire de la milice et des progrès de l'art, en examinant d'abord quelles sortes d'agents il combina dans la campagne de 1792, c'est-à-dire à Valmy et à Jemmapes.

§ III.

Dans son empressement à fonder une république, qui ne pouvait être que le résultat d'une crise violente, l'assemblée législative avait demandé la guerre, sans trop s'inquiéter des moyens de la faire. L'armée, pour qui chaque coup porté à la monarchie avait été suivi de nouvelles pertes en officiers et en soldats, ne présentait plus que des cadres incomplets au moment de l'invasion des Prussiens. Un décret de juillet 1791, qui devait donner cent soixante et dix bataillons, à six cents hommes chacun, n'avait été qu'imparfaitement exécuté. Si nombreuses que fussent les gardes nationales de 1789, il ne fallait pas compter sur elles; car, bien que propres à influencer la marche du gouvernement, ce ne sont pas des milices bourgeoises, sans instruction, sans discipline, et qu'attachent à leurs foyers mille intérêts divers, qui peuvent défendre les frontières, et bien moins encore servir à des expéditions au dehors. Le bon esprit, la bonne tenue et l'instruction toujours progressive des gardes nationales actuelles, créées par la révolution de juillet, s'opposent absolument à ce que cette remarque leur soit appliquée; elles sont fort au-dessus des gardes bourgeoises de 1789.

Ce ne fut qu'à la suite de la déclaration de guerre, et après s'être arrêtée à des demi-mesures, telles que la création de corps francs, de compagnies départementales ou de légions, que l'assemblée avisa aux moyens de remettre l'armée sur un pied respectable. Une loi tardive du 20 juillet 1792, en porta

l'effectif à quatre cent cinquante mille hommes, y compris les gardes nationales volontaires et la gendarmerie. Cette loi, en déclarant la patrie en danger, appelait tous les citoyens à sa défense. « Il est temps, disait le rapporteur, dans le langage « tant soit peu déclamatoire de l'époque, il est temps de dé- « truire la ligue toujours menaçante des ennemis conjurés « contre la nation, et de leur opposer une force militaire tel- « lement imposante par sa masse seule, qu'elle leur fasse « perdre tout espoir quelconque d'envahissement, et craindre « au contraire de voir bientôt porter chez eux, avec l'éten- « dard de la guerre, le germe précieux de la liberté, qu'ils « ne cherchent à anéantir en France que pour perpétuer « l'esclavage des nations. »

Cependant, l'assemblée ne pouvant se dissimuler que des menaces n'arrêteraient pas les Prussiens, décréta, comme mesure d'urgence, le 27 août, et en attendant l'arrivée des volontaires des départements, une levée de trente mille hommes à Paris et aux environs. Telles furent, avec les corps francs et les débris des anciennes troupes de ligne, les éléments de l'armée qui vainquit à Valmy et à Jemmapes.

Ces succès d'une armée de quelques jours, contre des adversaires disciplinés et aguerris, ne peuvent être attribués qu'à des causes morales et à la sagacité des chefs. Les généraux avaient reconnu qu'en astreignant à une symétrie allemande, et à des combats de pied ferme et en ligne, des soldats qui ne demandaient qu'à courir sur les batteries ennemies, ils paralyseraient les courages, et refroidiraient cet enthousiasme qui seul peut suppléer au défaut d'instruction; ils avaient senti que bien loin d'enchaîner les champions de la liberté, il fallait, au contraire, favoriser leur élan, en les abandonnant à leurs soudaines inspirations. A l'exemple des Français du seizième siècle, *les enfants de la patrie* se répandaient en *enfants perdus*, sous la protection des batteries, et du petit nombre de bataillons et d'escadrons qui savaient manœuvrer et combattre en ordonnance. Ce genre de guerre étant le plus propre à faire naître et à entretenir l'émulation, ils avaient

bien vite appris à se rallier, à se grouper contre la cavalerie, à profiter des obstacles du terrain pour s'approcher de l'ennemi, et le désoler par un feu d'autant mieux dirigé que leur enthousiasme écartait tout sentiment d'inquiétude et de crainte. La chaîne boisée de l'Argonne, et le pays de Sambre-et-Meuse se prêtaient au développement de cette guerre de tirailleurs. C'est dans cette tactique appropriée au caractère national, et surtout aux passions de l'époque, qu'il faut voir le secret des premières victoires de la république. Les étrangers l'eussent devinée, cette tactique, qu'ils n'auraient pu l'opposer aux Français avec avantage, parce que l'état moral de leurs troupes s'y refusait absolument; parce que, chez eux, ces mêmes passions étaient muettes. Mais ces causes n'étaient que les conséquences d'un premier sentiment qui les dominait tous, de l'amour de la patrie, de cet amour qui, aujourd'hui, comme alors, ferait encore oublier les privations et jusqu'aux plus horribles souffrances dans l'intérêt du salut des foyers et des institutions (1).

Cette armée de 1792, n'étant qu'un assemblage de corps provisoires, d'éléments hétérogènes, offrait une irrégularité d'organisation et d'administration qu'il importait de faire cesser au plus vite, si l'on voulait conjurer les orages qui, de toutes parts, s'amoncelaient sur la nouvelle république (2).

(1) Si l'on désire se mettre sous les yeux un ensemble de faits et de réflexions lumineuses sur les causes des premiers succès des armes républicaines, il faut avoir recours aux Mémoires de l'illustre maréchal Saint-Cyr.

(2) La force de l'armée durant la campagne de 1792, peut être évaluée ainsi qu'il suit :

98 Régiments de ligne à deux bataillons, environ.	112,000 h.
519 Bataillons de volontaires.	290,000
14 Bataillons de chasseurs.	8,000
Infanterie légionnaire et corps francs. . . .	30,000
Compagnies départementales.	6,000
Total pour l'infanterie.	446,000

29 Régiments de grosse cavalerie, y compris les deux

Aussi, la Convention chargea-t-elle son comité de la guerre de lui présenter un projet de constitution militaire analogue aux circonstances et au nouvel ordre de choses. Ce comité, partant du principe, qu'il ne devait y avoir sous les drapeaux que des hommes égaux en droits, et que tous devaient être considérés comme volontaires nationaux, proposa et fit adopter la fusion de la garde nationale dans l'armée, *ou plutôt de l'armée dans la garde nationale* (1). Au surplus, peu importe

	régiments de carabiniers et trois régiments de cavalerie nationale, les uns à trois et les autres à quatre escadrons ; environ.	12,000 h.
18	Régiments de dragons, à trois escadrons. . .	7,000
12	Régiments de chasseurs à quatre escadrons. .	5,000
8	Régiments de hussards de même formation que les précédents (il y en avait eu deux nouveaux régiments de créés en novembre 1792) ; environ.	3,500
	Cavalerie légionnaire et départementale, environ.	8,000
	Sept mille gendarmes avaient fait la campagne, et se trouvaient organisés en escadrons, ci. .	7,000
	Total pour la cavalerie. . .	43,000
7	Régiments d'artillerie à pied, mineurs, sapeurs et ouvriers compris.	10,000
	Canonniers volontaires.	10,000
	Canonniers à cheval, environ dix compagnies.	1,000
	Total pour l'artillerie. . .	23,000

Nota. La guerre, la rigueur de la saison, le dénûment absolu et le désir des volontaires de revoir leurs foyers, avaient réduit cette armée de plus d'un tiers, au commencement du printemps de 1793. Ces pertes, l'insurrection de la Vendée, et la déclaration de nouveaux ennemis, furent les causes qui provoquèrent la levée de 300,000 hommes.

(1) Dans ce sens que l'armée prit l'uniforme bleu de la garde nationale, et que celle-ci concourut pour les deux tiers au moins dans la formation des nouveaux corps.

la manière dont on veuille envisager cet amalgame, puisque dans les gouvernements constitutionnels, l'armée n'est et ne doit être qu'une émanation de la garde nationale, plus active et plus mobile que le reste. Quoi qu'il en soit, les volontaires, qui ne s'attendaient à faire qu'une seule campagne, se virent contraints d'adopter, comme profession, la carrière où l'élan patriotique les avait jetés par hasard ; on leur appliqua dès lors, et dans toute sa latitude, la législation des troupes permanentes.

« Vous avez trop senti, disait Dubois-Crancé, dans son « rapport sur cette organisation de l'armée, vous avez trop « senti l'inconvénient de tant de corps différents, isolés, in- « connus même pendant longtemps, dont plusieurs chefs « avaient plus de zèle que de connaissances militaires, dont « l'administration était tellement compliquée, que ni le mi- « nistère, ni les généraux eux-mêmes n'ont pu, pendant une « partie de la campagne, en suivre les détails (1). »

Nous avons parlé de légions, de corps francs et de compagnies départementales (2) : tous ces corps disparurent et se

(1) *Journal militaire*, mars 1793.

(2) Ces différentes milices du moment avaient pris des noms conformes au langage et à l'esprit du temps, ou qui rappelaient la ville ou le département d'où elles étaient sorties. Il y eut des bataillons de l'*égalité*, de la *fraternité*, de l'*unité*, de l'*union*, etc...., des *chasseurs montagnards*, des *chasseurs braconniers*, des *chasseurs basques*, etc...., des *hussards francs*, *de la mort*, *et de l'égalité;* des légions des *Américains*, des *Allobroges*, des *Alpes*, des *montagnes*, du *Nord*, des *Ardennes*, de *Rosenthal*, de *Germanie*, etc., etc.

Il exista de ces corps jusque sous le consulat, ainsi que l'attestent différents arrêtés relatifs à leur incorporation dans les cadres permanents. Au 1er vendémiaire an 9, il y avait encore deux bataillons de chasseurs basques, quelques bataillons francs, ainsi que trois légions dont deux de Polonais. Ces corps existaient contrairement à l'arrêté du 9 fructidor an 8, qui ordonnait l'incorporation, dans les demi-brigades de ligne de tous les corps isolés.

Payons ici notre tribut de reconnaissance et d'admiration aux généreux guerriers de la Vistule. A la vue de leur patrie démembrée, les Polonais, pour ne pas se soumettre au joug de leurs nouveaux maîtres, accoururent sous nos drapeaux en 1795 et 1796.

fondirent peu à peu dans la nouvelle armée. L'infanterie des légions et les corps francs concoururent, avec les anciens bataillons de chasseurs, à la formation des *demi-brigades* ou régiments d'infanterie légère. La cavalerie légionnaire et les autres corps provisoires de cavalerie légère servirent à la création de huit nouveaux régiments de chasseurs, ou à compléter les hussards. « Cet amalgame, disait encore le rap« porteur, est un moyen de simplifier une administration « déjà très compliquée, et de rendre les légionnaires aussi « utiles qu'ils le désirent. D'ailleurs, en les assimilant aux « régiments de chasseurs, c'est leur donner un bel exemple « à suivre et un puissant motif d'émulation (1). »

Quoique rendue dès le 21 février 1793, la loi relative à l'organisation de l'armée ne reçut un commencement d'exécution qu'au mois d'août suivant. Il convient de mettre au nombre des causes qui produisirent cet ajournement la défection de Dumouriez, les continuelles agitations de l'assemblée, et aussi, sans doute, la dispersion des corps, suite inévitable d'une guerre devenue chaque jour et plus active et plus sérieuse. La Convention décréta dans l'intervalle une multitude de lois de détail sur le personnel et l'administration de l'armée, qui se ressentaient toutes plus ou moins de la précipitation avec laquelle elles avaient été conçues et rédigées (2). Il y eut telle mesure qui fut successivement rapportée, suspendue, abandonnée ou remise en vigueur à plusieurs re-

(1) La cavalerie légère avait servi avec la plus grande distinction dans la campagne de 1792, et tous les généraux en réclamaient l'augmentation.

(2) Plusieurs de ces lois étaient relatives à la solde et à l'entretien de l'armée, laquelle, au reste, ne fut jamais plus mal payée et plus mal entretenue.

La Convention, qui savait que les promesses ne coûtent rien, y eut souvent recours pour allécher ses défenseurs; un décret du 27 juin 1793 accordait, à titre de récompense, sur les biens territoriaux confisqués, une somme de *six cents millions*, aux vainqueurs de Valmy et de Jemmapes, et des bourses dans les colléges pour leurs enfants. Nous n'avons pas entendu dire que ces largesses aient été distribuées.

prises (1). Cette incertitude, cette fluctuation de principes et d'idées, en fait de législation militaire, suffirait pour prouver qu'il y avait peu d'officiers parmi les membres de la Convention, si l'on ne savait d'ailleurs qu'elle était presque entièrement composée d'avocats, de publicistes et de littérateurs.

Le travail d'organisation de l'armée dura depuis le mois d'août jusqu'à l'ouverture de la campagne de 1794, et cependant l'amalgame des volontaires avec les troupes de ligne n'éprouva pas la moindre opposition. Cette organisation fut accompagnée de certains changements dans la nomenclature et les titres militaires, qu'il importe d'indiquer avant de passer outre. 1° Le nom de régiment, antérieurement donné à la réunion de deux ou plusieurs unités tactiques, fut changé en celui de *demi-brigade*, mais dans l'infanterie seulement; 2° par suite de cette innovation peu importante en elle-même, les colonels de toutes armes prirent le titre de *chefs de brigade*, et les lieutenants-colonels, ceux de *chefs de bataillon* ou d'*escadron:* 3° le *général de brigade* remplaça l'ancien brigadier, quant au fonctions, et le maréchal de camp, quant au rang et au grade; 4° les lieutenants généraux reçurent le nom de *généraux de division;* 5° la dignité de maréchal de France fut supprimée, ainsi que les titres de major, maréchal général des logis et autres, exprimant anciennement des fonctions dans l'état-major général de l'armée ou dans les corps. A cette dignité et à ces titres succédèrent, du moins jusqu'à un certain point, les titres de *général en chef*, de *chef d'état major*, d'*adjudant*

(1) Exemples: le 16 mai. — Loi qui réunit les hussards du premier régiment (Berchini) à l'escadron de cavalerie légère du Calvados.

Le 21 du même mois. — Loi qui suspend la réunion du premier régiment de hussards à l'escadron du Calvados.

Le 30 du même mois. — Loi qui réunit l'escadron du Calvados au premier régiment de hussards.

Le 2 juin, même année. — Loi qui suspend celle du 30 mai relative à la réunion mentionnée.

Le 4 juin, deux jours après. — Nouvelle loi pour maintenir cette réunion, laquelle fut enfin opérée. (*Journal militaire.*)

général, d'*adjoint aux adjudants généraux*, et d'*adjudant-major*. Sans doute on retrouve en cela, comme en beaucoup d'autres choses, l'intention où furent les novateurs de tout changer, de tout refondre; mais il n'en est pas moins vrai que cette nomenclature était préférable à l'ancienne, en ce qu'elle exprimait mieux la nature et l'étendue des fonctions affectées à chaque grade. Les détails se trouvaient d'ailleurs beaucoup simplifiés avec le nouvel ordre de choses, puisque, au lieu de trois états-majors différents (1), l'on n'en comptait plus qu'un seul, chargé de centraliser et de coordonner le service de toutes les armes. Continuons l'histoire de l'armée sous la république, en présentant les résultats de l'organisation de 1793.

196 demi-brigades d'infanterie de ligne, à trois bataillons, *dont un d'ancien régiment et deux de volontaires* (2).

On prit, comme auparavant, le bataillon d'environ sept cents hommes pour unité de force.

Ce bataillon était formé de neuf compagnies : une de grenadiers et huit de fusiliers.

Il n'y eut en premier lieu que soixante-deux hommes par compagnie de grenadiers, et quatre-vingt-six par compagnie de fusiliers, non compris les officiers, au nombre de trois; mais cette proportion s'accrut insensiblement, et en quelque sorte à mesure que le théâtre de la guerre s'éloigna des frontières.

(1) Avant la révolution, on distinguait dans les armées françaises trois états-majors différents : 1° l'état-major généméral de l'armée dont le chef était appelé maréchal général des logis de l'armée, et avait immédiatement sous ses ordres des aides-maréchaux de logis, dont le grade n'était pas déterminé; 2° l'état-major de la cavalerie, dont le chef avait le même titre de maréchal général des logis; 3° l'état-major de l'infanterie, dont le chef s'appelait major général de l'armée, et auquel étaient subordonnés les états-majors du parc d'artillerie et des ingénieurs. (Note extraite de l'ouvrage de M. le comte Mathieu Dumas.)

(2) Certains départements de la frontière avaient fourni jusqu'à quinze et dix-huit bataillons,

Il n'y avait pas d'inconvenient réel à ce que la compagnie de grenadiers fût plus faible que la compagnie de fusiliers, car elle n'était pas censée faire partie du bataillon, son rôle habituel étant de combattre détachée, comme au temps de Turenne. Il est d'ailleurs à remarquer que les compagnies de grenadiers se recrutant sur place, et à chaque instant, dans les compagnies de fusiliers, dont les pertes ne se réparaient pas de même, l'égalité entre elles se trouvait bientôt établie.

L'organisation de l'infanterie en corps de trois bataillons était une nouveauté dont Guibert avait donné l'idée dans son *Essai général de Tactique*. Suivant ce qu'il en dit, et ses raisons ne sont pas dépourvues de fondement, la combinaison trinaire se prêterait mieux que tout autre aux évolutions, à la formation des ordres de bataille et surtout à l'offensive, qui est le genre d'action le plus conforme au caractère du soldat français. On a de cette façon un centre et deux ailes, un corps et deux bras, cette combinaison a prévalu, et elle sert même encore de type à nos organisations actuelles (1).

L'état-major de la demi-brigade se composait ainsi qu'il suit :

1 Chef de brigade.
3 Chefs de bataillon.
2 Quartiers-maîtres trésoriers.
3 Adjudants-majors.
3 Chirurgiens.
3 Adjudants sous-officiers.
1 Tambour-major.
8 Musiciens, dont un chef.
3 Maîtres tailleurs.
3 Maîtres cordonniers.

(1) L'organisation régimentaire étant bien plus administrative que tactique, le nombre de bataillons, dans chaque corps, doit se régler dans un but d'économie, et dans l'intérêt de la discipline, de l'instruction et du service journalier en campagne et dans les garnisons. S'il est constaté qu'un même état-major puisse administrer, former et diriger un corps de trois bataillons, pourquoi des régiments au-dessous ? N'est-ce pas vouloir prodiguer inutilement les grades supérieurs et multiplier les dépenses en pure

A chaque demi-brigade était attachée une batterie de six pièces de quatre, manœuvrées par une compagnie de soixante et dix cannonniers volontaires, non compris les officiers. Cette manière de disperser l'artillerie dans les corps, que nous avions empruntée des Allemands dans la guerre de Sept-Ans, n'existait déjà plus sur la fin de la campagne de 1794.

Il résulte de ce qu'on vient de dire que le complet d'une demi-brigade se trouvait être, à l'origine, de deux mille quatre cent trente-sept combattants, et la totalité de l'infanterie de ligne de quatre cent soixante et dix mille six cent cinquante-deux hommes, avec onze cent soixante-seize pièces de campagne. Il y avait en outre trente demi-brigades d'infanterie légère de même force et de même formation que les précédentes; environ soixante-treize mille hommes.

Les grenadiers de l'infanterie légère portèrent dès lors le nom de *carabiniers*. C'était la seule différence qu'il y eût entre elle et l'infanterie de ligne; car, du reste, mêmes armes, mêmes exercices et même service.

Dans tous les grades, excepté ceux de chef de brigade et de caporal, l'avancement avait lieu de deux manières, savoir : un tiers par ancienneté de service à grade égal, et roulant sur toute la demi-brigade ; et deux tiers au choix, dans le bataillon où la place était vacante.

Les emplois de colonel ou de chef de brigade appartenaient toujours à l'ancienneté parmi les chefs de bataillon de la demi-brigade, d'abord au plus ancien de service, et ensuite au plus ancien de grade et toujours alternativement.

Les caporaux étaient choisis, à la majorité absolue, parmi tous les volontaires du bataillon ; mais seulement par les volontaires de la compagnie où la place était vacante.

perte? On conçoit, d'ailleurs, qu'il existe pour la force des régiments certaine limite qu'on ne dépasserait pas sans inconvénient; et cette limite est basée sur la possibilité d'administrer, de surveiller, de nourrir, de loger et d'entretenir ces corps sans être obligé de les morceler.

La nomination aux emplois par le choix se faisait de la manière suivante :

Pour nommer un chef de bataillon, les électeurs étaient, dans le bataillon où il y avait vacance, tous les membres qui le composaient.

Pour les places de capitaine, lieutenant, sous-lieutenant et sergent, les électeurs étaient tous les membres de la compagnie, moins ceux d'un grade égal ou supérieur à celui dont il s'agissait.

Les candidats à présenter devaient toujours être au nombre de trois pour une place vacante, et choisis dans le grade immédiatement inférieur à celui qui était vacant.

Il y avait ensuite un scrutin épuratoire, et ce scrutin était fait à la majorité absolue des suffrages, parmi les individus du grade en question, et du même bataillon, qui choisissaient, pour remplir la place vacante, celui des trois candidats présentés par le corps qu'ils jugeaient le plus méritant.

Pour nommer un chef de bataillon, le scrutin épuratoire était fait par le chef de brigade et les deux autres chefs de bataillon.

Les emplois de généraux de brigade étaient donnés aux chefs de brigade, ou à ceux qui avaient le grade de colonel en activité de service, savoir : un tiers à l'ancienneté de service à grade égal, et les deux autres tiers au choix du ministre, qui rendait compte au Corps législatif des promotions qu'il avait faites.

La même forme s'observait pour le passage du grade de général de brigade à celui de général de division.

Les généraux en chef n'avaient qu'une commission temporaire; ils étaient choisis par le conseil exécutif, parmi les généraux de division, sous la ratification expresse de l'assemblée nationale.

Il nous a semblé d'autant plus essentiel de donner une idée de cette législation sur l'avancement et la hiérarchie, qu'elle figure au nombre des causes qui amenèrent les succès des armées républicaines. Effectivement, quelle mesure plus propre

moyen d'émulation, en rendant égale pour tous, la chance d'être admis dans une compagnie d'élite.

On vit paraître, à l'époque même de la création des voltigeurs, et dans les régiments de toutes armes, non pas le grade, mais le titre de major. Cette distinction est nécessaire, car les nouveaux majors, au lieu d'être des intermédiaires entre les lieutenants-colonels et les capitaines, prirent rang après les colonels, et commandèrent les régiments sous les ordres de ces derniers. Toutefois, les majors furent spécialement chargés de la partie administrative, des soins de discipline et d'instruction. Leur poste habituel était au dépôt, d'où ils dirigeaient sans cesse sur les bataillons de guerre les renforts et les effets d'équipement et d'habillement dont ceux-ci pouvaient avoir besoin.

Nous bornerons à cet aperçu l'histoire de l'infanterie sous la république, les différentes particularités que nous pourrions y ajouter étant plus curieuses qu'instructives (1).

§ IV.

La cavalerie, à cause de ses nuances diverses, ne pouvait recevoir la même uniformité d'organisation que l'infanterie : aussi se borna-t-on à mettre en proportion avec le reste des troupes, la force et le nombre des régiments de cette arme, sans en changer la constitution.

Un décret du 15 pluviôse an 2, régla ainsi qu'il suit la composition de la cavalerie :

(1) Nous voulons toutefois révéler à nos jeunes lecteurs l'existence momentanée de deux bataillons de *hussards à pied*, dont l'un fut formé à Orléans et l'autre à Caen, par arrêté du premier consul, en date du 13 floréal an 8. Ainsi que son nom et sa nature l'indiquent, cette milice portait, sous l'uniforme hongrois, la giberne et le fusil de l'infanterie. Une création aussi bizarre, opérée au moment même où disparaissaient les derniers corps irréguliers, ne pouvait avoir d'autre but que de déterminer un plus grand nombre de jeunes gens à s'enrôler, en leur promettant un uniforme séduisant et généralement recherché.

29 régiments de grosse cavalerie, dont deux de carabiniers; le tout compris sous la dénomination unique de *Cavalerie*

Il y avait quatre escadrons par régiment, et deux compagnies par escadron. C'était, comme on se le rappelle, l'organisation arrêtée par le conseil de la guerre de 1788.

Chaque compagnie se composait d'un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant, un maréchal des logis chef, deux maréchaux des logis, un brigadier fourrier, quatre brigadiers, un trompette et soixante-quatorze cavaliers, dont un maréchal ferrant.

L'état-major de chaque régiment était formé de la manière suivante :

1 Chef de brigade ou colonel (par le fait, ce titre resta en usage dans la cavalerie).
2 Chefs d'escadron.
1 Quartier-maître trésorier.
1 Chirurgien-major.
1 Aide-chirurgien.
1 Artiste-vétérinaire.
1 Sellier.
1 Armurier éperonnier.
1 Tailleur.
1 Bottier.
1 Culottier.

La force d'un régiment, au complet, était de sept cent quatre hommes, et d'environ six cent quatre-vingt-six chevaux, ce qui donnait, pour la totalité de la cavalerie proprement dite, un effectif de vingt mille quatre cent seize hommes.

L'uniforme et l'équipement de cette milice différaient peu de ceux de la gendarmerie actuelle ; chapeau, habit bleu, et bottes à l'écuyère. Les régiments se distinguaient au numéro du bouton, et à la couleur des revers et des passepoils. Les plastrons et cuirasses avaient entièrement disparu.

Sous la dénomination de *Cavalerie légère* étaient compris :

Il y avait quatre-vingts hommes par compagnie, y compris quatre officiers et cinq sous-officiers; ce qui suffisait et au delà pour la manœuvre d'une batterie de six bouches à feu, à raison de dix hommes par pièce, dont deux pour tenir les chevaux des servants.

La compagnie d'ouvriers était de quatre-vingt-sept hommes : on y distinguait des ouvriers de 1re et de 2e classe et des apprentis.

Le corps des pontonniers, destiné principalement à la construction et à l'entretien de ponts de bateaux sur le Rhin, formait un bataillon de huit compagnies de soixante-quatorze hommes chacune, y compris le capitaine et le lieutenant.

On évaluait, ainsi qu'il suit, la force du personnel de l'artillerie, à l'époque dont il est question :

Officiers.	1,396
Petits états-majors.	186
Compagnies.	19,108
Canonniers volontaires, à trente par compagnie. .	4,800
Canonniers volontaires gardes-côtes.	14,000
Ouvriers et pontonniers.	1,920
Total.	41,410

Les huit établissements fixes de l'artillerie, connus sous la dénomination d'écoles d'artillerie, étaient La Fère, Besançon, Grenoble, Metz, Strasbourg, Douai, Auxonne et Toulouse.

L'école d'application, établie pour lors à Châlons-sur-Marne, renfermait de cinquante à soixante élèves sous-lieutenants.

Les trente canonniers volontaires, attachés à chaque compagnie par décret de l'an 3, furent supprimés l'année suivante, et employés à compléter les régiments.

Cette suppression et la formation d'un second bataillon de pontonniers en l'an 7, sont les seuls changements que nous trouvions à noter dans le personnel de l'artillerie jusqu'en l'an 8.

Peu de temps après son arrivée à la tête des affaires, Bonaparte rétablit la charge de premier inspecteur général, supprimée depuis la mort de Gribeauval (1).

L'usage vicieux où l'on avait été jusqu'alors de faire charroyer à l'entreprise le matériel de l'artillerie fut abandonné de l'an 8 à l'an 9, et la conduite de ce matériel confié à autant de *bataillons du train* qu'il y avait d'écoles régimentaires (2). Dix campagnes ont attesté l'excellence de cette mesure et fondé la réputation des soldats du train, qui se sont montrés pour la discipline et le courage, les émules des canonniers. Les bataillons du train étaient commandés par des capitaines; les compagnies, par des lieutenants et sous-lieutenants.

Il ne nous reste plus, pour terminer cet historique de l'artillerie sous la république, qu'à mentionner la création de dix-sept nouvelles compagnies, dont une à cheval, destinées à servir dans les colonies (3), et à tenir compte de la suppression des 7e et 8e régiments d'artillerie à cheval dans le cours de l'an 10.

Le matériel de l'artillerie resta tel que l'avait fixé Gribeauval. L'essai que l'on fit de nouveaux calibres et de nouveaux caissons, n'ayant pas présenté les avantages qu'on en espérait, fut presque aussitôt abandonné. Cette fixité prouve d'autant plus en faveur du système de Gribeauval, que la possession momentanée de la plupart des pièces et des arsenaux étrangers aurait pu nous inspirer de nouvelles idées sur cet objet.

« La gestion de cette partie imposante des forces publi-
« ques, dit le général Foy, fut conduite par les officiers du
« corps, avec une économie sévère, et suivant les formes éta-
« blies depuis un siècle. Là, et dans le corps du génie, s'é-
« tait réfugiée l'antique probité, quand elle fut chassée des
« autres services administratifs. »

(1) Dans la personne du général d'Aboville; décret du 15 nivôse an 8.

(2) Les premiers bataillons du train furent organisés par un arrêté consulaire du 14 pluviôse an 8.

(3) Arrêté du 10 floréal an 11.

La révolution avait pesé sur le corps du génie, ainsi que l'attestent les traditions, et le rapport, déjà cité, de Dubois-Crancé (1). Bon nombre d'officiers avaient émigré ou donné leur démission. Quoique peu nombreux, ce corps n'était pas le plus facile à réorganiser. La Convention, toujours féconde en ressources, appela (2), pour en faire partie, les ingénieurs-géographes, les ingénieurs des ponts et chaussées, et ceux des citoyens dont les fonctions s'en rapprochaient le plus, en les astreignant toutefois à des examens de théorie et de pratique.

Bien que cette mesure fût efficace, elle ne put dispenser d'avoir recours à des auxiliaires provisoires, connus sous le nom d'*adjoints*, et nommés par le ministre sur la présentation des ingénieurs. Ces agents d'un ordre secondaire existèrent pendant plusieurs années, et jusqu'à ce que le corps, alimenté par l'école polytechnique, pût enfin s'en passer. Ceux qui ne purent satisfaire aux examens que l'on exigeait pour entrer dans le corps, et ce fut le plus grand nombre, prirent du service dans les autres armes ou rentrèrent dans la vie civile.

La révolution put bien être un moment préjudiciable au corps du génie, comme à tant d'autres institutions; mais elle contribua, en définitive, à lui donner une extension, une importance, et l'on peut dire des moyens d'instruction et de distinction qu'il n'avait pas auparavant. On voit que nous entendons parler de ces braves sapeurs et mineurs, que nous ne

(1) « La république française doit regretter sans doute, est-il dit dans « ce rapport, à propos du corps du génie, que la plupart des hommes qui « s'étaient le plus distingués par leurs talents se soient montrés rebelles à « leurs devoirs, ingrats et perfides envers la patrie; mais l'on se souvient « encore que Louis XIV n'avait que soixante ingénieurs sous les ordres de « Vauban, lorsqu'il entoura nos frontières de places fortes, et fit tête à l'Eu- « rope; la France libre n'aura pas moins d'énergie. » (*Journal militaire.* — Du 10 mars 1793.)

(2) Par son décret du 21 février 1793.

craindrons pas d'appeler soldats par excellence, dont cette même révolution a valu l'acquisition au corps du génie.

« Vauban, dit le général Foy, demandait avec instance, en « l'année 1688, au ministre Louvois, une troupe qui exécu- « tât les travaux de siége sous la direction des ingénieurs. « Elle n'existait pas encore un siècle après. On donnait avant « la révolution le nom de sapeurs à certaines compagnies des « régiments d'artillerie, qui, outre la manœuvre du canon, « étaient exercées à la sape dans les polygones, et que l'on « prêtait accidentellement au génie. Employer à deux fins des « soldats obéissant à deux maîtres, était une économie mal « entendue. La Convention nationale créa les véritables sa- « peurs, qui, organisés d'abord en compagnies, et ensuite en « bataillon, se firent bientôt un renom proportionné au de- « gré d'intelligence et d'audace que nécessite l'exercice de « leur profession. »

Les décrets du 22 frimaire et du 14 ventôse an 3 portèren successivement à quatre cents et à quatre cent trente-sept, le nombre des officiers de tout grade du corps du génie.

Voici sa composition au 1er vendémiaire an 9 :

1	Premier inspecteur général (1).
4	Généraux de division.
12	Généraux de brigade.
45	Chefs de brigade, directeurs des fortifications.
68	Chefs de bataillon sous-directeurs.
250	Capitaines.
34	Lieutenants.
29	Sous-lieutenants élèves.
434	

Les sapeurs furent formés en bataillons, et réunis de fait au corps du génie, par décret du 25 frimaire an 2.

(1) Cette charge avait été créée, dans la personne du général Marescot, par arrêté du 15 nivôse an 8.

Ces bataillons étaient au nombre de douze, composés, chacun, de huit compagnies de deux cents hommes, dont trois officiers et cinq sous-officiers.

Les sapeurs continuèrent à porter l'uniforme des canonniers, à cela près du bouton et des épaulettes, qui étaient jaunes.

Il est à remarquer qu'ils n'avaient pour armes que le briquet, et un pistolet placé dans une fonte suspendue au côté droit, ainsi qu'une petite poche à coulisse pour les cartouches.

Cette première organisation exista jusqu'au 5 pluviôse an 7, époque à laquelle le corps des sapeurs fut réduit à quatre bataillons, toujours de même force et de même formation que dans le principe.

On retrouve, dès l'an 10, un cinquième bataillon de sapeurs; mais comme la force des compagnies avait éprouvé une grande diminution, ce nouveau bataillon ne constituait réellement pas un accroissement dans le personnel.

La révolution augmenta le corps des mineurs de deux nouvelles compagnies, ce qui en porta le nombre à six. Ces compagnies étaient de même force et de même formation que celles de sapeurs.

L'invention récente des ballons ayant paru un excellent moyen de reconnaître l'ennemi, de juger de sa force, de sa position, de ses manœuvres, il fut créé deux compagnies d'*aérostatiers*. Cette milice, d'un nouveau genre, servit pour la première fois à la bataille de Fleurus. Le ballon stationné au-dessus du village de Jumet, et duquel descendaient sans cesse des billets à l'aide de cordes, n'aurait pas peu contribué, suivant ce qu'on en a dit, à bien éclairer le général français sur les intentions et les mouvements de ses adversaires. On raconte, d'ailleurs, que ce poste aérien fut pour les troupes autrichiennes un objet d'hésitation et de frayeur passagères.

Quoi qu'il en soit, et de cette influence des aérostats sur l'issue de la bataille de Fleurus, et des avantages que l'art de la guerre peut en retirer, les deux compagnies dont il s'agit

n'en furent pas moins supprimées dès l'an 8, ou, du moins, ne les voit-on plus figurer sur le tableau des forces de la république, au commencement de l'année suivante.

Tant de matières exigent que nous nous arrêtions ici pour continuer, dans la prochaine leçon, l'histoire si intéressante des institutions et des méthodes de guerre sous la république.

QUINZIÈME LEÇON.

(DEUXIÈME PARTIE.)

RÉPUBLIQUE.

§ I. Modifications apportées dans le recrutement. — Effet des guerres de la révolution sur les populations. — Établissement de l'école militaire. — Du dépôt de la guerre et des ingénieurs-géographes. — Action du gouvernement consulaire sur les institutions militaires et sur l'esprit des troupes. — § II. Organisation active des armées de la république. — Des états-majors à cette époque. — Réflexions sur l'organisation divisionnaire et sur la combinaison des différentes armes. — Premières modifications apportées à cette organisation. — § III. Changements introduits dans la manière de camper et dans le système des subsistances.

§ I.

Les réquisitions et les appels en masse tenaient sans cesse au complet les nombreux cadres que nous venons de passer en revue. On conçoit quelles brèches devait opérer, dans la société et dans les familles, un mode de recrutement qui enlevait des classes entières aussitôt qu'elles avaient atteint l'âge fatal. La crise était trop violente pour durer longtemps : elle n'eut pas plutôt diminué d'intensité, et cela arriva à la suite et par l'effet des premiers traités de paix, que le gouvernement songea à régulariser les levées, et à restreindre les sacrifices immenses imposés jusqu'alors à la nation. L'on avait senti que, du moment où l'étranger se trouvait refoulé loin

des frontières et dans l'impossibilité de menacer l'indépendance nationale, on ne devait plus entretenir d'armée que pour conserver. Une loi fut rendue, à cet effet, dès le mois de fructidor an 6 ; c'était la fameuse loi de la conscription, loi juste, universelle, également propre à assurer une paix durable, et à procurer des victoires ; mais qui, bientôt, devait servir d'aliment et d'appui au despotisme élevé sur les ruines d'une liberté longtemps flétrie et profanée (1).

On est effrayé du nombre d'hommes moissonnés dans le cours des guerres de la révolution. Ce nombre, qu'il est impossible de déterminer avec quelque exactitude, se serait élevé, au rapport de certains écrivains, à plus de quinze cent mille hommes, tant français qu'étrangers, à l'époque de l'établissement du consulat. Il n'est pas plus facile de préciser la force des armées : la collection des situations officielles adressées au gouvernement ne permettrait pas même de l'établir d'une manière rigoureuse, parce qu'elles avaient souvent cessé d'être vraies avant d'avoir été expédiées, tant étaient fréquentes les causes de mutations dans l'effectif. Il résulte d'un calcul de M. le général Mathieu Dumas, que le nombre des combattants engagés dans la lutte, à la fin du siècle dernier, allait au delà de douze cent mille hommes. « L'étude de l'histoire, dit cet écrivain, les recherches les plus profondes « sur la nature de l'homme et de la société, les principes de « gouvernement fixés et enseignés en corps de doctrine, la « culture et les progrès des arts, toutes les inventions du gé« nie, toutes les découvertes dans les sciences, tous les in« struments perfectionnés de la civilisation, furent entre les « mains des hommes du dix-neuvième siècle des machines de

(1) La loi sur la conscription fut modifiée à diverses reprises, et notamment par décret du 28 floréal an 10. Le discours prononcé dans cette occasion par un des membres du tribunat, M. Daru, est un morceau rempli d'érudition et de vues profondes sur l'économie militaire. On y trouve exposé, dans ses motifs et dans ses résultats, le système du recrutement adopté sous la monarchie, pendant la durée de l'assemblée constituante, et pendant les guerres de la révolution. (*Voy.* le *Journal militaire* de germinal an 10.)

« guerre, des instruments de mort et de barbarie : on dirait
« que ces hommes n'avaient travaillé si longtemps à multi-
« plier leurs communications que pour qu'il n'y eût plus
« d'obstacle aux fureurs de la guerre. Quelle autre grande
« conflagration que cette *guerre des opinions armées* (1),
« pourrait être appelée, à plus juste titre, *une guerre de*
« *géants !* »

Nous avons vu de quelle manière l'armée s'étant débarrassée peu à peu de cette foule de corps isolés, produit spontané de l'enthousiasme révolutionnaire et du besoin de repousser l'ennemi, avait acquis une constitution régulière et forte. Ce ne fut toutefois que sous le consulat, alors que le gouvernement put embrasser un système suivi d'institutions, et que les lois ne furent plus que l'ouvrage de la réflexion, et non celui des circonstances, que cette constitution de l'armée reçut, avec de nouveaux perfectionnements, une entière stabilité. La littérature, les sciences, les arts, l'esprit et la raison trouvèrent, dans ce gouvernement réparateur, une protection et des moyens de développement qu'ils avaient perdus sous le règne des factions. L'instruction fut rétablie de la manière la plus favorable aux progrès des lumières, et surtout pour le plus grand avantage de l'armée. « On vit renouveler à Fontai-
« nebleau et à Saint-Cyr, dit Foy, les exercices des rives de
« l'Eurotas et du Champ-de-Mars. » Les écoles secondaires et les lycées fournirent à l'école polytechnique et à la nouvelle école spéciale militaire (2), une affluence d'excellents sujets, qui, venant ensuite à se répandre dans les corps, y détruisirent l'opinion, prête à s'accréditer, que les connaissances littéraires et scientifiques importaient peu aux succès des armées. Cette opinion, que les victoires récentes avaient pu suggérer à la multitude, serait devenue d'autant plus funeste, que déjà les passions dont ces victoires étaient jusqu'à

(1) C'est ainsi que Pitt la désignait.

(2) Un décret, du 10 floréal an 10, établit en même temps des écoles primaires, des écoles secondaires, des lycées, et l'école spéciale militaire.

un certain point l'ouvrage, commençaient à s'attiédir et à faire place à des sentiments plus calmes et plus réfléchis. Une mesure qui se rattache encore au consulat, et qui n'a pas moins contribué à l'accroissement de l'émulation dans les corps de l'artillerie et du génie, qu'à diminuer cette rivalité nuisible qui existait entre eux, est la réunion des deux écoles d'application de ces armes en un seul et même établissement (1).

Les travaux du dépôt de la guerre reçurent, à la même époque, une extension et une impulsion nouvelles. Bien que cette importante institution existât depuis Louis XIV (1688) (2), on ne l'avait considérée jusqu'alors que comme de simples archives. Beaucoup de titres authentiques de la gloire nationale, beaucoup de matériaux d'histoire et d'instruction militaire, y reposaient dans la plus complète obscurité; le gouvernement voulut qu'ils fussent classés et préparés à être mis en œuvre. Ses soins se reportant ensuite sur les besoins du moment, il prescrivit de recueillir, dans toute l'armée, les pièces et renseignements relatifs aux dernières guerres, et aux différents pays conquis ou parcourus par les troupes françaises. La publication du *Mémorial topographique*, et la traduction dans notre langue des meilleurs ouvrages militaires étrangers, tels que ceux de Lloyd et de Tempelhoff, ordonnée par ce même gouvernement, ne contribuèrent pas peu à remettre en crédit les connaissances et les études historiques et militaires.

Lorsque, à l'imitation du conseil aulique de Vienne, le comité de salut public entreprit de tracer la marche des armées, il institua un bureau topographique qui dut lui fournir, à toute heure, les cartes et renseignements quelconques dont il pouvait avoir besoin. Ce bureau, d'où émanèrent les projets de Carnot, et où vinrent se centraliser chaque jour les rapports des généraux et les autres pièces relatives aux opéra-

(1) La date de cette réunion est du 12 vendémiaire an 11.

(2) La fondation en est attribuée à Louvois.

tions, était devenu, sur la fin de la république, une des sections importantes du dépôt de la guerre.

Le premier consul, n'appréciant pas moins que les membres du comité de salut public et du Directoire, l'influence du terrain dans les combinaisons, et l'utilité des travaux relatifs à sa description et à sa représentation, améliora le sort encore précaire des ingénieurs-géographes militaires, et en porta le nombre à quatre-vingt-dix (1). Ce nombre fut complété par des sujets sortis de l'école des géomètres du cadastre, du bureau des longitudes, de l'institut du Caire, etc., etc.

« L'institution du corps des ingénieurs-géographes des « camps et armées, dit M. le comte Mathieu Dumas, porta « l'art de lever et de dessiner les cartes et plans au plus haut « degré de perfection, multiplia et facilita les applications de « la grande tactique aux divers terrains ; forma des officiers « d'état-major, et fit des reconnaissances militaires un art « tout nouveau, une espèce de pilotage terrestre. Ses tra- « vaux accrurent considérablement les richesses topographi- « ques ; il n'y eut presque plus de grande frontière, de « théâtre de guerre en Europe, qu'on ne transportât dans les « cabinets des ministres et dans les tentes des généraux : ces « tableaux exacts et ressemblants ne laissaient qu'à désirer « les détails plus circonstanciés encore, et qui, s'ils deve- « naient nécessaires, étaient vivement saisis et figurés par « des mains habiles. Ces officiers exercèrent leur coup d'œil « et leurs talents jusqu'à rapprocher les opérations à vue et « sans instrument de l'exactitude trigonométrique, jusqu'à « dessiner en courant à cheval, saisir les formes qu'ils aper- « cevaient à peine, déterminer par analogie, deviner celles

(1) Avant Mercator, qui vivait en 1569, la géographie était dans l'enfance, et la dénomination d'*ingénieur-géographe* entièrement à naître. Les plus anciens ingénieurs-géographes, dont nos annales fassent mention, sont du règne de Louis XIII ; mais le corps des ingénieurs-géographes, toujours précaire, même alors qu'il eut à sa tête les Lillier, les Bourcet, les Berthier, n'a présenté d'existence officielle qu'à l'époque dont il s'agit.

« qui leur étaient dérobées par l'éloignement ou par la diffé-
« rence des niveaux. »

Il faut compter, parmi les immenses travaux topographiques entrepris sous le consulat, la belle carte des départements réunis, et les cartes non moins intéressantes et non moins instructives de l'Helvétie, d'une partie du Piémont et de la Lombardie, de la Savoie, de l'île d'Elbe, de l'Égypte, de la Morée, etc.

Mêmes changements, même amélioration dans les autres services, et dans nos relations à l'étranger. La vigilance du héros législateur s'étendait à tout : son génie, sa puissante volonté, et sa gloire encore pure, avaient relevé et consolidé l'édifice social ; tout prenait vie, tout recevait une forme et de la stabilité. Heureuse assurément la France, si tant de bienfaits n'avaient dû lui coûter cher ! Dans l'effusion de sa reconnaissance, la nation était allée au-devant des vues ambitieuses de celui qu'elle regardait comme son libérateur, et elle n'avait point aperçu les chaînes qu'on lui préparait. D'ailleurs, était-il encore temps, après le 18 brumaire, de demander compte de ses projets au général des armées d'Italie et d'Orient ? Le régime impérial se laissa voir de bonne heure en perspective, mais il fut tout aussi difficile de mettre opposition à son établissement, que d'en prévoir les abus et les conséquences funestes. Plus heureux que César, Napoléon parvint à ses fins sans avoir eu à tirer le glaive contre ses concitoyens. Mais aussi combien de prudence et d'art dans sa manière d'aplanir et de suivre la route du souverain pouvoir ! Quels titres, quels prestiges plus propres à fasciner les yeux et à séduire les imaginations, que ceux dont il marche environné ! Lui seul a su terrasser les factions ; lui seul a su vaincre et contraindre l'étranger à reconnaître la république.

La couronne n'est pas plutôt devenue le point de mire, et l'unique objet des pensées de l'audacieux consul, qu'il redouble de soins et d'attentions pour l'armée. Que l'on consulte les journaux militaires de l'époque, que l'on recueille

ses propres souvenirs, et l'on reconnaîtra si chaque jour du consulat ne fut pas marqué par quelque concession ou quelque acte de munificence, soit envers les corps, soit envers les individus. On le voit augmenter la gendarmerie départementale, et saisir toutes les occasions de la récompenser : il sait combien cette milice est nécessaire à ses projets. Il crée deux bataillons de *vélites* (1), et porte à plusieurs milliers d'hommes la garde consulaire. Toutes les armes sont appelées à faire partie de cette garde, même la marine, qui y fournit un bataillon. C'est la représentation complète de la maison militaire de Louis XIV, et un prélude indispensable aux changements qu'il médite. Certains corps, dont l'esprit n'est pas tel qu'il le désire, sont licenciés et dispersés dans toute l'armée. Il change les formes de l'existence de la garde nationale, qui ne doit plus être rendue active que dans le cas d'une attaque étrangère ; il se réserve d'ailleurs d'en nommer les officiers : s'il viole ainsi toutes les lois relatives à la matière, c'est qu'il se croit assez fort par l'armée pour ne plus garder de ménagement. Il rétablit une partie des institutions monarchiques, et ressuscite la plupart des anciens noms, tels que ceux de *colonel* et de *régiment*. Il multiplie le nombre des officiers supérieurs, augmente les traitements des généraux, et enrichit leurs uniformes ; il accorde des gratifications aux sous-officiers promus au grade d'officier. Il donne aux hauts fonctionnaires et à tous ceux qui lui sont dévoués, des emplois et des destinations à leur convenance. Il fait revivre une foule d'usages et de formes de l'ancien temps. S'il ne croit pas devoir parler de décorations, les armes et les brevets d'honneur en tiendront lieu ; et rien n'est mieux imaginé pour grossir le nombre de ses partisans. La Légion-d'Honneur vient enfin remplacer à elle seule tous les anciens ordres. Il n'est aucune classe, civile ou militaire, qui ne puisse y prétendre.

(1) Les vélites faisaient partie de la garde ; ils furent créés pour ouvrir et faciliter la carrière à ceux des jeunes gens des classes aisées que leur âge, ou tout autre motif, aurait empêchés d'entrer à l'École militaire.

Fécond moyen d'émulation et d'attachement, la légion deviendra la plus forte colonne du trône impérial, surtout à cause de la précaution que le fondateur aura prise d'appeler les nouveaux chevaliers à voter dans les colléges électoraux, et à figurer dans toutes les assemblées politiques. Des mesures aussi habilement concertées, et nous ne reproduisons qu'une partie de celles relatives au militaire, ne pouvaient manquer d'avoir leur effet; aussi, les esprits se trouvèrent-ils si bien préparés à la nouvelle révolution, qu'elle s'opéra comme d'elle-même et sans la secousse la plus légère.

Passons à l'organisation générale et tactique des armées de la république, et à la manière d'être et de combattre de ces armées,

§ II.

La guerre de Sept-Ans n'avait laissé aucun doute sur l'incapacité et le mauvais choix de nos officiers d'état-major. Guibert et quelques autres bons esprits avaient entrevu la nécessité de donner à cette portion essentielle de la force des armées, une instruction spéciale et une organisation permanente : il leur semblait que ces sortes d'agents, qu'on peut appeler les yeux et les jambes des généraux, devaient être formés à l'avance et par de longues études. Cette opinion valait au moins la peine d'être examinée; mais nous ne voyons pas qu'on ait songé sérieusement à s'y arrêter, ni avant, ni durant la révolution; car on ne peut considérer comme remplissant les conditions, et comme formant réellement corps, les membres amovibles des anciens états-majors, ni même les aides-maréchaux des logis et les capitaines adjoints de la création de 1783 (1).

Il dépendait assurément de la Convention de revêtir certains officiers des titres d'adjudant général et d'adjoint; mais

(1) *Voy.* le *Précis des événements militaires*, tome II, note 6.

comme il n'était pas en son pouvoir de les mettre à la hauteur de leurs difficiles et importantes fonctions, ils durent abandonner à d'autres l'exercice de la partie scientifique de ces fonctions, la seule propre à les faire valoir et à les mettre en évidence. Le corps du génie et les ingénieur-sgéographes furent mis en possession de fournir aux généraux tous les renseignements quelconques dont se composent les reconnaissances militaires. Quoique ce ne fût pas précisément le service pour lequel ils étaient institués, ces derniers s'y livraient d'autant plus volontiers et avec d'autant plus de succès, qu'ils y trouvaient de nouveaux moyens et une nouvelle source d'avancement.

Ce n'est toutefois qu'en thèse générale, et sans intention aucune de diminuer en quoi que ce soit le mérite reconnu de plusieurs adjudants généraux et de plusieurs adjoints, que ces réflexions sont faites; car, bien que les officiers d'état-major de la république ne formassent point corps et ne subissent aucune épreuve, aucun examen, avant d'endosser l'uniforme brodé; bien que l'expédition des ordres et la rédaction des états de situation fussent en quelque sorte leur besogne unique, il y eut cependant tel quartier général, et celui de Moreau est de ce nombre, où ces officiers, trouvant dans le chef, et dans quelques-uns de ceux qui les entouraient, des amis et des maîtres officieux, parvinrent à acquérir une grande habitude de tous les genres de travaux de l'état-major.

On était plus réservé, plus mystérieux au quartier général de Bonaparte. Celui-ci, bien loin d'encourager et d'éclairer une discussion sur le métier, ne l'eût même pas tolérée. Tout se concentrait dans sa tête; et c'est à peine s'il parlait de ses projets à Berthier avant le jour de leur exécution. Il faut voir en cela de la prudence et non de la bizarrerie.

Il y avait, pour chaque armée de la république, un général en chef, un général de division, avec deux généraux de brigade, pour chacun des corps d'avant-garde et de réserve; un général de brigade chef d'état-major, quatre adjudants

généraux et huit adjoints *pour le bureau* (1), plus, un certain nombre d'officiers d'artillerie et du génie.

Une armée se composait d'un nombre variable de divisions; mais la division, au lieu d'être formée de troupes de la même arme, comme le voulait le conseil de la guerre de 1788, renfermait, dans certaines proportions, de l'infanterie, de la cavalerie et de l'artillerie. Sa composition ordinaire présentait l'effectif suivant : quatre demi-brigades, fortes au moins de deux mille cinq cents hommes chacune, deux régiments de cavalerie légère ou dragons, quelquefois de la grosse cavalerie, et toujours deux batteries de six bouches à feu, dont une d'artillerie à cheval. C'était, sur une échelle plus grande, un corps tout-à-fait comparable à la légion romaine, et pourvu de même de tous les accessoires en cavalerie et en matériel.

Cet élément essentiel de grande tactique était commandé par un général de division, ayant sous ses ordres les deux généraux des brigades et les chefs permanents des troupes : son état-major se composait d'un adjudant général, de deux adjoints, et d'un officier du génie au moins. Nous nous abstiendrons de parler des agents de l'administration, dont la direction était confiée à un *commissaire ordonnateur* ou *ordinaire* des guerres.

Les adjoints et les aides de camp faisaient partie des cadres d'infanterie ou de cavalerie, et leurs places y étaient conservées. Cette attention portait préjudice aux corps et ne servait en rien à ses officiers, qui, pour la plupart, ne quittaient leurs postes à l'état-major qu'avec des grades plus élevés; car, de tout temps, les faveurs abondèrent dans les quartiers généraux.

(1) Quoique cette destination bureaucratique des adjudants généraux et des adjoints soit formellement articulée dans le titre VIII de la loi du 21 février 1793, il n'en est pas moins vrai qu'on les vit souvent figurer au milieu des tirailleurs et à la tête des colonnes. Un tiers seulement des adjudants généraux devait avoir le grade de chef de brigade, et les deux autres tiers celui de chef de bataillon.

Les réserves d'infanterie se composaient, pour l'ordinaire, de deux brigades et de deux compagnies d'artillerie à pied; les réserves de cavalerie, de deux à quatre régiments, avec une compagnie d'artillerie à cheval au moins.

Toute l'artillerie des divisions, personnel et matériel, était censée dépendre du grand parc, et pouvait y rentrer d'un instant à l'autre, en tout ou en partie. Ce parc était une sorte d'arsenal ambulant où l'on trouvait toutes choses nécessaires pour remplacer et renforcer au besoin l'artillerie divisionnaire.

Les obusiers, le huit, le douze, quelquefois même le seize, quoique plus particulièrement affecté aux siéges, formaient des batteries de six à douze bouches à feu, dites batteries de position; elles étaient manœuvrées par les canonniers restés au parc, après que l'on avait pourvu au service des pièces de bataille.

Quel que soit celui de ces deux rapports, la défensive ou l'offensive, sous lequel on veuille envisager l'organisation active des armées de la république, on ne tarde pas à y découvrir plus d'un inconvénient. Sans doute que des divisions ainsi formées de troupes de toutes armes, et dans la même proportion que l'armée entière, pouvaient agir isolées, détachées, et, jusqu'à un certain point, se suffire à elles-mêmes; mais, outre que ce système d'opérations partielles, qui était en effet celui de l'époque, est beaucop plus propre à éterniser la guerre qu'à procurer des résultats décisifs et prompts, il expose sans cesse quelques-unes des parties de l'armée à être séparées, tournées et battues à l'insu des autres. L'étendue du théâtre de la guerre, la nature et l'importance de la lutte, l'activité des opérations, et surtout la force numérique des armées, demandaient plus de liaison, plus d'ensemble et une plus large répartition des masses. Rien de mieux que ce système de divisions pour des armées de trente à quarante mille hommes, surtout si l'on avait soin de réunir la totalité de la grosse cavalerie et quelques régiments de cavalerie légère en une réserve spéciale; mais il ne paraît plus convenir au delà de cette limite : l'attention du généralissime serait trop divisée, et l'impulsion trop difficile à donner. Les

premières grandes fractions d'une armée doivent s'accroître en raison de sa force, et ce n'est qu'à partir d'un certain point, d'une certaine subdivision, que les différentes armes peuvent se combiner entre elles, sans que leur énergie respective en soit altérée. Dans la comparaison que l'on a souvent faite des divisions dont il s'agit aux légions romaines, on eût dû tenir compte de la proportion toute différente de la cavalerie dans les unes et dans les autres, et surtout de l'influence et du rôle essentiellement différent de cette arme dans l'antiquité et chez les modernes ; il fallait aussi faire remarquer que les Romains limitèrent constamment l'armée consulaire à quatre légions, bien qu'il y eût eu beaucoup moins d'inconvénient pour eux à dépasser cette proportion, qu'il n'y en avait durant la révolution à aller au delà de quatre divisions par armée.

La latitude accordée aux généraux de division par l'effet même de cette organisation des forces de la république, diminuait l'action du commandant en chef, et rendait plus difficile la concentration de l'armée. Dans l'espèce d'indépendance où se trouvaient ces généraux, et à la tête de corps constitués pour agir seuls, on devait s'attendre, de leur part, à des entreprises qui ne se lieraient pas toujours avec le système de guerre adopté, avec le plan général d'opération, parce qu'il est de la nature de chacun de se montrer bon à quelque chose, et de chercher la réputation en évitant de la partager avec les autres. Ainsi, et alors même que les représentants du peuple aux armées ne se fussent pas chargés de présider aux opérations, le commandant en chef n'aurait pas encore été généralissime dans toute la force du mot. Ceci explique pourquoi, dans une aussi grande conflagration, les batailles générales furent rares et les combats fréquents.

Cette dernière remarque est surtout motivée par le début de la campagne de 1794 : on se battit pendant un mois entier de Luxembourg à Dunkerque, avec un acharnement qui offre peu d'exemples. Jamais l'histoire n'eut à retracer des mouvements plus multipliés, des scènes plus sanglantes, et cepen-

dant les résultats furent nuls pour un parti comme pour l'autre. Un avantage obtenu sur un point était toujours balancé par un échec sur un autre, parce que les divisions s'entrechoquaient isolément, parce qu'elles couraient sans calcul et sans combinaison à la rencontre l'une de l'autre.

Si l'on considère que l'on n'obtient de grands effets de la cavalerie qu'en la réunissant en fortes masses, l'on sera conduit à blâmer de nouveau la formation des armées républicaines. Les deux ou trois régiments attachés à chaque division, bien que suffisants pour des coups de main, et pour préparer et compléter un succès, ne pouvaient que faiblement seconder l'infanterie et les batteries sur les champs de bataille; ils étaient d'ailleurs impuissants pour arrêter l'ennemi à l'issue d'une défaite. Dans le cas très rare où toutes les divisions se réunissaient, leur cavalerie, quoique imposante par le nombre, se présentait cependant avec désavantage à l'ennemi, faute d'avoir été préparée de longue main à produire ces grands ouragans dont parle l'Écriture, et que Guibert nous cite comme une manœuvre familière à la cavalerie prussienne. Nos chasseurs et nos hussards acquirent une réputation méritée; mais ils la durent bien moins à des charges générales et en grandes masses, qu'à des engagements partiels, où l'adresse et l'enthousiasme des combattants ont toujours une influence considérable sur les résultats. La grosse cavalerie n'ayant pas les mêmes chances, était moins citée. Il en fut autrement sous le régime impérial, ainsi que nous aurons occasion d'en juger dans une prochaine leçon. L'expérience prouve, d'ailleurs, qu'il y a plus d'un inconvénient à asservir ainsi la cavalerie aux pas, aux haltes et aux habitudes de l'infanterie. Parce que les différentes armes existent pour se protéger, il ne s'ensuit pas que l'une ne puisse se passer des autres : il faut bien se garder d'accréditer une semblable doctrine.

Le général Hoche paraît avoir songé le premier à réformer l'usage d'éparpiller la cavalerie dans les divisions. Appelé au commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse, à l'ouverture

de la campagne de 1797, il signala son entrée en fonctions, en réunissant en divisions spéciales, et par armes, les hussards, chasseurs et dragons. Cette organisation, que nous ne conseillerions pas de prendre pour modèle, à cause qu'elle tendait à affaiblir l'émulation entre ces différentes armes, et à leur faire perdre l'habitude de s'aider et de s'appuyer réciproquement, était néanmoins très supérieure à toutes les précédentes. Si les chasseurs ou les dragons peuvent, à la rigueur, se passer de la grosse cavalerie, il n'en est pas de même de celle-ci qui a besoin de leur secours, tant pour s'éclairer que pour compléter ses succès.

Le général de l'armée d'Italie, sans en venir précisément à cette uniformité d'organisation de la cavalerie introduite par Hoche, détacha souvent des divisions les régiments de cette arme pour les joindre à la réserve (1). Mais une preuve d'un grand poids à l'appui de nos réflexions, c'est que ce même général, devenu successivement consul et empereur, s'empressa de renoncer à cette manière de distribuer la cavalerie.

On approuverait plus volontiers cette association de la cavalerie et de l'infanterie, si elle ne devait être rompue dans une foule de cas, et notamment par les difficultés du pays. Voyez Bonaparte dans l'Apennin (1796); et dans les Alpes noriques (1797), il est obligé de tenir sa cavalerie bien loin sur les derrières et d'attendre, pour la faire avancer, que l'infanterie ait gagné quelque plaine où la première puisse vivre et agir.

La présence d'une ou plusieurs compagnies d'artillerie à cheval dans les divisions, était une conséquence naturelle de leur composition mixte; car cette arme est pour la cavalerie une compagne essentielle, un auxiliaire indispensable. Cependant, quoiqu'il ne puisse s'élever aucun doute sur la réalité des services que rendit l'artillerie à cheval des divisions, il n'est pas moins vrai qu'il eût été possible d'assigner à ce

(1) Jomini. — *Guerres de la Révolution*, tom. X, pages 26 *bis* et 87.

nouvel agent une destination plus utile et plus conforme au but de sa création, si l'on avait renoncé à disperser la cavalerie, pour en former des divisions spéciales, ainsi que cela se pratiquera bientôt.

L'artillerie eut une part fort active à la défense du territoire, et aux premiers essais offensifs des armées françaises. On en mettait alors beaucoup en bataille; mais l'on donna de bonne heure la préférence à l'artillerie à cheval, parce que son action répondait à l'impétuosité de nos soldats, et que son feu, exécuté de plus près, avait plus d'efficacité. Cependant, d'après ce qu'en a dit un juge des plus compétents, le général Foy, cette préférence accordée à l'artillerie à cheval, et l'emploi fréquent que l'on en faisait, auraient porté préjudice à l'artillerie à pied. Voici de quelle manière sont exprimées ses réflexions :

« L'engouement pour les bonnes choses conduit toujours à « mal. L'artillerie à pied, énervée par la formation et l'aug« mentation de l'artillerie à cheval, commença à perdre l'es« prit militaire, et les canonniers nouveaux, limités au tra« vail manuel des arsenaux et des parcs, restèrent paysans « et devinrent raisonneurs. On eut lieu de s'en apercevoir « dans la défense des places fortes d'Italie, pendant la mal« heureuse campagne de 99. Les officiers instruits, restés « en grand nombre dans un corps moins mutilé que les autres « par l'émigration, s'étaient confinés volontairement dans les « établissements du matériel. Les jeunes gens étaient décou« ragés à la vue d'une carrière qui paraissait obstruée. Les « chefs de l'arme furent réduits en campagne au rôle essen« tiel, mais obscur, d'ordonnateurs des approvisionnements « en instruments et en munitions de guerre. »

Les armées de la république obtinrent de grands succès, et cela devait être. Il faut en voir les causes dans un immense développement de forces, dans le génie de certains chefs, dans le courage et l'enthousiasme des combattants; et, l'on doit dire encore, dans cette union et cette fraternité qui régnaient entre les corps et les individus, et qui les portaient à s'aider, à se

secourir mutuellement, sans attendre que l'ordre en fût donné. Mais ces armées eurent aussi des revers : ne peut-on pas les attribuer à un défaut de concentration du commandement, et à cette répartition des troupes de toutes armes en corps de huit à dix mille hommes, ayant des sphères d'action séparées, quoique agissant sur la même frontière et dans un même but? Ne convient-il pas de penser qu'avec un système plus conforme aux vrais principes, à ceux qui prescrivent, avec l'unité, l'universalité et l'indépendance du commandement, une telle combinaison des masses, qu'elles se puissent prêter à toute heure un secours mutuel et efficace ; ne convient-il pas de penser, disions-nous, que nos premiers succès, dans le Nord et en Allemagne, eussent été plus durables et obtenus à moins de frais? La conduite et le dénouement glorieux des deux premières campagnes d'Italie ne laissent aucun doute à ce sujet. Les quatre à cinq divisions avec lesquelles Bonaparte s'avança jusqu'aux portes de Vienne, formaient un tout d'une harmonie parfaite et entièrement exempt des inconvénients attachés aux grandes armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse. C'est à l'admirable proportion de ce tout, dont le général resserra et cimenta de plus en plus toutes les parties, qu'il faut attribuer la possibilité où il fut de réaliser les conceptions de son vaste génie. Toujours, dans le cours de ses campagnes, les divisions reçurent une impulsion unique, et cette impulsion leur fut imprimée par une volonté forte et indépendante ; toujours on les vit manœuvrer et combattre, pour ainsi dire, à la portée de la voix l'une de l'autre ; toujours, enfin, l'ennemi fut prévenu et assailli par des masses supérieures (1).

On peut croire, au reste, que des raisons politiques avaient influé sur l'organisation des armées de la république. Un pouvoir aussi ombrageux et aussi fondé à trembler pour son existence que celui de la Convention, ne devait pas être sans inquiétude du côté de l'armée ; et c'est en effet ce qu'atteste

(1) *Voy.* ci-après la 17e leçon.

la présence des représentants du peuple au milieu des quartiers généraux. Dans son état de continuelles alarmes, l'odieuse assemblée n'aurait-elle pas sacrifié à sa sécurité une partie des considérations militaires? Ne serait-ce pas pour prévenir toute tentative de rébellion dans l'armée, qu'elle aurait limité l'action des généraux en chef, et accordé, comme pour servir de contre-poids à leur influence, un certain degré d'indépendance aux généraux de division? Cette opinion, que nous partageons avec quelques écrivains, nous paraît renfermer la meilleure explication que l'on puisse donner de l'organisation des armées de l'époque.

Nous n'ignorons pas que ces réflexions sur le système divisionnaire, appliqué aux armées de la république, présentent plus d'un point de divergence avec ce qu'ont écrit sur le même sujet des auteurs infiniment respectables ; aussi n'avons-nous exposé nos idées que pour en appeler plus expressément aux lumières de nos maîtres, et non pour nous donner comme autorité. Qu'on veuille bien considérer toutefois que nous n'avons pas eu l'intention de blâmer l'organisation de la division prise isolément, laquelle nous paraît convenable dans certaines circonstances ; mais uniquement le système des divisions appliqué aux grandes armées, telles que la république en mit sur pied ; et que ce n'est qu'en cela seulement que nous différons de plusieurs écrivains, au nombre desquels se trouve, à notre très grand regret, M. le comte Mathieu Dumas. Nous disons à notre très grand regret, parce qu'en effet personne plus que nous n'apprécie les vues pleines de sagesse et de profondeur du savant et vénérable général. Au reste, voici de quelle manière sont exprimées ses réflexions :

« La plus parfaite imitation, dit-il, de l'excellente organi-
« sation des légions romaines, et la seule possible avec les
« éléments dont se composent nos armées, c'est l'organisa-
« tion des divisions françaises, telles qu'elles ont existé dans
« les premières campagnes de la guerre de la révolution,
« avant que la formation des corps d'armée, en perfection-

« nant à la vérité le système d'organisation générale des armées eût apporté des altérations très nuisibles dans celle « des divisions (1). Ce serait une grande faute que d'abandonner ou de négliger cette belle répartition des troupes de « toutes armes, aujourd'hui adoptée dans toutes les armées « de l'Europe, et dont on reconnaîtra de plus en plus les « avantages, si on se décide à conserver ces divisions pendant la paix, à leur rendre leur organisation et leur administration fixes et dans le même ordre, comme celle des « corps des différentes armes dont elles doivent être composées dans une proportion semblable (2).

« Il est très remarquable que ce système de divisions qui, « comme celui des légions romaines, se prête si bien à tous « les besoins, à toutes les manières de combiner ses forces « pendant la guerre, et de les maintenir sur le pied le plus « respectable et le plus économique pendant la paix, ait « échappé à de grands généraux, à des hommes de génie, « qui avaient étudié l'antiquité, à Frédéric lui-même, et « qu'il soit né, pour ainsi dire, du hasard et de la nécessité,

(1) Nous ne voyons qu'un tort dans les altérations dont parle le général, c'est celui d'avoir retiré des divisions non-seulement l'artillerie à cheval et la grosse cavalerie, ce qui n'aurait été que très judicieux, mais aussi toute la cavalerie légère. Privée de l'assistance immédiate de quelques pelotons de cette dernière arme, l'infanterie n'a pu être informée à temps : beaucoup d'à-propos décisifs ont été perdus, et de nombreux combats sans résultats.

(2) L'état actuel du casernement, la population et les ressources de la plupart des villes de garnison, la répartition des établissements du matériel, la pénurie de fourrages dans beaucoup de départements, la présence obligée d'une certaine quantité d'infanterie sur une foule de points, tels que les ports, les îles, etc., s'opposant absolument à ce que tous les éléments d'une même division soient ensemble, on ne voit pas quel grand avantage résulterait de cette organisation permanente, laquelle, d'ailleurs, présenterait plus d'une difficulté sous le rapport administratif. On parviendrait tout aussi sûrement, ce nous semble, à former les troupes à la grande guerre, en se bornant à les réunir en divisions et corps d'armées, l'espace de deux à trois mois seulement chaque année, pendant lesquels elles simuleraient toutes les opérations d'une campagne.

« au milieu de la confusion qui régnait d'abord dans l'orga-
« nisation des premières armées de la république. »

§ III.

Il y aurait beaucoup à s'étendre sur les changements apportés par les guerres de la révolution dans les mœurs, les habitudes et la manière d'être et de vivre des armées. S'il est remarquable que ces changements restreignirent les prérogatives des individus, altérèrent même leur bien-être, pour mieux ajouter à la puissance des masses, dont ils accrurent en effet l'énergie et la mobilité, c'est un fait non moins digne d'observation, qu'ils furent tous ou presque tous provoqués par la force des choses et le caractère même de ces guerres. La suppression des tentes est un premier exemple à l'appui de ces réflexions : leur usage était une source d'embarras et de retard dans les mouvements; mais il est vraisemblable qu'en se décidant à y renoncer dès 1792, les Français eurent moins en vue de remédier à cet inconvénient, que de parer à l'impossibilité, en quelque sorte absolue, d'en pourvoir des armées aussi nombreuses, et d'un effectif aussi variable que celles de la république. Les étrangers, considérant qu'ils seraient sans cesse prévenus par des adversaires devenus plus lestes et plus propres à agir à tout événement, depuis qu'ils avaient abandonné l'usage de camper sous des tentes, se décidèrent au même sacrifice.

Une armée établie sous des baraques en paille ou en branchages n'est pas moins à l'abri que sous des tentes, et elle n'a pas à s'inquiéter de son attirail de campement. Si l'ennemi vient à se présenter, quelques instants lui suffisent pour prendre les armes, tandis qu'avec des tentes, qu'elle devrait abattre, plier et charger sur des chevaux de bât, elle perdrait un temps précieux et manquerait souvent les plus belles occasions. Ainsi que l'a remarqué avant nous M. le général Marbot, l'armée qui bivaque sous des baraques ne donne aucun signal de son départ, au lieu qu'avec des tentes qu'il

faut enlever, l'ennemi est averti que l'on va faire un mouvement. En général, de ce que les baraques restent en permanence sur le terrain, et que les tentes s'enlèvent, il est beaucoup plus facile de tromper l'adversaire sur nos intentions, la grandeur de nos ressources, et les dispositions que nous allons prendre.

Il est à présumer que les tentes resteront proscrites aussi longtemps que durera le mode actuel de guerre. S'il convient d'y revenir éventuellement, ce ne doit être que dans les stations de quelque durée, comme dans un camp retranché ou devant une place que l'on assiége, mais jamais en manœuvrant.

La voie des réquisitions en nature, à laquelle on s'attacha principalement pour faire vivre les armées de la république, est le second exemple que nous présenterons comme une innovation due à la force des circonstances. La guerre d'invasion, si conforme au caractère audacieux des Français, et à laquelle ils donnèrent en effet la préférence dès l'origine des hostilités, se prêtait à ce mode d'approvisionnement, qui, de tout temps, fut la ressource des conquérants. Rien de mieux assurément qu'un tel moyen, quand il ne dégénère pas en pillage, et lorsqu'on se porte sur un pays fertile, avec la certitude de s'y maintenir assez longtemps pour effectuer les réquisitions; mais aussi à combien de privations et de misères une armée n'est-elle pas exposée, lorsque l'une de ces chances a cessé d'exister. Tout ce que ce système peut offrir d'avantages et d'inconvénients, de biens et de maux, les troupes républicaines l'éprouvèrent à plusieurs reprises, et souvent d'une manière à détourner de l'appliquer désormais aussi exclusivement qu'on crut pouvoir alors le faire (1).

(1) Ce ne fut que sur la fin de la campagne de 1794, et lorsque les armées, accrues au de là de toute proportion, eurent repris la Belgique et envahi la Hollande, que l'on s'habitua à vivre uniquement de réquisitions. Jusqu'alors les magasins avaient en grande partie fourni à la subsistance de l'armée.

Dans cette campagne si glorieuse, les officiers payés en assignats, c'est-à-

Si économique et si conforme au génie de la guerre que soit ce moyen, il faut en user avec circonspection, par cela seul qu'il expose à la pénurie, de laquelle résultent l'indiscipline et les autres causes de désorganisation. La saison, les lieux, les circonstances, pourront seuls indiquer jusqu'à quel point l'on devra compter sur les réquisitions, et la meilleure manière de les effectuer. On ne peut pas toujours espérer de vaincre, et cependant ce n'est que dans la victoire qu'il devient possible de nourrir la guerre par la guerre ; ce qui indique assez de ne pas négliger l'ancien système des magasins, et les autres moyens de subsistances propres à remplacer les réquisitions en cas de revers.

L'affaire des vivres est l'écueil inévitable contre lequel viennent échouer plus ou moins heureusement tous les projets militaires. Aussi, Frédéric plaçait-il, de pair avec ses plus habiles généraux, l'intendant de l'armée, mais, bien entendu, l'intendant à qui il n'échappait aucun soin, aucune prévision. Napoléon ne faisait pas un moindre cas de l'illustre et infatigable Daru. Jomini n'hésite point à déclarer que l'art de faire vivre les armées est encore peu connu (1), « parce que, dit« il, peu d'administrateurs s'en sont occupés avec succès, et « que le vulgaire ne voit que les résultats sans s'occuper des « moyens ; loin de faire des progrès dans la révolution, il a « plutôt rétrogradé ; car si l'un des partis attacha trop de « prix aux magasins, l'autre encourut trop souvent le re« proche d'imprévoyance, etc., etc. » Nous ne partageons pas cette dernière opinion de l'illustre écrivain ; car, bien qu'on doive en partie attribuer au manque de subsistances l'issue malheureuse des expéditions de Russie et de Portugal, ainsi que celle de plusieurs autres entreprises militaires des derniers temps, il n'en est pas moins vrai qu'aucun général

dire à peu près sans solde, étaient soumis au régime du soldat, marchant à pied, portant le sac sur le dos, mangeant le pain de munition, et vivant des hasards de la guerre.

(1) *Guerre de la Révolution*, tom. XIV, p. 149.

moderne, mieux que Napoléon, n'a su se créer des ressources par la guerre même, et faire agir les ressorts matériels de l'organisation des armées. Son système est analysé dans le passage suivant de M. de Carrion-Nisas : « On s'emparait du « pays, dit cet écrivain) on commençait à l'administrer dès « l'occupation. Cette administration, par sa forme et dans « son propre intérêt, ménageait les ressources du pays ; d'un « autre côté, elle remplissait le mieux possible les besoins « de l'armée. Le conquérant jouait un rôle double ; il repré- « sentait à la fois le pays envahi et l'armée qui l'envahissait. « Il n'est pas douteux que ce système n'assure et ne ménage « mieux que tout autre les consommations de l'armée et les « facultés reproductives du pays ; mais il ne peut avoir lieu « que dans l'accomplissement d'un grand plan, sur une vaste « échelle d'opération, et avec de puissants moyens d'en- « vahissement et de conservation. »

SEIZIÈME LEÇON.

RÉPUBLIQUE.

§ I. Résumé historique et critique des campagnes du nord en 1792 et 1793. Bataille de Jemmapes. — Invasion de la Belgique. — Tentative de Dumouriez sur la Hollande. — Les Autrichiens reprennent l'offensive sur la Meuse; ils obligent les républicains à une retraite précipitée. — Bataille de Nerwinde. — Évacuation de la Belgique. — § II. Défensive des Français sur la frontière du Nord. — Les alliés investissent Condé et Valenciennes. — Vains efforts des républicains pour dégager ces places. — Ils sont successivement chassés des camps de Famars et de César, et de la forêt de Mormale. — Condé, Valenciennes et le Quesnoy tombent au pouvoir de l'ennemi. — Bizarre conception des alliés; ils se partagent en deux masses sur Maubeuge et Dunkerque. — Bataille d'Hondschoote. — Levée du siége de Dunkerque. — Opérations relatives au déblocus de Maubeuge. — Bataille de Wattignies. — Jourdan, victorieux, repousse l'ennemi au delà de la Sambre. — Inaction des armées. — § III. Projets et forces respectives des deux partis à l'ouverture de la campagne de 1794. — Les républicains sont vivement repoussés au centre. — Essais infructueux en Flandre et sur la Sambre. — Belle conception de Carnot. — Arrivée de l'armée de la Moselle à Charleroi; cette place capitule. — Bataille de Fleurus. — Mouvements et projets à la suite de cette journée. — Jonction tardive des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse à Bruxelles. — Elles se séparent de nouveau. — Pichegru poursuit les Anglo-Hollandais, et Jourdan les Autrichiens. — Les alliés repassent la Meuse. — § IV. Les républicains restent dans l'inaction. — Reprise des opérations. — Passages de l'Ayvaille et de la Roër. — Retraite des Autrichiens derrière le Rhin. — Campagne d'hiver de l'armée du Nord. — Un froid rigoureux permet aux Français d'envahir la Hollande. — Révolution à Amsterdam. — Soumission des Provinces-Unies. — Idée générale des opérations sur le Rhin en 1795. — Les Autrichiens débloquent Mayence et reprennent Manheim. — Jourdan se porte trop tard au secours de l'armée du Rhin.

§ I.

Il nous faut maintenant invoquer les faits pour constater les progrès et les applications de l'art, sous le rapport de la stratégie et des batailles ; quoique contraint de nous renfermer dans un cadre fort rétréci, nous examinerons cependant, dans l'ordre des dates et en suivant le fil des événements, la plupart des campagnes reconnues et citées comme les plus mémorables et les plus instructives. Si nous avons entrepris de donner une analyse suivie et raisonnée de ces campagnes, c'est que nous avons pensé que, sans nous écarter du but spécial de nos leçons, nous pouvions ajouter aux connaissances historiques des élèves un complément nécessaire et intéressant (1).

Nous avons dit un mot de l'origine de la guerre et de l'expédition du duc de Brunswick, nous allons reprendre les événements à partir de cette époque ; mais en laissant toutefois de côté les campagnes secondaires des Pyrénées, des Alpes, et même du Rhin-et-Moselle, pour donner notre attention tout entière aux opérations de l'armée du nord.

Aucune combinaison remarquable ne se rattache aux campagnes de 1792 et 1793. Dumouriez, qui avait laissé entrevoir une étincelle de génie dans sa marche de Sedan aux Islettes, ne fut plus qu'un général médiocre dans l'expédition de Belgique. Jamais, cependant, il ne s'était présenté un concours de circonstances plus propres à faciliter un projet d'invasion, et à faire ressortir de grands talents militaires. Les Belges appelaient les Français ; et le duc Albert (2), fidèle au pernicieux système de cordon, en crédit dans l'armée impériale depuis la mort du prince Eugène, étendait ses faibles cantonnements de Namur à la mer. Mais, ni le général, ni le conseil

(1) Pour les événements politiques contemporains, voyez l'*Histoire de la Révolution française*, par M. Thiers, 4e édition, tomes III et suivants.

(2) C'était le généralissime des forces impériales en Belgique.

exécutif n'aperçurent le parti que l'on pouvait tirer de la disposition des esprits, et de cette dispersion des Autrichiens.

La question, qui se réduisait à porter soixante mille hommes sur les communications de ces derniers, pouvait être résolue d'une manière aussi brillante que décisive, en profitant du succès de Valmy pour s'avancer d'abord jusqu'au Rhin. Il ne s'agissait, pour cela, que de poursuivre les Prussiens à outrance, en même temps que Custine (1), se dirigeant sur la basse Moselle, intercepterait leur seule ligne de retraite. Les deux armées réunies sous Coblentz, à la suite de ce mouvement concentrique, descendant alors le Rhin par Andernach, Bonn et Cologne, seraient venues occuper Aix-la-Chapelle et Juliers, prenant ainsi à revers toutes les possessions autrichiennes et prussiennes en deçà du fleuve : Turenne et Frédéric eussent opéré de la sorte; mais il ne fallait pas s'attendre à une semblable résolution de la part des généraux de 92.

Il restait un autre parti à prendre, après que l'on eut commis la faute de laisser échapper les Prussiens : c'était de suivre la Meuse avec toutes les forces disponibles en Champagne et dans les Ardennes, pour se porter sur Namur et Liége. Ce plan, qui ne diffère, pour ainsi dire, du premier que par la grandeur de l'échelle, était alors le seul que l'on eût dû adopter. Rien de tout cela ne fut aperçu ; et nous allons voir amplement se vérifier le mot de l'écrivain spirituel, qui a dit que

(1) Ce général, pendant la campagne de l'Argonne, campait non loin de Spire avec dix-sept mille hommes. C'était l'aile gauche de l'armée qui, sous les ordres de Biron, devait défendre l'Alsace. En voyant le peu de précautions apporté par les alliés pour couvrir leurs derrières, Custine conçut et exécuta l'audacieux projet d'enlever Mayence par surprise. Les clefs de cette importante forteresse, dans laquelle il avait trouvé moyen de se créer des intelligences, lui furent remises, le 21 octobre, au moment même de la retraite des Prussiens. L'occupation de Mayence fut suivie de celle de Francfort-sur-le-Main, pointe excentrique, impolitique, inutile et dangereuse. Mais Custine était un de ces hommes aventureux pour qui la renommée, quelle qu'en soit l'occasion, est un besoin qui domine toutes les pensées.

Dumouriez n'avait été que l'ébauche imparfaite d'un grand homme.

L'armée n'eut pas plutôt rempli sa glorieuse mission dans l'Argonne, qu'elle reçut l'ordre de rétrograder sur Maubeuge et Valenciennes. Le général et le conseil exécutif avaient résolu de marcher de front à l'ennemi, et de diriger principalement leurs efforts sur Mons, où se trouvait le quartier général autrichien. C'était ce qu'on pourrait appeler une grande hérésie stratégique. Heureusement, quel que fût le projet auquel on s'arrêtât, exécuté par quatre-vingt mille hommes pleins d'enthousiasme et à portée de leur base d'opérations, contre quarante mille, à deux cents lieues de leurs dépôts, il présentait toujours assez de chances pour envahir le pays, si tel eût été le seul but à atteindre ; mais l'on devait de plus anéantir l'armée ennemie, et empêcher désormais tout retour offensif de sa part : or, cette chance n'était rien moins que certaine avec le plan que l'on adopta.

Le duc Albert, que la marche des colonnes françaises vers le nord avertissait depuis un mois de concentrer ses forces, avait à peine réuni vingt mille hommes à l'ouverture des opérations. Il occupait la position de Jemmapes, préparée de longue main pour servir de champ de bataille, mais trop étendue pour si peu de monde. Les points accessibles en étaient défendus par quatorze redoutes garnies de cinquante bouches à feu, indépendamment de l'artillerie régimentaire placée dans les intervalles. Un taillis et les villages de Cuesmes et de Jemmapes couvraient le centre. La ligne, qui régnait du sud-est au nord-ouest, présentait différentes parties saillantes et rentrantes, que les républicains entreprirent de battre d'enfilade et d'écharpe, mais sans beaucoup de succès, la position étant plus élevée que le terrain de leurs batteries.

Les localités, sur la gauche de cette position, et la direction de son front presque parallèle à la ligne de retraite de ceux qui devaient la défendre, indiquaient suffisamment à Dumouriez de porter tous ses efforts de ce côté ; il ne sut pas mettre à profit cette circonstance favorable, il se conduisit

comme dans l'enfance de l'art : il s'arrêta à une attaque de front, qui sauva l'armée ennemie au moment où tout conspirait à sa ruine. Nos colonnes, entassées dans les rentrants de la position, sous le feu croisé des redoutes et des pièces régimentaires, éprouvèrent des pertes immenses, jusqu'au moment où les tirailleurs ayant tourné Jemmapes, permirent un effort général, qui décida enfin l'ennemi à la retraite. Elle se fit avec ordre et fermeté, sous la protection de cette même aile gauche que nous eussions dû accabler de tous nos moyens.

Le général français ne sut tirer aucun fruit de sa victoire. Il s'arrêta cinq jours à Mons, et fit un pont d'or à un ennemi qu'il pouvait anéantir en brusquant ses premières marches. L'objet important était d'empêcher les Impériaux de se rallier, et de les prévenir sur la Meuse. Dumouriez ne le sentit pas, ou du moins ne fit-il rien pour y parvenir : il persista à s'avancer de front, étendant ses ailes à Anvers et à Namur. La lenteur de ses mouvements fut telle, qu'il n'arriva à Liége que vingt-deux jours après la bataille, et sans avoir entamé l'armée autrichienne avec une supériorité de quarante mille hommes. Turenne eût parcouru cette distance en quatre jours, Frédéric en trois, et Napoléon en quarante-huit heures (1).

Ces fautes, qu'un jour la critique devait faire tourner au profit de l'instruction de la postérité, n'étaient pas de celles que l'on pût alors facilement apercevoir, et la victoire n'en eut pas moins de retentissement. Elle remplit la France de joie et l'Europe d'une nouvelle surprise. Il fut question partout de cette artillerie bravée avec tant de calme et de courage, de ces redoutes tournées ou emportées avec tant d'audace; on exagéra même le péril et la victoire, et, dans toute l'Europe, la faculté de gagner de grandes batailles fut de nouveau reconnue à ces Français, que l'on ne croyait propres qu'à des coups de main et à des affaires de postes.

(1) Cette appréciation est principalement motivée par la différence des procédés tactiques aux temps de chacun de ces grands capitaines.

Un dernier effort eût suffi pour rejeter l'ennemi au delà du Rhin; Dumouriez ne songea même pas à inquiéter ses quartiers d'hiver sur la Roër. Les vues peu militaires de ce général se reportant alors sur les forteresses, il s'attacha à faire le siéges de Namur et d'Anvers, dont il eût été plus simple et plus avantageux d'aller chercher les clefs à Cologne et à Neuss. L'occupation de ces deux places termina la campagne, dans laquelle il est facile de s'apercevoir que le bonheur des Français surpassa de beaucoup leur science.

Une bataille nous avait valu la conquête de la Belgique, une bataille nous la fit perdre. Voici comment :

La Hollande, à peine sortie d'une révolution qui avait contraint le stathouder à recourir aux baïonnettes prussiennes pour rétablir son autorité méconnue, renfermait une multitude de mécontents. Bercé de l'espoir qu'ils favoriseraient une entreprise sur ce pays, Dumouriez avait pressé la Convention d'y porter la guerre. Louis XIV, d'après l'avis de Turenne, avait indiqué pour toujours aux Français le véritable chemin d'Amsterdam. Il ne s'agissait que de le suivre, en débutant au préalable par s'assurer de la rive gauche du Rhin, de Mayence à Wesel. Le général en chef crut devoir prendre une tout autre direction.

Soit qu'il eût appris qu'un souffle rallumerait le feu de la révolte en Hollande, soit qu'il voulût frapper l'opinion par quelque entreprise extraordinaire, il se décida à marcher sur Rotterdam, en traversant les nombreux bras de mer situés à l'embouchure de la Meuse et du Rhin. Le Péruvien Miranda, l'un de ses lieutenants, qu'il avait chargé du commandement des troupes stationnées aux environs de Maëstricht, après s'être emparé de cette place par un simulacre de siége, devait venir lui donner la main à Nimègue et à Utrecht, d'où ils auraient poussé conjointement sur Amsterdam.

Ce projet, que la nature du pays rendait déjà d'une exécution fort difficile, était d'ailleurs contraire à toutes les règles. Ne devait-on pas s'attendre que les Autrichiens, qui recevaient chaque jour de nouveaux renforts, inquiéteraient le siége de

Maëstricht, dont rien d'ailleurs n'annonçait la prochaine reddition? Était-il à supposer qu'ils resteraient tranquilles dans leurs cantonnements, lorsque le départ d'une partie des forces républicaines pour la Hollande leur fournissait la double chance de reconquérir la Belgique, et d'intercepter les communications de l'armée d'expédition? Si, trompé sur les forces réelles de l'ennemi, Dumouriez le crut dans l'impossibilité de rien entreprendre, il eut le plus grand tort de ne pas profiter de sa faiblesse pour l'anéantir et balayer toute la rive gauche du Rhin; si, au contraire, cet ennemi se montrait menaçant, bien loin de faire un grand détachement, et de s'aventurer en Hollande, il fallait ajourner cette conquête et tenir ses masses réunies pour frapper un coup décisif sur la Roër.

Ces considérations ne purent changer la détermination de l'imprudent général. Ne pouvant toutefois les perdre entièrement de vue, et surtout méconnaître l'importance de posséder un point sur la basse Meuse pour couvrir son mouvement et préparer sa jonction avec Miranda, il prescrivit à celui-ci de se saisir de Venloo: mesure tardive et d'ailleurs fort accessoire, que fit échouer la présence d'un corps prussien accouru de Wesel pour sauver cette place. Dumouriez, pour qui ce premier contre-temps eût dû être un trait de lumière sur les intentions ultérieures des coalisés, et sur le danger d'une pointe en Hollande, n'en pressa que davantage ses préparatifs. Plein de confiance dans ses desseins, il quitte Anvers dans les premiers jours de février, et se dirige vers l'embouchure de la Meuse, à la tête de vingt-cinq mille hommes: la fortune semble d'abord le favoriser au delà de ses espérances. Breda et Gertruidenberg, que l'état de leurs ouvrages et la force de leurs garnisons mettaient en mesure de résister, ouvrent leurs portes à la suite d'un bombardement de quelques heures. Il a trouvé dans la dernière de ces places un bon nombre de bateaux qui lui serviront à franchir le Biesboch; déjà tout est disposé pour embarquer les troupes. Mais quels ne sont pas son étonnement et son dépit en appre-

nant que les Autrichiens ont osé sortir de leurs quartiers pour tomber sur les nôtres; que l'armée, battue à Aix-la-Chapelle et à Liége, est en pleine retraite sur Tirlemont, après avoir levé le siége de Maëstricht qu'une centaine de bombes n'a point fait capituler, comme il s'y était attendu. Arraché à ses illusions par un ordre impératif qui lui prescrivait de rejoindre l'armée principale en toute hâte, il néglige de se faire suivre par le corps d'expédition, dont la présence au point décisif pourrait encore tout réparer. Ce corps, désormais exposé à perdre ses communications, ne devra son salut qu'à la lenteur des Anglo-Hollandais et des Prussiens, qui aimèrent mieux reprendre Gertruidenberg et Breda que de le poursuivre (1).

L'armée s'était repliée jusqu'à Louvain, où le général en chef la retrouva dans l'état le plus déplorable. Il importait avant tout d'y rétablir l'ordre et la confiance, sans lesquels le nombre devient d'autant plus embarrassant et d'autant plus inutile qu'il est plus considérable. Réunissant les officiers et s'adressant aux soldats, il les exhorte à reprendre l'attitude convenable à des braves, et parvient à son but avec une adresse qui donne lieu de remarquer qu'il n'était pas sans connaissance du cœur humain et sans talents administratifs. Un moyen puissant pour retremper le moral d'une armée, et surtout d'une armée française, lorsqu'on peut y avoir recours, c'est de reprendre l'offensive à la première occasion qui se présente. Dumouriez, qui connaissait toute l'efficacité de ce moyen, débuta par le mettre en pratique en faisant assaillir Tirlemont, que l'avant-garde ennemie occupait depuis vingt-quatre heures.

Ce combat, où les Autrichiens perdirent plusieurs centaines d'hommes, produisit sur l'armée un effet réparateur, dont le général crut devoir profiter pour livrer bataille. Bien

(1) La France, depuis la célèbre condamnation du 21 janvier, avait rompu avec tous les trônes. L'Angleterre, toujours lente à se décider, avait aussi pris rang dans la coalition.

que cette résolution ait encouru le blâme de certains commentateurs, elle ne nous en semble pas moins la plus sage que l'on pût adopter. Une retraite avec des troupes aussi découragées et aussi peu disciplinées eût achevé de tout perdre. Et, d'ailleurs, convient-il de s'y déterminer avant d'avoir tenté le sort des combats, lorsqu'une trop grande infériorité de forces ne vous y oblige pas d'abord? Dumouriez, ainsi que l'observe très judicieusement le général Jomini, n'avait évidement à choisir qu'entre une bataille défensive dans une forte position, et une bataille offensive. « Les premières, « ajoute cet écrivain, sont peu conformes au caractère fran- « çais, et le général n'est pas d'ailleurs aussi sûr de ses com- « binaisons que quand il détermine lui-même la direction de « ses efforts. Tout semble donc légitimer le parti pris par « Dumouriez; aussi, loin de l'en blâmer, lui reprochons- « nous seulement de n'avoir pas attiré à lui Harville et La- « marlière (1), pour en rendre le succès plus certain; car « c'est le plus grand avantage de l'initiative de pouvoir dé- « garnir les points secondaires, pour rassembler tous ses « moyens et frapper un grand coup (2). »

Décidé à poursuivre l'offensive, le général républicain fit reconnaître l'ennemi le lendemain du combat de Tirlemont. Celui-ci, qui avait replié ses avant-postes et concentré ses masses, occupait le terrain de Nerwinde, déjà célèbre par la victoire du maréchal de Luxembourg. Sa ligne régnait sur les hauteurs entre la petite Gette et le ruisseau de Landen, dans une direction perpendiculaire à celle du prince d'Orange en 1693. La droite s'étendait à Dormaël et à la chaussée de Tirlemont; la gauche à Oberwinden. Le front était couvert par la petite Gette et les villages d'Orsmaël, de Nerwinde et de Mittelwinden. Le prince de Cobourg avait succédé au duc Albert

(1) Le général Harville était à Namur avec sept à huit mille hommes; Lamarlière couvrait le flanc du corps de Hollande aux environs de Lier.

(2) *Histoire des guerres de la révolution*, tom. III, pag. 104.

dans le commandement de l'armée autrichienne, dont la force s'élevait à environ quarante mille hommes.

Le 18 mars, au matin, les Français passèrent la Gette sur huit colonnes, et attaquèrent la position de front. Ainsi qu'il manque rarement d'arriver en pareille circonstance, les premiers avantages furent aux assaillants ; ils se portèrent avec tant de vigueur sur Nerwinde et les autres villages, qu'ils les enlevèrent. Ces villages, et surtout la tombe de Mittelwinden, étaient les contreforts de la position. Les Autrichiens, qui n'attachaient pas moins de prix que nous à la possession de ces points capitaux, y dirigèrent une partie de leur première ligne et les reprirent. Les généraux français, n'entrevoyant pas d'autre moyen de vaincre qu'en persistant à agir de front, renouvelèrent d'inutiles efforts contre Nerwinde, qui devait être encore une fois l'écueil de notre malencontreuse infanterie (1).

La droite et le centre n'avaient point réussi dans leurs différentes tentatives, mais encore n'avaient-ils éprouvé aucun échec qui dût leur faire abandonner le champ de bataille. Il n'en était pas ainsi de la gauche, où commandait Miranda. Réduite à ne pouvoir déboucher d'Orsmaël, que l'artillerie autrichienne embrassait de ses feux, elle avait engagé une vive canonnade pour s'aplanir la route de la position. Cet échange de boulets, en donnant le temps à l'ennemi de tourner et d'assaillir de front cette aile avec des forces supérieures, occasionna sa ruine. Dumouriez, qui n'avait ni la ténacité, ni le coup d'œil du grand Condé, ne fut point inspiré par le souvenir de Nordlingue. Étourdi du coup que venait de recevoir sa gauche, il donna le signal de la retraite, qui fut aussi celui de l'évacuation de toute la Belgique.

Autant il y avait de raisons pour attaquer les Autrichiens, autant il y en avait pour éviter de les aborder de front ; et ce qui rend encore la conduite du général moins excusable, c'est qu'il pouvait à son gré, et suivant que le terrain et les

(1) Reportez-vous à ce qui a été dit de l'attaque du même village par le maréchal de Luxembourg.

dispositions de l'ennemi s'y prêteraient le mieux, tourner ou l'aile gauche ou l'aile droite de la position, sans découvrir ses communications. En effet, était-on battu à la suite d'une manœuvre sur l'aile gauche ? on se retirait ou sur Nivelle ou sur Namur ; préférait-on, au contraire, diriger ses efforts sur l'aile droite ? on rétrogradait sur Anvers en ralliant la division de Lier et le corps de Hollande.

On sait comment la défection de Dumouriez, arrivée peu de temps après la journée de Nerwinde, mit fin à sa carrière politique et militaire. Jamais général ne s'était trouvé dans une situation plus favorable pour se créer une grande réputation : il ne sut pas en profiter. Né pour les intrigues politiques et pour les détails d'un ordre secondaire, il prouva constamment qu'il n'entendait pas les hautes parties de la science de la guerre. L'art, entre ses mains, sembla rétrograder d'un siècle ; et ce n'est pas sans fondement qu'un écrivain judicieux a rangé les batailles qu'il livra dans la catégorie de celles de Rocoux et de Lauffeld, où nous avons vu que l'on combattit sans manœuvrer.

La guerre fut ramenée sur la frontière, où les alliés rivalisèrent avec nous à qui commettrait le plus de fautes (avril 1793) (1).

Dampierre avait succédé à Dumouriez. Custine, dont la pointe éphémère en Allemagne avait reçu l'approbation populaire, fut alors promu au commandement de toute l'armée du Rhin. Il y entassa faute sur faute, laissant impunément s'effectuer le blocus de Mayence.

(1) C'est à ce moment qu'éclatèrent, dans plusieurs départements de l'Ouest, les premiers symptômes de cette guerre, où l'on vit les Français s'entre égorger pendant plusieurs années. A ces nouvelles alarmes, la Convention répondit par un redoublement d'énergie, et, selon sa coutume, en puisant ses ressources dans l'excès même du mal qui affligeait la patrie. Nous ne retracerons pas les scènes de la guerre de la Vendée ; mais nous voulons montrer par quel langage les orateurs essayaient de ramener la confiance au milieu du trouble universel : « L'agitation des guerres civiles, disait Danton, « loin d'être un sujet d'espoir, doit être, au contraire, un sujet de terreur

§ II.

Pendant toute la dernière période de cette campagne, les deux partis forment une chaîne de camps de la Moselle à la mer, et ne paraissent occupés d'aucun grand dessein. Si les Français apportent une étonnante activité à former de nouvelles armées, ils sont loin de suivre un système d'opérations propre à les préserver d'une invasion, et il ne faudra rien moins que l'hésitation et l'impéritie de leurs adversaires, pour compenser le vice de leurs dispositions. Ainsi qu'au moyen âge, on fait consister l'art à s'avancer de front et à se modeler les uns sur les autres : chacun croit en avoir épuisé tous les secrets, en multipliant les postes, en faisant sortir de fréquentes patrouilles, et surtout en couvrant la plus petite issue, le plus petit sentier. L'on ne connaît pas d'opération plus savante que de courir sur les points où l'ennemi se dirige, ni de manœuvre plus efficace que d'opposer une colonne à une autre colonne.

Une chose cependant se laisse entrevoir au milieu de ces conceptions bizarres, c'est que la guerre a changé de nature et d'intention, et que les vues des alliés ne sont pas aussi désintéressées qu'ils le proclament. Autrement, les verrait-on mettre autant d'empressement à se saisir de nos places, lorsque l'état moral et matériel de nos forces leur révèle la possibilité de s'avancer sur Paris, et d'atteindre le but pour lequel ils ont pris les armes? Les Anglais, qui dirigeaient alors les affaires de la coalition, auraient-ils pensé que la prise

« pour les ennemis extérieurs. Montesquieu l'a déjà remarqué en parlant « des Romains : Un peuple dont tous les bras sont armés et exercés, dont « toutes les âmes sont aguerries, dont tous les esprits sont exaltés, dont « toutes les passions sont changées en fureur de combattre, un tel peuple « n'a rien à craindre du courage froid et mercenaire des soldats étrangers. « Le plus faible des deux partis que la guerre civile mettrait aux prises, se« rait toujours assez fort pour détruire des automates à qui la discipline ne « tient pas lieu de vie et de feu. »

de Dunkerque entraînerait la restauration de la puissance royale? Était-ce en assiégeant successivement Condé, Valenciennes et le Quesnoy que les Autrichiens pouvaient espérer de renverser la Convention? Mais laissons de côté ces réflexions, et revenons aux faits.

Dans les différents mouvements offensifs essayés pour empêcher l'investissement de Valenciennes, nos colonnes opérèrent sans liaison, sans ensemble, sur un espace de douze lieues. On combattit à la fois depuis Orchies jusqu'au Quesnoy. Nous fûmes repoussés, et nous devions l'être. Dampierre, que l'histoire citera comme un des généraux les plus capables de l'époque, perdit la vie dans cette occasion.

Rebutés par le mauvais succès de nos attaques sur le centre de l'ennemi, que nous eussions pu percer en concentrant nos forces, nous nous décidâmes à opérer en même temps par les deux ailes. Une colonne sortie de Dunkerque devait aller menacer Ostende, pendant que le général Kilmaine, chargé de rassembler sous Givet les troupes éparses dans les Ardennes, s'avancerait sur Namur. Ces dispositions, que rendit bientôt illusoires la chute du camp de Famars (23 mai), sont une preuve évidente de l'absence de toute règle et de toute réflexion.

Contrainte d'abandonner Valenciennes à ses propres forces, l'armée vint occuper le fameux camp de César, où elle resta dans la plus complète inertie pendant les six semaines (du 10 juin au 26 juillet) que dura le siége de cette place. Elle n'en sortit qu'à la suite d'un mouvement offensif du prince de Cobourg, qui nous obligea en même temps à évacuer le camp de César et la forêt de Mormale. Valenciennes tenait encore que déjà la famine avait ouvert les portes de Condé. Nous venions également de perdre Mayence (1).

La possession de ces places, et l'état de découragement

(1) Cette place, vaillamment défendue par les généraux Kléber, Aubert-Dubayet et le savant et héroïque Meunier, ouvrit ses portes le 25 juillet. Custine d'abord, et Beauharnais après lui, avaient tenté de vains efforts pour la secourir.

des républicains dispersés dans vingt camps différents, auraient sans doute engagé les alliés à marcher sur Paris, si tel eût été leur dessein ; mais ils trouvèrent plus avantageux, et surtout plus commode, de continuer une guerre de siéges qui leur permettrait de s'arrondir à nos dépens ; cependant le moment n'était pas éloigné où ils auraient à se repentir d'avoir abusé des chances que leur offrait la fortune.

C'est alors que l'excès de leur présomption leur suggéra la singulière idée de diviser leurs forces en deux masses excentriques sur Dunkerque et le Quesnoy, en se bornant à masquer l'intervalle compris entre ces points par une chaîne de postes de communication. Ce mouvement, entrepris pour faire la part des Anglais, qui, autrement, n'eussent rien trouvé à leur convenance dans le partage de nos débris, fut le salut de la république et la ruine des alliés.

La tranchée ayant été ouverte devant le Quesnoy dans la nuit du 28 au 29 août, cette place ne résista que jusqu'au 4 septembre. Ce fut vainemeut que des colonnes sorties de Cambrai, de Landrecies et de Maubeuge essayèrent d'en faire lever le siége. L'ennemi les attaqua l'une après l'autre, et les mit en pleine confusion.

La Convention, qui regardait comme un point capital de sauver Dunkerque, ne négligea rien pour y parvenir, et l'on reconnaît déjà la teinte vigoureuse des conceptions de Carnot dans les mesures adoptées à cet effet. « Ce n'est pas précisé-« ment sous le rapport militaire que ce point est important, « écrivait le comité à Houchard, c'est parce que l'honnenr « de la nation est là. Pitt ne peut se soutenir qu'en indemni-« sant le peuple anglais par de grands succès, autrement la « révolution est inévitable en Angleterre. *Portez des forces « immenses dans la Flandre, et que l'ennemi en soit chassé.* »

Houchard ne sut pas remplir l'intention tout entière du comité, mais du moins parvint-il à dégager la place. Ce résultat fut obtenu par la bataille de Hondschoote (8 septembre), qui, d'ailleurs, ne présenta aucune combinaison remarquable. Nous attaquâmes de front, tandis que tout nous conseillait

[illegible] d'York, pour le
de Dunkerque [illegible] immenses marais du
royale? Était-ce [illegible]
ciennes et le Que[illegible] nances variées pen-
de renverser [illegible] journée de Courtrai,
flexions, et [illegible] d'une terreur panique,

Dans les [illegible] devant le tribunal ré-
pêcher [illegible] échafaud pour n'avoir pas
rèrent sans [illegible] tion, quoiqu'il eût sauvé
lieues. On [illegible]
noy. Nous [illegible] présence aux armées des
pierre, que [illegible] à l'accomplissement des
capables [illegible] llant les passions révolu-

Rebut[illegible] ait les courages jusqu'à
de l'e[illegible] iers en héros. Opiniâtres
forces, [illegible] les argus communiquaient
deux [illegible] ordinaires à nos armées.
nat[illegible] gements, et l'on pourrait
rass[illegible] par trouver les génies har-
[illegible] ces. C'est du sein de ces
[illegible] capacités militaires de
[illegible]

[illegible] que les Autrichiens cer-
[illegible] nous verrons désormais
[illegible] membre du comité
[illegible] se rendit au
[illegible] sur les lieux
[illegible] fut assigné pour
[illegible] prendre part
[illegible] et l'étendue
[illegible] d'un heu-
[illegible] le commence-
[illegible] recevoir
[illegible] par Frédé-
[illegible] 15 octobre,
[illegible],

que nous avions contractée à l'école de nos adversaires, nous poussa à agir par les deux ailes, en nous bornant à des démonstrations sur le centre. Nous avions embrassé un espace de quatre lieues compris entre Wattignies et le confluent de la Helpe dans la Sambre. Un malentendu d'un côté, une fausse direction de l'autre, trop de précipitation au centre; telles furent les causes de la nullité de ce premier engagement. Le général ayant reconnu sa faute, employa toute la nuit à la réparer. L'échauffourée qui vient d'avoir lieu et un plus ample examen des localités et des dispositions de l'ennemi, lui ont appris que Wattignies est le point décisif; certain que la victoire dépend de la possession de ce village, il dégarnit son centre et sa gauche, qu'il destine à un rôle passif, et renforce considérablement sa droite: c'est-à-dire qu'il a recours à l'emploi combiné et simultané des deux cas de l'ordre oblique. Cette manœuvre, que le général autrichien ne prévit pas, eut le résultat qu'elle devait avoir. Wattignies fut enlevé, et toute la ligne ennemie prise à revers. C'est en vain que la cavalerie impériale essaie de charger les bataillons républicains; leur bonne contenance lui impose, tandis qu'une forte batterie la prenant d'écharpe, sème l'épouvante dans ses rangs, et l'oblige à la retraite. La victoire fut décisive; mais elle eût été plus complète encore, si, au bruit du canon de Wattignies, le commandant de Maubeuge avait profité de l'embarras des Autrichiens pour les aborder vivement. Cette négligence de sa part est d'autant plus inexplicable, que les soldats demandaient à grands cris à marcher au combat.

Le succès des deux mouvements opérés par les ailes, dans l'intention de sauver Dunkerque d'une part, et Maubeuge de l'autre, ne peut dispenser de faire remarquer que cette disposition excentrique était un fort mauvais moyen de passer de la défensive à l'offensive. Une semblable manœuvre, bonne à appliquer avec une grande supériorité de forces, ne convenait sous aucun rapport daus l'occasion dont il s'agit. Le moindre inconvénient qui y fût attaché était de ne pouvoir

de diriger nos efforts sur la gauche du duc d'York, pour le séparer de Furnes, et le refouler sur les immenses marais du Lang-Moor.

Les combats se succédèrent avec des chances variées pendant le reste de septembre. La honteuse journée de Courtrai, où nos troupes prirent la fuite, saisies d'une terreur panique, décida du sort de Houchard. Traduit devant le tribunal révolutionnaire, il porta sa tête sur l'échafaud pour n'avoir pas répondu aux espérances de la Convention, quoiqu'il eût sauvé Dunkerqne.

Pendant toute cette période, la présence aux armées des représentants fut souvent un obstacle à l'accomplissement des projets de l'état-major; mais en soufflant les passions révolutionnaires dans les camps, elle exaltait les courages jusqu'à la fureur et transformait nos ouvriers en héros. Opiniâtres ennemis des généraux, ces terribles argus communiquaient une audace et une volonté extraordinaires à nos armées. A force d'exigences et de changements, et l'on pourrait dire de cruautés, ils finissaient par trouver les génies hardis qui convenaient aux circonstances. C'est du sein de ces orages que sortirent les grandes capacités militaires de notre époque.

Il restait à débloquer Maubeuge, que les Autrichiens cernaient depuis un mois. Carnot, que nous verrons désormais présider aux opérations, d'abord comme membre du comité de salut public et ensuite comme directeur, se rendit au quartier général de Jourdan pour combiner, sur les lieux mêmes, les moyens d'y parvenir. Avesnes fut assigné pour rendez-vous aux différents corps qui devaient prendre part à cette opération. La concentration de nos forces et l'étendue immense de la circonvallation de l'ennemi, étaient d'un heureux présage. Pour la première fois, depuis le commencement de cette funeste campagne, nos masses allaient recevoir une direction conforme aux principes enseignés par Frédéric. Un essai tenté contrairement à ces principes le 15 octobre, échoua complètement. L'habitude des attaques morcelées,

que nous avions contractée à l'école de nos adversaires, nous poussa à agir par les deux ailes, en nous bornant à des démonstrations sur le centre. Nous avions embrassé un espace de quatre lieues compris entre Wattignies et le confluent de la Helpe dans la Sambre. Un malentendu d'un côté, une fausse direction de l'autre, trop de précipitation au centre; telles furent les causes de la nullité de ce premier engagement. Le général ayant reconnu sa faute, employa toute la nuit à la réparer. L'échauffourée qui vient d'avoir lieu et un plus ample examen des localités et des dispositions de l'ennemi, lui ont appris que Wattignies est le point décisif; certain que la victoire dépend de la possession de ce village, il dégarnit son centre et sa gauche, qu'il destine à un rôle passif, et renforce considérablement sa droite: c'est-à-dire qu'il a recours à l'emploi combiné et simultané des deux cas de l'ordre oblique. Cette manœuvre, que le général autrichien ne prévit pas, eut le résultat qu'elle devait avoir. Wattignies fut enlevé, et toute la ligne ennemie prise à revers. C'est en vain que la cavalerie impériale essaie de charger les bataillons républicains; leur bonne contenance lui impose, tandis qu'une forte batterie la prenant d'écharpe, sème l'épouvante dans ses rangs, et l'oblige à la retraite. La victoire fut décisive; mais elle eût été plus complète encore, si, au bruit du canon de Wattignies, le commandant de Maubeuge avait profité de l'embarras des Autrichiens pour les aborder vivement. Cette négligence de sa part est d'autant plus inexplicable, que les soldats demandaient à grands cris à marcher au combat.

Le succès des deux mouvements opérés par les ailes, dans l'intention de sauver Dunkerque d'une part, et Maubeuge de l'autre, ne peut dispenser de faire remarquer que cette disposition excentrique était un fort mauvais moyen de passer de la défensive à l'offensive. Une semblable manœuvre, bonne à appliquer avec une grande supériorité de forces, ne convenait sous aucun rapport daus l'occasion dont il s'agit. Le moindre inconvénient qui y fût attaché était de ne pouvoir

profiter d'un premier avantage obtenu, pour porter des coups redoublés à l'ennemi, et l'empêcher de se rallier. Cet inconvénient, qui se fit sentir à la suite de la brillante journée de Wattignies, nous devint d'autant plus préjudiciable, que nous avions découvert la véritable direction à suivre pour tirer le plus grand parti de cette victoire. En effet, les instructions adressées à Jourdan lui prescrivaient d'agir sur Charleroi et la basse Sambre, pour se porter ensuite snr les communications des Autrichiens. Ce projet, que le général ne put exécuter, faute d'une quantité suffisante de troupes et de moyens matériels, eût été facilement réalisé si, au lieu de persister à nous montrer assaillants sur les deux ailes à la fois, nous avions attiré en temps utile une partie des forces de la gauche et du centre, à la droite.

Des pluies continuelles et le mauvais état des chemins, dans le pays entre la Sambre et la Meuse, décidèrent le comité à faire rentrer l'armée dans ses anciens camps, remettant ainsi à la campagne prochaine à tirer parti de la bataille de Wattignies. Le quartier général fut établi à Guise, principal rendez-vouz des recrues de la levée en masse. Jourdan, pour n'avoir pas trouvé le secret de faire l'impossible, fut appelé à Paris ; déjà un mandat d'arrêt était lancé contre lui, lorsque Carnot et les autres commissaires, qui l'avaient apprécié à l'armée, intervinrent en sa faveur ; plus heureux que ses prédécesseurs Custine (1) et Houchard, il en fut quitte pour recevoir sa retraite, et bientôt après, le commandement secondaire de l'armée de la Moselle.

On était sur la fin de l'année 1793, grande et terrible année où l'on vit l'Europe pressant la révolution de tout son poids, lui faisant expier des succès d'un moment, ramenant

(1) La Convention, qui cherchait à punir la trahison de Dumouriez dans la personne de quelque autre général en chef, choisit pour première victime le conquérant de Mayence. Ses fautes militaires sur le Rhin et quelques propos recuillis par les commissaires détachés à son armée, servirent de prétexte à sa condamnation.

ses armées en arrière, pénétrant par toutes les frontières à la fois, et une partie de la France s'insurgeant pour ajouter ses efforts à ceux de l'ennemi extérieur. Alors, la révolution s'arrête : elle fait éclater sa colère, et, sans s'inquiéter, augmente par ses actes le nombre de ceux qui s'apprêtent à l'écraser. « Mais bientôt, ainsi que le remarque M. Thiers, elle fait « rentrer ses ennemis intérieurs dans le devoir, soulève un « million d'hommes à la fois, bat les Anglais à Hondschoote, « est battue de nouveau, mais redouble aussitôt d'efforts, « gagne une bataille à Wattignies, recouvre les lignes de Wis« sembourg, rejette les Piémontais au delà des Alpes, prend « Lyon, Toulon (ces deux villes s'étaient révoltées) et écrase « deux fois les Vendéens, une première fois dans la Vendée, « et une seconde et dernière fois dans la Bretagne. Jamais « spectacle ne fut plus grand et plus digne d'être proposé à « l'admiration et à l'imitation des peuples. La France avait « recouvré tout ce quelle avait perdu, excepté Condé, Va« lenciennes et quelques forts dans le Roussillon ; les puis« sances de l'Europe, au contraire, qui avaient toutes en« semble lutté contre elle seule, n'avaient rien obtenu, s'ac« cusaient les unes les autres, et se rejetaient la honte de la « campagne. La France achevait d'organiser ses moyens, et « devait paraître bien plus formidable l'année suivante. »

§ III.

L'hiver se passa de part et d'autre en préparatifs. Ceux de la France furent immenses ; les décrets d'août et de septembre avaient poussé toute la jeunesse aux frontières. Telle fut l'efficacité de ces lois compressives, mais malheureusement indispensables, que plus de douze cent mille hommes étaient soldés par la république, au 1er avril 1794. L'armée du nord, dont nous allons continuer d'analyser les opérations, pouvait s'élever à deux cent dix mille combattants, répartis en douze divisions de force inégale, y compris toutefois les garnisons.

La direction de cette masse imposante avait été confiée à Pichegru, que la faction des Jacobins portait aux nues depuis qu'il avait eu le talent de s'attribuer la gloire du déblocus de Landau, qui appartenait tout entière à Hoche.

Les armées dites des Ardennes et de la Moselle, que nous verrons venir la rejoindre, étaient, l'une de vingt-sept mille hommes (divisions Desjardins et Charbonnier), et l'autre de soixante mille.

Jourdan, à qui l'on reconnaissait de la prudence, n'avait pas été jugé assez énergique pour conserver le grand commandement du nord, et on l'avait envoyé remplacer Hoche à l'armée de la Moselle. Ce dernier expiait alors en prison le crime irrémissible de n'avoir pas su plaire au représentant Saint-Just.

Les forces ennemies, stationnées entre Namur et la mer, s'élevaient à cent cinquante mille hommes, Anglais, Hollandais et Autrichiens.

Le prince de Cobourg, qui les commandait, ouvrit la campagne par un mouvement de concentration qui semblait annoncer des projets plus vastes et plus sérieux que toutes les entreprises précédentes. Toutefois, dans cette occasion, comme dans tant d'autres, la réalité ne répondit point aux apparences, et les inquiétudes de la Convention se trouvèrent bien calmées quand on eut la conviction que ce début tout stratégique n'avait d'autre objet que l'investissement de Landrecies (1),

Tous nos soins se dirigeant alors vers le salut de cette pe-

(1) Le fameux Mack, qui, dès lors, avait le monopole des projets au quartier général autrichien, avait rédigé, à Londres, un plan dont on espérait les plus grands résultats. Il ne s'agissait rien moins, cette fois, que de s'avancer sur Paris, mais après qu'on se serait emparé de Landrecies, dont la conquête paraissait un préalable nécessaire. Il entrait dans ce plan d'attirer sur la Sambre les Prussiens (depuis leur retraite de la Champagne, ils avaient repris Mayence et continué de guerroyer dans les Vosges), pour les faire participer à l'invasion. Enfin, lord Moira, en débarquant des troupes

tite ville, la guerre reprit pour quelque temps l'allure vicieuse qu'elle avait eue dans la campagne précédente. Les généraux français, justement alarmés de la trouée que l'ennemi venait de faire dans notre ligne, ordonnèrent plusieurs attaques par divisions et dans des directions différentes, qui furent toutes repoussées. La certitude que les efforts de notre centre ne suffiraient pas pour débusquer le gros des forces alliées des environs de Landrecies et du Cateau, où elles étaient solidement postées. engagea Carnot à répéter la manœuvre par les ailes, qu'il paraît avoir préférée à tout autre. Cette disposition, que nos lecteurs ont déjà reconnue pour le sixième ordre de Végèce, et que semblait justifier notre supériorité numérique, n'était cependant pas la plus sûre et la plus avantageuse que l'on pût choisir : et d'abord, parce qu'il y avait trop de distance d'une extrémité de la ligne à l'autre ; et ensuite, parce que l'aile gauche, opérant entre la mer et la totalité de l'armée ennemie, pour envahir la Flandre autrichienne, était exposée à être séparée et enveloppée. Un moyen plus convenable, suivant nous, eût été de rassembler toutes les forces disponibles pour livrer bataille, ou de se diriger par Maubeuge sur Mons et Charleroi, ou même sur Namur et Liége, afin de gagner l'extrême gauche des Impériaux, et de s'emparer ainsi de leurs communications.

Dans le mouvement général ordonné de Dunkerque à Philippeville (26 avril), en conformité du projet de Carnot, les résultats furent faciles à prévoir. En effet, nos ailes allant

dans la Vendée, devait aggraver les dangers de la république par une puissante diversion.

Prendre Landrecies quand on avait déjà Valenciennes, Condé et le Quesnoy, était une précaution puérile ; amener les Prussiens sur la Sambre était fort douteux ; et, depuis un an, la diversion dans l'ouest était devenue impossible, car la grande Vendée avait péri. Mais ce qui devait surtout mettre en défaut les combinaisons du tacticien allemand, c'était l'attitude de la nation, maintenant debout et armée pour la défense de la patrie. Pour les alliés, le temps de déployer de la hardiesse était passé ; les Français ne pouvaient plus être surpris.

donner contre les ailes dégarnies de l'adversaire devaient avoir l'avantage, tandis que notre centre, heurtant contre la masse de ses forces, serait battu : c'est aussi ce qui arriva. Ce mouvement fut le principe d'une série d'affaires partielles où de chaque côté l'on combattit avec un rare acharnement, mais en pure perte. Vainqueurs sur la gauche, nous étions battus au centre et repoussés à la droite. Pendant un mois que dura cette lutte aussi sanglante qu'inutile, on trouve, à côté des victoires de Moucron, de Courtray et de Turcoing, les défaites de Troisville, de Pont-à-Chin, de Grandreng, d'Erqueline et de Marchiennes. Les trois dernières, qui se lient à trois tentatives différentes pour nous établir au delà de la Sambre, furent la conséquence d'une fort belle combinaison, mais qui n'aurait dû recevoir son exécution que plus tard, ainsi que nous allons le voir (1).

Dans la conviction où fut bientôt Carnot de l'inutilité de ces combats partiels, et de l'insuffisance des moyens réunis sur la Sambre, qu'il regardait avec raison comme le point décisif, il fit prescrire à Jourdan de s'y porter en renfort avec la meilleure partie de l'armée de la Moselle. Or, bien loin de se montrer menaçant sur la Sambre et d'en entreprendre le passage, avant que cette brillante conception ne fût réalisée, ne convenait-il pas au contraire d'attendre, et d'éviter d'appeler l'attention de l'ennemi de ce côté par des entreprises douteuses et prématurées ? Cet excès de précipitation, qui nous avait valu plusieurs revers avant l'arrivée de Jourdan,

(1) Ces échecs sur la Sambre furent le fruit de l'entêtement des représentants chargés de surveiller les opérations de l'aile droite. Pour la seconde fois, nous venions d'échouer dans le passage de cette rivière ; tous les généraux étaient d'avis de se tenir pendant quelques jours sur la défensive pour donner du repos aux troupes, et attendre l'arrivée de l'armée de la Moselle, quand Saint-Just, qui présidait le conseil, sourd à tous les raisonnements, termina les débats, en disant avec hauteur : « *Il faut demain une victoire à la* « *république ; choisissez entre un siége ou une bataille,* » et de suite un troisième passage fut résolu, contrairement à toutes les chances et à toutes les règles.

faillit encore nous être funeste après sa jonction. Non-seulement nous échouâmes dans un quatrième passage, mais peu s'en fallut que le cinquième n'eût le même résultat. Prévenu par nos essais offensifs du danger qu'il courait, l'ennemi avait pris toutes ses mesures pour faire face à l'orage, et nous dûmes acheter cher la victoire de Fleurus. Avec plus de prudence, nous n'eussions pas été réduits à accepter une bataille dans la situation délicate où nous la reçûmes. Mais donnons une idée de la disposition des troupes et de la marche des attaques dans cette journée mémorable.

Déjà le passage de la Sambre était effectué, et l'armée française (1), qui venait de terminer heureusement le siége de Charleroi (le 25 juin, veille de la bataille), occupait une position demi-circulaire en avant de cette place (2) : la gauche, sous Kléber, à Fontaine-l'Évêque ; le centre, formé des divisions Morlat et Championnet, à Thuméon et Gosselies ; la droite, sous Lefebvre et Marceau, à Fleurus et Lambusart. Une circonvallation est en général peu convenable pour recevoir bataille ; mais celle-ci présentait d'autant plus de danger, qu'elle avait la rivière à dos, et un développement de dix lieues au moins.

Incertain sur quel point le prince de Cobourg porterait ses efforts, Jourdan répartit ses forces sur tout le pourtour de cet immense demi-cercle, en conservant toutefois une réserve centrale de douze mille hommes d'infanterie et de deux mille chevaux. Bien que cette disposition nous rendît faibles sur tous les points, elle était cependant la meilleure à adopter. La seule chose, suivant nous, que l'on soit en droit d'y trouver à redire est relative à la réserve, qui ne nous semble

(1) Elle avait reçu le nom d'armée de Sambre-et-Meuse à l'arrivée de Jourdan. Désormais deux armées françaises se trouveront agir sur la frontière du nord : l'une à droite, commandée par ce dernier ; et l'autre à gauche, sous Pichegru.

(2) Cette disposition demi-circulaire est généralement la seule que l'on puisse prendre à la suite d'un passage de rivière en présence de l'ennemi.

pas proportionnée à la force de l'armée, à la forme circulaire de la position et à la gravité de la circonstance. Postés comme nous l'étions, la réserve pouvait seule fixer la victoire ou empêcher un grand désastre : aussi pensons-nous qu'on eût dû la faire du tiers de l'armée, ou autrement du double de ce qu'elle était (1). On ne pouvait, d'ailleurs, y joindre une trop grande quantité d'artillerie légère et de cavalerie, seules armes propres à abréger les distances sur un aussi vaste théâtre.

Les Autrichiens, qui auraient dû concentrer tous leurs efforts sur un point, et de préférence contre notre aile droite, ponr ne pas cesser de couvrir leurs communications, crurent pouvoir entreprendre de nous refouler à la fois dans toutes les directions. Cette disposition, conforme à leur routine habituelle, était d'autant plus vicieuse, qu'elle s'appliquait à une ligne circulaire. Placées sur un demi-cercle extérieur, leurs colonnes n'avaient d'autre moyen de communication entre elles que par la circonférence ; tandis que les Français, maîtres de l'intérieur de ce demi-cercle, conservaient, avec la faculté de manœuvrer par les cordes, la certitude d'arriver toujours les premiers.

L'ennemi ayant formé neuf colonnes d'attaque, la bataille dégénéra en autant de combats différents, dans lesquels nos renforts, devançant toujours les siens, lui arrachaient immédiatement les avantages qu'il avait obtenus. Kléber arrêta ses progrès sur la gauche, et Lefebvre sur la droite, pendant que Jourdan, l'œil à tout, portait la réserve au secours du centre et des retranchements de Saint-Fiacre et d'Heppignies. Rebuté par ces attaques infructueuses, et informé durant l'action que Charleroi avait capitulé, le prince de Cobourg ordonna la retraite, et se tint pour battu, quand la victoire était encore indécise.

L'armée du nord, qui aurait dû profiter du monvement des

(1) Nos forces s'élevaient de soixante-quinze à quatre-vingt mille combattants celles de l'ennemi à soixante et dix mille.

Autrichiens vers la Sambre pour obliquer vivement à droite, sur Oudenarde et Bruxelles, afin de se lier ensuite à l'armée de Sambre-et-Meuse, reçut à cette époque la bizarre et ridicule mission d'aller s'emparer de Nieuport et d'Ostende. Cette pointe excentrique et intempestive, le comité l'avait prescrite dans son empressement aveugle à se venger de l'Angleterre, et afin de soulever les Provinces-Unies, sans considérer qu'il se privait gratuitement des moyens de tirer un grand parti du succès de Fleurus. Une pareille conception était d'autant moins judicieuse, que Jourdan, même après sa victoire, pouvait se trouver accablé par un retour offensif des Autrichiens, s'ils savaient employer convenablement les ressources qui leur restaient. Ce n'est pas tout : le comité mit le comble à l'absurdité de cette mesure en dirigeant sur Mons une partie de l'armée de Sambre-et-Meuse, dans l'intention de l'appuyer. Ainsi, c'est au moment où les armées ont le plus grand intérêt à se rapprocher et à manœuvrer par leur droite, qu'elles reçoivent une impulsion en sens inverse. Il faut convenir que Jourdan ne dut pas se trouver peu surpris en recevant l'ordre de tourner le dos à Namur, qui était le point décisif, pour aller porter du secours à ceux dont il en attendait. Heureusement l'ennemi ne songea pas à nous punir de toutes ces fautes, et nos deux armées purent à loisir se réunir à Bruxelles, où elles n'arrivèrent toutefois que quinze jours après la bataille, pour se séparer presque aussitôt.

« Cette jonction tardive de forces si imposantes, dit le général Jomini, faisait néanmoins présager de grands événements. Bien qu'il fût déjà trop tard pour gagner les communications de l'armée impériale, dont la retraite était assurée par Tirlemont sur Liége, on pouvait encore se promettre de grands succès : il ne s'agissait que de profiter de la séparation des alliés et de leur retraite divergente, pour accabler successivement leurs corps d'armée, dès lors beaucoup trop faibles pour résister à une masse victorieuse

disponibles, même le corps de Kléber destiné exclusivement par le comité pour assiéger Maëstricht. Il fut arrêté que nos efforts se dirigeraient encore contre la gauche ennemie, mais que cependant toute la ligne entrerait en action, et chercherait à passer la rivière partout où elle trouverait des gués. Nous nous avançâmes dans le plus bel ordre, et en colonnes serrées par brigades. C'était la première fois, depuis la révolution, que les Français présentaient le spectacle imposant d'une armée de cent mille hommes marchant à l'ennemi avec ensemble et précision. Quoique nous eussions négligé de renforcer notre droite autant que semblait l'exiger le but à atteindre, les Autrichiens n'en furent pas moins contraints de céder, et de se hâter de mettre le Rhin entre eux et nous (5 octobre). Ce que Dumouriez n'avait osé entreprendre, dans une circonstance non moins favorable, Jourdan l'accomplit en trois jours. Ajoutons que les premiers travaux de siége entrepris devant Maëstricht, suffirent pour nous en rendre maîtres.

De son côté, l'armée du nord avait mis le temps à profit. Dès la fin de septembre, le duc d'York s'était retiré derrière la Meuse. Pichegru, considérant qu'il serait imprudent de s'aventurer au delà de cette rivière, avant de s'être créé une nouvelle base, avait aussitôt tourné ses efforts contre les places de la rive gauche. Nous étions dépourvus de grosse artillerie ; la prise du fort de Crevecœur, que le commandant rendit à la première sommation, nous en valut une quantité suffisante pour assiéger Bois-le-Duc. La négligence des Hollandais, qui n'avaient pas pourvu cette place d'une bonne garnison, l'insouciance du duc d'York, qui ne répara pas cette faute, et par-dessus tout, la faiblesse du gouverneur, qu'intimidèrent quelques salves d'artillerie, nous en mirent bientôt en possession. Enhardi par ce succès, et plus encore par les nouvelles qui lui venaient de l'armée de Jourdan, le général en chef passa la Meuse à son tour, dans le but de compléter l'investissement de Grave, et de rejeter l'ennemi au delà du Waal. La chute de Venloo, dont nos batteries de

campagnes suffirent pour ouvrir les portes, en rendant disponible la division du général Moreau, favorisa merveilleusement ce dessein, qui eut un plein succès.

Du côté du Palatinat, les progrès de l'armée de Sambre-et-Meuse avaient déconcerté les Prussiens et permis au général Michaud, commandant dans les Vosges, de s'avancer jusqu'au Rhin. Ainsi, vers le nord, comme vers l'est, les Français étaient enfin parvenus à atteindre la formidable ligne de ce fleuve que la nature semble avoir assignée pour limite à leur fortunée patrie, et qu'ils ont toujours ambitionné de lui donner pour frontière (1).

La campagne semblait devoir se terminer par la prise de Grave, lorsqu'une violente gelée, survenue tout à coup, nous fit entrevoir la possibilité de pousser jusqu'à Amsterdam, en nous avançant sur la glace. C'était une de ces idées qui n'appartiennent qu'aux temps extraordinaires, que celle de faire contribuer à la victoire les rigueurs même de l'hiver. Oui, les rades, les fleuves, les canaux, les inondations, en présentant une surface solide, servirent aux manœuvres des bataillons et de l'artillerie. L'armée, que n'étonne point cette conception hardie, n'hésite pas à se lancer sur ce nouveau théâtre; et tel fut le succès dont la fortune se plut à couronner tant d'audace, que nous nous vîmes, après quelques jours, aux portes de la capitale des Provinces-Unies, dont une révolution nous facilita l'entrée (20 janvier).

Le merveilleux de la campagne ne s'arrêta pas à cette conquête déjà si extraordinaire. Une partie de la flotte hollandaise mouillait non loin du Texel : le général français, dans la crainte qu'elle ne parvînt à se dégager des glaces et à faire voile pour l'Angleterre, envoya sa cavalerie légère et plusieurs batteries vers la Nord-Hollande. Le Zuyderzée était gelé : nos escadrons traversèrent sans hésiter ces plaines de glaces, et l'on vit des hussards et des canonniers à cheval

(1) Il ne restait plus qu'à faire les siéges de Luxembourg et de Mayence, dont le comité ordonna aussitôt le blocus.

sommer, comme une ville forte, des vaisseaux devenus immobiles. La flotte se rendit à ces assaillants d'une espèce si nouvelle. La conquête des sept provinces unies, due à la saison, à la constance admirable de nos soldats, à leur tempérament de fer, beaucoup plus qu'à l'habileté de nos généraux, excita en Europe un étonnement mêlé de terreur, et, en France, une ivresse extraordinaire.

Si nos armées n'étaient pas encore aussi savamment dirigées qu'elles le furent dans la suite, leur enthousiasme suppléait à l'absence des talents de premier ordre. Les circonstances étaient saisies, et, sur tout le développement du théâtre, de la mer à Strasbourg, le progrès de l'une d'elles contribuait à celui des autres. C'est ainsi qu'après avoir favorisé les attaques de Michaud, Jourdan et Pichegru furent à leur tour secondés, de proche en proche, par les succès des armées de la Moselle et du Rhin. En dirigeant des efforts concertés sur Trèves et la croupe septentrionale des Vosges, ces armées menaçaient la gauche des Autrichiens sur la Meuse, et leur faisaient craindre pour leurs communications.

L'espace nous manque pour analyser les opérations sur cette frontière, qui furent fort actives; mais nos lecteurs, s'ils veulent en suivre le fil dans l'ouvrage du général Jomini, ou dans toute autre histoire, y retrouveront le même esprit, les mêmes intentions et la même manière de constituer la guerre et de combattre, que dans la campagne de Belgique. Là, comme partout ailleurs, l'impulsion venait du comité, et ce sont toujours des divisions composées de toutes armes, opérant à des distances plus ou moins grandes les unes des autres. Là, comme en Belgique, les succès furent la juste récompense des efforts combinés et simultanés de toutes les parties de l'armée; et les revers, la conséquence nécessaire des attaques morcelées et décousues.

Les conceptions auxquelles se rattachent les succès brillants de 1794, font assurément beaucoup d'honneur au comité et aux généraux; mais il faut convenir que les fautes

des alliés ne contribuèrent pas peu à ce qu'elles eussent un heureux dénoûment. Ces fautes, fruits de l'incapacité des généraux alliés, de la mésintelligence qui finit par éclater entre eux, furent continuelles à partir de la bataille de Fleurus. Parce que les Français ont sur eux quelque supériorité numérique, bien qu'inférieurs en cavalerie, «on les voit se tapir, dit Jomini, tantôt derrière une rivière et tantôt derrière « une autre. La Meuse, l'Ourthe, la Roër, la Dommel, le « Waal, leur offrent tour à tour d'inutiles refuges : ils se « jettent sous Maëstricht, sous Breda, sous Bois-le-Duc, « sous Nimègue, sans jamais entreprendre la plus petite opé« ration pour en écarter l'ennemi. Ils oublient enfin que si la « guerre est dans les jambes, c'est quand le général sait les « faire mouvoir à propos, et prouvent que si l'histoire mili« taire ne leur est pas étrangère, ils n'ont du moins tiré au« cun fruit de ses leçons (1). »

L'année 1795 ne fournit que des événements d'un intérêt secondaire. Bien que les Prussiens se fussent retirés de la coalition, on n'en continua pas moins à se livrer des combats sur tous les points, mais à la vérité sans aucun grand dessein. Aubry, qui se trouvait alors chargé du mouvement des armées au comité de salut public, avait arrêté, dès le mois d'avril, un projet de passage du Rhin, que l'extrême misère des troupes, autant que le manque d'équipages de pont, fit ajourner indéfiniment.

Le principal fait d'armes se rattache au déblocus de Mayence, et tout l'honneur en appartint aux Autrichiens. Clairfayt, qui commandait à la place du prince de Cobourg, depuis la retraite de la Belgique, s'acquit une réputation méritée dans cette circonstance. Décidé à poursuivre l'offensive à la suite de ce premier avantage, il déboucha de Mayence sur l'extrême gauche de l'armée du Rhin, et la contraignit à se retirer jusque derrière la Queich. Jourdan, accouru de Coblentz sur la Nahe pour repousser l'ennemi, s'engagea par-

(1) *Guerres de la révolution*, tom. VI, pag. 178.

tiellement, et n'y réussit pas; il laissa même reprendre Manheim, qui était pour nous une des clefs principales de l'Allemagne. Les armées étant alors entrées en quartier d'hiver, les Autrichiens conservèrent pour quelque temps la portion de territoire qu'ils venaient de nous enlever. La position qu'ils occupaient, au milieu de nos deux armées, leur fournissait une belle chance pour tomber successivement sur l'une e tsur l'autre, et pousser plus loin leurs conquêtes; mais ils négligèrent d'en profiter (1).

Les événements qui se préparent sur une autre frontière nous obligent à quitter les bords du Rhin : voici l'instant du début de Bonaparte à la tête des armées; il nous faut le suivre en Italie.

(1) Moreau, à cette époque, commandait en Hollande l'armée du nord; Jourdan, l'armée de Sambre et Meuse, placée aux environs de Cologne; Pichegru, celle du Rhin, étendue de Strasbourg vers Mayence, dont l'ennemi restait en possession. Luxembourg, bloqué pendant tout l'hiver et le printemps, s'était rendu par famine le 24 juin.

DIX-SEPTIÈME LEÇON.

RÉPUBLIQUE.

—

CAMPAGNES D'ITALIE EN 1796 ET 1797.

§ I. Bonaparte est nommé au commandement de l'armée d'Italie. — Beaulieu, qui croyait le prévenir, est attaqué, battu et séparé des Piémontais. — Bataille de Mondovi. — Paix avec le roi de Sardaigne. — Passage du Pô et de l'Adda. — Affaire de Lodi. — Passage du Mincio. — Beaulieu est repoussé dans les montagnes du Tyrol. — § II. Position de l'armée autour de Mantoue. — Siége de cette place. — Expédition sur la rive droite du Pô. — Ouverture des opérations contre Wurmser. — Les Autrichiens débouchent du Tyrol en deux corps. — Bonaparte se jette au milieu d'eux avec toutes ses forces. — Batailles de Lonato et de Castiglione. — Retraite de Wurmser sur Roveredo et Trente. — Réflexions. — § III. Suite des opérations contre Wurmser. — Le maréchal divise une seconde fois ses forces pour se porter sur Mantoue par le Bas-Adige. — Il est attaqué dans son mouvement. — Combats dans le Tyrol. — Marche par les gorges de la Brenta. — Affaires de Bassano et de Saint-Georges. — Wurmser est contraint de se réfugier dans Mantoue. — Réflexions. — § IV. Aperçu des opérations en Allemagne. — L'Autriche y obtient des succès qui lui permettent de faire passer de nouvelles forces en Italie. — Double retraite de Jourdan et de Moreau. — Remarques critiques. — § V. Le maréchal Alvinzi est opposé à Bonaparte. — Extrêmes dangers de l'armée française. — Affaire de Caldiero. — Bataille d'Arcole. — Projets hostiles de la cour de Rome. — Alvinzi reprend l'offensive, et persiste à opérer en deux corps. — Ils sont successivement détruits à Rivoli et à la Favorite. — Mantoue capitule. — Expédition sur Rome. — Paix de Tolentino. — Fin de la campagne de 1796. — Réflexions. — § VI. Campagne de 1797. — L'archiduc Charles, prévenu par Bonaparte, est accablé au Tagliamento, à Tarvis et à Neumarck. — L'armée française s'avance sur Vienne. — Préliminaires de Léoben. — Inaction des armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse. — Traité de Campo-Formio.

§ I.

Déjà Bonaparte était connu de l'armée d'Italie, lorsqu'il vint en prendre le commandement. Promu au grade de général de brigade après le siége de Toulon, où il s'était distingué, il avait commandé l'artillerie de cette armée en 1794. On combattait depuis deux ans sur cette frontière, mais nos troupes, tour à tour assaillantes et assaillies, y avaient fait peu de progrès. Bonaparte en devina la cause, et reconnut que ce n'était pas en revouvelant l'imprudente manœuvre du maréchal de Belle-Ile en 1746, comme on s'obstinait à le faire, que l'on parviendrait à déposter les Piémontais de leurs excellentes positions. Le génie de la guerre de montagnes consiste bien moins à attaquer qu'à occuper des camps sur les flancs ou les derrières de ceux de l'ennemi, de manière à ne lui laisser d'autre alternative que d'évacuer ses positions sans combattre, pour en prendre d'autres en arrière, ou d'en sortir pour engager une action. Ainsi, même dans l'offensive, il faut chercher à n'avoir que des combats défensifs. Le général d'artillerie conseilla l'application de ces principes, qu'il a développés depuis dans ses Mémoires. L'armée lui dut dès lors les succès d'Oneille et de Saorgio, ainsi que la possession de la crête supérieure des Alpes maritimes.

Compris dans les réformes opérées par Aubry en 1795, Bonaparte quitta l'armée d'Italie, et fut momentanément attaché à la direction générale des mouvements. Le 13 vedémiaire arriva pour le remettre en scène. Appelé au commandement de l'armée de l'intérieur dans cette journée d'alarmes, il rétablit l'ordre à l'aide de ses batteries. Ce poste ne convenait pas à un jeune homme plein de talents et d'activité ; le Directoire, qui sut l'apprécier, l'envoya remplacer Scherer (mars 1796), dont il n'était pas satisfait, bien qu'il eût gagné la bataille de Loano.

L'armée que va commander Bonaparte n'est pas considérable,

mais elle est organisée dans de justes proportions, et il saura la multiplier par une inconcevable rapidité d'action; il y fera régner un esprit d'ordre et d'unité jusqu'alors inconnu dans les troupes de la république; longtemps en proie à une extrême misère, les soldats trouveront bientôt l'abondance dans la victoire (1). Cette armée se compose de quarante mille hommes au plus, répartis en quatre divisions aux ordres des généraux Laharpe (2), Augereau (3), Masséna (4) et Serrurier (5), avec une réserve de quatre mille chevaux. Berthier, que nous retrouverons partout avec Bonaparte, Berthier, l'homme des détails par excellence, était chef d'état-major.

Elle étend ses cantonnements d'Ormea à Voltri, par Loano et Savone, sur le littoral de la Méditerranée. Les Austro-Sardes, sous Beaulieu et Colli, occupent tout l'espace compris entre Ceva, où ils ont un camp retranché, et la Bochetta en avant de Gênes. Les nombreux contreforts du versant septentrional des Apennins sur lequel ils sont établis, les obligent à de grands détours pour communiquer d'un point de leur ligne à l'autre, tandis que les Français, maîtres du chemin de la Corniche, peuvent se réunir en un instant (6).

(1) Depuis longtemps, sans habits, sans souliers, sans solde, quelquefois sans vivres, nos soldats, là comme ailleurs, supportaient néanmoins leurs privations avec un rare courage. Grâce à cet esprit industrieux qui les caractérise, ils avaient organisé la maraude, et descendaient alternativement et par détachements dans les campagnes du Piémont pour en rapporter des provisions. Les chevaux manquaient absolument à l'artillerie; et pour nourrir la cavalerie, on l'avait renvoyée en arrière sur les bords du Rhône.

(2) Suisse expatrié, réunissant l'instruction au courage.

(3) Ancien maître d'armes, que sa bravoure et son ascendant sur les soldats avaient porté aux premiers grades.

(4) Jeune citoyen de Nice, que les événements avaient extrait de la foule, et qui déjà avait fait preuve d'une étonnante ténacité et d'un coup d'œil admirable.

(5) Ancien major, méthodique et brave.

(6) L'espace nous manque pour décrire le théâtre de la guerre; mais encore n'en n'avons-nous de regret que pour ceux de nos lecteurs qui n'ont pas

Bonaparte se décide à prendre l'initiative, et à pénétrer en Piémont par le centre des positions ennemies. Trompé par des démonstrations de notre aile droite, Beaulieu, qui aurait dû venir renforcer les Piémontais à Ceva, pour menacer nos communications par la vallée du Tanaro, n'a rien de plus empressé que de former trois corps : le premier pour occuper Voltri et couvrir Gênes où il s'imagine que nous voulons aller ; le second sur Montenotte, pour nous intercepter, à Savone, le chemin de la Corniche ; et le troisième à Ceva, pour couvrir le Piémont. Rien ne pouvait être plus favorable au projet du général français.

Un premier engagement près de Voltri, persuade au général d'Argenteau, qui commandait le corps ennemi du centre, que l'instant de descendre sur Savonne est arrivé; mais tandis que tous ses efforts viennent échouer contre la redoute élevée sur le Monte-Legino (1), Bonaparte s'apprête à fondre sur ce point décisif avec toutes ses forces disponibles. Laharpe, après avoir replié son avant-garde de Voltri, est venu s'établir en arrière de la redoute, en même temps que Masséna et Augereau, partis de Finale dans la nuit, ont tourné, à des distances plus ou moins rapprochées, le flanc droit du corps autrichien. Cerné de toutes parts, à la pointe du jour du 12 avril, d'Argenteau est mis dans la déroute la plus complète.

La victoire de Millésimo, remportée deux jours après celle de Montenotte, sépara les Piémontais des Autrichiens, et nous livra les routes de Turin et de Milan.

suivi l'excellent cours de géographie physique et militaire professé à l'école ; ils peuvent, au reste, y suppléer autant qu'il est besoin, en consultant les écrits sur la matière, notamment le traité de M. Lavallée, et, comme cela se pratique à Saint-Cyr, en crayonnant des croquis de cartes.

(1) Cette redoute était défendue par le chef de brigade Rampon, mort lieutenant général et pair de France. Il fut heureux qu'il appréciât l'importance de ce poste au point de faire jurer à ses soldats d'y mourir plutôt que de l'abandonner ; car, sans cet acte d'héroïsme, les plans se trouvaient renversés, et avec eux, peut-être, l'avenir de la campagne et du général lui-même.

Le double combat de Dego nous ayant débarrassé pour quelque temps de ces derniers, qui ne songèrent plus dès lors qu'à défendre la Lombardie, tous nos efforts se dirigèrent contre Colli. Nos deux divisions des ailes changèrent momentanément de rôle : Serrurier, qui jusqu'alors s'était borné à observer le camp de Ceva (1), rejoignit l'armée, tandis que Laharpe, qui n'avait pas cessé de combattre, prit position à San-Benedetto, en regard d'Acqui, pour tenir Beaulieu en échec. L'offensive se trouva ainsi ramenée de l'aile droite à l'aile gauche, où le général s'assura une supériorité d'autant moins douteuse que la grosse cavalerie venait d'arriver. Une profonde sagesse présidait à toutes ces mesures, et l'on ne saurait trop admirer l'harmonie et la précision des mouvements.

Forcé d'évacuer Ceva, où il allait se trouver enveloppé, Colli s'était retiré sur Mondovi, à l'entrée de la plaine : il y fut attaqué le 22 avril. Un mouvement de Serrurier contre son flanc droit décida de la victoire et du sort du Piémont.

Tout dépendait du début, et le début ne pouvait être plus heureux. Il nous fallait une base d'opérations, et nous l'avions conquise en dix jours. Les Alpes, ces gigantesques barrières, qui paraissaient les limites d'un autre monde, venaient de tomber comme par enchantement : « Annibal a forcé les « Alpes, » dit Bonaparte, en fixant ses regards sur ces montagnes ; « nous, nous les avons tournées ! » Phrase heureuse qui exprimait en deux mots la pensée et l'esprit de la campagne, ainsi que l'observe l'auteur des *Mémoires de Sainte-Hélène* (2).

Les Français étaient arrivés au terme de leurs misères, et désormais la guerre allait véritablement alimenter la guerre.

(1) Serrurier observait les Piémontais dans la vallée du Tanaro.

(2) L'armée avait tourné les Alpes en les franchissant à leur jonction avec les Apennins, par des cols qui ont peu d'élévation : celui d'Altare, où passe la route de Savone à Alexandrie, n'est élevé que de 475 mètres au-dessus de la mer. (*Bulletin des Sciences militaires*, tom. II, page 396.)

« Les soldats, qui avaient été sans distribution durant les dix jours de cette campagne, en reçurent de régulières ; le pillage et le désordre, suite ordinaire de la rapidité des mouvements, cessèrent ; on rétablit la discipline ; l'armée changea promptement de face au milieu de l'abondance et des ressources qu'offrait ce beau pays ; les pertes d'ailleurs n'avaient pas été aussi grandes que l'on pourrait le croire. La rapidité des mouvements, l'impétuosité des troupes, et surtout l'art de les opposer à l'ennemi, au moins en nombre égal, et souvent en nombre supérieur, joint aux succès constants qu'on avait obtenus, avaient épargné bien des hommes (1)..... »

Il semble, au premier coup d'œil, que cette série de succès fut le résultat de mouvements coïncidents, opérés par des divisions isolées, de rendez-vous donnés à heure fixe sur des points plus ou moins rapprochés, et plus ou moins heureusement choisis ; mais il est facile de reconnaître qu'il n'entra rien d'aussi hasardeux dans les calculs du général français, et que l'art ne fut jamais appliqué avec plus de discernement, de prudence et de vigueur. N'était-il pas convenable que nos masses, après avoir frappé de concert le coup décisif de Montenotte, s'étendissent ensuite, pour séparer de plus en plus les parties de la ligne ennemie, sans cesser toutefois d'être à portée de se réunir et d'opposer la supériorité du nombre à celles de ces parties qui tenteraient de résister ? Or, la concentration de nos divisions devenait toujours possible, car, bien qu'agissant sur un théâtre assez étendu, elles suivaient des directions intérieures et convergentes. Que l'on observe la position des Français au moment où ils semblent le plus dispersés, durant la bataille de Mondovi, par exemple, et l'on restera convaincu que, quoique détachée à San-Benedetto, à plus de dix lieues, la division Laharpe ne courait aucun danger qui pût lui faire craindre d'être tournée ou séparée des autres divisions ; ces combats multipliés furent la conséquence de la dispersion des alliés et de la nature même

(1) *Mémoires de Sainte-Hélène*, tom. III, page 194.

du pays. Ce n'est pas dans les gorges ou sur les crêtes de l'Apennin qu'on peut livrer des batailles générales.

L'armistice conclu à Cherasco fut le prélude d'un traité de paix qui nous ouvrit, avec une partie des places du Piémont, toutes les communications de ce royaume : ce qui abrégea de beaucoup la distance de Paris au quartier général. Un autre résultat de cet armistice, c'est que la guerre se trouva dès lors transportée sur la rive gauche du Pô et dans les riches bassins formés par ses affluents, sur une zone de terrain proportionnée à la force de l'armée. En effet, les Autrichiens n'eurent pas plutôt connaissance de la défection de leur allié, le roi de Sardaigne, qu'ils se retirèrent au delà du fleuve pour couvrir Milan. Ils s'attendaient que nous essaierions d'en forcer le passage vis-à-vis de Valence ; mais le général français, sortant des routes frayées (1), avait choisi un point bien autrement favorable. L'armée, manœuvrant vivement par sa droite (2), descendit le fleuve, le passa à Plaisance (8 mai), et tourna ainsi Beaulieu, qui n'eut que le temps de rétrograder derrière l'Adda. Ce mouvement eut encore pour effet d'amener le duc de Parme à la conclusion d'un armistice, qui nous valut deux millions en argent, une grande quantité de vivres et plusieurs centaines de chevaux.

Quelle différence entre ce mouvement oblique et une marche de front sur Valence. Nos jeunes lecteurs ne pourront manquer de la saisir en jetant un coup d'œil sur la carte. Mais pourquoi ne pas descendre jusqu'à Crémone, et tourner encore la ligne de l'Adda ? Quoi qu'en ait dit le général Jomini, ce projet eût été téméraire. L'audace a des bornes, et c'était en avoir montré beaucoup que de s'être avancé jusqu'à Plai-

(1) Déjà, depuis longtemps, les traditions indiquaient Valence comme le point où une armée française, opérant contre la Lombardie, devait franchir le Pô.

(2) L'avant-garde fit seize lieues en trente-six heures, saisissant en route tous les bateaux qui se trouvaient sur les bords du fleuve, et les amenant à Plaisance.

sance. Le champ des grandes combinaisons était ouvert, reprenons-en le fil.

L'ennemi essaya de défendre Lodi pour donner le temps à une de ses divisions de se replier. Sa résistance donna lieu à une des affaires les plus brillantes de la campagne. Il était cinq heures du soir ; les troupes avaient fait dix lieues dans la journée : n'importe, Bonaparte, qui sait que le sort de la division autrichienne dépend de la rapidité des marches, ordonne à l'instant même de passer l'Adda de vive force. La cavalerie franchit cette rivière à une demi-lieue en amont de la ville, où se trouve un gué, et se porte sur le flanc droit de l'ennemi. Elle y est à peine formée qu'une colonne de grenadiers s'élançant au pas de course sur le pont, au milieu d'une grêle de projectiles, atteint en un clin d'œil l'autre rive, sans essuyer de perte sensible ; tombant aussitôt sur la ligne autrichienne, elle l'enfonce, la disperse et la contraint de se retirer avec perte de son artillerie, de plusieurs drapeaux et de deux mille cinq cents prisonniers. Une action si vigoureuse ne coûta pas au delà de deux cents hommes (10 mai). Toutefois la division que nous espérions couper ayant passé l'Adda à Cassano, s'était retirée sur Brescia.

Dès le lendemain, les Français entrèrent à Pizzighettone, où ils prirent trois cents hommes que l'ennemi avait sacrifiés pour favoriser sa retraite. « Bonaparte, dans sa ronde de nuit, rencontra un bivouac de prisonniers où était un vieil officier hongrois, bavard ; il lui demanda comment allaient leurs affaires : le vieux capitaine ne pouvait disconvenir que cela n'allât très mal ; *mais*, ajouta-t-il, *il n'y a plus moyen d'y rien comprendre ; nous avons affaire à un jeune général, qui est tantôt devant nous, tantôt sur notre queue, tantôt sur nos flancs ; on ne sait jamais comment il faut se placer. Cette manière de faire la guerre est insupportable, et viole tous les usages* (1). »

L'occupation de Milan et de Crémone fut le résultat immé-

(1) *Mémoires de Sainte-Hélène.*

diat du combat de Lodi. Beaulieu n'avait osé s'arrêter ni derrière l'Oglio, ni derrière la Chiese. Cependant, la ligne plus forte du Mincio, flanquée à droite par le lac de Garda et les montagnes du Tyrol, à gauche par la place et les marais de Mantoue, lui parut une barrière rassurante. Il y établit son armée: la droite à Peschiera, dont il se saisit en dépit du sénat vénitien; le centre à Valeggio et la gauche à Goïto. Cette ligne était soutenue par une réserve de quinze mille hommes, postée centralement à Villa-Franca.

Les Français séjournèrent en Lombardie jusqu'au 20 mai. Quoi qu'en aient dit certains critiques, l'on eût agi contre tout principe, en laissant derrière soi plusieurs grandes villes et une population dont les dispositions étaient douteuses, sans avoir pris toutes les mesures propres à assurer l'ordre et la tranquillité. L'armée déboucha de Brescia le 29. Il eût été peu judicieux d'aller heurter contre les places qui servaient d'appui aux ailes de Beaulieu; c'est pourquoi l'on résolut de percer son centre, en lui faisant craindre au préalable pour Peschiera et pour ses communications avec le Tyrol et l'Autriche. Trompé par nos démonstrations, il attira sa réserve à son aile droite. Cet instant propice fut saisi, et nos grenadiers, non moins courageux qu'à Lodi, franchirent le Mincio à un gué, et favorisèrent le rétablissement du pont de Borghetto que l'ennemi avait détruit.

La victoire fait quelquefois oublier la prudence: Bonaparte, après avoir poussé jusque sur Villa-Franca à la tête de la division Serrurier, la seule qui eût passé le Mincio, venait de rentrer à Valeggio où était marqué le quartier général, quand, tout à coup, l'on vit apparaître dans les rues les éclaireurs d'un corps autrichien; il quittait les environs de Mantoue, et comptait pouvoir effectuer sa retraite par la grande route. L'alarme fut grande au quartier général. La division Masséna, qui devait le couvrir, faisait la soupe de l'autre côté de la rivière; cependant la bonne contenance du piquet d'escorte donna le temps au général en chef de sauter à cheval et de sortir par les jardins de derrière. Le bruit des tambours de

Masséna arrêta les hussards autrichiens, qui ne tardèrent pas à recevoir le prix de leur téméraire échauffourée. L'on conviendra, toutefois, qu'il eût été plus prudent et plus conforme aux règles d'attendre que la division dont il s'agit eût passé le Mincio pour lui ordonner de faire la soupe. Il devenait d'autant plus pressant de se renforcer sur la rive gauche, que rien ne s'opposait à ce que les deux ailes ennemies, attirées par le bruit du canon, ne marchassent d'un commun accord sur Valeggio, comme il semble qu'elles auraient dû le faire (1).

Déjà depuis l'Oglio, l'on était entré sur le territoire de la république de Venise, qui, désormais allait servir de théâtre à la guerre. Bonaparte, à son entrée à Brescia, avait publié une proclamation, dans laquelle il disait qu'obligé de traverser les provinces vénitiennes pour suivre l'armée impériale, qui avait eu la permission de les franchir, il respecterait le territoire et les habitants; qu'il ferait observer la plus exacte discipline, que tout ce que prendrait l'armée serait payé; qu'il n'oublierait point les antiques liens qui unissaient les deux républiques. Moins énergiques qu'aux beaux jours de Venise, le sénat et le Doge se contentèrent de cette déclaration rassurante, et promirent de rester neutres.

(1) « Le danger qu'avait couru Napoléon lui fit sentir la nécessité d'avoir une garde d'hommes d'élite stylés à ce service, et chargés de veiller spécialement à sa sûreté. Il forma un corps auquel il donna le nom de guides. Le chef d'escadron Bessières fut chargé de l'organiser. Ce corps eut dès ce moment l'uniforme qu'on a connu aux chasseurs de la garde dont il a été le noyau; il était composé d'hommes d'élite de dix ans de service au moins; et a rendu de grands services dans les batailles : trente ou quarante de ces braves, lancés à propos, ont toujours amené les plus grands résultats. Les guides étaient alors pour une bataille, ce que les escadrons de service ont été depuis sous l'empereur; ce qui s'explique facilement, parce que les uns et les autres étaient sous sa main, et qu'il les lançait à propos dans les momens importans. » (*Mémoires de Sainte-Hélène.*)

§ II.

Nous touchons au moment où la lutte va devenir plus sérieuse et plus intéressante que jamais.

L'on a dit que Bonaparte ne tenait aucun compte des forteresses, qu'il les dépassait audacieusement en se bornant à les faire observer. Cette opinion, bien que fondée sur de nombreux exemples, ne devrait cependant pas être exprimée d'une manière aussi générale. S'il sut, plus que tous ses devanciers, éviter de perdre un temps précieux devant des places qui n'avaient, soit par elles-mêmes, soit par leur position, aucune influence réelle sur les opérations, il ne négligea rien pour s'emparer de celles dont la possession était indispensable à l'exécution de ses desseins ultérieurs ou à l'affermissement de ses conquêtes. Telle était Mantoue, lorsque l'armée eut atteint l'Adige. Située entre la moyenne et la basse Italie, en arrière des principaux débouchés du Tyrol, elle promettait d'immenses avantages à celui qui l'occuperait. Bonaparte, jugeant cette place comme devant être la base et le pivot de toutes les combinaisons, se détermina à en faire le siége, après avoir rejeté les débris de Beaulieu jusque sur Roveredo et Trente. (Commencement de juin.)

Au surplus, Mantoue fut-elle le motif réel des stations de Bonaparte entre le Mincio et l'Adige? On peut penser, et nous pensons qu'alors même que cette forteresse n'eût pas existé, Bonaparte n'eût point commis l'imprudence de faire une pointe au delà de l'Adige, avant les progrès des armées d'Allemagne; car il eût eu à craindre d'être assailli par le Tyrol, et peut-être aussi par les peuples de la rive droite du Pô.

La division Masséna et différentes brigades bordèrent l'Adige et occupèrent Legnano, à droite, Vérone et le Monte-Baldo, à gauche, entre cette rivière et le lac de Garda. Ces points étaient les seuls par où l'ennemi aurait pu entreprendre de venir troubler les opérations devant Mantoue. Serrurier fut chargé du siége avec la plus grande partie du

génie et de l'artillerie. Augereau et Vaubois, qui arrivaient des Alpes avec un renfort de cinq mille hommes, reçurent l'ordre de se porter dans les États de l'Église et en Toscane. Il devenait nécessaire de se montrer sur la rive droite du Pô; la cour de Rome armait en faveur de l'Autriche, et les Anglais, établis à Livourne et en Corse, appelaient les Génois et les peuples du littoral à la révolte. Ces diversions, opérées au moment où l'ennemi ne pouvait rien entreprendre de sérieux, eurent l'effet qu'on en attendait: le pape conclut un armistice, et les Anglais furent chassés de Livourne.

Cependant la cour de Vienne se disposait à dégager Mantoue, dernier boulevard de la monarchie sur cette frontière. Wurmser avait remplacé Beaulieu, et trente mille hommes d'élite étaient accourus des bords du Rhin, pour renforcer l'armée du Tyrol, qui se trouva composée de soixante mille combattants sur la fin de juillet. Bonaparte n'en avait pas au delà de quarante mille pour faire face à cette masse formidable, imposer à la cour de Rome, et garder le pays conquis.

Trois routes principales conduisent du Tyrol en Italie: l'une, à gauche, suit les gorges de la Brenta jusqu'à Bassano, où elle se divise en deux branches; l'autre, à droite, qui n'est qu'un chemin, conduit par la rive occidentale du lac d'Idro et par la vallée de la Chiese, à Salo et Brescia; la troisième, située tout entière sur la rive gauche de l'Adige, est la route de poste de Trente à Vérone. Il existe encore un quatrième chemin sur la rive droite, mais seulement à partir de Serravalle, qui, après avoir gravi le plateau de Rivoli, vient rejoindre la route de Garda à Vérone (1).

Wurmser se confiant dans la supériorité de ses forces, forma le projet d'envelopper l'armée française qu'il supposait fixée autour de Mantoue. Il quitta son quartier général de Trente le 29 juillet, et partagea son armée en trois corps:

(1) Une quatrième route très importante a été ouverte depuis peu d'années par le col de Selvio et la Valteline, conduisant directement à Milan. (*Spectateur militaire*, tom. 7, page 296.)

celui de gauche, fort de quinze mille hommes environ, se porta sur Vérone par la grande route ; le second, sous ses ordres immédiats, était de vingt-huit à trente mille hommes ; il passa l'Adige à Serravalle ou à Dolce, et déboucha par le Monte-Baldo et le pays entre le fleuve et le lac de Garda, où nous avons vu que se trouvait Masséna ; le troisième, que commandait Quasdanowisch, descendit la Chiese, et se dirigea sur Salo et Brescia pour tourner l'armée française, et intercepter sa grande communication avec Milan.

Tout était perdu si nous restions sur la défensive ; Bonaparte n'hésite pas, et, jugeant d'un coup d'œil que sa position centrale lui permet d'attaquer successivement les trois corps ennemis, il réunit ses forces sur la rive droite du Mincio. Il fallait avant tout tomber sur Quasdanowisch pour rouvrir nos communications. Masséna, qui n'a pu résister sur le plateau de Rivoli, se retire par Peschiera sur Lonato et Brescia. Augereau quitte Legnano, se replie par Valeggio sur Castiglione, en même temps que Soret, qui a été déposté de Salo, reprend l'offensive sur ce point important, par lequel Quasdanowisch se flattait d'opérer sa jonction avec Wurmser (1). Il ne s'agissait plus de continuer le siége de Mantoue, Bonaparte se mettant au-dessus des généraux qui regardent les canons

(1) Bonaparte, qui n'avouait pas ses fautes aussi volontiers que Turenne, reconnaît cependant franchement, dans ses Mémoires, que la position de la division Soret à Salo était fort mal choisie. « Puisque, entre les lacs de Garda et d'Idro, il n'y a, dit-il, pour l'artillerie, qu'un chemin praticable, celui de la Rocca d'Anfo, et qu'il fallait que l'on passât par ce défilé pour arriver à Salo, n'eût-il pas été plus convenable de placer la division Soret en position sur le lac d'Idro, derrière le défilé d'Anfo, et occupant par des redoutes, des retranchements et deux barques armées, les avenues et le lac d'Idro? Il eût fallu vingt-quatre heures à Quasdanowisch pour enlever cette position, ce qui eût mis à même de prévenir à Brescia, à Salo, à Vérone et au quartier général. La position qu'occupait la division Soret, à Salo, ne défendait, ne couvrait rien ; il faut donc convenir que cette division fut mal postée et n'occupait pas les positions qu'elle devait occuper pour remplir son but : couvrir le pays de la Chiese au lac de Garda. » (Tom. IV, page 328.)

comme des drapeaux qu'on ne doit jamais abandonner, prescrivit à Serrurier de briser les affûts, d'enclouer les pièces, et d'aller s'établir à Marcaria pour couvrir la route de Crémone. Ces différents mouvements furent exécutés du 30 juillet au 1er août.

Le général en chef s'étant mis à la tête des redoutables divisions Masséna et Augereau, débuta par chasser l'ennemi de Brescia, d'où il fut poursuivi par quelques bataillons sur Saint-Ozetto et les débouchés de la Chiese. Notre communication directe avec Milan se trouvant ainsi rétablie, l'armée se rabattit vivement du côté du Mincio d'où elle était venue. Deux divisions de la colonne de Wurmser et une partie de sa cavelerie avaient passé cette rivière pour donner la main à Quasdanowisch, qu'elles supposaient en pleine marche à leur rencontre. La bataille de Lonato rendit leur jonction impossible, ainsi que nous allons le voir.

Le 2 août, Augereau, à la droite, occupait Montechiaro; Masséna, au centre, Ponte-di-Saint-Marco, se liant avec Soret, qui, à la gauche, couronnait une hauteur entre Salo et Dezenzano, faisant face en arrière pour contenir la droite de Quasdanowisch déjà désorganisée. «Le 3, au matin (*Mémoires de Sainte-Hélène*), l'ennemi se porta sur Lonato qu'il attaqua vivement : c'est par là qu'il comptait opérer sa jonction avec sa droite, sur laquelle, du reste, il commençait à concevoir des inquétudes. L'avant-garde de Masséna fut culbutée, Lonato pris. Bonaparte, qui était à Ponte-di-Saint-Marco, se mit à la tête des troupes. Le général autrichien s'étant trop étendu, toujours dans l'intention de gagner sur la droite, afin d'ouvrir ses communications avec Salo, fut enfoncé par le centre, Lonato repris au pas de charge, et la ligne ennemie coupée. Une partie se replia sur le Mincio, l'autre se jeta sur Salo; mais prise en front par le général Soret qu'elle rencontra, et en queue par le général Saint-Hilaire, tournée de tous côtés, elle mit bas les armes. Si les Français furent attaqués au centre, ils attaquèrent à la droite. Augereau aborda la division

Liptay qui couvrait Castiglione, et l'enfonça après un combat opiniâtre, où la valeur des troupes suppléa au nombre. »

Wurmser, qui n'avait eu rien de plus empressé que d'aller faire son entrée solennelle à Mantoue, accourut avec des renforts, mais déjà la journée était finie lorsqu'il rejoignit ses divisions. Toutefois, la concentration des forces ennemies devant Castiglione allait donner lieu à une nouvelle action qui déciderait de la retraite de l'une des deux armées. Avant d'en faire connaître l'issue, disons un mot des opérations sur Salo et la Chiese.

Il importait beaucoup de se débarrasser de Quasdanowisch, afin de rendre disponible contre Wurmser la masse entière de l'armée. Des renforts furent expédiés à cet effet sur Salo et le mont Saint-Ozetto, dans la nuit du 3 au 4. Le général autrichien, qui n'imaginait pas qu'une partie des troupes qui avaient combattu à Lonato la veille se retourneraient aussi brusquement de son côté, faillit être surpris dans son camp. Les Français, débouchant dans toutes les directions, tournèrent le mont Saint-Ozetto, et pénétrèrent dans Gavardo à la suite d'un combat assez vif. Dès le 4 au soir, Quasdanowisch avait été refoulé sur la Rocca-d'Anfo et Riva, pour ne plus reparaître aux débouchés de la Chiese (1).

(1) Le trait suivant peut donner une idée du désordre et de la confusion qui régnaient dans l'aile droite de l'armée autrichienne. Le 4 août au soir, Bonaparte s'était rendu à Lonato pour surveiller de plus près les mouvements de sa gauche et s'assurer de la quantité de troupes qu'il pourrait en détacher sur le point décisif de Castiglione. A peine y était-il entré, qu'un parlementaire vint le sommer de se rendre lui et tous ceux qui l'entouraient. Son étonnement redoubla en apprenant qu'en effet une colonne ennemie débouchait sur ses derrières par Ponte-di-Saint-Marco. Il n'avait avec lui que douze cents hommes; mais sa présence d'esprit le servit merveilleusement. Jugeant, par l'état des affaires, que ces troupes ne pouvaient être que les débris égarés de quelque corps ennemi battu la veille, il se fit amener le parlementaire et lui faisant débander les yeux au milieu de son quartier général : « Allez dire à celui qui vous envoie, lui dit-il, que je lui donne « huit minutes pour poser les armes; il se trouve au milieu de l'armée fran- « çaise, passé ce temps il n'aurait rien à espérer. » Puis s'adressant à Ber-

N'ayant plus rien à craindre sur ce point, Bonaparte se décida à combattre Wurmser, qui, de son côté, avait mis toute la journée du 4 à rallier ses forces. Le 5, avant le jour, l'armée française, forte de vingt mille hommes, occupa l'excellente position de Castiglione. La division Serrurier, qui, de Mantoue s'était retirée à Marcaria, avait reçu l'ordre de marcher toute la nuit, pour tomber au point du jour sur les derrières de l'ennemi : son feu devait être le signal de la bataille. On attendait un grand effet de cette attaque imprévue; pour la favoriser, l'armée française feignit un instant de reculer; mais elle n'eut pas plutôt entendu le premier coup de canon du corps de Serrurier, que commandait par intérim le général Fiorella (1), qu'elle assaillit vivement les Impériaux; ceux-ci, au nombre de vingt-cinq mille hommes au moins, appuyaient leur droite à Solferino, et leur gauche au mamelon de Medole, sur lequel ils avaient une forte redoute; c'était la clef de leur position. L'aide de camp Marmont y dirigea une batterie de douze pièces de fort calibre. Favorisé par le feu de cette artillerie, l'adjudant général Verdier gravit le mamelon à la tête de trois bataillons de grenadiers, et pénétra dans la redoute. Kilmaine soutenait cette attaque avec une partie de la cavalerie, tandis que les divisions Augereau et Masséna, formées en colonnes par brigade, abordaient l'ennemi de front. Cette manœuvre et le mouvement combiné de Fiorella, qui débouchait alors par Guirdizzolo, décidèrent de la journée. Menacé d'être culbuté dans l'angle formé par le lac de Garda et le Mincio, Wurmser se retira précipitamment au delà de cette rivière, coupant les ponts et abandonnant vingt pièces de canon.

Cette bataille présente une admirable combinaison des deux cas de l'ordre oblique contre un même point de la ligne

thier : « Faites avancer l'artillerie et les grenadiers ! » Le parlementaire consterné retourna vers son général qui se rendit aussitôt avec ses quatre mille hommes.

(1) Le général Serrurier était malade.

de l'adversaire. Tout entier à l'idée de se joindre à Quasdanowisch, dont il ignore la défaite, l'ennemi porte principalement ses efforts et son attention vers sa droite, en se bornant à assurer sa gauche. Cette circonstance, qui a été prévue par le général français, est habilement saisie. La division Serrurier pourra tomber avec toute confiance sur les derrières de l'aile gauche de Wurmser; mais, pour qu'il ne reste aucun doute sur l'issue de son mouvement, l'armée a renforcé sa droite pour lui prêter assistance et frapper de concert avec elle. On trouve ici réunies les manœuvres de Frédéric et les ruses d'Annibal.

L'ennemi ne tint pas longtemps sur la rive gauche du Mincio. Malgré l'extrême fatigue des troupes, qui n'avaient pas cessé de combattre ou de manœuvrer depuis huit jours, il en fut chassé dès le lendemain de la bataille. Le 7, au soir, nous avions repris Vérone et nos anciennes positions. Wurmser, qui se retirait par où il était venu, essaya de tenir à la Rocca d'Anfo et sur le Monte-Baldo. Le 11, Masséna le chassa de ce dernier point. Saint-Hilaire força la Rocca d'Anfo le 12, et s'empara immédiatement de Lodrone et de Riva. Augereau avait remonté la rive gauche de l'Adige pour favoriser ces différentes attaques. Serrurier était retourné bloquer Mantoue. L'armée prit quelques jours de repos : si les soldats français avaient glorieusement rempli leur tâche, ils tombaient d'épuisement et de fatigue.

Empruntons quelques réflexions aux Mémoires de Sainte-Hélène, relativement à cette campagne de douze jours.

« Le plan du général autrichien, dit Napoléon, qui pou-
« vait réussir dans d'autres circonstances, ou contre un autre
« homme que son adversaire, devait avoir l'issue funeste
« qu'il a eue; et bien qu'au premier coup d'œil la défaite de
« cette grande et belle armée, en si peu de jours, semble ne
« devoir être attribuée qu'à l'habileté de Napoléon, qui im-
« provisa sans cesse des manœuvres contre un plan général
« arrêté à l'avance, on doit convenir que ce plan reposait sur
« de mauvaises bases; c'était une faute que de faire agir sé-

« parément des corps qui n'avaient entre eux aucune com-
« munication vis-à-vis d'une armée centralisée, et dont les
« communications étaient faciles : la droite ne pouvait com-
« muniquer au centre que par Roveredo et Ledro. Ce fut
« une seconde faute encore de subdiviser le corps de la
« droite, et de donner des buts différents à ses différentes
« divisions. Celle qui fut à Brescia ne trouva personne contre
« elle, et celle qui atteignit Lonato eut affaire aux troupes
« qui, la veille, étaient à Vérone, devant la gauche, laquelle,
« dans ce moment, entrait en Véronais, et n'avait plus per-
« sonne devant elle (1). L'armée autrichienne comptait de
« très bonnes troupes, mais elle en avait aussi de médiocres;
« tout ce qui était venu du Rhin avec Wurmser, était excel-
« lent; mais les cadres de l'ancienne armée de Beaulieu,
« battue dans tant de circonstances, étaient découragés.
« Aux combats et batailles, depuis le 29 juillet au 12 août,
« l'armée française fit quinze mille prisonniers, prit soixante
« et dix pièces de canon et neuf drapeaux, tua ou blessa vingt-
« cinq mille hommes; la perte de l'armée française a été de
« sept mille hommes, dont quatorze cents prisonniers, six
« cents tués, cinq mille blessés, dont la moitié légèrement. »

§ III.

Nous allons voir le théâtre s'élargir, et les combinaisons se compliquer de plus en plus, mais toujours à l'occasion du blocus de Mantoue.

La présence de l'armée française aux débouchés de l'Adige et sur le Monte-Baldo, ôtant tout espoir au général autri-

(1) L'idée de manœuvrer sur Brescia, par la vallée de la Chiese, était bien conçue; mais il ne fallait pas seulement diriger vingt mille hommes sur ce point. Wurmser eût dû s'y rendre en personne à la tête de quarante mille, en se bornant à des démonstrations sur le Monte-Baldo et Vérone, aussi longtemps que Masséna ne céderait pas le terrain. Toutefois, le maréchal eût encore mis toutes les chances de son côté, si, au lieu de courir à Mantoue avec la moitié des forces qui débouchèrent par la vallée de l'Adige, il se fût porté en masse sur Lonato, le 2 août.

chien de pouvoir rentrer en Italie de ce côté, il se décida à marcher sur Bassano par les gorges de la Brenta, laissant un corps de vingt-cinq mille hommes sous Davidowich pour garder le Tyrol.

On était sur la fin d'août. De son côté, Bonaparte songeait à prendre l'offensive pour occuper l'ennemi, et l'empêcher de faire aucun détachement contre l'armée du Rhin, qui s'approchait des plaines de la Bavière. Wurmser ayant reçu les renforts qu'il attendait, commença son mouvement le 1er septembre. C'était précisément le jour fixé par Bonaparte pour marcher sur Trente. Cette circonstance nous devint extrêmement favorable, puisque Davidowich eut ainsi à lutter seul contre toute l'armée française.

Nous n'entrerons pas dans le détail des mouvements, mais il importe, pour l'intelligence des observations consignées ci-après, que nos lecteurs soient prévenus que la division Vaubois remonta la vallée de la Chiese, tandis que Masséna et Augereau s'avancèrent par la chaussée de Vérone à Trente, qui, comme on sait, suit la rive gauche de l'Adige.

Bien que le terrain présente à chaque pas des défilés faciles à défendre, Davidowich ne put résister à l'impétuosité de nos colonnes que secondaient sans cesse nos intelligents tirailleurs, en gravissant les escarpements dont les routes sont partout bordées. Battu successivement à Roveredo, à Calliano et sur les bords du Lavis, il dût se retirer vers Neumarck, et nous abandonner Trente, le 5 septembre au matin. Ces événements étaient de nature à faire rétrograder Wurmser; mais, persuadé que Bonaparte n'a d'autre but que de marcher sur Inspruck pour se joindre à l'armée de Moreau (1), il n'en presse que davantage son mouvement sur Bassano, se croyant déjà maître de l'Italie. Cependant, nous allons voir le général français prendre une direction toute différente de celle que lui assignait gratuitement l'imagination de son malencontreux adversaire. Mais, d'abord, écoutons Bonaparte se jus-

(1) Voyez le § IV.

tifier de quelques reproches qui lui ont été faits relativement à cette invasion du Tyrol.

« On a dit », c'est lui-même qui parle, « on a dit : La marche de la division Masséna par la rive gauche de l'Adige, celle de la division Vaubois par la Chiese, en septembre, ont les mêmes inconvénients que celles de Wurmser et Quasdanowisch en août, puisque, dans les deux cas, les colonnes sont également séparées par l'Adige, le Mincio, le lac de Garda et les montagnes. Cette assertion n'est pas exacte. Loin d'être semblables, ces deux marches sont inverses : Wurmser et Quasdanowisch se séparèrent à Roveredo où ils étaient réunis, et marchèrent par deux directions qui forment un angle obtus ; de sorte que chaque jour ils s'éloignèrent davantage ; à leur troisième jour de marche, l'un était à Brescia, l'autre à Rivoli, et c'est alors qu'ils étaient séparés par deux rivières, un lac et des montagnes, c'est-à-dire au moment où ils devaient rencontrer l'ennemi et où ils entraient en opération et débouchaient en plaine. Les deux colonnes françaises, au contraire, étaient, avant de se mettre en mouvement, l'une sur l'Adige et l'autre à Brescia, et marchèrent en suivant les deux côtés de l'angle, mais sur le sommet ; de sorte que le troisième jour elles arrivèrent l'une à Mori, l'autre à San-Marco ; elles se touchaient et n'étaient séparées que par l'Adige, sur lequel elles avaient jeté deux ponts, à Serravalle et à Roveredo. Ces colonnes n'ont jamais cessé d'être en communication, qui devenait plus courte et plus facile à mesure qu'elles se sont rapprochées de l'ennemi, si bien qu'au dernier moment elles pouvaient se parler. Les deux colonnes de Wurmser sortaient des montagnes pour déboucher en plaine, tandis que les colonnes françaises quittaient la plaine pour entrer dans les gorges où le nombre était moins important, et qu'ayant toutes deux le même but d'arriver sur Trente, elles s'aidaient évidemment dans la marche, puisqu'elles arrivaient sur un théâtre étroit.

« S'il est prouvé que ces deux opérations ne peuvent se comparer, s'ensuit-il que la marche du général français soit

conforme aux règles et sans danger? On ne peut pas dire abstractivement que cette marche fût sans danger; mais elle en avait peu. Si Vaubois ne fût pas parti de Brescia et de Lodrone, il eût dû revenir sur Polo (par Peschiera) pour y passer l'Adige, ce qui eût occasionné un retard de cinq jours. Les divisions Masséna et Augereau étaient déjà en colonnes sur une seule route, dans des gorges étroites; la division Vaubois n'eût été qu'un surcroît d'embarras. Napoléon se contenta de donner des instructions détaillées sur ce qui pouvait arriver, non-seulement au général Vaubois, mais au général Saint-Hilaire, officier de confiance, qui commandait l'avant-garde. Il leur recommanda de se tenir bien éclairés, et de ne pas s'engager si l'ennemi, par un mouvement imprévu et inattendu, se portait à leur rencontre avec des forces supérieures, et à cet effet de tenir loin en arrière les parcs et les bagages, afin de pouvoir rétrograder d'une marche sans inconvénient. Enfin, la division Vaubois fut constamment en communication avec l'armée, par Riva d'abord, et puis par le pont de Sarca; elle donnait et recevait des nouvelles trois fois par jour.

Ces explications nous paraissent aussi satisfaisantes qu'instructives. Reprenons le fil des événements.

Nous avons laissé Wurmser descendant les gorges de la Brenta pour se porter sur Mantoue par Bassano et le bas Adige. Ce projet, qu'il espérait d'autant plus sûrement réaliser, qu'il prêtait à son adversaire l'intention de communiquer avec Moreau, devait offrir, dans ses résultats, un singulier exemple du danger que court un général en s'abandonnant à des illusions qui le ramènent sans cesse à supposer ce qu'il désire. En effet, bien loin de songer à descendre en Bavière, ou même à poursuivre Davidowisch au delà du Lavis, Bonaparte n'eut pas plutôt connu quelle direction le maréchal avait prise, qu'il se décida à voler à tire d'aile sur ses traces, espérant l'enfermer entre la Brenta et l'Adige. Si cette chance n'était pas certaine, du moins pouvait-il se promettre de couper la division Mezaros, dont l'apparition à Vicence et à Mon-

tifier de quelques reproches qui lui ont été faits rel
à cette invasion du Tyrol.

« On a dit », c'est lui-même qui parle, « on a di
de la division Masséna par la rive gauche de l'
la division Vaubois par la Chiese, en septembr
inconvénients que celles de Wurmser et Q
août, puisque, dans les deux cas, les col
mént séparées par l'Adige, le Mincio, le
montagnes. Cette assertion n'est pas exa
blables, ces deux marches sont invers
danowisch se séparèrent à Roveredo
marchèrent par deux directions qui
de sorte que chaque jour ils s'élo
troisième jour de marche, l'un é
voli, et c'est alors qu'ils étaien
un lac et des montagnes, c'est-à
vaient rencontrer l'ennemi et où [illegible] ussée de Vérone
débouchaient en plaine. Les
contraire, étaient, avant de [illegible] sur Vicence, celle d'Au-
sur l'Adige et l'autre à Bro [illegible] s deux grandes routes par
deux côtés de l'angle, mais [illegible] npériale auraient pu reve-
troisième jour elles arriv [illegible]. La position de Wurmser
Marco ; elles se touchaient [illegible] avait perdu ses équipages
dige, sur lequel elles avai [illegible] mille hommes : sa perte
à Roveredo. Ces colonne [illegible] Sahuguet, qui avait rem-
munication, qui deven [illegible] parvenait à l'empêcher de
qu'elles se sont rappro [illegible] à l'arrêter sur la Molinella et
moment elles pouvai [illegible] la pusillanimité du comman-
Wurmser sortaient [illegible] son poste sans détruire le
tandis que les col [illegible] au maréchal, à l'instant
entrer dans les [illegible] par Ronco pour le couper. Il
et qu'ayant tou [illegible] faibles détachements sur la rive
elles s'aidaient [illegible] à Sahuguet et atteint enfin la
rivaient sur [illegible] trouver un refuge, lui qui croyait
« S'il est [illegible]
comparer, [illegible] où les Autrichiens eurent l'avantage,

confiance présomptueuse, et encouragé-
campagne? Le 15, il prend position
dont cinq mille de cavalerie,
Georges. Bonaparte faisant
ions Sahuguet à droite,
légarnir son centre,
division Massé-
en léger suc-
mp Mas-
centre,
rentrer pré-
mille hommes,
. Cette bataille de
is contre l'armée de

marche des événements, et
pour montrer avec quelle promp-
prodigieuse les plans furent conçus
exécutés. N'est-on pas comme porté à trou-
général français improviser sans cesse de
combinaisons, que la nature lui avait départi le don
de penser plus vite que les autres hommes? Ne
est-il pas, d'un autre côté, que l'armée, éprouvant le
d'ajouter de plus en plus à sa gloire, puisât de nou-
les forces et une nouvelle énergie dans les batailles? S'il
arrive de suspendre le cours de ses immortels travaux, ce
n'est que lorsqu'elle n'a plus d'ennemis à vaincre. L'antiquité
et les temps modernes ne présentent rien de comparable à
ces campagnes de quelques jours, où les combats se suc-
cèdent avec la rapidité des heures, et dont le résultat est
l'entière destruction d'un ennemi supérieur. Ces prodigieux
succès, ces victoires éclatantes, l'armée d'Italie les obtint,
parce que la plus admirable harmonie régnait entre ses élé-
ments, et aussi parce que l'audace et l'activité du soldat ré-
pondirent toujours à la grandeur des desseins du général.
Jamais la tactique ne fut autant dans les jambes; jamais elle

tebello fut signalée, de Véronne, au quartier général, dans la nuit du 5 au 6 septembre. Mais, pour obtenir ce résultat, il fallait, sans perdre un seul instant, courir au point décisif de Bassano. Bonaparte s'y dirige à la tête de la réserve et des divisions Augereau et Masséna, abandonnant à Vaubois le soin de garder le Tyrol et la vallée de l'Adige. Partie de Trente, le 6 au matin, l'armée avait marché avec tant de célérité qu'elle arriva le lendemain en vue de Bassano, après avoir fait vingt lieues dans les gorges de la Brenta, et détruit l'arrière-garde ennemie à Primolano. Jamais on ne tira un si grand parti des forces morales et physiques du soldat. Le 8 eut lieu la bataille de Bassano, où Wurmser, pris en flagrant délit, perdit sept mille hommes, huit drapeaux, deux équipages de pont, trente pièces de canon, et trois cents voitures de toute espèce. Coupé du Frioul et de ses communications avec l'Autriche, le maréchal se jette sur Vicence, où il rallie la division Mezaros, que Kilmaine avait repoussée de Vérone avec perte.

Le 9, la division Masséna marche sur Vicence, celle d'Augereau sur Padoue, interceptant les deux grandes routes par lesquelles les débris de l'armée impériale auraient pu revenir sur la Brenta et gagner la Piave. La position de Wurmser était d'autant plus critique, qu'il avait perdu ses équipages de pont ; il lui restait à peine seize mille hommes : sa perte paraissait inévitable, si le général Sahuguet, qui avait remplacé Serrurier devant Mantoue, parvenait à l'empêcher de passer l'Adige, ou même encore à l'arrêter sur la Molinella et les autres affluents du Pô. Mais la pusillanimité du commandant de Legnago, qui abandoma son poste sans détruire le pont, ouvre la route de Mantoue au maréchal, à l'instant même où Masséna débouchait par Ronco pour le couper. Il franchit l'Adige, culbute nos faibles détachements sur la rive droite, surprend une marche à Sahuguet et atteint enfin la forteresse, trop heureux d'y trouver un refuge, lui qui croyait la délivrer (12 septembre).

Divers petits combats où les Autrichiens eurent l'avantage,

leur inspirèrent une confiance présomptueuse, et encouragèrent Wurmser à tenir la campagne? Le 15, il prend position avec vint-cinq mille hommes, dont cinq mille de cavalerie, entre la citadelle et le fort Saint-Georges. Bonaparte faisant agir ses deux ailes, formées des divisions Sahuguet à droite, et Augereau à gauche, engage l'ennemi à dégarnir son centre, devant lequel il ignorait que fût masquée la division Masséna. Déjà le général autrichien s'applaudissait d'un léger succès obtenu contre notre aile gauche, quand tout à coup Masséna, débouchant en deux colonnes serrées contre son centre, vient jeter le désordre dans sa ligne et l'obliger à rentrer précipitamment dans la place, avec perte de trois mille hommes, trois drapeaux et onze pièces de canon. Cette bataille de Saint-Georges termina les opérations contre l'armée de Wurmser.

Il nous a suffi d'esquisser la marche des événements, et d'en indiquer les résultats, pour montrer avec quelle promptitude et quelle habileté prodigieuse les plans furent conçus et les mouvements exécutés. N'est-on pas comme porté à trouver, en voyant le général français improviser sans cesse de nouvelles combinaisons, que la nature lui avait departi le don précieux de penser plus vite que les autres hommes? Ne semble-t-il pas, d'un autre côté, que l'armée, éprouvant le besoin d'ajouter de plus en plus à sa gloire, puisât de nouvelles forces et une nouvelle énergie dans les batailles? S'il lui arrive de suspendre le cours de ses immortels travaux, ce n'est que lorsqu'elle n'a plus d'ennemis à vaincre. L'antiquité et les temps modernes ne présentent rien de comparable à ces campagnes de quelques jours, où les combats se succèdent avec la rapidité des heures, et dont le résultat est l'entière destruction d'un ennemi supérieur. Ces prodigieux succès, ces victoires éclatantes, l'armée d'Italie les obtint, parce que la plus admirable harmonie régnait entre ses éléments, et aussi parce que l'audace et l'activité du soldat répondirent toujours à la grandeur des desseins du général. Jamais la tactique ne fut autant dans les jambes; jamais elle

ne fût mieux appropriée à la nature des lieux, au caractère d'une nation, et à l'esprit de la guerre. Des tirailleurs préparent la victoire au milieu des escarpements et des vignes; l'artillerie et les colonnes portent les coups décisifs, en s'avançant sur les routes et dans les vallées. Les déploiements sont rares, non-seulement parce que le terrain ne s'y prête pas toujours, mais aussi parce qu'il faut surprendre, étonner l'ennemi, et que les colonnes peuvent se glisser partout. Il est encore un motif qui fait éviter aux Français les combats de pied ferme et en ligne, c'est que ce genre d'action est celui que préféreraient les flegmatiques soldats de l'Autriche. Les grenadiers sont formés en bataillons, qui tantôt marchent en tête des attaques, et tantôt se tiennent en réserve avec la cavalerie. Le carré n'est point encore une disposition d'usage; il faudra la campagne d'Égypte pour nous la rendre familière.

§ IV.

Plus intéressée que jamais à délivrer Mantoue depuis que Wurmser avait été contraint de s'y réfugier, la cour de Vienne envoya une troisième armée en Italie, sous les ordres d'Alvinzi. Nous allons voir dater de l'arrivée de ce nouvel adversaire une série de conceptions non moins admirables que les précédentes; mais il faut que, préalablement, nous fassions connaître par quel concours de circonstances le cabinet autrichien put ainsi recommencer la lutte.

Les deux armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, l'une sous Moreau à Strasbourg, l'autre sous Jourdan à Cologne, avaient reçu l'ordre de prendre l'offensive et de passer le Rhin au mois de juin (1796). C'était six semaines trop tard: déjà Bonaparte avait atteint les bords de l'Adige; leur inaction devait prolonger la résistance de Mantoue, et remettre en question la conquête de l'Italie. Quoi qu'il en soit, après une première tentative infructueuse, opérée par Jourdan seul, nos deux armées pénétrèrent en Allemagne, mais pour y

agir indépendamment l'une de l'autre et sur des routes différentes. Les forces de chaque parti, déduction faite des trente mille hommes détachés sous Wurmser, étaient de cent cinquante mille combattants (1). Pour s'opposer à l'invasion, l'archiduc Charles forme deux corps : l'un à gauche, vis-à-vis de Moreau, sous son commandement immédiat ; l'autre, à droite, sur la Lahn, aux ordres du général d'artillerie Wartensleben.

Jourdan ayant culbuté ce dernier de ses positions et pris possession de Francfort, dans les premiers jours de juillet, s'avança sur Schweinfurth et Wurtzbourg, en longeant le pied des montagnes de la Thuringe. C'était s'éloigner du Danube ; c'était suivre une ligne excentrique, et opérer contrairement aux règles de la stratégie. Mais le général dut se conformer aux instructions du Directoire, qui, plus d'une fois, se montra étranger à la science des grands mouvements. L'attaque sur les deux ailes, couronnée d'un plein succès en 1794, s'était changée dans l'esprit de Carnot en un système arrêté et dangereux, que les circonstances qui s'offraient alors l'engageaient encore davantage à suivre. Ces circonstances résultaient de la position de nos armées sur deux points du Rhin très distants l'un de l'autre, et de la direction des vallées du Mein et du Necker, qui permettaient respectivement à Jourdan et à Moreau de s'avancer vers le Danube, en débordant les ailes de l'armée impériale (2).

(1) Déjà, depuis la fin de la campagne de 1794, les armées se partageaient en corps de l'aile droite, du centre, de l'aile gauche et de la réserve. On éprouvait le besoin d'une plus grande concentration dans le commandement ; on préludait aux corps d'armée, comme autrefois, sous Turenne, on avait préludé aux *divisions*. Marceau et Kléber étaient les lieutenants ou commandants d'aile de Jourdan ; Desaix, Saint-Cyr et Férino, ceux de Moreau. Ces lieutenants réunissaient jusqu'à trois divisions sous leurs ordres. La réserve, que l'on tenait en général beaucoup trop faible, se composait d'infanterie et de grosse cavalerie.

(2) C'est une vérité confirmée par l'histoire, que les généraux assujettis à suivre la route tracée par un conseil de gens absents, obtiennent rarement

Wartensleben rétrograda sur Bamberg, sans opposer de résistance. L'armée de Sambre et Meuse le suivit; et après l'avoir obligé dans différents combats à se retirer derrière le Nab, elle vint s'établir en avant d'Amberg, le 21 août, détachant la division Bernadotte sur sa droite pour observer la route de Ratisbonne à Nuremberg. Nous verrons que ce fut là le terme de ses progrès en Allemagne. Marceau avait été laissé sur les derrières, avec trente mille hommes, pour garder le Mein et bloquer Mayence.

L'armée du Rhin débuta par les combats de Rastadt et d'Ettlingen, à la suite desquels l'archiduc crut devoir opérer sa retraite : elle franchit le Necker le 22 juillet, et se dirigea sur le Danube à travers les Alpes wurtembergeoises, suivant les deux chaussées de Gmünd et le Gœppingen ; ses mouvements furent lents, et le général commit la faute de détacher Férino avec vingt mille hommes sur le lac de Constance. Cependant le prince Charles, la voyant parvenue à Neresheim, se décida à livrer bataille pour empêcher sa jonction avec Jourdan, dont elle n'était plus séparée que par une distance de trois marches (11 août). Nous occupions une ligne de huit lieues. On continuait d'agir d'après les principes suivis dans les campagnes précédentes, et en partie puisés à l'école des Autrichiens. Les colonnes ennemies, débouchant brusquement sur tous les points à la fois, séparèrent l'aile droite du centre, et coupèrent momentanément nos communications. La position devenait critique ; il ne fallut rien moins, pour en sortir, que le sang-froid de Moreau et de Saint-Cyr,

de bons résultats. Il est surtout à remarquer que l'influence d'un pareil conseil s'oppose absolument aux grandes conquêtes. Il faut donc moins attribuer aux généraux qu'au Directoire et au Conseil aulique, les revers réciproquement éprouvés par les armées françaises et impériales, dans le cours des guerres de la révolution. Bonaparte n'acquit tant de gloire en Italie que parce qu'il saisit le bâton du commandement d'une main ferme, et qu'il s'autorisa à enfreindre les ordres du gouvernement aussi souvent que son génie lui dicta de le faire.

secondé du courage des officiers et des soldats. En un instant le centre eut rapproché ses éléments épars, et pris une nouvelle position en arrière. Notre aile droite, grâce à l'hésitation des généraux autrichiens, parvint aussi à se dégager et même à rouvrir nos communications. Le combat se trouvant ainsi rétabli sur tous les points, il ne fut plus possible à l'un des partis de faire pencher la balance de son côté. L'éloignement des colonnes s'opposa toujours à des efforts combinés qui auraient pu amener un résultat décisif. Cependant la crainte de se trouver enveloppé entre les deux armées françaises, détermina l'archiduc à repasser le lendemain sur la rive droite du Danube, renonçant à l'espoir d'empêcher leur jonction.

Toutefois, soit qu'on doive en attribuer la cause aux instructions du Directoire, soit qu'il faille la chercher dans les intentions mêmes des généraux, cette jonction si désirable ne s'effectua pas. Après plusieurs jours d'hésitation, Moreau passa le Danube à Dillingen, et se porta sur le Lech, où il comptait trouver l'archiduc. Mais quelle ne fut pas sa surprise, en apprenant qu'il en était parti avec trente mille hommes pour se joindre à Wartensleben et accabler Jourdan! Le général de l'armée du Rhin, qui eût dû voler au secours de son collègue, préféra forcer le passage du Lech, que défendait Latour avec le reste de l'armée du prince, et s'avancer en Bavière. Cette fausse direction nous fit perdre l'Allemagne.

Attaquée par des forces supérieures, tournée et coupée de ses communications, l'armée de Sambre et Meuse se retira à travers des montagnes par des chemins affreux. Prévenue à Bamberg, à Schweinfurt, à Wurtzbourg, elle dut partout se faire jour à la baïonnette. Ses pertes furent considérables; mais encore pût-elle regagner la Lahn et opérer sa jonction avec Marceau. Bien qu'elle se trouvât alors en mesure de reprendre l'offensive, le général ne s'y décida pas sérieusement; elle repassa le Rhin (20 septembre), à la suite de l'affaire d'Al-

tenkirken où succomba le brave Marceau, emportant les regrets de tous les siens et ceux de l'ennemi même.

La position de Moreau devenait embarrassante. Déjà l'ennemi avait essayé d'enlever la tête de pont de Kehl, et il dépendait désormais de l'archiduc, ou de l'attendre aux débouchés des montagnes, ou de l'attaquer à revers sur le Danube. Ces circonstances se présentèrent à l'esprit du général français sous des couleurs d'autant plus sombres, qu'il n'avait laissé qu'une faible brigade pour observer Manheim et Philipsburg. Vivement alarmé d'un état de choses qu'il eût pu prévenir un mois auparavant, il prit le parti de se rapprocher du Rhin. Sa retraite, quoiqu'on l'ait peut-être un peu trop vantée, ne fut pas sans gloire. Il s'en acquit même beaucoup à la bataille de Biberach (2 octobre), où il se débarrassa de Latour, qui le serrait de près. Cette bataille se donna dans l'ordre oblique. L'ennemi était adossé au ravin de la Riss : Desaix tourna sa droite, et Saint-Cyr enfonça son centre. Quatre mille prisonniers, dix-huit pièces de canon et deux drapeaux, furent les trophées de cette brillante journée.

La crainte de rencontrer l'archiduc en force dans la vallée de la Kintzig, décida le général en chef à renoncer au projet de marcher sur Strasbourg. Il prit la route directe du val d'Enfer, où il ne trouva que deux bataillons qu'il dispersa facilement. L'armée, après avoir mis trois jours à passer cet affreux défilé, put dès lors communiquer avec l'Alsace par les ponts de Vieux-Brisach et d'Huningue. Latour se rappela la leçon de Biberach, et n'inquiéta plus sérieusement la marche des Français. Ce général, manœuvrant par sa droite, rejoignit l'archiduc sur la Kintzig. Les opérations se terminèrent par le combat de Schliengen (23 octobre), où notre excellente position nous permit de résister à des forces supérieures. L'armée repassa le Rhin, le 26, à Huningue, et se porta sur Strasbourg par la rive gauche. L'archiduc réunit ses efforts contre Kehl, qu'il ne nous enleva qu'après la plus glorieuse résistance. Ce siége, où des retranchements encore informes arrêtèrent pendant six semaines une armée victo-

rieuse, fit le plus grand honneur à Moreau, et aux généraux Saint-Cyr et Desaix.

Tel est l'aperçu des événements qui permirent à la cour de Vienne de faire passer des renforts en Italie dès les premiers jours de septembre. L'espace ne nous manquerait pas pour commenter cette double expédition des Français en Allemagne, que nous n'aurions pas la témérité de l'entreprendre après ce qui en est dit dans les Mémoires de Sainte-Hélène. Il est peu de morceaux aussi instructifs et aussi intéressants (1). Nous y renvoyons nos lecteurs, ainsi qu'aux Mémoires du

(1) L'auteur ayant fait un exposé des plus lumineux de la manière de combattre dans les campagnes de 1794 et 1796, qu'il trouve vicieuse, passe ensuite aux considérations suivantes, relatives aux opérations des armées du Rhin et de Sambre et Meuse.

« . . . . Une armée, dit-il, qui marche à la conquête d'un « pays, a ses deux ailes appuyées à des pays neutres ou à de grands ob- « stacles naturels, soit à de grands fleuves, soit à des chaînes de montagnes, « ou elle n'en a qu'une ou point du tout : dans le premier cas, elle n'a « plus qu'à veiller à n'être point percée sur son front; dans le second cas, « elle doit s'appuyer à l'aile soutenue; dans le troisième cas, elle doit tenir « ses divers corps bien appuyés sur son centre, et ne jamais se séparer; car, « si c'est une difficulté à vaincre que d'avoir deux flancs en l'air, cet incon- « vénient double si on en a quatre, triple si on en a six, quadruple si l'on « en a huit, c'est-à-dire si on se divise en deux, trois ou quatre corps diffé- « rents. La ligne d'opération d'une armée, dans le premier cas, peut ap- « puyer indifféremment du côté de la droite ou de la gauche; dans le se- « cond cas, elle doit appuyer à l'aile soutenue; dans le troisième, elle doit « être perpendiculaire sur le milieu de la ligne de marche de l'armée. Dans « tous les cas il faut, toutes les cinq ou six marches, avoir une place forte « ou une position retranchée sur la ligne d'opérations pour y réunir des ma- « gasins de bouche et de guerre, y organiser les convois et en faire un « centre de mouvement, un point de repère qui raccourcisse la ligne « d'opérations. Ulm est le premier pivot naturel de l'invasion en Allemagne; « cette place, assise sur le Danube, donne à celui qui l'occupe des facilités « pour manœuvrer sur les deux rives. C'est un point unique pour contenir « de grands dépôts sur la plus grande rivière de l'Europe, rivière qui baigne « les murs d'Ingolstadt, de Ratisbonne, de Passau, de Vienne; du côté de « la France, cette place est au débouché des montagnes Noires. » (T. III, page 359.)

maréchal Gouvion Saint-Cyr. Reportons-nous maintenant en Italie.

§ V.

L'armée avait pris quelques jours de repos, et reçu un renfort de douze bataillons dans le courant de septembre. Le quartier général était à Vérone avec la division Augereau et la réserve de cavalerie. Placé à Bassano, Masséna observait les mouvements de l'ennemi du côté de la Piave, par où il paraissait devoir déboucher. Vaubois couvrait Trente, bordant le Lavis avec un corps de douze mille hommes. Kilmaine commandait devant Mantoue, où il tenait bloquées des forces doubles des siennes (1).

A l'imitation de Wurmser, bien qu'opérant sur un autre théâtre, Alvinzi avait formé le projet d'effectuer sa jonction avec Davidowisch à Vérone même, pour de là marcher de concert sur Mantoue. Ces projets, qui tendent à la réunion de deux corps sur un point que l'adversaire occupe ou peut occuper en force, sont toujours vicieux ; mais ils le deviennent bien davantage quand ces corps sont séparés entre eux par de grands obstacles naturels, tels que le lac de Garda dans la période précédente, et les monts Tyroliens dans celle-ci : aussi verrons-nous le plan d'Alvinzi suivi des mêmes résultats que celui de Wurmser. « Opérer par des directions éloignées entre elles et sans communications, dit Napoléon, est une faute qui, ordinairement, en fait commettre une seconde. La colonne détachée n'a des ordres que pour le premier jour ;

(1) Ce résultat singulier était une conséquence de la situation même de Mantoue. Assise au milieu de trois lacs formés par les eaux du Mincio, cette place ne communique à la terre ferme que par cinq chaussées dont une seulement, celle de la Favorite, était alors couverte par des ouvrages. Les quatre autres n'ayant aucune défense extérieure, l'on conçoit qu'il ne fallait qu'une poignée de monde pour empêcher la garnison d'en déboucher, ce qui permettait à l'assiégeant de reporter toutes ses forces et toute son attention du côté de la Favorite.

ses opérations pour le second jour dépendent de ce qui est arrivé à la principale colonne; ou elle perd du temps pour attendre des ordres, ou elle agit au hasard. » Puis il ajoute, en forme de précepte : « *Qu'une armée doit toujours tenir toutes ses colonnes réunies, de manière que l'ennemi ne puisse pas s'introduire entre elles; que si, par des raisons quelconques, on s'écarte de ce principe, il faut que les corps détachés soient indépendants dans leurs mouvements, et se dirigent pour se réunir sur un point fixe, vers lequel ils marchent sans hésiter et sans de nouveaux ordres.* »

Les opérations recommencèrent en même temps dans le Tyrol et en Italie. Le 1er novembre le maréchal autrichien passa la Piave à la tête de quarante mille hommes, se dirigeant sur Bassano. Contraint de céder à des forces aussi supérieures, Masséna se replia sur Vicence et Montebello, où Augereau et la réserve avancèrent à son soutien. Ainsi, le gros de l'armée française se trouva réuni par ce simple mouvement.

L'intention du général en chef était de livrer une bataille à la suite de laquelle il se porterait sur le flanc gauche de Davidowisch, en remontant la vallée de la Brenta. Or, cette bataille, qui se donna effectivement le 6 novembre, n'aurait pas encore permis l'exécution de ce plan, alors que d'autres circonstances ne s'y seraient pas opposées; car il réclamait une victoire complète, et tous nos efforts n'aboutirent qu'à obliger l'ennemi à repasser la Brenta, en deçà de laquelle il avait suivi la division Masséna. Les circonstances dont nous voulons parler, et qui, non moins que l'issue de la journée du 6, contraignirent Bonaparte à modifier son plan, provenaient de la situation critique où se trouvait Vaubois. Ce général, qui d'abord avait pris l'initiative pour imposer à Davidowisch et gagner du temps, s'était bientôt vu dans la nécessité d'abandonner Trente, et de se retirer sur le Monte-Baldo, où même il annonçait qu'il ne pouvait pas tenir. Bonaparte sentit qu'il n'y avait pas une minute à perdre pour revenir sur Vérone. L'armée française fila toute la journée du 7

vers Albaredo, avec l'ordre d'y passer l'Adige au bac et de tourner Arcole. Cette manœuvre, qui nous valut en effet la conquête de ce village, presque sans coup férir, n'avança pas pour cela nos affaires : l'ennemi ayant eu toute la journée pour se raviser, avait pris sa position naturelle, son front couvert par Arcole, qui, six heures auparavant, se trouvait sur ses derrières. La nuit qui approchait, la position de l'armée au milieu des marais, la nouvelle que donnait Vaubois de la perte de Rivoli, tout décida le général à revenir bivouaquer sur la rive droite de l'Adige, abandonnant volontairement les avantages sanglants et peu décisifs de cette première journée.

Bien que la résistance inattendue de l'ennemi eût en partie déjoué les projets de Bonaparte, il était pourtant parvenu à changer le théâtre des opérations, et à sauver le point capital de Vérone. Mais comme ce demi-succès ne pouvait le satifaire, et que Vaubois annonça dans la nuit pouvoir tenir encore, toutes les dispositions furent prises pour livrer un nouvel assaut au point du jour. Les deux digues allaient encore servir de champ de bataille, ce qui assurait l'avantage à la bravoure et l'enlevait au nombre. Les divisions rencontrèrent l'armée ennemie en marche sur les deux chaussées pour détruire le pont de Ronco. Un instant a suffit pour la culbuter, avec perte de plusieurs milliers d'hommes et d'une partie de son artillerie : mais il ne s'agissait pas seulement de réoccuper les digues, il fallait aussi reprendre Arcole, et c'est à quoi nous ne pûmes parvenir malgré les plus héroïques efforts. Sur le soir, le général en chef, par les mêmes motifs et les mêmes combinaisons que la veille, fit les mêmes mouvements, concentrant toutes ses forces sur la rive droite de l'Adige, ne laissant qu'une avant-garde sur la rive gauche (1).

La lutte, qui recommença le 17 au matin, après avoir présenté, jusqu'à midi, les mêmes circonstances que les deux

(1) *Mémoires de Sainte-Hélène*, tom. III, page 408.

jours précédents, prit tout à coup une tournure différente. Enhardi par les pertes immenses qu'avait essuyées l'ennemi, et plus encore par la supériorité morale de ses troupes, le général avait enfin formé la résolution de sortir des marais et d'attaquer en plaine (1). Lorsque le moment en fut venu, et après que les ponts que l'on faisait construire sur l'Alpon eurent été achevés, l'armée se portant vivement par sa droite, alla présenter la bataille aux Autrichiens, la gauche appuyée aux marais. Elle fut décisive : un corps parti de Legnago tourna leur aile gauche, et ne contribua pas moins au succès que la division Serrurier à Castiglione, dont il répéta la manœuvre (2). Dans cette bataille de soixante-douze heures, l'ennemi perdit dix-huit mille hommes, dont six mille prisonniers, quatre drapeaux et dix-huit pièces de canon.

Arrivé à Villa-Nova, le général détacha la cavalerie à la poursuite d'Alvinzi, et se rabattit par Caldiero sur Vérone avec l'infanterie, pour porter secours à Vaubois. Il en était temps : celui-ci avait été chassé de toutes ses positions et rejeté sur Castel-Novo, où Dawidowisch s'apprêtait à venir l'attaquer. Masséna s'étant joint à Vaubois, marcha sur Rivoli et s'en empara, tandis qu'Augereau, se portant sur Dolce par la rive gauche de l'Adige, enlevait quinze cents hommes, deux équi-

(1) On a pensé qu'en prenant cette résolution dès le 16, Bonaparte aurait eu les mêmes chances, et serait arrivé aux mêmes résultats que le 17. Cette critique ne paraît pas sans fondement; mais encore faudrait-il, pour apprécier jusqu'à quel point elle peut être exacte, connaître à fond toutes les circonstances qui ont déterminé la conduite du général en chef. Il en est une, suivant nous, de quelque poids : c'était la crainte de trop s'éloigner de Vérone, où il ne restait que quelques soldats éclopés, et contre laquelle l'armée autrichienne pouvait soudain se ruer tout entière. Le succès d'un pareil coup de main eût perdu Vaubois sans ressource.

(2) Cette manœuvre fut préparée et favorisée par un stratagème fort bien conçu. Bonaparte, en voyant l'ennemi appuyer sa gauche à un marais rempli de roseaux, fit filer à travers un peloton de ses guides avec ordre de charger à l'improviste avec un grand bruit de trompettes, quand l'action serait engagée. Cette ruse fut couronnée d'un plein succès.

pages de pont, neuf canons et beaucoup de bagages. L'armée avait assez fait pour prendre quelques jours de repos; elle pouvait d'autant mieux se dispenser de s'avancer dans le Tyrol et de pousser jusqu'à Trente, qu'il était à présumer que Mantoue ouvrirait ses portes avant que le général autrichien fût en mesure de rentrer dans la lice. En effet, la garnison de cette place, qu'affaiblissaient de plus en plus une foule de déserteurs, était réduite à la demi-ration. Les hôpitaux regorgeaient de malades, et chaque jour la fièvre moissonnait autant de monde qu'il en eût péri dans une bataille.

Non-seulement l'inépuisable Autriche fournit de nouveaux soldats, mais encore eut-elle l'adresse de nous susciter de nouveaux ennemis. Soit que le Directoire eût mis peu d'égard dans ses rapports avec la cour de Rome, et que ses prétentions renfermassent en effet des choses contraires à la foi, ainsi que l'affirmaient les cardinaux; soit que cette cour, plaçant son espoir dans les événements ultérieurs, voulût gagner du temps, les négociations successivement entamées à Paris et à Florence, à la suite de l'armistice du mois de juin, avaient été définitivement rompues en septembre.

Les Autrichiens pouvant désormais compter sur la participation des troupes de Rome, arrêtèrent en conséquence leur plan d'opérations. Il consistait à diriger à la fois sur Mantoue deux corps d'armée indépendants l'un de l'autre. Alvinzi, avec le principal, déboucherait du Tyrol par le Monte-Baldo, tandis que le second, sous Provera, s'avancerait sur le bas Adige par les plaines du Padouan. On comptait principalement sur celui-ci pour débloquer Mantoue. Une fois la place ravitaillée, ce corps, dont Wursmer prendrait le commandement, passerait le Pô et rallierait l'armée du saint-siége. Ce plan, qui, comme tous les précédents, avait l'avantage d'inquiéter les Français sur tous les points à la fois, n'en était pas pour cela plus judicieux. En effet, ou l'attaque principale réussirait, ou elle échouerait : dans le premier cas, le corps de Provera devenait inutile; dans le second, il courait mille dangers, et notamment celui d'aller grossir involontairement la garnison

de Mantoue, comme déjà l'avait fait Wurmser. Nous verrons l'événement justifier ces réflexions.

L'armée française, alors formée en cinq divisions placées au Monte-Baldo, à Dezenzano, à Vérone, à Legnago et devant Mantoue, comptait quarante-trois mille hommes sous les armes. Elle avait enfin reçu les renforts qu'elle aurait dû recevoir avant la bataille d'Arcole. Ses malades étaient d'ailleurs sortis des hôpitaux avec l'hiver. Une première attaque de Provera sur Saint-Michel (1) et les démonstrations qu'il fit sur Legnago, laissant indécise la question de savoir par où déboucherait le gros des forces ennemies, Bonaparte se borna d'abord à faire avancer à Castel-Novo, la division Rey, postée à Dezenzano. Ce mouvement préparatoire s'exécuta le 13 janvier, deux mois après le bataille d'Arcole. Cependant Joubert ayant donné avis du Monte-Baldo, ce jour même, que deux divisions autrichiennes filaient sur ses flancs, avec l'attitude de troupes qui se sentaient soutenues, il fut démontré dès lors que l'orage principal descendrait cette fois du Tyrol.

L'ennemi, qui croyait toujours nous prévenir, se trompa dans cette occasion comme dans toutes les autres. Bonaparte quitta Vérone à la nuit tombante et arriva sur le plateau de Rivoli à deux heures du matin. Il n'y avait pas un instant à perdre : l'armée d'Alvinzi formait un immense demi-cercle autour de la position. Son front et sa droite n'étaient formés que d'infanterie; car il est impossible aux autres armes de s'avancer sur les croupes du Monte-Baldo. Sa cavalerie, son artillerie et la division de grenadiers de Quasdanowich se prolongeaient sur une longue colonne au pied des escarpements qui bordaient notre droite, attendant pour déboucher sur le plateau l'instant propice où l'infanterie s'en serait emparée.

(1) Cette position située en avant de Vérone, sur la rive gauche de l'Adie était occupée par une brigade. L'ennemi l'assaillit en force, mais bientôt secourue par Masséna, elle défendit vigoureusement son terrain, et en faisant même plusieurs centaines de prisonniers.

La grande route qu'elles suivaient se dirige d'abord entre l'Adige et le pied des montagnes; mais, à Incanale, le fleuve vient baigner le pied même des hauteurs, et ne laisse plus de place pour longer sa rive. La route alors abandonne la vallée, s'élève en rampe tournante dans les flancs de la montagne, et débouche sur le vaste plateau de Rivoli, qui, d'un côté, domine l'Adige, mais qui, de l'autre, est dominé par les contre-forts du Monte-Baldo. De ce plateau, l'on menace le chemin tournant d'Incanale, et l'artillerie peut balayer au loin les deux rives du fleuve.

Joubert n'occupait déjà plus ce poste important que par une arrière-garde. Le général en chef, qui vit la possibilité de prendre son adversaire en flagrant délit, ordonna d'y reporter de suite toute la division, et de payer d'audace jusqu'à l'arrivée de Rey et de Masséna qu'on attendait au point du jour. Ce mouvement, qui eut un plein succès, priva l'ennemi non-seulement de sa cavalerie et de son artillerie pendant toute la durée de l'action, mais aussi des divisions Quasdanowich et Wukassewich, qui se trouvaient également dans la vallée de l'Adige (1).

Si Joubert parvint à gagner du temps et du terrain, c'est qu'Alvinzi, qui ne s'attendait pas être prévenu, et qui comptait au contraire nous attaquer dans la matinée, engagea ses colonnes successivement et sans avoir eu le temps de se reconnaître. L'idée que Provera retiendrait Bonaparte fut une autre cause d'erreur pour le généralissime autrichien. Toutefois la division Masséna n'arriva que bien juste pour empêcher que cette lutte, par trop inégale, ne devînt funeste aux Français; sa présence et celle de la réserve de Rey qui la suivait de près, décidèrent irrévocablement de la journée. Un seul instant put causer quelque inquiétude à Bonaparte, ce fut

(1) On a vu précédemment que la première de ces divisions descendait avec l'artillerie et la cavalerie, la rive droite de l'Adige; la seconde suivait la rive gauche d'où elle lança quelques boulets sur les troupes françaises.

celui où Quasdanowich, profitant de l'éloignement de Joubert, menaça de déboucher sur le plateau avec toutes les troupes de la vallée; mais cette tentative, qui pouvait remettre la victoire en question, n'eut pas plutôt été aperçue qu'elle fut vigoureusement repoussée. Une batterie d'artillerie légère, deux escadrons, ayant à leur tête Leclerc et Lasalle, furent dirigés sur le débouché envahi. Joubert, qui, à l'extrême droite avait le débouché à dos, fait volte-face avec un corps d'infanterie légère : tous chargent à la fois. Joubert a son cheval tué ; il se relève plus terrible, et s'élance sur l'ennemi un fusil à la main : tout ce qui a débouché, grenadiers, cavalerie, artillerie, est précipité pêle-mêle dans l'escalier d'Incanale.

Pendant que l'on combattait ainsi sur la crête des hauteurs, un corps ennemi, celui de Lusignan, tournait notre aile gauche, et venait nous intercepter la route de Vérone. Ce corps, qui croyait avoir cerné l'armée française, se trouva attaqué à revers par la réserve de Rey, qui le détruisit presque en entier. Le succès fut tel, qu'en y joignant les avantages obtenus par Joubert dans la journée du lendemain, il restait à peine à l'ennemi la moitié des quarante mille hommes qu'il avait amenés sur le terrain. On concevra avec quel art, quelle précision les mouvements des Français durent être exécutés, pour que vingt-deux mille hommes remportassent une victoire aussi complète et aussi décisive.

Le général en chef, qui déjà avait donné tant de preuves d'audace et d'activité, dut s'applaudir de celles qu'il avait déployées depuis quelques heures, lorsque, sur la fin de la bataille, on vint lui annoncer que Provera, ayant surpris le passage de l'Adige, s'avançait à tire-d'aile sur Mantoue. Toutefois, cette nouvelle ne lui causa pas d'inquiétude sérieuse ; jugeant qu'Alvinzi n'était plus capable d'efforts vigoureux, il chargea Joubert et Rey de lui porter le dernier coup, et partit sur-le-champ pour Roverbella, à la tête de quatre demi-brigades. Ces troupes avaient marché toute la nuit et combattu tout le jour ; mais elles avaient pour elles la

victoire, qui double les forces et fait oublier les fatigues; ce qui d'ailleurs dut merveilleusement contribuer à exalter les courages, c'est que tous, jusqu'aux plus jeunes soldats, entrevoyaient nécessairement le but et les conséquences de cette contre-marche subite.

Provera se présenta, le 15 janvier à midi, devant le faubourg de Saint-Georges. Miollis, qui y commandait, le reçut à coups de canon, ce qui le décida à tourner ses pas du côté de la citadelle; mais quels ne furent pas sa surprise et son désespoir en s'y voyant prévenu par ces mêmes troupes qui, quelques heures auparavant, combattaient et triomphaient à Rivoli. Wurmser sortit en vain de la place pour tendre la main à ceux qui venaient le secourir : Serrurier le contraignit d'y rentrer, et, pour la seconde fois de cette campagne, Provera déposa les armes avec tous ceux qui le suivaient (1). Comme déjà Augereau avait détruit son pont et son arrière-garde, il ne se sauva de tout son corps d'armée que deux mille hommes, restés sur la rive gauche de l'Adige. C'est à cette bataille de la Favorite, que la 57e reçut le glorieux surnom de *Terrible*, pour avoir enfoncé le centre de la ligne autrichienne.

Joubert pressa Alvinzi si vivement, qu'il n'eut le temps de se rallier nulle part. A la fin de janvier, l'armée avait repris ses anciennes positions du Lavis et de Bassano, occupant toute la vallée de la Brenta; sur l'extrême droite, Augereau s'était même avancé jusqu'à Trévise, qu'il gardait avec une brigade. Bonaparte n'attendait que la chute de Mantoue et l'arrivée de quelques renforts pour s'approcher des États héréditaires de la maison d'Autriche.

Cette forteresse, la cause de tant de combats et de tant de gloire, succomba enfin le 2 février. La capitulation, en accordant un témoignage d'estime à Wurmser, ajouta un nouveau lustre à la réputation du vainqueur. Le maréchal sortit libre-

(1) Ce général avoit été pris une première fois, le lendemain de la bataille de Millesimo.

ment avec tout son état-major, escorté de plusieurs centaines d'hommes à son choix et de six pièces de canon ; mais la garnison déposa les armes ; on l'estimait encore à vingt mille hommes, dont un tiers aux hôpitaux. Serrurier présida aux détails de la reddition de cette place, et vit défiler devant lui le vieux général autrichien.

Déjà Bonaparte était à Bologne, où il avisait aux moyens d'en finir avec la cour de Rome, qui essayait de faire revivre ces temps où les armées pontificales décidaient du sort de l'Italie. La Romagne était en feu ; les paysans avaient pris les armes à la voix de leurs évêques, et, de tous côtés, le tocsin appelait de nouveaux renforts. Le général sentit qu'il fallait user de prudence et différer autant que possible d'avoir recours à la force. Cependant ses proclamations n'ayant produit aucun effet, il fit avancer Victor et Lannes avec un corps de dix mille hommes, recommandant aux soldats la plus exacte discipline. Les Français pénétrèrent rapidement pour ne pas donner à l'incendie le temps de se propager. Un premier combat qu'ils livrèrent sur le Senio (4 février), leur valut d'abord quatorze pièces de canon, huit drapeaux, plusieurs centaines de prisonniers, et ensuite la possession de toute la Romagne et d'Ancône. Le sacré collége, passant d'une aveugle confiance au plus extrême abattement, envoya des plénipotentiaires au quartier général, qui bientôt eurent souscrit aux conditions toutes bienveillantes imposées par le généreux vainqueur. La paix fut conclue à Tolentino, le 29 février.

Ces derniers événements terminèrent l'immortelle campagne de 1796. On compulserait en vain toute l'histoire pour y trouver une application des principes aussi savant et aussi constamment justifiée par les résultats.

Nos lecteurs n'auront pas manqué d'observer que cette campagne se divise en périodes de repos et en périodes d'activité ; et que celles-ci, dont la durée varie de dix à vingt jours, ne forment en quelque sorte qu'une seule et même bataille, tant les rencontres sont fréquentes et les chocs multipliés.

Le général ne possède pas seulement l'art déjà si difficile de diriger les masses aux points décisifs, et de suppléer au nombre par la rapidité des mouvements, il sait encore entretenir une exaltation morale dont les esprits les plus froids ne peuvent se défendre. Si les divisions sont quelquefois séparées, ce n'est qu'en attendant l'instant d'agir, et lorsque l'ennemi est encore éloigné. Mais vient-il à paraître? rien n'égale la promptitude avec laquelle elles se concentrent, et telles sont la précision et la clarté des ordres, qu'il ne peut y avoir ni retard, ni malentendu. Joignez à cela que le rendez-vous est toujours choisi de la manière la plus favorable aux projets ultérieurs. Bien que le général se soit fait une règle de prévenir son adversaire, il ne se presse pas d'abord; il attend que celui-ci ait donné à connaître ce qu'il veut faire; il craindrait de fatiguer les troupes par de faux mouvements, et de perdre un temps précieux en allées et venues inutiles. « En méditant sur chacune des périodes de cette campagne, dit Jomini, pourrait-on méconnaître l'habileté des combinaisons qui lui procurèrent la victoire à Montenotte; la sagacité qu'il montra dans ses négociations avec la cour de Turin; le coup d'œil rapide qui sauva son armée à Lonato et à Castiglione; l'impétuosité avec laquelle il accabla Wurmser à Bassano, enfin l'audace et le sang-froid avec lesquels il combattit à Rivoli? Pourquoi l'ambition et la flatterie vinrent-elles ternir de si beaux exploits? Pourquoi l'orgueil et l'adulation firent-ils oublier à un si grand homme ce qu'il devait à sa propre gloire, à la France et à l'humanité (1)? »

§ V.

Vivement alarmée de la chute de Mantoue, qui laissait les États héréditaires à découvert, la cour de Vienne se décida à faire marcher de nouveaux renforts en Italie, et à opposer le vainqueur de Kehl au vainqueur de Rivoli. On devait penser

(1) *Guerres de la révolution*, tom. IX, pag. 314.

que le Directoire, appréciant enfin l'importance du rôle de l'armée d'Italie, s'empresserait de la mettre en mesure de remplir ses hautes destinées; il n'en fut pas ainsi : dans leur entêtement à poursuivre les anciens plans, et mus sans doute aussi par la jalousie que leur inspirait Bonaparte, les membres de ce gouvernement crurent avoir assez fait en envoyant au delà des Alpes les deux divisions Bernadotte et Delmas (1). Ce n'était qu'une demi-mesure; et encore peut-on douter si elle ne fut pas consentie autant pour répondre au vœu général de la nation, que pour satisfaire réellement aux besoins de la guerre. Ce qu'il y a de certain, c'est que le Directoire, paraissant peu s'inquiéter que Bonaparte eût à garder l'Italie et à lutter contre l'élite des forces autrichiennes avec soixante mille hommes seulement, en réunît cent cinquante mille sur le Rhin, persistant à porter les grands coups en Allemagne, et toujours avec deux armées indépendantes l'une de l'autre. Ce n'est pas tout; car les mêmes retards, le même défaut d'ensemble que dans la campagne précédente, devaient encore entraver l'exécution d'un plan déjà si vicieux, et si propre à éterniser la guerre.

Cependant, Bonaparte avisait à des moyens d'autant plus sûrs de la terminer, cette guerre, que la coopération par trop tardive des armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse n'entrait pour rien dans ses calculs. Informé que son adversaire attend des bords du Rhin un renfort encore éloigné de six divisions, il s'est décidé à le prévenir, espérant ainsi trouver dans sa diligence accoutumée une ample compensation aux mesures fausses et dilatoires du gouvernement. Son parti est bientôt pris : l'armée franchira la Piave, le Tagliamento, l'Izonzo, les longs défilés des Alpes Juliennes; puis, traversant la

(1) La première fut tirée de l'armée de Sambre-et-Meuse; la seconde de celle du Rhin. Moreau, qui commandait toujours cette dernière, fit les plus grands efforts pour mettre la division Delmas en état de représenter convenablement l'armée du Rhin en Italie; il choisit ses meilleures troupes et épuisa ses magasins pour les équiper.

Drave, à son entrée dans la Carinthie, elle passera les Alpes Noriques et le Simering, pour descendre enfin dans la vallée de Vienne. Mantoue et la ligne du Mincio serviront désormais de base aux opérations. L'ennemi peut encore déboucher une fois du Tyrol et se porter sur Vérone : Joubert gardera le Lavis avec trois divisions (1); si les forces qu'il aura vis-à-vis de lui sont inférieures aux siennes, il les battra, et, après les avoir refoulées au delà du Brenner, il tournera à droite, entrera dans la vallée de la Drave et viendra rejoindre l'armée en Carinthie : les dispositions de Rome et de Naples ne sont rien moins que certaines : Victor occupera la marche d'Ancône, jusqu'à ce que des ordres ultérieurs le rappellent sur la rive gauche du Pô, où il sera chargé d'assurer les derrières de l'armée conjointement avec les garnisons.

Si l'on ne devait juger des ressources d'une armée que d'après les états de situation du personnel et du matériel, on pourrait assurément trouver les moyens d'exécution bien au-dessous des difficultés de cette vaste entreprise ; mais il faut encore tenir compte de l'état moral des troupes, et surtout de la capacité de celui qui est appelé à les diriger. Or, nul doute que, sous ce double point de vue, l'armée d'Italie ne fût très supérieure à une autre armée de même force, conduite par un général ordinaire. Une circonstance contrariante pour Bonaparte, et qu'il n'était pas en son pouvoir de changer sans tomber d'un inconvénient dans un autre plus grand (2), ce fut cette impérieuse nécessité de tenir une partie de ses forces loin du théâtre des opérations principales, et notamment la division du général Victor (3). Toutefois, si l'armée allait s'é-

(1) La sienne, et celles des généraux Baraguey, d'Hilliers et Delmas.

(2) N'eût-il pas été de la dernière imprudence d'abandonner ses communications à la merci des Vénitiens, alors surtout que les montagnards tyroliens s'insurgeaient de toutes parts contre les Français.

(3) La totalité de l'armée y compris les divisions Bernadotte et Delmas et les troupes organisées en Lombardie, pouvait s'élever à environ soixante et dix mille hommes ; mais il fallait en laisser la moitié au moins en Italie et dans le Tyrol.

tendre des sources de l'Adige au golfe Adriatique, encore ne cesserait-elle pas d'occuper une ligne intérieure, tandis que les ailes ennemies, de plus en plus séparées, finiraient par ne plus pouvoir communiquer entre elles que par la vallée du Danube.

Les opérations recommencèrent le 10 mars par un froid rigoureux et plusieurs pieds de neige sur les montagnes. L'archiduc avait, à cette époque, environ cinquante mille hommes, dont quinze mille dans le Tyrol, sous les généraux Kerpen et Laudon. Les six divisions détachées de l'armée du Rhin pour venir le joindre, n'étaient attendues que dans le courant d'avril. La partie de l'armée française destinée à agir dans le Frioul, se composait (en allant de la gauche à la droite) des divisions Masséna, Guyeux (ci-devant Augereau), Serrurier et Bernadotte; ce qui formait un total de quarante à quarante-deux mille hommes, y compris la réserve de cavalerie du général Dugua (1). Le succès ne pouvait être douteux, du moins jusqu'à l'arrivée des renforts attendus par le prince Charles; mais, pour le rendre encore plus certain et plus décisif, Masséna reçut l'ordre de pousser vers la région dominante des sources, afin de déborder sans cesse la droite ennemie, de la prévenir même aux principaux défilés des Alpes Juliennes, et notamment au col de Pontéba et à Tarvis. Il partit de Bassano, remonta la Piave, battit une division autrichienne, la poursuivit l'épée dans les reins, prit le général qui la commandait ainsi que plusieurs centaines d'hommes, entra à Feltre, à Cadore, à Bellune, d'où il se porta sur le Tagliamento, qu'il atteignit, le 14, à la hauteur de Saint-Daniel. L'armée n'arriva sur ce torrent que deux jours après, et à cinq lieues plus bas; elle s'était successivement avancée par

(1) Le général Kilmaine fut investi du commandement de la haute Italie, la division Victor, échelonnée dans les États de l'Église, en attendant le paiement de trente millions, dus par le saint-siège en vertu du traité de Tolentino, devait revenir sous peu de jours sur l'Adige et y former avec les Lombards le corps d'observation.

Conegliano, Sacile, Pordenone et Valvasone, battant et refoulant partout les arrière-gardes ennemies.

Contraint de céder à des mouvements si rapides, si bien concertés, l'archiduc s'était retiré sur la rive gauche du Tagliamento, où il nous attendait avec toutes ses forces disponibles. Le terrain se prêtait à l'action de sa nombreuse cavalerie ; mais il n'en était pas pour cela mieux choisi, car il est à remarquer que toute position prise au-dessous de Masséna, laissait à la merci de ce dernier la route directe de Vienne par Pontéba et Tarvis, sur laquelle il avait ordre de se jeter tête baissée. Cette conduite du prince Charles ne peut s'expliquer qu'en supposant que, suffisamment rassuré par l'arrivée d'une division de grenadiers à Klagenfurth, qui se joindrait à Ocskay (1) pour arrêter Masséna, il ne craignît que pour Trieste, centre des établissements maritimes de l'Autriche.

Quoi qu'il en soit, les Français n'en furent pas moins obligés de passer le Tagliamento sous le feu de l'armée ennemie. Heureusement les longues gelées en avaient tellement diminué les eaux, qu'il se trouvait guéable partout. Ce n'était pas la première fois qu'ils étaient appelés à accomplir une pareille tâche ; mais la disposition qu'ils adoptèrent dans cette circonstance, est par trop remarquable, et l'on peut dire, par trop classique, pour ne pas être indiquée : en première ligne, les divisions Bernadotte et Guyeux, chaque demi-brigade ayant ses 1er et 3e bataillons ployés en colonnes serrées à distance de peloton, sur les ailes du 2e. En avant de chacune de ces divisions marchait une avant-garde, composée d'une demi-brigade d'infanterie légère déployée, soutenue de deux bataillons de grenadiers serrés en masse sur ses ailes; derrière lesquels s'avançait un régiment de hussards ou de chasseurs. Le surplus de la cavalerie divisionnaire était à la droite et à la gauche de la ligne ; les divisions Serrurier et Dugua formaient la réserve ; elle ne devait passer la rivière, que

(1) Ce général, que Masséna poussait devant lui depuis la Piave, n'avait que quelques bataillons découragés à lui opposer.

lorsque la première ligne se serait avancée à cent toises du rivage. Nos lecteurs ne manqueront pas de saisir tout l'art d'un ordre de bataille que ses parties, tantôt minces et tantôt profondes, rendaient également propres à l'offensive et à la défensive. Cette manœuvre fut exécutée avec une précision et un ensemble qui ne peuvent se comparer qu'à l'attitude imposante et fière avec laquelle l'armée se présenta sur la rive ennemie.

« Soldats du Rhin, s'écria Bernadotte au moment d'atteindre la rive ennemie, l'armée d'Italie vous regarde. »

Les escadrons autrichiens essayèrent plusieurs charges au moment où l'infanterie française sortait du lit de la rivière; mais ils furent chaudement accueillis. Dugua, qui s'aperçut de leur obstination à déborder l'aile droite de Bernadotte, ne perdit pas un instant pour voler à leur rencontre; et telle fut l'impétuosité avec laquelle il les assaillit, qu'ils vidèrent le champ de bataille pour ne plus reparaître, laissant d'ailleurs leur général prisonnier. L'issue de ce combat de cavalerie devint pour toute l'armée autrichienne le signal d'une retraite précipitée. L'approche de la nuit, autant que les fatigues de la journée, décida les Français à bivouaquer sur le théâtre de leur victoire (16 mars).

Ils occupèrent Palma-Nova dès le lendemain. Cette place, au moyen des travaux qu'y fit exécuter le général du génie Chasseloup, devint en quelques jours un excellent point d'appui pour assurer les opérations ultérieures.

On se rendrait difficilement compte de ces opérations, si l'on ne savait que deux routes, qui se réunissent à Tarvis, conduisent des plaines du Tagliamento à Villach et Klagenfurth ; et que ces routes suivent des gorges étroites où se trouvent partout d'excellentes positions défensives. La première, dont Masséna était en possession dès le jour même de la bataille, est la plus directe et la plus courte ; elle remonte la vallée de la Fella, affluent du Tagliamento, par Gemona, Venzone, Ponteba et Malborghetto : la seconde, plus rapprochée du golfe de Venise, passe à Udine, Cividale et Capo-

retto, d'où elle se dirige par la rive droite de l'Isonzo et de la Corintiza à la Chiusa-di-Pletz. L'archiduc n'avait plus à choisir qu'entre cette route et celle encore plus longue de la Carniole, pour regagner Klagenfurth et les Etats héréditaires; il se décida pour les deux à la fois; c'est-à-dire qu'il divisa son armée en deux corps, dont chacun prit une de ces directions. Bayalitsch commanda la colonne destinée à effectuer sa retraite sur Tarvis; elle se composait de trois faibles divisions et de tous les parcs. Sa perte était inévitable si Masséna réussissait à la prévenir sur ce point capital. Le prince le sentit, et, peu rassuré par la présence d'Ocskay dans la vallée de la Fella, il courut, de sa personne, à Klagenfurth, où il arriva assez à temps pour porter la division de grenadiers qui s'y trouvait en avant de Tarvis. Masséna n'en était plus qu'à une petite distance. Son apparition donna lieu à une lutte d'autant plus opiniâtre, que chacun savait que le sort de Bayalitsch et de ses trois divisions en dépendait. Mais enfin les Autrichiens furent obligés de céder, après avoir fait donner jusqu'à leur dernier bataillon; leurs débris coururent se rallier derrière la Drave, où le général victorieux se borna à les faire observer, pendant qu'il portait le gros de sa division à la rencontre de Bayalitsch (22 mars).

Nous avons laissé l'armée à Palma-Nova : elle n'y fut pas plutôt entrée qu'elle continua sa marche vers l'Isonzo. Guyeux suivit les traces de Bayalitsch, avec ordre de ne pas le perdre un instant de vue. Bernadotte et Serrurier s'avancèrent sur Gradisca. L'archiduc avait compté sur cette place pour retarder la poursuite des Français; mais il ne fallut que quelques heures pour la contraindre à ouvrir ses portes. On y prit deux à trois mille hommes et vingt pièces de campagne attelées. Bonaparte considérant que le moment de se rapprocher de Masséna était arrivé, laissa à Bernadotte le soin de poursuivre l'ennemi dans la direction de Laibach, et remonta l'Isonzo à la tête de la division Serrurier, qui bientôt se rallia à celle de Guyeux.

Celui-ci avait eu de forts engagements avec l'arrière-garde de Bayalitsch ; il lui avait tué beaucoup de monde, pris des bagages et des convois, ce qui l'avait obligé à précipiter sa marche. Arrivés à la Chiusa-di-Pletz, les Autrichiens se crurent sauvés par la résistance qu'opposeraient les défenseurs de ce fortin à la poursuite de Guyeux ; ils étaient plus près de leur perte que jamais : Masséna les attendait ; et c'est en vain qu'ils essayèrent de se faire jour. Une des brigades de Guyeux abrégea le dénoûment de cette autre bataille de Télamon, en tournant le poste de la Chiusa par la crête des hauteurs. A l'aspect de nos tirailleurs au-dessus de leurs têtes, les Autrichiens déposèrent les armes. Bagages, canons, parc, drapeaux, tout fut pris. On ne fit toutefois que cinq mille prisonniers, parce qu'un grand nombre d'hommes avaient été tués, et que les autres parvinrent à se sauver par les flancs du défilé.

« Le prince Charles, dit Jomini, a rejeté la mauvaise issue « de cette affaire sur l'inexécution de ses ordres par le géné« ral Ocskay : d'autres ont pensé que les généraux Bayalitsch « et Gontreuil ne furent pas exempts de blâme : enfin, des « critiques ont attribué avec plus de vraisemblance cet évé« nement à la direction divergente des forces de l'archiduc « après le passage du Tagliamento, autant qu'à la précipita« tion et à la rapidité des mouvements de son adversaire. » Il serait difficile assurément de ne pas partager l'opinion de ces derniers ; mais peut-être eussent-ils pu faire ressortir davantage encore l'habileté des combinaisons, qui partout furent adaptées avec une rare sagacité, au temps, aux lieux et à la force respective des deux armées.

De Tarvis, où elles se réunirent le 24 mars, les trois divisions Serrurier, Guyeux et Masséna, s'avancèrent sur Villach et Klagenfurth, où elles eurent occasion d'entamer deux des six divisions ennemies détachées de l'armée du Rhin. La position de Klagenfurth, aux débouchés des montagnes, fixa l'attention du général en chef. Cette ville était entourée d'une enceinte bastionnée, négligée depuis des siècles ; il ordonna de

relever les parapets, de remplir les fossés d'eau, et de raser les maisons qui partout obstruaient les remparts ; des hôpitaux et des magasins de toute espèce y furent établis. De son côté, Bernadotte avait pris possession de Laibach et des mines de mercure d'Idria, où il se trouva pour plus de deux millions de ce métal. Dugua était entré à Trieste à la tête de la réserve de cavalerie, que la nature du théâtre de la guerre rendait inutile à l'armée.

Les derniers boulevards de l'Autriche étaient tombés. La fortune avait couronné d'un succès complet les travaux des Français : encore quelques jours, et ils arriveraient aux portes de Vienne, où déjà l'alarme était grande. Cependant la nouvelle d'une prise d'armes générale dans les montagnes du Tyrol vint ajouter aux inquiétudes que l'on commençait à concevoir sur le sort de Joubert.

L'ordre d'entrer en opérations avait été expédié à ce général, du champ de bataille même du Tagliamento. Mais cet ordre, qui lui prescrivait de battre l'ennemi auquel il était supérieur, et de venir joindre l'armée par les gorges de la Drave, après avoir poussé jusqu'à Brixen, avait-il reçu son exécution? On avait d'autant plus lieu d'en douter, qu'une brigade détachée à sa rencontre, s'était vue obligée de rétrograder au milieu d'un essaim de Tyroliens insurgés, sans en apporter la moindre nouvelle. Toutefois, l'arrivée même de Joubert faisant bientôt cesser cet état d'incertitude, devait encore attester que les Français avaient combattu avec un égal courage et une égale habileté dans le Tyrol et en Carinthie. En effet, sept mille prisonniers suivaient le corps d'armée avec une quantité proportionnée de drapeaux et de pièces de canon aux armes de l'empereur. Assailli dans un premier combat aux bords du Lavis (le 20 mars), et pendant que Laudon se trouvait séparé par l'Adige, Kerpen avait été culbuté, et toute sa division prise ou dispersée.

Joubert, déployant alors cette activité avec laquelle le général en chef entendait que l'on poursuivît un premier avantage, avait successivement fait éprouver le même sort à Lau-

don et à Sporck aux combats de Neumark, de Clausen et de Mittenwald. Telle était la manière supérieure dont il avait rempli sa mission, qu'en moins de dix jours il avait gagné Brixen et les sources de la Drave.

Bonaparte connaissait trop le prix du temps pour remettre, après la jonction de Bernadotte et de Joubert, à pousser en avant, et il lui suffit d'avoir la certitude de leur prochaine arrivée. La division Masséna fut destinée à former l'avant-garde; elle se porta sur Freisach le 1er avril. L'archiduc y avait fait rassembler des magasins considérables. Elle s'en saisit à la suite d'un combat où l'ennemi éprouva de nouvelles pertes. Celui-ci se retira dans les gorges de Dirnstein avec l'intention d'en défendre le passage; il le pouvait d'autant mieux que tous ses renforts étaient arrivés. « Le général en chef (*Mémoires de Sainte-Hélène*) ordonna sur-le-champ à Masséna de se réunir, avec toute sa division, sur la gauche de la chaussée; il plaça la division Guyeux sur les hauteurs de droite, et la division Serrurier en réserve. A trois heures après midi la deuxième d'infanterie légère de la division Masséna aborda au pas de charge la première ligne ennemie : elle se couvrit de gloire; elle venait du Rhin; les soldats l'appelaient le *contingent*, faisant allusion aux troupes des princes d'Allemagne, qui ne passaient pas pour excellentes. Les soldats de la deuxième légère, qui étaient piqués, défièrent les vieux soldats de l'armée d'Italie d'aller aussi vite et aussi loin qu'eux; ils firent des prodiges. Le prince Charles paya de sa personne, mais inutilement; il fut chassé de toutes ses positions, et perdit trois mille hommes. Les troupes françaises entrèrent à la nuit pêle-mêle avec les siennes à Neumarck (1), et enlevèrent douze cents prisonniers, six pièces de canon et cinq drapeaux. »

Un dernier combat dans les gorges de la Muhr, livra aux

(1) Nos lecteurs n'ont pas besoin d'être avertis que cette ville de Neumarck n'est pas celle où Joubert avait battu Laudon.

Français les seuls points où l'ennemi pouvait encore résister. Leur avant-garde occupa Léoben, le 7 avril. Le lieutenant général Bellegarde, chef d'état-major du prince Charles, s'y présenta le même jour comme parlementaire, demandant une suspension d'armes, pour traiter de la paix; Bonaparte lui-même en avait fait les premières ouvertures quelques jours auparavant. Les deux partis la désirant avec une égale sincérité, quoique par des motifs différents, les négociations ne devaient pas languir; mais, pour les abréger encore, le général en chef se chargea de stipuler et de signer à la place des commissaires du Directoire, qui, selon son gré, n'arrivaient pas assez vite. Le traité qui mit fin à la campagne fut conclu le 18 avril.

Mais tandis que ceci se passait par de là le sommet des Alpes, de sanglants événements s'accomplissaient en Italie. Longtemps incertaine, la république de Venise avait saisi l'occasion de la révolte de plusieurs villes de son territoire pour mobiliser des troupes. Le sénat, dissimulant sa haine pour les Français victorieux, avait partout adressé des instructions secrètes à ses agents, pour le cas où ils éprouveraient des revers. L'impatience des partis détermina une explosion dont le gouvernement se promettait de tirer parti, tout en paraissant vouloir la comprimer.

A la voix de quelques membres imprudents du clergé, les montagnards et les paysans avaient pris les armes, et s'étaient rués sur les patriotes des villes. Les Français, demeurés d'abord neutres, au milieu de cette Vendée vénitienne, se virent insensiblement engagés à soutenir les patriotes et à marcher contre leurs adversaires des montagnes. De nombreux assassinats et quelques escarmouches avaient signalé les premiers moments de la querelle, lorsque, enhardis par la dispersion de nos troupes, les paysans pénétrèrent dans Vérone. Leur présence y devint le signal du massacre de tous ceux des Français qui ne purent se retirer dans les forts. Pendant cinq à six jours (du 17 au 24 avril) le général Balland fit canonner la ville à toute outrance.

Cependant l'heure de la vengeance approchait. Des courriers étaient allés prévenir le général Kilmaine. Des troupes accouraient de toutes parts. Après un combat sanglant, livré par les généraux Chabran et Lahoz aux troupes vénitiennes, et tandis que les divisions Victor et Baraguey d'Hilliers s'avançaient à marches forcées, la ville rebelle fut investie, et alors les furieux, qui avaient massacré les Français, passèrent de la plus atroce violence au plus grand abattement. C'est sur ces entrefaites qu'arrivèrent les premières nouvelles de Léoben. En peu de jours les paysans furent désarmés et châtiés; Kilmaine fit ce qu'il put pour empêcher le pillage de Vérone, mais il ne put sauver le Mont-de-piété, qui fut en parti dépouillé.

Bonaparte revenait déjà de Léoben. Il reçut à Gratz les députés vénitiens envoyés pour implorer sa clémence. « Vous m'attendiez à mon retour, leur dit-il, pour me couper la retraite; eh bien, me voici. Je ne veux plus traiter; je veux faire la loi. » Ce sont les seules paroles qu'ils purent en obtenir.

La constitution française ne permettait ni au Directoire, ni aux généraux de déclarer la guerre, mais elle les autorisait à repousser les hostilités commencées. Bonaparte s'étayant sur cette disposition et sur ce qui s'était passé, lança un manifeste de guerre contre la république, et fit abattre le lion de Saint-Marc dans toutes les provinces de la Terre-Ferme.

Venise, par sa position au milieu des lagunes et l'étendue de ses ressources matérielles, présentait des difficultés presque invincibles, même au général qui venait d'humilier l'Autriche; mais son état intérieur ne laissait aucune chance pour en faire un usage énergique. Comme tous les corps usés, sa vieille aristocratie était languissante et divisée. Le doge, vieillard septuagénaire, ouvrit le premier l'avis d'entrer en pour-parler avec le redoutable général, et de traiter avec lui aux meilleures conditions possibles. Venise, depuis longtemps, n'était plus habituée au bruit du canon, et déjà les

artilleurs français échangeaient des boulets avec les canonnières vénitiennes. Une négociation entamée dans de telles dispositions et avec un homme de la trempe de Bonaparte ne pouvait avoir une issue douteuse. Une division française entra dans la ville, et telles furent les modifications que fit apporter à l'ancienne constitution le général français, que la république cessa de fait d'exister. C'est ainsi que s'écroulent, par le seul effet de la peur, les États usés ou indécis.

Ici se termine notre analyse des sublimes campagnes d'Italie ; elle paraîtra sans doute bien froide, bien sèche, bien décolorée, et cependant nous nous applaudirions de l'avoir présentée, si nous apprenions qu'elle a décidé les élèves à consulter les grandes relations et les pièces officielles.

Il est remarquable que les hostilités commencèrent sur le Rhin le jour même de la signature du traité. Un retard aussi blâmable ne peut être imputé qu'au Directoire, dont les membres, d'ailleurs peu d'accord entre eux, ne déployaient ni vigueur, ni talents administratifs. Tel était l'état déplorable des finances, sous ce gouvernement sans force et sans action, que le trésor n'avait pu fournir à Moreau l'argent nécessaire pour créer un équipage de pont, sans lequel il ne pouvait entrer en campagne. Puissamment stimulées par les nouvelles qui leur arrivaient de l'Italie, les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse débutèrent de la manière la plus vigoureuse. Elles s'avançaient triomphantes au sein de l'Allemagne, après avoir repris Francfort et Kehl, quand une première dépêche, arrivée de Léoben par la voie de l'Autriche, suspendit tout à coup les opérations. Elles n'avaient duré que cinq jours pour l'une, et deux seulement pour l'autre.

« Aucune des précédentes guerres d'Italie, dit M. le comte Mathieu Dumas, guerres toujours sanglantes et toujours prolongées par la diversité des intérêts des petits États, ne fut aussi promptement terminée que celle qui

fut conduite par Bonaparte en 1796 et 1797. On chercherait vainement dans l'histoire un exemple d'une aussi grande conquête achevée par des batailles décisives, assurée par la réduction de tant de places fortes, et affermie par une paix avantageuse aux deux partis, dans l'espace de seize mois (1). »

(1) *Précis des Événements militaires*, tom. II, pag. 9?.

DIX-HUITIÈME LEÇON.

RÉPUBLIQUE.

§ I. Précis très succinct de l'expédition des Français en Egypte. — Prise de Malte et d'Alexandrie; l'armée s'avance sur le Caire. — Affaire de Chebreisse. — Bataille des Pyramides. — Entrée au Caire. — Le bey Ibrahim est chassé de l'Egypte. — Desaix poursuit Mourad-Bey dans la haute vallée du Nil. — Révolte du Caire. — § II. Bonaparte se décide à marcher en Syrie. — Siége de Saint-Jean-d'Acre. — Retour en Egypte. — Bataille d'Aboukir. — Départ de Bonaparte. — Révolution du 18 brumaire. — § III. Le commandement de l'armée d'Orient est confié à Kléber. — Violation du traité d'El-Arisch. — Bataille d'Héliopolis. — Siége du Caire. — Assassinat de Kléber. — § IV. Menou général en chef. — Il adopte de fausses mesures. — Apparition de la flotte anglaise dans la rade d'Aboukir. — Bataille de Canope. — Position critique de l'armée. — Evacuation du Caire, bientôt suivie de celle de toute l'Egypte. — Réflexions.

§ I.

Le traité de Campo-Formio n'eut pas plus tôt été conclu, que le nouveau Directoire, sous le vain prétexte d'une descente en Angleterre, s'empressa d'éloigner Bonaparte du théâtre de son influence et de ses victoires. Le général fut rappelé pour être investi du commandement de l'armée des côtes de l'Océan. Ses services et la supériorité de ses talents n'étaient pas les seuls motifs de cette préférence : la secousse du 18 fructidor avait réveillé les factions, qui partout se montraient menaçantes : dans sa marche incertaine et timide, le gouvernement mit tous ses soins à s'en faire un allié, dans la crainte qu'il ne devînt un ennemi. On ne saurait dire si, dès lors, Bonaparte songeait à s'emparer un jour du pouvoir, ce

qu'il y a de certain, c'est que déjà depuis quelque temps ses regards s'étaient fixés sur l'Orient.

Ce fut une grande et belle pensée que celle d'expulser les barbares du berceau des connaissances humaines pour y reporter les arts, les sciences et la civilisation. Bonaparte y trouvait d'ailleurs un excellent moyen d'échapper aux dangers de sa renommée, et la certitude de conserver et d'augmenter encore sa prépondérance et son crédit. L'expédition d'Égypte devait frapper de plus en plus les imaginations, qui déjà se plaisaient à le désigner comme le restaurateur de la chose publique. Un projet qui tendait à éloigner le conquérant de l'Italie ne pouvait manquer d'être accueilli du Directoire. Il y donna d'autant plus volontiers son assentiment, qu'il entrevit, avec la chance de s'approprier une des contrées les plus fertiles et les mieux situées du globe, la possibilité de se joindre à Tipoo-Saïb pour saper la puissance des Anglais dans l'Inde.

Il faut convenir toutefois qu'en se décidant à cette entreprise, au moment où tout présageait de nouveaux orages, les Français consultèrent moins la prudence que leur amour pour la gloire. Était-il sage, en effet, d'aventurer l'élite de l'armée au fond du golfe de Syrie, quand tout annonçait la prochaine rupture des négociations de Rastadt, et lorsque l'Europe, indignée de l'invasion de la Suisse et de Rome, aspirait à s'en venger (1)? Était-ce à une époque où l'on atti-

(1) Ces invasions, entreprises au moment où le traité de Campo-Formio laissait les armées françaises disponibles, avaient pour but de propager le système des républiques démocratiques, et d'étendre de plus en plus le cercle des nouvelles idées, contre lesquelles il fallait s'attendre que les souverains reviendraient à s'armer tôt ou tard. Mais, en cherchant à assurer le triomphe de ces idées dans les pays circonvoisins pour s'en faire comme autant de contreforts qui abriteraient et soutiendraient l'édifice révolutionnaire en France, le Directoire se fit illusion, et n'aperçut pas tout le danger de cette politique déloyale. Les Anglais n'eurent pas de peine à montrer tous les trônes menacés, et à former le nœud d'une coalition plus formidable encore que la première.

sait la guerre contre les Anglais, où l'on prétendait dicter à l'Empire une paix honteuse, où l'Autriche et la Russie semblaient se rapprocher; était-ce à cette époque que l'on devait porter aux cataractes du Nil les vainqueurs d'Arcole et de Rivoli? Mais n'oublions pas que le cadre de nos leçons nous interdit de discuter les avantages et les inconvénients de l'expédition d'Égypte, et qu'il ne nous appartient que de l'envisager sous le seul point de vue des opérations militaires.

Une chose néanmoins qu'il convient de faire remarquer, et qui n'atteste pas une grande loyauté de la part du Directoire, c'est que cette entreprise était dirigée contre une des possessions d'un ancien allié, de la Porte-Ottomane, qui l'avait conquise sur les Mameluks au commencement du seizième siècle. S'il est vrai qu'elle n'y conservât plus qu'une ombre d'autorité depuis la révolte de ces derniers, en 1746, du moins consentaient-ils à y souffrir les pachas ou gouverneurs qu'on y envoyait de Constantinople; c'était par trop s'aveugler que de supposer que le Divan ne mettrait aucune opposition à l'établissement des Français au Caire, alors surtout que les Anglais le presseraient d'y faire passer des troupes; tels furent, en effet, l'adresse de nos derniers et le succès de leur politique à cimenter une alliance entre les Turcs et les Mameluks, que bientôt nous les verrons confondus dans un même camp, défendant à l'envi le pays qu'ils se disputaient depuis si longtemps. Ceux-ci, à qui il ne manquait que de savoir charger régulièrement et en ligne pour être les premiers cavaliers du monde, étaient les seuls adversaires, avec quelques Arabes et quelques Fellahs ou paysans fantassins, que l'armée française devait d'abord rencontrer. Ils étaient répartis sous deux chefs ou *beys*, Ibrahim et Mourad, qui se partageaient, de fait, la souveraineté de l'Egypte depuis 1776. Le premier, homme faible et pusillanime, se montrera plus empressé de sauver ses trésors que de faire face à l'orage; le second soutiendra longtemps la lutte, échouera contre l'imperturbable aplomb de nos carrés, et ne se soumettra qu'après la plus opiniâtre résistance.

Les préparatifs de l'expédition, la plus considérable qu'on eût encore vue dans la Méditerranée, du moins depuis les croisades, furent poussés avec la plus grande activité. L'armée, à laquelle se joignirent des savants, des artistes et des ouvriers de diverses professions, emportait tous les objets propres à fonder une colonie. Le bruit que l'on avait eu soin de répandre d'une descente en Irlande, donna le change aux Anglais, et trompa cette fois leur vigilance (1). Pendant que leurs croisières attendaient la flotte de Toulon, dans les parages de Gibraltar, elle faisait voile pour Malte, où elle se montra le 10 juin 1798, après avoir rallié différents convois partis de Corse et des côtes d'Italie.

L'occupation de l'antique apanage de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem présentait trop d'avantages à l'armée d'Orient, pour qu'elle n'essayât pas de s'en emparer en passant. Un parti que les Français s'étaient fait parmi les chevaliers de leur nation, la négligence des préparatifs de défense, la faiblesse du grand maître Hompesch et de son conseil, enfin, les mouvements tumultueux des habitants qui s'étaient réfugiés dans la Cité-Valette, précipitèrent la chute d'une forteresse que l'on citait comme imprenable.

« Nous sommes bien heureux, dit en admirant les fortifications le général Caffarelli, qu'il y ait eu quelqu'un dans « la place pour nous en ouvrir les portes. » Vaubois y fut laissé avec trois mille hommes de garnison.

Heureux, en effet, de n'avoir pas été retardé par une résistance qui eût donné le temps aux Anglais de rencontrer la flotte, Bonaparte continua sa route, et vint mouiller en vue d'Alexandrie, le 1er juillet. L'amiral Nelson s'y était montré deux jours auparavant (2). L'inquiétude que causa cette nou-

(1) Dans la proclamation qu'il adressa à son armée en arrivant à Toulon, Bonaparte lui annonçait une grande entreprise, sans pourtant la mettre dans la confidence. « Vous êtes, dit-il à ses soldats, une des ailes de l'armée « d'Angleterre. Vous avez fait la guerre de montagnes, de plaines, de siéges ; « il vous reste à faire la guerre maritime...... »

(2) L'amiral anglais, qui s'était présenté le 1er juin devant Toulon, avait

velle fit accélérer le débarquement. La précipitation, la distance du mouillage à la côte, la violence des flots, ajoutant à la confusion et au danger dont ces sortes d'opérations sont toujours accompagnées, quelques barques échouèrent et plusieurs hommes périrent.

Bonaparte eut à peine réuni cinq mille hommes sur le rivage qu'il se décida à marcher sur Alexandrie, dont un désert de trois lieues le séparait; quoi que l'alarme y eût été donnée par l'amiral anglais, sa résistance ne fut pas longue; mais encore les Français durent-ils l'escalader pour s'en rendre maîtres. On s'empressa de réparer une place destinée à renfermer les hôpitaux, les magasins et les dépôts de l'armée. Le commandement en fut donné à Kléber, qu'une blessure reçue pendant l'assaut empêchait de prendre part aux opérations. Toutefois, pour mieux accréditer l'opinion que l'on ne faisait point la guerre au Grand-Seigneur, le gouverneur turc fut continué dans ses fonctions sous le général français.

L'armée, dont il est temps d'indiquer la formation, se composait de cinq divisions d'infanterie, de cinq mille cinq cents à six mille hommes chacune, et d'une division de cavalerie de deux mille huit cents hommes, la plupart non montés; il faut y joindre un escadron de guides à cheval, un bataillon de guides à pied, huit cents canonniers, même nombre de sapeurs et six cents mineurs-ouvriers; ce qui formait un total de trente-cinq à trente-six mille hommes. Nos lecteurs remarqueront qu'il n'entrait point de cavalerie dans la composition des divisions.

La plupart des généraux qui les commandaient, avaient été choisis parmi ceux des anciennes armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse; c'étaient Desaix, Reynier, Kléber, Menou,

appris que la flotte en était partie depuis dix jours; ne l'ayant pas trouvée à Naples, il soupçonna la vérité et força de voile pour l'Égypte. Ayant su qu'elle n'avait pas paru dans les eaux d'Alexandrie, il alla la chercher vers les Dardanelles.

Bon et Dumas. Ce choix peut fournir matière à plus d'une réflexion ; mais, pour bien en apprécier les motifs, il faudrait savoir jusqu'à quel point le général en chef y eut part. Les généraux de brigade, au contraire, avaient tous appartenu à l'armée d'Italie. Voici leurs noms : Belliard, Friant (division Desaix, avant-garde), Damas, Verdier (division Reynier, aile droite), Lannes, Lanusse (division Kléber, centre), Vial, Muireur (division Menou, aile gauche), Rampon, Murat (division Bon, réserve), Leclerc, Zayonszeck (division Dumas, cavalerie). Le général Alexandre Berthier remplissait les fonctions de chef d'état-major ; Dommartin commandait l'artillerie, et Cafarelli-Dufalga, le génie. Les généraux de division Dugua et Dumay étaient disponibles, ainsi que les généraux de brigade Dumas, Dupuis et Marmont.

La situation du Caire, entre la moyenne et la basse Égypte, son importance comme résidence ordinaire des deux beys, et comme centre de leur puissance et de leurs ressources, ayant fait considérer l'occupation de cette ville comme le plus sûr moyen d'abréger la résistance des Mameluks, l'armée reçut l'ordre de s'y porter par la rive occidentale du Nil (1). Autre motif encore : on était en juillet, le Nil allait couvrir les campagnes ; il fallait arriver au Caire avant l'inondation, et employer le temps qu'elle durerait à faire son établissement.

La division Kléber, dont Dugua avait pris le commandement, s'avança par Aboukir et Rosette, pour protéger la flottille (2). Le 6 juillet, les autres divisions marchèrent directement d'Alexandrie sur Ramanieh, où elles rencontrèrent quelques centaines de Mameluks, que le canon de l'avant-garde de

(1) L'opinion, en quelque sorte superstitieuse, des habitants du pays, qui, dans toutes les guerres et les dissensions civiles, regardent le parti qui occupe cette capitale comme le maître de l'Egypte, engageait encore à s'y rendre le plus tôt possible.

(2) Cette flottille, qui était chargée de vivres, d'artillerie, de munitions, de bagages, devait, après avoir longé la côte jusqu'à Rosette, entrer ensuite dans le Nil, et le remonter en même temps que l'armée.

Desaix tint constamment à distance, quoiqu'ils se montrassent assez entreprenants. Mourad-Bey attendait les Français à la hauteur de Chebreisse, la gauche appuyée à ce village, où il avait placé quelques pièces de canon, la droite au Nil, soutenue par une flotille de dix chaloupes canonnières. L'arrivée du général Dugua fut le signal de l'attaque. Les cinq divisions s'avancèrent en carrés par échelons, les bagages au centre et les angles couverts par l'artillerie. L'action commença sur le Nil, où une supériorité de plusieurs chaloupes canonnières procura d'abord quelques avantages à l'ennemi, qu'il dut ensuite abandonner à l'approche de l'armée. L'étonnement des Mameluks fut à son comble lorsque, étant sortis en masse de Chebreisse, dans l'espoir de charger et d'envelopper l'aile droite des Français, ils se virent accueillis de tous côtés par une grêle de feux d'artillerie et de mousqueterie, qui ne leur laissa aucune chance de pouvoir entamer les carrés. La division Desaix s'élança dans le village, et les rejeta en désordre sur la route du Caire. Un début aussi propre à montrer l'immense supériorité de la tactique européenne sur les charges confuses et désordonnées des milices orientales, doubla la confiance de l'armée, qui dès lors ne douta plus de l'heureuse issue de son entreprise.

Les divisions continuèrent leur route (1) et arrivèrent le 20 juillet à la vue des Pyramides. Mourad avait rassemblé tous ses moyens dans la position d'Embabeh, à six lieues en avant du Caire. Ses forces consistaient en six mille Mameluks, que soutenait une foule innombrable de Cophtes, de Grecs, de Fellahs et d'Arabes, tant à pied qu'à cheval. Son camp, qui

(1) Elle fut fort pénible, surtout d'Alexandrie à Ramanieh. Plus d'une fois dans ce trajet à travers le désert, les soldats s'abandonnèrent à l'humeur. Quelques bons mots et surtout la présence du chef ramenaient la gaîté et l'espoir. Le général du génie, Caffarelli, passait à leurs yeux pour l'homme qui avait trompé Bonaparte et qui l'avait entraîné dans ce lointain pays. Comme il avait perdu une jambe sur le Rhin, ils disaient : *Il se moque de cela, il a un pied en France.*

s'appuyait au Nil, était couvert par une ligne de retranchements élevés à la hâte, mais garnis d'une nombreuse artillerie; différentes batteries assuraient la défense du fleuve conjointement avec une flottille. Ibrahim avait pris position sur la rive droite, où il paraissait plus disposé à fuir qu'à combattre.

Quelques heures suffirent aux Français pour se remettre de leurs fatigues, et se préparer à la bataille dite *des Pyramides*, qui se donna le lendemain, 21 juillet. Bonaparte prescrivit les mêmes dispositions qu'à Chebreïssé, en recommandant de gagner toujours du terrain vers la droite, afin de tourner les Mameluks et de les acculer au Nil. En tête des échelons étaient les divisions Desaix et Reynier, disposées en deux carrés sur la même ligne, la droite appuyée au village de Bunktill, défendu par des canonniers, des dragons et des sapeurs d'infanterie; elles étaient suivies des trois autres divisions, formées en autant d'échelons séparés: celle du général Bon longeait le fleuve et fermait la marche.

L'armée n'avait pas encore commencé son mouvement, qu'une grande partie des Mameluks sortit des retranchements pour l'assaillir. Ils se formèrent sur deux lignes, la droite à Embabeh. Après avoir simulé une attaque sur le centre des Français, ils se rabattirent tout à coup à gauche, dans le dessein de tomber sur les divisions Desaix et Reynier, qui les attendirent de pied ferme. Les carrés les voyant à bonne portée, commencèrent un feu d'artillerie et de mousqueterie si terrible, qu'en quelques minutes leurs escadrons furent rompus et dispersés. Les Mameluks tournèrent ensuite leurs efforts contre le village de Bunktill, où ils espéraient trouver un abri contre la mitraille, et tenir les Français en échec; mais il leur fut impossible d'y pénétrer. Rebutés par ces vaines tentatives, ils se retirèrent à la débandade, laissant le champ de bataille jonché de morts et de blessés. Les Français, dont cette brusque sortie avait suspendu momentanément la marche, se montrèrent assaillants à leur tour. Les divisions Bon et Menou, de l'extrême gauche, reçurent l'ordre

de presser le pas, et de venir envelopper le village d'Embabeh, pendant que Desaix et Reynier continueraient d'appuyer à droite ; elles s'avancèrent, précédées de deux colonnes d'attaque, conduites par les généraux Rampon et Marmont. La première ayant pris sa direction le long du fleuve, aborda la droite des retranchements et s'y établit, malgré le feu de vingt-cinq pièces de canon. Ce coup de vigueur fut décisif : les Fellahs prirent l'épouvante et se sauvèrent dans toutes les directions. Cependant la petite colonne de Rampon eut à soutenir un dernier assaut des Mameluks, qui, tournés et coupés, cherchèrent à se faire jour de ce côté. Le désespoir se joignant à leur intrépidité naturelle, plusieurs se précipitèrent sur les baïonnettes françaises, où ils trouvèrent une mort inutile à leur cause.

La soumission du Caire et de toute la Basse-Egypte fut la conséquence immédiate d'une journée où Mourad perdit deux mille de ses plus braves soldats, vingt pièces de canon, quatre cents chameaux, ses bagages et ses magasins. Tous ces trophées n'avaient coûté à l'armée française qu'une centaine de morts ou blessés : *Pour des carrés enfoncés*, cet exemple en est une preuve éclatante, *la défaite est terrible; mais pour des carrés victorieux, la perte est pour ainsi dire nulle.*

Les divisions Desaix et Reynier furent détachées à la poursuite de l'intrépide Africain, dont le dessein était de se retirer dans la haute Egypte. De tout temps cette partie du pays avait été le refuge des Mameluks, lorsque contraints de céder au nombre, ils avaient dû évacuer le Delta. Ils se flattèrent d'y trouver un asile d'autant plus sûr, que jamais les Turcs n'avaient entrepris de les en déloger ; mais bientôt, désabusés par l'apparition de Desaix dans la vallée supérieure du Nil, ils eurent lieu d'apprendre à leurs dépens qu'une seule division française était plus à redouter que toute l'armée du grand-visir. Un autre effet de la bataille des Pyramides fut la séparation des deux beys qu'une ancienne haine divisait déjà depuis longtemps. Ibrahim, désespérant de pouvoir se maintenir en Egypte, incendia la flottille, et se dirigea vers la

Syrie, où il s'était ménagé une retraite auprès du pacha de Saint-Jean-d'Acre.

Bonaparte, qui ne négligeait rien pour prêter un but politique à ses projets, signala son entrée au Caire par des proclamations où il protestait de nouveau qu'il n'était venu que pour châtier les beys, et rétablir l'autorité de la Porte-Ottomane. Tous ceux que leurs fonctions ou leur manière de penser attachaient au gouvernement de Constantinople furent recommandés aux égards de l'armée et traités avec une bienveillance particulière. Quelques-uns furent même admis à faire partie du comité d'organisation et de législation de la nouvelle colonie. Il visita les principaux scheiks, les flatta, leur fit espérer le rétablissement de la domination arabe, leur promit la conservation de leurs cultes et de leurs coutumes, et réussit complétement à les gagner par un mélange de caresses adroites et de paroles imposantes, empreintes d'une grandeur orientale.

En même temps que l'habile général avisait à des moyens de gouvernement, il disposait tout pour donner aux opérations militaires une nouvelle activité. Posté à Belbeys, Ibrahim-Bey pouvait retarder l'occupation de la partie orientale de la basse Egypte ; Bonaparte se décida à tourner toutes ses forces contre lui, en se bornant à faire observer Mourad par la division Desaix.

Trois colonnes, aux ordres des généraux Reynier, Vial et Dugua, sortirent du Caire le 2 août, pour se diriger sur Belbeys. Ibrahim, considérant que toute résistance serait inutile, et ne pourrait que l'exposer à perdre ses trésors et ses riches bagages, se retira en toute hâte sur Salahieh, couvert par un corps de mille à douze cents chevaux. Cependant l'avant-garde française, à qui l'espoir de saisir une si belle proie avait fait accélérer sa marche, atteignit ce corps à l'entrée du désert. Bien qu'elle ne fût composée que de deux cents dragons ou chasseurs, Bonaparte donna l'ordre de charger. Les Mameluks plièrent d'abord ; mais bientôt, rabattant leurs ailes, ils enveloppèrent ce détachement de braves, qui déjà

ne songeaient plus qu'à vendre chèrement leur vie, quand tout à coup, à l'aspect des colonnes d'infanterie, l'ennemi lâcha prise et s'enfuit au galop, laissant Reynier à Salahieh, Dugua à Mansoura et Vial à Damiette.

Les Français s'apprêtaient à recueillir le fruit de leurs travaux et chacun s'applaudissait de faire partie d'une expédition dont le succès paraissait assuré, lorsqu'un événement aussi désastreux qu'imprévu vint jeter l'inquiétude dans les âmes les mieux trempées. La flotte, qui avait transporté l'armée, et à l'aide de laquelle elle comptait pouvoir entretenir ses communications avec la France, n'existait plus. L'amiral Brueys, au lieu d'exécuter l'ordre qu'il avait reçu de se retirer à Malte ou à Corfou, dans le cas où les vaisseaux ne pourraient entrer dans le port d'Alexandrie, s'était décidé à former une ligne d'embossage dans la rade d'Aboukir, comptant sur la protection de ce fort et de quelques batteries de côte. Attaqué par Nelson, le 1er août, Brueys, dans la position qu'il avait prise, ne put opposer que la moitié de ses forces à la totalité de celles de son habile adversaire, qui ne craignit pas d'aventurer une partie de son escadre entre la terre et la ligne des vaisseaux républicains, pour en tourner la gauche et la placer entre deux feux. Si le courage avait pu quelque chose contre une manœuvre aussi savante qu'inattendue, celui que déployèrent l'amiral et les marins français en eût infailliblement détruit tout l'effet ; mais le combat s'était trouvé tout d'abord par trop inégal pour leur permettre de le rétablir. Brueys avait payé de sa vie sa funeste imprudence; et, de toute sa flotte, il ne s'était sauvé que deux vaisseaux et deux frégates, sous les ordres de l'amiral Villeneuve.

La nouvelle de ce désastre, dont le contre-coup ne se fit pas sentir avec moins de violence à Paris qu'au Caire, ne tarda pas à se répandre : Bonaparte la reçut avec calme, et comme s'il eût été décidé à se fixer irrévocablement en Égypte. Les officiers et les soldats en furent diversement affectés, selon qu'ils en aperçurent les conséquences ; elle en eut de terribles pour l'expédition. Le Divan, jusqu'alors in-

décis n'hésita plus à déclarer la guerre à la République ; il se départit même de sa lenteur ordinaire, en pressant l'organisation d'une armée que nous verrons bientôt apparaître en Égypte, et s'y porter en même temps par terre et par mer.

Les proclamations rassurantes du général en chef, et surtout son air calme, dissipèrent les tristes pressentiments et rétablirent la confiance. Les Français, puisant une nouvelle force et une nouvelle ardeur dans l'événement même qui les séparait de l'Europe, redoublèrent de constance et d'activité pour accomplir leurs desseins. Législateurs et guerriers tour à tour, ils donnèrent tous leurs soins à la régénération et à la défense d'un pays qu'ils croyaient ne plus quitter. Une discipline exacte et une police sévère, que les soldats surent accompagner d'un grand respect pour la religion, les mœurs et les usages, ayant fait succéder la confiance à la crainte, les Français purent se mêler avec la population presque avec autant de sécurité que dans un pays plus civilisé.

Bonaparte s'empressa de débrouiller le chaos dans lequel la chute du gouvernement des beys, et la cessation de toute administration des affaires publiques, avaient précipité cette belle contrée. On s'occupa avec succès du recouvrement des impôts ; on pressa la remonte de la cavalerie ; on forma des magasins et des dépôts de toute espèce ; on releva d'anciennes enceintes, on en bâtit de nouvelles autour de certaines villes que leur position appelait à jouer un rôle dans la défense du pays ; on s'attacha à fortifier les ports et les points de débarquement. L'Egypte devant plutôt être défendue par une armée que par des fortifications, les routes et le choix des points de rassemblements devinrent l'objet d'une attention toute particulière. On établit un grand atelier pour tous les arts mécaniques ; on épura le salpêtre ; on construisit des machines hydrauliques ; on perfectionna la fabrication du pain et celle des liqueurs fermentées ; on encouragea l'industrie et les diverses branches de commerce intérieur ; on fonda, sous le titre d'*Institut*, une sorte d'académie politique, civile et militaire, dont Monge et Berthollet eurent la direction.

Les savants se livrèrent à des explorations qui ont enrichi ou perfectionné plusieurs sciences.

Pendant que ces travaux s'exécutaient, une partie de l'armée était en activité, se multipliait par le mouvement et détruisait les dernières résistances. Desaix, qui avait reçu l'ordre de chasser Mourad-Bey de la haute Egypte, venait de gagner la bataille de Sediman (7 octobre), et d'enlever aux mameluks un convoi considérable de barques chargées de vivres et de munitions.

L'autorité des Français paraissait à l'abri de toute secousse, lorsque des symptômes d'insurrection se manifestèrent tout à coup dans la capitale. La révolte éclata en effet dans différents quartiers, et dans les environs de la ville du Caire, le 21 octobre au matin. Cette révolte, dont on remarqua la coïncidence avec l'époque où la déclaration de guerre de la Porte fut connue en Égypte, donna lieu aux scènes les plus déplorables et les plus sanglantes. Le général Dupuis ayant été massacré dès le commencement de l'explosion, ainsi que plusieurs officiers et quelques dragons, les Français ne mirent plus de bornes à leur vengeance. On combattit dans les rues et sur les places publiques ; on se disputa la plupart des maisons. La citadelle tira sur la ville et sur la grande mosquée où plusieurs milliers de séditieux s'étaient retirés. Bonaparte, que l'on s'était hâté de prévenir, accourut des environs à la tête de quelques troupes, et fit sommer ces malheureux de poser les armes et de livrer leurs chefs ; ils s'y refusèrent, et continuèrent à se battre avec une aveugle furie. Les portes de la mosquée ayant été enfoncées, presque tous furent passés par les armes. L'ordre ne fut rétabli que le troisième jour : on évalua la perte des Français à trois cents hommes tués ou blessés ; celle des Turcs dépassa cinq mille hommes : plusieurs édifices et un grand nombre de maisons furent incendiés. On fit de sévères recherches dans toute la ville, et plusieurs mameluks, que l'on trouva cachés ou travestis, furent mis à mort. La répression de cette émeute acheva d'affermir le

pouvoir de Bonaparte ; il avait triomphé des beys et renversé leur gouvernement; mais, en exterminant les rebelles du Caire, il détruisit à jamais leurs espérances. Les musulmans subjugués ne songèrent plus qu'à se montrer résignés et même dociles.

Cet événement fut suivi d'un repos de deux mois, pendant lesquels la vigilance et les soins du général en chef ne se ralentirent pas un moment. L'armée, dans les rangs de laquelle étaient déjà passés trois mille marins échappés au désastre d'Aboukir, fut encore augmentée d'un corps de cavalerie d'une espèce inconnue parmi nous. La nécessité de réprimer les brigandages des Arabes, suggéra l'idée du corps des dromadaires ; arme toute nouvelle, qui participait à la fois de la nature de la cavalerie et de celle de l'infanterie, mais beaucoup plus propre à agir dans le désert. Chaque dromadaire portait deux hommes adossés l'un à l'autre, avec leurs armes et des vivres pour plusieurs jours. Ces animaux pouvant faire des courses de trente à quarante lieues sans manger, permettaient de poursuivre et d'atteindre les Arabes, lorsqu'ils se hasardaient à quitter le désert pour piller.

Nous touchons au moment où les Français allaient avoir affaire à de nouveaux ennemis. Le divan et le ministère anglais avaient concerté un vaste plan dans lequel ils se proposaient d'attaquer à la fois par terre et par mer. Les pachas de Tripoli, de Damas et de Saint-Jean-d'Acre, soutenus du grand vizir, qui traverserait l'Asie-Mineure, devaient pénétrer par l'isthme de Suez, tandis qu'une armée de débarquement rappellerait les Français aux bouches du Nil, et que Mourad-Bey continuerait à les occuper dans la haute Egypte. L'arrivée du commodore Sydney Smith, envoyé par le cabinet de Londres pour diriger et presser l'exécution de ce plan, devait être le signal des opérations.

§ II.

Déjà, depuis quelques jours, Bonaparte était occupé à reconnaître les vestiges de l'ancien canal de Suez, dont l'existence encore problématique piquait vivement la curiosité, lorsqu'il fut informé que Djezzar-Pacha, auprès duquel Ibrahim-Bey s'était réfugié, avait envahi les provinces de Jaffa et de Gaza, et jeté garnison dans le fort d'El-Arisch, situé sur la frontière d'Egypte à la sortie du désert. L'audace de ce pacha et la nouvelle de l'arrivée de Sidney Smith, décidèrent le général en chef à hâter l'exécution du projet qu'il avait formé de prévenir ses ennemis et de passer en Syrie.

La partie de l'armée qu'il destina à cette expédition se composait des forces suivantes : quatre faibles divisions d'infanterie, commandées par les généraux Kléber, Bon, Lannes et Reynier, formant ensemble environ dix mille hommes : huit cents cavaliers, aux ordres de Murat, trois cent cinquante sapeurs ou mineurs, quatorze cents canonniers, quatre cents guides à pied ou à cheval et quatre-vingt-huit dromadaires. Le général Dugua resta au Caire, Menou à Rosette, et l'adjudant général Almeyras à Damiette. La place d'Alexandrie, qui devenait de plus en plus importante et que les Anglais menaçaient, fut confiée au général Marmont. Desaix continua ses opérations contre Mourad-Bey, que plusieurs échecs n'avaient encore pu contraindre à abandonner la haute Egypte. Le contre-amiral Perrée reçut l'ordre de sortir d'Alexandrie avec trois frégates, et de venir sur la côte de Syrie pour y transporter des munitions, des vivres, et l'artillerie de siége.

Les divisions Kléber et Reynier furent les premières à se mettre en mouvement. Celle-ci partit de Belbeis et l'autre de Damiette, où elle fut embarquée pour Tineh sur le lac Menzaleh. Leur réunion s'étant effectuée à Katieh, le 6 février 1799, elles traversèrent le désert, et se portèrent contre

El-Arisch, dont elles investirent le château, en attendant les autres divisions. Ibrahim-Bey s'avança au secours de cette place; mais, surpris par Reynier au milieu de la nuit, la plupart de ceux qui l'accompagnaient furent tués ou pris, et ses immenses bagages enlevés. Toute l'armée se trouva rassemblée devant El-Arisch, le 18 février. Déjà quelque travaux d'approche avaient été commencés et des batteries construites. Le château fut canonné, sommé, et rendu le surlendemain. Reynier s'y établit provisoirement avec ordre d'en relever les fortifications. La position de ce point le rendait très important à occuper, et parce qu'il est le nœud de toutes les communications de la Syrie avec l'Egypte, et parce que toute troupe qui veut marcher d'Asie en Afrique, doit nécessairement s'y arrêter, afin de réunir les moyens indispensables pour passer le désert.

L'armée se remit en marche et défila par divisions à une et deux journées de distance, afin de ne pas tarir les puits. Le général Kléber, à la tête de la première division, ayant été égaré par des guides infidèles, les deux autres divisions qui la suivaient, trompées par les traces qu'elle avait laissées, errèrent de même dans un immense océan de sable. Quelle situation! devant elles, derrière elles, autour d'elles, même spectacle : le désert. Ce ne fut qu'après avoir marché quarante-huit heures, et supporté une soif dévorante, que l'armée sortit enfin du désert pour entrer dans la plaine cultivée de Gaza. Le pacha de Damas avait assis son camp devant cette ville : mais, à l'aspect des Français, qui s'avancèrent en carrés, il abandonna précipitamment sa position, ainsi que la place, où l'on trouva du canon, des munitions et des vivres, dont on avait le plus pressant besoin.

Quoique assez mal fortifiée, la ville de Jaffa opposa une résistance qui obligea d'ouvrir la tranchée et de livrer un assaut, à la suite duquel presque toute la garnison et une partie des habitants tombèrent sous les baïonnettes françaises. L'histoire aura malheureusement à raconter que le sac de cette place fut suivi d'un acte contraire à l'humanité et aux

lois de la guerre. Un froid calcul, basé sur la difficulté de garder les prisonniers ou de les escorter jusqu'en Egypte, détermina le général à s'en défaire. C'est en vain que, pour pallier ce massacre, on a allégué l'impérieuse loi de la nécessité: les personnes des prisonniers sont sacrées; elles sont sous la sauve-garde de l'honneur, devant lequel toute considération doit fléchir (1). La conquête de Jaffa valut aux Français quarante pièces de canon de divers calibres, un bon port et une place de dépôt; mais ils y prirent les germes de la peste, qui bientôt se développèrent de la manière la plus alarmante.

L'armée ayant continué de s'avancer vers Saint-Jean-d'Acre, aperçut pour la seconde fois la cavalerie d'Abdallah-Pacha. Elle couronnait les hauteurs de Qâquoun, la droite appuyée à la montagne de Naplouze, que gardaient les habitants de la contrée. Les divisions Bon et Kléber furent formées en carrés et lancées à la rencontre de cette cavalerie, pendant que le général Lannes manœuvait pour la séparer des Naplouzains. Le pacha ne crut pas devoir attendre le choc; mais Lannes s'étant trop engagé dans les défilés, les fantassins de Naplouze se rallièrent et le poursuivirent jusqué dans la plaine.

L'avant-garde étant arrivée, le 16 mars, au pied du Mont-Carmel, occupa la ville et le port de Caïffa, où l'escadre de Sidney Smith avait mouillé deux jours auparavant. L'armée à laquelle se joignit bientôt la division restée à El-Arisch, investit le lendemain la place de Saint-Jean-d'Acre.

Cette forteresse, la seule qui pût désormais retarder la marche des Français, était bien moins respectable par la nature et le tracé de ses fortifications, qui ne différaient en rien de celles du moyen âge, que par sa situation sur la mer, et à

(1) Avant de livrer l'assaut, Bonaparte envoya sommer le gouverneur, qui pour toute réponse coupa la tête un parlementaire. — Cet acte de barbarie méritait une vengeance éclatante sans doute, mais, après trente heures de pillage et de massacres, devait-on s'autoriser encore à immoler froidement les prisonniers?

l'entrée d'une presqu'île ; situation d'autant plus favorable, qu'elle permettait à l'assiégé de recevoir un puissant secours des Anglais, et de réunir tous ses moyens sur un seul point. Malgré tous ces avantages, l'ancienne Ptolémaïs eût sans doute succombé, et avec moins de gloire qu'au temps de Philippe-Auguste, si des circonstances fortuites n'avaient concouru à en prolonger la résistance; et d'abord la présence de Sidney Smith, qui redoubla le courage de Djezzar-Pacha, et qui lui donna, pour diriger sa défense, deux émigrés français de réputation, l'ingénieur Phélippeaux et le lieutenant de vaisseau Tromelin. Mais ce qui dut contribuer le plus à rehausser la confiance des assiégés et à faire pencher la balance de leur côté, fut la prise de la flotille, sortie du port d'Alexandrie, avec les pièces de gros calibre, lesquelles, au lieu de servir à foudroyer les murs de la place, garnirent au contraire ses remparts. Cette perte irréparable décida vraisemblablement de l'issue du siége, en réduisant les moyens des Français en artillerie à huit pièces de huit, quatre de douze et quatre obusiers.

Bonaparte assit son camp à douze cents toises des murs de la forteresse, sur une hauteur isolée et parallèle au rivage. Junot fut détaché vers le Jourdain pour observer les débouchés de Damas, et occuper les villes de Safet, Nazaret et Chefamer. La tranchée ayant été ouverte, le 20 mars, sur le front oriental et à trois cents mètres de la ville, l'artillerie établit ses batteries contre une grosse tour carrée, vers laquelle le général Cafarelli dirigea en même temps une galerie de mine, dans le but de faire sauter la contrescarpe. L'habileté des canonniers et la vivacité du feu des batteries suppléèrent jusqu'à un certain point à la faiblesse des calibres; quelques jours suffirent pour ruiner les défenses de la tour et y ouvrir une brèche qui fut jugée praticable (1). On n'attendait plus

(1) Comme on manquait de boulets, on imagina un singulier expédient pour s'en procurer ; on envoyait caracoler sur la plage quelques cavaliers; à cette vue Sidney-Smith faisait un feu roulant de toutes ses batteries, et les

que l'effet de la mine pour monter à l'assaut. Le feu s'y trouvait à peine mis, que les grenadiers de la division Lannes s'élancèrent à la brèche. Quoique l'explosion n'eût presque pas endommagé la contrescarpe, ils n'hésitent pas, et sautant dans le fossé, ils escaladent la tour que l'ennemi avait abandonnée. La place tombait en leur pouvoir dès ce jour même, s'ils eussent été soutenus ; mais les troupes qui devaient les suivre ayant été arrêtées par la fatale contrescarpe, les musulmans se ravisèrent, et nos grenadiers furent contraints de rétrograder avec perte.

Les postes établis du côté du Jourdain, qui jusqu'alors avaient suffi pour couvrir le siége, allaient se trouver assaillis pas des forces considérables. Junot donnait avis que l'avant-garde d'Abdallah-Pacha, après avoir passé le Jourdain au-dessus et au-dessous du lac de Tibériade, avait pris position à peu de distance de Nazareth. Bonaparte se rappela l'arrivée de Wurmser devant Mantoue, et sentit qu'il n'y avait pas un instant à perdre pour disperser cette armée que les pachas réunissaient sur ses derrières.

Il envoya successivement Kléber et Murat au soutien de ses avant-postes. Ce dernier avait ordre de se saisir du pont de Iacoub, principal débouché des ennemis, et de leur couper la retraite de ce côté. Les rapports annonçant la présence d'une armée de trente à quarante mille hommes, dont moitié de cavalerie, Bonaparte laissa aux généraux Lannes et Reynier le soin de garder les tranchées et de contenir la garnison ; puis, se portant sur Nazareth à la tête de la division Bon, il livra, le 16 avril, la bataille du Mont-Thabor.

Kléber, qui, cinq jours auparavant, avait battu et rejeté sur le Jourdain un premier corps de Turcs et d'Arabes, était aux prises avec toute l'armée ennemie, lorsque le général en chef parut. Pendant que, formée en deux carrés, la division Kléber continuait de soutenir une lutte fort inégale en appa-

soldats, auxquels on donnait cinq sous par boulet, allaient gaiement les ramasser au milieu des vains effets de la cannonade.

rence, Bonaparte dirigea les généraux Vial et Rampon, avec deux demi-brigades en carrés, sur les flancs et les derrières de cette cohue armée. Averti de l'arrivée des renforts par un coup de canon, le général Kléber changea de rôle et prit l'offensive. Trop ignorant en tactique pour déjouer la manœuvre des Français, Abdallah-Pacha se vit tout à coup assailli par les quatre carrés qui, marchant dans une direction concentrique, resserrèrent et enveloppèrent les musulmans. C'est alors qu'on put remarquer, pour la dixième fois depuis l'ouverture de la campagne, combien les troupes européennes l'emportaient sur les milices d'Orient. Écrasés par des feux croisés d'artillerie et de mousqueterie, incapables de combiner aucun retour offensif, les Turcs ne songèrent plus qu'à prendre la fuite; coupés des montagnes de Naplouze par le général Vial, attendus par Murat au pont de Iacoub, ils se réfugièrent précipitamment derrière le Mont-Thabor. La nuit qui survint leur ayant permis de gagner le pont de Giz-el-Mécanié, ils repassèrent le Jourdain et ne reparurent plus. Les Naplouzains avaient pris part à cette levée de boucliers. Bonaparte fit brûler tous leurs villages. En quelques heures, six mille Français avaient détruit une armée que les habitants disaient innombrable *comme les sables de la mer.*

Cette bataille ayant délivré Bonaparte de toute inquiétude, il laissa la division Kléber en observation à Nazareth, et reprit le chemin de Saint-Jean-d'Acre avec le reste des troupes, bien décidé à pousser les travaux du siége avec une nouvelle vigueur.

Ces travaux, dont il n'est pas de notre objet de rendre compte, furent accompagnés d'une série de combats et d'assauts, où chaque parti déploya une ténacité et un courage au-dessus de tout éloge. Les assiégés construisirent plusieurs boyaux de contre-approches, tant sur le glacis que dans le fossé, qui leur permirent de multiplier l'action de la mousqueterie, et de prendre les assaillants à revers. Autant de fois les Français s'emparèrent de la tour, autant de fois ils en furent délogés. Dans un grand assaut, livré le 7 mai, une tête

de colonne, conduite par le général Rambaud, pénétra jusque dans la place ; mais la garnison s'étant ralliée en même temps que les Turcs, débouchant par les fossés, arrêtaient l'escalade, les grenadiers durent céder au nombre après d'inutiles prodiges de valeur. L'élite de l'armée, le bataillon des guides, s'élança vainement à la brèche, il ne put rétablir le combat. Le général Rambaud et une partie de ceux qui l'avaient suivi furent tués à la porte même du palais de Djezzar, d'où sortait un feu terrible.

Pour la première fois, la fortune se montrait infidèle aux drapeaux du moderne Alexandre : irrité de son inconstance, et voyant la brèche devenue plus large et plus facile par un redoublement d'efforts de ses trop faibles batteries, il voulut tenter une dernière fois le sort des armes. Deux nouveaux assauts furent livrés, le matin et le soir du 10 mai. Bonaparte lui-même se rendit au pied de la brèche, afin d'ajouter encore à l'impulsion des troupes. Son dessein était de surprendre les Turcs et de s'établir en force sur le haut de la muraille. Généraux, officiers, soldats, tous se prodiguèrent, et cependant ces deux tentatives eurent la même issue que les précédentes : la garnison avait élevé des retranchements intérieurs d'où il fut impossible de la déposter. L'armée eut à donner des regrets au général Bon et à une foule d'autres officiers d'un courage et d'un mérite éprouvés.

Toutes les chances favorables étaient passées du côté des assiégés : tandis que chaque jour ils avaient reçu des renforts, les Français s'étaient vus décimer par les combats et les maladies. Cette disproportion toujours croissante de moyens et les rapports inquiétants arrivés de l'Egypte, contre laquelle la Porte dirigeait une expédition maritime, dont les apprêts se faisaient à Rhodes, décidèrent enfin Bonaparte à lever le siége, et à renoncer à sa chevaleresque entreprise. Déjà Kléber avait été rappelé des rives du Jourdain. Sa division et la cavalerie formèrent une forte arrière-garde, pendant que Junot couvrait le flanc gauche de l'armée, en longeant le pied des montagnes de Naplouze. Djezzar-Pacha ne s'aper-

çut qu'au point du jour, le 22 mai, que les tranchées, sur lesquelles la place avait tiré toute la nuit, étaient évacuées. L'armée se retira par le chemin qu'elle avait suivi en s'avançant en Syrie; les musulmans ne songèrent point à inquiéter sa retraite, mais elle fut reconduite par un ennemi non moins dangereux, et contre lequel la valeur est impuissante : la peste exerça ses ravages dans les rangs des Français.

On a prêté au général de l'armée d'Egypte de vastes projets sur l'Orient, et jusque sur l'Inde; s'il est vrai qu'il en eût formé sur ces pays lointains, l'invincible obstacle qu'il venait de rencontrer les faisait avorter sans retour. Pourtant la campagne n'était pas sans résultat : en dispersant les rassemblements formés en Syrie, Bonaparte avait frappé les imaginations et réduit, de ce côté, l'ennemi à l'impuissance. Son regret fut tel en levant le siége, que, malgré sa destinée inouïe, on lui entendit répéter souvent, en parlant de Sidney-Smith : *Cet homme m'a fait manquer ma fortune.* On peut toutefois penser le contraire, et se demander ce que fût devenu par delà l'Euphrate le vainqueur de tant de rois, le glorieux Napoléon !

Pendant que l'armée expéditionnaire s'enfonçait dans le désert de Syrie, des révoltes, que le général Dugua avait eu peine à contenir, s'étaient manifestées sur plusieurs points de l'Egypte. Le retour de forces imposantes et la présence de Bonaparte achevèrent de déraciner les dernières résistances, et l'on n'eut plus à s'occuper que des moyens de défense contre l'ennemi extérieur. De son côté, Desaix avait achevé la conquête de la haute Egypte. Vainqueur des mameluks à Samanhoud, à Thèbes, à Benisouef, ce général avait atteint les grandes cataractes, occupé Kosseïr sur la mer Rouge, et rejeté Mourad dans la grande oasis, où il se tenait caché. Cette campagne, où se reproduisit, sous un ciel brûlant, un genre d'opérations en quelque sorte analogues à celles dirigées contre les Vendéens, mit dans un nouveau jour les talents supérieurs de Desaix et des généraux Davoust, Belliard, Donzelot, Friant, ainsi que d'une foule d'autres officiers d'un grade

moins élevé. Ce n'était pas une mission facile que celle de réduire des ennemis qui, secondés par les habitants, et ayant une parfaite connaissance du désert et des nombreux vallons qui aboutissent au Nil, se dispersaient à l'approche des Français, après s'être donné rendez-vous sur des points où il était impossible de prévoir leur apparition ; qui tantôt attaquaient avec fureur, et tantôt s'écoulaient par les flancs de l'armée, pour enlever ses convois et insurger le pays sur ses derrières.

Il est une pièce infiniment propre à donner une juste idée de cette guerre de la haute Egypte, c'est la lettre écrite du lazaret de Toulon par le général Desaix au général Dumas; en voici la dernière partie (1) :

« . . . . Les opérations du Delta et de la Syrie étaient dans l'ordre ordinaire : dans l'autre partie (la haute Egypte) elles ne ressemblaient à rien de ce qui est connu. Ce n'était pas une guerre, c'était une chasse difficile, consistant à forcer avec la seule infanterie une cavalerie intrépide, ne combattant jamais qu'à sa fantaisie, ne pouvant qu'être surprise, mais jamais forcée de combattre ; recrutée à tout instant par ses nombreux partisans et par quelques-unes des tribus arabes que déterminaient l'appât du butin et la facilité d'échapper au danger ; cachée dans d'immenses déserts où des fontaines et quelques pâturages lui permettaient de subsister à couvert de l'ennemi, il était presque impossible d'obtenir des succès décisifs. Ce n'est que par des marches continuelles, une grande activité ; ce n'est qu'en créant des compagnies de dromadaires, que nous avons pu parvenir à détruire un ennemi toujours étonnant par sa constance. Souvent surpris, battu et rejeté hors du territoire de l'Egypte, l'horrible faim le ramenait presque aussitôt trente ou quarante lieues au-dessous du point où on l'attendait. Jamais une poursuite n'a été moindre de cinquante lieues ; et nous en avons

(1) Cette lettre est insérée tout entière au tom. IV du *Précis des événements militaires.*

fait plus d'une. Cent fois pendant la nuit, nous avons surpris Mourad-Bey, et lui avons enlevé armes, chevaux et équipages; chaque fois perdu dans l'immensité du désert, il s'est réorganisé : il avait encore cent cavaliers de quatre mille mameluks qui composaient sa troupe particulière à la bataille de Samanhoud. *Le récit de notre campagne ne serait que celui de notre excessive patience, de nos souffrances, mais non de nos combinaisons* (1). »

Bonaparte mit tous ses soins à réparer les pertes éprouvées en Syrie et dans la haute Egypte : on fit quelques recrues parmi les habitants du pays, et surtout parmi les Grecs, qui, lors de la révolte du Caire, avaient donné des preuves de soumission et d'attachement aux Français; et telles furent l'habileté et la promptitude que l'on apporta dans la réorganisation des corps, qu'en moins d'un mois les troupes se trouvèrent en état de marcher à de nouvelles entreprises. On eut lieu de s'applaudir de cette diligence extrême, car une armée turque ne tarda pas à se montrer aux bouches du Nil.

On soupçonna sa prochaine arrivée aux mouvements des mameluks, et à leur opiniâtreté à gagner la basse Egypte. Bonaparte était occupé à poursuivre Mourad-Bey, qui s'était approché jusqu'aux pyramides de Gizéh, lorsqu'il reçut l'avis qu'une flotte turque de cent voiles avait mouillé, le 11 juillet, dans la rade d'Aboukir. Elle portait une armée de dix-huit mille hommes, aux ordres de Mustapha, pacha de Romélie, destinée à former l'avant-garde du vizir, et à insurger le pays. Comme le général français s'attendait à cette visite des Turcs, il ne fut point surpris, et partant sur-le-champ pour Ramanieh, il y rassembla le gros de ses forces disponibles et vola à la rencontre de l'ennemi. Cependant, malgré son incroyable célérité et les instructions envoyées à Alexandrie et à Rosette, il ne put empêcher que le fort et une partie de

(1) C'est le tableau de la lutte engagée en ce moment contre Abd-el-Kader, à cela près toutefois que le théâtre est fort différent, et les moyens de résistance bien autrement puissants.

la presqu'île d'Aboukir ne tombassent au pouvoir de Mustapha, qui déjà s'y était établi derrière des ouvrages.

Les deux armées furent en présence dans la nuit du 24 au 25 juillet. Instruit que Kléber, qui arrivait de Damiette, n'était plus qu'à une petite distance, Bonaparte destina sa division à former la réservé, et mit aussitôt en mouvement celles des généraux Rampon (1) et Lannes, ainsi que l'avant-garde de Murat. L'impéritie de son adversaire répondait assez du succès de la lutte ; mais encore fallait-il ménager le sang des soldats, d'autant plus précieux qu'il était impossible de les remplacer, et l'on sait combien les Turcs sont redoutables derrière des retranchements.

Mustapha avait formé son armée sur deux lignes, qui barraient l'entrée de la presqu'île : la première, forte de trois mille hommes au moins, appuyait ses flancs à deux mamelons, liés entre eux par quelques ouvrages, et peu distants de la mer; elle était soutenue par douze cents hommes et quatre pièces de canon, postés dans un village situé à trois cents toises en arrière. La seconde ligne (à six cents toises de la première), dont le centre occupait une redoute enlevée aux Français lors du débarquement, étendait ses ailes au rivage ; elles étaient couvertes par des espèces de tranchées encore imparfaites. Cette seconde ligne, qui se composait de huit à neuf mille hommes avec douze pièces de canon, et que protégeait, sur la gauche, une flottille de chaloupes canonnières, n'était qu'à une petite distance du fort d'Aboukir, occupé par une forte garnison.

Bonaparte s'avança sur deux colonnes formées des divisions Lannes et Rampon ; elles étaient précédées par l'avant-garde de Murat, où se trouvaient trois bataillons sous le général Destaing. Celui-ci enleva au pas de charge le mamelon retranché où les Turcs appuyaient leur droite, en même temps que Lannes se portait sur l'autre extrémité de cette première ligne. Murat perça le centre avec sa cavalerie, et coupa la

(1) Quelques historiens disent Lanusse.

retraite aux deux ailes attaquées. Rompue et presque entièrement enveloppée par l'effet de cette manœuvre, toute la première ligne fut tuée ou précipitée dans les flots. Quelques hommes de la droite seulement purent regagner le village, qui du reste tomba bientôt au pouvoir des Français. Il ne restait plus que la seconde ligne : le pacha y avait réuni la plus grande partie de ses moyens, et tout annonçait une résistance opiniâtre.

Nous venons de voir la cavalerie placée au centre : la distribution des forces ennemies et les circonstances locales dictaient cet arrangement en marchant à la première ligne ; mais il ne convenait plus pour une attaque contre la seconde. Le général en chef n'était pas homme à s'y méprendre. Voyant que la principale force des Turcs était au centre et dans la redoute, qui formait comme la tête de la position, il fit passer la cavalerie à sa droite, et, quoique Kléber ne fût pas encore arrivé, se décida à brusquer l'attaque. Pendant que les ailes françaises occupent et refoulent celles de l'ennemi, et qu'une forte batterie ruine les défenses et démolit les parapets de la redoute, des colonnes, soutenues par une forte réserve, s'apprêtent à assaillir les retranchements. La direction de ces colonnes est confiée au général Fugières. Les Turcs le voyant s'approcher, quittent leur position et marchent en furieux à sa rencontre : le choc fut terrible, on combattit corps à corps. Les Osmanlis, repoussés, regagnèrent précipitamment leurs ouvrages : les Français les suivirent ; mais, pris en flanc par le feu plongeant de la redoute, ils durent se retirer sur le village. Fugières eut un bras emporté.

Murat, quoique ayant exécuté plusieurs belles charges entre la redoute et le rivage, n'avait pu déposter entièrement l'ennemi ; chaque fois qu'il s'était engagé au delà de la ligne, le feu des chaloupes l'avait contraint de rétrograder. La victoire était indécise.

Une imprudence la fixa du côté des Français. En voyant le général Fugières se retirer, les Turcs s'imaginèrent avoir vaincu, et sortant en foule de la redoute, ils se dispersèrent

à être encore longtemps la proie des factions. Mais laissons de côté les considérations politiques, et reportons-nous en Egypte.

§ III.

L'armée, pour qui le départ de Bonaparte fut un coup de foudre, finit cependant par se rassurer en voyant quel successeur il s'était donné. En effet, nul autre, autant que Kléber, ne méritait cette distinction; vrai modèle des guerriers par sa fermeté, sa franchise, et un courage et des talents longuement éprouvés aux champs de la Belgique et du Rhin, *sa belle tête s'élevait au-dessus des bataillons comme un drapeau* (1); digne en tout de la confiance générale, il sut dissiper les inquiétudes, et se concilier l'estime et l'affection de tous. S'il est un reproche que l'on puisse faire à un guerrier si recommandable, c'est celui de s'être laissé entraîner à des sentiments d'aigreur et de jalousie envers son ancien chef; sentiments dont est partout empreint le rapport qu'il adressa au Directoire pour lui exposer la situation de l'Egypte et les besoins de l'armée, au moment où il en prit le commandement. Le regret que l'on éprouve en lisant cette pièce (2) est encore accru par le souvenir de l'influence aussi funeste qu'imprévue qu'elle exerça sur l'issue de l'expédition. Ce rapport, où l'état de l'armée était représenté sous les couleurs les plus sombres, tomba entre les mains des Anglais : ils y virent la probabilité que les Français ne tarderaient pas à être contraints de se rendre à discrétion; et le cabinet de Saint-James, agissant dans cette hypothèse, écarta une négociation qui désormais était le seul moyen de tirer quelque fruit de la campagne d'Orient, ou plutôt de la terminer avec le moins de préjudice possible.

(1) Phrase attribuée à Bonaparte.

(2) Elle se trouve insérée dans le tom. IV du *Précis des événements militaires*, par M. le comte Mathieu Dumas.

Déjà Bonaparte avait écrit au grand vizir pour le décider à un rapprochement. Kléber ayant manifesté les mêmes intentions et reproduit les mêmes offres, Desaix et un autre commissaire se rendirent à bord de la flotte anglaise et ensuite à El-Arisch, où ils conclurent une convention d'après laquelle l'Egypte serait remise aux Turcs dans un délai fixé et à de certaines conditions, dont la principale était que l'armée française serait reconduite en Europe avec armes et bagages. Il est remarquable que cette convention, arrêtée en présence du commodore Sidney-Smith, ne fut pas revêtue de sa signature, quoique la clause du retour de l'armée regardât particulièrement l'Angleterre. La loyauté bien connue du commodore ne permet pas de supposer qu'une pareille omission fut faite à dessein de couvrir la perfidie que préparait le ministère britannique ; mais s'il ne joua pas un rôle odieux dans cette occasion, il fut du moins l'instrument d'un machiavélisme que l'intérêt de l'État ne saurait entièrement justifier (1).

Kléber, que sa franchise et son inexpérience des artifices et des manœuvres diplomatiques empêchaient de soupçonner aucune supercherie, ne songea plus qu'à exécuter fidèlement le traité qu'il venait de ratifier.

L'armée, après avoir évacué successivement Katieh, Salahieh et Belbeis, était au moment de repasser le Nil et de céder le Caire, lorsque le général français reçut, par l'intermédiaire de Sydney Smith, une lettre de l'amiral Keith, datée de Chypre, qui lui annonçait, en termes peu mesurés, l'opposition de la Grande-Bretagne au traité d'El-Arisch. Si l'idée d'une violation aussi manifeste du droit des gens ne fut pas suggérée par le rapport exagéré de Kléber au Directoire, et tombé entre les mains des Anglais, du moins doit-on penser qu'il la fortifia, et c'est dans ce sens que nous en avons déploré l'influence sur les destinées de l'armée.

Kléber, dont l'indignation égala la surprise, se borna à faire

(1) Jomini, tom. XIII, pag. 403.

connaître la lettre de Keith par un ordre du jour qu'il terminait ainsi : « Soldats ! on ne répond à de telles insolences que « par la victoire : préparez-vous à combattre ! »

On venait d'apprendre la révolution du 18 brumaire, et la nomination de Bonaparte au consulat. Cet événement, qui répandit une joie universelle dans l'armée, devint pour Kléber un nouveau motif de vaincre ou de mourir.

Jussuf-Pacha, après avoir traversé le désert et pris possession de toutes les villes de la rive orientale du Nil, venait d'établir son camp sur les ruines d'Héliopolis. Son armée ne s'élevait pas à moins de soixante mille hommes. Sa droite, principalement composée de cavalerie et des mameluks d'Ibrahim-Bey, se prolongeait vers le fleuve. Le peu de précaution que mettent les Turcs à se garder ayant fait penser que l'on pourrait les surprendre, les divisions Reynier et Friant, qui composaient, pour ainsi dire, à elles seules, toute l'armée, s'avancèrent dans le silence de la nuit (20 mars 1800), formées en carrés par brigades, l'artillerie légère dans les intervalles, le parc et la réserve à une petite distance en arrière.

L'affaire ne tarda pas à s'engager. Friant, avec la droite, se dirigea sur le village de Matarieh, où Nassyf, ancien pacha du Caire, avait réuni une avant-garde d'élite de cinq à six mille janissaires. Ceux-ci sortirent du village et marchèrent avec audace à la rencontre des Français ; mais ils payèrent cher cette imprudente manœuvre. Trop habitués à ces sortes d'échauffourées pour en être émus, les carrés les reçurent à demi-portée, et les mirent dans la déroute la plus complète. Reynier forçant de marche avec l'aile gauche, dirigea son attaque principale sur le quartier du grand vizir, afin de séparer la cavalerie de l'infanterie, et d'acculer celle-ci au désert. Le pacha voulut en vain lui opposer ses hordes indisciplinées ; éclaircies d'abord par la mitraille et la mousqueterie, elles furent bientôt culbutées et contraintes de fuir la baïonnette dans les reins. Kléber, à qui il importait de tirer le plus grand parti possible de la victoire, ordonna de les poursuivre aussi

longtemps et aussi loin qu'il resterait de forces aux soldats. Tout ralliement leur devint impossible, et elles durent abandonner leur camp encore tout tendu et abondamment pourvu de vivres.

Dès le commencement de la bataille, Ibrahim-Bey et les mameluks avaient filé sur les derrières de l'armée, et gagné la ville du Caire, sans s'embarrasser de ce qui se passerait. Nassyf-Pacha, après qu'il eut été battu à Mattarieh, avait aussi pris la même direction, suivi des débris de son corps. Leur arrivée fut le signal d'une insurrection dans toute la ville, qui obligea les généraux Verdier et Zayonszeck à se retirer dans la citadelle et dans les forts. Averti par le bruit du canon, et certain que Jussuf n'opposerait plus aucune résistance sérieuse, le général en chef détacha successivement les deux brigades de la division Friant au secours de la garnison du Caire. Elles arrivèrent fort à propos pour arrêter les massacres et dégager une poignée de guides, qui, depuis trente-six heures, était assiégée dans le quartier général.

La reprise de Salahieh et l'entière dispersion des Turcs ayant débarrassé Kléber de toute inquiétude du côté de la Syrie, il chargea Reynier d'observer cette frontière, et se rendit en toute hâte dans la capitale. L'obstination avec laquelle les habitants persistaient dans leur rébellion le décida à ne rien précipiter, et à rassembler de nouvelles forces pour frapper un coup décisif sur Boulâq. Un bombardement suivi d'une sommation n'ayant produit aucun effet, la division Friant s'élança aux brèches pratiquées par l'artillerie, et pénétrant dans les rues la torche d'une main et le fer de l'autre, elle mit tout à feu et à sang. Une partie de la ville fut incendiée, et la plupart de ceux qui la défendaient passés au fil de l'épée. Il fallut ensuite faire le siége du Caire, qui dura un mois entier, du 21 mars au 21 avril 1800 (1). Ce fut une

(1) *Spectateur militaire*, tom. IX, pag. 356. Article de M. le général du génie Michaud.

guerre de maisons, dont un autre exemple a été offert dans l'attaque de Saragosse, en 1809.

Mourad-Bey, qui depuis longtemps avait conçu une estime particulière pour les Français, s'était décidé à s'en rapprocher au moment même de leur détresse, aimant mieux passer sous leur domination que de redevenir tributaire des Turcs, pour lesquels son mépris égalait son aversion. Le traité qu'il conclut avec Kléber durant le siége du Caire, et qu'il observa religieusement jusqu'à sa mort, lui assignait le gouvernement de la haute Egypte, sous la seule condition de payer un tribut annuel à la république.

L'impression produite par la victoire d'Héliopolis et les châtiments infligés aux révoltés du Caire amenèrent les provinces à offrir leur soumission et à s'humilier encore une fois devant leurs vainqueurs. Kléber, après avoir affecté aux besoins les plus pressants du soldat les sommes imposées à la cité rebelle, ne songea plus qu'à rétablir toutes les parties du service. Les régiments se complétèrent avec des Grecs, des Cophtes, et même des esclaves d'Ethiopie, qui, en échange de la liberté qu'on leur accorda, mirent tous leurs soins à se façonner aux mœurs et à la discipline européennes.

Ce guerrier, que l'histoire placera au rang des capitaines célèbres de l'époque, était au moment de recueillir le fruit de ses talents militaires et de ses prévisions administratives, lorsqu'il tomba sous le poignard d'un fanatique musulman. Kléber fut assassiné, le 14 juin, dans les jardins du quartier général, où il se promenait avec un des architectes de l'expédition. La mort avait fait choix d'un seul jour pour frapper deux illustres victimes : à l'heure même où Kléber expirait au Caire, le brave Desaix succombait aux champs de Marengo.

§ IV.

Menou, que son ancienneté de grade appela au commandement en chef, n'avait malheureusement aucun autre titre à

présenter. Général sans talent, sans expérience, et par conséquent sans crédit auprès des braves de l'armée d'Orient, il se montra plus empressé de détruire l'œuvre de ses prédécesseurs que jaloux de le perfectionner. Ses fausses mesures et les funestes dissensions qui ne tardèrent pas à éclater entre lui et les autres généraux, furent les avant-coureurs de la détresse et des revers qui attendaient l'armée. Chaque jour de sa dictature accéléra le stérile et malheureux dénoûment d'une entreprise dont la France et la civilisation pouvaient encore se promettre de grands résultats.

Le ministère anglais saisit un moment si favorable, et, résolu de tout tenter pour expulser les Français de l'Egypte, il fit passer dans l'île de Rhodes une armée levée et équipée à grands frais. Cette armée, qu'il destinait à débarquer dans les parages d'Aboukir, devait être secondée par le grand vizir et par un corps venu de l'Inde dans la mer Rouge.

Avec plus de discernement et moins de présomption, Menou eût conjuré l'orage, en suivant un système d'opérations couronné jusque-là par des succès; mais au lieu de pourvoir à la défense des côtes, et de concentrer ses forces autour du Caire et mieux encore à Ramanieh, comme l'avait fait Bonaparte dans une circonstance entièrement semblable, il tint les régiments disséminés, et ne donna aucun ordre précis sur ce que chacun aurait à faire. Reynier et les autres généraux lui représentèrent vainement qu'il allait être assailli, et que tout dépendrait de la promptitude avec laquelle on marcherait aux Anglais; il traita leurs représentations de craintes puériles, et se dissimula jusqu'au dernier moment la possibilité d'une attaque sérieuse; puis, quand vint l'instant du danger, il se crut également menacé de tous les côtés, quoiqu'il fût facile de prévoir que le vizir, se rappelant la leçon reçue à Héliopolis, serait le dernier à entrer en action: et d'ailleurs celui-ci n'était-il pas le moins redoutable de ses adversaires?

La nouvelle de l'apparition de la flotte anglaise, qui eût dû fixer enfin les irrésolutions du général Menou, devint

l'occasion d'une foule d'ordres et de contre-ordres, d'allées et de venues, qui, en faisant perdre un temps précieux, permirent à l'ennemi de débarquer et de se fortifier à loisir dans la presque île d'Aboukir. Bonaparte avait livré bataille à Mustapha-Pacha cinq jours après son départ du Caire; il fallut le triple de temps au général Menou (du 4 au 20 mars 1801) pour arriver en présence de l'armée anglaise, et encore n'avait-il réuni que la moitié de ses forces. Les combats que sir Ralph Abercromby avait eu à soutenir contre les faibles détachements sortis d'Alexandrie et de Rosette n'avaient servi qu'à doubler sa confiance et à lui faire gagner du terrain. La bataille de Canope, qui se donna le 21, entre la mer et le canal d'Alexandrie, décida sans retour du sort de l'Egypte. Une supériorité de plusieurs milliers d'hommes, et la protection de nombreuses chaloupes canonnières, procurèrent aux Anglais un avantage que peut-être ils n'eussent pas obtenu, si les troupes françaises avaient été engagées avec plus d'art et plus d'ensemble; mais encore perdirent-ils leur général en chef Abercromby, avec un grand nombre d'officiers et de soldats. Les Français eurent aussi à regretter beaucoup de braves : le général Lanusse eut la cuisse emportée par un boulet parti de la flotille ennemie (1). Déjà depuis deux jours le fort d'Aboukir était au pouvoir des Anglais.

L'armée se retira sous le canon d'Alexandrie, où elle prit position. L'arrivée d'un nouveau corps ennemi de six mille hommes, et la destruction de la digue du lac Madieh, dont une partie des eaux s'écoula dans le bassin de l'ancien lac Maréotis, resserrèrent de plus en plus sa défensive. Bientôt réduite à s'enfermer dans Alexandrie, elle se trouva séparée du reste de l'Egypte, et exposée à toutes les horreur de la famine.

Le vizir, qui jusque-là avait hésité à se remettre en campagne, n'eut pas plutôt reçu la nouvelle du blocus d'Alexan-

(1) Voyez l'ouvrage intitulé : *De l'Egypte après la bataille d'Héliopolis*, par le général Reynier.

drie et de la marche d'un corps anglais sur Ramanieh, qu'il franchit le désert et s'avança vers le Nil, où se dirigeait également le corps venu de l'Inde, et récemment débarqué à Suez. Ces différents mouvements ayant obligé Belliard à s'enfermer dans le Caire, l'armée se trouva partagée en deux corps séparés et bloqués par des forces supérieures. Quoique bien déterminé à soutenir l'honneur des armes et la gloire du nom français, ce général n'eut bientôt d'autre ressource qu'une capitulation. Son attitude ferme imposant aux ennemis, il parvint à faire revivre le traité d'El-Arisch, et obtint d'être reconduit en France avec ses armes, son matériel et tous ses bagages. L'armée anglo-turque escorta cette division jusqu'à Aboukir, où elle s'embarqua dans les derniers jours de juillet.

Menou, qui s'était refusé à ratifier ce traité en répondant que le mot *capitulation* était à jamais rayé de son dictionnaire, fut contraint plus tard d'en venir aussi à cette unique voie de salut. L'obstination qu'il mit à défendre pendant quatre mois la place d'Alexandrie, sous les ruines de laquelle il voulait, disait-il, s'ensevelir, ajouta quelques lauriers à la couronne de l'armée d'Orient ; mais ils furent stériles et ne purent rien changer à ses destinées. Le traité relatif à l'entière évacuation de l'Égypte fut signé le 31 août 1801. On eut lieu d'être surpris en voyant avec quelle facilité le général Menou, qui avait toujours affecté de se montrer le protecteur des arts, stipula la remise à l'état-major anglais des riches collections faites par la commission des savants. Mais ceux-ci ayant déclaré qu'ils jetteraient à la mer leurs manuscrits et tous les documents qu'ils avaient recueillis, plutôt que de souscrire à cet article, le général Hutchinson (1) se vit contraint de céder à tant d'énergie, et la France conserva cet unique fruit d'une expédition qui, dans d'autres temps, eût amené les plus féconds résultats.

(1) Il avait succédé à sir Ralph Abercromby dans le commandement de l'armée anglaise.

« Les hommes accoutumés à ne pas toujours juger une « opération d'après son résultat, dit le général Jomini (1), ne « désapprouveront en effet que le choix de l'époque à la- « quelle elle se fit, ou plutôt encore la politique tracassière « du Directoire, qui lui suscita une foule d'ennemis, au mo- « ment où il avait intérêt de se ménager des alliés et des res- « sources pour mener à bien une si vaste entreprise. Sous le « point de vue militaire comme sous le point de vue maritime « et commercial, l'expédition d'Egypte était excellente. Nulle « colonie ne pouvait valoir à la France ce qu'en peu d'années « eût rapporté l'Egypte. Les rapports des généraux en chef, « les faits qui ont eu lieu pendant l'occupation, prouvent que « les ressources de cette province, suffisant en temps de « guerre à l'entretien d'une armée, en auraient offert un sur- « plus considérable dans les temps ordinaires; on put remar- « quer en effet que, malgré le défaut de communications as- « surées avec la France, l'armée républicaine n'avait point « souffert essentiellement. »

Il nous faut maintenant ajouter quelques réflexions relatives à l'influence de cette expédition sur les progrès ou les applications de l'art militaire.

On ne peut dire, ce nous semble, qu'elle ait étendu le domaine de la stratégie, ni même donné lieu à de nouvelles et grandes applications de cette science. En admettant même que le but et les distances entrent pour quelque chose dans le mérite des conceptions stratégiques, ce que nous sommes loin d'accorder, l'idée de la conquête de l'Egypte ne présenterait encore rien de nouveau, puisque déjà, pendant deux siècles, l'Europe avait réuni ses efforts pour fonder des établissements et une puissance stable en Orient. Cette idée, ainsi que l'a dit un écrivain, était surtout familière aux imaginations françaises. Plusieurs fois le cabinet de Versailles avait été sur le point de la réaliser, et notamment à l'époque du ministère du duc de Choiseul. Ce ne serait donc qu'à par-

(1) Tom. XIV, pag. 354.

tir du débarquement de l'armée qu'il faudrait chercher ces nouvelles applications de la science du généralissime : mais ni la nature du théâtre de la guerre, ni l'espèce d'adversaires que l'on avait à combattre, ne se prêtaient à ces vastes conceptions qui, dans nos pays d'Europe et entre des armées disciplinées, ont une si grande influence sur l'issue des opérations. A quoi bon chercher à déborder et à tourner des ennemis qui, voltigeant sans cesse autour de l'armée, semblaient prendre plaisir à se laisser dépasser? A quoi bon songer à les séparer de leur base d'opérations, eux qui n'en avaient pas, et pour qui tous les points de l'horizon étaient des points de retraite? Mais, d'ailleurs, en supposant d'autres ennemis, comment aurait-on pu arriver inopinément sur ces points dont l'occupation présage la chute des empires, dans un pays où le Nil et les puits jalonnaient, pour ainsi dire, les seules routes praticables? Soit que l'on eût marché d'Alexandrie au Caire, du Caire en Syrie ou dans la haute Egypte, il eût fallu se résoudre à suivre les traces de l'adversaire, à l'attaquer de front, à le pousser devant soi. En faisant du Caire une grande place de dépôt, un grand centre d'action, on fit ce que dictaient la prudence, la configuration du champ d'opérations, l'importance et la position de cette ville : en choisissant, comme on le fit encore, ou du moins comme on avait projeté de le faire, les points de Ramanieh, de Salahieh et de Benisouef, pour centres d'actions secondaires, et pour points de rassemblement contre des attaques venant de la mer, de la Syrie et de la haute Egypte, on maîtrisait le pays sans efforts, on satisfaisait à tous les besoins, à toutes les conditions d'une défensive prévoyante ; mais l'importance de tous ces points se présentait naturellement à la pensée, et les Barbares eux-mêmes ne l'ignoraient pas. Ainsi, bien qu'il ne nous paraisse pas que l'on doive chercher de profondes combinaisons stratégiques dans la campagne d'Egypte, la guerre n'en fut pas moins constituée de la manière la plus conforme aux circonstances et aux localités ; et ce serait bien mal nous comprendre, si l'on voyait dans ces réflexions l'intention

d'une critique oiseuse et amère, dont l'inconvenance et le ridicule retomberaient tout entiers sur nous. Cette campagne, et celle de Saint-Domingue qui la suivit de près, attestèrent de nouveau la très grande difficulté de réussir dans une entreprise d'outre-mer, lorsqu'un ennemi supérieur en marine intervient pour la traverser.

De ce que l'expédition d'Egypte fut peu favorable aux applications de la stratégie, il ne s'ensuit pas qu'elle ne contribua en rien aux progrès de la tactique : elle révéla, au contraire, toute l'efficacité de ces formations qui sont devenues classiques sous le nom de *carrés d'Egypte*. Ce n'est pas que l'ordre en carré ne fût connu et recommandé par les tacticiens, mais on s'y était peu arrêté jusqu'alors, et seulement comme à une disposition de pied ferme contre la cavalerie (1). L'armée d'Orient marcha et attaqua en carrés (2); c'est-à-dire qu'elle vit un moyen de manœuvres et d'offensive dans une disposition considérée exclusivement comme défensive ; elle apprit à fortifier les carrés par l'artillerie, et à les combiner entre eux de la manière la plus favorable, tant sous le rapport de leur position respective, que sous celui de leur écartement.

On a dit avec raison que la campagne d'Egypte avait révélé à notre infanterie tout le secret de sa force. En effet, jamais le soldat ne s'était trouvé dans une situation plus propre à lui faire apprécier la nécessité de se servir habilement de son arme, et d'économiser des munitions et des ressources

(1) Dans les efforts tentés en 1793 pour secourir le Quesnoy, une des colonnes françaises se trouva surprise et entourée dans la plaine d'Avesnes : ayant eu le temps de se former en carré, elle ne fut rompue qu'après la plus honorable résistance. Le même exemple fut rare pendant les première campagnes de la révolution.

(2) Plus souvent sur trois rangs que sur six, afin de dissimuler son infériorité numérique et aussi pour démasquer le plus de feux possible. Chaque carré dont il est question, bien différent d'un carré de bataillon, était formé d'une brigade ou d'une division entière, comme à la bataille des Pyramides ; et chaque division avait un détachement de cavalerie, et plusieurs pièces de canon qui se plaçaient aux angles du carré.

qu'on ne pouvait pas toujours renouveler ; jamais il n'avait eu plus besoin de sang-froid et d'aplomb, jamais il n'en eut davantage. L'impétuosité, qui tant de fois a décidé du succès, eût été souvent plus nuisible qu'opportune au milieu d'ennemis qui ne pouvaient être vaincus que par l'ordre et l'ensemble. Bien qu'on ne puisse évaluer rigoureusement l'influence et le mérite de chacun dans les batailles, on doit croire cependant qu'en Egypte, plus encore qu'en Europe, les subalternes eurent une part directe et immédiate à la victoire.

Nous terminerons en faisant remarquer, avec le colonel Carrion-Nisas, que « cette expédition a donné aussi sur la « cavalerie des idées plus saines que les troupes à cheval « de l'Europe n'en pouvaient suggérer; on s'y est convaincu « de tout ce qu'un cheval, dressé avec soin et sans ménage- « ment, peut parvenir à faire et à porter.

« Enfin, continue le même écrivain, la guerre d'Égypte a « instruit les troupes à se passer de boissons fermentées, qui « paraissent, en Europe, nécessaires pour leur faire suppor- « ter les fatigues de la guerre; à préparer leurs subsistances « et à s'accoutumer à toutes sortes de nourriture, à porter « pour plusieurs jours de vivres, à résister à l'influence des « climats brûlants. Il est remarquable que la nostalgie, qui « travaille si facilement le soldat français, n'a pas fait de ra- « vages dans une armée à qui tout semblait devoir faire re- « gretter le climat et les habitudes de la patrie dont elle « pouvait se croire séparée pour toujours. L'armée qui est « revenue de cette expédition aurait pu, dans sa fusion avec « les autres, leur laisser plusieurs traditions utiles, si la faux « de la guerre qui décimait nos soldats se fût un moment « reposée (1). »

(1) *Essai sur l'Histoire générale de l'Art militaire*, tom. II, pag. 434.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

§ I.

Nous avons dit un mot de la politique envahissante du Directoire, et de l'empressement du cabinet anglais à former une nouvelle ligue contre la république. Les premiers événements de cette seconde lutte des opinions armées se passèrent dans le midi de l'Italie. A la nouvelle de l'érection des Etats de l'Église en république, la cour de Naples avait pris l'alarme, et s'était hâtée d'accéder à une coalition qui, selon toute apparence, devait entraîner l'entière évacuation de la péninsule (1). Une armée de soixante mille Napolitains, aux ordres du général autrichien Mack, franchit le Volturne en novembre 1798, et se dirigea sur Rome. Ce mouvement offensif était prématuré, car les Russes et les Autrichiens ne devaient entrer en campagne qu'au printemps suivant. La dispersion des Français et la surprise que leur causa une irruption si soudaine valurent d'abord quelques avantages à leurs adversaires, qui pénétrèrent jusque dans Rome. Mais bientôt assaillis par Championnet, qui ne s'était replié que pour mieux concentrer ses forces, ils furent contraints de passer subitement de l'offensive à la défensive. Battus à Calvi, à Montalto, et aux environs de Capoue, les Napolitains ne purent arrêter l'armée victorieuse. Les paysans et les Lazaroni s'insurgèrent

(1) Voulant éviter d'entrer dans des considérations politiques que ne comporte pas la spécialité de notre ouvrage, nous renvoyons nos lecteurs à l'*Histoire de la Révolution française* par M. Thiers.

envain pour la défense du pays. La capitale fut soumise, et la république parthénopéenne proclamée, bien avant que les Russes et les Autrichiens eussent tiré le premier coup de canon. Le soin de terminer et de consolider cette nouvelle conquête fut confié à Macdonald (1) ; mais il n'y réussit que très imparfaitement, tant les paysans mirent d'obstination à se révolter. Le roi Ferdinand s'était retiré en Sicile.

Deux circonstances, qui n'existaient pas dans la période précédente, tendaient à faire pencher la balance du côté des alliés, à l'ouverture de la campagne de 1799. L'une se rapporte à la configuration du théâtre de la guerre ; l'autre, à l'infériorité des forces de la république.

En imaginant de consolider la position militaire de la France par l'occupation des montagnes helvétiques, le Directoire avait, au contraire, altéré toute l'harmonie de sa défense. Non-seulement la possession du territoire suisse ajoutait à nos frontières une étendue de plus de cent lieues, mais elle réunissait encore en un seul et même champ d'opérations la zone immense qui, de l'Adriatique, court par Trente, Constance et Wesel, à la mer du nord ; ce qui nécessitait un nouveau développement de forces. Tant que la neutralité de ce territoire central avait été respectée, et elle l'avait toujours été dans le cours de la dernière guerre, la zone dont il s'agit se trouvant coupée en deux, chacune des fractions, isolée en elle-même, offrait un théâtre entièrement indépendant ; et l'on pouvait choisir, sur chacune des ailes, tel point de départ qu'on voulait, sans s'inquiéter du centre, qui était comme une sorte de pivot invulnérable. Mais en comprenant la Suisse dans le front d'opérations, on se trouvait entraîné à tout cou-

(1) Il régnait à cette époque un grand désordre dans les administrations, et les états-majors eux-mêmes n'étaient pas à l'abri de reproche. Le Directoire, voulant prévenir les abus, prescrivit plusieurs mesures qui ne se trouvaient pas du goût des militaires. Championnet ayant principalement manifesté de l'opposition, fut rappelé et traduit devant une commission ; ce qui toutefois ne l'empêcha pas de commander plus tard l'armée des Alpes.

vrir, parce que l'ennemi pouvait tout attaquer. La ligne de l'Adige, comme celle de Strasbourg à Mayence, n'étaient plus que des parties secondaires, dont la défense et l'attaque devenaient subordonnées à ce qui se passerait sur la crête des Alpes et dans les vallées de l'Helvétie. Ce fut pour parer aux inconvénients que présenterait une défensive aussi morcelée, et sans doute aussi pour profiter de la chance de combattre les Autrichiens avant l'arrivée des Russes, que le Directoire se décida à prendre l'initiative (1).

(1) « C'était un article de foi, généralement reçu dans l'armée autri« chienne comme dans l'armée française, dit le prince Charles (Campagne « de 1799, tom. I, pag. 58), qu'en occupant les montagnes on dominait la « plaine. Le dicton, *maître des sources est maître des bouches*, se trouvait « à l'ordre du jour. La vérité de ce principe, mille fois reconnue dans les « manœuvres, dans les positions, dans les combats, dans toutes les rencon« tres de la guerre, n'était pas douteuse dans le sens de la tactique; mais on « voulait l'appliquer aux grandes conceptions de la stratégie, et l'on en tirait « la conséquence, qu'il fallait porter la guerre dans les montagnes pour ob« tenir des succès dans la plaine. Cette fausse induction fit naître l'opinion, « générale à cette époque, que la Suisse était le boulevard de la France, « comme le Tyrol était celui de l'Autriche, et que l'occupation des plus « hautes montagnes de l'Europe devait être le premier objet des opérations. « On considérait ces masses comme des bastions qui flanquaient l'Alle« magne et l'Italie, et comme des citadelles, d'où l'on pourrait faire échouer « par des sorties les entreprises de l'ennemi en Souabe, en Bavière, sur le « Pô et sur l'Adige. On oubliait la nécessité absolue de s'asseoir sur une « base, et d'assurer sa ligne de retraite. Voilà les principes sur lesquels on « fondait alors le système de la guerre; et lorsque les événements eurent « prouvé le vice de ces combinaisons, plutôt que d'en revenir, on avait (le « Directoire et le conseil aulique) encore l'injustice d'attribuer l'insuccès « des opérations à l'inhabileté des généraux, et l'on se plaisait à sacrifier la « gloire des armées à une prévention malheureuse. »

L'archiduc ajoute, pag. 96: « Si l'on néglige les vallées pour tenir pré« férablement les montagnes, l'ennemi n'a rien de mieux à faire que d'amu« ser les postes qui gardent les hauteurs, et d'accabler ceux qui occupent les « vallées. Il intercepte par ce moyen les chemins qui conduisent sur les « montagnes, arrête les vivres et les renforts destinés à s'y rendre, menace « la retraite des troupes qui s'y trouvent, et les force d'abandonner leurs « positions. »

Rien de plus sage, assurément, qu'une pareille détermination ; mais, malheureusement, nos préparatifs ne répondirent ni à l'imminence du danger, ni à la grandeur de l'entreprise. Soit que le Directoire n'eût pas cru que ses envahissements entraîneraient une rupture aussi brusque, soit qu'il ne connût pas toute l'étendue des ressources des alliés, il se trouva n'avoir à opposer que cent cinquante mille hommes à plus de trois cent mille. La conscription, qui venait d'être instituée, nécessitait un travail préparatoire assez long pour arrêter les rôles, opérer le tirage, assembler et faire partir les recrues. Aussi, la levée de deux cent mille hommes ordonnée sur la fin de 1798 en avait-elle à peine fourni quarante mille à l'armée active lors de l'ouverture de la campagne ; le reste s'assemblait encore dans les places frontières, pour y former des bataillons de garnison. Deux ans de paix avaient considérablement réduit les cadres. La cavalerie surtout était faible et généralement mal montée ; l'artillerie et le train des vivres manquaient de chevaux ; beaucoup d'officiers avaient été mis à la réforme par une économie mal entendue ; ceux qui restaient sous les drapeaux étaient dégoûtés par l'espèce d'abandon dans lequel ils languissaient depuis la paix ; on n'avait déjà plus cet enthousiasme des campagnes précédentes.

Le plan d'opérations auquel on s'arrêta n'était d'ailleurs rien moins que propre à compenser l'infériorité de nos ressources. Ce plan, où l'on retrouve, comme dans ceux de 1793 et 1794, l'intention de tout couvrir, de tout attaquer, ne laissait aucune chance de porter des coups décisifs aux Autrichiens. Jourdan, qui commandait une armée de quarante-cinq mille hommes sur le Rhin, devait entrer en Allemagne par Kehl et Huningue, traverser les montagnes Noires, gagner les sources du Danube, appuyer sa droite au lac de Constance, et pousser jusqu'au Lech, si l'ennemi ne l'avait pas encore franchi.

Le but principal de ce mouvement était d'appuyer et de seconder Masséna, qui, avec les trente mille hommes stationnés en Helvétie, envahirait les Grisons et se porterait sur

Insprück, en tenant son aile droite au sommet des Alpes, afin de se lier à l'armée d'Italie.

Un corps d'observation, sous Bernadotte, était destiné à investir Manheim et Philipsbourg, à fournir des garnisons aux autres places du Rhin, et enfin à favoriser, par des démonstrations sur le Mein et le Necker, les opérations de l'armée du Danube. Ce corps et celui de Masséna furent mis sous les ordres de Jourdan, dont ils devaient recevoir l'impulsion.

L'armée d'Italie, forte de cinquante mille hommes, non compris les auxiliaires transalpins, dans le commandement de laquelle le ministre de la guerre Schérer vint remplacer le général Joubert (1), devait porter son aile gauche sur Trente, tandis que le centre et la droite, franchissant l'Adige à Vérone et à Legnago, pousseraient l'ennemi derrière la Brenta et la Piave.

Macdonald occupait le royaume de Naples avec trente mille hommes, et Brune la Hollande avec quinze mille, indépendamment de l'armée batave.

« Ainsi le Directoire, dit Jomini, avec cent soixante-dix « mille hommes disséminés des bords de l'Adige à l'embou- « chure du Mein, espérait se saisir du saillant que forment « le Tyrol et le Vorarlberg sur les États héréditaires de l'Au- « triche, tourner l'armée impériale d'Italie, et la couper à « jamais de ce qui opérait sur les bords du Danube. Ce plan, « aussi gigantesque dans son ensemble que vicieux dans ses « détails, était basé sur la fausse maxime que la possession « des montagnes rend maître des grandes vallées.... Ajoutez « qu'en disséminant les troupes en Allemagne, en Suisse, en « Italie, on s'enlevait la faculté de frapper un grand coup « sur l'un de ces points à l'ouverture de la campagne ; et « que, partager en cinq armées les forces en Italie et sur le « Rhin, c'était les faire écraser successivement pour s'occu- « per d'accessoires insignifiants. Il était facile de voir pour-

(1) Ce général, indigné de la manière dont le Directoire venait de traiter Championnet, avait offert et reçu sa démission.

« tant que la conquête du royaume de Naples ne serait qu'é-
« phémère, si l'armée principale était battue sur l'Adige ; et
« que la possession d'Ehrenbreitstein, de Philipsbourg et
« de Manheim servirait bien peu, si celle du Danube éprou-
« vait des revers sur la rive droite du Rhin (1). »

Les seules forces de la maison d'Autriche s'élevaient à deux cent quarante mille hommes, répartis en trois armées. La première, que commandait l'archiduc Charles sur le Lech, présentait une masse de cinquante-quatre mille fantassins et de vingt-quatre mille cavaliers.

Soixante-quatorze mille hommes formés en deux corps, sous les généraux Hotze et Bellegarde, occupaient le Vorarlberg, les frontières des Grisons et le Tyrol méridional.

L'armée d'Italie, qui bordait la rive gauche de l'Adige, se composait de quatre-vingt-cinq mille combattants, dont onze mille de cavalerie : elle était commandée par le baron de Kray, en l'absence du général Mélas, qui ne la rejoignit qu'après l'ouverture des hostilités.

Jourdan commença son mouvement le 1er mars, et se porta en six jours à Rothweil et aux sources du Danube, où il s'arrêta jusqu'au 13, on ne sait trop pour quels motifs et dans quel but. Ce retard, en lui ôtant la chance de pouvoir se réunir à Masséna au nord-est du lac de Constance, fit perdre tous les avantages que promettait l'initiative. L'archiduc eut à peine connaissance de la marche des colonnes françaises, qu'il franchit le Lech pour venir s'emparer du terrain même où nos armées espéraient se mettre en communication. *C'est toujours une faute grave que d'assigner pour rendez-vous à ses masses un point que l'ennemi occupe ou peut occuper en force.* Cette faute, dont nous avons vu que Wurmser et Alvinzi avaient été victimes en 1796, allait aussi nous être funeste. Il est vrai qu'il restait encore un second moyen pour se réunir à l'armée d'Helvétie : c'était de passer le Rhin à Schaffouse et de longer la rive méridionale du lac de Constance ; mais

(1) *Guerres de la révolution*, tom. XI, pag. 93.

en se déterminant à prendre ce parti, on découvrait la route de Strasbourg et toute la base d'opérations, que ne pouvait garder le faible corps de Bernadotte (1). Tout ce que put faire Jourdan, et ce qu'il fit en effet, fut de pousser dans la direction de Stokach, espérant que Masséna se serait porté sur Feldkirch et Bregentz pour menacer le flanc gauche de l'archiduc.

Pendant que les deux armées principales se rapprochaient, Masséna avait passé le Rhin (6 mars) et commencé la conquête des Ligues-Grises : mais, au lieu d'appuyer à gauche, ainsi que Jourdan s'y attendait, l'armée d'Helvétie s'était dirigée de front sur Feldkirch et Coire, en tenant sa droite que commandait Lecourbe, à la crête principale des Alpes. Ce mouvement excentrique et l'arrivée de la division Dessoles de l'armée d'Italie au soutien de l'aile droite, fixèrent la guerre aux sources de l'Inn, et s'opposèrent absolument à ce que Masséna manœuvrât par sa gauche. Un autre obstacle à la réunion projetée, et que ne purent vaincre les efforts réitérés d'Oudinot, fut la résistance de la formidable position de Feldkirch. Nos deux armées se trouvant ainsi réduites à agir séparément, celle d'Helvétie continua l'invasion des Grisons.

Jourdan étant arrivé le 20 sur l'Ostrach, s'établit en avant de cette petite rivière, la gauche aux ordres de Saint-Cyr, vers le Danube ; la droite sous Férino, non loin du lac de Constance. Le dessein du général en chef était d'attaquer l'archiduc dès le lendemain ; mais il fut prévenu et contraint de recevoir le combat, qu'une trop grande distance entre les divisions, et surtout l'éloignement des réserves, firent tourner à notre désavantage (2).

Jourdan ne voulant pas courir les chances d'un second en-

(1) Celui-ci, qui avait passé le Rhin le même jour et à la même heure que Jourdan, bloquait alors Philipsbourg avec huit à dix mille hommes au plus.

(2) Voyez les ouvrages de Jomini, de Mathieu Dumas et de l'archiduc Charles.

gagement avant d'avoir réuni ses forces, se retira derrière Stokach. Il eût été possible aux Autrichiens de couper la division Férino en brusquant leur marche ; mais ils s'avancèrent avec une extrême lenteur et sans inquiéter sa retraite. Le général français, à qui il importait de reprendre l'offensive au plus vite pour assurer ses communications avec Masséna, se décida à livrer bataille le 25 mars (1).

Notre infériorité numérique nous interdisait d'attaquer sérieusement sur plus d'un point ; mais nous avions à choisir entre un effort contre l'aile droite des Impériaux pour les acculer au lac de Constance, et une attaque contre leur gauche pour les refouler sur Ulm et les éloigner du Tyrol. Ce dernier parti, quoique pouvant compromettre nos communications avec Strasbourg, était néanmoins préférable, parce qu'il tendait à favoriser la jonction si urgente de nos armées du Danube et d'Helvétie. Le général en chef n'apprécia pas cette double circonstance, et, comme en 93, il ordonna d'aborder l'ennemi de front sur une ligne morcelée de plus de huit lieues, limitée d'une part au lac de Constance, et de l'autre à Mœskirch, non loin du Danube. Un premier avantage qu'obtint d'abord Soult à la tête de l'avant-garde, appela l'attention de l'archiduc sur sa droite qu'il se hâta de renforcer de sa réserve et d'une partie de son aile gauche. L'arrivée de ces forces et l'hésitation de notre cavalerie, que les cuirassiers autrichiens firent plier, ayant donné à l'ennemi une supériorité marquée sur le centre des républicains, leurs ailes se trouvèrent séparées et contraintes d'abandonner le champ de bataille, en suivant des directions différentes. Le succès des

(1) Les deux partis se trouvaient comme forcés de combattre à Stokach avant de pouvoir continuer leurs opérations : « Mais, ainsi que le remarque « le prince Charles, les suites d'une victoire donnaient à cette époque plus « d'avantages aux Autrichiens, parce qu'ils gagnaient incessamment la « communication des Français avec la Suisse, au lieu que ceux-ci auraient « eu plusieurs marches à faire au delà de Stokach, avant d'intercepter « celle des Autrichiens par Brégentz. »

Autrichiens fut l'œuvre de leur réserve qu'il surent engager à propos.

Saint-Cyr, que sa pointe sur Mœskirch exposait à être coupé, surprit le passage du Danube à Sigmaringen, et se retira en bon ordre à Rothweil. L'aile droite, sous Férino et Souham, ne quitta ses positions que le lendemain de la bataille. Les Autrichiens, qui avaient une belle occasion d'accabler nos divisions dispersées, ne mirent aucune vigueur dans leur poursuite ; mais l'armée n'en fut pas moins dans la nécessité de repasser le Rhin à Kehl et à Vieux-Brisach, entraînant dans son mouvement le corps de Bernadotte.

Les brillants succès obtenus par Lecourbe et Dessoles, aux sources de l'Inn et de l'Adige, n'étaient qu'une faible compensation à la défaite des armées du Danube et d'Italie(1). Masséna, désormais sans appui au milieu des Grisons, et d'ailleurs exposé à être tourné par l'archiduc, qui ne pouvait manquer de se saisir du pont de Schaffouse, pour pénétrer en Suisse (2), Masséna, victorieux, n'eut d'autre parti à prendre que de rétrograder.

Entre différentes résolutions que l'on pouvait adopter, Masséna choisit la plus ingénieuse et la plus prudente. La Suisse, ainsi que nos jeunes lecteurs l'ont appris dans leur cours de *géographie appliquée*, présente plusieurs lignes d'eau, qui, descendant des grandes Alpes, la traversent tout entière, pour aller se jeter dans le Rhin. La plus étendue et la plus importante, est celle du Rhin même. Partant du Saint-Gothard, elle coule un instant à l'est, puis se dirige au nord et ensuite à l'ouest, après avoir formé le lac de Constance. A Bâle, elle reprend de nouveau la direction du nord, et sert de barrière entre la France et l'Allemagne. Cette ligne enferme une partie de la Suisse. En arrière se trouve celle de la Linth, qui, prenant sa source dans les petits cantons, s'é-

(1) Voyez le § suivant.

(2) C'est effectivement ce qui arriva ; mais seulement vers la fin de mai et après que Masséna eut évacué les Grisons.

tend en un lac allongé, celui de Zurich, d'où elle sort pour recevoir la Sil et prendre le nom de Limmat. Elle finit à Laar, non loin de l'embouchure de cette dernière rivière dans le Rhin. Une troisième ligne, inscrite dans la précédente, est celle de la Reuss, qui traverse le lac de Lucerne et va se perdre dans l'Aar, tout près du point où se jette la Limmat. Toutes ces lignes, appuyées d'un côté à de hautes montagnes et de l'autre à un grand fleuve, présentaient de nombreux avantages pour la défensive. Mais, en persistant à occuper la plus grande et la plus éloignée, celle du Rhin, Masséna, faible sur tous les points, eût encore été exposé à être tourné ; il préféra se replier sur la Limmat, où il s'établit de la manière la plus solide.

Ce ne fut toutefois qu'après un intervalle de plus de deux mois, et après avoir livré de continuels et glorieux combats, que l'armée d'Helvétie se décida enfin à entrer dans la position retranchée de Zurich. Le Directoire appréhendant que l'ennemi ne débouchât en masse sur Genève pour envahir le centre si vulnérable de nos frontières, avait placé l'armée du Danube sous le commandement de Masséna, et dirigé par l'Alsace une partie de cette armée en Suisse.

§ II.

Nos affaires n'allaient pas mieux en Italie, où les hostilités avaient commencé vingt jours plus tard qu'en Allemagne. Soit que le Directoire eût ignoré quelles forces nous y seraient opposées, soit qu'il eût espéré trouver un second Bonaparte dans le ministre Schérer, il s'était borné à rassembler quarante-cinq à cinquante mille hommes sur le Mincio, croyant pouvoir impunément disposer de trente mille autres pour garder le royaume de Naples, et de six mille pour envahir la Toscane. Schérer, après de vains essais offensifs, tant au-dessus qu'au-dessous de Vérone, s'était vu contraint de renoncer à passer l'Adige, et d'abandonner même ses positions en avant de Peschiera.

Le baron de Kray, qui d'abord s'était mépris sur les véritables intentions de son adversaire, avait fini par concentrer ses forces autour de Vérone pour prendre l'offensive à son tour. Notre aile gauche, ayant été séparée de Peschiera par l'arrivée d'un corps autrichien descendu du haut Adige, l'armée prit position entre Villa-Franca et ce fleuve, appuyant son centre au village de Magnano, dont le nom ne devait pas tarder à s'associer à un de nos désastres les plus fameux. L'ennemi débouchant en masse sur Villa-Franca, menaça un instant nos communications avec le Mincio et Mantoue; mais bientôt rappelé à sa gauche, que les divisions Grenier et Victor culbutèrent par mettre en déroute, il dut renoncer à nous acculer dans les marais du Ménago, comme il en avait eu le projet. La bataille, qui s'était engagée dans la matinée du 5 avril, se continua sans beaucoup d'ordre et avec des succès variés jusqu'au moment où le général Kray, ayant attiré à lui la garnison de Vérone, parvint à son tour à séparer et déborder nos deux divisions de l'aile droite. Cet effort de l'ennemi fut décisif; et, malgré la bonne contenance de Moreau au centre et de Serrurier à la gauche, il nous fallut repasser le Mincio en toute hâte, abandonnant Mantoue et Peschiera à leurs propres forces. Cette bataille ternit l'éclat des armes françaises (1).

Couvert par cette rivière, et appuyé par ces deux places, on pouvait opposer une vigoureuse résistance, rappeler Macdonald du fond de la Péninsule, et, par cette concentration de forces, regagner la supériorité perdue dans la journée de Magnano. Mais le malheureux Schérer avait entièrement perdu la tête. S'exagérant le danger de sa situation, à la nouvelle de l'apparition du général autrichien Wukassewich, dans la vallée de la Chiese, il donna l'ordre de rétrograder derrière l'Adda: cette retraite était prématurée; elle détruisit le

(1) Moreau, à qui le Directoire, par des raisons politiques, avait refusé un commandement en chef, s'était décidé à servir comme simple général de division.

peu de considération que déjà l'armée hésitait à lui accorder; il ne put se le dissimuler, et cédant au vœu général, il remit le commandement à Moreau.

La mission de celui-ci allait être d'autant plus épineuse, que Suwarof venait d'arriver à la tête d'une première colonne de vingt mille Russes. Sous le rapport de la tenue et de l'instruction, ces nouveaux adversaires n'étaient pas encore ce qu'ils sont devenus; mais la race d'hommes était forte, l'esprit militaire parfait. Le général et le soldat accordaient la préférence à la baïonnette, et faisaient peu de cas des feux. Le caractère de Suwarof se peint tout entier dans sa réponse au général autrichien Chasteler, qui lui proposa, à son arrivée, de faire une *reconnaissance* : « Des reconnaissances! « lui dit-il vivement, je n'en veux pas; elles ne servent « qu'aux gens timides, et pour avertir l'ennemi qu'on arrive; « on trouve toujours l'ennemi quand on veut. Des colonnes, « la baïonnette, l'arme blanche, attaquer, enfoncer; voilà mes « reconnaissances! » Réponse, dit Jomini, où bien des gens n'ont entrevu que de la jactance, et qui décèle plus qu'on ne pense le vrai génie de la guerre.

Le nouveau généralissime des troupes alliées, après avoir détaché vingt mille hommes sous le baron de Kray pour assiéger Peschiera et bloquer Mantoue, se décida à forcer la ligne de l'Adda. Les Français, à peine au nombre de vingt-huit mille hommes, avaient eu l'imprudence de se disséminer le long de cette rivière, sur une étendue de plus de vingt lieues, comprise entre Lecco et Pizzighetone. Serrurier était à l'extrême gauche, Grenier à Cassano, Victor à Lodi, se liant à l'avant-garde et à l'aile droite.

Moreau, qui sans doute eût réparé la faute de son prédécesseur en concentrant ses forces, n'eut pas le temps de se reconnaître, et fut prévenu. L'ennemi, débouchant dans les deux directions de Brivio et de Vaprio, franchit l'Adda sur ces deux points, le 26 avril, et sépara l'armée française en trois parties. Grenier, contre lequel se porta le gros des alliés, soutint un combat de vingt-quatre heures. Sa division se

couvrit de gloire, mais elle n'en dut pas moins rétrograder sur Milan. Trop éloigné pour lui porter secours, Victor n'arriva que sur la fin de la journée, et ne put que retarder un instant les progrès de l'ennemi, en défendant vigoureusement la tête de pont de Cassano. Serrurier, dont la gauche se trouvait engagée vers Brivio, hésita à manœuvrer par sa droite pour prendre à dos le corps opposé à la division Grenier : retenu par la force de la position qu'il occupait à Verderio, il crut devoir y attendre l'issue du combat que soutenait son collègue; comme si, dans tous les cas, le passage de l'Adda n'eût pas dû le compromettre. Son hésitation, en privant Grenier d'un puissant renfort, fit aussi son propre malheur; car, bientôt enveloppé de toutes parts, la plus belle résistance ne put le soustraire à la nécessité de poser les armes. Bien que les plus exposées, les troupes de sa gauche parvinrent néanmoins à effectuer leur retraite, partie sur Como, partie sur Menagio en s'embarquant sur le lac. Déconcerté par l'apparition des troupes légères ennemies sur ses derrières, la brigade chargée de défendre Lodi n'opposa aucune résistance.

L'armée victorieuse entra à Milan le 29. Le peuple, toujours avide de changements, et toujours séduit par les proclamations du vainqueur, courut au-devant de Suwarof, et le reçut avec cet enthousiasme qu'il avait fait éclater naguère à l'arrivée de Bonaparte : le fanatisme religieux avait succédé à l'amour de la liberté.

Les Français, après s'être ralliés derrière le Tésin, où ils attendirent vainement Serrurier, se retirèrent bientôt en-deçà du Pô, laissant des garnisons à Pizzighettone et dans le château de Milan. Les dispositions douteuses des Piémontais déterminèrent Moreau à se montrer à Turin; il s'y rendit à la tête de la division Grenier, pendant que le gros des forces républicaines se dirigeait sur Alexandrie, et s'établissait entre le Pô et le Tanaro, la gauche à Valence. Cette position, où toute l'armée fut rassemblée le 7 mai, ne pouvait être mieux choisie; elle couvrait à la fois les routes de Turin et de la ri-

général ayant pensé que le plus sage parti serait de se retirer sur la Bochetta et Gênes, d'où il pourrait à la fois communiquer avec Nice et la Toscane par le chemin de la Corniche, il jeta, dans la nuit du 15 au 16, un pont de bateaux sur la Bormida, et fit passer cette rivière à la division Victor. Lui-même se tint prêt à soutenir l'attaque ou à couvrir la retraite. Victor, qui, quarante-huit heures plus tard, n'eût rencontré que des troupes légères (1), fut arrêté par des forces tellement supérieures, qu'il repassa la Bormida le jour même, bien convaincu que toute l'armée ennemie était en présence. Ce contre-temps ne put changer le dessein du général en chef, mais il se détermina à prendre une autre direction.

Le 17, Victor fut envoyé, sans artillerie ni cavalerie, par Acqui et Dego, dans la rivière du Ponent, où déjà se trouvait Pérignon avec quatre bataillons français et environ cinq mille Liguriens. Le reste de l'armée, composé de la division Grenier, de la cavalerie et des parcs, prit la route de Turin, après avoir laissé garnison dans la citadelle d'Alexandrie. Ce mouvement fut exécuté avec tant de célérité que l'avant-garde arriva en vingt-quatre heures à Moncaglieri. Il lui restait de grands obstacles à surmonter : les insurgés s'étaient saisis de Mondovi, de Ceva et de la plupart des passages. Moreau, qui voulait se débarrasser de ses équipages, s'approcha de Pignerol et de Suze pour les faire filer par le mont Cenis. Une colonne envoyée pour reprendre Ceva n'ayant pas réussi, l'armée fut réduite à marcher de Lesegno à Garessio par le val Corsaglia, en s'ouvrant un chemin à travers cette partie de l'Apennin. L'ennemi ne l'inquiéta point dans sa retraite, et cependant elle ne put arriver à Finale et Savone que le 6 juin.

Au milieu de tant de désastres, Moreau fournit de nouvelles preuves de talent et de sangfroid ; mais il faut convenir qu'il fut puissament aidé par les lenteurs de son adversaire.

(1) Nous avons vu précédemment que Suwarof avait commencé son mouvement sur Turin, le 17.

Nous allons indiquer la position des deux partis à l'issue de cette retraite, et d'abord celle des deux armées françaises (1).

Victor, que nous verrons combattre à la Trebia avec l'armée de Naples, occupe les débouchés de Pontremoli, au dessus du golfe de la Spezzia. Les autres divisions de Moreau forment une chaîne de postes sur la crête de l'Apennin, en avant de Gênes et de Savone ; la cavalerie est à Finale, et le parc à Loano. Arrivé à Lucques le 29 mai, Macdonald communique déjà par sa gauche avec Victor, tandis que sa droite, formée des divisions Rusca et Montrichard, occupe tous les défilés du Modénois, et se prolonge sur la route de Bologne. Des garnisons françaises avaient été laissées dans la plupart des forteresses du royaume de Naples et des États de l'Église.

Le gros de l'armée ennemie assiége la citadelle de Turin, et garde par des avant-postes les avenues des Alpes ; trois divisions observent Coni et les débouchés de l'Apennin en face de Moreau. Bellegarde, à qui le conseil aulique a prescrit de descendre de la Valteline en Italie, à la tête de vingt-cinq mille hommes, est sur le point de passer le Pô pour assiéger Alexandrie et Tortone. Kray, qui bloque Mantoue, a reçu l'ordre de s'avancer en toute hâte par Plaisance. Les divisions Klénau, Hohenzollern et Ott occupent les États de Ferrare, de Modène, et de Parme. Peschiera, Pizzighittone, le château de Milan, Suze, Pignerol, Mondovi, Ceva et plusieurs autres postes fortifiés, sont tombés au pouvoir des alliés.

Deux partis s'offraient à l'armée de Naples, ainsi que l'observent tous les écrivains. « Le premier, nous citons Jomini (2), de suivre la route de la Corniche, qui mène directement à Gênes le long de la mer, procurait l'avantage d'une réunion prompte et facile, en prenant la précaution de se

(1) Chacune de ces deux armées était de vingt-quatre à vingt-six mille hommes ; les alliés en avaient le double.

(2) Tom. XI, pag. 341 et 342.

flanquer à droite dans les montagnes, par de forts détachements. Mais ce chemin, bon pour l'infanterie, était réputé impraticable à l'artillerie ; et Macdonald se fût trouvé dans l'obligation d'abandonner la sienne. D'un autre côté, le choix de cette direction n'amenait aucun résultat important ; après la réunion à Gênes, il eût fallu déboucher une seconde fois par les monts liguriens ; car la pénurie qui se faisait déjà sentir dans la rivière du Levant, s'opposait à la concentration passive des troupes. »

Le deuxième parti consistait à marcher par Modène, Parme et Plaisance, en culbutant les divisions autrichiennes des généraux Ott, Hohenzollern et Klénau. L'armée de Naples, suivant la rive droite du Pô, et appuyant aux montagnes, arrivait ainsi sous les murs de Tortone, tandis que Moreau, franchissant l'Apennin par Gavi et Serravalle, débouchait dans la plaine du Pô. Ce plan, qui semblait promettre des avantages certains, fut adopté par les généraux en chef (1). Le mouvement de Moreau sur Tortone fut fixé au 17 juin. Comme l'armée d'Italie ne pouvait sans danger s'éloigner de cette place, et que Macdonald avait la plus forte tâche à remplir, ils convinrent que la division Victor, débouchant du val Taro sur Parme, passerait sous ses ordres immédiats. On arrêta en outre que le corps de Lapoype descendrait la vallée de la Trebia jusqu'à Bobio, tant pour entretenir les communications des deux armées, que pour flanquer la gauche de Mac-

(1) Bien que conforme au caractère français, bien que très préférable au projet de jonction par la route de la Corniche, cette détermination n'était pas sans inconvénient : elle violait le principe qui interdit d'assigner pour rendez-vous à deux armées un point que l'ennemi occupe ou peut occuper avec des forces supérieures à chacune d'elles. Mais, si ce plan rappelle à certains égards les conceptions de Wurmser et d'Alvinzi, il ne dépendait pas des généraux français qu'il en fût autrement : nos armées se trouvaient séparées par l'effet de circonstances impérieuses, tandis que les généraux autrichiens dont il s'agit avaient morcelé volontairement et sans nécessité celles qu'ils commandaient.

donald, et faire, en cas de besoin, une puissante diversion en sa faveur (1).

Macdonald, après dix jours passés dans une funeste inaction, se mit en mouvement le 9 juin. Un combat qu'il livra à Hohenzollern, sous les murs de Modène, lui valut quinze cents prisonniers, trois drapeaux et huit pièces de canon. Il ne tint qu'au général Rusca, qui avait reçu l'ordre de tourner la division autrichienne, qu'elle ne fût réduite tout entière à poser les armes. L'armée continua sa marche sur Plaisance, ralliant la division Victor, et poussant devant elle le corps de Ott, qui eut à peine le temps de se replier derrière la Trébia. Montrichard appuya à droite sur Mirandola, pour donner le change au baron de Kray, et lui faire croire qu'on voulait débloquer Mantoue. L'avant-garde atteignit Plaisance le 16 juin.

Suwarof, que l'approche de Macdonald avait décidé à quitter Turin, pressait alors sa marche sur Tortone, remettant à y prendre une détermination ultérieure. Mais, malgré son extrême promptitude à réunir ses forces, les chemins se trouvèrent tellement gâtés par les pluies, qu'il n'avait pas encore dépassé Asti le 12 juin ; ce qui donne lieu de remarquer qu'en s'avançant un peu plus vite, Macdonald eût pu le prévenir sur la Scrivia. Arrivée à Tortone le 15, l'armée alliée y reçut l'ordre de marcher à sa rencontre ; elle atteignit Voghera le lendemain, poussant son avant-garde au secours de Ott, que les républicains chassaient de position en position depuis trois jours. Dès le 17, les colonnes opposées se heurtèrent sur le Tidone : la lutte qu'elles ouvrirent devait durer soixante-douze heures.

(1) Ces secours envoyés à l'armée de Naples n'étaient pas suffisants ; et peut-être eût-il mieux valu qu'au lieu de s'approcher de Tortone, Moreau se fût directement porté sur Bobbio avec la majeure partie de ses forces disponibles, eût-il dû n'amener que quelques pièces légères. L'arrivée de quinze mille hommes sur ce point, le 16 ou même le 17, nous aurait valu une victoire signalée.

Ramenée sur la rive droite de la Trébia à la fin de cette première journée, l'armée de Naples y attendait les divisions Olivier et Montrichard, restées à une marche en arrière, lorsqu'elle se vit prévenue par Suwarof, le 18 au matin. Tout en prescrivant d'attaquer en masse et à la baïonnette, le vieux maréchal russe ne dédaigna pas d'avoir recours à l'ordre oblique, pour écraser notre aile gauche et nous isoler des montagnes où nous avions le plus grand intérêt à nous appuyer. Cette manœuvre, à laquelle s'opposa longtemps Victor, eût infailliblement réussi, si les réserves ennemies, au lieu de prêter une assistance superflue à leur gauche, avaient soutenu le corps tournant. Nous commencions à perdre du terrain, lorsque Olivier et Montrichard arrivèrent en ligne : leur présence rétablit le combat, qui dès lors dégénéra en une vive canonnade.

Tout paraissait fini pour ce jour-là ; la Trébia séparait les deux partis, et déjà les feux des bivouacs étaient allumés quand, inquiétés par de faux rapports, trois bataillons français entrèrent dans le lit du torrent, et attaquèrent l'ennemi sans en avoir reçu l'ordre. L'alarme se répandant en un instant sur l'une et l'autre rive, il s'ensuivit une mêlée aussi sanglante qu'inutile, et que les généraux ne purent arrêter qu'à onze heures du soir. Toute cette échauffourée ne changea rien à l'état des affaires.

Macdonald, qui s'attendait à voir déboucher Moreau sur les derrières des alliés, et Lapoype assaillir leur flanc droit, se montra peut-être un peu trop empressé de recommencer le combat, quoique assurément l'initiative soit un grand moyen de succès. D'un autre côté, la disposition qu'il arrêta, et dans laquelle se reconnaît l'intention d'agir par les deux ailes à la fois, ne semble pas appropriée à la force de l'armée, de beaucoup inférieure à celle de l'ennemi (1). Il ne nous appartient

(1) Déduction faite des pertes éprouvées les deux jours précédents, l'armée française pouvait compter de vingt-deux à vingt-trois mille hommes, tandis que l'ennemi en avait encore près de trente mille.

pas de décider quel autre parti le général eût pu prendre ; mais encore pensons-nous qu'il eût été préférable de réduire la manœuvre à notre aile gauche, en ayant soin d'y porter toutes les réserves. La crainte de se voir séparé de la grande route, en dégarnissant l'aile droite, n'était point un motif qui dût s'opposer à cette manœuvre.

La journée du 19 présenta les circonstances suivantes : Notre aile gauche, composée de trois divisions, dont deux destinées à attaquer de front, et la troisième à déborder l'ennemi, obtint un premier avantage, qu'elle perdit bientôt, faute de réserve pour la soutenir. Nos troupes du centre, ayant vu Suwarof dégarnir le sien pour secourir sa droite, mirent cet instant à profit, et franchissant vivement la Trébia, firent une trouée dans la ligne opposée. Tout pliait devant elles quand, saisi d'une terreur panique à la vue des réserves russes, un bataillon prend la fuite et paralyse leur élan. Cet accident et une charge dirigée sur leur flanc droit les contraignirent à repasser le torrent. Notre aile droite, qui, durant cet intervalle, avait poussé l'ennemi jusqu'au Tidone, faillit être victime de son impétuosité : assaillie par des forces supérieures aussitôt après l'échec de notre centre, elle ne parvint que très difficilement à se dégager. Suwarof, craignant de voir Moreau déboucher sur ses derrières, fit de grands efforts le reste de la journée pour passer la Trébia ; mais il ne put y réussir. Les Français lui opposèrent sur toute la ligne une résistance invincible, et ce torrent, témoin d'une lutte si opiniâtre, sépara pour la troisième fois les deux armées.

Rien n'était encore décidé, quoique les pertes de chaque parti s'élevassent à plus de douze mille hommes. Cependant tout annonçait qu'en continuant la lutte, Suwarof demeurerait vainqueur : il pouvait tirer des renforts de ses derrières, tandis que Macdonald se trouvait sans ressources. L'armée française avait vu tomber la plupart de ses chefs ; sa cavalerie était à moitié détruite ; son artillerie hors de service et sans munitions. Pour comble de disgrâce, l'on n'avait aucune nouvelle de Moreau ni de Lapoype. La réapparition de Ho-

henzollern et de Klénau à Parme et à Modène décidèrent le général à s'avouer battu et à revenir sur ses pas.

L'ennemi, qui, d'abord montra beaucoup d'acharnement dans sa poursuite, et auquel il fallut livrer un dernier combat sur la Nura, le 20, prit tout à coup le parti de se rabattre sur Moreau, dont les éclaireurs avaient paru dans les environs de Voghera.

Celui-ci, en conséquence du plan concerté avec Macdonald, avait débouché sur Gavi le 16 juin, à la tête de quinze mille hommes formés en deux colonnes. Son projet était de porter sa droite à Bobbio, tout en chassant Bellegarde des environs de Tortone. Il ne s'était jamais présenté une circonstance où la célérité fût plus nécessaire, et cependant nos colonnes n'avaient pas encore dépassé Novi et Serravalle, le 18. On a dit que Moreau, ignorant quelles forces il rencontrerait, avait dû s'avancer avec circonspection; mais, outre que la prudence n'exclut pas la vigueur, c'était une faute que de n'avoir pas épié les mouvements de Suwarof, alors qu'on devait s'attendre qu'il manœuvrerait. Si ces retards n'empêchèrent pas le général français de débloquer Tortone et d'écraser Bellegarde à San-Giuliano le 22, ils firent le malheur de l'armée de Naples, et donnèrent le temps à Suwarof de revenir au secours de ce dernier et de Wukassewich, qui était resté en position derrière la Bormida. Les nouvelles de la Trébia, en découvrant à Moreau que son expédition n'avait plus de but et que Suwarof ne tarderait pas à paraître, le décidèrent à rentrer dans ses anciennes positions. Nous étions malheureux sur tous les points : la chute prématurée de la citadelle de Turin venait de livrer à l'ennemi six cent vingt bouches à feu, quarante mille fusils et cinquante mille quintaux de poudre! trophées immenses qui n'avaient pas coûté cinquante hommes, et qui en rendaient plus de dix mille disponibles.

Le seul parti que pût prendre Macdonald après l'échec de la Trébia, était de gagner Gênes par l'affreux chemin de la Corniche qu'il n'avait pas voulu suivre d'abord; c'est

aussi celui qu'il prit. Moreau favorisa cette opération en gardant les défilés de l'Apennin jusqu'à Pontremoli, et en expédiant à Sarzane des bâtiments qui, après avoir recueilli l'artillerie et les bagages, rentrèrent heureusement dans le port de Gênes. Retenu sur l'Orba par les ordres du conseil aulique, qui attachait plus de prix à la possession de Mantoue et d'Alexandrie qu'à des conquêtes dans l'Apennin, Suwarof n'inquiéta pas la retraite de l'armée de Naples, dont le quartier général arriva à Gênes le 17 juillet.

Telle fut cette jonction dont on attendait de grands résultats, et qui en définitive n'avait amené qu'une sanglante défaite ; elle souleva entre les deux généraux français des contestations que l'histoire n'a point encore éclaircies. Ce qu'il y a de démontré pour nous, c'est que l'un mit trop de lenteur à s'avancer et trop de précipitation au contraire à livrer bataille, et que l'autre manqua à un rendez-vous qu'il avait lui-même assigné, et d'où dépendait le sort commun des deux armées. Ce qu'il y a encore de certain pour nous, c'est que c'était par les montagnes et non par la plaine qu'ils pouvaient espérer de se donner la main. Des succès obtenus le long du Pô menaient Macdonal à sa ruine. Et qu'allait faire Moreau sur Tortone ?

Macdonald fut rappelé par le Directoire et les généraux Montrichard et Lapoype disgraciés. C'est ainsi que, pour donner le change à l'opinion et se soustraire à la vindicte publique, les hommes du pouvoir attribuèrent aux plus vaillants défenseurs de la patrie des malheurs que leur présomptueuse inexpérience avait seule préparés.

De nouvelles classes de conscrits et un emprunt forcé de cent millions permirent de diriger de puissants renforts aux frontières. Dès le mois de juillet, le général Lemoine amena quatre demi-brigades de troupes fraîches dans la rivière de Gênes. Joubert, que nous avons vu s'immortaliser à Rivoli et dans le Tyrol, prit alors le commandement de l'armée d'Italie. Moreau devait passer à celui de l'armée du Rhin, qui ne se composait encore que de quelques milliers d'hommes,

Championnet descendit du banc des accusés pour organiser une nouvelle armée des Alpes destinée à couvrir Genève et le Dauphiné.

On se rappelle que nous avons laissé Masséna dans le camp retranché de Zurich; il y fut attaqué le 4 juin. L'archiduc, après avoir détaché Starray en Souabe avec mille hommes, était entré en Suisse par Schaffouse, le 28 mai. Ce prince, qui n'appréciait pas moins que son adversaire l'importance de la position centrale de Zurich, mit la plus grande opiniâtreté à s'en emparer. Il n'y réussit pas, malgré des efforts réitérés où il perdit près de trois mille hommes. Une nouvelle tentative de sa part devait avoir lieu dans la nuit du 5 au 6; mais le général français, envisageant les conséquences d'un échec dans une position qui n'offrait de retraite que par les ponts de Zurich, préféra l'évacuer pour porter son centre sur le mont Albis, à une lieue en arrière de la ville. Ce mouvement fut suivi d'une inaction de deux mois à la suite desquels nous verrons les Français reprendre l'offensive de la manière la plus vigoureuse (1).

L'aile droite s'étendait de Zug aux sources de l'Aar et dans le Valais, dont les habitants s'étaient révoltés. Lecourbe, qui la commandait toujours, avait son quartier général à Lucerne. L'aile gauche se prolongeait jusqu'au Rhin et dans le Frickthal. Souham gardait le camp retranché de Bâle avec douze bataillons et seize escadrons. Déduction faite de cette dernière division, qui n'était point en ligne, nos forces s'élevaient à soixante-quatre mille hommes, environ huit mille de moins que l'ennemi.

La plus grande partie de l'été s'écoula de même sur le Rhin, sans aucun événement important. Les Français relevèrent les ouvrages de Kehl et de Vieux-Brisach, sous la protection des divisions Collaud et Legrand, qui avaient jeté des postes sur

(1) Un combat du 8 juillet dans lequel Soult repoussa l'avant-garde ennemie d'Altstetten, et différentes entreprises de Lecourbe en avant du lac de Lucerne, sont les seuls événements que l'on trouve à citer.

la rive droite. Les Autrichiens, en occupant la Forêt Noire, couvraient le flanc droit de l'armée d'Helvétie et les convois qui s'y rendaient par Schaffouse.

§ III.

Joubert ne se vit paplus tôt en mesure d'agir offensivement, qu'il se décida à sortir de la rivière de Gênes, dans l'espoir de dégager Tortone et Mantoue. Mu par cette heureuse fraternité qui écartait alors tout sentiment de rivalité et de jalousie entre les généraux, Moreau proposa à son jeune camarade (1) de l'accompagner et de l'aider dans son début. Joubert accepta avec reconnaissance une proposition faite de bonne foi, et dans l'unique intérêt du bien public.

L'armée s'ébranla le 9 août, toutes les divisions convergeant sur Novi. L'aile gauche, où s'était porté le général en chef, descendit la Bormida, jetant une division dans la vallée de l'Erro, pour se lier à la droite. Celle-ci, que commandait Saint-Cyr, sous la direction de Moreau, déboucha sur Gavi par Ovada et Voltaggio. L'ennemi, qui ne désirait rien tant que de combattre en plaine, à cause de sa grande supériorité en cavalerie, ne tenta pas sérieusement de s'opposer à la marche de nos colonnes, qui toutes arrivèrent au rendez-vous indiqué, le 14.

Les coureurs ayant signalé l'approche de Suwarof, qui avait enfin quitté son camp de Rivalta, pour nous arrêter au débouché des montagnes, l'armée se prépara à combattre : elle s'établit la droite à Serravalle, le centre en arrière de Novi, occupant fortement cette petite ville ; la gauche à Pasturana et au Lemmo, affluent de l'Orba.

Déjà, depuis quelques jours, des bruits vagues annonçaient la reddition de Mantoue : les Français en acquirent la triste certitude en voyant le corps de Kray se déployer devant leur

(1) Joubert avait à peine trente ans.

aile gauche (1). Cet événement, en renversant tous les projets de Joubert, avait encore permis à l'ennemi, comme on le voit, de lui opposer des forces beaucoup plus considérables que celles qu'il comptait rencontrer. Le principal motif pour lequel les Français avaient pris l'offensive n'existant plus, ils eussent sans doute regagné leurs anciennes positions, attendant pour en sortir une seconde fois que l'armée de Championnet pût entrer en action ; mais l'impétueux Suwarof, qui déjà avait donné ses ordres pour une attaque générale, ne leur laissa pas le choix d'une détermination.

Ce même général, qui nous avait battus à Magnano et que nous avions cru occupé au siége de Mantoue, engagea l'action dès cinq heures du matin le 15 août. Quoique rude, ce premier choc eût été sans résultat, s'il n'avait été marqué par un terrible accident : Joubert, qui s'est aperçu que nos troupes perdaient du terrain, s'est précipité au milieu des tirailleurs où il est tombé sans vie.

Ce malheur eût sans doute décidé de la journée, si le centre et la gauche des alliés se fussent trouvés à portée d'agir ; mais les Russes étaient encore à une lieue du champ de bataille, et Mélas ne devait arriver que plus tard. Cette circonstance, où se décèle un manque de réflexion de la part de Suwarof, permit à Moreau de se porter au point menacé et de tout disposer pour une nouvelle charge. Nos soldats, qui avaient à cœur de venger la mort de leur général, assaillirent les Autrichiens avec furie, et les chassèrent jusque dans la plaine.

A partir de ce moment, et pendant plus de huit heures, la victoire demeura en suspens : les Français avaient à peine repoussé l'ennemi qu'il reparaissait avec un nouvel acharnement. Les Russes, à qui leur général avait confié la mission difficile d'enlever Novi, éprouvèrent des pertes immenses et ne réussirent pas. Rien n'était encore décidé à quatre heures du soir ; mais la colonne de Mélas arriva, et fit pencher la

(1) Cette place, dont on s'était exagéré la force, avait succombé le 30 juillet, après quatorze jours de tranchée.

balance du côté de alliés. Cette colonne prolongeant son mouvement le long de la rive gauche de la Scrivia, tourna notre aile droite et toute la position, dont le front, malheureusement trop étendu, ne pouvait être également bien garni sur tous les points. Les Français combattirent encore longtemps, mais plutôt pour assurer leur retraite, que dans l'espérance de fixer la victoire que la manœuvre décisive de Mélas leur avait irrévocablement arrachée.

« Encore que l'avantage de cette journée soit resté aux « alliés, dit Jomini, la gloire en est incontestablement par- « tagée par les Français, qui combattirent pendant huit « heures à chances égales, avec trente-six mille hommes con- « tre quarante-cinq mille. Elle prouva au reste que la bonté « des troupes, et une volonté bien déterminée de leur géné- « ral, peuvent quelquefois suppléer à un vice de combinai- « son. Il n'y eut à Novi, du côté des alliés, de véritable ma- « nœuvre que celle opérée vers la fin du jour par la réserve « de Mélas. Le reste de leurs attaques ne fut qu'une série de « chocs meurtriers, exécutés sans simultanéité (1). »

Après s'être ralliée vers onze heures sous Gavi, l'armée française continua sa retraite le 16, sans être sérieusement inquiétée. Elle avait à peine repris ses anciennes positions, que Klénau, qui la croyait entièrement désorganisée, essaya de se porter sur Gênes, par la rivière du Levant. Cette entreprise tardive n'étant pas soutenue par l'armée victorieuse, Moreau renforça sa droite, et bientôt le général autrichien eut à se repentir de son excès de témérité.

Championnet, sur l'avis que lui avait donné Joubert de son mouvement offensif, était descendu en Piémont pour le favoriser par des démonstrations. L'armée des Alpes n'était point encore en mesure d'entrer en action, et cependant, malgré sa faiblesse, elle trouva le secret de battre les Autrichiens à Suze, à Pignerol, et dans plusieurs autres rencontres ; elle leur prit dix-huit cents hommes, deux drapeaux, quatre pièces de

(1) *Campagne de* 1799, tom. XII, pag. 122.

canon, et de plus, ouvrit ses communications avec la gauche de l'armée d'Italie (1er septembre.)

Moreau, qui s'attendait à être assailli par toute l'armée alliée, ne dut pas apprendre sans quelque satisfaction le prochain départ de Suwarof pour la Suisse. Un nouveau plan de la coalition avait déterminé ce changement, ainsi que le rappel du prince Charles en Souabe. Le Conseil aulique, jaloux de l'autorité que Suwarof exerçait en Italie, et mécontent surtout que le général eût écrit au roi de Sardaigne pour le rappeler à Turin, allégua pour raison qu'il fallait faire combattre ensemble les troupes de chaque nation, et non les mêler sur les deux théâtres de la guerre : Korsakof opérait en Suisse avec l'Archiduc, et Suwarof avec Mélas en Italie. De plus, le caractère irascible du vieux guerrier moscovite avait hâté le développement des germes de mésintelligence que les intérêts différents des alliés ne pouvaient manquer de faire naître entre eux. L'autriche, pour en prévenir les conséquences, et ménager l'amour-propre, souvent blessé, de ceux de ses généraux qui servaient sous les ordres de Suwarof, avait insinué aux cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg, qui en étaient tombés d'accord, d'isoler le corps russe et de l'employer en Helvétie; Mélas en Piémont, et l'archiduc en Souabe, continueraient d'agir par les ailes avec deux armées allemandes. Le dernier prolongerait son aile droite jusqu'à Coblentz, pour donner la main à un corps anglo-russe qui devait incessamment débarquer en Hollande, d'où on ne doutait pas qu'il n'expulsât les Français (1).

En présence de Masséna, ce revirement de forces était excessivement dangereux, et il transportait les Russes sur un théâtre qui leur convenait peu. Ce qu'il faut par-dessus tout dans les montagnes, ce sont d'adroits tirailleurs, et les soldats moscowites, habitués à combattre en plaine et à la baïonnette, ne savaient pas faire le coup de feu. Mais le Conseil aulique, faisant passer les raisons politiques avant les raisons mili-

(1) Voyez le § IV.

taires, interdit à ses généraux la moindre observation, et ordonna, pour la fin d'août, la rigoureuse exécution de ce plan.

Le général républicain, qui d'abord eut peine à croire à la réalité d'un projet aussi bizarre, n'eut pas plutôt su qu'effectivement le maréchal se disposait à partir, qu'il songea à aller débloquer Tortone, dont une capitulation conditionnelle assurait la remise aux alliés pour le 11 septembre; Watrin fut chargé de cette entreprise avec deux divisions. Arrivé le 8 à Novi, il en avait déjà chassé les Autrichiens, quand, par une contre-marche rapide, Suwarof vint l'arrêter avec des forces supérieures. Cette circonstance entraîna la chute de Tortone; mais en retenant pendant trois jours le corps russe, elle servit merveilleusement Masséna, qui dès lors avait repris l'offensive.

Le Directoire ayant rappelé Moreau, les armées d'Italie et des Alpes furent réunies sous le commandement de Championnet, qui de cette manière eut à disposer de cinquante mille hommes. Ces forces eussent suffi pour reprendre une attitude imposante si elles avaient été à portée de se concentrer; mais elles étaient dispersées sur une ligne brisée de plus de cinquante lieues de développement, allant de Suse au col de Tende d'une part, et du col de Tende aux sources de la Trébia de l'autre. Cette circonstance défavorable, en devenant une source d'embarras pour le général, qui, du reste, ne déploya pas tout le coup d'œil et toute l'énergie que réclamait sa difficile mission, prolongea le cours de nos revers en Italie.

Fidèles au système méthodique qu'ils avaient suivi jusqu'alors, les Autrichiens venaient de porter le gros de leurs forces à Bra, pour assurer et compléter l'investissement de Coni : ils voulaient préluder à la conquête de Gênes par la prise de la forteresse piémontaise. En s'établissant ainsi au confluent de la Stura et du Tanaro, dans le rentrant de notre ligne, ils se procurèrent tous les avantages inhérents à une po-

sition centrale, et notamment celui de pouvoir observer à la fois les débouchés des Alpes et de l'Apennin.

Championnet, à qui le Directoire avait prescrit de dégager Coni, opéra contrairement aux règles et ne réussit pas. Ce général agissant dans l'espérance de réunir son centre à sa gauche, en avant de la place, sans calculer que l'ennemi était en mesure de nous y prévenir, ordonna un mouvement à toute sa ligne le 25 septembre. Le centre, composé des division Victor et Lemoine, fortes de seize mille hommes, s'avança par le val de Corsaglia et Lesegno sur Mondovi, en même temps que Muller et Duhesme descendirent de Pérouse, de Suse et d'Aost par les vallées de la Stura et du Pô. Saint-Cyr, avec l'aile droite estimée à dix-huit mille hommes, déboucha de Gênes dans la rivière du Levant et sur Novi, pour y attirer une partie des forces autrichiennes et favoriser le mouvement du centre.

Mélas renforça la garnison de Mondovi et nous prévint sur tous les points. Victor, qui s'était saisi du village de Beinette, par où passait la communication la plus courte entre l'aile gauche et le centre, en fut déposté à la suite d'une affaire très vive où nous perdîmes plusieurs centaines d'hommes. Notre aile gauche fut contenue; et malgré plusieurs avantages obtenus par Saint-Cyr à la droite, il nous fallut ajourner nos projets offensifs. Toutefois, Victor et Lemoine continuèrent d'occuper des positions sur le versant septentrional de l'Apennin. Ces mesures n'eurent aucun résultat, parce que le général se dissimula le désavantage résultant de l'isolement de ses divisions, qui partout vinrent se heurter séparément et à des instants différents contre le gros des forces ennemies.

Encouragé par le retour de Bonaparte, qui venait de débarquer à Fréjus, et aussi par le succès de Masséna à Zurich, Championnet se décida à faire une dernière tentative pour ravitailler Coni et y jeter quelques renforts, avant que les neiges eussent fermé les passages. L'issue de sa première entreprise lui conseillait d'attirer toutes ses forces disponibles

au point où il voudrait frapper; et ce point pouvait être choisi, soit en avant de sa droite pour menacer les communications de Mélas, soit sur le centre pour livrer bataille. Mais le général, persistant à croire que les divisions Victor et Lemoine, jointes à celles de la gauche où se trouvaient quelques régiments d'excellente cavalerie, suffiraient pour chasser les Autrichiens des environs de Coni, se borna à faire appuyer leurs efforts par une expédition de l'aile droite du côté d'Acqui.

Ce plan échoua comme le précédent, dont il n'était qu'une copie. Ce sera toujours en vain que l'on se flattera de faire agir avec ensemble des divisions éloignées de plusieurs marches, alors surtout qu'elles se trouvent séparées par des montagnes impraticables. Saint-Cyr, qui devait se porter sur Acqui et Nizza pour couper les communications de Mélas, commença son mouvement le 23 octobre. Une division autrichienne, que soutenaient deux mille chevaux, occupait la position de Novi : il la fit assaillir par Watrin et Dombrowsky, qui lui prirent mille hommes et une partie de son artillerie. Il ne put, toutefois, se diriger de suite sur Acqui, faute d'équipages de pont pour passer l'Orba et la Bormida, que les pluies avaient gonflées. Ce contre-temps, ayant permis à Kray d'arriver avec son corps, Saint-Cyr se trouva en présence de forces supérieures, et tout ce qu'il put faire pour remplir les intentions du général en chef se réduisit à envoyer une avant-garde à Acqui, que l'ennemi n'y laissa pas longtemps. Attaqué à son tour dans la position de Novi, le 4 novembre, il repoussa tous les efforts de Kray et lui prit même cinq pièces de canon; mais il n'en fut pas moins contraint de regagner la Bocchetta deux jours après.

Duhesme, qui devait s'ébranler en même temps que Saint-Cyr, pour menacer la droite et les derrières de l'ennemi, ne put commencer son mouvement que le 1er novembre, et lorsque déjà depuis dix jours le centre se trouvait engagé. Ce retard de notre extrême gauche acheva de détruire tout l'ensemble des attaques. Bercé de l'idée que son adversaire

l'attendrait sur la rive droite de la Stura, Championnet s'était décidé à lui livrer bataille avec les divisions Grenier, Victor et Lemoine (1) aussitôt que la marche de Saint-Cyr sur Nizza serait prononcée. Mais le général autrichien, ayant deviné, à la coïncidence des mouvements de Duhesme sur Saluces et de Saint-Cyr sur Acqui, qu'on voulait menacer ses communications avec Turin et avec Alexandrie, évacua Mondovi et concentra ses masses sur la rive gauche de la Stura pour tomber, suivant le cas, ou sur Duhesme ou sur le centre de l'armée française. Un ordre expédié au général Kray, qui, comme nous l'avons vu, était opposé à Saint-Cyr, lui prescrivait d'attaquer sur-le-champce dernier, et, quelle que fût l'issue du combat, de se porterde suite à Alba (2).

Enhardi par la marche rétrograde de l'ennemi, et voulant d'ailleurs porter secours à Duhesme, Championnet fit passer la Stura à Victor pour renforcer Grenier sur la rive gauche. Lemoine, qui venait d'occuper Mondovi, continua de s'avancer entre cette rivière et le Tanaro, poussant des partis au-devant de Saint-Cyr, et menaçant Fossano et Cherasco. On était au 4 novembre : les divisions Grenier et Victor manœuvraient pour rallier Duhesme ; elles venaient de s'emparer de Savigliano et de Genola, lorsque l'armée autrichienne, qui ne s'était retirée que pour mieux se concentrer, déboucha tout à coup en quatre colonnes. L'ennemi, qui craignait que Duhesme ne forçât de marche au bruit du canon, manœuvra dans le double but de lui barrer le chemin, et de tourner le flanc gauche de la division Grenier. Nous étions pris en flagrant délit. Attaquées de front par la colonne du général Ott, et débordées par celle de Mitrowsky, les troupes de Grenier se défendirent vaillamment pendant deux heures ; mais enfin, contraintes de céder au nombre, elles abandonnèrent Savi-

(1) La première, qui faisait partie de l'aile gauche, campait à la Madonn-del-Olmo, et les deux autres, en arrière de Coni et de Mondovi, sur le versant des montagnes.

(2) Ce fut vraisemblement en vertu de cet ordre que Kray attaqua la position de Novi, le 4.

gliano et se replièrent sur la réserve restée à Valdigi. Leur retraite, en découvrant le flanc gauche de Victor, exposait ce général à être enveloppé de toutes parts : il ne connut pas d'abord le danger qui le menaçait, et comptant toujours sur la coopération de son collègue, il résista glorieusement à des forces doubles. L'arrivée de Mitrowsky sur son flanc ne l'empêcha même pas de continuer la lutte, et ce ne fut qu'à la nouvelle de l'échec éprouvé par Grenier, qu'il se décida enfin à quitter le champ de bataille ; il se replia lentement, évacua en bon ordre le poste de Genola, et alla prendre position en arrière de Morazzo.

Mélas ne s'occupait déjà plus qu'à recueillir les fruits de sa victoire, lorsqu'il reçut la nouvelle de l'apparition de Duhesme à Savigliano, qu'il venait de reprendre de vive force. Cette diversion n'était plus de nature à inquiéter le général autrichien ; aussi se borna-t-il à faire marcher quelques régiments au point menacé, sans cesser pour cela de presser notre centre. Il ne s'embarrassa pas davantage de la division Lemoine, que les faux calculs de Championnet avaient condamnée à rester inutile sur la rive droite de la Stura, alors que sa présence était si nécessaire sur la rive opposée.

Cette journée, à laquelle les Autrichiens ont donné le nom de bataille de Genola, fut suivie de continuels combats pendant le reste de novembre. Tantôt vainqueurs et tantôt vaincus, en proie à une extrême misère, les républicains se retirèrent sur l'Apennin, abandonnant Coni à ses propres forces. Quoique assez régulièrement fortifiée, cette place ne tint pas longtemps. Le manque d'officiers du génie et d'artillerie accéléra sa chute. Elle capitula le 4 décembre, à la suite d'un bombardement de deux jours. Toutes les forteresses des États de l'Église et du royaume de Naples étaient déjà tombées. Le général Monnier avait défendu Ancône de la manière la plus honorable.

L'hiver, en venant surprendre nos soldats sur les cimes de l'Apennin, ajouta de nouveaux maux aux maux déjà si grands qu'ils enduraient. La disette et une maladie plus meurtrière

l'atte... la rive droite du ... les murs dem-
décid... bataille ... morbonais ...
et L... eres étaient le ...
ser... que sa marche
la ... sans ...
Sa... cesser. Championnet
ti... présence du ...
ce... la révolution toute ...
s... d'un plus
f... perte, ...
... d'une ...
... venaient ...
... Ligurie ...

... jours
... jour ...
... Séma-
... à ...
... les pre-
... après. Il
... ennemi pas
... pas
... n'est pas de
... auteur et
... voulant
... quelcon-
... armée isolée,

agissant pour son propre compte et abstraction faite de toute influence née ou à naître du voisinage d'une seconde armée amie, et à plus forte raison d'une troisième. Le général français ne se pressa pas d'attaquer, sans doute parce qu'il attendait que l'armée d'Italie, ayant repris contenance, fût en mesure de favoriser et d'appuyer l'aile droite de l'armée d'Helvétie, que ses progrès eussent nécessairement compromise, en l'exposant à être assaillie à revers par l'actif Suwarof.

Contraint d'obtempérer aux ordres du Directoire, qui le pressait d'agir, Masséna crut devoir porter d'abord son aile droite en avant, pour reprendre le Saint-Gothard et menacer les Grisons. Thurreau, avec la division du Valais, fut chargé d'expulser l'ennemi du Simplon, et de remonter jusqu'aux sources du Rhône pour entrer en communication avec la brigade Gudin, qui formait l'extrême droite de Lecourbe. Celui-ci, après avoir dirigé le général Boivin sur Schwitz, avec ordre d'en chasser les Autrichiens et de les repousser dans le Muttenthal et sur Glaris, devait s'avancer par la vallée de la Reuss à la tête de la brigade Loison, forcer le pont du Diable et se joindre à Gudin au pied du Saint-Gothard et du Furca. Il fut prescrit à Chabran de quitter Zug et de pénétrer entre les lacs d'Égeri et de Zurich, pour rejeter le général Jellachich au-delà de la Linth. Les divisions Lorges et Soult devaient agir par de fortes démonstrations sur la Limmat, afin d'y retenir le gros des forces ennemies.

Les différents mouvements entrepris en conformité de ce plan, durant la dernière quinzaine d'août, furent couronnés d'un succès complet. Non-seulement les Autrichiens durent nous abandonner le haut Valais, le Simplon et le Saint-Gothard avec le poste d'Airolo, mais aussi la rive gauche de la Linth et les sources du Rhin. Cette brillante expédition, dont tout l'honneur revint à Lecourbe, ne coûta pas quinze cents hommes aux Français. L'ennemi y perdit onze pièces de canon, et six mille hommes, dont quatre mille prisonniers. Ces avantages étaient grands : mais ne doit-on pas regretter

qu'ils n'aient pas été obtenus quinze jours plus tôt? Suwarof, qui se serait vraisemblablement empressé de détacher un corps pour couvrir ses derrières, n'eût plus eu la supériorité du nombre à Novi; et les Français, plus habiles et non moins braves que les Russes, eussent infailliblement remporté la victoire et dégagé Tortone.

De son côté, l'archiduc, secondé de Korsakof, entreprit de passer l'Aar à Dettingen (le 17 août), à l'effet de couper notre aile gauche, et de s'emparer de nos communications. Ce projet que l'on ne peut trouver que très judicieux, ne réussit pas : un manque de soin dans la reconnaissance du lit de la rivière, et la bonne contenance des troupes de Ney furent les causes qui le firent échouer. La mauvaise issue de cette tentative, dont chacun prétendit se justifier, devint une source de dissensions entre les généraux russes et autrichiens. Ces dissensions, en portant le prince Charles à précipiter son départ pour la Souabe, où nous avons vu que le nouveau plan de la coalition l'appelait à commander, favorisèrent à souhait les desseins de Masséna, qui dès lors avisait aux moyens de repasser la Limmat.

Si ce fut une faute grave de la part de l'archiduc d'abandonner la Suisse avant l'arrivée de Suwarof, il n'en songea pas moins à mettre les Russes en état de résister ; il leur laissa le général Hotze avec vingt-cinq mille Autrichiens, destinés à former seuls toute l'aile gauche, entre le lac de Zurich et la crête des Alpes. Les Français, il est vrai, acquéraient une supériorité de dix mille hommes, par l'effet de ce revirement de forces; mais, indépendamment de ce que le pays se prêtait à une défensive opiniâtre, Suwarof ne tarderait pas à paraître, et sa jonction ferait de nouveau pencher la balance du côté des alliés.

Masséna, qui ne pouvait prévoir que les fausses mesures de ses adversaires lui fourniraient prochainement une belle occasion de les assaillir, avait choisi le 30 août pour effectuer le passage de la Limmat, à son confluent dans l'Aar. Ce projet, que fit ajourner une crue d'eau qui endommagea les

pontons, eût très vraisemblablement tourné à notre préjudice ; le hasard nous eût fait donner contre les forces réunies de l'archiduc et de Korsakof : nous eussions trouvé les Russes relevant les Autrichiens dans les positions que ceux-ci allaient abandonner. Le général français, sur l'avis qu'il reçut bientôt du départ de ces derniers, résolut prudemment d'attendre qu'ils se fussent enfoncés dans les montagnes Noires pour continuer ses opérations offensives. Comme de son côté l'ennemi avait intérêt à ne rien entreprendre avant l'arrivée de Suwarof, il ne se passa aucun événement remarquable du 1er au 23 septembre.

Il est nécessaire, pour l'intelligence de ce qui va suivre, d'indiquer la situation respective des deux partis à cette dernière époque.

L'armée française, forte de soixante-quinze mille hommes, s'étendait sur une ligne demi-circulaire de plus de quatre-vingts lieues de développement, allant d'Huningue au grand Saint-Bernard, par Baden, le mont Albis, Schwitz, Altorf, le Saint-Gotard et le Simplon.

Chabran était à Bâle et aux environs avec huit mille cinq cents hommes ;

La division Ménard, sur la rive gauche et au confluent de l'Aar.

Cette dernière, et les divisions Lorges, Mortier et Klein (1), campées ensemble sur l'Albis, formaient un total de trente mille hommes que l'on pouvait réunir en quelques heures sur la ligne décisive de la Limmat.

Soult, qui avait succédé à Chabran sur la Linth, se disposait à franchir cette rivière entre Uznach et Wesen ; sa division était de dix mille hommes.

La brigade Molitor, de l'extrême gauche de Lecourbe, occupait Schwitz et les débouchés de Glaris.

(1) Ce général commandait une réserve d'élite de dix mille hommes, composée de la plus grande partie de la cavalerie et de tous les grenadiers de l'aile gauche et du centre, au nombre de quatre mille.

Le général Loison observait le Schachenthal et la vallée de la Reuss.

Gudin gardait le Saint-Gothard. Les forces aux ordres immédiats de Lecourbe s'élevaient à un peu moins de douze mille hommes.

Thurreau, qui avait jeté des postes dans le Val-Maggia et à Domodossola, s'étendait dans le Haut et le Bas-Valais. Sa division se composait de neuf mille combattants, dont quatre cents chasseurs à cheval.

Les forces alliées, que l'arrivée de Suwarof venait de porter à quatre-vingt-huit mille hommes, étaient réparties ainsi qu'il suit :

Vingt-six mille Russes à Zurich et aux environs, sous les généraux Korsakof et Durasof ;

Même nombre d'Autrichiens sur la rive droite de la Linth (divisions Jellachich, Linken et Hotze), en y comprenant le corps d'Auffemberg en marche de Dissentis sur Urseren ;

Douze mille Russes au pied du Saint-Gothard, sous le commandement immédiat de Suwarof (1) ; plus une avant-garde de six mille autres, sous Rosenberg, à Dissentis ;

Auxquels il faut ajouter la brigade Slrauch, de trois à quatre mille hommes, opposée à Thurreau, ainsi que la division Nauendorf de huit mille combattants, et le corps de M. le prince de Condé de six mille, y compris trois mille Bavarois à la solde de l'Angleterre. Cette dernière partie des forces alliées s'étendait de Constance aux environs de Bâle.

Une telle répartition des armées indique assez qu'elles ne devaient pas rester longtemps sans en venir à un dénouement.

(1) Le vieux capitaine russe, après avoir balancé un instant s'il prendrait la route de Coire, du Valais, ou du Saint-Gothard, avait fini par donner la préférence à celle-ci, comme étant la plus courte. De Taverne, où il arriva le 15 septembre, Suwarof dirigea Rosenberg avec six mille hommes sur Bellinzona et Dissentis, pour entrer en communication avec Auffemberg et menacer l'aile gauche de Lecourbe pendant l'attaque du Saint-Gothard.

Masséna avait fixé le 26 pour une attaque générale; mais il l'avança d'un jour, sur l'avis qu'il reçut de la marche de Suwarof.

Le passage de la Limmat, habilement préparé par les soins du chef de brigade d'artillerie Dedon, devait s'effectuer à Dietikon, où la rivière faisait un coude du côté des Français. On avait pour but de tenir l'aile droite des Russes isolée, pendant que tous les efforts se porteraient sur Zurich où l'on se flattait d'envelopper leur gauche. Les troupes destinées à passer sur la rive ennemie se composaient de la division Lorges et de la moitié de celle du général Ménard. Mortier reçut l'ordre d'attaquer les Russes entre la Sil et le lac de Zurich, et Klein celui de descendre à Altstetten, pour empêcher Korsakof de déboucher de la ville sur les derrières des troupes de l'expédition. Le général Ménard, avec le reste de sa division, devait faire à Bruck et à Baden des démonstrations pour attirer l'attention de Durasof, qui commandait l'aile droite des Russes.

Les préparatifs se firent avec tant de précaution, que les avant-postes russes, d'ailleurs peu vigilants, n'en eurent aucune connaissance. Le signal ayant été donné le 25 à cinq heures du matin, six cents braves se jetèrent dans des bateaux transportés de la Reuss à Dieticon sur des haquets, et atteignirent en quelques minutes la rive opposée. Assaillis à l'improviste, les Russes n'eurent que le temps de courir aux armes : leur canon répondit vainement aux batteries de la rive gauche, dont les feux convergents embrassaient tout l'espace qu'ils occupaient. Pendant que nos tirailleurs les forçaient à rétrograder, et que les bateaux amenaient de nouveaux renforts, Dedon construisit le pont. Il n'était pas neuf heures, que déjà les quinze mille hommes de l'expédition gravissaient les pentes boisées de Kloster-Fahr pour tourner Zurich. La brigade Markof, qui voulut nous arrêter, fut détruite et son chef blessé et pris.

La manœuvre projetée était en pleine exécution, et tout annonçait que l'ennemi en préviendrait difficilement l'effet,

Le général Bontemps fut détaché sur la gauche à la tête de quatre mille hommes, pour intercepter toute communication entre l'aile droite et le quartier général des Russes. Le reste des troupes continua de s'approcher de Zurich, sous la direction du chef d'état-major Oudinot. Satisfait de ce début, et voulant s'assurer de l'état des affaires au pied de l'Albis, Masséna repassa la rivière et rejoignit en toute hâte la réserve de Klein.

Les généraux russes ne découvrirent pas d'abord les intentions de leur adversaire. Durasof se crut sérieusement menacé par Ménard, et Korsakof s'obstina à penser que l'entreprise des Français contre sa droite n'était qu'une diversion pour favoriser l'attaque directe de Zurich. Celui-ci, cependant, dont le bruit répété de l'artillerie finit par éveiller l'attention, se transporta à Hongg avec quelques troupes ; précaution tardive et d'ailleurs insuffisante. Oudinot arrive, et son avant-garde culbuta sans peine les faibles détachements russes. La colonne française, ayant continué sa manœuvre tournante, couronna bientôt les hauteurs au nord de Zurich.

Dès le point du jour, Mortier assaillit les postes ennemis sur les deux rives de la Sil. La vivacité de ses attaques, que soutenaient les batteries de la réserve disposées en avant d'Alstetten, achevèrent de tromper Korsakof, qui s'empressa d'entasser bataillons sur bataillons sur un terrain où il ne fallait que quelques centaines d'éclaireurs. Toutefois, Mortier fut repoussé par le général Gortschakof ; mais, loin d'être un avantage réel pour les Russes, ce retour de fortune, en les éloignant de plus en plus du point décisif, ne fit qu'ajouter à leur malheur. Ils ne devaient pas d'ailleurs pousser bien loin leurs progrès. C'était le moment du retour de Masséna à sa droite : il détacha un bataillon de grenadiers au soutien de Mortier, et fit déboucher Klein dans la plaine de Silfeld. Ces mesures suffirent pour obliger Gortschakof à se retirer précipitamment sous les remparts de la place.

Pendant que ceci se passait, Oudinot s'était emparé de la hauteur de Wipchingen et de la route de Winterthur ; Bon-

temps avait contenu et arrêté la droite des Russes, dont la situation devenait de plus en plus critique. Une affreuse confusion régnait dans la ville : les obus y avaient mis le feu, et les rues étaient encombrées d'équipages. Menacé de perdre ses communications, Korsakof voulut attirer les troupes du petit Zurich sur la rive droite de la Limmat : entravées dans leur marche, elles ne purent arriver assez tôt pour empêcher les Français de gagner le versant de la montagne du côté de la ville. La nuit approchait, lorsqu'un renfort de quatre bataillons russes, que Hotze renvoyait à Korsakof, parvint à repousser la droite de Lorges au pied des hauteurs de Wipchingen ; mais Gazan n'en maintint pas moins ses avant-postes à Schwamedingen.

Le général russe fut alors sommé d'évacuer Zurich : mais il retint le parlementaire, et ne fit aucune réponse. Durasof, après un long circuit pour éviter Bontemps, arriva enfin pendant la nuit. Sa présence ranima l'espoir de Korsakof, et tout fut disposé pour recommencer la lutte au point du jour. Si le résultat des premières attaques ne laissait aucune chance de conserver la position, on combattrait pour se faire jour et sauver le matériel.

De son côté, Oudinot réunit toutes les troupes passées sur la rive droite pour enlever le Zurichberg. La brigade Bontemps, qui était venue s'établir à sa gauche, fut chargée de barrer le chemin de Winterthur. Lorges devait se diriger le long de la Limmat, afin de lier ses attaques à celles des divisions Mortier et Klein, qui s'avanceraient par la plaine de la Sil, ayant Masséna à leur tête.

Les Russes, qui s'étaient formés sur deux lignes, abordèrent les troupes de Lorges avec leur impétuosité accoutumée ; mais bientôt convaincus de l'impossibilité de se maintenir à Zurich, ils envoyèrent un parlementaire pour traiter de l'évacuation de la ville. Il n'était plus temps : Mortier venait de forcer la porte de la Sil, tandis que, de son côté, Oudinot se disposait à livrer l'assaut. Dès lors, Korsakof ne songeant plus qu'à se faire jour l'épée à la main, tourna tous ses efforts

contre Bontemps, qui, trop faible pour résister, abandonna la route de Winterthur.

Les Russes se retirèrent, partie sur Bulach et Eglisau, partie sur Schaffouse, sacrifiant une arrière-garde pour prolonger de quelques instants la résistance de Zurich. Leur retraite fut accompagnée de tous les désastres qu'entraîne ordinairement une action où l'on est enfoncé sur tous les points : ils perdirent cent pièces de canon, tous leurs effets de campagne, et un grand nombre de prisonniers parmi lesquels trois généraux.

La bataille de Zurich est un de ces faits d'armes qui appellent la méditation, parce qu'elle fut gagnée par des manœuvres, et que ces manœuvres furent adaptées au temps, aux lieux et au caractère particulier des Russes de l'époque. Devant des adversaires auxquels une aveugle confiance n'eût pas fait négliger les précautions et les soins ordinaires de surveillance, il n'eût pas été facile de jeter le pont de Dietikon et de déboucher sur le plateau de Kloster-Fahr; mais les Russes, habitués à trouver la victoire dans des attaques de front, où le nombre et le courage décident de tout, n'imaginaient pas qu'on pût les tourner. Leur aveugle sécurité, et l'idée où ils furent, jusqu'au dernier moment, que les républicains n'avaient rien de mieux à faire que de se porter directement contre les remparts du petit Zurich, doivent être considérés comme la cause de leur défaite. Il faut convenir néanmoins que, tout en rappelant de la manière la plus éclatante qu'il avait été le lieutenant de Bonaparte à Arcole et à Rivoli, Masséna ne tira pas tout le parti possible de sa belle conception. Du moment où il fut démontré que les efforts de Korsakof se porteraient contre Oudinot (et, à cet égard, plus de doute le 25 au soir), pourquoi ne pas profiter de la nuit pour diriger toute la réserve de Klein et le reste de la division Ménard au soutien de l'aile gauche? Les Russes, entourés de toutes parts au point du jour, se seraient vus contraints de poser les armes. Craignait-on, contre toute vraisemblance, que l'ennemi, remontant la Sil, n'attaquât

Soult à revers, et ne se rejoignît ensuite à Suwarof? Mais la division Mortier suffisait, et au delà, pour prévenir l'effet d'une manœuvre aussi téméraire. Ces réflexions, que d'autres écrivains ont consignées avant nous (1), ne sauraient dispenser d'envisager le passage de la Limmat comme un des plus beaux faits d'armes des guerres de la révolution, et de convenir que Masséna mérita d'être appelé le sauveur de la république.

Gloire donc à cette grande illustration militaire; gloire à tous ceux qui prirent une part si brillante à ce beau fait d'armes! Deux motifs peuvent porter à méditer les grandes batailles, la conception ou les résultats politiques, et de ces motifs qui se trouvent réunis dans celle de Zurich, l'un provoque l'admiration, l'autre la reconnaissance.

Bien qu'en général les Français sachent mieux que les autres nations tirer parti d'un avantage, ils ne poursuivirent les Russes qu'avec méthode, dans la crainte de trop s'éloigner de leur aile droite. Masséna n'ignorait pas qu'il lui restait beaucoup à faire avant de s'être débarrassé de Suwarof; il laissa le commandement à Oudinot, et se rendit de bonne heure à Shwitz à la tête de la division Mortier, se faisant suivre à quelque distance par la réserve de grenadiers. Les opérations avaient commencé sur cette partie de notre ligne le même jour et à la même heure que devant Zurich; elles étaient fort actives, et les succès variés, ainsi que nous allons le voir.

Non moins heureux que le général en chef, Soult avait passé la Linth au-dessous de Wesen, le 25 au matin, et chassé les Autrichiens jusque derrière le Rhin. Les dispositions vicieuses de ces derniers, qui s'étaient éparpillés en une chaîne de petits postes, et la mort de leur chef, le général Hotze, tué un des premiers, avaient puissamment contribué au succès de l'entreprise.

Si nous attaquâmes au centre, nous fûmes prévenus à la

(1) Le prince Charles et Jomini; voyez leurs ouvrages, déjà cités plusieurs fois.

droite. Les généraux Jellachich et Linken, afin d'ouvrir la vallée de la Linth à Suwarof, s'avancèrent, le premier de Sargans et de Wallenstadt, le second, de Coire par Schwanden, pour envelopper Molitor et tomber sur la droite de Soult : ils devaient se réunir à Glaris, et y attendre l'armée russe. Leur plan, comme tous ceux dont le succès repose sur des mouvements coïncidents, échoua de la manière la plus complète. Jellachich fut le premier à entrer en action : le 25, au soir, pendant qu'il tentait de vains efforts pour enlever Næfels, deux bataillons de la division Soult débouchèrent sur sa droite. Leur apparition et la nouvelle qu'il reçut en même temps de la mort de Hotze et de la déroute de son corps, le déterminèrent à se retirer dans la crainte d'être coupé. Sa retraite trop hâtée faillit occasionner la ruine de Linken d'abord, et ensuite celle de toute l'armée russe.

Celui-ci s'était approché de Glaris par le vallée de la Sernft. Un premier avantage qu'il obtint ne servit qu'à le compromettre de plus en plus, en l'engageant à s'avancer. Molitor, à peine débarrassé de Jellachich, porta toutes ses forces au point menacé et déborda le général autrichien déjà déconcerté de la défaite de ses collègues. Il n'en fallut pas davantage pour le décider à regagner Schwanden en toute hâte, et bientôt après les Grisons. L'approche de Suwarof, qui n'était plus qu'à quelques lieues, empêcha les Français de le poursuivre.

Le prince Charles a blâmé toutes ces différentes retraites successives et prématurées.

« Korsakof, dit-il, ayant été repoussé de Zurich, entraîna « la retraite de Petrasch (1) ; Petrasch, celle de Jellachich, « Jellachich, celle de Linken, et il n'y a pas de doute que, si « d'autres corps s'étaient trouvés à la file de ceux-ci, ils au- « raient tous fait la même chose et par le même motif. Tous « ces mouvements rétrogrades eurent lieu avant que le pre- « mier pût influer sur les autres, et s'étendirent plus loin

(1) Celui-ci avait remplacé Hotze.

« qu'il n'était possible que son influence pût les atteindre.
« Il est bien vrai que, dans la plupart des cas, on fera bien
« mieux de quitter une position de bon gré que de s'y laisser
« réduire par la force, surtout quand on risque de tout perdre
« en la tenant avec opiniâtreté; mais c'est une inconsé-
« quence que d'abandonner des points influents avant que
« l'ennemi ne soit en état de les prendre, et par la seule rai-
« son qu'il en aura peut-être la faculté plus tard (1). »

§ V.

Nous avons vu que Suwarof se trouvait au pied du Saint-Gothard le 23 septembre au soir; il ne perdit pas un instant pour le faire attaquer, pressé qu'il était de pénétrer dans la vallée de la Reuss.

Son armée, à laquelle s'était momentanément réunie la brigade Strauch, fut formée en trois colonnes, dont deux de quatre mille hommes, sur les ailes, pour tourner la position. Le général russe se réserva d'enlever Airolo, et de marcher directement sur l'Hôpital avec la colonne du centre, qui était la plus forte. Malgré la protection qu'ils empruntaient des lieux, les quatre bataillons de Gudin ne pouvaient pas opposer une bien longue résistance. Néanmoins, peu habitués à compter le nombre de leurs adversaires, ils tinrent la promesse qu'ils s'étaient faite de ne céder qu'à la dernière extrémité.

Les Russes n'eurent pas de peine à emporter le poste d'Airolo; mais venant ensuite à s'enfoncer dans la montagne, ils eurent bientôt lieu de reconnaître qu'il est des circonstances où le courage devient impuissant et ne sert qu'à augmenter la destruction en pure perte, s'il n'est guidé par la prudence et des méthodes. Ils trouvèrent partout la crête des rochers couronnée de nos adroits tirailleurs, et chaque pas qu'ils firent nécessita un nouvel assaut. Leur général, qui les vit hésiter un instant, se coucha, dit-on, dans un fossé et leur déclara *qu'il voulait être*

(1) *Campagne de* 1799, tom. II, pag. 280.

enterré là où ses enfants reculaient pour la première fois. Le vieux guerrier, qui ne connaissait d'autre moyen d'action que la force ouverte et les attaques de front, acheta chèrement de médiocres avantages. Rien n'annonçait encore qu'il s'ouvrirait un passage, quand, sur la fin du jour, sa colonne de droite apparut au sommet de la montagne. Avec sa poignée de braves, Gudin avait fait des prodiges, mais il n'avait pu se trouver partout : l'ennemi s'était glissé sur son flanc. Les Français se replièrent lentement et sans cesser de combattre; ils allèrent s'établir sur le mont Furca, se promettant de redescendre dans la vallée de la Reuss, aussitôt que Suwarof les aurait dépassés. Toutefois, celui-ci ayant prévu qu'ils ne manqueraient pas de harceler son arrière-garde, détacha la brigade Strauch à Ralp pour les contenir. Le maréchal bivouaqua, le 24 au soir, entre l'Hôpital et Urseren.

Lecourbe remontait alors la vallée à la tête de la brigade Loison, pour reconnaître et arrêter l'armée russe : il ne soupçonnait pas que ce mouvement pût le compromettre, quand, à peine sorti d'Urseren, on vint lui annoncer que Rosenberg y arrivait avec tout son corps, et qu'Auffemberg avait paru aux environs d'Amsteg. Ces derniers, qui étaient partis de Dissentis, à un ou deux jours d'intervalle, avaient traversé les montagnes situées entre le Rhin antérieur et la Reuss. Pressé de parer à un danger si imminent, et n'ayant pas l'espoir de rouvrir ses communications de vive force, le général français canonna un instant Suwarof pour lui imposer; puis jetant son artillerie dans la Reuss, et passant sur la rive gauche, il escalada les rochers qui le séparaient du vallon de Geschenen, et regagna heureusement Wasen (1).

D'Urseren, où il se réunit à Rosenberg, Suwarof continua de descendre la Reuss. Dans l'impossibilité de l'arrêter, les Français voulurent du moins retarder sa marche par tous les

(1) Nous avons suivi la version de Jomini, mais nous tenons d'un témoin oculaire que Lecourbe repassa sur la rive droite entre Urseren et le pont du Diable.

moyens possibles : ils détruisirent, à cet effet, la seule arche dont se compose le pont du Diable, et occupèrent les montagnes opposées de manière à en empêcher le rétablissement, et à couvrir de leurs feux l'entrée et le débouché du trou d'Uri (1). Mal inspirés par l'usage où ils étaient de toujours attaquer de front, les Russes se présentèrent audacieusement dans le défilé; mais ils y éprouvèrent pendant longtemps de nouvelles et inutiles pertes : beaucoup d'entre eux, qu'avaient épargnés les coups de leurs adversaires, furent précipités dans le lit de la rivière par ceux-là mêmes qui les suivaient. Exténués d'un rôle si dangereux, et convaincus qu'ils ne parviendraient pas à forcer l'obstacle, ils songèrent enfin à le tourner. Un gué qu'ils trouvèrent au-dessus du pont favorisa cette résolution tardive : ils y passèrent la Reuss, et contraignirent les Français à la retraite. Le pont ayant été rétabli avec des corps d'arbres, Suwarof ne tarda pas à arriver à Wasen.

Pressé par des forces aussi supérieures, et jugeant qu'il lui fallait abandonner la vallée de la Reuss, Lecourbe se retira sur Amsteg, attaquant et culbutant Auffemberg qui lui barrait le chemin. De retour à Altorf, il y rallia deux mille hommes à la brigade Loison, et se porta, le 26, sur le flanc des montagnes à l'ouest du lac des Quatre-Cantons; là il pouvait recevoir des renforts et des approvisionnements à l'aide de sa flottille. Cette retraite était excentrique, et l'on a pensé qu'il eût mieux fait de s'approcher de Schwitz, pour couvrir les derrières de Masséna. Mais, outre qu'il se plaçait sur le flanc de la marche de l'ennemi, il paraît qu'il craignit de s'enfoncer dans les affreuses gorges du Schachenthal.

Suwarof ayant rallié Auffemberg à Amsteg, établit son quartier général à Altorf, le 26. Comme, d'après le plan ar-

(1) Il s'agit d'une espèce de poterne sombre, étroite et taillée dans le roc de quatre-vingts pieds de longueur, conduisant au pont du Diable, par une pente très rapide. Ce pont, d'une seule arche, réunit les deux rives de la Reuss, qui se précipite ici de deux cents pieds au milieu des rochers.

rêté de concert avec les généraux autrichiens, il avait lieu de supposer que Linken et Jellachich seraient à l'attendre dans les environs de Glaris, il donna l'ordre de marcher par la droite, sans beaucoup s'inquiéter de la présence de Lecourbe sur son flanc. Dès le lendemain, l'armée quitta Altorf; elle prit sa direction vers Mutten, à travers les montagnes qui séparent la vallée de ce nom du Schachenthal, et qu'aucune troupe jusqu'alors ne s'était hasardée à franchir. Jamais sa constance n'avait été mise à de plus rudes épreuves, et cependant, d'autres plus cruelles encore lui étaient réservées. Manquant de vivres, obligée de défiler sur un seul rang et de traîner, pour ainsi dire, les bêtes de somme, elle employa trois jours à faire quelques lieues. Ajoutez que l'intrépide et audacieux Lecourbe, qui épiait tous ses mouvements, se jeta sur l'arrière-garde et ne cessa pas un instant de la harceler. Il fallut toute la docilité du soldat russe pour qu'un aussi court trajet n'entraînât pas une entière désorganisation.

Ce fut le 29 seulement, et pendant que les Russes prenaient quelques heures de repos à Mutten, que la rumeur publique apprit à Suwarof la défaite de Korsakof et des généraux autrichiens. Stupéfait, et ne sachant quel parti prendre, il assembla un conseil de guerre. Tous furent d'avis de renoncer à marcher sur Schwitz et de gagner la Linth au plus vite. Le vainqueur de Novi hésita longtemps à se conformer à cette détermination qu'il regardait comme déshonorante pour ses armes; mais enfin, l'opinion générale l'ayant emporté, Auffemberg reçut l'ordre d'occuper le Mont-Brakel et d'ouvrir la route de Glaris.

Molitor, contre lequel se dirigeait le torrent, fit la défense la plus habile, disputa le terrain pied à pied, brûla le pont de Nettsthal, et se retira derrière celui de Næfels. Les Russes le suivirent, mais agissant en homme qui n'appréciait pas moins l'importance que le danger de sa position, il neutralisa tous leurs efforts, et leur fit éprouver des pertes immenses: ses troupes les abordèrent huit fois à la baïonnette. Ce général, il est vrai, fut puissamment secondé par Gazan, qui ar-

riva à la tête d'un bataillon de grenadiers vers le milieu de cette lutte de quarante-huit heures (1-3 octobre).

Tandis que par leur résistance héroïque, ces derniers ravissaient à Suwarof tout espoir de gagner Wallenstadt, une affaire sanglante s'engageait sur les derrières. On n'a pas oublié qu'aussitôt après la victoire de Zurich, Masséna s'était porté au secours de sa droite : arrivé trop tard pour attaquer l'ennemi dans le Schachenthal, où il ne découvrit que les traces horribles de sa marche, il jugea que peut-être il pourrait encore l'atteindre à Mutten. Ayant alors dirigé Loison par Brunnen (1), vers Schwitz, où se trouvait déjà Mortier avec une brigade, le général en chef s'avança à la tête de leurs forces réunies. Les Russes serrés en masse sur deux lignes dans le fond de la vallée, reçurent le choc sans en être ébranlés; prenant au contraire l'offensive à leur tour, et ne se servant que de leur arme favorite, ils enfoncèrent les républicains, et les menèrent battant jusqu'à Schwitz, où une demi-brigade de troupes fraîches les arrêta. Cet échec, où nous perdîmes beaucoup de monde et cinq pièces de canon, fut la conséquence d'une trop grande précipitation, et de la négligence que nous apportâmes à occuper les flancs de la vallée.

Masséna, renonçant à forcer le Muttenthal, y laissa quelques bataillons en observation, et porta en toute hâte le reste de la division Mortier au soutien de Molitor et de Gazan.

Suwarof n'attendit pas le résultat de cette mesure; et décidé dès lors à opérer sa retraite sur le Rhin antérieur, il chargea Auffemberg d'ouvrir la marche par le val-d'Engi.

Les Russes venaient d'éprouver des pertes immenses, et cependant ils n'étaient pas au terme de leurs maux; peut-être même leur armée eût-elle été détruite entièrement, si les Français, profitant de leurs avantages, eussent lancé quelques détachements à sa poursuite; mais, satisfaits de

(1) Lecourbe ayant été nommé général en chef de l'armée du Rhin à cette époque, Loison le remplaça dans le commandement de sa division, et Soult, dans celui de toute l'aile droite.

recueillir tout son matériel et plusieurs milliers de blessés et de traîneurs, ils ne la pressèrent un peu vivement que pendant les deux premiers jours.

Il n'est pas de termes pour exprimer ce qu'eut d'horrible la situation des Russes, lorsqu'il leur fallut passer de la vallée de la Linth dans celle du Rhin. Une neige récente de deux pieds, et qui cédait à chaque pas, couvrait les sentiers escarpés des montagnes et dérobait les précipices à leurs yeux. Là, sur ces cimes arides et glacées, point d'habitations, point de ressources, point d'espoir de trouver le moindre aliment, le plus petit morceau de bois pour allumer du feu. Durant cette marche de quarante-huit heures, la plus pénible peut-être qu'ait jamais faite une armée, la chute des hommes de l'avant-garde était comme un sinistre et continuel avertissement pour ceux qui suivaient ; mais, souvent malheureux dans le choix d'une nouvelle direction, ces derniers n'évitaient un pas dangereux que pour tomber dans un autre plus dangereux encore. Tant de maux achevèrent de dégoûter les Russes, et Suwarof n'était pas à Ilanz, où il arriva le 8 octobre, qu'il avait formé le projet d'entrer en cantonnement pour attendre les ordres ultérieurs de sa cour.

Cette expédition, où l'on reconnaît plus d'énergie que de coup d'œil et de calcul de la part de ce général, eut l'issue de tant d'autres entreprises basées sur des mouvements coïncidents. Les chances deviennent d'autant moins favorables, dans ces projets toujours hasardés, que les distances à parcourir sont plus grandes, et que la nature du théâtre se prête à plus d'événements imprévus, à plus d'actions morcelées et à plus de résistance sur les points où l'on veut se porter. Non-seulement les premiers revers s'opposent à leur réussite, mais aussi les succès partiels ; car les uns et les autres détruisent l'harmonie des mouvements, sans laquelle la concentration ne peut s'opérer. Bien que disséminés, les Français l'étaient moins que leurs adversaires, et par cela seul, ils avaient un grand avantage. La défaite d'une seule colonne ennemie, défaite dont les autres ne pouvaient être informées que très

tard à cause des obstacles presque toujours insurmontables qui les séparaient, compromettait celles-ci et faisait nécessairement manquer tous les rendez-vous. Le seul moyen de parer à tous ces accidents, était de prendre la route un peu plus longue de Coire, par le lac de Como et le pied de l'Albula. Le projet de pénétrer par le Valais, qui eût amené les plus grands résultats avec une armée de trente à quarante mille hommes, n'eût été que téméraire avec dix-huit mille, et peut-être était-ce le dernier que Suwarof devait adopter.

L'archiduc Charles, après avoir rappelé que dans le court espace de dix-huit ans, douze grandes batailles (1) ont été perdues par l'effet de calculs ainsi fondés sur des manœuvres compliquées et sur l'attaque simultanée de plusieurs colonnes éloignées, passe ensuite aux réflexions suivantes :

« Nous voyons cette faute, dit-il, reproduire si souvent les « mêmes désastres ; nous la voyons toujours punie d'une « manière si frappante, et cependant elle se retrouve si fré- « quemment dans les annales militaires ! et les mêmes gé- « néraux s'y laissent prendre plus d'une fois ! c'est qu'on « aime à se faire illusion. On attribue les revers à des causes « différentes ; on se console par l'énumération des grands ré- « sultats, que des dispositions si adroitement combinées au- « raient dû amener sans faute, si l'exécution avait répondu à « la sagesse du plan, et l'on ne veut pas comprendre que « c'est précisément dans l'exécution où gît le grand obstacle, « impossible à vaincre sur le champ de bataille.

« Plus un plan est compliqué, plus il y a de colonnes ; « plus les points d'où elles partent sont éloignés les uns des « autres, plus il y a de préparatifs à faire, et plus il faut

(1) Les voici :

Turcoing,	1794.	Genola,	1799.
Lonato,	1796.	Hohenlinden,	1800.
Neresheim,	1796.	Austerlitz,	1805.
Rivoli,	1796.	Pultusk,	1806.
Stockach,	1799.	Talavera,	1809.
La Trebia,	1799.	Salamanque,	1812.

« anticiper les dispositions. Or, comme de nouveaux inci-
« dents se présentent sans cesse, que plusieurs auront eu
« lieu avant le commencement de l'opération, ces mêmes dis-
« positions ne sont plus applicables aux circonstances du
« moment. Le connaisseur profond, l'habile praticien dont
« l'expérience est mûrie par la réflexion, sera certainement
« convaincu que, dans la science de la guerre comme dans
« toutes les autres, les moyens les plus simples sont toujours
« les meilleurs, les plus sûrs, les plus convenables. Ils con-
« duisent au but par la voie la plus courte et la plus décisive,
« et quand même le sort leur serait contraire, ils entraînent
« les résultats les moins funestes (1). »

La délivrance entière de la Suisse fut le résultat presque immédiat de la bataille de Zurich et de la retraite de Suwarof. A peine débarrassé de ce dernier, Masséna reporta vivement ses masses de sa droite à sa gauche pour assaillir les débris de Korsakof. Gazan reçut l'ordre de se diriger sur Rheineck et Constance; Oudinot, celui d'enlever la tête de pont de Busingen, où les Russes s'étaient réfugiés; Mortier s'établit à Sargans pour observer Jellachich; Loison fut chargé de reprendre le Saint-Gothard, et d'inquiéter Linken dans la vallée du Rhin antérieur.

Korsakof, dans l'ignorance de ce qui s'était passé sur la Linth, voulut tenter une diversion en faveur de Suwarof; il déboucha, le 7 octobre, de Busingen à la tête de quatorze mille hommes, et se porta contre Ménard et Lorges, qui de leur côté, se préparaient à l'attaquer. La supériorité du nombre valut d'abord quelques avantages aux Russes: Ménard, contre lequel leurs efforts se dirigèrent principalement, perdit du terrain; mais la réserve étant alors arrivée de Winterthur, l'ennemi fut culbuté et contraint de chercher un refuge dans la tête de pont. Oudinot, qui s'était approché dans le dessein de s'emparer de ce débouché important, n'attendit que la chute du jour pour ordonner de l'enle-

(1) *Campagne de 1799*, tom. II, pag. 254.

ver. La valeur républicaine se brisa contre les obstacles de l'art et l'opiniâtreté russe. L'ouvrage était d'un bon profil, et d'ailleurs flanqué par les batteries de la rive droite du Rhin. On se pressa trop; les troupes étaient fatiguées, et l'on ne calcula pas assez que l'on avait affaire à des forces considérables.

Au moment même où ceci se passait, Gazan attaquait le prince de Condé à Constance. Les Français, si malheureusement opposés les uns aux autres, combattirent dans cette occasion avec un égal acharnement. Trois fois la ville fut prise et reprise. Le corps de Condé qui se trouva un instant coupé, et exposé à être entièrement pris, se fit jour l'épée à la main; la ville resta au pouvoir des républicains.

Les Russes, à la nouvelle de cette échauffourée, et sans doute aussi par la crainte de se voir forcés dans la tête de pont de Busingen, d'où il n'eût pas été facile de se retirer en cas d'échec, replièrent leurs ponts et évacuèrent ce poste, sans plus tarder, donnant ainsi à connaître qu'ils désespéraient de pouvoir entrer dans la Suisse septentrionale. Comme, de son côté, Loison parvint à chasser les Autrichiens du Saint-Gothard et de la vallée du Rhin antérieur; que Mortier les délogea des autres points qu'ils occupaient encore sur la rive gauche, le fleuve servit encore une fois de démarcation aux armées opposées : ce qui donne lieu de remarquer qu'il n'y eut à proprement parler qu'en Italie où la campagne de 1799 fut désastreuse pour les Français.

Malgré la perte de Constance et de Busingen, les alliés eussent pu reprendre l'offensive avec avantage, s'ils avaient su disposer des ressources qui leur restaient. Au premier avis des succès de Masséna, l'archiduc était accouru de Manheim aux sources du Danube, à la tête de vingt-cinq mille hommes; le corps de Nauendorf, fort de dix mille, n'avait pas combattu, et se trouvait toujours entre Schaffouse et Bâle. Ces forces et les débris de Korsakof formaient un total de cinquante mille hommes à l'ouest du lac de Constance. D'Ilanz, où nous avons vu qu'il établit son quartier général le 8, Suwarof des-

cendit successivement à Coire et à Feldirch : la réunion de son corps à ceux de Linkin, d'Auffemberg, de Jellachich et de Petrasch, composait une seconde masse de trente-cinq à quarante mille hommes, d'un côté où les Français n'en avaient pas vingt mille. Qui n'aurait cru que les alliés affluant du nord et du midi, se retrouveraient bientôt sur les bords de la Limmat? Ils entouraient leurs adversaires avec des forces supérieures. S'ils n'y parvinrent pas, c'est qu'ils avaient perdu la réputation des armes; c'est aussi que ces forces appartenaient à deux armées, l'une et l'autre sous des chefs indépendants et peu disposés à s'entendre.

Suwarof se serait volontiers décidé à rentrer en Suisse, si les Autrichiens avaient voulu se conformer à ses plans; mais comme ils ne jugèrent pas à propos de les adopter, le temps se passa en vaines discussions. Le maréchal russe trancha la question, en déclarant d'un ton piqué que ses troupes, d'ailleurs peu propes à la guerre de montagnes, avaient besoin de repos. Toutes les représentations de l'archiduc furent inutiles; il rejeta même avec hauteur la proposition d'une entrevue, et ne consentit qu'après bien des difficultés à laisser Rosenberg à Bregenz jusqu'au 4 novembre. Les Russes allèrent prendre des cantonnements en Bavière, pour ne plus rentrer dans la lice.

« L'alliance entre l'Autriche et la Russie, dit le prince « Charles, se rompit comme la plupart des coalitions for- « mées par les calculs de puissances égales en forces. L'idée « d'un avantage commun, le prestige d'une confiance basée « sur les mêmes opinions, préparent les premiers rapproche- « ments; la différence des avis sur les moyens d'atteindre « le but commun sème la mésintelligence, et ce sentiment « perfide croît à mesure que les événements changent les « points de vue, dérangent les objets, et trompent les espé- « rances. Il éclate enfin, quand des armées indépendantes « doivent agir ensemble. Le désir naturel d'obtenir la préé- « minence dans le succès comme dans la gloire, excite les « passions rivales des chefs et des nations. L'orgueil et la

« jalousie, la ténacité et la présomption naissent du conflit « de l'ambition et des avis opposés. Les contradictions conti-« nuelles aigrissent de plus en plus, et c'est un hasard heu-« reux, quand une pareille union se dissout sans que les « deux partis tournent les armes l'un contre l'autre (1). »

L'approche de l'hiver suspendit les opérations. Les Français avaient besoin de se refaire, et Masséna ne mérite aucun reproche d'avoir borné ses entreprises à la possession de la Suisse. Il se fût en vain promis de bons résultats d'un mouvement sur le Vorarlberg et le Tyrol : leur conquête, déjà si difficile au mois de novembre, eût exposé ses communications. Le parti, plus judicieux, de passer le Rhin au-dessous du lac de Constance n'eût amené de grands succès qu'autant qu'une diversion puissante de l'armée du Rhin eût rappelé l'archiduc à sa droite ; mais cette armée, composée de deux divisions seulement, et de quelques bataillons venus de l'intérieur, était loin de pouvoir agir avec efficacité.

Muller, qui la commanda d'abord, avait passé le Rhin à Manheim le 26 août, poussant devant lui les troupes légères du corps de Starray. Son dessein était d'attirer l'attention de l'archiduc en se portant contre Philipsbourg. Arrivé devant cette place le 1er septembre, et sur le refus du gouverneur de l'évacuer, il en commença sans plus tarder le bombardement. Déjà la plupart des maisons se trouvaient réduites en cendres, lorsque les mouvements de Starray vinrent troubler l'entreprise. Les Français se portèrent à sa rencontre, le battirent et le chassèrent jusqu'au delà de Lauffen. Mais à peine entrés dans cette dernière ville, ils durent rétrograder à leur tour pour ne pas être écrasés par l'archiduc qui s'avançait en toute hâte. C'était la seconde fois, depuis l'ouverture de la campagne, que nous étions contraints de renoncer au blocus de Philipsbourg. L'armée repassa le Rhin, le 14, à l'exception de la division Laroche, qui resta dans les retranchements encore imparfaits de Manheim et de Neckerau.

(1) *Campagne de* 1799, tom. II, pag. 273.

Cette division y fut attaquée le 17 par l'archiduc en personne. De sages dispositions et la supériorité du nombre procurèrent la victoire aux Autrichiens; ils restèrent maîtres des ouvrages, et nous prirent quinze cents hommes, vingt pièces de canon et deux drapeaux. Cependant, malgré cet échec, notre petite armée avait rempli le but qu'elle s'était proposé, d'opérer une diversion en faveur de Masséna. Ne pouvant plus rien tenter d'important devant des forces triples, et obligée d'ailleurs d'envoyer des détachements en Hollande, elle prit des cantonnements sur la rive gauche du Rhin. Le général Ney la commanda provisoirement en attendant l'arrivée de Lecourbe.

Rassuré par la victoire de Zurich et par les premiers avantages obtenus sur le duc d'York, le Directoire tourna toute son attention vers l'Alsace. Une partie des renforts destinés à marcher en Suisse et en Hollande furent dirigés sur l'armée du Rhin. Ney, que ces renforts autorisaient à agir, et qui avait à cœur de ne remettre le commandement à son général en chef que sur le territoire ennemi, passa le fleuve le 11 octobre, culbuta les avant-postes autrichiens dans la direction de Francfort, leva des contributions autour de cette ville, enleva Heidelberg et Manheim, et se présenta devant Philipsbourg. Trop faible cependant pour investir cette place, il s'établit dans les environs de Manheim, où bientôt arriva Lecourbe avec quelques bataillons.

L'archiduc, ainsi que nous l'avons vu, était retourné vers la Suisse. Bien qu'avec des forces supérieures, ce prince n'en était pas moins dans l'embarras, il devait faire face à la fois à Masséna victorieux, qui menaçait sa gauche, et à Lecourbe qui pressait sa droite. « Si une position centrale et saillante « est avantageuse, dit Jomini, ce n'est pas quand elle est « bornée par un fleuve qui interdit tout mouvement offensif « contre l'une ou l'autre des parties ennemies. Les Français « étant maîtres des deux côtés du grand angle formé par le « Rhin, et possédant des places qui offraient la faculté de « déboucher sur les flancs des Impériaux, l'archiduc devait

« agir avec prudence et attendre ses adversaires sur un « terrain où il pût les combattre avec moins de désa« vantage. »

Lecourbe n'eut pas plutôt rejoint son armée, qu'il résolut d'investir de nouveau Philipsbourg. On s'obstina, pendant toute la campagne, à accorder à cette place une importance qu'elle n'avait pas réellement, surtout depuis que nous possédions les têtes de pont de Cassel et de Khel. Ney s'avança, le 21, vers Heilbrunn, et se saisit des débouchés du Necker. Le centre appuya ce mouvement, en se dirigeant sur Durlach et Graben; pour la troisième fois la place se trouva bloquée. L'archiduc, alors en discussion avec Suwarof sur les moyens de rentrer en Suisse, chargea ses lieutenants d'arrêter les progrès de l'armée du Rhin. Ceux-ci, à l'aide d'un renfort de quatre mille hommes que leur fournit le duc de Wurtemberg, attaquèrent notre aile gauche à Erligheim, le 3 novembre, et la forcèrent de se replier après l'avoir débordée. Deux bataillons formés en carré soutinrent la retraite et donnèrent le temps d'évacuer Lauffen. Les généraux Ney et Lorcet furent blessés en chargeant à la tête de la cavalerie. Notre aile droite, que cet échec laissait à découvert, se retira aux environs de Wisloch, ainsi que le reste de l'armée. Nous fûmes battus pour nous être laissé prévenir dans des positions trop étendues, au lieu de marcher à la rencontre de l'ennemi.

L'arrivée de nouveaux bataillons et l'hésitation des Autrichiens, qui n'avaient osé poursuivre leurs succès, décidèrent Lecourbe à investir Philipsbourg pour la quatrième fois. L'entreprise réussit complétement : une partie de la garnison, qui s'était avancée au soutien du prince de Lorraine (1), fut coupée et prise avec quatre canons. Le général français occupa ses anciennes positions autour de la place, à cela près, cependant, qu'il s'étendit un peu moins que la première fois. Une attention qu'il négligea, et qui l'eût dispensé de border le

(1) Il commandait en l'absence du prince Charles.

Necker, était de faire remonter son pont près de Philipsbourg, au lieu de le laisser à Neckereau.

Le prince Charles ayant renoncé à toute entreprise contre la Suisse, et ne voyant d'ailleurs rien de menaçant dans les dispositions des Français de ce côté, dirigea Starray au secours de la place avec quelques renforts. Celui-ci rassembla quinze bataillons et cinquante et un escadrons sur l'Enz; d'où il s'ébranla au commencement de décembre pour attaquer notre centre et notre aile gauche. Son projet, bien qu'en l'obligeant à un long circuit, était judicieusement conçu, et d'abord parce qu'il tendait à nous séparer de Neckereau, et ensuite, parce que, de ce côté, le pays se prêtait au développement de la nombreuse cavalerie autrichienne. Lecourbe avait resserré ses postes; mais, obligé de tout couvrir, ses troupes étaient encore trop dispersées pour recevoir le combat avec avantage. Sa ligne, qui se prolongeait du Necker au Rhin, par Helmestadt, Sintzheim et Munzingen, présentait un développement de cinq à six lieues. Dans la circonstance où il se trouvait, le parti le plus sûr et le plus conforme à la règle, eût été de prévenir l'ennemi, et de saisir le moment où il défilait devant le front de l'armée pour l'attaquer. S'il ne crut pas devoir le prendre, c'est que sans doute il craignit qu'en s'éloignant du Rhin la cavalerie ennemie ne débouchât sur ses communications.

Une première affaire s'engagea le 2 décembre; Starray se bornant à faire observer nos ailes, dirigea toutes ses masses contre Sintzheim et Munzingen. Ayant réussi à nous enlever ces positions, notre centre se trouva débordé des deux côtés, et sur le point d'être enveloppé. Lecourbe, qui le commandait en personne, effectua sa retraite sur Wisloch et sur le mamelon de Horremberg. Désormais, le salut de l'armée dépendait de l'occupation de ce point central : l'ennemi, en s'en emparant, acquérait la faculté de couper l'une ou l'autre de nos ailes, et peut-être toutes deux à la fois, s'il avait eu plus de forces.

L'action recommença le 3 au matin; les Français, appré-

ciant l'importance d'un pareil poste, le défendirent avec leur valeur ordinaire; mais, pendant qu'on se disputait avec acharnement la possession de Horrenberg et de Wisloch, une colonne ennemie passait outre et s'emparait de la chaussée de Leimen à Heidelberg, sur les derrières de notre aile gauche. Dans ce péril extrême, jugeant combien il lui importait de gagner du temps, le général français eut recours à la ruse, et proposa une suspension d'armes, sous prétexte que Berthier se rendait à Vienne pour traiter de la paix.

Starray, qui lui-même n'était pas sans inquiétude pour son flanc droit, donna dans le piége, et conclut l'armistice sous réserve de la ratification de l'archiduc. Lecourbe n'en voulait pas davantage; et peu disposé, comme on peut le croire, à attendre la réponse du prince, qui ne devait arriver qu'après trois jours, il replia ses troupes et regagna tranquillement la rive gauche du Rhin. Cet événement termina les opérations, qui déjà depuis longtemps n'avaient pas un but dont on puisse se rendre compte.

§ VI.

Il ne nous reste plus qu'un seul mot à dire sur l'expédition des Anglo-Russes en Hollande, pour avoir analysé toute la campagne de 1799.

Rétablir dans les Provinces-Unies la maison d'Orange et le stathoudérat, favoriser par une puissante diversion les armées russes et autrichiennes, et, quelle que fût l'issue de l'entreprise, s'emparer des débris de la marine batave; tels étaient, en résumé, le but et les motifs apparents ou cachés de cette expédition, pour laquelle l'Angleterre prodigua son or et ses soldats. C'est l'avantage d'une armée de débarquement de pouvoir se présenter sur un point où elle n'est pas attendue. La raison militaire eût voulu que l'on descendît aux bouches de la Meuse pour menacer la retraite des Français; mais, impatients de s'approcher du Texel où s'était réfugiée la flotte

hollandaise, les Anglais résolurent de débarquer à la pointe du Helder, dont les atterrages sont d'ailleurs moins dangereux que sur toute autre partie de la côte.

Les forces républicaines consistaient en trente-cinq mille combattants, dont quinze mille Français. La division Vandamme était cantonnée de Nimègue à la côte; celle du général Desjardins occupait la Zélande. Daendels, avec la première division batave, gardait la Nord-Hollande; Dumonceau, avec la seconde, la Frise et le pays de Groningue. Ces forces restèrent ainsi dispersées jusqu'au dernier moment. La seule mesure prise à propos, fut de confier le commandement de l'armée batave au général Brune, qui déjà avait celui de l'armée française.

Une avant-garde de seize mille hommes anglais, aux ordres du général Abercromby, débarqua le 27 août. Daendels eut le temps d'accourir au point menacé; mais au lieu de tomber en masse sur les premiers détachements ennemis, il dissémina ses troupes, dans l'espoir chimérique de tout couvrir, et se fit battre. Moins en état de résister que jamais à la suite de cet échec, il abandonna aux Anglais la partie de la presqu'île appelée le Zyp, et vint prendre position, la gauche à Alkmaar, la droite à Avenhoorn. Tout conspirait au succès de l'armée expéditionnaire. Les marins hollandais, qui déjà avaient montré leur mauvaise disposition, arborèrent le pavillon du stathouder à la vue des vaisseaux anglais, et contraignirent leurs officiers à livrer la flotte. Cette capture importante, en assurant à l'ennemi la libre navigation du Zuyderzée, engageait Abercromby à pousser ses premiers avantages. Mais, ne voulant rien hasarder avant l'arrivée du reste de l'armée, qui était attendu pour le 12 septembre, il s'avança avec une extrême circonspection. Sa lenteur donna le temps à Brune de concentrer ses forces, et, dès le 8, vingt et un mille hommes se trouvaient réunis dans la position d'Alkmaar.

Ce dernier, par un motif tout opposé à celui qui arrêtait son adversaire, se décida à prendre sur-le-champ l'offensive. Les Anglais, qui devaient déjà se trouver rassurés par les

difficultés mêmes du pays, sillonné en tous sens d'une foule de digues et de canaux, avaient encore ajouté à sa défense naturelle par des redoutes et des coupures ; ils s'étaient surtout attachés à fortifier les villages de Petten et d'Oude-Sluys, qui servaient d'appuis à leurs ailes. Tant d'obstacles réunis laissaient peu de chances aux assaillants ; mais comme un revers ne pouvait entraîner des conséquences bien fâcheuses, et qu'un succès signalé devait au contraire placer Abercromby dans la situation la plus critique, le général français n'hésita pas à ordonner l'attaque. L'armée gallo-batave s'ébranla en trois colonnes, le 10 au matin. Vandamme, à gauche, dut longer les dunes et se rendre maître de Petten qui était la clef de la position ennemie. Dumonceau, au centre, fut chargé d'emporter le pont de Krabbendam et forcer la tête des retranchements, tandis qu'avec la droite Daendels s'emparerait d'Ennigenbrug.

Toutes ces différentes attaques échouèrent : les gardes anglaises qui avaient à se créer une réputation, combattirent en troupe d'élite et arrêtèrent la colonne de gauche. Après d'inutiles efforts, qui coûtèrent la vie au général David, Vandamme, pris en flanc par l'artillerie de quatre bâtiments embossés près du rivage, effectua sa retraite sur Alkmaer. Une des brigades de Dumonceau s'ébranla trop tard ; l'autre prit une fausse direction, croisa la colonne de Daendels, et donna contre Ennigenbrug au lieu de se porter sur Krabbendam. Les troupes de celui-ci se comportèrent mollement, et saisirent le prétexte de l'apparition d'un détachement ennemi sur leur flanc droit pour se retirer. Brune n'ayant plus l'espoir de s'opposer au débarquement des autres divisions, abandonna prudemment l'offensive, et ne songea plus qu'à couvrir Amsterdam et Haarlem. Il fit des coupures sur tous les chemins, construisit des redoutes sur les têtes des digues, et multiplia partout les obstacles.

Le prince d'Orange essaya de pénétrer dans l'Overyssel, où il avait des partisans : sa présence ne produisit pas un effet favorable à sa cause ; plus exaspérés que jamais, les

paysans coururent aux armes et le contraignirent à s'embarquer pour rejoindre le quartier général anglais.

Le débarquement du corps auxiliaire russe et celui d'une nouvelle division anglaise, portèrent l'armée ennemie à trente-six mille hommes. Le duc d'Yorck, qui la commandait, ne se donna que le temps de prendre connaissance de l'état des choses pour ordonner un effort décisif. Il partagea ses forces en quatre colonnes : deux de dix mille hommes chacune, aux extrémités de sa ligne, devaient enfoncer et tourner nos ailes. Les Russes eurent la mission difficile de déboucher entre Alkmaer et la mer pour ouvrir le chemin d'Haarlem et de Leyde. Les deux autres colonnes furent chargées d'attaquer de front et de fournir des renforts aux premières, sur lesquelles on comptait principalement pour fixer la victoire. Si l'on considère qu'il s'agissait de déboucher de la presqu'île, et que le seul moyen d'y parvenir était de culbuter l'aile gauche des républicains, on sera conduit à trouver ces dispositions des plus vicieuses. Que pouvait espérer le duc d'Yorck de la colonne de gauche, qu'un succès conduisait à s'enfoncer de plus en plus dans le cul-de-sac du Zuyderzée? Encore s'il eût eu la certitude que les Russes suffiraient pour forcer Bergen et Alkmaer; mais il devait lui rester d'autant plus de doute à ce sujet, que le général français ne pouvait manquer de rassembler l'élite de son armée pour la défense de ces points capitaux. *S'il est des circonstances où l'on doive profiter de la supériorité du nombre pour agir sur les deux ailes de l'adversaire en même temps, comme il est rare que l'attaque de l'une ne présente pas plus de chances que celle de l'autre, ce n'est jamais qu'après s'être assuré la supériorité d'action au point décisif qu'il convient de l'entreprendre et seulement avec l'excédant de ses forces disponibles.* L'oubli de cette règle essentielle, et un défaut d'accord dans le mouvement des colonnes, qui s'engagèrent à des heures différentes, firent échouer l'entreprise.

Les Russes sortirent de Petten, le 19 septembre, à trois heures du matin, et attaquèrent avec la plus grande impétuo-

sité. Rien ne leur résista d'abord : s'emparer de nos premiers postes et des villages de Kamp et de Groët fut pour eux l'affaire d'un moment. Les troupes de l'avant-garde réunies à Schoorl par les soins du général Rostolland, les arrêtèrent, il est vrai, pendant plus de deux heures ; mais ce retard n'ayant fait qu'ajouter à leur impulsion, ils atteignirent bientôt Bergen. Ce fut vainement que Gouvion et Rostolland entreprirent de s'y défendre. Une colonne ennemie menaça leur flanc et les obligea de prendre position en arrière. Le torrent, cependant, allait rencontrer une digue : la réserve accourait d'Akmaer ainsi que plusieurs renforts tirés du centre. Vandamme les réunit à sa division, et se porta en trois colonnes sur Bergen. Les Russes ne purent résister à ce triple choc : tournés d'un côté par Gouvion, de l'autre par Rostolland, chargés à la baïonnette par la réserve, ils furent mis dans la plus complète déroute ; peu se sauvèrent, une partie resta sur le champ de bataille, le reste fut pris avec le général en chef Hermann. Le duc d'Yorck essaya de réparer cet échec : deux brigades qu'il envoya pour arrêter la poursuite et donner aux Russes le temps de se rallier, reprirent le village de Schoorl ; mais comme elles n'étaient pas soutenues et que la masse des Français ne tarda pas à se montrer sur ce point, elles furent contraintes de l'évacuer et de regagner Petten au plus vite. Victorieux à la gauche, les Gallo-Bataves perdaient du terrain au centre et à la droite. Mais telle est l'influence d'un succès remporté au point décisif, qu'elle compense et au delà les échecs éprouvés ailleurs. Les Anglais n'eurent pas plutôt appris le sort des Russes, qu'ils hésitèrent à s'avancer, dans la crainte d'être assaillis et débordés par l'aile victorieuse. Dumonceau et Daendels reprirent leurs premières positions.

Cette journée, dans laquelle l'armée combinée perdit cinq mille hommes, sept drapeaux et vingt-six bouches à feu, eut pour résultat de semer la mésintelligence entre les Russes et les Anglais, et de doubler la confiance de la nation hollandaise.

Au lieu de renouveler immédiatement la lutte en profitant de l'expérience acquise à un si haut prix, le duc d'York attendit jusqu'au 2 octobre. Cette fois, du moins, les attaques furent combinées d'une manière plus judicieuse. Le prince forma quatre colonnes, comme précédemment, mais il ne fut plus question de diriger la plus forte sur Hoorn et Purmerend. Les deux principales reçurent l'ordre de s'avancer par les Dunes et sur Bergen, de sorte que près de vingt mille hommes menaçaient l'aile gauche des Gallo-Bataves : on combattit tout le jour et jusque dans la nuit. L'avantage resta aux Anglais, qui bivouaquèrent sur le champ de bataille; ils étaient parvenus à pénétrer entre Bergen et la mer. Ce village n'étant plus tenable, Brune l'évacua, le 3, ainsi que la petite ville d'Alkmaer, et vint s'établir en arrière à la hauteur de Limen et de Kastrikum. La division Daendels se retira sur Purmerend et Monikendam, pour couvrir les débouchés des polders. Cette journée coûta environ deux mille hommes à chaque parti.

Dès le 6 au matin, le duc d'York fit attaquer tout le front de la nouvelle position. Un succès qu'il obtint d'abord au centre lui permit de s'avancer jusqu'à Kastrikum : mais l'action devenant générale, le sort des armes changea tout à coup. Les républicains prirent l'offensive à leur tour : Brune se mit à la tête de la cavalerie, et saisissant un moment favorable pour charger, il enfonça la ligne anglo-russe, et la contraignit de se replier avec perte. Les deux armées rentrèrent dans leurs positions respectives. Daendels avait également réussi à se maintenir au milieu des polders.

Le résultat de cette seconde bataille, peu décisive en apparence, était pourtant entièrement à l'avantage des républicains; car pour eux, et l'événement ne tarda pas à le prouver, c'était avoir vaincu que de n'avoir pas été obligés de rétrograder. Effectivement, le duc d'York y vit l'impossibilité absolue de parvenir à déposter son adversaire. Ce prince, plutôt pour mettre sa responsabilité à couvert que pour recueillir des avis dans l'intérêt d'une entreprise qu'il considé-

rait avec raison comme manquée, réunit dès le lendemain ses officiers généraux en conseil de guerre. Leur décision unanime fut que l'armée ne pouvait tenir plus longtemps cette position avancée, et qu'il fallait regagner le Zyp, pour y attendre des renforts et de nouveaux ordres du gouvernement. Cette mesure, exécutée le jour même (8 octobre), replaça les deux partis sur le terrain qu'ils occupaient avant la bataille de Bergen ; c'est-à-dire que Brune transporta de nouveau son quartier général à Alkmaer, que Vandamme reprit ses anciens postes vis-à-vis de Petten, et que Daendels rétablit ses communications avec Dumonceau.

Retirée derrière les retranchemens du Zyp, l'armée ennemie n'avait pas à craindre de s'y voir sérieusement inquiétée; mais sa situation n'en était pas moins critique : ses ressources s'épuisaient de plus en plus, et déjà la saison s'opposait à l'arrivage des convois. La langue de terre qu'elle couvrait tout entière de ses bivouacs eût à peine fourni à sa subsistance d'un seul jour : ajoutez que les combats et le nombre toujours croissant des malades l'avaient réduite à moins de vingt mille hommes. En persistant à rester plus longtemps sur cette péninsule funeste, on s'exposait à être forcé ou de mettre bas les armes, ou de se rembarquer à la vue d'un ennemi victorieux et entreprenant.

Ces considérations, et peut-être aussi la nouvelle de la défaite des Russes à Zurich, engagèrent le duc d'York à devancer les ordres de son gouvernement et à hâter le dénoûment d'une expédition qui ne devait produire que des regrets. Il envoya un parlementaire au quartier général français pour traiter de l'évacuation. La restitution de la flotte hollandaise, sur laquelle insista Brune, empêcha d'abord les négociateurs de s'entendre. Mais enfin, ce général se départit de ses prétentions, et signa, le 18 octobre, le traité définitif de l'évacuation, qui devait être effectuée avant le 1er décembre.

On a attribué la mauvaise issue de cette expédition : 1° au choix du point de débarquement ; 2° à l'hésitation d'Abercromby, qui ne profita pas du seul moment favorable pour

pousser jusqu'à Haarlem ; 3° à l'arrivée successive des divisions de l'armée combinée ; 4° aux mesures aussi sages que vigoureuses de Brune. Alors même qu'il eût perdu sa position de Kastrikum, il lui en restait plusieurs autres aussi fortes en arrière, dont l'ennemi n'eût pu s'emparer qu'après de longs efforts, et en laissant la divison Daendels sur son flanc gauche.

Aucune période ne fournit matière à autant de réflexions que la campagne de 1799. Célèbre dans les annales militaires, à la fois glorieuse et désastreuse pour la France, elle surpassa toutes celles qui l'avaient précédée, tant par la multiplicité des combats, que par la complication des événements et des marches. A part Schérer, dont les titres au commandement en chef n'étaient point suffisamment constatés, on ne vit figurer que d'habiles généraux à la tête des armées. Mais si l'on ne peut qu'applaudir à un choix d'hommes de la trempe de Jourdan, de Moreau, de Masséna, de Joubert, il est certain néamoins que le Directoire n'assigna pas à chacun la destination que semblaient lui départir ses services antérieurs et le souvenir des guerres précédentes. N'était-ce pas au lieutenant de Bonaparte en 96, à défendre une conquête à laquelle il avait pris une part si active et si glorieuse ? Qui, mieux que Moreau, pouvait diriger les opérations dans la vallée du Danube, lui, qui s'y était fait naguère une réputation méritée ? Outre qu'il fallait éviter d'opposer une seconde fois Jourdan au vainqueur de Wurtzbourg, et puisque son expérience et son ancienneté l'appelaient à coordonner les mouvements de trois armées, ne convenait-il pas de lui donner le commandement de celle du centre ? Nos ressources, à l'ouverture de la campagne, étaient assurément trop au-dessous de celles de nos adversaires pour que cet arrangement pût changer le cours de nos destinées, mais encore est-il à croire qu'il eût contribué à diminuer nos revers.

Les armées, qui jusqu'alors s'étaient bornées à traverser la chaîne des Alpes pour porter la guerre d'un versant sur l'autre, entreprirent de la parcourir dans toute sa longueur,

attachant une importance chimérique à la possession des points les plus élevés. Une erreur dont le principe se rattache à l'occupation du territoire suisse, et que nous partageâmes avec nos adversaires, détermina cette manière de constituer la guerre. On voulait que les montagnes eussent sur les plaines qui les entourent, en quelque sorte la même influence qu'un bastion sur son glacis, sans considérer que les avantages *du commandement* sont dépendants de la portée des armes qui, dans tous les cas, reste invariable. La défaite de nos armées du Danube et d'Italie fit cesser l'illusion ; mais, comme il n'était plus temps de changer de théâtre, on continua de se disputer la région des sources, et de se livrer des combats au milieu des précipices et des glaces éternelles. Dans cette lutte extraordinaire, et pour ainsi dire surhumaine, les deux partis ne pouvaient s'épuiser qu'en vains efforts, parce qu'à chaque pas le vaincu trouvait de nouveaux moyens de défense dans les rochers et les escarpements, tandis que les vallées lui facilitaient les retours offensifs. Il devenait d'ailleurs d'autant plus difficile de tirer parti d'un succès et de parvenir à un résultat, que l'usage de la cavalerie était presque entièrement interdit. Ce genre d'opérations, pour être contraire aux vues de la politique, dont il trompa l'attente, n'en contribua pas moins au développement de certaines parties de la science : c'est alors que l'on fut convaincu de toute l'importance de l'étude du terrain, de toute la nécessité de le décrire et de le figurer dans ses plus petits détails ; c'est alors que l'on découvrit entre la tactique et la topographie une liaison et des rapports que cette guerre seule pouvait révéler. Les stations des armées, dans la rivière de Gênes, au sommet du Saint-Gothard et autour du lac de Zurich, en donnant occasion d'explorer plusieurs fois les mêmes terrains, de les défendre ou de les attaquer à plusieurs reprises, furent comme autant d'écoles pratiques pour les ingénieurs-géographes et les officiers d'état-major.

Le théâtre était devenu immense, et toutes les anciennes données sur la défense des États se trouvaient changées. Il ne

sances du Nord, qu'intéresse moins que jamais cette guerre, persistent à se renfermer dans un système de neutralité d'où ne pourront les faire sortir les incitations réitérées de la coalition. Si le Portugal continue de suivre l'impulsion du cabinet britannique, l'Espagne nous en sépare et nous est attachée. Cette situation de l'Europe, en établissant une sorte d'équilibre entre la force numérique des armées, à l'ouverture de la campagne de 1800, était un présage presque certain des succès ultérieurs de la France. Désormais, sans inquiétude pour son territoire, elle pourra changer de rôle et reprendre l'offensive avec confiance.

C'est en vain que, dans l'intérêt de ses vues secrètes et aussi pour répondre au vœu unanime de la nation, le consul s'est décidé à proposer la paix; toutes ses avances ont été repoussées avec dédain par la cour de Londres. La vieille politique insulaire se refuse absolument à nous laisser en possession de la Belgique et des ressources maritimes de la Hollande. Dans la résolution qu'il a formée *de ne traiter jamais avec Bonaparte*, le ministre Pitt est resté insensible aux clameurs de l'opposition et à la détresse du peuple anglais. Il se flatte qu'épuisée par une lutte devenue chaque jour plus opiniâtre et plus onéreuse, cette république humiliée, et *toute couverte de blessures*, se verra enfin contrainte de renoncer à ses conquêtes, et peut-être effacée de la liste des puissances.

Il n'était pas moins difficile de s'entendre avec la cour d'Autriche : car l'honneur national et le souvenir des premières campagnes d'Italie interdisaient au consul de se départir du traité de Campo-Formio, et ce traité ne pouvait plus se concilier avec les prétentions de cette cour, alors que ses armées victorieuses inondaient le Piémont, et que l'Angleterre la conjurait de disposer de ses trésors. Il y avait toutefois d'autant moins de solidarité entre ces deux puissances, qu'elles avaient des intérêts très différents et des chances tout à fait inégales en cas de revers l'Angleterre ne pouvait être atteinte, et l'Autriche, au contraire, pouvait encore revoir une fois les républicains aux portes de

sa capitale. Ainsi s'évanouissaient les dernières espérances de la paix. Bonaparte l'avait sollicitée avec d'autant plus de sincérité, qu'elle lui était nécessaire pour affermir son pouvoir, et s'approprier les résultats de la journée du 18 brumaire.

On doit croire, au surplus, qu'il ne s'était pas fait illusion sur le succès de ses démarches; mais, si elles ne devaient pas aboutir à un rapprochement, la nation lui saurait gré de les avoir faites : on vanterait sa modération, sa sollicitude pour les vrais intérêts de la patrie ; tout l'odieux de la guerre retomberait sur la coalition : chacun appréciant la nécessité de recourir encore aux armes, l'exaltation serait universelle et la victoire assurée.

Telles furent, en effet, les sensations éprouvées par la très grande majorité des Français à la nouvelle de la rupture des négociations. Le gouvernement se servit d'abord de cet enthousiasme pour étouffer les derniers restes de l'anarchie et rétablir la confiance et le crédit. Les inepties du Directoire et les revers de la campagne précédente avaient encouragé les anciens chefs vendéens, et de nouvelles résistances s'étaient organisées dans les départements de l'ouest. Hédouville et Brune y furent envoyés avec l'appareil d'une force militaire imposante. Les paroles de paix qu'ils étaient chargés de porter furent entendues, et la tranquillité rétablie avec une telle promptitude que l'on soupçonna la bonne foi réciproque des deux partis.

Longtemps inquiète et flottante, affaissée sous le poids de ses maux, la nation se tourna tout entière vers l'heureux général; il lui sembla qu'il devait y avoir de l'avenir là où il y avait tant d'énergie et de talent. Désormais convaincue de la nécessité de nouveaux sacrifices, elle alla au-devant des besoins et des exigences du gouvernement. Les caisses publiques se remplirent, et plus de cent cinquante mille hommes furent levés sans opposition. Le consul en destina trente mille à entrer immédiatement dans la composition de l'armée de réserve, dont le rassemblement était indiqué à Dijon, mais dont l'emploi ultérieur devait être un mystère, même pour

les généraux français. Le choix de ce point de rassemblement était d'autant plus propre à tromper les suppositions et à déjouer les hypothèses, qu'il permettait d'agir indifféremment sur le Rhin, en Suisse ou en Italie.

Rentrons dans le cercle des considérations purement militaires, en commençant par donner un aperçu de la force et des positions respectives des armées, à l'ouverture de la campagne (1-20 avril).

L'armée française du Rhin, par son amalgame avec celle d'Helvétie, forme une masse disponible de plus de cent mille combattants, sous le commandement de Moreau. Elle borde, du côté de l'Alsace et de la Suisse, les deux coudes du Rhin de Haguenau à Bâle, de Bâle au lac de Constance.

L'aile gauche, aux ordres de Sainte-Suzanne, est composée des divisions Collaud, Souham et Legrand : au plus douze mille hommes d'infanterie et trois mille de cavalerie. Elle étend ses cantonnements de Haguenau à Strasbourg, et occupe le camp de Kehl.

Les divisions sont de force variable, et composées, comme par le passé, de troupes de toutes armes.

Le centre, sous Saint-Cyr, est formé des divisions Baraguey-d'Hilliers, Tarreau et Ney, soutenues d'une réserve de cavalerie : sa force est de trente mille combattants, dont un dixième à cheval. Il est placé à Vieux-Brisach et en deçà sur la rive gauche du Rhin.

Un corps de vingt et un mille hommes d'infanterie et de cinq mille chevaux, dont Moreau s'est réservé le commandement immédiat, occupe Bâle et son camp retranché, sur la rive droite; il comprend les divisions Delmas, Leclerc, Richepanse, et la réserve de cavalerie du général d'Hautpoul.

L'aile droite, commandée par Lecourbe et, sous lui, par les généraux Vandamme, Lorges, Montrichard et Nansouty, et forte de vingt-quatre mille fantassins et de deux mille cavaliers : elle s'étend de Schaffouse à Constance.

Ne figurent point dans cette revue les garnisons des places

du Rhin, ni la division Montchoisi, exclusivement chargée de la garde de l'Helvétie et du Valais.

En arrière, et dans la direction de Dijon à Genève, est échelonnée l'armée de réserve, sous le commandement provisoire de Berthier, qui a cédé à Carnot le porte-feuille de la guerre. Cette armée, dont la composition sera indiquée en son temps, ne tardera pas à être portée à soixante mille hommes (1).

L'armée impériale d'Allemagne, dans le commandement de laquelle le baron de Kray a succédé à l'archiduc Charles, étend ses cantonnements sur une ligne intérieure et à peu près parallèle à celle de l'armée française : sa droite est appuyée au confluent du Necker et du Rhin, sa gauche, au lac de Constance.

L'aile droite, sous Starray, compte environ seize mille hommes; elle borde la partie du cours du Rhin depuis la Renchen jusqu'au Mein, où elle se lie au corps de milice du baron Albini.

Quinze mille hommes, aux ordres du général Kienmayer, garnissent les dédouchés entre la Renchen et le val d'Enfer : une brigade observe Vieux-Brisach.

(1) « Il n'y avait pas un correspondant diplomatique, dit M. de Nisas « (*Mémorial du dépôt de la guerre, Campagne de* 1800, pag. 42), qui ne se « donnât le plaisir de chiffrer journellement pour sa cour, *que le Premier « Consul faisait grand bruit de son armée de réserve, mais qu'il n'avait à « Dijon qu'une poignée d'hommes mal armés, mal équipés, point exercés ; « et que, de quelque côté que se portât un pareil renfort, il serait à coup sûr « d'un faible secours pour l'armée qui le recevrait.*

« Ces notions étaient exactes, continue notre auteur ; mais, ce qu'on ne « savait pas, et ce qui allait constituer la véritable armée de réserve, c'est « que, par des ordres directement expédiés du cabinet du Premier Consul « aux chefs des corps, et qui ne passaient pas même par les bureaux de la « guerre, tout ce qui était disponible arrivait à Genève en même temps. « Moreau lui-même crut, pendant quelque temps, que le corps qui se ras« semblait à Dijon était en grande partie destiné à renforcer directement « son armée..... »

Le quartier général est à Donaueschingen ainsi que le corps de bataille, fort de quarante mille hommes au moins.

Trois avant-gardes se détachent de cette masse pour la couvrir; celle de l'archiduc Ferdinand observe Bâle et le cours du Rhin jusqu'à Schaffhouse, où elle se lie à celles du prince de Lorraine et du général Sporck, qui se prolongent jusqu'au lac de Constance.

L'aile gauche, que commande le prince de Reuss, est détachée dans le Vorarlberg et les Grisons; sa force est de vingt-huit mille combattants de ligne et de huit à dix mille hommes de milices tyroliennes : ce corps, quoique se liant à l'armée par des postes et par une flottille armée sur le lac de Constance, doit être considéré comme indépendant.

La totalité de l'armée est de cent vingt mille hommes environ; elle est pourvue d'un matériel de cinq cents bouches à feu, dans le meilleur état.

Ne sont point comprises, dans cette énumération, les garnisons d'Ulm, Philipsbourg, Ingolstadt, Wurtzbourg et Kuffstein, formant au moins trente mille hommes.

Masséna, qui, de l'armée d'Helvétie, est venu remplacer Championnet dans la rivière de Gênes, compte environ trente cinq mille hommes sous son commandement. Par ses soins, et par son empressement à assurer la solde et les distributions journalières, le vainqueur de Zurich est parvenu à réveiller l'honneur militaire au sein de cette armée que menaçait naguère une désorganisation générale. Comme le consul ne la destine pas à agir d'abord offensivement, et qu'elle doit se borner à la défense de la Ligurie, elle n'a reçu d'autres renforts que six bataillons amenés d'Helvétie par son nouveau chef. Ses positions sont encore celles qu'elle occupait à l'issue du siége de Coni; mais elle a perdu une partie de ses anciens généraux.

L'aile droite, forte de dix-huit mille hommes est commandée par Soult, et sous lui, par les généraux de divisions Miollis, Gazan et Gardanne; elle forme une demi-circonférence

autour de Gênes, occupant Gavi, la Bocchetta et tous les défilés jusqu'à Savone.

Le centre aux ordres de Suchet, est composé des trois faibles divisions, Clausel, Pouget et Lesuire, formant au plus douze mille hommes : il s'étend de Savone au col de Tende.

L'aile gauche sous Thurreau, occupe les défilés des Alpes depuis les sources du Var jusqu'au lac de Genève ; elle compte à peine six mille cinq cents hommes, répartis en deux divisions aux ordres des généraux Liébaud et Valette.

Mélas, à qui la faiblesse de l'armée française avait permis d'étendre ses cantonnements en Piémont, en Lombardie, dans la Toscane et le Bolonais, se dispose à s'emparer de Gênes et de la Ligurie. Ses forces qu'il vient de concentrer à cet effet, s'élèvent à près de cent mille combattants.

Le gros de la cavalerie, la majeure partie de l'artillerie et vingt-cinq mille hommes d'infanterie, doivent rester en Lombardie et en Piémont, sous les ordres de Kaim.

Le général Ott est en avant de Bobbio, d'où il s'apprête à marcher sur Gênes à la tête de quinze mille combattants.

Un corps de cinq à six mille fantassins et de trois mille chevaux, sous le comte de Hohenzollern, est réuni entre Tortone et Pozzolo-Formigaro.

Le corps de bataille, fort de trente-deux mille hommes d'infanterie et de deux mille de cavalerie, avec douze pièces de trois, établi près d'Acqui, sous la conduite immédiate de Mélas, a reçu l'ordre de remonter la vallée de la Bormida, et de venir occuper le revers occidental des Apennins entre Malare et Carcare.

L'aile droite, sous Elsnitz, est réunie à Céva au nombre de vingt-huit mille combattants, dont mille de cavalerie, avec huit pièces de montagne ; elle doit se diriger par Carcare sur Altare, en même temps que Mélas fera assaillir Montenotte, afin d'accabler le centre des Français, et de s'ouvrir une communication avec l'escadre anglaise par la rade de Vado.

Les plans ne sont pas moins vastes que dans la campagne

précédente, mais toutes les parties en sont bien autrement coordonnées entre elles. Si chacune des trois armées de la république paraît avoir encore une sphère d'action distincte et séparée, elles ont à remplir tout d'abord un grand but en commun, et ce but est de tourner et d'isoler de plus en plus les deux armées impériales.

L'armée d'Italie, que l'on semble offrir en holocauste à un ennemi trois fois plus nombreux, est destinée à un de ces rôles passifs et difficiles que les grands capitaines assignent quelquefois à une partie de leurs forces, pour assurer de grands succès sur d'autres points. En effet, alors même que l'on eût pu prévoir que Masséna se montrerait supérieur à lui-même, et que les troupes passeraient comme elles passèrent en quelque sorte du découragement à l'enthousiasme, l'on n'eût pas encore été fondé à attendre de bons résultats de l'action directe et immédiate d'une aussi faible armée. Mais si l'on ne devait pas se flatter que trente mille hommes ainsi répartis depuis le col de Tende jusqu'au golfe du Levant, entre la mer et l'Apennin, n'ayant qu'une seule communication avec leur base, résisteraient indéfiniment à l'armée autrichienne, encore pouvait-on espérer qu'une défensive opiniâtre et habilement concertée la retiendrait et l'occuperait assez longtemps, pour faciliter les entreprises offensives des deux autres armées. Indépendamment de ce but qu'il était donné à Masséna d'accomplir, et qu'il accomplit en effet, il lui était prescrit, quel que fût le résultat des premières opérations dans l'Apennin, de pourvoir à la défense de Gênes, et de la portion de nos frontières contiguë à la Ligurie.

Opérer sur deux directions intérieures, entre le Danube et les Alpes, pour envahir à la fois l'Autriche et l'Italie, tels furent alors l'idée-mère et le principe fondamental de tous les plans successivement conçus ou modifiés par le consul. Dans un premier projet, arrêté à ce qu'il paraît dès le commencement de mars, l'armée du Rhin se serait massée à sa droite pour se porter sur l'extrême gauche de l'armée impériale entre le

Danube et le lac de Constance, afin de la séparer de l'Italie et du corps du prince de Reuss. L'armée de réserve aurait attendu le résultat des premières opérations de Moreau pour décider son mouvement ; elle se serait avancée vivement dans la direction de Coire et de Feldkirck, aussitôt que l'armée du Rhin, ayant tourné et repoussé Kray, déboucherait sur Ulm et Donaueschingen. « Deux cent mille hommes, dit Jomi-
« ni, ainsi concentrés dans la Souabe, le Vorarlberg et les
« Grisons sous le vainqueur de Rivoli (car Bonaparte se pro-
« posait d'en prendre le commandement), devaient aisément
« accabler Kray, ramener la Bavière dans les intérêts de la
« France, et dicter sur l'Inn et l'Adige la restitution de l'Ita-
« lie, dont la prise eût exigé tant d'efforts et de moyens de
« siége. »

Bien qu'il nécessitât l'établissement de ponts vers Schaffhouse, aucun plan ne pouvait convenir mieux. Il enlevait à Kray une partie des avantages de sa position centrale de Donaueschingen, et conduisait les Français sur le Danube à la suite du moindre succès de leur droite. Il est vrai que, par cette concentration de l'armée en Suisse, on laissait l'Alsace dégarnie; mais le danger d'une invasion était-il aussi sérieusement à craindre que l'ont exprimé quelques écrivains? C'est ce que nous ne saurions croire.

Au demeurant, le plan dont il s'agit n'est pas celui auquel on s'arrêta : des difficultés qui s'élevèrent alors entre le consul et Moreau, et dont ce même plan fut, dit-on, le motif, en empêchèrent l'exécution. Soit que celui-ci y vît effectivement des inconvénients réels, soit qu'il lui répugnât de servir en sous-ordre, ce qui ne paraît que très vraisemblable, il fit entendre que plutôt d'y adhérer, il préférerait remettre son commandement (1). Bonaparte, mesurant les conséquences d'une rupture avec un général que son caractère et ses services avaient mis en possession de l'estime et de l'affection des troupes, dissimula son mécontentement et se départit jusqu'à

(1) *Voyez* Jomini et l'ouvrage déjà cité de M. de Carrion-Nisas.

un certain point de ses premiers projets. Abandonnant l'idée de réunir les deux armées du Rhin et de réserve, il laissa à son émule de gloire le soin de porter la première au centre de l'Allemagne, et ne conserva pour lui que le commandement plus modeste de la seconde. Moreau n'abusa point de la latitude qu'on lui accordait ; car s'il changea quelque chose au mode d'exécution du plan primitivement arrêté, il en adopta, pour ainsi dire sans restriction, toute les vues et intentions (1).

L'armée de réserve, au lieu de s'élever jusqu'aux sources de l'Inn et de l'Adige, fut destinée à descendre en Lombardie par le Saint-Gothard et le Simplon, afin d'intercepter, sur le Tésin et le Pô, les communications de Mélas. Le corps de Lecourbe devait s'y réunir, après avoir pris part aux premières opérations de l'armée du Rhin. On comptait que Masséna, ayant rassemblé toutes ses forces disponibles, pourrait passer de la défensive à l'offensive, aussitôt que, par son apparition en Lombardie, l'armée de réserve aurait rappelé les Autrichiens à la défense de leurs communications.

La direction qu'assignait à l'armée de réserve ce nouveau projet n'est pas encore celle qu'elle suivit : car force lui fut de raccourcir sa ligne d'opérations pour voler au secours de Masséna, qui bientôt se trouva resserré dans Gênes. D'un autre côté, Moreau ayant insisté pour garder Lecourbe, en qui il avait une confiance sans bornes, le commandement du corps auxiliaire détaché de l'armée du Rhin fut donné au général Moncey. Il advint de toutes ces modifications que Bonaparte se mit à la tête de l'armée de réserve, et que le gros de cette armée pénétra en Italie par le Grand Saint-Bernard (2).

De telles combinaisons ne commandent-elles pas l'admiration ? « Un général ordinaire, a dit Jomini (3), effrayé de l'at-

(1) *Voy.* le § III.

(2) *Voy.* le § IV.

(3) *Guerres de la révolution*, tom. XIII, pag. 39

« titude victorieuse des Autrichiens en Piémont, se serait « porté en toute hâte par le Dauphiné vers la Provence, « pour établir le théâtre de la guerre dans les Alpes; mais « Bonaparte appréciait trop les difficultés d'une attaque de « front. Il préféra franchir les montagnes sur les derrières « des impériaux et arriver sans obstacle sur le Tésin, où sa « présence ne manquerait pas de les rappeler pour y livrer « une bataille avec toutes les chances contre eux; car, en « supposant qu'ils remportassent la victoire, chose difficile, « puisque les forces qu'ils pourraient amener sur ce point « balanceraient à peine les siennes, l'armée de réserve n'en « aurait pas moins sa retraite libre sur les Alpes par la val- « lée d'Aoste, et l'avantage d'avoir transporté le théâtre de « la guerre en Lombardie, où l'arrivée des troupes de Mas- « séna lui permettrait de conserver probablement une attitude « imposante. Si Bonaparte, au contraire, était vainqueur sur « les rives du Pô, l'armée impériale, coupée de ses commu- « nications directes, n'avait de salut que dans une retraite « assez prompte pour gagner la ligne du Mincio par Cré- « mone ou Borgoforte, abandonnant d'un seul coup l'Italie « entière au pouvoir des Français. »

La cour de Vienne ne nourrissait pas de moins vastes et de moins hardis desseins; mais il s'en faut de beaucoup qu'ils présentassent des chances aussi favorables. Les deux armées impériales, à qui leur éloignement ne permettait déjà plus de lier leurs opérations, allaient se trouver de plus en plus isolées par l'interposition entre elles de la très grande majorité des forces républicaines.

En effet, tout annonce que Mélas (1) reçut pour instruction de consolider d'abord la possession de l'Italie par la conquête de Gênes, puis ensuite de pénétrer en Provence et de pousser l'invasion jusqu'où elle pourrait aller. Un corps an-

(1) Aucun écrivain à notre connaissance, pas même Jomini, à qui les cartons de la chancellerie de Vienne ont été ouverts, n'a rendu un compte bien satisfaisant des projets du Conseil aulique.

glais qui se rassemblait à Minorque viendrait le joindre, et ils achèveraient de concert la ruine de nos établissements maritimes de la Méditerranée.

L'armée impériale d'Allemagne devait rester sur une défensive absolue jusqu'au moment où les Français, rappelés vers le Midi par les progrès de Mélas, dégarniraient les bords du Rhin. Kray, saisissant alors un moment aussi favorable, porterait la guerre en Alsace ou en Suisse, peut-être même jusque dans la vallée de la Saône, où, de son côté, se serait dirigé Mélas. Réunies au milieu des riches plaines de la Bourgogne, sur un terrain favorable à l'entretien et au développement de leur nombreuse cavalerie, les armées impériales acquerraient une énergie et une impulsion qu'elles ne pouvaient avoir dans les pays de montagnes, et dont on se promettait des résultats décisifs.

Que la cour de Vienne se fût flattée de s'emparer de Gênes, et de porter, jusque devant Toulon, son armée d'Italie, en cela rien d'impossible. Il y avait même en faveur de ce projet une circonstance qu'elle ne prévoyait pas, et qui, au surplus, l'en eût à coup sûr détournée, si elle eût pu sonder toutes les conséquences qui s'y rattachaient : c'est que les Français avaient un intérêt réel à attirer Mélas sur le Var, et à le laisser même dépasser momentanément cette barrière. Mais, n'était-ce pas, de la part de cette cour, un singulier mécompte que de supposer que ses adversaires resteraient inactifs sur le Rhin, ou du moins qu'ils ne tenteraient rien de sérieux contre Kray ? et d'ailleurs, que pouvait-elle se promettre d'une pointe en Provence et même sur Lyon ? la destruction de Toulon lui importait peu, et sans doute qu'elle ne devait pas espérer de porter ainsi le coup de mort à la république.

Un auteur allemand lui attribue le projet, imaginé, suivant toute vraisemblance depuis l'événement, de faire remonter Mélas vers la Suisse, après qu'il se serait rendu maître de Nice, pour opérer, de concert avec Kray, l'invasion sur une seule ligne. Mais ce projet, dans lequel les armées françaises

sont encore comptées pour peu de chose, eût demandé un temps et une première série de succès sur lesquels il n'était rien moins que prudent de se fonder.

Maintenant que nous avons fait connaître les supputations et les espérances de chaque parti, nous allons passer au précis des événements, et de ceux d'abord dont la Ligurie fut le théâtre.

§ II.

Les neiges et la lenteur habituelle des Autrichiens leur firent différer, jusqu'au 6 avril, l'ouverture de la campagne. Ce retard, qu'il leur était amplement loisible d'abréger de quinze jours, devint, pour eux, une source de revers et de maux : car il nous sera facile de constater qu'en attaquant Masséna dès le 20 mars, Mélas se fût trouvé en mesure de s'opposer à la descente de Bonaparte par le Saint-Bernard, et de neutraliser, par conséquent, tous ses projets.

Mais cette première remarque, tant soit peu préjudiciable à la renommée de l'état-major autrichien, ne nous dispense pas de reconnaître et de faire observer que pour avoir été mis à exécution quinze jours trop tard, le plan particulier de l'invasion de la Ligurie n'en fut pas moins conçu et préparé avec beaucoup d'intelligence et d'art.

N'était-ce pas, en effet, de la part de Mélas, une preuve certaine de coup d'œil et de jugement que de porter le gros de ses forces aux sources de la Bormida, pour, de là, déboucher sur le centre des Français à Vado et à Savone, pendant qu'une attaque dirigée contre la rivière du Levant retiendrait, autour de Gênes, leur aile droite tout entière ? n'était-ce pas prendre ainsi l'adversaire au défaut de la cuirasse, et profiter de la faute qu'il avait commise en disséminant ses faibles bataillons, dans le chimérique espoir de tout couvrir. Car il est de fait que les dispositions de Masséna n'étaient point exemptes de blâme ; et nous ne craindrons pas d'être redressé en avançant que le plus sûr parti qu'il eût à prendre était de con-

centrer ses forces vers Savone, après avoir largement pourvu à la défense de Gênes. Au surplus, les faits, mieux encore que les raisonnements, attesteront la solidité des combinaisons du général autrichien.

Dès le matin du 6 avril, une multitude de petites colonnes apparurent sur les hauteurs de Gênes : les unes, à l'est, pour s'emparer du Monte-Cornua et des points environnants; les autres, au nord, pour nous enlever la Bocchetta et nous intercepter la communication avec Gavi. Masséna, qui se crut plus sérieusement menacé qu'il ne l'était effectivement, employa la majeure partie du corps de Soult à repousser ces différentes attaques. Forcé dans quelques-unes de ses positions, il parvint à les réoccuper le lendemain à la suite d'une brillante affaire où il fit prisonniers un général et quinze cents hommes.

Malheureusement ce succès ne compensait pas l'échec essuyé au point décisif : car Mélas et Elsnitz, débouchant, ce jour même, le premier, par Montenotte et Cadibona, sur Savone, le second, par San-Giacomo, sur Vado, avaient culbuté Gardanne et contraint Suchet à se retirer à Borghetto. L'armée française se trouvait ainsi séparée en deux, et dans une situation d'autant plus critique qu'il lui restait peu de chances de rétablir la communication de son centre avec sa droite.

Cependant Masséna ne désespéra pas d'y parvenir. Il fit, en conséquence, adresser à Suchet (1) l'ordre de reprendre San-Giacomo et de pousser aussi loin qu'il le pourrait dans la direction de Savone, où il s'avancerait lui-même, avec toutes ses forces disponibles. Comme il importait de ne pas laisser à l'ennemi le temps de s'affermir dans ses positions, il fut convenu que l'attaque aurait lieu le 9 avril. Toutefois, ce projet, à l'exécution duquel concoururent, pour la part de l'aile droite, les divisions Gardanne et Gazan, n'eut point, comme

(1) La vigilance des Anglais, car il ne restait que la voie fort dangereuse de la mer, ne put empêcher que cet ordre et un autre expédié plus tard ne parvinssent à Suchet.

on va le voir, le succès que l'on s'en était promis. Et d'abord, parce que ces divisions, que le général avait cru pouvoir faire arriver par des chemins différents sur les hauteurs de Montenotte, se trouvèrent engagées indépendamment l'une de l'autre, et dans une impossibilité absolue d'effectuer leur jonction.

Masséna, qui dirigeait en personne la division Gardanne, suivit le littoral avec la gauche, flanquée à mi-côte par la brigade Sarqueleu, spécialement chargée de s'assurer des hauteurs et de prendre l'ennemi à revers. En un instant les colonnes opposées furent aux prises; car il advint que, pressé de se joindre à Hohenzollern, qui venait de chasser Miollis de la Bocchetta, Mélas s'avançait vers le mont Fayole et le poste de Varaggio. On combattit chaudement sur ce dernier point : Gardanne et la plupart des officiers d'état major français y furent blessés. Un premier avantage qu'obtint Masséna ne servit qu'à le compromettre de plus en plus, quand, sur la fin de l'action, deux brigades ennemies menacèrent de l'envelopper. Sarqueleu, qui s'était égaré dans les montagnes, et dont on n'avait pas plus de nouvelles que de la division Gazan, rejoignit néanmoins assez à temps pour soutenir la retraite, qui, toutefois, ne s'effectua pas sans une extrême confusion. La colonne ne se rallia qu'à Cogoletto. Quatre bataillons y prirent position tandis qu'à la tête de six autres, Fressinet fut expédié au soutien de la division Gazan.

Celle-ci était conduite par Soult. Elle avait pour instruction de s'avancer en toute hâte, et dès le premier jour, de Campofreddo à Sassello; mais elle fut retenue par la présence de Hohenzollern à la Bocchetta, et ne se mit en marche que le lendemain. Soult jugea qu'avant de passer outre, il fallait d'abord réoccuper ce poste, abandonné la veille par Miollis. Il n'y réussit pas, et perdit ainsi vingt-quatre heures. Cet incident, en achevant de détruire tout accord entre nos divisions, déjà séparées par la crête des montagnes, rendit le succès de plus en plus incertain.

Plus heureux néanmoins que le général en chef, Soult fit éprouver à l'ennemi des pertes considérables. Un premier corps qu'il rencontra vers Sassello, le 10 avril, fut presque entièrement détruit ou pris. Le lendemain même succès sur la montagne de l'Ormetta. Les six bataillons de Fressinet arrivèrent pendant l'action ; ils tournèrent l'ennemi et le contraignirent à la retraite.

Cependant Mélas avait forcé Cogoletto, et rejeté dans un tel désordre les républicains sur Voltri, qu'il ne lui fallait qu'un peu de vigueur pour s'en emparer. Mais, toujours circonspect à l'excès, il avait préféré ramener sa droite à Albisola pour l'y laisser sur une défensive absolue, tandis que après avoir battu et refoulé Soult, sa gauche renforcée (1) irait se joindre à Hohenzollern et à Ott, pour se précipiter de concert sur Gênes. Cette circonstance et l'arrivée d'une brigade envoyée par Miollis permirent à Masséna de s'établir solidement à Voltri, et d'y attendre la division Gazan sur laquelle on n'était pas sans inquiétude ; quoique déjà l'on eût vu arriver deux mille prisonniers qu'elle avait faits.

Cette division allait effectivement se trouver en présence de forces très supérieures, et, dans un imminent danger d'être enveloppée. Soult, aussi peu instruit de la retraite du général en chef, que de l'inutilité des efforts de Suchet dont nous parlerons ci-après, persistait, quoique privé de vivres et de munitions, à faire face à ses adversaires avec une rare intrépidité ; l'espoir qu'il n'avait pas perdu de se joindre à ce dernier, par la vallée de la Bormida, l'excitait à étendre sa droite ; mais comment s'y hasarder, alors que l'ennemi, établi sur le mont Fayole, menaçait sa gauche et ses derrières? convaincu de la nécessité d'enlever d'abord cette position de laquelle il espérait d'ailleurs communiquer avec Masséna (qu'il supposait dans les environs de Savone), il la fit assaillir le 12 au

(1) Les termes de *droite* et de *gauche*, ne s'appliquent ici qu'au corps de bataille conduit par Mélas en personne, et qui, opérant dans un ordre renversé, tournait le dos à la France et à Suchet.

matin. L'attaque ne réussit qu'à demi, car il fallait aussi s'emparer du camp de Santa-Giustina, et c'est à quoi ne purent aboutir les efforts réitérés de toute la division.

Soult ne se rebuta pas, et manœuvrant tout-à-coup par sa droite, il entreprit de s'ouvrir un passage par la Moglia et Ponte d'Ivrea. Malheureusement il n'était déjà plus temps! Mélas, que nous avons vu porter des renforts considérables à sa gauche, dans la ferme intention de se lier avec le corps de Hohenzollern, arrivait sur ces mêmes points à la tête de cinq brigades. La lutte s'engagea le 15 et ne finit que le lendemain. Les républicains combattirent en désespérés, jusqu'au moment où l'apparition de deux brigades ennemies sur l'Ormetta leur apprit qu'ils devaient enfin songer à la retraite. Elle devenait d'autant plus difficile que déjà le mont Fayole était occupé par un détachement du corps de Hohenzollern. Croisé et presque enveloppé par la colonne du général Bellegarde, Soult répondit par des menaces à la proposition qui lui fut faite de se rendre. Toutefois, il ne perdit pas un instant pour sortir d'un pas aussi dangereux : marchant à la faveur d'un épais brouillard, il fut assez heureux pour devancer l'ennemi sur tous les points où il pouvait être prévenu, et pour regagner Voltri sans être inquiété (17 avril).

Suchet, que nous avons vu se retirer dans la position retranchée de Borghetto, à la suite des événements du 6, se disposa à en sortir, le 9 au soir, pour réunir ses efforts à ceux de l'aile droite. Jugeant qu'il lui importait de chasser d'abord l'ennemi des hauteurs, il dirigea Clausel sur Bardinetto, avec ordre de tourner et d'enlever le mont Settepani avec une de ses brigades, tandis que l'autre, postée à Calissano, couvrirait les débouchés de la Bormida. Cette entreprise que favorisèrent les brouillards et l'obscurité de la nuit, eut un succès complet. Malgré sa diligence extrême à concentrer ses forces à San-Giacomo, Elnitz n'eut pas le temps de porter secours à sa brigade de droite, que le brave Compans culbuta sur Biestro avec perte de quinze cents prisonniers.

Peut-être eût-on pu profiter de ce premier avantage peu

s'avancer tête baissée dans la direction de Sassello, où le bruit répété du canon annonçait la présence de Soult. Au surplus, la manœuvre était délicate, car il fallait prêter le flanc à l'ennemi, et défiler pour ainsi dire à sa vue. Suchet préféra s'en tenir à l'ordre qu'il avait reçu d'enlever la position de San-Giacomo, afin de descendre ensuite sur Savone. L'attaque exécutée en trois colonnes, fut si vivement repoussée que les Français n'eurent d'autre parti à prendre que de regagner Settepani. Le lendemain 13, Suchet étendit sa ligne de la mer à Garessio afin d'observer la vallée du Tanaro, par où il était à craindre que l'ennemi ne tournât sa gauche.

Cependant Masséna, à la première nouvelle du succès de Soult, avait expédié à Suchet l'ordre de tout tenter pour arriver jusqu'à Savone. Cet ordre, dont fut chargé Oudinot, et qu'il n'apporta qu'à travers mille dangers, donna lieu, le 17, à une seconde attaque du mont San-Giacomo. Mais, aussi infructueuse et non moins sanglante que la première, elle eût entraîné la ruine de nos colonnes, si, plus entreprenant, Elnitz avait su profiter de leur fausse direction pour leur couper la retraite. Ce général est d'autant moins excusable de ne l'avoir pas tenté, qu'il avait la certitude de recevoir prochainement un renfort de trois brigades. Suchet se retira dans sa position de Borghetto, où tout fut disposé pour une résistance opiniâtre.

Une destinée cruelle présidait à tous les mouvements de nos deux corps d'armée, depuis l'instant de leur séparation. Quand l'un s'apprêtait à frapper, l'autre était encore loin d'être en mesure, si déjà il n'avait été mis hors de lice, à la suite de quelque engagement prématuré. Cette invincible fatalité, à laquelle obéissaient nos malheureuses colonnes, et qu'avaient endurée nos adversaires dans maintes circonstances, est réservée à toute armée que les événements amèneront à combattre dans des directions convergentes, sur un théâtre coupé et accidenté. Si Suchet satisfit à l'honneur et au devoir en attaquant pour la seconde fois l'inexpugnable position de San-Giacomo, son dévouement, dans l'état actuel

des choses, ne devait entraîner que des regrets et d'inutiles sacrifices.

Comme on se le rappelle, Masséna était demeuré à Voltri; ce n'est point qu'il conservât le plus léger espoir de se joindre à son lieutenant, et tout annonce qu'il n'avait pour but, en prolongeant son séjour dans ce poste avancé, que de donner le temps de sauver les magasins qui s'y trouvaient. Jusqu'alors, la position n'avait présenté aucun danger qui dût la faire abandonner; mais, depuis la jonction des corps ennemis, le moment de la retraite était arrivé. Cependant, Masséna en ayant jugé autrement, faillit se trouver compromis de la manière la plus fâcheuse. Son adversaire, qui du sommet du mont Fayole, plongeait sur tous les points de sa ligne, avait résolu de lui porter un coup décisif et d'opérer enfin le blocus de Gênes. Le 18, deux colonnes descendues, l'une de Campofredo, l'autre du mont Fayole, assaillirent l'aile droite et le centre des Français, tandis que, sur la route de la Corniche, une troisième pressait leur gauche. Rien n'eût été plus facile au général autrichien que de porter le corps de Campofreddo à Sestri-di-Ponente, et de nous y couper la retraite sur Gênes; mais il n'apprécia pas l'importance de ce point, et se contenta d'y faire marcher un faible détachement qui n'osa nous barrer le passage. Cette faute ne fut toutefois qu'une légère compensation à celle que nous avions commise en nous obstinant à rester à Voltri; car l'ennemi, pour nous avoir laissé le chemin libre, ne nous en fit pas moins éprouver de cruelles et inutiles pertes.

Si les républicains durent alors chercher la protection des remparts de Gênes, l'ennemi ne put de sitôt les contraindre à s'y renfermer. Campés en dehors de la forteresse, et habiles à saisir toutes les ressources d'un terrain hérissé d'obstacles, ils s'y couvrirent d'une gloire immortelle, en accréditant le principe de d'Arçon, *que la véritable défense des places est dans une offensive sans cesse répétée.*

Comme il n'est pas de notre objet d'entrer dans le détail

des opérations du siége de Gênes (1), l'un des plus célèbres dont fassent mention les annales militaires, nous allons nous reporter vers Suchet, que le revirement d'une partie des forces autrichiennes contre son corps, a mis dans la situation la plus critique.

La position de Borghetto et toutes celles que l'on peut prendre en arrière sur la Roya et les autres torrents, bien que fortes par elles-mêmes, ne présentent bientôt plus qu'une défense illusoire et dangereuse, lorsque l'ennemi vient à s'élever vers les sources pour en tourner la gauche. Cette circonstance, qui eût dû précipiter la retraite de Suchet, ne fut qu'imparfaitement saisie par Mélas, lequel, après avoir confié à Ott le soin de bloquer Gênes, était venu se mettre de sa personne à la tête de son aile droite. Ce fut donc à déposter et à refouler les Français, et non à les déborder sans cesse, que se réduisirent principalement les spéculations du général autrichien. L'ennemi, à qui il eût été facile de forcer les retranchements de Borghetto dès le 25 avril, en différa l'attaque jusqu'au 2 mai. La grande supériorité de ses moyens ne laissait aucun doute sur le succès de l'entreprise; mais ce succès eût été plus décisif et plus facilement obtenu, si au lieu de se porter sur tous les points à la fois, il eût concentré ses efforts contre la gauche des Français, en évitant d'inquiéter leur droite qu'il avait intérêt de retenir dans la position. Cette remarque est d'autant moins hasardée, que l'apparition d'une seule de ses colonnes sur le Monte Lingo suffit pour mettre Suchet dans un extrême embarras, bien que déjà les progrès des attaques directes l'eussent décidé à se retirer.

Les Français étant venus prendre la position d'Oneille au col Ardente, à la suite de cette affaire, la lutte s'y rouvrit le 7, avec un nouvel acharnement, mais toujours avec les mêmes circonstances, seulement les Autrichiens mirent un peu plus de vigueur dans leurs manœuvres contre notre aile gauche. Maîtres de Tende et de Saorgio à la fin de la jour-

(1) *Voyez* la relation qui en a été donnée par le général Thiébault.

née, ils nous eussent peut-être coupé le chemin de Nice, si, par son obstination à s'emparer d'Oneille, qu'elle eût dû se garder d'attaquer, leur aile gauche ne nous avait encore avertis de songer à la retraite. Elle se continua sans événement jusqu'au Var, où devaient enfin s'arrêter les progrès du vainqueur. En effet, tous ses efforts vinrent se briser contre cette barrière qu'avaient rendue inexpugnable le zèle et les talents du général Campredon.

Mélas en était à ce point où Bonaparte avait dû désirer qu'il arrivât avant de dévoiler ses vastes projets. Aussi, allons-nous voir s'ouvrir la scène des grands événements, de ceux qui décident du sort des empires, et d'abord en nous transportant en Allemagne, où déjà la victoire est fixée dans nos rangs.

§ III.

Bien qu'en accédant aux intentions du plan minuté par le gouvernement, Moreau crut devoir s'en écarter à quelques égards secondaires, et notamment pour ce qui regardait le rassemblement de l'armée vers Schaffouse. Supputant, non sans raison, que ce rassemblement ne manquerait pas de donner l'éveil à l'ennemi, et de l'éclairer sur le véritable point du passage du Rhin qui, par cela même, deviendrait d'une exécution difficile, il prit une détermination mixte, et remit à opérer la concentration de ses forces sur la rive gauche, après avoir débouché par les ponts de Brisach et de Bâle dont nous étions en possession; l'on avait ainsi le double avantage de laisser l'adversaire dans une plus grande incertitude et de s'épargner la construction de ponts qu'il eût fallu, suivant toute probabilité, passer de vive force; mais, outre que l'on ne se portait plus aussi directement sur sa gauche et ses communications, l'on courait encore l'immense danger de le voir se jeter entre les colonnes, s'il venait à être informé à temps.

Moreau ne se fit point illusion sur la réalité de ce danger,

et peu rassuré par la protection que devait nécessairement lui offrir cette masse de montagnes, de bois, de profondes vallées, qui allaient servir de théâtre aux premières opérations, il imagina de recourir à une ruse qui, pour n'être pas neuve, n'en remplit pas moins son objet.

Quand vint l'instant d'agir, il transporta avec grand appareil son quartier général à Strasbourg, comme dans le dessein de déboucher par Kehl. Cependant il n'avait d'autre but que d'attirer par des démonstrations les forces ennemies à leur droite, tandis qu'il imprimerait aux siennes une direction contraire. Le baron de Kray fut bientôt averti, car, malgré la surveillance des postes, ses espions passaient et repassaient le Rhin aussi facilement què les nôtres. Trompé par les apparences, et frappé de l'idée que Moreau se disposait à forcer la vallée de la Kintzig pour reprendre sa ligne d'opérations de 1796, il porta une partie de ses réserves à sa droite, et donna ainsi dans le piége.

Le 25 avril avant le jour, le général Sainte-Suzanne passa le pont de Kehl à la tête de ses trois divisions, et s'avança sur la route de Rastadt et d'Appenweier, poussant devant lui les troupes légères de Kienmayer. Maître de Griesheim à la suite d'un engagement assez vif, il établit sa gauche à Linx, et sa droite au delà de la Kintzig.

Le même jour, Saint-Cyr déboucha de Vieux-Brisach sur Fribourg ; sa première division, commandée par Ney, poussa dans la direction de Burkheim et d'Eichstetten, comme pour donner la main à Sainte-Suzanne.

Ces deux corps restèrent en position le 26.

Une seule division de la *réserve* (1) avait passé le Rhin à

(1) C'est ainsi que l'on désignait le corps commandé immédiatement par Moreau. Rien, cependant, dans la composition et la destination ultérieure de ce corps, ne justifie une telle dénomination : les troupes d'élite ne s'y trouvaient pas en plus grande proportion que dans le reste de l'armée ; et s'il est vrai qu'il comptât une division entière de cavalerie, elle en fut presque toujours détachée pour renforcer Lecourbe. D'un autre côté, cette prétendue réserve, car le nom n'est pas la chose, eut presque toujours sa

Bâle ; mais elle fut bientôt suivie de deux autres et de la grosse cavalerie.

Le 27, à l'entrée de la nuit, Sainte-Suzanne se replia lestement sur Kehl, pour revenir, par la rive gauche du Rhin, sur Brisach, et de là sur Fribourg, où il arriva le 1er mai.

Saint-Cyr n'y était plus : son corps, participant au mouvement général de la gauche vers la droite, s'avançait alors de Saint-Blaise à Stühlingen.

De retour à la tête de la réserve, Moreau en avait momentanément détaché la division Richepanse vers Saint-Blaise, pour assurer la jonction de Saint-Cyr et couvrir, dans leur marche sur la Wutach, les divisions Delmas et Leclerc.

Lecourbe, pour qui l'instant d'agir était arrivé, franchit le Rhin le 1er mai, entre Schaffouse et Stein. Ce passage mérite d'être cité : en moins de trois heures tout son corps fut établi sur la rive droite.

Ainsi, à l'exception de l'aile gauche qui observait la droite et le centre ennemis en avant de Fribourg, toute l'armée française se trouvait réunie et en mesure de livrer bataille.

Aucun grand combat n'avait eu lieu, et cependant les pertes des Impériaux s'élevaient déjà à quinze cents prisonniers et six pièces de canon. De plus, Kray, à qui les avantages de la concentration paraissaient assurés par la position même de ses cantonnements, les avait cédés à son adversaire, qui, dès lors, disposait de soixante mille hommes contre sa gauche affaiblie.

Pressé de continuer sa manœuvre oblique, Moreau prescrivit à Lecourbe de se diriger incontinent sur Stokach, afin de séparer pour toujours Reuss de Kray. Saint-Cyr et la ré-

place en première ligne ; non que la réserve ne doive s'y trouver quelquefois, mais seulement par exception. L'armée n'avait réellement pas de réserve à qui l'on puisse donner ce nom, et c'était peut-être un des plus grands vices de son organisation active. L'existence d'un pareil corps eût donné plus d'ascendant et de caractère aux manœuvres, et nul doute qu'il n'eût rendu plus décisifs et moins difficiles les succès contestés d'Engen et de Mosskirch. (V. plus loin.)

serve appuyèrent ce mouvement en s'avançant vers Blumberg et Engen.

Mais que se passait-il au quartier général ennemi? Chaque rapport y redoublait les incertitudes, et devenait l'occasion d'une foule d'ordres inopportuns ou contradictoires. Kray, que les premières nouvelles arrivées de Fribourg et de Bâle, auraient dû éclairer sur l'imminence du danger que courait sa gauche, s'imagina voir les Français sur toutes les routes, et ne prescrivit que de tardives et impuissantes mesures. S'il fit rétrograder, pour les porter sur Engen, les troupes envoyées d'abord au secours de sa droite, il laissa Reuss et Starray dans la plus complète inertie : en les attirant à lui par des marches forcées, il pouvait encore déjouer tous nos projets, ou du moins en rendre l'exécution fort douteuse. Les distances que ces deux généraux avaient à parcourir étaient, il est vrai, considérables, mais encore lui suffisait-il d'avoir la certitude qu'ils arriveraient pour se jeter, avec le gros de ses forces, ou sur Saint-Cyr ou sur Moreau. Ses lenteurs et son manque de pénétration l'avaient ainsi réduit à n'avoir que quarante mille hommes au point décisif, alors que son adversaire s'y présentait avec soixante mille, soutenus par tous les avantages moraux qui résultent de l'initiative et de premiers succès (1).

Lecourbe, agissant en conformité de l'ordre de manœuvrer sans relâche par la droite, arriva devant Stokach le 3 mai, battant et poursuivant le prince de Lorraine et les généraux Sporck et Kospoth. Cette ville renfermait d'immense magasins, et présentait, sous le rapport des communications, une position de la dernière importance pour l'un comme pour l'autre parti. L'ennemi avait résolu de la défendre.

(1) Peut-être faut-il moins attribuer à un manque de capacité de la part de Kray, qu'à l'influence quelquefois impérative et plus souvent méticuleuse du conseil aulique, ces premiers revers de l'armée autrichienne. Tel est le jugement que semblent en porter, avec Jomini, plusieurs autres écrivains estimables.

Le général français, qui s'y était attendu, avait dirigé dès le matin, par Wahlwick et Seruadingen, la division Vandamme sur son flanc gauche. Cette précaution et la vigueur des attaques de Montrichard et de Nansouty, dont les hussards culbutèrent la cavalerie impériale, valurent aux Français une victoire signalée. Quatre mille prisonniers, cinq cents chevaux et huit pièces de canon restèrent entre leurs mains, ainsi que la ville et les magasins de Stokach. Mais un plus grand résultat encore, c'est que désormais la jonction de Reuss avec la grande armée, devenait au moins problématique. L'ennemi se retira dans les deux directions de Pfullendorf et de Mosskirch.

Pendant que l'aile droite obtenait ces brillants succès, la réserve abordaitle corps de bataille ennemi en avant du défilé d'Engen. L'intention de Kray n'était pas d'accepter le combat, mais il s'y vit comme forcé par la rapidité de nos manœuvres et par la nécessité de soutenir l'archiduc Ferdinand, déjà engagé avec le corps de Saint-Cyr.

La bataille dura depuis midi jusqu'au soir. Elle fut livrée sur un terrain accidenté et tout couvert de villages et de bois. Les Autrichiens tirèrent parti de ces obstacles et les défendirent avec une rare opiniâtreté : c'est au point que, sans l'arrivée d'une des brigades de Saint-Cyr, qui se jeta sur leur droite, la victoire restait indécise. Agissant de concert avec Richepanse, qui, depuis trois heures, s'épuisait en vains efforts, cette brigade enleva le plateau d'Engen et tourna le pic fortifié de Hohenhewen. On ne dut le succès qu'à ce mouvement combiné. A l'aile droite combattit aussi fort utilement une partie de la division Lorges, du corps de Lecourbe ; elle en avait été détachée le matin même pour observer l'ennemi entre Engen et Stokach. Dans ce second acte de la journée du 3 mai, les Français recueillirent sept mille prisonniers, trois drapeaux et neuf pièces de canon (1).

(1) *Voy.*, au tome V du *Mémorial* du dépôt de la guerre, le plan et la relation officielle de cette bataille.

La retraite de Kray, accélérée par la nouvelle du succès de Lecourbe, s'effectua sur Liptingen et Mosskirch. C'est sur ce dernier point que se dirigèrent aussi l'archiduc et le prince de Lorraine.

Jomini a remarqué, et nous sommes entièrement de son avis, 1° que loin d'affaiblir l'aile droite d'une des brigades de Lorges, il eût été plus convenable d'agir en sens inverse, en prescrivant à Saint-Cyr de doubler de marche pour se lier de plus près au centre, lequel eût alors appuyé sur Mulhausen et Aach afin de soutenir Lecourbe; 2° que, pour ne pas dévier du système général d'opérations qui tendait à une manœuvre constante par la droite renforcée, Saint-Cyr et Richepanse, au lieu de figurer en première ligne, auraient dû former les derniers échelons. On peut encore trouver, quant au fait même de la bataille, que les divisions y combattirent avec peu d'ensemble, et, pour ainsi dire, contrairement aux vues stratégiques; que, faute de prévisions et de mesures suffisantes, Moreau fut heureux d'obtenir de sa gauche une victoire qu'il n'eût dû demander qu'à sa droite. Avec une réserve proportionnée à sa force, une aussi grande armée n'eût pas été réduite à ne devoir qu'à la coopération incertaine de deux brigades un succès nécessaire à l'accomplissement de ses desseins ultérieurs.

Le 4, toute l'armée continua d'appuyer sur sa droite : Saint-Cyr remplaça dans ses positions le corps de réserve qui se dirigea sur Liptingen ; la division Lorges rejoignit l'aile droite à Stokach, où la cavalerie de d'Hautpoul eut également l'ordre de se rendre, pour être mise à la disposition de Lecourbe.

Sainte-Suzanne se porta de Neustadt sur Donaueschingen, où il s'empara du reste des magasins ennemis de première ligne. Son corps, destiné a rester provisoirement sur la rive gauche du Danube, marcha sans plus tarder vers Geisingen.

Tous ces mouvements étaient parfaitement combinés. Mais s'il faut voir dans l'idée d'attacher la cavalerie à l'aile droite une grande justesse de coup d'œil, il faut aussi reconnaître

que cela ne suffisait pas, et que le rôle de cette aile exigeait pour le moins un renfort de deux divisions.

Le lendemain 5 eut lieu la bataille de Mosskirch.

Lecourbe s'ébranla dès quatre heures du matin. Son lieutenant Vandamme, après avoir chargé la première brigade d'éclairer les bords du lac de Constance et de flanquer les troupes qui marcheraient à l'ennemi, s'avança, par Klosterwald, avec le reste de sa division.

Montrichard et, derrière lui, Lorges et d'Hautpoul, formèrent une seule colonne sur la route de Stokach à Mosskirch, passant par Krumbach. Ici, Lorges prit à gauche, pour étendre ses attaques sur le flanc droit de l'ennemi.

La réserve, toujours sous les ordres immédiats du général en chef, marcha en seconde ligne de l'aile droite.

L'ennemi, qu'allait bientôt rejoindre l'archiduc Ferdinand avec vingt mille hommes, occupait avec trente mille le plateau en avant de Mosskirch. Ses formidables batteries plongeaient et enfilaient au loin la chaussée qui, depuis Krumbach, est resserrée entre des taillis très épais. Sa ligne s'étendait de l'Ablach à Heudorf et à Altheim où appuyait sa droite. Les bois et les accidents du terrain rendaient cette position d'un abord difficile.

Montrichard déboucha rapidement avec la cavalerie et l'artillerie; mais l'ennemi, par l'énorme supériorité de ses batteries, démonta la majeure partie de nos pièces et rendit vaines toutes nos tentatives contre le plateau. Lecourbe ne voyant d'espoir qu'en tournant cette redoutable position, chargea Lorges d'enlever Heudorf. Ce pouvait être un moyen de gagner le champ de bataille, mais non d'obtenir un succès décisif que l'on ne devait se promettre que de la présence de Saint-Cyr et d'un effort vigoureux contre la gauche ennemie.

Les grenadiers hongrois disputèrent longtemps la possession de ce village, qui pris et repris plusieurs fois, resta enfin en notre pouvoir, sans que nos affaires en fussent toutefois

plus avancées. Il fallait l'arrivée de Vandamme pour leur faire prendre une meilleure tournure.

Ce général déboucha en trois colonnes sur l'extrême gauche du prince de Lorraine et de toute la ligne autrichienne ; il franchit l'Ablach, emporta à la baïonnette le faubourg de Mosskirch, et établit une batterie qui prit à revers les défenseurs du plateau. Montrichard répondit à son appel, et, plus heureux cette fois, il aborda si vivement les impériaux, qu'il les mit sur ce point dans une déroute complète. La prise de Mosskirch s'ensuivit aussitôt.

Cependant, bien loin de songer à la retraite, Kray se préparait au contraire à une vigoureuse attaque contre notre flanc gauche. Cette attaque, à laquelle devaient concourir ses réserves et les corps de l'archiduc et de Giulay, paraîtra d'autant mieux combinée que ceux-ci, donton apercevait les têtes de colonnes, arrivaient dans le prolongement même de cette partie de notre ligne.

On conçoit quel danger couraient les Français, et avec quelle activité nouvelle la lutte allait être entretenue. Delmas, car, dès ce moment, le corps de réserve entra en action, Delmas, qui s'avançait au soutien de Lorges, fit à gauche un changement de front qu'exécutèrent aussi la division Bastoul et les autres troupes de la réserve, au fur et à mesure qu'elles arrivèrent. Nos deux corps d'armée se trouvèrent ainsi dessiner un angle obtus, dont Lorges et Delmas formaient le sommet.

Ces généraux, le dernier surtout, eurent de terribles efforts à repousser. L'ennemi, déconcerté par leur opiniâtre résistance, et sans pourtant renoncer à l'espoir de les forcer, longea notre ligne pour essayer de nous intercepter la route de Stokach, mal à propos encombrée de tous les équipages ; mais, bientôt arrêté par Bastoul qui venait d'arriver à Krumbach, il dut renoncer à son projet.

L'on combattait encore de toutes parts, lorsque, sur les cinq heures, parut enfin Richepance : il dirigea une de ses brigades au secours de Delmas, et déploya en potence sur la droite ennemie, le reste de sa division. Kray n'attendit pas

l'effet de ses mesures, et, profitant de la nuit qui s'avançait, il continua son mouvement rétrograde.

Les pertes furent égales, et de huit mille hommes environ pour chacun des partis. Moreau passa la nuit sur le champ de bataille. Dès le lendemain, Kray chercha un refuge au delà du Danube qu'il traversa à Sigmaringen.

On s'étonne que Saint-Cyr soit resté avec vingt-cinq mille hommes autour de Liptingen, quand sa présence eût placé entre deux feux l'archiduc et Giulay. D'après le rapport officiel de Dessoles, tous les officiers qui lui furent expédiés par Moreau auraient été enlevés par les partis ennemis, qui s'étaient beaucoup avancés vers Stokach ; mais est-il absolument nécessaire d'ordres quand le bruit répété du canon annonce une bataille ? L'habileté si souvent éprouvée de l'illustre maréchal interdit ici toute réflexion.

C'est avec raison que l'on a blâmé Kray d'avoir accepté cette seconde bataille, quand il pouvait, en passant le Danube, attendre Kienmayer et Starray qui s'avançaient à marches forcées. Voulait-il favoriser un mouvement offensif du prince de Reuss sur Stokach ? mais, outre que les ordres itératifs du conseil aulique assignaient à celui-ci la défense exclusive du Vorarlberg et du Tyrol, il n'était déjà plus temps de songer à un tel mouvement. On ne pourrait alléguer d'ailleurs la nécessité de soutenir l'archiduc et Giulay, puisque rien ne les empêchait d'affectuer séparément le passage du Danube vers Hausen. Ce ne serait donc que pour sauver l'honneur des armes et vendre chèrement le terrain qu'il abandonnait, que le chef de l'armée autrichienne aurait combattu ? Mais ces considérations sont-elles de nature à motiver une grande action, surtout alors que le moral des troupes a été ébranlé ?

Relativement à l'épisode même de la bataille, les deux partis s'y montrèrent tour à tour assaillants ; et, d'un côté comme de l'autre, les divisions furent engagées à des époques diverses ; d'abord, parce qu'elles n'étaient pas toutes arrivées au commencement de l'action, et ensuite, parce que le terrain

les obligea à défiler les unes derrière les autres. La manœuvre tournante de Kray mérite assurément des éloges ; et néanmoins pour amener un grand résultat, il ne fallait pas, ainsi que l'observe Jomini (1), « qu'elle fût une inspiration subite au « milieu du combat, mais bien une combinaison préméditée, « et à laquelle toutes les opérations des autres corps de l'ar- « mée se fussent rattachées. Un mouvement improvisé peut « rétablir les chances d'un combat, changer une défaite en « victoire, comme celui de Desaix à Marengo ; mais il ne pro- « duit de grands résultats que quand ceux-ci sont préparés « par les combinaisons primitives du plan général d'opéra- « tions (2). »

Nous nous sommes un peu étendu sur cette bataille, et, cependant, il est encore à son sujet plus d'une réflexion instructive que nous pourrions faire (3).

Les événements maîtrisaient de plus en plus le général autrichien. Isolé de ses deux ailes, il ne pouvait se réunir à l'une sans renoncer à l'appui de l'autre : fâcheuse alternative qui le réduisait à être toujours faible. Il ne lui restait qu'un moyen de concentrer toutes ses forces, et ce moyen demandait de nouveaux sacrifices ; c'était de gagner au plus tôt la ligne de l'Iller et d'attirer respectivement sur Ulm et sur Memmingen, les corps de Starray et de Reuss. Peut-être y eût-il eu pour celui-ci, quelque danger à défier devant l'actif et audacieux Lecourbe ; mais Kray, dans l'état actuel des choses, devait-il craindre à forces égales un engagement de son aile gauche, surtout lorsque l'heureuse issue de cet engagement assurerait beaucoup mieux qu'on ne devait se flatter de le faire avec des postes isolée, la défense du Vorarlberg et de la Bavière.

(1) Tome XIII, page 157.

(2) Par là se trouve mise en relief une des différences essentielles entre la tactique et la stratégie.

(3) *Voy.* la relation de M. de Nisas, dans le tome, déjà cité du *Mémorial du dépôt de la guerre.*

Cette chance et plusieurs autres encore échappèrent au coup d'œil du général ennemi. Renforcé à Sigmaringen par le corps de Kienmayer, il repassa le Danube à Riedlingen, et vint, le 7 mai, s'établir à Biberach. C'était, à coup sûr, présenter la bataille aux Français : car il était aisé de prévoir que, dans son empressement à continuer sa marche oblique, Moreau ne perdrait pas un instant pour gagner du terrain et se saisir des routes de la Bavière et du Tyrol. L'on ne devine pas mieux que pour la bataille de Mosskirch, les motifs si pressants qui pouvaient ainsi déterminer Kray à une nouvelle action avant que ses troupes eussent repris contenance, et surtout avant que Starray fût arrivé. Il devait assurément lui répugner de découvrir le Vorarlberg et d'abandonner ses magasins, qui, pour la plupart, étaient sur la rive gauche ; mais fallait-il, dans le dessein de parer à un mal secondaire, et comme en désespoir de cause, s'exposer à un mal plus réel ?

Ce fut le 9 au matin que les deux armées se retrouvèrent en présence. Les Impériaux campaient sur deux lignes ; la première, sous l'archiduc Ferdinand et Rosenberg, en avant de Biberach ; la seconde, aux ordres mêmes de Kray, sur les hauteurs en arrière de cette ville. Il est remarquable que ces deux lignes étaient séparées par le ravin profond et vaseux où coule la Riss : disposition contraire à toutes les règles, dont Jomini ne manque pas de faire ressortir le danger et la bizarrerie.

« On ne conçoit pas trop, dit cet écrivain, comment Kray, « décidément rejeté sur la défensive, laissait un détachement « (la première ligne), aussi considérable en avant de la Riss « et du défilé de Biberach ; la leçon reçue en 1796 par le « comte de Latour, sur le même terrain, aurait dû l'en dé- « goûter (1). Le dernier était du moins excusable, en ce « qu'il avait un but offensif ; mais on ne saurait expliquer la « conduite de Kray dans cette occasion. Il est fort bien de

(1) *Voy.* la quinzième leçon.

« couvrir une ligne défensive par des corps légers, pour être « instruit à temps de l'approche de l'ennemi; mais y enga- « ger quinze à vingt mille hommes dans un combat sérieux, « c'est commettre une faute grave. Il est probable qu'il y fut « déterminé par l'espoir de sauver ce qui restait des ma- « gasins; mais c'était s'exposer à les perdre, et à se faire « battre en même temps. »

Nos trois corps d'armée débouchèrent en même temps. Fidèle à ses instructions et au plan général de campagne, Lecourbe tourna les sources de la Riss et se prolongea sur le flanc gauche de l'ennemi comme pour le couper de Memmingen. La première brigade de Vandamme, précédemment dirigée le long de la rive orientale du lac de Constance, tenait alors la ligne de Wangen à Lindau.

La réserve et le corps de Saint-Cyr s'avancèrent entre les sources de la Riss et le Federsée.

Moreau, que l'on ne peut blâmer de n'avoir pas prévu une bataille aussi inattendue, était alors à Riedlingen où il passait en revue le corps de Sainte-Suzanne. Saint-Cyr suppléa à sa présence, et le succès de la journée n'en fut pas moins décisif (1).

Les divisions Tharreau et Baraguey-d'Hilliers abordèrent l'archiduc de front, tandis que Richepanse lui fit craindre pour sa gauche. Le corps ennemi eut à peine fait un simulacre de résistance sur les hauteurs de Mittel-Biberach, qu'il se précipita à la débandade dans le vallon de la Riss : la majeure partie en eût été infailliblement prise, si Kray n'avait fait avancer d'imposants renforts pour le recueillir. C'en fut assez pour déterminer ce général à la retraite; mais les Français ne lui laissèrent pas le loisir de l'effectuer paisiblement.

(1) Quelques écrivains ont tu cette particularité que Jomini a pris soin de consigner, et que nous nous faisons un devoir de répéter d'après lui.

Nous rappellerons, à cette occasion, que c'était pour la seconde fois que Saint-Cyr allait combattre et triompher sur ce même terrain.

Les deux divisions de Saint-Cyr débouchèrent si vivement de Biberach au delà de la Riss, qu'elles obligèrent les arrière-gardes et le corps de bataille ennemis à recevoir un nouveau combat. Quoiqu'un peu plus long que le premier, l'issue n'en fut pas douteuse un instant. Le coup d'œil et la résolution admirables de Richepanse en abrégèrent la durée : jugeant qu'il lui serait impossible et inutile de déboucher par le défilé de Biberach où déjà deux divisions se trouvaient engagées, il s'élança dans la rivière avec la majeure partie de sa division, et vint encore, comme à Mosskirch, menacer les derrières de l'ennemi. Ce fut le dernier acte de la journée ; elle coûta aux Autrichiens quatre mille hommes, d'immenses magasins et plusieurs pièces de canon.

L'armée impériale se retira par les routes divergentes de Memmingen et d'Ulm. Comme il importait de ne pas lui laisser le temps de s'affermir derrière l'Iller, Lecourbe fut chargé de passer immédiatement cette rivière et de brusquer l'attaque de Memmingen. Il n'avait alors sous sa main que les divisions Lorges et Montrichard, celle de Vandamme ayant été détachée tout entière vers Leutkirch et Ravensbourg pour observer le prince de Reuss. Leur intrépidité suppléa au nombre, et l'ennemi, après un double combat où les Bavarois eurent principalement à souffrir, prit enfin le parti de se retirer sous le canon d'Ulm. Résolution tardive, qu'il eût fallu prendre le soir même de la bataille de Mosskirch (11 mai).

§ IV.

C'est alors que partit, pour le Saint-Gothard, le grand détachement que devait fournir Moreau à l'armée de réserve (1). Privée d'une partie essentielle de ses masses actives, l'armée

(1) Ce détachement, auquel furent réunies les troupes de l'intérieur de la Suisse, forma, sous les ordres de Moncey, la gauche de l'armée de réserve.

du Rhin ne pourra plus conserver le même ascendant, la même *quantité de mouvement*. Elle le pourra d'autant moins, qu'à l'abri des remparts d'Ulm, Kray a cessé d'être vulnérable, et se trouve disposer, au contraire, de nouveaux moyens de résistance et d'agression. Là, dans ce grand centre d'action (1), il peut, comme à loisir, attendre ses renforts, réparer ses pertes, retremper le moral de ses troupes, et prévenir, par un emploi judicieux de ses immenses ressources, les derniers effets de la manœuvre de Moreau.

Si l'armée impériale n'y retrouva pas son ardeur et sa contenance premières, elle se refit du moins sous les rapports matériels ; et bientôt grossie du corps de Starray et de plusieurs autres renforts, elle ne tarda pas à être en mesure de pouvoir contester la campagne. Il ne lui manquait même plus, pour reprendre une attitude imposante, que la coopération du corps du Vorarlberg ; mais le prince de Reuss avait tellement disséminé ses forces, qu'elles ne pouvaient plus être que d'un faible poids dans la balance : une de ces divisions était aux sources du Rhin, l'autre à Coire, et huit bataillons seulement vers Immenstadt et Kempten.

Il est vrai que, de notre côté, Sainte-Suzanne est entré en ligne, et que déjà sa présence nous a valu un premier succès devant Ulm (2) ; mais, outre que son corps ne suffisait pas pour établir l'équilibre du nombre, il laissait à la merci des

(1) Déjà, dans une autre occasion, nous avons signalé l'importance de la position d'Ulm. Elle forme naturellement quatre camps ou postes retranchés ; trois sur les hauteurs de la rive gauche du Danube, et le quatrième, en forme de tête de pont, sur la rive droite. Ce n'est guère qu'à la sortie de la place que le fleuve, devenu propre à la navigation, acquiert, sur les opérations une influence considérable. (*Voy.*, dans l'ouvrage de M. de Nisas, le rapport sur les places d'Ingolstadt, Ulm et Philipsbourg, rédigé de concert par l'adjudant général Lamarque et le chef de bataillon du génie de Caux.

(2) Le 16 mai. Il s'agit ici du combat d'Erbach, livré pour assurer la jonction des derniers détachements de Starray, que Sainte-Suzanne aurait pu couper. La grande supériorité des forces ennemies y tint longtemps la victoire incertaine ; elle ne fut même fixée que par l'apparition des colonnes

partisans ennemis et des paysans insurgés du Würtemberg et du Brisgau, tout le pays des sources et de la rive gauche du Danube.

Moreau apprécia les difficultés de sa tâche, et ne se dissimula pas qu'avant de passer outre, il lui fallait détacher Kray de son excellente position et l'obliger à tenir la campagne. Dans la conviction que des attaques directes seraient aussi inutiles que dangereuses, il s'attacha à le faire sortir de ses retranchements, en menaçant des points qu'il avait intérêt à protéger.

C'est principalement dans cé but que Lecourbe fut dirigé une première fois sur Augsbourg le 25 mai ; mais cette démarche n'amena aucun résultat satisfaisant ; et d'abord, parce que l'ennemi hésita à s'engager dans une affaire générale ; et ensuite, parce que la grande extension de notre ligne ne permit pas un effort décisif. Longtemps douteux, le combat de Guttenzell (5 juin) eût même tourné à notre désavantage, sans le coup d'œil et l'inébranlable fermeté de Ney. Sa division campait sur la rive droite de l'Iller ; elle franchit cette rivière au pas de course, et vint fort à propos dégager le corps de Sainte-Suzanne, ou plutôt de Richepanse (1). Ce corps, qui de la rive gauche du Danube était passé sur la rive droite, couvrait alors Biberach et les communications de l'armée. Lecourbe avait été rappelé à marches forcées, mais ni lui ni la réserve ne prirent part à l'action (2).

Pourquoi donc une aussi large répartition de ses masses,

de Saint-Cyr, qui, menaçant de passer d'un bord du Danube à l'autre, car le combat se donnait sur la rive gauche, imposèrent aux Autrichiens et les décidèrent à se replier.

(1) Sainte-Suzanne lui avait cédé le commandement de l'aile gauche pour aller diriger, contre le baron Albini, un corps qui se réunissait sur le Bas-Rhin.

(2) Plusieurs autres combats furent livrés autour d'Ulm ; mais nous ne rappelons que ceux qui, ayant un rapport intime avec le plan général d'opérations, pouvaient en influencer le développement.

quand, soi-même, on a tout fait pour attirer l'ennemi au combat? car, si l'idée de porter Lecourbe sur le Lech était aussi conforme au système général d'opérations, que propre à engager Kray à quelque imprudente sortie, il faut convenir que Moreau n'avait pas assez tenu compte des distances et des autres difficultés qui retarderaient et entraveraient la concentration de ses masses. D'autres circonstances, au surplus, pourraient encore motiver le même reproche. Pourquoi, qu'on nous permette de le répéter ici, pourquoi, quand en suivant d'ailleurs franchement et habilement un plan esquissé de main de maître, les batailles d'Engen et de Mosskirch furent-elles si longuement et si vivement contestées? c'est qu'au lieu de s'y porter avec ensemble et dans une intention bien déterminée, les divisions n'arrivèrent que successivement et sans but arrêté; que les unes étaient déjà exténuées quand les autres se présentaient, et que, dès lors, avant de se livrer à la grande affaire de vaincre, celles-ci avaient à porter secours aux premières et à rétablir le combat (1).

Nous pourrions prendre occasion de ces exemples pour revenir encore sur les défauts de l'organisation divisionnaire de l'époque, et sur les inconvénients de cette sorte d'indépendance qu'elle laissait aux généraux; mais nous en avons assez longuement discouru dans une précédente leçon, et malgré ce que nous avons pu lire depuis en faveur de cette organisation, notre opinion n'a point changé. Les vices en deviennent plus ou moins saillants, selon la force des armées, la nature et l'étendue de la zone d'opérations. Les théâtres médiocrement propres au déploiement de grandes masses de cavalerie, et le pays d'entre le Danube et le Rhin est de ce nombre, lui sont en général les moins défavorables; mais elle est d'une application impossible dans les hautes mon-

(1) Moreau avait-il prévu qu'il serait victorieux par sa gauche à Engen, et que le dénoûment de la bataille de Mosskirch arriverait à Krumbach? Il est rare que l'on puisse dominer les événements; mais avec son ascendant, sa supériorité, Moreau le pouvait presque.

tagnes, inefficace et même dangereuse dans les pays de plaines. L'épreuve heureuse d'une organisation peut la mettre en crédit, mais non la justifier; car il peut arriver que la réussite tienne plus à l'infériorité des talents et du système de guerre des adversaires, qu'à l'essence même de cette organisation.

Le moment était venu où l'offensive allait reprendre une allure plus active et plus caractérisée. Pressé de sortir d'une situation que la pénurie des vivres allait rendre critique, et convaincu d'ailleurs que de simples démonstrations ne suffiraient pas pour déloger Kray de son excellente position, Moreau se décida à menacer plus sérieusement ses communications. Il fit faire en conséquence, à toute l'armée un grand mouvement demi-circulaire autour d'Ulm, dans le but de gagner le Bas-Danube et les routes de la Bohême. Les circonstances de cette manœuvre, l'une des plus remarquables de nos guerres, veulent être examinées avec attention. Mais d'abord indiquons les mutations survenues dans l'armée durant sa station devant Ulm.

Par le départ de la division Lorges pour le Saint-Gothard, le corps de Lecourbe, ou aile droite, avait été réduit aux divisions Gudin, Montrichard, et à la brigade de cavalerie Nanzouty.

Le corps de réserve, toujours sous la conduite immédiate de Moreau, était devenu, à proprement parler, le centre; il se composait des divisions Grandjean, Leclerc, Decaen, et de la réserve d'Hautpoul.

La gauche, sous Grenier, était formée des divisions Ney, Baraguey-d'Hilliers et Legrand.

En arrière de l'aile droite, vis-à-vis le prince de Reuss, Molitor commandait un corps de flanqueurs dans la dépendance et sous la direction de Lecourbe.

Sur le prolongement de l'extrême gauche, entre l'Iller et la Riss, était un autre gros détachement de flanqueurs sous Richepanse : il se composait d'une partie de l'ancien corps de Sainte-Suzanne.

Nous avons indiqué la nouvelle destination de ce dernier.

Saint-Cyr, à qui Moreau reprochait, dit-on, de n'avoir pris aucune part à la bataille de Mosskirch, avait quitté l'armée pour rentrer en France.

Les Impériaux se tenaient partie d'un côté du Danube et partie de l'autre : Giulay occupait Weissenhorn et Rogenbourg ; l'aile gauche, sous Starray, Oberblaichen et la partie du fleuve entre Gunzbourg et Donawerth.

Le mouvement projeté commença le 10 juin et ne finit que le 16.

Lecourbe ouvrit la marche, en se portant de nouveau sur le Lech : maître de Schongau et de Landsberg, d'où furent aisément dépostées les troupes de Meerfeld, il descendit ensuite sur Augsbourg, que l'ennemi s'empressa d'évacuer. Durant ce mouvement de conversion, auquel participait le reste de l'armée, Ney eut occasion de chasser de Gravertzhofen et de Weissenhorn le corps autrichien de Giulay.

De Memmingen, où il était encore le 12, Moreau transporta son quartier général à Babenhausen.

C'est alors seulement que, sortant de sa profonde léthargie, Reuss songea à inquiéter le flanc droit de l'armée française. Toutefois, son début ne fut pas heureux : prévenu par Molitor, comme il s'avançait vers Kempten, ses têtes de colonnes furent culbutées et si vivement poursuivies, qu'elles jetèrent l'épouvante et le désordre parmi le reste de ses troupes. Dans la persuasion qu'il avait affaire à toute l'armée française, il se hâta de regagner les gorges de Fuessen et de Reitti, d'où il eût mieux fait de ne pas sortir. Molitor prit occasion de sa retraite précipitée pour rendre sa position meilleure.

Pénétré de l'importance de ses ordres, et peu inquiet de ce qui pouvait se passer sur ses derrières, Lecourbe avait continué sa marche vers le Danube, laissant à Boyer et à Nansouty le soin de garder Augsbourg et Landsberg. Le centre ayant manœuvré *au plus près*, arriva le 16 à Wertingen, vis-à-vis d'Hochstett ; passant aussitôt jusqu'à Burgau, il se mit en ligne avec Lecourbe. Tout en servant de pivot à cette

grande conversion, les trois divisions de l'aile gauche avaient gagné du terrain. Dans les derniers instants de la manœuvre, elles masquèrent les débouchés du Danube entre Ulm et Gunzbourg. Resté vers l'embouchure de l'Iller, Richepanse y remplissait la mission délicate de couvrir la communication de l'armée par Memmingen. Sa gauche, vivement attaquée le 15 à Brandebourg, avait eu peine à s'y maintenir.

Quels devaient être les premiers effets de cette admirable manœuvre? de forcer Starray à repasser précipitamment sur la rive gauche, s'il ne voulait être accablé par des forces quadruples; c'est aussi le parti qu'il prit, en recommandant toutefois à Giulay de défendre le poste retranché de Gunzbourg. Quant à l'impression produite à Ulm? l'on y vit une feinte, une nouvelle démonstration sur la Bavière, et l'on attendit à se déterminer quand il devenait instant d'agir.

Trois alternatives se présentaient au baron de Kray : 1° marcher immédiatement sur Donawerth; 2° concentrer ses forces sur Gunzbourg, en conservant toujours l'appui d'Ulm. Dans un cas comme dans l'autre, il eût fallu se résoudre à livrer bataille, si, malgré les difficultés d'un passage de vive force, Moreau réussissait à percer dans les plaines d'Hochstett; on se serait trouvé, suivant le cas, ou dans l'ordre direct ou dans l'ordre renversé; 3° Déboucher par la rive droite à la tête de soixante mille hommes, remonter l'Iller, accabler Richepanse, et, après avoir envoyé l'ordre à Reuss de s'avancer, rouvrir la route directe d'Augsbourg au moment où Moreau s'établirait à Dillingen et Hocshtett. Ce dernier parti eût été, ce nous semble, préférable aux deux autres, en ce qu'il tendait à une réunion avec le prince de Reuss, et qu'il obligeait Moreau, ou à un changement de ligne d'opérations contraire à ses instructions et à ses vues, ou à une bataille contre des forces supérieures pour reconquérir celle qu'il aurait perdue. C'eût été opposer l'offensive à l'offensive, et faire naître une série de nouvelles combinaisons, qui peut-être eussent changé l'état de la question. Toujours est-il que Richepanse se serait trouvé dans un extrême embarras, et que

Molitor et les autres détachements opposés à Reuss eussent couru le danger d'être pris.

Les ordres timides du conseil aulique, les rapports incertains de l'état-major autrichien, l'influence des derniers événements, tout contribua à enchaîner Kray aux fortifications d'Ulm, jusqu'au moment où son adversaire l'obligea de s'en détacher.

« Dans de telles occurrences, dit Jomini, il était naturel « que l'incertitude augmentât au quartier général autrichien « à mesure que le danger devenait plus pressant. Starray « s'étant retiré jusque derrière le Danube, à l'embouchure de « la Brenz, Giulay ne crut pas pouvoir défendre les retran- « chements informes de Gunzbourg contre les trois divisions « du général Grenier, et les fit évacuer. Cette nouvelle au- « rait dû faire prendre un parti décisif pour percer sur « Memmingen, ou descendre le Danube entre Ulm et Dona- « werth ; mais on perdit le temps à délibérer, et, sous pré- « texte de mieux juger des plans de l'armée française, on « attendit qu'ils fussent réalisés. »

Effectivement, l'exécution s'en poursuivait avec ardeur.

C'est au point que, dès le 18, tout se trouva disposé pour le passage du Danube. L'opération présentait des difficultés de plus d'un genre : l'ennemi veillait sur la rive opposée; nous n'avions pas un seul ponton, et tous les ponts jusqu'à Donawert étaient détruits. Mais Lecourbe avait compté sur l'intrépidité de quelques nageurs pour rétablir ceux de Gremheim et de Blindheim, qui avaient paru les moins endommagés.

Le 19, avant le jour, les divisions Gudin et Montrichard se serrèrent derrière le bois de Blindheim, soutenues en deuxième ligne par d'Hautpoul ; le centre continua d'appuyer à droite en se portant de Burgau vers Aislingen. Gudin fut le premier à s'approcher du fleuve.

Son artillerie n'avait pas achevé de déloger les postes ennemis de Gremheim et de Blindheim, que déjà nos impatients nageurs abordaient la rive gauche. Là, saisissant leurs fusils

et endossant leurs gibernes, sans même se donner le temps de se vêtir, ils s'élancent sur l'ennemi, le pressent, le culbutent et lui enlèvent deux pièces de canon. Des échelles jetées sur les débris du pont facilitent le passage de quelques canonniers pour servir ces pièces; ils sont immédiatement suivis de quatre bataillons, qui, se logeant dans les villages voisins, assurent irrévocablement le succès de l'entreprise. Une heure a suffi pour rendre les deux ponts praticables à toutes les armes.

Cependant, l'ennemi commençait à réunir ses forces ; de gros corps accouraient de Donawerth et de Dillingen. Il s'agissait de leur couper toute communication : c'est à quoi réussit Lecourbe, en faisant d'abord attaquer Schweningen (1). La victoire, longtemps indécise sur ce point, fut enfin fixée par une charge heureuse des carabiniers et de l'escorte même du général.

Tandis que les Impériaux étaient ainsi battus et poursuivis dans la direction de Donawerth, Montrichard et Gudin débouchaient de Blindheim pour remonter sur la rive gauche. Puissamment secondés par un mouvement rapide de la cavalerie sur Altheim et Hausen, ils culbutèrent successivement, de Hochstett et de Dillingen, les trois ou quatre mille hommes que Starray avait portés en avant. Toutefois, l'ennemi se préparait à une résistance plus sérieuse; déjà la brigade Kospoth et plus de deux mille cuirassiers se déployaient en deçà de la Brenz; ils y rallièrent les restes du corps de Starray, et eurent même à cette occasion un moment de succès sur la cavalerie harassée de Lecourbe. Mais ils ne purent tenir longtemps contre les forces toujours croissantes de leurs adversaires; car le centre, ayant rétabli les ponts de Dillingen et de Lawingen, venait d'opérer sa jonction.

Dans la crainte fort naturelle de voir arriver l'armée ennemie à la suite de ses premiers détachements, et quoiqu'il fût

(1) Consultez, dans l'ouvrage de M. de Nisas, la carte du passage du Danube.

huit heures du soir, Moreau ordonna que, sans plus tarder, l'on marchât aux cuirassiers autrichiens. Plusieurs escadrons du centre se joignirent à Lecourbe, et soudain de nouvelles et terribles charges s'engagèrent au milieu des ténèbres. Une demi-brigade s'empara de Gundelfingen, et, à onze heures du soir, moment où l'on combattait encore, l'ennemi, jeté au delà de la Brenz, abandonna enfin ses positions. Jamais la cavalerie française ne s'était autant mesurée avec la cavalerie impériale; elle avait combattu presque tout le jour contre des corps supérieurs, et toujours avec avantage.

Pour prix de tant d'efforts, les Français recueillirent cinq mille prisonniers, vingt pièces de canon et plusieurs drapeaux. Ainsi fut vengé l'affront qu'avaient éprouvé en ces mêmes lieux Marsin et de Tallard, près d'un siècle auparavant.

Moreau, qui s'attendait à une grande bataille le lendemain, envoya à Grenier l'ordre de marcher toute la nuit pour gagner Lawingen et se réunir à l'armée au point du jour. La seule division Ney fut laissée en observation sur la rive droite, où elle devait attendre Richepanse.

La bataille ne se donna pas. Aux chances fort douteuses qu'elle présentait, Kray préféra une retraite de flanc par des chemins affreux. Il laissa dix mille hommes dans Ulm, et prit la direction de Neresheim, où ses arrière-gardes eurent à soutenir un vigoureux combat le 23 (1). De Nordlingen, où il séjourna le lendemain, il dépêcha un parlementaire au quartier général français pour annoncer la nouvelle d'un armistice entre les deux armées d'Italie. Il laissait ignorer les brillants événements qui avaient amené cette suspension d'armes, et se bornait à en proposer une entre les armées d'Allemagne. Une convention de ce genre avait été effectivement signée à l'issue de la bataille de Marengo; mais, outre que Moreau n'en avait encore aucune connaissance of-

(1) *Voy.* la relation de M. de Nisas, et les ouvrages de Jomini et de Mathieu Dumas.

ficielle, elle ne devait rien changer à l'état des affaires en Allemagne. N'ayant vu qu'une ruse pour gagner du temps dans la proposition de Kray, il refusa d'y adhérer.

L'extrême célérité avec laquelle l'armée ennemie se replia sur Nordlingen ne l'eût pas tirée d'embarras, si, plus tôt informé de sa retraite, Moreau se fût abandonné à un mouvement contre son flanc droit, dans les journées des 21 et 22. Néanmoins, quoique ce mouvement n'eût pas manqué d'amener de grands résultats, on conviendra que le général français devait craindre de trop s'éloigner du fleuve et de ses communications sur la rive droite. Napoléon a vu dans sa conduite un excès de circonspection : il aurait voulu que, dès le 20, il se fût élevé vers Neresheim, sauf à se baser désormais sur la route de Stuttgard si les circonstances l'exigeaient. On peut trouver que Moreau eût pu pousser un peu plus vivement dans cette direction, mais non au point d'en venir à un changement total de ligne d'opérations qui, en rouvrant à Kray les routes de Kempten et d'Augsbourg, eût assuré sa jonction avec Reuss, jonction nécessairement fâcheuse, et que jusqu'à ce jour l'on s'était efforcé de prévenir. Il est encore un argument de quelque poids que l'on peut opposer aux reproches de Napoléon, c'est que la pluie avait tellement gâté les chemins sur ce théâtre dépourvu de chaussées, qu'il devenait difficile d'y faire mouvoir l'armée. Il résulte donc pour nous, de ces considérations, qu'il entra dans la conduite de Moreau beaucoup plus de sagesse que d'hésitation et de timidité.

Dans l'ignorance de ce qui se passait d'extraordinaire en Italie, et prenant en considération que, d'un instant à l'autre, il peut recevoir l'ordre de suspendre les hostilités, Moreau renonça à l'espoir fort incertain de joindre son adversaire, préférant élargir la base de ses cantonnements en faisant occuper la capitale de la Bavière. Cette mesure avait encore pour but de forcer l'électeur à remplir les conditions d'un traité conclu et éludé par lui en 1797. D'ailleurs, en s'emparant d'un pont sur l'Iser, on isolait de plus en plus le prince

de Reuss, qui, dès lors, ne pourrait plus opérer sa jonction que derrière l'Inn.

Moreau renforça, en conséquence, de dix escadrons la division Decaen, échelonnée en avant de Neresheim, et lui prescrivit de se porter, par Hochstett, Augsbourg et Dachau, à marches forcées sur Munich.

Cependant, au lieu de continuer sa retraite vers la Bohême, où il n'avait point de subsistances préparées, Kray se disposait à gagner par delà le Danube, la ligne transversale de l'Iser. Achevant de parcourir, autour de Donawerth, un demi-cercle concave et entièrement pareil à celui qu'avait décrit son adversaire autour d'Ulm, il vint repasser le fleuve à Neubourg le 26 au soir.

Ce mouvement tendait à placer Decaen dans la situation la plus critique; mais il fut connu et apprécié de si bonne heure au quartier général français, que, dès ce même jour, Lecourbe arriva à Rain, après avoir successivement repassé le Danube à Donawerth et le Lech à Gonderkingen. Il était d'ailleurs suivi du reste de l'armée, moins la division Richepanse stationnée devant Ulm.

De cette commune direction des forces opposées vers Neubourg résultèrent différents combats le 27, et entre autres celui d'Unterhausen; la lutte y fut des plus opiniâtres. C'est là que périt d'une mort qu'il avait toujours enviée, le premier grenadier de France, le vaillant et généreux La Tour-d'Auvergne; il tomba percé d'un coup de lance. Avec lui périrent le colonel et vingt autres officiers de son régiment (le 46e). Les renforts toujours croissants des Français purent seuls décider Kray à abandonner le champ de bataille.

Satisfait d'avoir combattu, en quelque sorte à égalité de jeu, contre un ennemi victorieux, il continua sa marche sur Ingolstadt où il laissa garnison. Filant ensuite par la rive gauche jusqu'à Vohbourg, il y repassa le Danube pour prendre enfin, le 1er juillet, la position de Landshut. Les troupes étaient harassées et dans l'état le plus déplorable.

Pour soutenir de plus près la division Decaen, qui, le 28,

était entrée à Munich, Moreau dirigea sa droite et son centre sur la Paar. La gauche se mit en ligne et forma l'investissement d'Ingolstadt. Le général Baraguey-d'Hilliers étant alors parti pour l'Italie, sa division fut dissoute et ses troupes réunies aux divisions Ney et Legrand.

L'armée, dans l'intervalle du 1er au 4 juillet, continua de s'avancer vers Neustadt et l'Iser.

Ne jugeant pas à propos de l'attendre, Kray se retira sur l'Inn, et campa le 7 à Ampfing. Il y rallia le corps de Meerfeld, qui resta à Parsdorf, et celui de Condé qui s'établit à Wasserbourg : en échange, il détacha Klénau sur le Danube pour y tenir les Français en alerte, couvrir Ratisbonne et protéger le pays.

L'archiduc Ferdinand, qu'il avait imprudemment laissé à Landshut, à plus de quatre marches de l'armée, en fut chassé par Leclerc à la suite d'une brillante affaire. Le prince ne dut son salut qu'à l'éloignement de la cavalerie française.

Si l'on excepte une sortie de la garnison d'Ulm, vivement repoussée par le colonel Montbrun, et deux autres de celle d'Ingolstadt, combinées avec Klénau, il ne se passa plus rien d'important, sur cette partie du théâtre, pendant le reste de la campagne d'été.

Pénétré de l'urgence de donner à ses conquêtes une base plus large et plus solide, certain d'ailleurs que son adversaire ne s'engagera désormais dans aucune entreprise sérieuse du côté du Danube, Moreau se disposa à réaliser le dessein, depuis longtemps formé, de se rabattre sur le prince de Reuss. Il organisa, à cet effet, en un petit corps expéditionnaire, sous Lecourbe, la majeure partie des troupes de sa gauche. Pour en favoriser les divers mouvements, pour couvrir la droite de l'armée sur l'Iser, pour gêner enfin la communication de Kray avec son corps du Tyrol, Montrichard alla prendre position à Benedict-Baiern.

De son côté, Lecourbe ne perdit pas de temps pour tomber sur les troupes disséminées du prince de Reuss. Il se fit suivre par la cavalerie de Nansouty, qu'il rallia sur le

moyen Lech, et se dirigea en deux détachements, sur Fuessen et Reitti d'une part, et de l'autre sur Immenstadt : toutes ces différentes positions furent emportées, les 11 et 12 juillet.

Ayant ainsi rempli le but qu'il s'était proposé, d'attirer les forces ennemies (1) au secours de leur droite, afin de se donner une plus grande chance de succès contre leur gauche, il se rendit de sa personne auprès de Molitor.

Le point essentiel de l'expédition était la conquête de Feldkirch. L'attaque en était commencée, lorsque Lecourbe arriva. Elle s'exécuta conformément aux habiles dispositions de Molitor, dont le corps de flanqueurs était alors fort de huit bataillons et d'un escadron (2).

La formidable position de Feldkirch avait résisté à tous les efforts d'Oudinot en 1799 ; mais, cette fois, elle se trouvait attaquée de front et à revers : de front par trois bataillons sous les ordres de Molitor, à revers par cinq autres dirigés par les généraux Jardon et Dornemans, qui avaient passé le Rhin à Reichenau et à Azmoos. Feldkirch tomba au pouvoir des Français le 14 juillet. Sa chute, en entraînant l'occupation des Grisons, ouvrit, avec l'armée d'Italie, une nouvelle communication.

Ces avantages étaient réels, et cependant ils ne dispensent pas de faire remarquer que peut-être Lecourbe eût pu donner une meilleure direction à ses forces. Pourquoi donc ce long circuit par Bregenz et Feldkirch pour n'arriver en définitive qu'à refouler l'ennemi sur ses communications, lorsqu'en se portant directement sur Inspruck, on pouvait à moins de frais les intercepter. Il n'y eût eu rien de téméraire dans cette manœuvre, et l'on n'aurait pas seulement obligé Reuss à abandonner le Vorarlberg et les Grisons, mais aussi le Tyrol : l'on se serait vu prochainement en possession des sources de l'Inn et de l'Adige, alors que l'armée d'Italie avait atteint le lac de Garda. Peut-être objectera-t-on qu'il eût été difficile

(1) Ceci ne doit s'entendre que du c rps du Vorarlberg.

(2) *Voy.* le *Spectateur militaire*, tom. IX, pag. 258. — 1830.

de maîtriser le Tyrol, et surtout de l'arracher à une population belliqueuse et exaltée ; mais il n'était pas nécessaire de s'élever d'abord dans la région des hautes montagnes où l'insurrection était le plus à craindre, et il suffisait d'occuper Inspruck et la vallée de l'Inn.

Un mot encore, et nous aurons analysé toute cette première période de la campagne d'Allemagne.

Le lieutenant général Sainte-Suzane, que nous avons vu quitter l'armée pour aller organiser et commander, sur le Mein, un corps opposé aux milices du baron d'Albini et aux partisans autrichiens, n'avait pu se mettre en mouvement avant le 3 juillet ; et encore ses forces actives ne se composaient-elles que des faibles divisions Souham et Colaud.

Après avoir réussi à forcer le passage de la Nidda, malgré l'opposition d'un ennemi supérieur, Sainte-Suzanne avait jeté deux ponts sur le Mein, l'un au-dessus, l'autre au-dessous de Francfort, pour venir prendre, en avant de cette rivière, la ligne de Neu-Ysenbourg à Hanau.

Attaqué, le 11, par les forces réunies de l'ennemi, ses avant-postes furent d'abord repoussés ; mais, reprenant bientôt l'offensive, il contraignit les Impériaux à la retraite, en leur faisant éprouver une perte d'environ huit cents hommes.

Il se disposait à tirer parti de ce premier avantage, lorsqu'un armistice vint lui ouvrir le pays jusqu'à la Rednitz, et faire cesser les hostilités pour l'armée entière.

Cet armistice fut signé à Parsdorf le 15 juillet : il donna aux Français une partie de la Franconie, la Souabe, la Bavière, le Vorarlberg et les Grisons.

Quoiqu'au premier aperçu, l'on puisse ne pas distinguer aussi bien que pour les Autrichiens, quels si pressants motifs avaient pu décider les Français à une suspension d'armes, il est certain néanmoins, qu'ils y avaient, autant que leurs adversaires, un intérêt réel et immédiat. La victoire même leur conseillait de s'arrêter, et d'aviser au moyen de conserver avant de songer à conquérir encore. Eût-il été prudent de

passer l'Inn, quand de nombreux partisans inquiétaient leurs derrières; que leurs ailes affaiblies s'étendaient du Danube aux confins des Grisons; que les blocus d'Ulm et d'Ingolstadt tenaient paralysée une portion essentielle de leurs forces, et, enfin, quand, à peine soumise, la Suisse se trouvait dégarnie?

Le gouvernement apprécia le danger de cette position, et ne perdit pas un moment pour en prévenir les conséquences. Deux armées secondaires, l'une à gauche sous Augereau, l'autre à droite sous Macdonald, furent destinées, comme nous le verrons, à donner de la consistance à un état de choses aussi précaire, et à favoriser les mouvements de l'armée principale.

La manière dont se résume Jomini, en terminant l'histoire de cette période, est comme une sorte de mention honorable pour le général vaincu. Et d'abord, concluant avec les faits, il attribue à l'immobilité du prince de Reuss, et à cette continuelle irrésolution qui empêcha les Autrichiens de profiter des mouvements quelquefois un peu larges de Moreau, leurs défaites réitérées; puis il ajoute, en forme d'apologie : « La « voix publique imputa ces fautes au malheureux conseil « aulique, auquel on était déjà redevable de tant d'autres « revers; personne ne songea du moins à en accuser le gé- « néral en chef, dont la retraite et la conduite à Neubourg « attestent l'activité et le courage. »

Viennent ensuite, pour le général français, des éloges justement mérités : « Moreau, dit-il, agit avec méthode et aplomb « dans cette période : l'espoir d'amener Kray à une bataille « sur la Kamlach lui donna des apparences d'hésitation; mais « dans l'ensemble de cette campagne, il parut tellement su- « périeur à ce qu'il fut en 1796, qu'on a de la peine à le re- « connaître pour le même général. » N'est-ce pas dire, non qu'on puisse le comparer à Turenne, que, comme celui de ce grand capitaine, le génie militaire de Moreau alla toujours grandissant.

Il est encore d'autres noms illustres qui naturellement

viennent se grouper autour du nom fameux de Moreau. Si nous ne devions nous restreindre, et qu'il nous fût permis d'avoir une opinion, nous placerions en première ligne ceux de Richepanse et de Lecourbe : celui-ci fut le héros de la campagne.

Reportons-nous maintenant vers cette armée que nous avons vue se rassembler dans la direction de Genève, et qui, maintenant victorieuse au cœur de l'Italie, se dispose à franchir l'Adige.

VINGT ET UNIÈME LEÇON.

RÉPUBLIQUE..

§ I. L'armée de réverve se rassemble aux environs de Genève. — L'ennemi se méprend sur sa force et sa destination. — Précautions et soins du Premier Consul. — Passage du grand Saint-Bernard. — Résistance du fort de Bard. — Embarras momentané de Bonaparte. — Lannes emporte Ivrée. — Mélas est complétement trompé. — Mesures tardives de ce général. — Combat de la Chiusella. — Démonstration de Lannes sur Turin. — Bonaparte franchit le Tésin. — Occupation de Milan, de Brescia et de Crémone. — Marches du corps de Moncey et des divisions Bethancourt et Thureau. — Entrée de Lannes à Pavie. — § II. Passage du Pô par l'armée de réserve. — Elle s'avance sur Tortone. — La famine oblige Masséna à remettre la place de Gênes. — Suchet reprend l'offensive. — Il presse vivement les Autrichiens. — Combat de Casteggio. — L'armée autrichienne se concentre sous Alexandrie. — Bataille de Marengo. — Réflexions. — Convention d'Alexandrie. — § III. Reprise des hostilités en Allemagne. — L'archiduc Jean est nommé généralissime de l'armée autrichienne. — Il prend l'offensive, et passe l'Inn. — Mouvement rétrograde de l'armée française. — Bataille mémorable de Hohenlinden. — Belle manœuvre de Richepanse. — Elle décide la victoire. — L'ennemi se replie derrière l'Inn, avec perte de onze mille hommes. — Passage de l'Inn. — Combat et occupation de Salzbourg. — Armistice de Steyer. — Opérations de l'armée gallo-batave. — Quelques réflexions sur Moreau. — Quel rang lui assignera l'histoire! — Doit-il être présenté comme un modèle? — A-t-il contribué à quelques progrès de la science de la guerre? — § IV. Expédition des Français sur la rive droite du Pô. — Macdonald reçoit l'ordre de traverser diagonalement les grandes Alpes et de se porter sur Trente. — Passage mémorable du Splugen.

— Le général Brune parvient à forcer la ligne du Mincio. — Retraite de Bellegarde.— Arrivée de Macdonald à Trente. — Embarras des généraux Wukassewich et Laudon. — Armistice de Trévise, suivi du Traité de Lunéville.

§ I.

Il fallait se hâter de porter secours à Masséna : les premiers succès de l'armée du Rhin, et la marche du détachement de Moncey vers le Saint-Gothard furent le signal de l'entrée en opérations de l'armée de réserve. Trompés par la publicité même des projets de Bonaparte et par cette sorte d'emphase avec laquelle il s'en exprimait, les crédules agents des cours de Vienne et de Londres n'avaient point soupçonné l'existence de cette armée? « Et comment l'auraient-ils soupçonnée? il n'y avait à Dijon que des états-majors et des dépôts de conscrits; les véritables éléments de l'armée étaient disséminés dans les départements voisins, sur le Mont-Cenis, dans le Valais et la Suisse; et ces éléments ne devaient se réunir que par delà les Alpes où ils arriveraient par cinq différents passages. Ce que ces agents apercevaient de nos préparatifs ne fit donc qu'accroître et prolonger leur erreur; ils n'y virent que de la jactance, un vain épouvantail pour inquiéter Mélas et retarder ses progrès. Cependant l'alarme allait sonner haut au quartier général autrichien, alors qu'il ne serait déjà plus temps de conjurer l'orage.

Le consul, après avoir préalablement insinué que l'état de l'intérieur ne lui permettait pas de s'éloigner; que la constitution de l'an 8 lui interdisait de commander en personne, arriva soudainement à Genève dans les premiers jours de mai. Tour à tour occupé des pensées les plus vastes et des détails les plus minutieux, son esprit fécond avait tout prévu, tout embrassé. Près de deux millions de rations de biscuit, confectionnées à Lyon et à Chambéry, et destinées, disait-on, pour la flotte de la Méditerranée devaient alimenter nos bataillons au milieu des neiges éternelles du Saint-Bernard. On

avait construit des affûts-traîneaux et fait creuser des troncs d'arbres pour y coucher les pièces. Les affûts démontés furent placés sur des mulets ainsi que les munitions et les bagages. On s'était assuré que l'appât d'une ample récompense déciderait les paysans à aider à traîner ces objets et à déblayer le chemin.

Des reconnaissances avaient été ordonnées dans la chaîne des grandes Alpes, depuis le Furca jusqu'au Mont-Blanc; mais le consul écartant tous les détails, se borna à cette question si laconique et si conforme à son caractère : « peut-on passer, dit-il, à Marescot ?—Oui, général, mais avec peine... —Eh bien ! partons ! »

De Genève, où il était arrivé le 8 mai, Bonaparte se rendit à Lausanne le 13, sous prétexte d'y passer en revue une division destinée en apparence à renforcer celle du Valais; mais en réalité, pour y former l'avant-garde de l'armée, sous le commandement de Lannes. Cependant, pour endormir jusqu'à la fin la vigilance des espions, il faisait faire avec éclat des démarches pour louer une habitation à Genève, annonçant hautement l'intention de s'y fixer, pour diriger les mouvements de Thureau et de Suchet.

Trente-cinq mille hommes se trouvaient alors échelonnés sur la rive septentrionale du lac Léman : c'était le gros de l'armée, destiné à déboucher tout entier par le grand Saint-Bernard. Voici quelle en était l'organisation :

Par leur réunion entre elles, la division Watrin, la brigade Mahler et celle de cavalerie du général Rivaud, formaient, sous Lannes, un premier corps ou avant-garde.

Duhesme en commandait un second, composé des divisions Loison et Boudet;

Victor un troisième : divisions Chambarlhac et Gardanne.

La réserve, sous Murat, était formée de la division Monnier et de celles de cavalerie des généraux Harville et Duvignau.

Il faut y joindre, 1° comme faisant également partie de l'armée, une brigade italienne de flanqueurs, aux ordres du géné-

ral Lecchi; 2° la division Chabran, d'environ quatre mille hommes, répartie sur le petit Saint-Bernard, d'où elle devait descendre en Piémont; 3° le corps de Thureau, fort de cinq mille, qui, en s'avançant sur Exiles et Suze, formerait l'extrême droite; 4° la division Béthancourt destinée à déboucher par le Simplon sur Domodossola; 5° et enfin, le corps de Moncey ou aile gauche de quinze à seize mille hommes, en marche pour descendre le Saint-Gothard : ce qui portait à soixante mille combattants environ les forces totales de l'armée, au pied des grandes Alpes.

La difficulté du passage avait fait réduire à six bouches à feu, dont quatre pièces de quatre, l'artillerie de chaque division.

Ainsi qu'on le voit dans ses instructions à Berthier, Bonaparte improuvait l'usage de disséminer la cavalerie : « Ne « mettez avec les divisions, lui écrivait-il, que des chasseurs « et hussards, et tenez vos dragons réunis. »

Du 17 au 18 mai, toutes les colonnes furent en mouvement : Lannes, qui déjà s'était avancé jusqu'à Saint-Pierre, où finit le chemin praticable, en partit le 17 pour gravir la gigantesque montagne. C'est alors que commença pour nos soldats une série d'incroyables travaux : un seul sentier leur est offert et encore est-il encombré de neiges et de glaces ; il suit, au-dessus d'abîmes effrayants, les nombreux circuits du torrent de la Drance. Épuisés de fatigue et près de succomber sous le poids de leur bagage et de leurs armes, ils n'osent reprendre haleine, dans la crainte d'arrêter la colonne ; ils s'excitent les uns les autres par des chants de guerre et en faisant battre la charge. Leurs efforts sont enfin couronnés d'un premier succès ; ils ont atteint le sommet de la montagne.

Arrivée à l'hospice fameux que fonda Bernard Menthon, l'avant-garde n'y prit quelque repos que pour se précipiter avec plus d'ardeur sur les versants rapides du Piémont : elle dépassa Etroubles et emporta, dès le même soir, la petite ville d'Aoste. Un corps de quinze cents Croates occupait, au débouché d'une première communication entre les vallées de la Doria et de la Sésia, le point important de Châtillon ; elle les

en chassa le 19, leur prit trois cents hommes, trois pièces de canon, et les poursuivit jusque sous le fort de Bard.

Toutes les autres divisions suivaient : mais Bonaparte, dont un des secrets fut de se trouver toujours là où sa présence devenait le plus nécessaire, était resté de sa personne à Lausanne, pour activer et régulariser les divers services; pour accélérer le transport de l'artillerie et des vivres dont le moindre retard pouvait être l'écueil de l'entreprise. Il s'apprêtait à franchir le Saint-Bernard, lorsqu'il reçut de Suchet la nouvelle certaine que, le 14, Mélas était encore à Vintimiglia, paraissant peu inquiet du mouvement de l'armée sur Genève, puisque, malgré la connaissance qu'il en avait, il s'était borné à faire rétrograder vers le Piémont une seule division de cinq mille hommes. Aucune nouvelle ne pouvait être plus agréable au consul, et cependant un peu d'amertume allait se mêler à sa joie.

Un petit fort, le château de Bard, que sa position élevée rendait en quelque sorte inexpugnable, dominait à demi-portée de fusil l'étroite et unique vallée par laquelle pouvaient déboucher nos colonnes. Des menaces, des sommations réitérées et l'appareil d'une attaque de vive force, ne purent ébranler le commandant autrichien, lequel répondit avec fermeté, et en homme qui appréciait l'importance de son poste.

Bonaparte arriva : pour reconnaître, pour serrer de plus près le terrible écueil, il fit assaillir le village de Bard que traversait le chemin. L'attaque ayant réussi, trois compagnies se logèrent dans les maisons les plus à portée du fort pour tirer sans relâche aux embrasures et aux créneaux. Ce léger avantage, en lui permettant d'apprécier mieux la nature et la disposition des ouvrages, ne fit qu'ajouter à son anxiété, car il semblait que l'armée ne pût faire un pas de plus.

Cependant, comme il fallait passer à quelque prix que ce fût, l'on parvint à tailler, mais seulement pour les hommes et les chevaux, une sorte d'escalier dans le flanc du rocher d'Albarédo. C'est par là que défilèrent, sans artillerie, les troupes de l'avant-garde, et successivement les autres divi-

sions. Quoique sans une seule bouche à feu, Lannes s'avança incontinent sur Ivrée que sa position, au débouché de la vallée rendait un point capital à occuper. Mais indépendamment que, par l'absence de cet agent puissant, le moindre obstacle pouvait se changer pour lui en une barrière insurmontable, il devait encore s'attendre à la rencontre de forces imposantes, alors que l'alarme avait sonné au milieu des cantonnements autrichiens. Dans son empressement à soutenir son lieutenant et à lui expédier son artillerie, Bonaparte ne prit conseil que de son impatience. Soit qu'il crût réellement à la possibilité d'emporter le fort, soit que plutôt il espérât frapper de terreur le commandant autrichien et l'amener à une capitulation, il ordonna, contre l'avis de Marescot et des autres ingénieurs, le double assaut de la première enceinte palissadée et du corps de la place. Nos grenadiers se montrèrent vaillants comme à Saint-Jean-d'Acre, mais malheureusement avec aussi peu de succès.

Les circonstances pressaient de plus en plus : l'encombrement au-dessus de Bard augmentait; les vivres arrivaient difficilement. Mais cet obstacle, sur lequel on n'avait pas compté, allait-il devenir pour le torrent une digue insurmontable? ici, comme dans tant d'autres occasions, les Français en appelèrent à leur héroïque audace : ils couvrirent de fumier le chemin que battait de si près le fort : ils empaillèrent les roues des voitures, et attachèrent, de manière à éviter le moindre bruit, toutes les ferrures des affuts. Ces précautions une fois prises, et la nuit arrivée, toutes les pièces furent mises en mouvement, traînées chacune par cinquante volontaires. Les pots à feu et les autres projectiles des Autrichiens firent sauter plus d'un caisson, blessèrent plus d'un brave; mais, quoique rendant l'opération fort périlleuse, ils ne purent empêcher qu'elle n'eût un plein succès.

Malgré d'incroyables difficultés, la division Chabran était parvenue à déboucher du petit Saint-Bernard sur Aoste : elle fut chargée de bloquer le fort, qui ne se rendit qu'à l'instant où l'armée, ayant passé le Tésin, entrait triomphante à Milan.

Si dans aucun cas la résistance de ce fort ne devait être un empêchement absolu aux projets de Bonaparte, on conviendra néanmoins qu'elle pouvait en compromettre les plus beaux résultats; et que, par cela seul, l'exemple devient un puissant argument en faveur de l'art des fortifications, mais non de cet art qui, s'exprimant en thèse générale, et sans distinction ni de temps ni de lieux, voudrait attribuer aux forteresses qu'il a plu à nos ancêtres d'élever, une influence qu'elles n'ont jamais eue, et que les changements survenus dans les méthodes de guerre leur refusent plus absolument que jamais. Que l'on réclame pour l'entretien ou la construction de postes destinés, comme celui de Bard, à fermer hermétiquement quelques vallées, quelques issues importantes; que l'on vante l'utilité de certaines têtes de ponts, de grands centres d'action qui, situés comme Ulm, Alexandrie, Mayence, peuvent servir de point de départ dans l'offensive, de pivot et d'appui dans la défensive, et l'on ne pourra manquer d'être compris et approuvé. Mais, et nous n'hésitons pas à le proclamer, il faut ranger dans la classe des superfluités onéreuses, les forteresses bâties dans toute autre intention.

Lannes n'avait point attendu son artillerie pour entreprendre de forcer Ivrée : profitant du mauvais état de cette place, négligée depuis un siècle, il assaillit à la fois la citadelle et la ville. Trois à quatre mille Autrichiens s'y trouvaient enfermés; ils opposèrent pendant deux jours une résistance des plus vives, mais enfin le château ayant été emporté par un coup de main des plus heureux, sa chute entraîna à la suite d'un dernier effort, celle de la ville et de toutes ses dépendances. Les débris du détachement ennemi se retirèrent sur la Chiusella, où les recueillit Haddick à la tête de cinq bataillons et quatre mille chevaux.

La conquête de cette clef de l'Italie, en ouvrant aux Français les routes de Turin et de Verceil, fut comme un gage certain de leurs succès ultérieurs.

Du 22 au 27 mai, toutes les divisions qui avaient passé le grand Saint-Bernard furent réunies à Ivrée, ainsi que l'artil-

lerie et les équipages. Comme durant ce même intervalle, Moncey et Béthancourt étaient descendus : le premier, du Saint-Gothard, sur Bellinzona ; le second, du Simplon, sur Domodossola ; que Thureau, après avoir successivement emporté les villages retranchés de Glavière et de Saint-François, et forcé l'ennemi à capituler sur le plateau de la Brunette, était venu prendre à Bossolino une position d'où il menaçait Turin et les derrières de l'ennemi, l'armée se trouvait tout entière au delà des Alpes, occupant la ligne de Suze à Bellinzona.

Pour couvrir la capitale du Piémont, et donner le temps aux premiers renforts d'arriver, Haddick avait pris, en arrière de la Chiusella, une position d'autant plus sûre à son avis, qu'il comptait au-delà de dix mille hommes pour la défendre, et qu'il ignorait toujours à quelles forces il avait affaire. L'avant-garde s'en approcha le 26, soutenue de la division Boudet et de deux régiments de cavalerie. Une première attaque pour forcer le pont de la Chiusella ayant échoué, nos soldats irrités se précipitèrent dans le torrent, et, malgré la mitraille, contraignirent l'ennemi à s'éloigner. En voyant les Français maîtres du pont, la cavalerie impériale accourut pour le reprendre ; mais, lancée sur un terrain difficile et fourré, elle perdit son général et ne réussit pas. Nos imprudents fantassins, s'élançant à sa poursuite avec plus d'ardeur que de méthode, furent vaincus à leur tour. Heureusement, la brigade Mahler arrêta cette cavalerie, que ses nombreuses charges avaient rompue et fatiguée : elle se retira au pas, couvrant sa retraite sur Chivasso. Dès le lendemain, le général Lannes y arriva, menaçant de pousser jusqu'à Turin, où du reste il n'était point appelé par ses instructions.

L'armée n'avait point d'équipages de pont : un convoi de barques chargées dont elle s'empara sur le Pô, suppléa au défaut de cette partie nécessaire de son matériel.

On se souvient que, se portant par delà les Vosges au cœur d'un hiver rigoureux, Turenne avait surpris et dispersé, dans la haute Alsace, les cantonnements de l'armée impé-

riale, qui, dès lors, avait été contrainte à repasser le Rhin. Bonaparte allait-il, imitant le héros de Turkheim, se jeter, par une marche directe, au milieu des détachements épars de Mélas, pour livrer ensuite, vers Carignano ou Asti, une bataille qui déciderait du sort de Gênes et de tout le Piémont (1)? C'eût été se méprendre, et se renfermer de gaieté de cœur dans le cercle étroit de la routine : car, malgré la coopération de Thureau, que l'on eût rencontré dès la seconde marche, il n'eût fallu s'attendre qu'à de médiocres résultats, nullement proportionnés à la grandeur de l'entreprise et aux difficultés déjà vaincues. C'est pourquoi, au lieu de manœuvrer par la droite pour s'approcher de Turin, le consul donna-t-il la préférence à une marche sur Milan et Plaisance, qui le placerait sur les communications directes de son adversaire, en même temps qu'elle accélérerait la jonction si urgente de Moncey. S'il en était encore temps, Masséna n'en serait pas moins dégagé ; et, dans tous les cas, l'on se trouverait avoir conquis une large base et toutes sortes de ressources et de moyens.

Pour assurer l'exécution de ce projet, et donner plus complétement le change à l'ennemi, Lannes fut laissé sur la Chiusella, avec ordre de faire, vers Turin, de fortes démonstrations. Toute l'armée défila derrière lui, éclairée par une nouvelle avant-garde, formée de la réserve Murat et des divisions Loison et Boudet. Elle arriva le 30 mai sur le Tésin, après avoir successivement dépassé Santhia, Verceil et Novarre. Sa gauche se trouvait couverte per la brigade italienne de

(1) Bien qu'à des échelles et sur des théâtres fort différents, on ne saurait manquer de trouver quelque analogie entre ces deux expéditions de Turenne et de Bonaparte. Cette analogie serait même des plus manifestes, si, au lieu de déboucher par Belfort, Turenne, opérant par le milieu des Vosges, se fût saisi du pont de Strasbourg. Sans doute, que ces expéditions ne peuvent se comparer pour la hardiesse et l'étendue des combinaisons ; mais toujours est-il que l'intention commune où furent leurs auteurs de tomber comme la foudre au milieu d'ennemis confiants, leur donne, aux yeux de l'observation, comme une sorte d'air de famille.

Lecchi partie de Châtillon dès le 21, pour opérer par Grassoney, Varallo et Arona, sur le lac Majeur.

Lannes, après avoir vivement attaqué les postes autrichiens sur l'Orca, et confié à un faible détachement de Chabran le soin de couvrir le val d'Aoste, se rabattit tout à coup sur Pavie, dont il s'empara sans coup férir. Cette ville, d'une haute importance pour l'armée française, renfermait, avec d'immenses approvisionnements, deux cents bouches à feu et plusieurs milliers de fusils que l'ennemi n'avait pas eu le temps d'évacuer.

Le général autrichien Wukassewich commandait, sur le Tésin et le lac Majeur, un corps d'environ dix mille hommes dont une des brigades était opposée à Moncey, et l'autre à Béthancourt. De telles forces pouvaient d'autant moins résister qu'elles étaient disséminées, sur une ligne de plus de vingt lieues. Néanmoins Wukassewich parvint à réunir, sur les points de Turbigo et de Bufalora, environ quatre mille hommes d'infanterie et quinze cents chevaux.

Des partis de cavalerie envoyés vers Somma divisèrent l'attention de l'ennemi et facilitèrent le passage des divisions Monnier et Boudet, qui occupèrent respectivement Turbigo et Buffalora. On dut principalement à l'intrépidité de l'adjudant général Girard l'heureuse et prompte issue de cette opération.

Dans l'impossibilié de défendre la capitale de la Lombardie, Wukassewich se borna à laisser dans le château une garnison de deux mille huit cents hommes. Il se retira sur Lodi, après avoir expédié à la brigade Dédowich, opposée à Moncey, l'ordre de venir le joindre derrière l'Adda.

Le consul fit son entrée à Milan le 2 juin. Habile à profiter de l'enthousiasme qu'excitèrent sa présence et la surprise d'un événement aussi extraordinaire, il proclama, le jour même, avec plus d'appareil que de sincérité peut-être, le rétablissement de la république Cisalpine.

Les divisions Loison et Boudet suivirent les Autrichiens sur l'Adda : celle de Monnier occupa la capitale et tint blo-

quée la garnison du château. La brigade Lecchi passa le Tésin à Sesto-Calende, et se dirigea par Varèze et Monza sur Cassano. Elle croisa dans sa marche les éclaireurs de Moncey, à qui la retraite de Dédowich avait laissé toute faculté d'agir. La division Chabran, devenue disponible par la reddition de Bard, vint rejoindre à Ivrée le détachement qu'elle y avait d'abord porté. Elle devait, de concert avec Thureau, assurer les communications de l'armée et donner à l'ennemi des inquiétudes pour Turin et ses derrières.

Au milieu des bruits contradictoires qui se succédaient et quoiqu'il eût acquis, dès le 12 mai, la certitude de l'existence de l'armée de réserve, Mélas n'avait su quel parti prendre. Il pressentait l'orage, il le voyait se former autour de lui, et pourtant il n'en prévoyait ni l'intensité ni la direction : présumant qu'il ne pouvait descendre que du Mont-Genèvre ou du Mont-Cenis, il donna, le 13, à trois brigades, l'ordre de repasser le col de Tende et de marcher sur Turin ; mais il le révoqua dès le lendemain, sur le faux avis de la prochaine arrivée de Berthier sur le Var. Ses incertitudes ne cessèrent que le 18 par l'arrivée d'un rapport de Kaim, qui annonçait l'approche d'un corps considérable par le Valais.

Reprenant aussitôt son premier projet, il laissa Elsnitz sur le Var avec vingt mille hommes, et se dirigea à la tête de dix mille autres vers Turin. Il se flattait qu'à l'aide de ce renfort qui porterait à trente-cinq mille combattants, dont un tiers de cavalerie, ses forces disponibles en Piémont, il neutraliserait aisément toutes les entreprises des Français ; d'autant plus qu'il se promettait de les attendre en plaine où sa cavalerie acquerrait une prépondérance décisive. Si Mélas avait ainsi compté faire face à tout, c'est qu'il ne connaissait pas encore toute l'étendue du danger, qui ne lui fut bien constatée, comme nous le verrons, que par le combat de la Chiusella.

Quoique commandant à des forces doubles de celles de Bonaparte, le général autrichien ne s'en trouvait pas moins

dans la situation la plus embarrassante par la manière même dont elles étaient placées. Selon toutes les apparences, le sort de Gênes allait se décider sur le Pô, où il lui était difficile de présenter des masses supérieures sans compromettre le succès des opérations en Ligurie. Il ne fallait pas songer à affaiblir le corps de Ott, à qui, chaque jour, Masséna faisait éprouver de si rudes échecs. Ce n'était donc qu'à l'aide du corps d'Elsnitz que l'on eût pu acquérir la supériorité; mais, en se décidant à le rappeler vers Turin, on ouvrait à Suchet le chemin de Gênes, qui dès lors se trouvait dégagé.

Il sembla à Mélas que, pour satisfaire à toutes les exigences du moment, il n'avait rien de mieux à faire que d'emporter la tête du pont du Var, dont la chute, en paralysant Suchet, rendrait disponible, au contraire, la meilleure partie du corps d'Elsnitz. L'attaque en fut fixée au 22, et confiée à deux brigades de grenadiers: elles s'avancèrent en trois colonnes, protégées, à leur droite, par une forte batterie, à leur gauche, par plusieurs frégates et chaloupes canonnières anglaises. La division Rochambeau gardait les ouvrages; elle reçut l'ennemi de si près et par des décharges si vives de mitraille et de mousqueterie, qu'il fut contraint de reprendre le chemin de son camp, laissant le terrain couvert de morts et de blessés.

La mauvaise issue de cette tentative compliquait de plus en plus la situation déjà si embarrassante du général autrichien. En Effet, c'est au moment où les rapports de ses lieutenants lui apprennent l'attaque de Suze par Thureau, la prise d'Ivrée par Lannes, et la présence de Bonaparte en Italie à la tête de forces imposantes, qu'il se voit privé de l'assistance d'Elnitz. Moins disposé que jamais à croire à la marche de l'artillerie par la vallée d'Aoste, depuis qu'il a la certitude que le fort de Bard tient toujours, il persiste à regarder comme l'avant-garde de l'armée de réserve la colonne de Thureau, ne voyant au contraire dans celles de Lannes qu'un corps de diversion dont il aura bon marché.

Il faisait reconnaître dans la vallée de Suze, par la meilleure partie de ses forces, la tête des colonnes de Thureau, lorsque le canon de Lannes, en tonnant contre les escadrons de Haddick sur la Chiusella, lui apprit, à son grand étonnement et à celui de tout son état-major, qu'un parc d'artillerie était descendu par le Saint-Bernard. Cette circonstance, et la vigueur très différente des deux colonnes françaises dont l'une renversait tout devant elle, tandis que l'autre osait à peine s'avancer, dissipèrent enfin les illusions de Mélas. Cependant, quoique ne doutant plus qu'il n'eût affaire à des forces imposantes, dont le gros débouchait par Ivrée, il n'apporta aucune modification essentielle aux instructions primitivement données à ses lieutenants. Ott dut rester devant Gênes, Elsnitz sur le Var; Kaim fut chargé de retrancher Moncaglieri et Carignano, et d'armer la tête de pont de Casal; Wukassewich, de défendre le Tésin; et, en cas qu'il y fût contraint par des forces supérieures, de se replier sur Pavie, où il passerait le Pô. Haddick continua d'être opposé à Lannes. Regardant comme une certitude la marche de l'armée de réserve vers la capitale du Piémont, pour se joindre à Thureau, Mélas présuma pouvoir la retenir autour de cette ville plus de temps qu'il n'en faudrait pour soumettre Gênes, où il n'ignorait pas que la disette était extrême.

Comment s'expliquer cet excès de confiance du général autrichien, surtout en présence d'un adversaire tel que Bonaparte? Qui ne serait surpris de le voir persister à tenir ses troupes disséminées à l'aspect d'un danger dont il connaît maintenant toute l'étendue? A quoi bon continuer devant Gênes des travaux que rendra, dans tous les cas, superflus la bataille qui se prépare? Pourquoi laisser en Ligurie des troupes indispensables au gain de cette bataille, et qui, en cas de revers, ne pourront que s'y trouver compromises? Ce n'est pas ainsi que se conduisit le vainqueur de Castiglione à l'approche des colonnes de Wurmser. Au souvenir de cette grande leçon, tout autre que Mélas eût attiré à lui

dès le 22, les corps de Ott et d'Elsnitz, pour fondre à la tête de soixante mille hommes sur les éléments encore épars de l'armée française.

La première idée de Mélas, à la nouvelle de ce mouvement de l'armée de réserve vers la Lombardie, fut de se jeter en deux corps, par Chivasso et Casal, sur Verceil, afin d'intercepter la ligne de retraite de son adversaire en même temps qu'il serait arrêté de front sur le Tésin. Mais, bientôt détourné de cette idée par un plus ample examen de l'état des choses, et surtout par l'arrivée de Moncey sur le flanc droit de Wukassewich, il prit enfin, le 31 mai, la résolution de réunir toute son armée autour d'Alexandrie. Les ordres expédiés à cet effet enjoignaient à Ott de lever immédiatement le blocus de Gênes, et à Elsnitz, de se retirer par Tende, Coni et Asti, où l'attendraient différents corps stationnés dans les environs de Turin. Une brigade dut se porter, par Bobbio, sur Plaisance, afin d'en garder le château et la tête de pont. Il ne fut laissé de garnisons que dans la citadelle de Turin et dans les places de Coni, Casal et Alexandrie.

Des circonstances qu'il importe de ne pas laisser ignorer, retardèrent cette concentration, déjà trop différée.

Gênes, la cause de tant d'efforts et de sacrifices, était à la veille de succomber. En s'engageant à tenir jusqu'au 24 mai (1), Masséna avait promis plus qu'on ne devait attendre de ses ressources, et déjà cependant cette époque se trouvait dépassée. La constance a des bornes, et quoique l'arrivée des nouvelles de la présence de Bonaparte au pied du Saint-Bernard et des succès de l'armée du Rhin (2) eût donné l'espoir d'une prochaine délivrance, il n'en fallait pas moins céder à l'horrible et impitoyable faim. Les soldats n'étaient plus que des spectres, pouvant à peine se traîner sur les remparts; un cinquième de la population avait péri; partout,

(1) Dans une de ses dépêches au premier Consul.

(2) Ces nouvelles furent apportées par un intrépide officier, le chef d'escadron Franceschi, aide de camp du général Soult.

dans les rues, sur les places publiques, ce n'était que mort et destruction. Pour comble de maux, et comme si la famine et l'épidémie ne les eussent frappés assez vite, les habitants en étaient venus à s'armer les uns contre les autres, et contre la garnison. On n'avait pas cessé d'espérer, lorsque, dans une sortie du 28, on acquit la triste certitude que l'ennemi ne se disposait à rien moins qu'à lever le siége. Masséna fut touché de tant de souffrances inouïes, et certain d'avoir satisfait, et au delà, à l'honneur et au devoir, il songea enfin à mettre un terme à cette agonie.

On en était à de premiers pourparlers, lorsque Ott reçut de son chef l'ordre de se retirer. Frappé comme d'un coup de foudre, et ne pouvant croire qu'un ordre aussi intempestif ne fût le résultat de l'ignorance où était Mélas de la véritable situation des affaires, ce général s'autorisa à en suspendre l'exécution. Les négociations continuèrent. En voyant avec quelle assurance Masséna promettait de se faire jour par la force des baïonnettes plutôt que de signer un acte où se trouverait le terme de capitulation, les commissaires ennemis se désistèrent de leurs prétentions, et consentirent à une évacuation pure et simple. Le 5 juin, une des portes fut occupée par deux bataillons hongrois, et le lendemain, pendant que la première colonne de la garnison se retirait par Voltri, Masséna s'embarquait avec son état-major pour Antibes.

Ott ne se donna que le temps de prendre possession de sa conquête, dont il confia la garde à Hohenzollern, pour se diriger vers le rendez-vous général d'Alexandrie.

On se rappelle la tentative d'Elsnitz contre le pont du Var. Regardant avec raison comme le plus sûr moyen d'atteindre le double but de couvrir le blocus de Gênes et le col de Tende la destruction de ce pont, il fit assaillir de nouveau, le 27 mai, les ouvrages qui le couvraient. Ses colonnes ne furent pas moins bien accueillies que la première fois, et c'est en vain qu'elles essayèrent, à différentes reprises, de franchir nos abatis.

Suchet, qui, sur la nouvelle de la retraite de l'ennemi, avait déjà tout disposé pour reprendre l'offensive, attaqua, le lendemain même, les postes autrichiens sur la Vésubia. Ses efforts se dirigèrent vers le col de Tende, dont l'occupation lui assurait à la fois plusieurs avantages essentiels, et, entre autres, celui de se lier plus sûrement à Bonaparte, en même temps qu'il menacerait la retraite d'Elsnitz. Sa petite armée était à peine de treize mille cinq cents hommes, dont un quart de garde nationale, tandis que l'ennemi en comptait plus de quinze mille de troupes aguerries. Menard conduisait la gauche renforcée, Rochambeau le centre, et Clausel la droite.

Un premier avantage obtenu sur la brigade austro-piémontaise de Gorrup, découvrit tout d'abord le flanc droit d'Elsnitz, ce qui l'obligea à rétrograder. Séparé de son extrême droite par l'arrivée subite de nos colonnes à Saorgio, il perdit en un seul jour, le 1er juin, la position de Mille-Fourches, les cols de Rausses et de Tende, et tout le cours de la Roya. Ce général, au lieu de réunir toutes ses forces à Breglio lorsqu'il en était encore temps, et de se jeter en masse sur Saorgio pour rouvrir la route de Coni, se rapprocha au contraire du littoral, laissant aux trois brigades Ulm, Bellegarde et Saint-Julien, qui formaient son centre, le soin de défendre les montagnes entre les sources du Tanaro et la mer. Ce mouvement excentrique, motivé sans doute sur les premiers ordres de Mélas, qui étaient de couvrir la route de Gênes, ne devaient avoir que de fâcheux résultats.

Vivement talonnées par Rochambeau, qui leur enleva les hauteurs de Forcoin le 3, les brigades Ulm et Bellegarde n'eurent que le temps de briser leur artillerie et de s'enfoncer dans les montagnes de Tanardo : elles se flattaient de pouvoir descendre sans obstacles dans la vallée du Tanaro ; mais Menard forçait de marche pour les devancer à Pieve, où nous allons voir qu'elles furent effectivement prévenues.

En voyant son adversaire se retirer dans deux directions, Suchet résolut de suivre ses traces, et attira en conséquence

vers la mer la division Rochambeau aussitôt après l'affaire de Forcoin. Cette manœuvre lui a été reprochée, et l'on a pensé qu'au lieu de réunir cette division à Clauzel, il fallait au contraire la porter au soutien de Menard. C'était en effet le moyen le plus sûr d'achever la défaite d'Elsnitz, soit qu'il dût se rabattre sur Pieve ou continuer sa retraite le long du rivage. Toutefois ses opérations n'en furent pas moins couronnées d'un brillant succès.

Elsnitz se rendait de San-Remo à Oneille, lorsqu'il reçut de Mélas l'ordre de marcher sur Alexandrie. Désormais dispensé de couvrir le chemin de la Corniche, il ne songea qu'à rallier les trois brigades de son centre. Calculant qu'elles auraient pu déboucher le 4 sur Pieve, il en prit sans différer la route. Mais quelle fut sa surprise en entrant dans ce village : non-seulement elles n'y avaient point paru, mais rien n'annonçait leur approche. Peu disposé à les attendre, quoique ce fût à coup sûr le parti le plus prudent et le plus honorable, il continua sa route pour Orméa et Céva au milieu des tirailleurs de Menard.

La brigade Saint-Julien, qui marchait en tête de celles d'Ulm et de Bellegarde, arriva à temps à Pieve ; mais celles-ci, qu'embarrassait un convoi de vivres et de munitions, s'y trouvèrent prévenues par les colonnes françaises, déjà maîtresses du chemin d'Orméa. Une terreur panique s'emparant soudain de ces brigades, elles rompirent leurs rangs et cherchèrent leur salut dans une fuite précipitée à travers les montagnes. De ces soldats dispersés, les uns tombèrent entre les mains de Menard ; d'autres, qui se rejetèrent vers la rivière de Gênes, furent ramassés par Rochambeau ; peu se sauvèrent. C'est au point que les deux généraux comptaient à peine trois cents hommes en arrivant à Orméa : Menard continua de les poursuivre dans la vallée du Tanaro. Elsnitz arriva le 7 à Céva, après avoir perdu près de dix mille hommes dans sa retraite.

Désormais certain de ne trouver aucun obstacle sur le chemin de Gênes, Suchet pressa sa marche vers cette place. Il se

berçait de l'espoir de la dégager, lorsqu'au moment d'arriver à Savone, il rencontra la première colonne de la garnison conduite par Gazan. Il suspendit sa marche, et porta ses avant-postes sur Montenotte, s'apprêtant à déboucher dans la vallée de la Bormida.

Ces événements étaient une ample compensation à la perte de Gênes, qui, dès lors, devenait pour les Autrichiens une conquête plus embarrassante qu'utile; parce que, d'une part, elle les obligeait à un grand détachement pour la garder, et que, de l'autre, elle rendait à l'armée française plusieurs milliers de soldats aguerris.

Malgré son séjour prolongé en Ligurie, Ott n'en fut pas moins le premier à marcher au-devant de Bonaparte sur la route de Tortone à Plaisance; et c'est bien moins à ce séjour qu'aux échecs répétés d'Elsnitz qu'il faut attribuer la concentration tardive de l'armée impériale autour d'Alexandrie. En effet, Mélas, pour recueillir ce dernier et couvrir la route d'Alba par laquelle il se retirait, fit séjourner sous Turin jusqu'au 9 juin, les corps de Kaim et de Haddick, ce qui remit au 11 la réunion projetée.

§ II.

Ces divers empêchements compromirent la grande communication de Mélas par la rive droite du Pô, en donnant le temps à Bonaparte de se saisir des principaux passages avant l'arrivée des premières colonnes autrichiennes.

En effet, tandis que Masséna faisait voile pour Antibes, et que Suchet, réuni à Gazan, couronnait les hauteurs de Montenotte, le consul, après avoir passé à Milan la revue des divisions de Moncey, se dirigeait sur Pavie. Déjà Lannes achevait de passer le Pô au-dessous de cette ville. Deux brigades autrichiennes survenues pendant l'opération essayèrent en vain de la troubler, elles furent contenues par Watrin, qui, débarqué le premier à la tête de trois bataillons, s'était judi-

cieusement posté derrière les digues et les fossés de San-Cypriano. Sur les traces du corps de Lannes, marchait celui de Victor.

Le 7 juin, Lannes porta ses avant-postes jusqu'au delà de Stradella, où Bonaparte lui-même se rendit, impatient de recevoir des nouvelles de l'ennemi.

Le même jour, Murat, ayant réussi à passer le fleuve à Nocetto, au-dessous de Plaisance, s'empara de cette ville et de sa tête de pont. Plusieurs régiments autrichiens accouraient à la défense de ce point capital; mais retenus pour la plupart par la présence de Lannes à Stradella, il n'en arriva que quelques-uns qui se firent battre en détail. Des approvisionnements immenses et un bon nombre de bateaux tombèrent au pouvoir des Français, qui faillirent même se saisir d'un parc considérable d'artillerie engagé sur la route de Tortone à Plaisance.

Le général italien Lechi avait été dirigé vers Brescia, et Duhesme sur Crémone. Cette dernière ville était occupée par Wukassewich; il fut attaqué et culbuté sur la route de Mantoue, avec perte de plusieurs centaines d'hommes. Ceci avait lieu au moment même où Lannes et Murat effectuaient si heureusement leur passage. Les Français se trouvaient ainsi maîtres d'un troisième débouché sur la rive droite du Pô. Comme il importait de contenir Wukassewich, Duhesme ne rejoignit pas les autres divisions.

Le corps de Moncey demeura tout entier en Lombardie : la division Lorges tint bloqué le château de Milan et occupa Crema ; celle de Lapoype descendit sur Pavie, observant les rives du Tésin et du Pô.

Sans doute qu'il devait répugner à Bonaparte de dégarnir la Lombardie au moment où, pour la seconde fois, il venait de s'y montrer en conquérant législateur; sans doute encore qu'il devait craindre de laisser à la merci de Mélas la communication d'Ivrée et de Milan; mais ces considérations étaient-elles de nature à motiver le sacrifice absolu des principes? était-ce à la veille de la bataille qui allait décider du

sort de l'Italie que l'on pouvait se permettre de faire des détachements, lorsque déjà l'on était inférieur à l'adversaire? Et d'ailleurs comment se flatter que Moncey arrêterait sur le Tésin une armée de cinquante mille soldats aguerris? Il semble que Bonaparte eût en vue d'envelopper Mélas, mais un tel dessein ne pouvait être qu'une chimère. Et pourquoi s'exposer d'entrée de jeu à perdre tant de chances réunies en sa faveur?

Deux circonstances se présentaient : ou Mélas se jetterait sur Plaisance, ou il se dirigerait sur le Tésin. On a pensé que, dans l'une et l'autre hypothèse, le plus sûr était d'agir par Stradella sur Tortone, en se bornant à laisser une seule division à la garde du pont de Plaisance. L'adversaire venait-il à marcher sur le Tésin; l'armée se réunissait à Suchet, à Thureau, à Chabran, et, désormais, forte de quatre vingt mille hommes, elle se serait portée de nouveau en Lombardie, s'avançant dans son ordre naturel. Voulait-on, au contraire, déboucher sur Plaisance; alors rien de plus judicieux que d'attirer à soi toutes ses forces disponibles pour barrer le chemin à l'ennemi.

« Le premier Consul, à qui toutes ces considérations ont « pu échapper dans le tumulte des marches, c'est ainsi que « s'en exprime Jomini (1), a bien jugé qu'on ne manquerait pas « de lui reprocher sa dissémination; il allègue, pour la justi- « fier, que Lapoype et Moncey eussent suffi pour disputer le « Tésin à Mélas, jusqu'à ce que l'armée repassât le Pô, et « vînt à leur secours. Mais cette assertion n'est pas sans ré- « plique. Pour peu que les Autrichiens eussent mis dans leur « opération cette énergie et cette vivacité que Bonaparte « savait si bien imprimer aux siennes, ils auraient pu passer « à Valence, et se porter en une marche à Pavie, et en deux « autres à Plaisance. Dix mille Français, dispersés depuis « Lodi à Verceil, engagés successivement, et accablés avant « de pouvoir se concerter, auraient-ils arrêté cinquante

(1) Tom. XIII, pag. 221.

« mille hommes victorieux (1)? N'était-il pas possible d'ache-
« ver l'entreprise avant même que le général français en fût
« informé ; et après tout, s'il était revenu à temps sur le Té-
« sin, la position de l'armée impériale eût-elle été plus mal-
« heureuse que si elle avait dû se faire jour par la rive
« droite du Pô? »

C'est donc aux seuls corps de Lannes, de Victor, de Desaix (2) et à la cavalerie de Murat, que fut réservée la gloire d'aller chercher Mélas et de le vaincre.

Nous avons dit que malgré la prise de possession de Gênes, Ott serait le premier à se présenter au rendez-vous général. En effet, les corps de Haddick, de Kaim et d'Elsnitz n'avaient pas dépassé Asti, que déjà le sien s'apprêtait à déboucher de Tortone. Ce général, dans l'intime conviction que le gros de l'armée française n'avait pas franchi le Pô, et persuadé, au contraire, que Bonaparte se dirigerait de préférence sur Mantoue, se flatta de pouvoir écraser le détachement qui osait lui disputer la route de Plaisance. C'était à coup sûr de sa part une supposition des plus gratuites : car, ainsi que le remarque Jomini, une armée qui a gagné les communications de son adversaire, ne va pas se promener à cinquante lieues derrière sa ligne, lorsqu'elle peut prendre, à une marche d'elle, une position qui lui garantit un succès complet, tel, par exemple, que le défilé compris entre l'Apennin et le Pô, de Voghera à Plaisance.

Quoi qu'il en soit, Ott ayant passé la Scrivia le 8, et rallié, dans sa marche sur Voghera, les différents détachements précédemment dirigés vers Plaisance, occupa Casteggio le lendemain à la tête d'environ dix-huit mille

(1) Avant la prise de Gênes et les pertes d'Elsnitz, Mélas en avait soixante et dix mille.

(2) Celui-ci, qui arrivait d'Egypte, ne rejoignit l'armée qu'après le passage du Pô : son corps se composait des divisions Monnier et Boudet, destinées à former la réserve conjointement avec la cavalerie passée tout entière sous les ordres de Murat.

hommes. De son côté, la division Watrin y arriva le même jour, poussant devant elle les éclaireurs ennemis. Le général autrichien hésita d'autant moins à s'engager qu'il se croyait le plus fort : saisissant habilement tous les avantages de sa position, il lança sur les hauteurs à droite, de manière à flanquer l'unique route de la contrée, la meilleure partie de son infanterie, et tint le reste, soit en réserve à Montebello, soit en embuscade dans les maisons et les jardins de Casteggio, que sa cavalerie protégeait d'ailleurs sur la gauche.

Il n'y avait de chances de succès contre de telles dispositions qu'en s'emparant d'abord des hauteurs. Lannes ne s'y méprit pas, et, sans attendre Victor, qui le suivait, il manœuvra par sa gauche avec la moitié de la division Watrin, tandis qu'avec le reste il fit contenir les Impériaux sur la grande route. La lutte était par trop inégale, et malgré l'exemple héroïque des deux généraux français, la retraite allait devenir inévitable quand arriva la division Chambarlhac du corps de Victor. La brigade Rivaud fut aussitôt portée sur les hauteurs où elle nous assura la supériorité : les troupes de Watrin se rallièrent, et, pour un moment, l'ennemi fut chassé de Casteggio. Cependant Ott ayant fait donner ses réserves, les bataillons de Rivaud furent ramenés et la ville reprise. Il fallut la présence de Victor à la tête de la division Gardanne pour fixer la victoire. Nos efforts réitérés par la gauche, et la manœuvre tournante de la brigade Gency par la plaine, décidèrent enfin le général ennemi à la retraite au moment où il allait être enveloppé. Si ce fut de sa part une faute grave que de s'engager seul sur la route de Plaisance, toujours est-il qu'il fit preuve d'une honorable opiniâtreté. Cette sanglante journée qui, plus tard, valut à Lannes le titre de duc de Montebello, ne coûta, pas moins de cinq mille hommes aux Autrichiens ; elle acquit aux Français la réputation des armes et doubla leur courage.

Ott, que pressèrent vivement les Français, se replia sur

Tortone, et bientôt après derrière la Bormida, où il se réunit à Mélas.

Celui-ci, arrivé le 10 à Alexandrie, ne se laissa point abattre par la catastrophe de Montebello, et mesurant, au contraire toute l'étendue du danger qui le menaçait, il se décida à se faire jour l'épée à la main. Prévoyant d'ailleurs le cas où le sort lui deviendrait défavorable, il adressa à l'amiral anglais l'invitation la plus pressante d'approvisionner Gênes, dont il comptait au besoin se faire un centre d'action.

« L'idée de transporter le théâtre de la guerre autour « de Gênes lui promettait effectivement, selon Jomini, « plus de chances favorables qu'on ne le croirait au premier « abord (1) Si Wurmser, réfugié à Mantoue, avait arrêté « quatre mois l'armée française, Mélas pouvait bien mieux « remplir le même but, puisqu'il serait abondamment ap- « provisionné de munitions par l'escadre anglaise, et qu'à « la dernière extrémité il lui serait toujours facile d'éva- « cuer la place par mer, en y laissant une garnison pour « opérer en Toscane avec le reste des forces actives. Une « armée de cinquante mille hommes basée sur un poste « tel que Gênes, maîtresse de la mer, et secondée d'une « flotte nombreuse, semble pouvoir y braver des années « entières les coups de l'ennemi. Enfin, en prenant cette « direction, Mélas donnait au conseil aulique le temps de « recréer une armée sur le Mincio, afin d'agir de concert « avec lui vers le bas Pô.

« Toutefois, pour assurer la réussite de ce projet, il « semblait convenable d'éviter les chances d'une bataille, « non que Gênes ne pût encore servir longtemps d'appui à « une armée défaite, mais parce qu'on perdrait plusieurs « jours avant de joindre l'ennemi, et que dans l'intervalle, « Suchet se saisirait des passages de l'Apennin, ce qui ren-

(1) *Guerres de la révolution*, tom. XIII, pag. 264.

« drait impossible toute retraite sur Gênes, si Bonaparte de « son côté était victorieux.

« Soit que Mélas ne crût pas devoir s'inquiéter de l'ap« proche de Suchet, soit qu'il ne saisît pas la différence que « ce peu de jours perdus apporterait à sa position, il « préféra livrer bataille, plutôt que de s'exposer aux re« proches qu'on ne manquerait pas de lui adresser, s'il se « retirait sur la capitale de la Ligurie, sans tenter le sort « des armes. »

Le Consul, sur la nouvelle que Ott avait quitté les bords de la Scrivia, la franchit, le 13 au matin, au-dessous de Tortone. La présence d'une garnison dans la citadelle ne permettant pas d'occuper cette ville, il la fit masquer par un bataillon. Tous les détails relatifs à l'évacuation de Gênes et à la réunion du corps de Suchet à la colonne de Gazan lui avaient été fournis par les prisonniers ; mais il ignorait absolument quels pouvaient être les desseins de Mélas. Allait-il accepter la bataille qu'il lui présentait, ou s'esquiver par une marche de flanc ; et, dans ce dernier cas, se dirigerait-il vers le Tésin ou vers Gênes? C'est ce que ses reconnaissances entre la Scrivia et la Bormida ne surent lui apprendre.

Ce même jour, Bonaparte détacha sur Rivalta le général Desaix avec la division Boudet, pour observer la route de Novi et tendre la main à Suchet que l'on supposait avec fondement en marche sur Acqui ; il fit parvenir en même temps à Lapoype l'ordre un peu tardif de passer le Pô et de venir se joindre à la réserve. Il fut prescrit à Victor de marcher sur Marengo, nœud des routes de Plaisance et de Gênes, et, après en avoir chassé les postes ennemis, de chercher à s'emparer des ponts sur la Bormida : Lannes dut suivre en seconde ligne; Monnier et la cavalerie de Murat s'établirent à Castel-Novo et à Ponte-Curone.

Ott avait laissé à Marengo, sous le général Oreilly, une arrière-garde de quatre à cinq mille hommes : Victor, s'avançant avec la division Gardanne, emporta le vil-

lage et culbuta ce détachement sur la tête de pont de la Bormida qu'il osa même attaquer. (*Voyez* la planche 2.) Le feu des batteries du camp établi sur la rive gauche, et celui des parapets de cet ouvrage, ne permirent pas de pousser plus loin l'entreprise. Il était dix heures du soir : Gardanne prit position à la Pedrebona, et le reste du corps de Victor à Marengo.

Le peu d'obstination qu'avaient mis les Impériaux à défendre le village fut pour Bonaparte un nouveau sujet de croire que Mélas s'était jeté ou sur Gênes ou sur Pavie. Persuadé que, dans tous les cas, celui-ci n'oserait déboucher processionnellement de sa tête de pont à la vue de Gardanne et de Victor, il laissa ses divisions dans les positions indiquées, et se hâta de revenir à son quartier général de Ponte-Curone, impatient d'apprendre des nouvelles de la rive gauche du Pô, et notamment du général Lapoype. Cependant, divers avis reçus au moment où il était encore à Torre-di-Garofolo, lui firent pressentir la résolution de son adversaire et l'imminence de la bataille. Il suspendit sa marche, et, sans perdre une seule minute, expédia les ordres suivants : 1° à Desaix, d'accourir de Rivalta; 2° à Lannes, de s'avancer en échelon de Victor entre Spinetta et la ferme de Fornace; 3° à la garde consulaire, d'occuper celle de li-Poggi; 4° à la cavalerie de Murat, de se porter en avant de San-Giuliano; 5° et, enfin, à Monnier, de Marcher de Castel-Novo vers le même point.

Effectivement, parmi les différents partis que pouvait encore prendre Mélas, celui de livrer bataille et de passer sur le corps des Français avait réuni tous les suffrages dans le conseil tenu la veille à Alexandrie. On y avait en outre arrêté (ce qui prouve combien eurent tort les Autrichiens de ne pas défendre plus opiniâtrément Marengo) 1° que huit mille hommes, sous le général Ott, se porteraient à la gauche pour percer par Salé; 2° que Mélas, à la tête du corps de bataille, composé des divisons Haddick, Kaim, Morzini, et Elnitz,

déboucherait sur Marengo et San-Giuliano, pour se rabattre ensuite à gauche contre l'ennemi opposé à Ott; 3° enfin, qu'Oreilly, se portant avec trois mille hommes sur Stortigliona, éclairerait et couvrirait la droite du corps principal.

Quoique, par la perte de Marengo, l'armée Autrichienne fût réduite à déboucher de ses ponts en présence des Français, elle n'en conservait pas moins plusieurs chances de succès : elle comptait trente et un mille combattants, dont huit mille d'excellente cavalerie et deux cents bouches à feu; c'était le double des corps réunis de Victor et de Lannes, appelés à soutenir seuls le premier choc, la réserve ne pouvant entrer en ligne avant le milieu de la journée. On allait combattre sur un terrain favorable aux charges de la cavalerie, et c'est à peine si les Français en avaient le quart de leurs adversaires. D'ailleurs, s'il était, pour le Consul, un moyen de remédier à tant de désavantages, il ne paraît pas que ce fût l'ordre en échelons; car, quoique parfait dans une retraite, ou pour l'attaque d'un point où l'on veut diriger de grands efforts, cet ordre expose, dans un combat de pied ferme, les différents échelons à être écrasés successivement, surtout lorsque, comme à Marengo, les distances entre eux sont un peu considérables. L'affaire essentielle était de gagner quelques heures, et l'on ne pouvait y parvenir que par des charges réitérées sur la tête et les flancs des colonnes ennemies au moment où elles déboucheraient dans la plaine.

L'armée impériale, ainsi que l'avait arrêté Mélas, franchit la Bormida, le 14, au point du jour. Une colonne de huit mille hommes, sous le général Ott, avait ordre de percer par Castel-Ceriolo sur Salé, tandis qu'à la tête du corps de bataille, composé des divisions Haddick, Kaim, Morzini et Elsnitz, Mélas s'avancerait sur Marengo et San-Giuliano, pour se rabattre ensuite à gauche et accabler l'ennemi opposé à Ott (1). Oreilly, à la droite, devait se porter avec trois mille

(1) Si ces indications ne nous étaient fournies par Jomini, qui a puisé

hommes sur Stortigliona, pour couvrir le corps principal et faciliter son action par des attaques de flanc.

Les troupes de Haddick venant se former successivement à la gauche d'Oreilly, en avant et sous la protection de la tête de pont, Gardanne est bientôt contraint d'abandonner la Pedrebonna, et de se replier sur Marengo, où il est recueilli par la division Chambarlhac. Les Impériaux, au lieu de poursuivre ce premier avantage et de fondre baïonnettes basses sur la division française pour passer avec elle le ruisseau de Fontanone, se décident à attendre l'arrivée de tout le corps de bataille, et perdent un temps précieux.

Victor en profita pour préparer, tant sur le ruisseau que dans Marengo, la plus opiniâtre résistance. Il confia à Gardanne la défense de ce village, et plaça sur la gauche, le long du Fontanone, la division Chambarlhac, lui donnant, entre autres instructions, celle d'empêcher l'ennemi de percer sur Stortigliona. Deux brigades de cavalerie, l'une à droite, sous Champeaux, l'autre à gauche, sous Kellermann, couvraient et soutenaient les flancs de l'infanterie.

Les Impériaux, qui ont mis trois heures à déployer et à établir leurs batteries, se présentent enfin sur deux lignes, soutenues par une réserve de grenadiers et de cavalerie. Dans son impatience à regagner le temps perdu, et sans même attendre les premiers effets de l'artillerie, Haddick se lance dans le ruisseau à la tête de sa division. Il ne se trouve sur la rive opposée que la seule 43e demi-brigade ayant à sa tête le général d'infanterie Rivaud : elle ne se laisse point imposer par le nombre ; et, attendant pour commencer son feu que l'ennemi ne soit plus qu'à demi-portée, elle le repousse de la manière la plus vigoureuse. Haddick perd la vie dans cette première tentative ; il ordonnait la retraite quand il tomba mortellement frappé. De nouvelles troupes s'avancent aussi-

aux sources, il nous semblerait plus naturel de penser que c'était, au contraire, la colonne de Ott que le général autrichien avait destinée à se rabattre sur la route de Tortone, pour favoriser l'action du corps de bataille.

tôt sous la conduite de Kaim, mais elles ne sont pas moins bien accueillies que les précédentes, et ne réussissent pas mieux.

La brigade de cavalerie de Pilatti, à qui le général autrichien a ordonné de s'ouvrir un passage entre Marengo et Stortigliona, est culbutée dans le fatal ravin, et presque entièrement détruite par Kellermann.

Mélas n'était pas à se repentir de ne point avoir attaché plus de prix à la conservation de Marengo ; mais ce qui surtout ajoutait à son anxiété, c'est qu'il venait d'apprendre la marche de Suchet sur Acqui. Un grand capitaine, ainsi que le remarque fort judicieusement le général Jomini, n'eût pas manqué de calculer qu'en moins de deux heures le sort de l'armée impériale serait décidé dans les champs de Marengo, et qu'il devenait dès lors aussi inutile que dangereux de faire le moindre détachement : la circonstance se présenta sous un tout autre aspect au vieux guerrier autrichien, qui se hâta d'envoyer à la rencontre du corps français une brigade de deux mille trois cents chevaux.

Bonaparte, que les premiers coups de canon ont fait accourir de Garofolo, n'arriva cependant pas assez à temps pour faire soutenir efficacement Victor; car, au moment où, après s'être porté à la hauteur de celui-ci, Lannes se déploie vers la Barbotta, Mélas se dispose à diriger en même temps, sur le centre et sur les ailes des républicains, des efforts qui vont produire d'inévitables résultats.

Quoique ayant débouché le dernier de la tête de pont, Ott a déjà dépassé Castel-Ceriolo : il n'a pas plutôt aperçu le corps de Lannes s'apprêtant à franchir le ruisseau, que, abandonnant le chemin de Salé, et se rabattant sur la Barbotta, il prend en flanc et à revers notre ligne de bataille. Le crochet, que forme aussitôt en arrière de sa droite le général français, ne saurait être qu'un palliatif impuissant, alors surtout que nous commençons à perdre du terrain sur les autres points.

A l'extrémité opposée, Oreilly vient de débusquer de Stortigliona les flanqueurs de la 96e, tandis qu'à la tête de cinq bataillons de grenadiers, que protègent pour le moins soixante bouches à feu, Kaim a franchi le Fontanone et s'est enfin établi dans Marengo. Ces avantages, au surplus, ont coûté cher à l'ennemi : Rivaud, quoique blessé grièvement, n'a cédé le village qu'après en avoir chassé deux fois la colonne victorieuse. On ne s'acquit jamais plus de gloire que ne le firent dans cette occasion les troupes de Victor.

Lannes, que le mouvement rétrograde de celui-ci laisse à découvert sur sa gauche quand déjà sa droite a été débordée, est encore attaqué de front par Bellegarde. La brigade Champeaux, il est vrai, vient de fournir plusieurs belles charges contre les escadrons de Ott, qu'elle a repoussés ; mais elle n'a pu s'opposer aux progrès de plus en plus alarmants de l'infanterie autrichienne. Encore quelques minutes, et la situation de Lannes sera désespérée.

Pour le soutenir, Bonaparte prescrit à Victor, ce à quoi il est difficile à celui-ci de parvenir, tant son corps a souffert, d'empêcher Mélas de déboucher de Marengo ; et il donne à Monnier, qui n'est plus qu'à une petite distance, l'ordre de s'avancer sur Castel-Ceriolo, où déjà se dirigent huit cents grenadiers de la garde.

Ces mesures qui ne sont que propres à faire gagner du temps, remplirent du moins en partie ce but : les braves de la garde se formèrent en carré, et résistèrent longtemps à toutes les charges de la cavalerie autrichienne ; mais enfin, ébranlés par la mitraille, et par les attaques réitérées d'une brigade hongroise qui parvint à les entamer, ils regagnèrent, mais toujours en combattant, la ferme de Poggi.

C'était l'instant de l'arrivée de Monnier. Ce général, conformément à l'ordre qu'il en a reçu, détache sur Castel-Ceriolo la brigade Carra-Saint-Cyr, et, avec le reste de sa division, se porte en avant de la garde, sur la droite de Lannes. Carra-Saint-Cyr forme en colonnes d'attaque chacun de ses bataillons, et, sans s'inquiéter de Ott, qu'il

laisse sur son flanc gauche, aborde le village et l'emporte à la baïonnette.

Ott, qu'étonne ce retour offensif, ne presse plus aussi vivement le corps de Lannes ; mais il dirige, sur la droite de Monnier, une charge qui sépare celui-ci de sa première brigade. Toutefois, bien loin que cette brigade soit réduite à poser les armes, elle se barricade dans Castel-Ceriolo, et parvient à s'y maintenir (1). Dans l'impossibilité de conserver plus longtemps sa position avancée, Monnier se replie sur la garde consulaire, échelonnée en arrière à gauche à quelques centaines de pas : de concert avec elle, il couvre la droite de Lannes, à qui ces attaques ont permis de se retirer en bon ordre, et de faire volte face à la hauteur de Poggie.

Mais est-ce bien sur Castel-Ceriolo qu'il convenait de porter la première division de la réserve ? cette question a été controversée, et Jomini, qui se prononce sur la négative, est en opposition avec Mathieu Dumas et la plupart des autres historiens. L'occupation de ce village, était, à notre avis, une affaire de la dernière importance ; et l'on a peine à concevoir comment Bonaparte n'y avait pas jeté dès le matin une des brigades de Lannes. Il devenait d'autant plus urgent de s'en saisir et de s'en faire un appui, que Mélas avait une grande supériorité en cavalerie. Mais était-il encore temps d'y détacher des troupes, quand déjà tout annonçait que Victor allait succomber ? c'est ce que nous ne pensons pas, et l'on ne saurait disconvenir, ce nous semble, que, dans la situation des forces respectives, ce mouvement excentrique ne fût téméraire, et qu'il eût été préférable d'attirer sur la route de Tortone, pour renforcer l'aile gauche, la division Monnier tout entière.

Cette mesure, qu'il semblait imprudent d'adopter, l'évé-

(1) C'est, du moins, la version la plus généralement adoptée, bien qu'il paraisse par les rapports autrichiens que Carra-Saint-Cyr aurait été pour un moment déposté de ce village.

nement cependant la justifia amplement : en assurant la retraite de Lannes et celle beaucoup plus épineuse de Victor, dont les troupes ne s'arrêtèrent qu'à San-Giuliano, elle prévint les premiers effets de l'ascendant que prenait l'ennemi, et ouvrit la voie à de nouvelles dispositions défensives. Castel-Ceriolo devint comme le contre-fort et le pivot d'un second système échelonné inverse et symétrique du précédent. Bien qu'elle ne fût, pour ainsi dire, qu'un simple rideau de troupes, cette ligne donna le temps de se reconnaître et d'attendre l'arrivée de Desaix.

Il est vrai que ce résultat, qui allait changer en une victoire décisive la défaite imminente des Français, n'eût pas été obtenu devant un adversaire plus actif et plus judicieux que le général autrichien. Non-seulement il commit une première faute, en envoyant courir au-devant de Suchet, qui se trouvait hors de mesure, le tiers de sa nombreuse cavalerie ; mais, ce qui devait avoir des suites plus immédiatement funestes encore, c'est qu'il n'engagea le reste qu'en tâtonnant et sans discernement ; au lieu de tenir en réserve, pour ne la lancer qu'à l'instant propice où les Français épuisés commenceraient à perdre du terrain, la meilleure partie de ses escadrons disponibles, il la tint dispersée sur toute sa ligne, et s'enleva la faculté de frapper le coup décisif. L'emploi de la cavalerie en grandes masses est une affaire délicate, qui ne demande pas moins de coup d'œil que d'intrépidité : elle est, entre les mains du généralissime, la foudre qui doit tout renverser ; mais il faut qu'il sache saisir le moment de la lancer, et ce moment ne se décèle pas à tout le monde.

Dans son empressement à annoncer une victoire qu'il regarde comme décidée, Mélas retourne à Alexandrie sur les deux heures, laissant à ses lieutenants et à son chef d'état-major, le général Zach, le soin d'en recueillir les fruits.

Ces derniers, dont la confiance égale pour le moins celle de leur chef, forment l'armée en colonnes de marche, et s'avancent sur plusieurs directions, entre Cassina-Grossa et le chemin de Salé. Zach, qui a pris le devant sur la route de

Tortone, à la tête d'une avant-garde d'élite, se dispose à forcer San-Giuliano. Il est suivi à quelque distance par Kaim, et, plus loin, par une réserve de grenadiers. Son but est d'atteindre et de déborder la gauche de l'armée française pour lu ifaire abandonner la grande route.

Il restait peu d'espoir aux Français, et Bonaparte, dit-on, avait résolu d'abandonner la route de Tortone, pour exécuter sa retraite par le chemin plus court de Salé, quand enfin, sur les quatre heures, parut en arrière de San-Giuliano la colonne de Desaix. Il était temps : Lannes, alors retiré entre Valmagra et la Buschetta, échangeait quelques boulets avec l'avant-garde de Ott; Victor, à qui il restait à peine trois mille hommes, occupait San-Giuliano, ayant à sa droite, sur la lisière des vignes, les brigades de cavalerie de Champeaux et de Kellerman : une seule brigade peut-être pouvait donner quelque inquiétude à l'ennemi, c'était celle du général de cavalerie Rivaud qui, en débouchant par le chemin de Salé, menaçait la gauche de Ott, dont Carra-Saint-Cyr, en quelque sorte coupé dans Castel-Ceriolo, n'avait pu empêcher la marche sur Villanova.

A la vue des troupes pleines d'enthousiasme de Desaix, le Consul change tout à coup de résolution, et, comme le grand Condé à Nordlingue, entreprend de ressaisir la victoire : en un instant, les généraux Victor, Lannes et Monnier ont reçu l'ordre d'arrêter leur mouvement rétrograde, et de tenir ferme dans leurs positions. Bonaparte, entouré de son état-major, parcourt rapidement le front des divisions, et leur adresse quelques-uns de ces mots que ne profèrent jamais en vain les grands capitaines. *C'est assez reculer pour aujourd'hui*, leur dit-il, *vous savez que je couche toujours sur le champ de bataille*. Des cris d'approbation partent de tous les rangs, et chacun se prépare à une nouvelle bataille.

Déjà la colonne de Zach a dépassé Cassina-Grossa : encore quelques instants, et elle ne sera plus qu'à portée de pistolet de la ligne française. Pour la recevoir, Desaix forme en colonnes d'attaque une partie de sa division, et s'avance pré-

cédé par une batterie de douze pièces de réserve, que Marmont, qui la dirige lui-même, a soin de tenir masquée. Bientôt arrive l'instant de commencer le feu; une grêle de mitraille sillonne les rangs autrichiens, et refoule, sur ceux qui les suivent, les premiers pelotons de la colonne ennemie. Zach, que n'étonne pas moins que ses soldats un retour aussi brusque qu'imprévu, parvient néanmoins à arrêter le premier choc. Une vive fusillade s'engage, et Desaix, qu'ont épargné le fer du Mameluk et le javelot de l'Arabe, tombe mortellement frappé. Si de tels accidents ont quelquefois servi de prétexte à une retraite, ce ne fut certes pas dans cette occasion. A la vue du corps inanimé de son général, la 9e légère se précipite furieuse sur la brigade de Saint-Julien, et la culbute sur les grenadiers de Lattermann. Ceux-ci résistent, et, par leur bonne contenance, retiennent un moment la victoire en suspens.

A droite de la réserve, et sur la même ligne qu'elle, marchait la brigade de cavalerie de Kellermann. Ne trouvant aucun obstacle qui puisse l'arrêter, depuis qu'à son approche les dragons de Lichtenstein ont pris la fuite, ce général prolonge son mouvement sur le flanc de la colonne ennemie, et, par une conversion à gauche, se précipite sur elle, pendant que quelques escadrons qu'il a détachés contiennent plus loin un gros de cavalerie impériale : cette manœuvre ou plutôt cette charge, eut sur l'issue de la journée une influence si forte, si immédiate, qu'il fut reconnu que, après Desaix, Kellerman avait eu la plus grande part à la victoire. La colonne ennemie se trouvait coupée et dans l'impossibilité de faire un pas de plus, soit en avant, soit en retraite. Ayant ainsi perdu jusqu'à l'espoir de se sauver par la fuite, elle se soumit à la cruelle nécessité de déposer les armes. Environ deux mille prisonniers, parmi lesquels le chef d'état-major Zach, tombèrent au pouvoir des Français (1).

(1) La loi que nous nous sommes imposée de ne prendre part à aucune controverse, nous interdit de parler de celles qu'a fait naître en abondance

Cet événement sème la terreur dans l'armée autrichienne, et soudain y répand, à la place des joies de la victoire, la consternation et le désordre. Dans l'armée française, au contraire, l'exaltation est à son comble. Toutes les différentes divisions, celles de Victor, de Lannes, de Monnier, toutes ont repris l'offensive, et se dirigent sur le point capital de Marengo. Kellermann, qu'électrise l'avantage qu'il vient de remporter, Kellermann presse, charge et culbute, sur les trois brigades de Kaim, un corps de cavalerie qui les précède. C'est en vain que, pour arrêter l'impétuosité des Français, ce dernier s'efforce de déployer ses premiers bataillons ; ils n'ont pas achevé leur mouvement qu'une nouvelle charge de Kellermann les disperse et les rejette au delà du Fontanone.

Cependant une brigade (les grenadiers de Weidenfeld) se dispose à défendre Marengo. Elle est soutenue par Oreilly, qui, d'abord en marche sur Frugarolo, est revenu en toute hâte se ranger à sa droite. Ces troupes arrêtent Kellermann et Boudet (celui-ci a succédé à Desaix); mais Bonaparte arrive, et sur le champ ordonne d'emporter le village. Boudet s'avance par la grande route, protégé d'un côté par Victor, et de l'autre par Lannes. En quelques instants le poste

le dénouement si extraordinaire de cette bataille. D'accord avec toutes les relations françaises et allemandes, la publication récente des brochures de MM. les généraux Kellermann et de Rovigo n'a point changé notre opinion, et s'il est un regret à ajouter à celui de n'oser nous approprier le récit du premier de ces généraux sur le combat de Desaix, c'est de voir entre des témoignages également respectables, une dissidence nécessairement préjudiciable à la vérité historique. Que la charge du général Kellermann ait été, suivant qu'il le déclare, l'effet d'une inspiration de sa part, ou, comme le prétend M. le duc de Rovigo, la conséquence d'un ordre donné, c'est ce dont l'histoire a moins à s'enquérir que la biographie. Mais que Desaix, ainsi que l'affirme le général Kellermann, ait tout d'abord éprouvé un échec dans lequel le 9e léger ait entraîné la première ligne entière dans sa retraite précipitée, et que ce soit pour arrêter l'ennemi victorieux que Kellermann ait exécuté sa belle charge, c'est un fait que taisent toutes les relations, même celle de l'état-major autrichien, qui pourtant était intéressé à le consigner,

est enlevé, le ruisseau franchi, et l'arrière-garde autrichienne culbutée sur la Pedrebona, où, du reste, elle parvient à se rallier et à attendre l'arrivée de Ott.

Bien que, pour son compte particulier, celui-ci n'ait éprouvé aucun échec qui doive le contraindre à la retraite, il ne s'en trouve pas moins dans l'obligation de se retirer. La résolution qu'on lui attribue d'avoir voulu se jeter sur le flanc des Français, au permier avis de la catastrophe arrivée à ses collègues, était sans contredit la meilleure et la plus militaire qu'il pût former; mais Lannes et Monnier ne lui laissèrent pas le loisir de la mettre à exécution. N'ayant ainsi d'autre alternative que celle de s'ouvrir un passage à travers Castel-Ceriolo, il fit attaquer ce village et le reprit. Cet événement, arrivé au moment même où, à l'extrémité opposée, les Français rentraient dans Marengo, ne fut pas une des circonstances les moins bizarres de cette double journée. Quoi qu'il en soit, la colonne de Ott regagna heureusement la tête de pont.

Mais ce qui surtout assura sa retraite, c'est que, durant qu'elle s'effectuait, Oreilly défendit, avec autant d'intrépidité que de succès, la ferme de Pedrebona : rien ne put l'obliger à céder; ni les efforts de Boudet, ni les charges réitérées de Beauharnais et de Bessières à la tête des guides de Bonaparte; ce ne fut que vers les dix heures du soir, et après qu'elle eut acquis la certitude que toute l'armée avait repassé la Bormida, que l'opiniâtre arrière-garde abandonna son poste, et se replia à son tour, détruisant les ponts derrière elle.

Ainsi se termina cette bataille, l'une des plus extraordinaires et des plus sanglantes dont l'histoire ait propagé le souvenir : les mêmes troupes y combattirent pendant seize heures consécutives, et furent tour à tour victorieuses et vaincues. Le nombre des hommes tués ou blessés y fut à peu près le même, et de sept mille environ de chaque côté; mais pour quelques-uns des leurs qui tombèrent au pouvoir de l'ennemi,

les Français recueillirent trois mille prisonniers, vingt-cinq pièces de canon et plusieurs drapeaux.

On vit dans cette bataille ce que peuvent l'opiniâtreté et le bon emploi des réserves; mais ce qu'il importe surtout de faire ressortir, ce sont ces conséquences terribles, fruits de la présomptueuse négligence de l'état-major autrichien; c'est cette influence de quelques escadrons lancés franchement et à propos, et enfin l'admirable constance des troupes des deux partis. Ne serait-ce pas au souvenir de Marengo, toujours présent à la mémoire de Bonaparte, qu'il convient d'attribuer ces changements que nous verrons s'introduire dans l'économie et l'emploi de la cavalerie sous l'empire? N'était-ce pas pour reproduire, sur une plus grande échelle, la manœuvre décisive de Kellermann, que furent formés ces corps de plusieurs milliers de chevaux que l'on voit partout figurer dans les campagnes subséquentes?

La destination, plus d'une fois assignée avec bonheur à quelques-uns de ces corps, de se porter dès les premiers jours au cœur du pays ennemi, dans le dessein d'y frapper des réquisitions, d'intercepter les routes, d'étonner et de surprendre l'adversaire, peut être un autre motif de cette organisation nouvelle et toute spéciale de la cavalerie; mais ce motif ne détruit en rien notre réflexion, surtout quand elle s'applique à la grosse cavalerie.

Si Bonaparte a mérité le reproche d'avoir tenu ses forces disséminées, les Autrichiens furent bien autrement blâmables d'avoir laissé, tant en Ligurie que dans les places du Piémont, un excédant de garnisons qui les priva de dix mille hommes sur le champ de bataille. Un général qui a ses communications assurées, et, sous ce rapport, Bonaparte avait à choisir, selon les circonstances, entre les différents débouchés des Alpes suisses, ne s'expose qu'à des échecs partiels en faisant des détachements pour entourer son ennemi. Mais quand il s'agit de se faire jour l'épée à la main, de vaincre, ou de mourir, à quoi bon garder, comme le fit Mélas, vingt postes accessoires, qu'une seule défaite vous obligera de rendre?

On concevra mieux que nous ne saurions l'exprimer la déconvenue accablante du général autrichien; mais ce qui surtout ajoutait aux embarras de sa position, c'est qu'il avait perdu, dans la personne de Zach, le conseiller intime sans lequel, pour l'ordinaire, il ne prenait aucune détermination. Qui voudrait se charger de lui succéder, au moment où la stupeur et l'effroi étaient également dans l'état-major et l'armée? Un poste où il ne restait à recueillir que des fruits amers n'ayant séduit personne, Mélas eut recours à la ressource ordinaire des hommes médiocres, aux avis d'un conseil de guerre.

A la proposition que fit un membre d'attaquer de nouveau les Français, soit en allant passer le Pô à Valence pour écraser Moncey, soit en se précipitant au milieu des bataillons victorieux de Bonaparte, la majorité préféra la voie moins téméraire d'un accommodement. Bien qu'assez peu conforme aux règles impérieuses de l'honneur militaire, cette détermination était pourtant la moins désavantageuse : même en se frayant un passage, même dans la victoire, il eût fallu consentir à plus de sacrifices ; il eût fallu laisser à la merci des Français les garnisons de la Ligurie et du Piémont. Mais cette victoire, comment se flatter de l'obtenir? et, dans l'hypothèse toute probable d'une seconde défaite, quelle ressource fût restée à l'armée autrichienne, autre que celle de déposer les armes? Si la proposition d'une convention était une démarche à laquelle on dût répugner, elle permettait du moins de sauver et de rallier les débris épars de l'armée, pour présenter ensuite derrière le Mincio la masse encore imposante de soixante mille hommes.

Un parlementaire fut donc envoyé, le 15, au quartier général français, tant pour proposer une conférence que pour réclamer le général Zach. Ces demandes, que le Consul ne se fit pas répéter deux fois, amenèrent, après quelques heures de pourpalers, la fameuse convention d'Alexandrie, portant, entre autres stipulations, la remise, sans restriction aucune, à l'armée française de toute l'Italie septentrionale jusqu'au

Mincio, dans l'intervalle du 16 au 24 juin. Un armistice, qui se prolongea bien au delà du terme nécessaire à l'exécution du traité, donna le temps à chaque parti de refaire ses troupes, et d'aviser à de nouveaux moyens d'attaque et de résistance.

Bonaparte se rendit à Milan, où il fut accueilli avec plus d'enthousiasme encore que la première fois; mais, pressé de rentrer en France, où il n'ignorait pas que l'attendait une réception digne de sa gloire et de ses éclatants services, il remit le commandement en chef à Masséna, et se hâta de revenir à Paris. Nous ne suivrons pas dans sa marche triomphale celui qu'à bon droit la fortune accablait de ses faveurs, et nous allons reprendre les opérations de l'armée du Danube.

§ III.

Une prolongation d'armistice que les Autrichiens avaient demandée, et pour prix de laquelle ils cédèrent aux Français les places de Philisbourg, d'Ingolstad et d'Ulm, avait fait ajourner à la fin de novembre la reprise des hostilités. Maints projets d'accommodement avaient été échangés dans le cours de ces quatre mois; mais il restait encore trop de moyens de résistance à la cour de Vienne, et le crédit dont y jouissaient les agents de l'Angleterre était encore trop prépondérant pour qu'on dût croire à leur réalité : aussi, les deux partis avaient-ils redoublé d'activité dans leurs préparatifs.

L'armée impériale, dans le commandement de laquelle l'archiduc Jean avait succédé au baron de Kray, se trouvait portée au delà de cent vingt mille combattants, répartis ainsi qu'il suit :

L'extrême droite, qui tenait Ratisbonne et le Palatinat, montait à environ vingt-cinq mille hommes, commandés par Klénau.

La masse principale de l'armée, de soixante à soixante-cinq mille combattants, bordait le cours de l'Inn, de Brau-

nau à Rosenheim, en s'élevant sur la gauche des Français. Neuf mille hommes garnissaient les têtes de ponts de Mühldorf, Wasserbourg, Rosenheim et Braunau.

L'extrême gauche, ou corps du Tyrol allemand, était de vingt mille hommes, sous le général Hiller, auxquels il faut joindre la légion des milices de Bohême, et le corps des chasseurs tyroliens, qui ne voulaient combattre que chez eux.

Éclairé par les prétentions démesurées de ses adversaires, Bonaparte avait pressé l'organisation des armées secondaires de Macdonald et d'Augereau. La première, d'environ quatorze mille hommes, était partie de Dijon, dans le courant de juillet, pour aller provisoirement s'établir à la droite de Lecourbe, entre Coire et Feldkirch. Vers la même époque, la seconde avait remplacé sur le Mein le corps de Sainte-Suzanne, destiné à former désormais l'extrême gauche de Moreau.

Les forces aux ordres de ce dernier s'élevaient à cent mille hommes, y compris les garnisons des places cédées.

Une portion de l'aile droite (les flanqueurs de Molitor), observait, entre Feldkirck et l'Iser, les débouchés du Vorarlberg et du Tyrol. Le reste, ou autrement les divisions Gudin et Montrichard, était en position sur la route de Rosenheim, en avant d'Hoffendorf.

Cette aile entière était, comme précédemment, sous les ordres de Lecourbe.

Le centre, c'est-à-dire les divisions Decaen, Richepanse, Grandjean (plus tard Grouchy), et la réserve de cavalerie sous d'Hautpoul, étaient rassemblés entre Munich et Haag.

La gauche, sous le général Grenier, formée des divisions Ney, Hardy et Legrand, s'étendait de Hohenlinden vers Hœrtkofen, observant la vallée de l'Isen et ses débouchés.

Deux divisions de l'extrême gauche, sous Sainte-Suzanne, avaient reçu l'ordre de se porter des bords de l'Altmuhl sur la rive droite du Danube.

Donnons maintenant un aperçu des vues et des intentions de chaque parti. Celles des Français étaient fort étendues,

mais à tous égards proportionnées à leurs ressources et à l'ascendant qu'ils avaient pris. Pendant que, flanqué par la petite armée gallo-batave, Moreau continuerait d'agir sur la rive droite du Danube, l'armée d'Italie, renforcée de celle de Macdonald, qui en formait l'aile gauche, devait franchir l'Adige au-dessus de Vérone, pour ensuite se porter sur Vienne par les Alpes noriques; c'est-à-dire qu'on lui assignait la tâche de répéter, dans toutes les circonstances, la manœuvre si glorieuse de Bonaparte en 97. Peut-être trouvera-t-on qu'une des données essentielles de ce projet n'était rien moins que certaine, si l'on vient à considérer qu'avant de prendre à son exécution une part directe et efficace, Macdonald avait à traverser diagonalement, au cœur de l'hiver et en présence des forces supérieures du général Hiller, la chaîne des Alpes rhétiennes, de Coire à Trente; mais on était dans l'habitude de compter pour peu de chose les plus grands obstacles de la nature, et cette fois encore l'événement justifia cet excès de confiance et d'audace.

A peine, au surplus, ce projet aura-t-il reçu un commencement d'exécution, que des événements d'une importance majeure en suspendront tout à coup la continuation. L'armée d'Allemagne paiera à l'armée d'Italie la dette contractée envers elle en 1797; et cette dette, acquittée à Hohenlinden, aura, sur l'issue des opérations et les résultats de la campagne, la même influence que les succès de Bonaparte à cette dernière époque. Par quel concours de circonstances fut préparé et accompli cet événement décisif? C'est ce qu'il faut d'abord examiner.

En position derrière l'excellente barrière de l'Inn (1), l'armée impériale pouvait se flatter de braver longtemps les efforts de Moreau; et c'était pour elle, de l'opinion de tous les historiens, plus que jamais le cas d'attendre l'ennemi. Mais, soit qu'il répugnât au jeune prince généralissime de se

(1) *Voyez*, soit dans l'ouvrage de Jomini, soit dans le *Mémorial* du dépôt de la guerre, déjà cité, la description de cette ligne formidable.

renfermer, dès son début et avec des forces supérieures, dans le système peu brillant d'une défensive absolue ; soit que ses conseillers eussent vu dans l'initiative un moyen plus glorieux et non moins certain de succès, il fut décidé que cette armée, quittant le rôle de la défensive, se porterait, par une marche rapide, sur le flanc gauche des Français. Klénau devait déboucher de Ratisbonne, tandis que le corps de bataille, ayant passé l'Inn à Braunau et à Mühldorf, s'avancerait échelonné la droite en tête, entre Erding et Landshut. Ce premier résultat obtenu, et la gauche refusée servant de pivot, la totalité des forces engagées se rabattrait, par un changement de front, sur l'importante position de Daschau, interceptant ainsi la principale communication de l'armée française. A ce projet était liée l'intention de faire agir sur le haut Iser le corps du Tyrol.

Quoique conçu dans le but d'un effort sur l'extrémité la plus vulnérable de la ligne opposée, ce plan n'était cependant pas exempt de blâme. Si la nature des localités, en ne présentant du côté des Français qu'un petit nombre de débouchés faciles à masquer, atténuait jusqu'à un certain point le danger d'un mouvement circulaire aussi prononcé ; si la distance à laquelle on se tiendrait du Danube permettait de regarder comme sans inconvénient réel la direction de son cours sur les derrières, il ne paraît pas que l'on eût prévu le cas d'un changement de ligne d'opérations sur la Bohême, que les premiers contre-mouvements des Français ne manqueraient pas de rendre indispensable. Si tant est que l'entreprise fût possible, on ne devait en attendre le succès que d'une rapidité d'exécution plus qu'ordinaire ; mais comment se flatter de se mouvoir avec un degré de vitesse convenable au milieu de l'hiver, sur un terrain marécageux, qui ne présentait partout que des routes effondrées ? C'est sur quoi l'état-major autrichien se fit une entière illusion jusqu'au moment où, détrompé par des essais aussi infructueux que pénibles, il prit enfin le parti de changer de vues, mais non impunément ; car par cette déviation du projet fut accéléré,

au très grand détriment de la cour d'Autriche, le dénoûment de la campagne.

L'état-major français, à qui l'armistice avait laissé le loisir de se livrer à des explorations minutieuses et à des calculs pour tous les cas probables, après avoir mesuré toute l'étendue du danger d'un effort direct contre la position de l'Inn, s'était décidé à recourir à des démonstrations et à une feinte timidité pour en faire sortir l'ennemi et l'attirer dans les défilés de la forêt d'Ebersberg, où l'on acquerrait d'autant plus de chances de le vaincre, que sa nombreuse cavalerie s'y trouverait paralysée. Ce plan paraissait sage, et il l'eût été effectivement, si l'ennemi fût resté sur la défensive; mais dans l'hypothèse contraire, il pouvait ne plus être sans inconvénient. Quoi qu'il en soit, Moreau, à qui le soumit son chef d'état-major le jour même de son arrivée de Paris, où il était allé pour deux mois, l'adopta dans tous ses détails, écartant, comme invraisemblable, cette dernière supposition. S'il commit en cela une légère infraction aux règles de la prudence, elle se trouvait en quelque sorte commandée par la nécessité d'un plus grand rapprochement de l'Inn, et par l'avantage de manœuvrer au plus près.

La reprise des hostilités, entre les deux grandes armées, fut notifiée pour le 28 novembre. Mais Augereau, autorisé à agir séparément, devança de quatre jours cette époque. Sa petite armée (1) se portant d'Aschaffenbourg, par Wurtzbourg et Nuremberg, sur Ratisbonne, devait relever, sur la rive gauche du Danube, le corps de Sainte-Suzanne, dont il importait que Moreau pût disposer.

Un premier combat livré, sur le pont d'Aschaffenbourg, aux troupes d'Albini, qui furent rejetées sur Fulde, ouvrit aux colonnes gallo-bataves les routes de Schweinfurth et de Wurtzbourg. Dumonceau entra par convention dans celle-ci,

(1) Elle se composait de la division hollandaise de Dumonceau, et de deux faibles divisions françaises sous Duhesme et Barbou; le tout formant environ dix-sept mille hommes.

tenait sur les dispositions à prendre, quand un ingénieur bavarois, attaché à l'état-major, indiqua, entre les chaussées de Wasserbourg et de Mühldorf, un chemin transversal aboutissant à Mattenpœt, à l'entrée même du défilé de Hohenlinden (1). Cette découverte fut un trait de lumière pour Moreau : il résolut d'arrêter l'archiduc à sa sortie de la forêt, et de faire déboucher derrière lui, d'Ebersberg et de Zornoting, les divisions Richepanse et Decaen.

Les Autrichiens n'avaient point à se plaindre de leur début; et peut-être qu'ils eussent pris un ascendant prononcé sur leurs adversaires s'ils avaient moins tâtonné. Mais il semble que la fortune ne leur sourit d'abord que pour leur faire paraître plus dure la défaite sanglante qui les attendait.

Leur armée, formée en quatre colonnes principales, indépendamment d'une avant-garde et de deux corps détachés, devait déboucher, le 3, par les points de Lendorf, Isen, Hohenlinden et Albaching (*voyez* la planche 3) ; et telle était la confiance de l'archiduc, que ses ordres prescrivaient comme une chose simple, et qui ne devait éprouver aucun obstacle, d'arriver le même jour devant Munich.

Ces colonnes étaient commandées, la première, à partir de la droite, par le général Kienmayer ; la seconde, par Baillet-Latour ; la troisième, par Kollowrath ; la quatrième, par Riesch : elles formaient un total d'environ cinquante bataillons et cent quarante escadrons. Celle destinée à marcher sur Hohenlinden était la plus forte : seule, elle jouissait de l'avantage, qui fut chèrement payé, de suivre une grande chaussée; le prince la dirigeait en personne, et c'était à elle, ainsi qu'une parfaite connaissance du pays avait permis à Moreau de le prévoir, qu'était réservé l'honneur ou plutôt le fardeau de la journée.

Le général français eut soin, autant que le comportaient ses desseins et les nombreux obstacles du théâtre, de resser-

(1) Ce document nous est fourni par un officier général, témoin de la discussion. — *Voyez* l'article BATAILLE de l'*Encyclopédie moderne*.

rer et de tenir en mesure de se soutenir les uns les autres, tous les éléments de son armée. Nous avons vu quelle tâche était assignée aux divisions Richepanse et Decaen; elles s'ébranlèrent le 3 à la pointe du jour. La division Montrichard fut appelée à les remplacer et à les appuyer sur la chaussée de Wasserbourg.

La division Grouchy (précédemment commandée par le général Grandjean) prit position à l'issue du défilé, dans la plaine peu spacieuse de Hohenlinden, appuyant sa droite à la forêt et sa gauche à la chaussée.

Celle de Ney bordait, à la gauche de Hohenlinden, la lisière des bois de Krainacker. Le reste du corps de Grenier, composé des divisions Bastoul et Legrand, s'étendait jusqu'à Hortkofen, observant les défilés d'Isen et de Lendorf.

Venaient ensuite les escadrons de réserve de d'Hautpoul, échelonnés en arrière de Hohenlinden, partie à la droite et partie à la gauche de la chaussée.

Collaud, avec la portion du corps de Sainte-Suzanne passé sur la rive droite du Danube, avait reçu l'ordre de quitter la direction de Landshut, pour se porter à marches forcées par Freysing sur Erding, où l'attendaient en flanqueurs la brigade d'Espagne et quelques compagnies de la division Legrand.

La neige tombait à gros flocons quand, sur les huit heures du matin, s'engagea la bataille. Les premiers efforts de l'ennemi se portèrent contre Grouchy; mais ce fut en vain que, pour tourner sa droite, huit bataillons d'élite filèrent à travers le bois qui lui servait d'appui : Grandjean se précipita à leur rencontre, les arrêta, les battit, et fit prisonnier le général Spanocchi qui les commandait. Des attaques, qui n'eurent pas une meilleure issue, étaient dirigées en même temps contre le front de la division française : nos hussards eurent, de ce côté, une part glorieuse à la résistance ; ils prirent, avec les hommes qui les servaient, cinq pièces de canon attelées.

Déjà les troupes de Baillet paraissaient à la lisière du bois

de Krainacker ; et, bien que d'une manière peu vive, le combat s'étendait vers la gauche.

Richepanse avait-il rempli son importante mission ? Il tardait à Moreau d'en recevoir des nouvelles, quand, observant au loin les rangs ennemis, qu'une éclaircie lui permettait de distinguer, il y démêla, dit-on, des signes d'inquiétude et d'hésitation qui lui firent soupçonner la réalité.

Dans tous les cas, et soit que Richepanse eût réussi ou non, à opérer sa manœuvre, il devenait instant de porter les grands coups, ne fût-ce que pour le dégager. Moreau le sentit, et donna aux divisions Ney et Grouchy l'ordre qu'elles attendaient avec impatience de se porter en avant. Celle-ci fut obligée à un mouvement étendu par sa droite ; mais la première étant immédiatement tombée sur l'ennemi, le culbuta dans le défilé, lui enleva mille hommes et dix pièces de canon.

Cependant Richepanse, ainsi que ses instructions le portaient, avait pris la direction de Mattenpœt avant le jour. Mais, tandis qu'au milieu des flocons de neige qui obscurcissaient l'air, sa division était engagée dans le chemin tortueux et difficile indiqué par l'ingénieur bavarois, la colonne autrichienne de Riesch séparait, à Saint-Christophe, sa première brigade de la seconde : toute fortuite qu'elle était, cette rencontre plaçait Richepanse à deux doigts de sa ruine.

Un autre à sa place se serait peut-être arrêté pour réunir sa division ; mais lui, sachant combien ses mouvements sont précieux, combien est décisif le moment qu'on lui a prescrit, continue avec rapidité sa marche, et, sans autre suite que deux demi-brigades et le 1er régiment de chasseurs, débouche audacieusement sur Mattenpœt. S'il n'est pas fort par le nombre, il le sera par le courage et la résolution ; il compte d'ailleurs sur Decaen pour dégager sa 2e brigade, et le secourir lui-même. Tombant à l'improviste sur les cuirassassiers de Nassau, qu'il trouve pied à terre, il en prend une partie et disperse le reste. Un gros de cavalerie impériale arrivait de Haag : il lui oppose Walther, et, prompt et ter-

rible comme la foudre, se jette par un à gauche dans l'étroit défilé. Le grand parc de l'armée venait de s'y engouffrer sur les traces de Kollowrath. A la vue d'une si belle proie, les fatigues sont oubliées, le danger n'est plus rien : les troupes de Richepanse sèment partout l'épouvante et la mort : c'est en vain que, pour les arrêter, trois bataillons ont rétrogradé, précédés d'une batterie ; elles affrontent leur mitraille, et les abordant baïonnettes basses, les mettent en pleine déroute ; ils étaient le dernier obstacle à la jonction de Richepanse avec Ney, qui, comme lui, s'avançait victorieux, quoique dans un sens contraire.

Elle n'était plus, cette énorme colonne, l'espoir des Autrichiens ; et telle est la promptitude de nos intrépides tirailleurs à se prolonger sur les flancs de la route, qu'il ne se sauva pas un quart de ses débris.

La chaussée, couverte il n'y a qu'un moment de milliers de soldats, n'offrait plus entre nos deux divisions que des cadavres épars, des chevaux sans cavaliers, et un immense attirail de chariots, de caissons et de pièces d'artillerie. Couvert de tant de gloire, environné de si beaux trophées, Richepanse n'a point oublié Walther, et telle est au contraire sa diligence à lui porter secours qu'il n'attend même pas que sa réunion avec Ney soit opérée. Il est vrai que ce dernier et Grouchy le suivraient de près ; celui-ci en appuyant vers Saint-Cristophe, celui-là en profitant de la chaussée.

Les soldats de Walther le rapportaient grièvement blessé ; mais, sous la conduite de l'intrépide Montbrun, leur colonel, nos braves chasseurs continuaient à se couvrir de gloire en résistant à des forces quadruples ; Richepanse arrive sur le lieu de la scène, jette son infanterie à droite et à gauche dans la forêt, se met à la tête de sa cavalerie, et par une charge sur la chaussée, oblige l'ennemi à une prompte retraite. Il venait d'être rejoint par sa seconde brigade qu'avait dégagée Decaen.

Le centre de l'armée autrichienne n'existait plus, et quelle

que fût la résistance que pussent encore opposer les ailes, la bataille était gagnée.

Soit qu'on doive en rattacher la cause à un calcul de l'archiduc, soit que, plutôt, il faille l'attribuer au mauvais état des chemins, les colonnes de Baillet et de Kienmayer n'arrivèrent que fort tard sur le champ de bataille, et quand déjà la grande question se décidait sur la chaussée ; elles débouchèrent sur Preissendorf et Buch : Grenier les attendait avec les divisions Bastoul et Legrand, soutenues par une brigade de Ney et par la réserve de cavalerie. Ce n'était pas la moitié des forces que présentait l'ennemi, et cependant, sur l'avis des succès obtenus par notre centre, il se décida à prendre l'offensive. Dans la lutte qui s'engagea, les mêmes positions furent prises et reprises plusieurs fois, le dénoûment fut longtemps incertain ; enfin, Legrand ayant culbuté sur Lendorf les Impériaux, en même temps qu'à la tête d'une des brigades de Bastoul, Bonnet les rejetait sur Isen, notre aile gauche se trouva dégagée. Cependant, malgré ces avantages, Baillet-Latour persévérait dans ses efforts contre le centre de Bastoul qu'il était au moment d'enfoncer. Bonnet se rabattit sur son flanc droit, et d'Hautpoul le chargea de front : il résistait à leurs attaques, quand la brigade Joba, portée à propos contre sa gauche lui ravit tout espoir de succès, et lui fit craindre pour sa retraite qu'il se hâta d'effectuer. Nos trophées, dans ces différents combats furent deux mille cinq cents prisonniers et plusieurs pièces de canon.

Par leur marche successive sur Saint-Christophe, Richepanse et Decaen avaient isolé et mis hors de mesure d'agir la colonne de Riesch, laquelle obéissant aux intentions du plan de l'archiduc, se dirigeait vers Hohenlinden. Mais cette colonne, tant qu'elle ignora le sort de Kollowrath, ne perdit pas l'espoir d'arriver au rendez-vous. Tout entier à l'idée de soutenir Richepanse, et sans se donner le temps de pousser Riesch aussi loin qu'il l'aurait pu, Decaen avait suivi sur Mattenpœt la brigade Drouet qu'il venait de dégager. Il at-

teignait ce village quand il rencontra Grouchy, qui lui apprit les succès obtenus dans le défilé. Désormais rassuré sur le compte de Richepanse, Decaen fit rétrograder, en toute hâte sur Saint-Christophe où l'ennemi se montrait de nouveau, la légion polonaise de Kniasewicz, en même temps qu'il dirigea sur Albaching la brigade Durutte. Les Polonais eurent à supporter d'abord tout le poids de la colonne autrichienne; mais ils furent bientôt dégagés par le mouvement de Durutte sur le flanc droit et les derrières de cette colonne, qui reprit enfin la route de Wasserbourg.

Cent pièces de canon, des drapeaux et onze mille prisonniers furent les résultats de la victoire, qu'on eût pu rendre plus complète encore, en se jetant immédiatement dans le vallon de l'Isen, où était entassée toute la droite de l'ennemi. Au surplus, l'histoire n'offre point d'exemple d'une aussi grande quantité d'artillerie de bataille, prise sur l'armée autrichienne dans une seule affaire (1).

On retrouve ici, comme dans tant d'autres occasions, comme à Castiglionne et à Arcole, une des ruses favorites d'Annibal et de Marius : on y retrouve un corps se précipitant sur les derrières de l'ennemi, et qui, par son arrivée imprévue, décide du succès; mais cette manœuvre, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, est toujours hasardeuse, puisque mille chances peuvent compromettre un corps séparé, sans appui, et qui, par la position où il se place, se ferme toute retraite (2).

De combien s'en fallut-il que Richepanse ne fût la victime de sa propre manœuvre? Que serait-il arrivé, si l'ennemi, mieux avisé et plus fort sur le point de Saint-Christophe, lui eût fermé le passage ou se fût jeté au pas de course sur ses traces? Le but eût été manqué, et la division française entiè-

(1) *Encyclopédie moderne.* — BATAILLE.

(2) *Voy.* dans les pièces officielles annexées à l'ouvrage de M. de Nisas, les nombreuses particularités de cette bataille que Feuquières aurait rangée parmi les combats.

rement compromise. N'est-on pas en droit de s'étonner, quand on agissait d'après un plan concerté, de ne pas voir Decaen suivre plus immédiatement Richepanse? et pourquoi Montrichard n'était-il pas plus en mesure de les soutenir l'un et l'autre? Ce fut assurément une idée des plus lumineuses que celle d'intercepter à Mattenpœt la grande chaussée; mais on ne pouvait y faire marcher trop de forces, et c'était bien le moins que deux divisions s'y portassent en masse.

Ce défaut d'ensemble semblerait donner quelque consistance à la version de ceux qui ont considéré comme une inspiration de Richepanse, et non comme la conséquence d'un ordre à lui adressé, le mouvement sur Mattenpœt; mais cette version est contredite par le rapport officiel et par les autres pièces du dépôt de la guerre (1). Toutefois, et bien qu'il ne doive rester aucun doute à ce sujet, bien qu'en apportant un tact et une habileté plus qu'ordiraires dans la conception de ses desseins, Moreau eût pu se voir déçu dans ses espérances, si, dans les préalables de la journée, comme durant tout le cours de l'action, la fortune ne l'avait servi à souhait. Une critique oiseuse ne dirige point ici notre plume, et nous ne voulons que faire ressortir le danger d'une manœuvre qui, pour avoir été décisive, n'en sort pas moins des bornes ordinaires de la prudence.

La bataille de Hohenlinden promettait les plus grands résultats; mais, pour les obtenir, il fallait atteindre rapidement le point de Salzbourg : de là, on prenait à revers le Tyrol et le corps engagé dans la haute vallée de l'Inn; on menaçait les routes directes de Vienne sur l'Italie, et si, victorieux aux bords de l'Adige, les Français poursuivaient vivement leurs adversaires battus sur cette rivière, ceux-ci n'avaient plus de refuge qu'au fond de la Hongrie. Ces considérations, l'ardeur des troupes, et l'espoir d'empêcher l'ennemi de se reconnaître, pressèrent le mouvement de l'armée française vers l'Inn.

(1) *Voy.* le numéro du *Mémorial* déjà tant de fois cité.

Cette rivière, que Turenne lui-même a désignée dans ses Mémoires comme une des lignes les plus formidables, n'arrêta que bien peu de temps nos colonnes. De fortes démonstrations de l'aile gauche en facilitèrent le passage à l'aile opposée, que les desseins du général appelaient à devancer momentanément le reste de l'armée. Dès le 9, la division Montrichard atteignit heureusement la rive droite sur le point favorable de Neu-Peurn. Elle était suivie de la totalité de l'aile droite, moins le corps de Molitor.

L'impression produite par ce passage ayant ajouté à la désorganisation déjà flagrante de l'armée impériale, Moreau crut devoir laisser toute latitude à Lecourbe de la presser. Celui-ci, côtoyant le Chiem-See (lac de Chiem), poussa incontinent jusque devant Salzbourg, où l'ennemi avait rallié environ trente mille fantassins et dix mille cavaliers, dans l'excellente position formée par le confluent de la Saal et de la Salza.

Dans son empressement à combattre, Lecourbe se jeta par un épais brouillard au milieu des escadrons ennemis ; mais, grâce à l'éloignement de l'infanterie autrichienne, et surtout à l'empressement de nos braves régiments à s'entre-secourir, cette pointe n'eut aucune suite fâcheuse : c'était le 14 décembre ; la journée se termina par une longue et insignifiante canonnade.

Le centre passait alors la Salza à Lauffen : Moreau en détacha la division Decaen au soutien de l'aile engagée ; elle s'avança contre le flanc droit de la position, faisant grand bruit de son artillerie. Les Impériaux prirent l'alarme pour leurs communications et se retirèrent en toute hâte. Decaen fut le premier à entrer à Salzbourg, où le rejoignit immédiatement Lecourbe.

Le cours de la Salza n'offrit qu'un appui fort précaire aux Autrichiens, parce qu'ils n'avaient point eu la précaution d'en préparer la défense d'une manière convenable, et qu'ils étaient maîtrisés par les événements. Ils devaient compter qu'un grand effort serait dirigé entre Braunau et Salzbourg,

et ils n'avaient sur tout cet intervalle que le seul point de Burghausen à l'abri d'un coup de main. Une fois le passage de Lauffen surpris, il dépendait de Moreau de les prévenir à Neumarkt, et de leur intercepter ainsi la grande communication de Vienne par Voklabruck; s'il ne le fit pas, c'est que, inquiet sur l'issue du combat que livrait Lecourbe, il regarda comme plus prudent de lui porter secours.

En arrière à gauche s'avançaient échelonnés les corps de Grenier et de Sainte-Suzanne. Le premier passa la Salza, partie à Lauffen et partie à Titmaning, se portant par Ried sur la Traun. La division Ney investit Burghausen. Le second éclairait le cours du Danube, tenant une colonne sur la rive gauche pour ouvrir ou entretenir la communication avec Augereau.

Nouveau Sertorius, Molitor continuait au milieu des monts Tyroliens, et contre des forces supérieures, une guerre de postes et de chicanes dans laquelle peu de généraux, à sa place, eussent obtenu les mêmes avantages.

La nature du pays entre la Salza et l'Enns présente à chaque pas d'excellentes positions dont l'ennemi essaya de profiter; mais cette résistance d'une armée désorganisée ne servit qu'à grossir les trophées des vainqueurs, et à mettre dans un plus grand jour la réputation déjà si brillante de Richepanse. Sa division ayant été jetée en avant-garde sur la route de Voklabruck, l'intrépide général ne perdit pas un instant l'ennemi de vue. Autant de journées, autant de victoires, dont tout l'honneur lui revint, à lui seul et à ses troupes; car, bien que soutenu en seconde ligne par Decaen et Grouchy, il ne les attendit jamais pour attaquer et vaincre. L'ennemi essaie-t-il de tenir dans les positions de Frankmarkt, de Voklabruck, de Schwanstadt, il en est brusquement chassé, et la totalité de ses pertes ne s'élève pas à moins de six mille prisonniers, vingt pièces de canon, et plusieurs milliers de caissons et de voitures

M. le général Mathieu Dumas, sans doute préoccupé de l'idée que nos divisions devaient être en tout point comparées aux

légions romaines, a pris soin d'observer que, dans les deux derniers combats, et notamment dans celui de Schwanstadt, Richepanse avait tiré un merveilleux parti du mélange de l'infanterie et de la cavalerie. Le succès obtenu dans cette occasion ne vérifie pas l'excellence de la disposition, et nous persistons à la regarder comme généralement vicieuse et contraire à l'essence de chacune des deux armes.

Le 20 décembre, au soir, toute l'armée française se trouvait en ligne, formée en grande partie au delà de la Traun. Désormais aussi peu inquiet de la présence de Hiller sur sa droite, que de celle de Klénau sur sa gauche, Moreau se disposait à aller dicter dans Vienne une paix désirée par l'Autriche, mais sans cesse ajournée par le machiavélisme anglais, quand l'archiduc Charles, qui avait pris le commandement de l'armée autrichienne, envoya proposer un armistice. Il fut signé à Steyer, le 23, et se prolongea jusqu'au traité de Lunéville. Les résultats de cette courte période ne laissent aucune prise à la critique. Vingt jours s'étaient à peine écoulés depuis la reprise des hostilités, et déjà l'armée française avait conquis quatre-vingts lieues de terrain et franchi les formidables barrières de l'Inn, de la Salza, de la Traun et de l'Enn; elle n'était plus qu'à vingt lieues de la capitale de l'Autriche, dont il dépendait d'elle de faire ouvrir les portes. Ses trophées étaient immenses : plus de quarante-cinq mille ennemis étaient tombés sous ses coups ou avaient déposé les armes; elle avait recueilli cent quarante-sept pièces d'artillerie de campagne, quatre cents caissons et près de huit mille voitures. Les annales de la guerre offrent peu d'exemples d'une poursuite plus extraordinaire, plus fructueuse et mieux dirigée.

Quelles étaient les occupations de l'armée gallo-batave pendant que ces événements s'accomplissaient sur la rive droite du Danube? Cette armée, que commandait Augereau, comptait à peine quinze mille hommes répartis en trois divisions sous Dumonceau, Duhesme et Barbou : elles formaient trois échelons, entre Offenbach et Aschaffenbourg, au moment de la rupture de l'armistice. Destinée à agir au sein de la vaste

Franconie, dans une direction peu différente de celle qu'avait suivie, en 1796, l'armée de Sambre-et-Meuse, l'armée gallo-batave devait menacer la Bohême et garantir, contre les entreprises des corps d'Albini, de Simbschen et de Klénau, le flanc gauche et les derrières de l'armée du Rhin : mission délicate, autant par l'étendue démesurée du théâtre, que par la supériorité des forces opposées.

Il n'est pas rare qu'une époque en rappelle une autre : c'est ce que nous venons d'éprouver en nous trouvant comme involontairement reporté en 1796 ; mais on aurait tort toutefois de chercher entre les opérations de cette année et celles de 1800, une analogie qui n'exista jamais. Il est vrai que, dans les deux campagnes, un même échiquier et en quelque sorte une même direction furent assignés à l'une et à l'autre de nos armées ; mais quelle différence entre leurs tâches respectives, et surtout entre les moyens de les accomplir ; quel changement dans les données et dans les circonstances ! L'armée de Sambre-et-Meuse était une de ces grandes masses destinées à porter les coups décisifs, et à trancher la question de la paix et de la guerre. Le succès dépendait de sa jonction avec l'armée du Rhin, et cette jonction était soumise à une infinité de chances. L'armée gallo-batave n'était qu'un accessoire de l'armée principale, nullement indispensable à ses progrès, et seulement destinée à les hâter et à les appuyer ; ce n'était, à proprement parler, qu'un grand détachement, qu'un grand corps de flanqueurs. On ne retrouve donc point en 1800, comme en 1796, une ligne d'opérations double, dont chaque partie, indépendante dans la direction générale, est néanmoins subordonnée aux éventualités qui sont propres à l'autre ; et partant, le principe fondamental de la guerre ne fut point méconnu comme en 1796.

Nous avons laissé l'armée gallo-batave en position derrière la Rednitz, après le combat du 3 décembre. Elle communiquait avec l'armée de Moreau, et couvrait le siége de la citadelle de Wurtzbourg, dont était chargée la division Dumonceau. Un événement de peu d'importance fit alors

diversion en faveur des Impériaux : Barbou, conformément à l'ordre d'Augereau, avait dirigé, par Roth et Eichstadt, une petite colonne vers le Danube. Cette colonne avait à parcourir une distance trop considérable; elle fut rencontrée par les milices mayençaises du baron d'Albini et presque entièrement prise ou dispersée.

Bien qu'ayant la Rednitz sur son front, l'armée gallo-batave ne s'en trouvait pas moins dans une position très précaire, et dans le cas de se voir tournée et affamée, si elle venait à se concentrer pour quelque entreprise sérieuse. Cependant Augereau, au lieu de s'avouer le plus faible en restant passivement derrière cette rivière, résolut de payer d'audace en se portant au delà. Il jeta quatre cents hommes avec trois bouches à feu dans Bamberg, et étendit son centre entre Nurenberg et Forcheim. Malheureusement cet intervalle était hors de toute proportion avec les forces qui le gardaient, et peut-être qu'au milieu des embarras d'une semblable situation, il eût encore mieux valu se masser concentriquement sous Nurenberg et y attendre le premier qui se présenterait.

Depuis que, par l'effet de la bataille de Hohenlinden, Klénau avait été séparé de l'armée principale, et dans l'impossibilité de s'y rallier, ce général était passé sur la rive gauche du Danube dans le dessein de contribuer à la défaite d'Augereau. Ses efforts, combinés à ceux de Simbschen et d'Albini, devaient principalement se porter contre l'aile droite des républicains, afin de les éloigner de plus en plus du Danube.

Le 18 décembre, alors que les divisions Duhesme et Barbou se trouvaient toujours disséminées en détachements sur les nombreux chemins qui, de Nurenberg, conduisent en Bohême et en Autriche, une vive canonnade apprit à Augereau que sa ligne était attaquée. Ce général sortait de Wurtzbourg, où on l'a blâmé de s'être rendu pour chercher lui-même des renforts, quand déjà tout annonçait les projets offensifs de l'ennemi. Deux colonnes dirigées par Klénau sur Nurenberg placèrent un instant Barbou dans un terrible

embarras, mais il en fût tiré par le courage et la fermeté de Wathier; et le général autrichien dut se replier momentanément sur Fischbach. Duhesme se trouvait alors débordé par Simbschen et dans la nécessité d'effectuer une retraite précipitée, qui bientôt entraîna celle du reste de l'armée. L'entêtement des Impériaux à manœuvrer à la fois contre nos deux flancs sauva l'une et l'autre de nos divisions d'une défaite complète, et toutes deux purent repasser la Rednitz.

Sans les progrès de l'armée du Rhin, Augereau eût été sans doute obligé de rétrograder encore, mais il en fut dispensé par l'entrée de Souham à Ratisbonne. En effet, à la nouvelle de la perte de ce point, Klénau et ses collègues se replièrent sur la Bohême. L'armée gallo-batave reprenait l'offensive pour la seconde fois, et déjà son avant-garde réoccupait Nurenberg, quand tout à coup l'armistice arrêta sa marche.

Quelques fautes dans les détails, et peut-être aussi la direction par trop divergente de cette petite armée, s'opposèrent à ce qu'elle prît une part plus immédiate à la conquête de la paix. Mais, en couvrant et appuyant l'aile gauche de l'armée du Rhin, en même temps qu'elle faisait craindre à l'ennemi pour sa ligne secondaire de la Bohême, elle rendit un service important, dont peut-être les historiens n'ont pas assez tenu compte.

Des auteurs ont cru voir s'effectuer, dans le cours de l'année 1800, le passage d'une école de guerre à une autre. Nul doute qu'ainsi prise dans toute la rigueur, leur opinion ne conserve à beaucoup d'égards le caractère de l'authenticité; mais elle cesse d'être vraie aussitôt que, pour mieux faire saillir les différences entre l'ancienne et la nouvelle école, ces mêmes auteurs en viennent à conclure, on ne sait dans quelle intention, que la campagne de l'armée du Rhin doit être envisagée comme la dernière campagne classique, et présentée comme modèle, de préférence à toute autre.

Serait-ce que, dans les campagnes subséquentes, à Austerlitz, à Iéna, à Wagram, on ne retrouve plus ni principes, ni règles, et qu'on doive les considérer comme une époque

de ténèbres et de bouleversement pour la science de la guerre? Qu'on se donne la peine d'étudier, de scruter attentivement, et sans passion surtout, la série des faits dont il s'agit, et l'on verra si une telle assertion peut être accueillie. Que Napoléon ait quelquefois compté sur sa fortune, c'est ce qu'on ne saurait nier; mais ce ne fut qu'après que des causes extraordinaires eurent dérangé toute l'économie de ses projets et commencé à maîtriser le génie dans ses enfantements. Et encore, combien de savantes conceptions, d'admirables épisodes, au milieu du chaos de nos glorieux désastres!

Il y aurait plus d'exactitude à dire que Napoléon n'a point fait école, ou plutôt que son école s'est trouvée close, peut-être pour ne jamais se rouvrir, le jour même de sa chute: car, s'il a légué d'éternelles et fécondes leçons à tous les généraux futurs, combien s'en trouvera-t-il en état de les comprendre et de les reproduire avec succès. Quelques-uns en seraient capables, qu'ils ne le pourront, faute de ce concours de circonstances inouïes, au milieu desquelles vécut ce général des généraux, et que développèrent tantôt son génie, tantôt son ambition, et plus souvent encore la politique haineuse des cabinets.

L'école dont on se complaît à regarder Moreau comme le créateur et le chef, n'est autre que l'école perfectionnée des premiers temps de la révolution. Cette école a pu fournir un grand nombre de capacités subalternes, parce qu'elle était accessible à tous, et que tous y conservaient une sorte de liberté de discussion et d'action que ne toléra jamais le général de l'armée d'Italie; mais elle ne peut être présentée comme le foyer lumineux de la science du commandement, comme l'école par excellence de la grande guerre. Il y a, entre la doctrine attribuée à Moreau et celle de Napoléon, la distance qui sépare les éléments des sciences de leur philosophie; et cette distance, déjà perceptible dans les détails tactiques et administratifs, devient parfois incommensurable dans la comparaison des vues et des conceptions stratégiques.

On a cru devoir avancer, pour le plus grand éloge du gé-

néral de l'armée du Rhin, que, guidé par le flambeau de l'histoire, son discernement l'avait conduit à imiter les Romains dans l'organisation des détails : telle eût été son intention, et rien ne semble la justifier, qu'elle n'en serait ni plus louable ni plus réfléchie ; car, ainsi que nous l'avons répété jusqu'à satiété, le principe et la forme des organisations se rattachent à la nature des agents, et les agents des modernes sont bien autres que ceux de l'antiquité. Puis, quelle différence dans les manœuvres et la destination de la cavalerie ! Que dire enfin des progrès de la topographie et de l'influence du terrain, de cette arme que les anciens connaissaient à peine ? N'y verrait-on aucun motif pour renoncer à l'imitation, tant vantée, tant recommandée, de la légion romaine ?

Malgré la solidité ordinaire des observations du général Foy, malgré son aptitude à juger des hommes et des événements, nous ne saurions admettre avec lui, *que Moreau fut le premier de l'époque à faire combattre un nombre limité de troupes sur un terrain donné.* Il nous est effectivement revenu, et nous croyons avoir vérifié que Kléber, Masséna, Saint-Cyr, pour ne citer ici que ceux qui ne sont plus, n'étaient point à cet égard au-dessous de lui. Nous ne saurions davantage penser, avec M. de Nisas, qu'on doive se proposer Moreau comme un modèle pour la guerre méthodique et classique. Mais nous admettons volontiers comme caractéristique le mot si spirituel et si piquant de M. le général Lamarque, lorsqu'il nous représente son ancien généralissime *comme le La Fontaine des champs de bataille.*

S'il ressort de ce mot une double intention de critique et d'apologie, de blâme et d'éloge, c'est que Moreau a mérité l'un et l'autre. Assurément il a mérité d'être loué comme général, mais nul doute qu'il ne lui revienne plus d'éloges comme homme que comme chef d'une grande armée. On citera Moreau pour avoir fait de son quartier général une réunion de famille ; on le citera comme un père pour le soldat, comme un camarade et un ami pour tous les officiers : mais à tant de bonté et de condescendance de la part de l'autorité suprême,

se rattache par malheur plus d'un inconvénient. On s'abandonne à la conversation, on cause familièrement, et, bien que l'on se promette de ne pas tout dire, les secrets ne sont plus gardés, les distances se rapprochent, et bientôt les subalternes s'autorisent et ressortent beaucoup trop; les ordres se donnent et s'exécutent mollement, parce que l'autorité ne conserve plus cette force et cette dignité dont elle a tant besoin. C'est assurément une triste condition imposée aux généraux comme aux princes, de ne pouvoir s'abandonner à leurs émotions, à leurs sympathies, mais ils ne sauraient le faire qu'au détriment de leur gloire et du bien de la patrie. Peut-être existait-il quelques-uns de ces inconvénients dans la tenue du quartier général de l'armée du Rhin, dans les rapports des subalternes entre eux et avec le chef; mais comme ils étaient chaque jour compensés et effacés par des succès, dus avant tout à l'excellence des troupes, ils sont, pour la plupart, restés inaperçus.

Moreau avait plus de lenteur et de calme d'esprit que de force de pensée et d'action. Indifférent par caractère, on le voyait quelquefois oublier le rôle qu'il avait à remplir. On regrette de ne le pas voir plus en relief, alors que ses sous-ordres apparaissent souvent sur le premier plan; et tel est l'effet de cette sorte de confusion dans les personnages, qu'on trouve à citer les noms de Lecourbe et de Richepanse, quand on croyait ne rencontrer que celui de Moreau seul.

Quel rang l'histoire lui assignera-t-elle? Elle ne le placera qu'au second, à côté des Catinat, des Luxembourg, des Hoche, des Masséna, et après les Villars, les Eugène et les de Saxe. Annibal, Scipion et César chez les anciens; Turenne, Frédéric et Napoléon chez les modernes, voilà les capacités du premier ordre. Telles sont nos impressions: nous les avons reproduites avec assez peu d'élégance; mais toujours est-il que nous l'avons fait de bonne foi et sans passion aucune.

Que ces réflexions ne nous dispensent pas de décerner la palme du guerrier au général de l'armée du Rhin. Hommage à sa mémoire comme à celle de tous les braves, comme à

toutes les illustrations militaires anciennes et modernes, mortes et vivantes, nationales et étrangères ; mais aussi hommage au vrai, car, comme l'a dit le poëte :

Rien n'est beau que le vrai, le vrai seul est aimable.

Encore un mot sur les opérations en Italie, et nous aurons terminé la triple campagne de 1800, qui, elle-même, terminera cette nouvelle partie de nos leçons.

§ VI.

La convention d'Alexandrie avait procuré aux vainqueurs de Marengo un repos de quatre mois dans les riches cantonnements de la Lombardie. La république Cisalpine et le Piémont, écrasés par cinq années de guerre, commençaient à respirer ; mais les Toscans et les Napolitains se disposaient à répondre aux incitations des cabinets de Vienne et de Londres : leurs efforts, réunis à ceux d'un corps que l'escadre anglaise menaçait de jeter à Livourne, devaient être dirigés contre les derrières de l'armée française. Il n'y avait pas de temps à perdre. Brune, qui venait de succéder à Masséna, envoya Dupont en Toscane à la tête d'une dizaine de mille hommes. En quelques jours, celui-ci s'empara de Florence, soumit tout le pays, et ferma Livourne aux flottes britanniques. Ces événements, arrivés durant l'armistice et environ six semaines avant sa rupture, débarrassèrent l'armée d'un ennemi fort dangereux, plus encore par sa position que par l'étendue de ses ressources.

Suivant le plan arrêté par le premier Consul, l'armée d'Italie devait passer l'Adige au-dessus de Vérone, tandis qu'après avoir traversé les grandes Alpes, celle des Grisons déboucherait par les sources de ce fleuve. Les Autrichiens se trouvant ainsi menacés d'être enfermés dans le Tyrol, seraient forcés de l'abandonner ; Brune et Macdonald, réunis

sur la Brenta, n'auraient attendu que le printemps pour s'avancer sur Vienne.

Ce n'était pas une légère tâche que celle imposée à la faible armée des Grisons. Auxiliaire essentielle des grandes armées du Danube et du Pô, elle devait les seconder plus ou moins immédiatement l'une et l'autre, ouvrir et entretenir entre elles, par la conquête du Tyrol, une corrélation dans les opérations.

Trois directions pouvaient conduire à ce double but : la première, par le Septimer et l'Albula sur l'Inn ; la condition ultérieurement imposée à l'armée des Grisons de former l'extrême gauche de Brune, ne permettait point d'en profiter, car on se fût trouvé marcher vers Moreau, en tournant le dos à l'Italie.

La seconde, plus centrale, par la croupe même de l'Albula, sur Zernetz et Glurns, et de là par la vallée de Méran, dans celle de l'Adige : mais outre que l'on donnait de front contre toutes les forces autrichiennes dans le Tyrol, on arrivait sur les masses inaccessibles des monts Gallo et Braglio. D'ailleurs, en se tenant ainsi à une assez grande distance de chacune des armées, on ne leur prêtait plus qu'un appui incertain et peu efficace, en même temps que l'on s'ôtait les moyens d'en recevoir des secours.

La troisième conduisait dans la Valteline, par la haute vallée du Rhin et le Splugen. Elle donnait lieu d'espérer de n'avoir point d'ennemis à rencontrer ; mais elle obligeait à s'éloigner de plus en plus de l'armée du Danube, et à franchir diagonalement les Alpes rhétiques, les plus âpres et les plus sauvages de cette chaîne, en prêtant le flanc à des forces supérieures. De la Valteline, il fallait pouvoir gagner Trente, et on ne le pouvait qu'en gravissant les contre-forts glacés des Alpes, entre les sources de l'Adda, de l'Oglio et de l'Adige. Quelles difficultés à vaincre, quelles épreuves à subir, et dans quelle saison encore ? On ne saurait s'en former une plus juste idée qu'avec l'important ouvrage de l'illustre chef de l'état-major de cette petite armée, M. le comte Mathieu Dumas. Ainsi que Xénophon, à qui il ne le cède pas, l'auteur se

présente avec le double titre de second acteur principal et d'écrivain de la plus haute distinction. Contraint de nous renfermer dans le cercle étroit d'une analyse rapide, nous ne prendrons de ses tableaux que quelques esquises partielles et incomplètes, mais suffisantes néanmoins pour porter les élèves à faire connaissance avec les originaux.

Macdonald hésitait : Bonaparte, qu'il envoya consulter, lui fit dire : « Nous enlèverons, sans combattre, cette immense « forteresse du Tyrol. Il faut manœuvrer sur les flancs des « Autrichiens, menacer leur dernier point de retraite (1) ; ils « évacueront sur-le-champ toutes les hautes vallées. Je ne « changerai rien à mes dispositions ; retournez promptement, « je vais rompre l'armistice ; dites à Macdonald qu'une ar- « mée passe toujours et en toute saison partout où deux « hommes peuvent poser le pied. Il faut que quinze jours « après la reprise des hostilités, l'armée des Grisons se trouve « aux sources de l'Adda, de l'Oglio et de l'Adige ; qu'elle ait « tiré des coups de fusil sur le mont Tonal qui les sépare ; « enfin, qu'arrivant à Trente, elle forme la gauche de l'ar- « mée d'Italie, et manœuvre de concert avec elle sur les « derrières de Bellegarde. »

La petite armée des Grisons est aussitôt réunie entre Coire et Rheineck. Pour tromper plus sûrement les Autrichiens, pour mieux couvrir sa marche de flanc sur Tusis, Macdonald détacha Morlot vers l'Engadine avec l'une de ses quatre faibles divisions. Ce n'était point le cas de s'organiser en grandes masses, alors que l'armée eût été plus considérable. Dans les pays de montagne, la multiplicité des fractions et des commandements, vicieuse dans les pays ouverts, est au contraire un avantage, et presque toujours un moyen sûr d'imposer à l'adversaire, indépendamment de ce qu'elle permet de vivre plus facilement.

(1) C'est ce que déjà nous avons vu qu'il avait conseillé de faire en 1795, lorsqu'il n'était encore que général commandant l'artillerie à l'armée des Alpes.

Chaque homme avait été pourvu de cinq rations de biscuit et de dix livres de cartouches. L'artillerie avait été démontée et répartie sur des traîneaux attelés de bœufs. On était aux derniers jours de novembre, lorsque, de Tusis, l'armée s'achemina vers le Splugen. Elle eut d'abord à remonter la Via-Mala, vallée étroite, sombre, dominée par des masses de granit, d'où pendent d'éternelles glaces au-dessus des eaux noirâtres et torrentueuses du Rhin naissant. Merveille effrayante de la nature, la Via-Mala est l'un des sites les plus pittoresques, l'une des plus belles horreurs du chaos des grandes Alpes. Une marche de dix heures conduisit l'armée au pied du Splugen, dont le flanc lui apparut comme un mur perpendiculaire. Une première tentative pour atteindre le sommet coûta la vie à plusieurs hommes et ne réussit pas. La colonne n'était pas à mi-côte que des flots de neige et de glace, soulevés par un vent impétueux, avaient couvert le sentier. Les guides et les sapeurs persistaient toujours à lutter contre l'ouragan, quand une énorme et dernière avalanche les contraignit de rétrograder épouvantés.

Malgré le rapport des guides qui déclaraient qu'on ne pourrait rouvrir le passage avant quinze jours, Macdonald persista à se remettre en marche dès le troisième. Une belle gelée et la précaution de faire fouler la neige par des bœufs, ayant favorisé les premières colonnes, elles gagnèrent assez heureusement le point de partage des eaux ; mais une nouvelle épreuve attendait l'arrière-garde où se trouvait le général en chef. Parvenue au sommet, malgré l'abondance de la neige qu'une nouvelle tempête amoncelait sans cesse dans les tranchées, elle trouva le plateau entre les deux glaciers encombré à une si grande hauteur, que les plus intrépides désespérèrent de pouvoir passer. Macdonald ne se laisse point abattre, et, ralliant les travailleurs et les guides, il leur donne l'exemple, en sondant lui-même ces immenses profondeurs de neige et de glace. Plusieurs périssent, et la colonne dispersée n'arrive à l'hospice qu'après des peines infinies.

De Chiavenna, où se termina ce passage à jamais mémo-

rable, Macdonald se porta, le 8 décembre, sur Riva-di-Como, à l'extrémité du lac. L'avant-garde poussa vers les sources de l'Oglio, tandis qu'échelonnée dans la haute vallée de l'Adda, l'armée étendit sa gauche du côté de l'Engadine pour se lier à la division Morlot, qui en avait pris possession.

C'est alors que parvint à Macdonald l'ordre inattendu de subordonner désormais ses opérations à celles de l'armée d'Italie, dont il est temps d'indiquer les positions et les mouvements.

La garde du Piémont, où s'agitaient les agents de l'Autriche et du roi de Sardaigne, avait été confiée à Soult, qu'une blessure reçue devant Gênes empêchait de servir en ligne. Miollis tenait en échec les Autrichiens et les Napolitains depuis Livourne jusqu'à Ancône. Cette tâche, qu'il avait à remplir avec une seule brigade française, secondée par la légion cisalpine de Pino, présentait d'autant plus de difficulté, que l'occupation de la Toscane avait plutôt suspendu l'orage, qu'elle ne l'avait dissipé.

L'armée active ne pouvait être sur un meilleur pied; forte de soixante-deux mille hommes avec cent soixante bouches à feu, elle comptait dans ses rangs les vainqueurs de Marengo et les vétérans de Gênes : sa droite appuyait au Pô, sa gauche au lac d'Idro, d'où elle devait communiquer avec Macdonald. On y remarquait une plus grande centralisation et une plus grande égalité de force entre les grandes fractions, que dans les organisations précédentes. Chacune de ces fractions se composait de deux divisions. Delmas commandait l'avant-garde, Dupont l'aile droite, Suchet le centre, Moncey la gauche, et Michaud la réserve où entraient deux divisions de grosse cavalerie et de dragons réunis.

L'armée autrichienne, de même force ou à peu près, occupait, sur le Mincio, entre Peschiera et Mantoue, une ligne hérissée de retranchements et de redoutes garnies de cent pièces de canon. Les deux forteresses, le poste de Goito et la tête de pont de Borghetto lui ouvraient, dans l'offensive

comme dans la défensive, des chances inappréciables, auxquelles ses adversaires n'avaient à opposer que la réputation des armes, et l'ascendant d'un moral à toute épreuve. Un autre avantage pour les Impériaux, c'est qu'ils avaient sur le lac de Garda une flottille de vingt-sept bâtiments armés d'artillerie, qui leur permettait de jeter de forts détachements sur la rive droite. Leurs réserves étaient concentrées dans le camp retranché de Castel-Novo.

Un corps composé des divisions Laudon et Dedowich, entretenait, sous les ordres du général Wukassewich, la communication avec Hiller et par suite avec l'armée d'Allemagne. Ce corps ayant principalement pour tâche de couvrir Trente, tenait par sa droite les sources de l'Adige, par sa gauche, Riva-di-Garda, et sur son front le Tonal, où nous le verrons arrêter l'armée des Grisons.

Les deux partis hésitaient à prendre l'offensive. L'un attendait l'approche de Macdonald, l'autre l'effet de la diversion des Napolitains en Toscane. La nouvelle du passage du Splugen vint enfin fixer l'attitude et le rôle de chacun. Bellegarde, qui, dès le jour de la rupture de l'armistice, aurait dû tomber en masse sur la gauche des républicains, se borna à faire passer des renforts à sa droite; et attendit qu'on l'attaquâ.

Des positions où nous l'avons laissé, Macdonald envoya demander à Brune de renforcer l'armée des Grisons de toute l'aile gauche de celle d'Italie, afin de marcher sur Trente, et de tourner, par les gorges de la Brenta, la droite de toutes les positions ennemies sur le Mincio et l'Adige. Bien que cette proposition ait été vantée comme très militaire et très décisive, Brune ne l'accueillit point, et nous croyons qu'il n'eut pas tort. Il s'y refusa, dans la persuasion qu'il affaiblirait l'armée principale sans utilité bien constatée pour l'armée secondaire. Il jugea que formant ainsi deux masses isolées, dont la plus forte resterait inactive, il ne pourrait que les compromettre l'une et l'autre : l'une, parce que les Autrichiens l'attaqueraient avec avantage par la vallée de l'Oglio;

l'autre, parce qu'elle aurait à s'enfoncer dans des contrées arides, où toute la population se soulèverait infailliblement à son approche ; et sans doute aussi que le général de l'armée d'Italie avait vu dans la conquête des grandes vallées, et non dans des attaques directes, le plus sûr moyen d'arriver à la possession des montagnes. Il se contenta donc de détacher au devant de l'armée des Grisons, par la vallée de l'Oglio, la brigade italienne de Lecchi.

Macdonald n'en persistant pas moins dans le dessein de marcher directement sur Trente, en traversant les montagnes, fit attaquer les masses couvertes de redoutes et de glaces du mont Tonal (1). C'était montrer plus d'audace que de réflexion : c'était violer le grand principe de la guerre de montagnes. Les plus héroïques efforts ne purent vaincre l'obstacle ; il fallut renoncer à le franchir. Macdonald n'ayant alors d'autre parti à prendre que de rabattre par sa droite à la rencontre de Lecchi, descendit l'Oglio jusqu'à Pisogne, d'où il passa ensuite dans la vallée de la Chiese par le val Trompia. Cette direction forcée, l'isolant de plus en plus de son aile gauche, que nous avons vue se porter sur Nauders et la vallée de Meran, eût fourni, sur tout autre théâtre, une belle occasion à Wukassewich ; mais, dans les pays de hautes montagnes, les mouvements latéraux pour se porter tour à tour contre une colonne et contre une autre d'une armée éparpillée en détachements, sont presque toujours ou dangereux ou impossibles. La nouvelle de la bataille de Hohenlinden étant venue se joindre à ces circonstances protectrices pour l'armée des Grisons, Macdonald n'eut point à se repentir d'avoir ainsi morcelé ses forces.

Brune ayant formé la résolution de prendre l'offensive, toute l'armée française s'approcha du Mincio le 20 novembre. De ce premier mouvement, résultèrent divers combats en ordre parallèle. Delmas s'avança sur Ponti, refoulant sans

(1) Ces redoutes étaient construites en terre et avec de la neige battue et glacée.

peine les avant-postes autrichiens. Moncey, faute d'avoir été soutenu par la réserve, n'enleva pas sans difficulté les hauteurs entre Olsino et Castellaro : mais encore les Impériaux furent-ils rejetés sur Borghetto. Suchet s'empara de la Volta; Dupont refoula l'ennemi dans Goito, l'obligeant à repasser la rivière. La division Rochambeau s'établit à Salo pour y attendre Macdonald; et observer les mouvements de la flottille.

La rive gauche du Mincio commande partout la droite excepté aux deux points de Monzambano et de Pozzolo, éloigné l'un de l'autre d'environ quatre lieues. Le premier, très important parce qu'il menait directement au camp retranché de Gherl ou Castel-Novo, était défendu par des redoutes; le second n'était point couvert par des ouvrages, mais sa proximité de Mantoue et les difficultés du terrain le rendaient d'un abord fort dangereux. Décidé à franchir la rivière, Brune concentra ses forces vers Monzambano, laissant à sa droite le soin d'observer Mantoue et de faire une fausse attaque à Pozzolo. L'ennemi incertain s'était rassemblé sur les hauteurs de Valeggio, clef de toute sa ligne.

Au jour désigné, les chemins dégradés et le mauvais temps empêchèrent les troupes de se trouver au rendez-vous, et Brune dut remettre son passage au lendemain 26 décembre; toutefois, Dupont n'attendit pas : protégé par des batteries établies à Molino-della-Volta et par les localités, il traversa la rivière à Pozzolo, culbutant les faibles postes qui le défendaient : un pont ayant été construit, la division Watrin s'établit solidement sur la rive gauche. Brune, à la nouvelle de ce mouvement prématuré, envoya à son lieutenant l'ordre de n'engager aucune affaire sérieuse, mais déjà Watrin avait gagné de l'espace et balayé la plaine. Dupont jugea convenable de poursuivre ses succès, et fit occuper Pozzolo par la majeure partie de son autre division que commandait Monnier. L'aile droite entraîna le centre. Informé que Dupont, engagé seul, courait risque d'être écrasé, Suchet résolut de le soutenir, se bornant à en prévenir le général en chef. Cet

incident dérangea toute l'harmonie du projet, et jeta Brune dans un extrême embarras. Il ne lui restait rien de mieux à faire que de suivre Suchet avec toutes ses forces disponibles; mais il persista dans son premier dessein, et laissa sa droite exécuter sa téméraire entreprise.

Bellegarde, averti de l'imminence du danger, envoya deux divisions pour reprendre Pozzolo et débusquer Watrin, qui s'était habilement posté derrière les digues de la rive gauche. Ces divisions, que suivait une nombreuse artillerie, tombèrent avec fureur sur les troupes de ce dernier, qui soutint admirablement le choc. La cavalerie autrichienne essaya vainement d'entamer le flanc des Français; mitraillée par vingt bouches à feu, elle rebroussa chemin pour se diriger contre Pozzolo, d'où furent chassées les deux demi-brigades de Monnier.

C'était le moment de l'arrivée de Suchet : à la vue des efforts héroïques de Watrin et de Monnier, il déploie son artillerie sur les hauteurs de la rive droite, et fait passer le Mincio à la brigade Clausel. Faible renfort, qui n'eût pas manqué d'être culbuté dans la rivière avec les bataillons de Monnier, si Suchet, malgré la distance, n'eût pris part à l'action, en commençant un si terrible feu d'artillerie et de mousqueterie, que les Autrichiens foudroyés s'arrêtèrent. Watrin profita de ce moment pour sortir de ses retranchements et tomber sur leur flanc droit. Les Français s'étant ralliés, deux régiments de cavalerie légère, chasseurs et hussards, chargèrent avec tant d'intrépidité et de bonheur les bataillons ennemis, qu'ils les enfoncèrent et les contraignirent à abandonner Pozzolo et tout le terrain qu'ils avaient conquis.

Cependant, de nouveaux renforts arrivèrent aux Autrichiens; saisissant le moment où, par un excès d'ardeur, Watrin s'est avancé dans la plaine, ils dirigèrent une nouvelle attaque sur Pozzolo et l'enlevèrent aux troupes épuisées de Monnier. Force étant à Watrin de se replier, il le fit en bon ordre, tandis que, secondé par Suchet, Monnier reprenait le village. C'est alors que s'engagea pendant six

heures une lutte aussi sanglante qu'opiniâtre. Les renforts successifs envoyés par chaque parti, donnèrent alternativement à l'un et à l'autre la possession de Pozzolo, qui resta en définitive aux Français. Dupont et Suchet croyaient l'ennemi en pleine retraite, quand la division Watrin, retirée derrière ses épaulements, sentit pleuvoir sur elle une grêle de balles : à la clarté de la lune, elle aperçut deux masses épaisses de grenadiers qui montaient rapidement sur les digues. Aussitôt, les Français exécutent un feu épouvantable, et les deux colonnes d'élite repoussées, tournent de nouveau leurs efforts contre Pozzolo, où Monnier les empêcha de pénétrer. Cette dernière tentative de l'ennemi termina la journée, qui coûta cher aux deux partis, mais principalement aux Autrichiens, dont elle ébranla le moral.

Une lutte non moins opiniâtre et plus générale se préparait pour le lendemain. Suchet profita de la nuit pour faire repasser le Mincio à ses troupes, et pour les ramener sur Monzambano, où la gauche s'apprêtait à passer. Dupont garda la défensive sur le terrain qu'il avait conquis, et qu'il ne devait quitter que pour s'approcher de Valleggio, quand il verrait l'action engagée.

Le 26 décembre, à cinq heures du matin, quarante bouches à feu tonnèrent sur la rive droite pour protéger l'établissement des ponts à Monzambano. A neuf heures l'avant-garde avait effectué son passage : elle s'avança formée en quatre colonnes, et culbuta l'ennemi sur Valeggio.

Bellegarde ne s'attendait pas à cette attaque, et comment penser que, maîtresse d'un excellent passage à quatre lieues de là, l'armée française voulût en conquérir un autre? Il crut donc que l'affaire de Monzambano n'était qu'une diversion pour favoriser l'attaque de Pozzolo, et se borna à faire marcher sur le premier point une division de grenadiers. Elle attaqua vivement les Français sur les hauteurs de Valeggio, et commençait à les faire plier, quand une des divisions de Moncey atteignit les sommités en filant sur sa droite. Toute la ligne s'ébranlant alors au pas de charge, l'ennemi fut culbuté sur

tous les points avec perte d'un millier de prisonniers. Ce succès entraîna l'avant-garde sur Valeggio, où la suivit la brigade de réserve du général Séras. Les Impériaux opposèrent sur ce point une résistance des plus opiniâtres, et ce ne fut qu'après avoir été pris et repris plusieurs fois qu'il resta au pouvoir de l'armée française.

Bellegarde ayant reconnu son erreur, se hâta de diriger le corps de Hohenzollern sur les lieux; il n'était déjà plus temps, et le seul service que put rendre ce renfort fut d'assurer la retraite, qui s'effectua en bon ordre sur Vérone. Dans cette journée, les Autrichiens perdirent sept à huit mille hommes et quarante pièces de canon : leur retraite livra Mantoue et Peschiera à leurs propres forces, fit capituler Borghetto et évacuer Goito.

L'armée française se porta immédiatement sur l'Adige, de Rivoli à Legnago, n'attendant que l'arrivée de ses pontons pour s'avancer au delà. Comme il importait d'en effectuer le passage au-dessus de Vérone, afin de donner la main à Macdonald, Brune se décida pour le point remarquable de Bussolengo. Cette rivière, par sa rapidité et la largeur de son lit, est beaucoup plus difficile à passer que le Mincio; mais les Impériaux ébranlés songeaient moins à en disputer les rives qu'à se retirer derrière la Brenta, où ils espéraient rallier Wukassewich et Laudon, qui déjà ne pouvaient plus se retirer par la chaussée de Trente à Vérone.

Le 1er janvier, le feu de soixante canons couvrit la construction d'un pont où passèrent successivement l'avant-garde et le centre. La droite continua de masquer Vérone, et la réserve, sous Michaud, jeta un second pont à Chievé, pour lier plus étroitement cette ville avec le centre. Toutes ces opérations s'exécutèrent sans beaucoup de difficultés, les Autrichiens s'étant retirés de bonne heure dans les belles positions de Caldiero.

La gauche devant se porter à la rencontre de Macdonald, remonta l'Adige en deux colonnes. Moncey, avec la première, passa le fleuve et suivit la chaussée de Trente par la Chiusa;

la seconde, aux ordres de Schilt, s'avança par Rivoli, balayant tout le pays entre l'Adige et le lac de Garda : elle devait se joindre, au nord du lac, à la division Rochambeau, en marche de Salo sur Riva, et déjà en communication avec Macdonald par la brigade Lecchi.

De sa position de Mori, Laudon espérait faire face à la fois aux trois colonnes de Moncey; mais cette tâche était d'autant plus épineuse que Macdonald allait entrer en ligne.

La colonne dirigée par la rive gauche n'éprouva d'abord aucune résistance sérieuse, mais il lui fallut livrer un combat opiniâtre avant de pénétrer dans Ala. Celle de Schilt ayant enlevé Rivoli et la Corona, tandis que Rochambeau s'apprêtait à déboucher par Riva, Laudon abandonna Mori et même Roveredo, pour se retirer dans le fameux poste de Calliano.

Macdonald, que nous avons laissé descendant l'Oglio jusqu'à Pisogne, après avoir gravi les revers âpres et rocailleux du Val-Trompia, et reconnu les sources de la Mella, Macdonald débouchait alors dans la vallée de la Chiese à Storo : il y releva Rochambeau, ce qui permit à celui-ci de se porter, comme nous l'avons vu, sur Riva et Roveredo où Moncey réunit ses trois colonnes.

La bataille du Mincio et les mouvements combinés de Moncey et de Macdonald rendaient la position de Wukassévich infiniment embarrassante. Se décidait-il à remonter vers Botzen pour tomber sur la gauche du corps des Grisons? il laissait accabler Laudon, et s'exposait à perdre sa communication directe par la vallée de la Brenta. Descendait-il, au contraire, sur Calliano? il se trouvait enfermé dans le bassin de l'Adige, par l'arrivée de Macdonald à Trente. Restait-il divisé dans l'espoir de faire face à la fois à celui-ci et à Moncey? il s'engageait partout contre des forces supérieures et déjà victorieuses.

L'ordre qu'il reçut de Bellegarde de se replier par les gorges de la Brenta, le dispensait d'attendre des attaques sérieuses, sans néanmoins le tirer complétement d'embarras : Laudon ne pouvait manquer d'être attaqué et vivement pour-

suivi par Moncey; puis, comment se flatter de rassembler à heure dite, à l'entrée du défilé de la Brenta, des troupes dispersées en vingt détachements ?

Le 7 janvier, tandis que Moncey se disposait à déposter Laudon de la Pietra et de Calliano, Macdonald débouchait du col de Vezzano sur Trente, s'emparait de la ville, passait l'Adige de vive force, et poursuivait Wukassewich dans la direction de Levico. C'en était fait de Laudon, s'il ne s'était tiré d'affaire par un de ces stratagèmes dont se servirent plus d'une fois nos adversaires. Il fit dire à Moncey qu'un armistice venait d'être conclu, lui proposant d'arrêter une effusion de sang désormais sans utilité pour les deux partis. Le général français consentit à suspendre ses opérations, sous la condition qu'on lui remettrait la Pietra et la ville de Trente. Laudon fila dans la nuit par la vallée de la Brenta, formant l'arrière-garde de Wukassewick, en retraite sur Bassano. Moncey arriva le lendemain à Trente, où il ne fut pas peu surpris de trouver Macdonald.

Cependant Bellegarde avait abandonné les hauteurs presque inexpugnables de Caldiero, regardant comme peu prudent de recevoir la bataille avant d'avoir rallié son aile droite. Sa retraite, qu'il effectua par Montebello et Vicence, a mérité d'être citée pour l'ordre et la précision : son armée formait trois échelons, qui, se soutenant à une lieue de distance, opposèrent aux têtes de colonne de Brune des troupes toujours prêtes à les arrêter. Les Français se montrèrent moins habiles dans leur poursuite, qui embrassait un front trop étendu, Suchet s'avançant par les montagnes, Delmas et Dupont par la plaine.

Voici dans quels termes Jomini a fait ressortir cette faute :

« Cette double poursuite, dit-il, dans la plaine et sur les « hauteurs, semblait exposer à perdre inutilement des « braves ; car une poursuite parallèle sur tous les chemins « par où une armée se retire, a quelque chose de contraire « aux règles de la stratégie. Il est reconnu que si le point

« principal de retraite est une fois menacé, tous les corps que « l'ennemi conserverait sur son front courraient risque d'être « enlevés ou fortement entamés : dès lors, il paraît préfé« rable de pousser l'ennemi en retraite avec vigueur sur un « seul point, en cherchant même à l'attirer sur les autres; « et, en thèse générale, ce point ne doit jamais être sur la « queue des colonnes. »

Il importait de débusquer l'armée autrichienne de ses positions sur la Brenta pour éviter que Moncey ne vînt se jeter au milieu d'elle : aussi, Brune se prépara-t-il à franchir au plus vite cette rivière. Toutes les dispositions ayant été achevées le 10 janvier, le passage en fut fixé au lendemain. Le principal effort devait avoir lieu à Citadella, tandis que deux diversions seraient tentées, l'une à Camisano pour donner le change à l'ennemi, l'autre à Bassano pour se lier avec Moncey.

Un nouveau mouvement rétrograde de l'armée ennemie rendit ces mesures superflues : elle se retira à Castelfranco, où la rejoignit le corps du Tyrol. Brune, ayant rallié son aile gauche et passé sans opposition le fleuve, fit ses dispositions pour attaquer l'ennemi le 15. Bellegarde eût pu l'attendre avec quelque chance de succès depuis la jonction de Wukassewich et de Laudon; mais, fidèle à son système de temporisation, il ne présenta qu'une forte arrière-garde, et se replia sur Trévise.

Tout fut encore disposé de la part de Brune pour livrer bataille, et déjà l'armée française était en pleine marche, quand Bellegarde envoya faire la proposition d'un armistice. Brune y consentit malgré son attitude victorieuse, et chargea Sébiastiani et Marmont de la conclure. Les négociateurs n'exigèrent que d'assez minces avantages, se bornant à stipuler la remise de Peschiera, Vérone, Legnago, Ancône et Ferrare. De telles conditions parurent d'autant moins satisfaisantes que Vérone et Peschiera étaient au moment de se rendre, et qu'un renfort de neuf à dix mille hommes, conduit par Murat, allait arriver à l'armée. Aussi, le Consul, bien loin de les ratifier, ordonna-t-il de reprendre

sur-le-champ les hostilités. Cependant la remise de Mantoue, à laquelle souscrivit Bellegarde, désarma la colère de Bonaparte, et définitivement les épées furent suspendues.

De nouveaux mouvements des Napolitains et des Toscans, qui avaient jeté Miollis dans l'embarras, nécessitèrent une seconde expédition au delà du Pô. Elle fut confiée à Murat, et composée de vingt-cinq mille hommes au moins. C'était plus qu'il n'en fallait pour faire entendre raison à la cour de Naples : aussi, s'empressa-t-elle de consentir à toutes les conditions imposées par le général français. Ces événements furent les derniers auxquels donna lieu la seconde coalition, la paix ayant été signée à Lunéville le 9 février 1801.

FIN DU TOME SECOND.

TABLE.

QUATORZIÈME LEÇON.

Deuxième partie.

QUINZIÈME LEÇON.

Première partie.

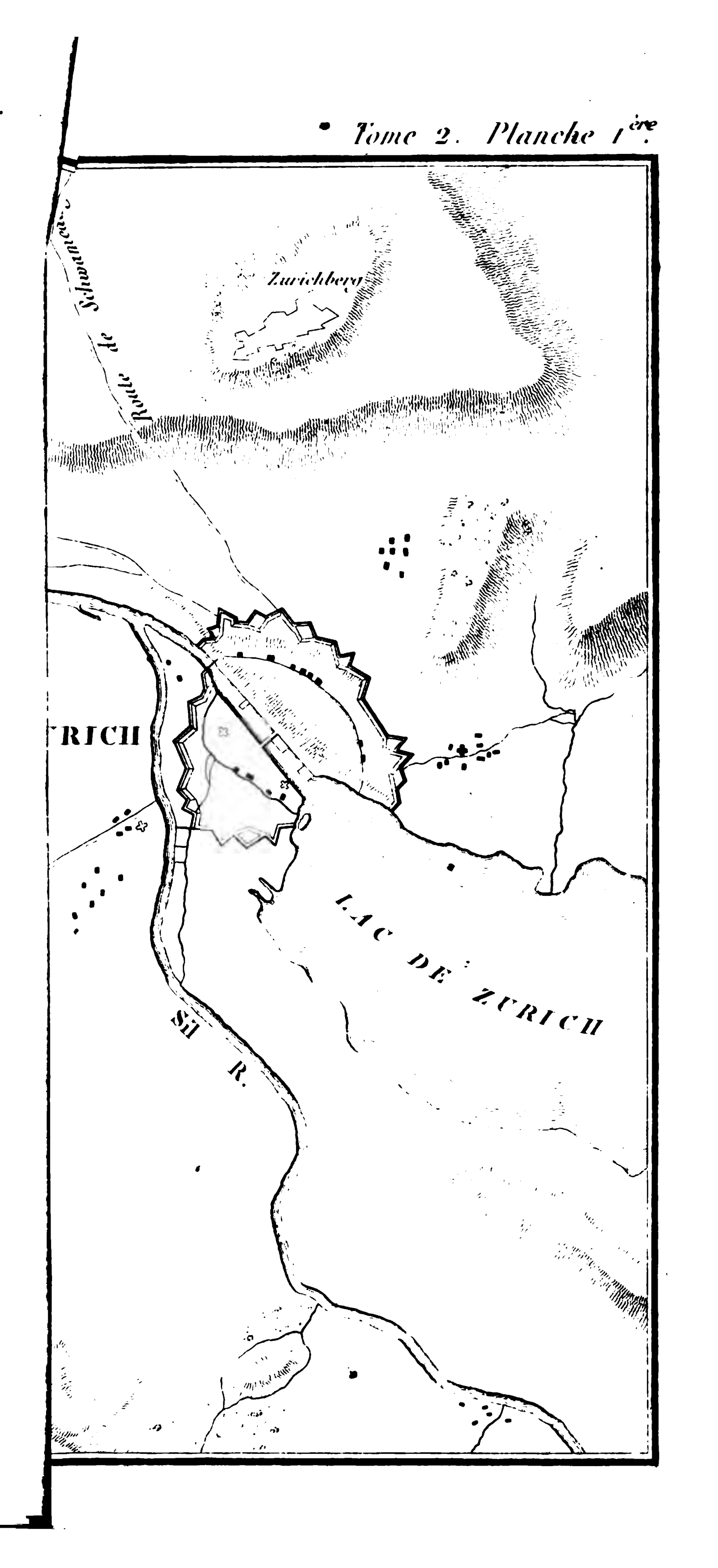
Deuxième partie.

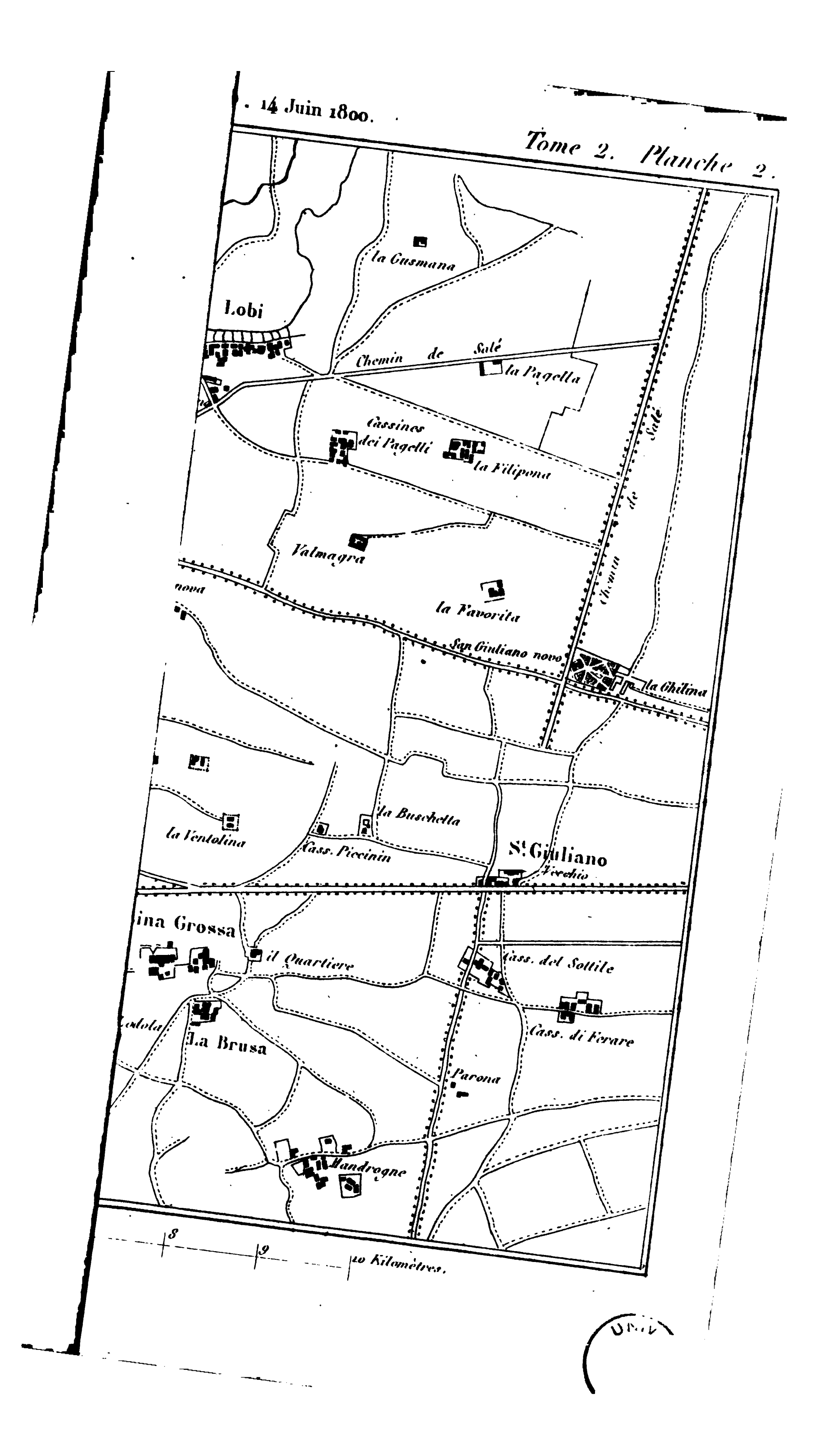
DIX-NEUVIÈME LEÇON.

VINGTIÈME LEÇON.

VINGT ET UNIÈME LEÇON.

FIN DE LA TABLE.


Tome 2. Planche 1ère
Zurichberg
Route de Schwamen
RICH
LAC DE ZURICH
Sil R.



. 14 Juin 1800.
Tome 2. Planche 2.
la Cusmana
Lobi
Chemin de Salé
la Pagella
Cassines dei Pagelli
la Filipona
Valmagra
la Favorita
San Giuliano novo
la Ghilina
Chemin de Salé
la Buschetta
la Ventolina
Cass. Piccinin
St. Giuliano
Vecchio
ina Grossa
il Quartiere
Cass. del Sottile
La Brusa
Cass. di Ferare
Parona
Mandrogne
8
9
10 Kilomètres.

